BIBLIOTHÈQUE PRATIQUE
DE L'ENSEIGNANT

Roger Caratini

Histoire
Le Monde

9

Bordas

Collaboratrice principale : Françoise Caratini
Édition : Thierry Foulc, Jacqueline N'Guyen-Tien
Documentation rédactionnelle : Jean Gerber, Jean-François Nahmias
Documentation iconographique : service de documentation Bordas
Dessins, schémas et cartes : Gilles Alkan, Jean Battle, Denis Horwath
Mise en pages : Michel Ganne, Lucien Lallemand, Jacqueline Harispe
Couverture : Jean Castel

ISBN 2-04-012207-9

Ce volume est une édition remaniée de l'Histoire universelle (3) : De l'Antiquité à nos jours : le Monde moins l'Europe ; il a été publié pour la première fois aux Éditions Bordas en 1969, dans la collection « Bordas-Encyclopédie ».

Avant-propos

Les Français, disait-on, ignorent la géographie. Mais connaissent-ils davantage l'histoire ? Il y a encore quelques années, ils avaient une idée conventionnelle de leur histoire nationale, jalonnée par quelques noms illustres : Vercingétorix, Charlemagne, Jeanne d'Arc, Henri IV, Louis XIV, Danton et Robespierre, Napoléon, Clemenceau, De Gaulle et illustrée par l'imagerie d'Épinal. Mais « le reste de l'Europe », les mondes extraeuropéens ne figuraient dans aucun manuel élémentaire.

Les choses ont changé progressivement. Les programmes se sont élargis, même à l'École primaire. Les petits écoliers ont appris qu'ils n'étaient pas les descendants des Gaulois, ni même des Francs, que Charlemagne ne parlait pas « français » et que la guerre de 1914-1918 n'a pas été gagnée par le seul maréchal Foch. Les secousses de la décolonisation ont conduit les professeurs d'histoire à expliquer aux collégiens qu'en supprimant la lettre « F » des sigles *AOF* et *AEF*, on se trouvait en présence de mondes nouveaux, de nationalités naissantes, celles des États africains. Peu à peu, les programmes se sont mis — quelquefois avec trop de précipitation — à l'heure des médias. Des pans entiers de l'histoire du monde nous sont devenus sinon familiers, du moins présents : la Chine, l'Amérique, le Moyen-Orient. En même temps, les méthodes changeaient : à l'histoire événementielle et causale on a substitué, peu à peu, l'histoire culturelle, fondée sur les travaux de la nouvelle École historique (pas si « nouvelle » que cela : elle a plus de soixante ans d'âge et remonte à la revue des *Annales,* au début des années 1920).

Après ces bouleversements pédagogiques, connaît-on mieux l'histoire du monde ? On peut en douter. Sans être obsédé par l'histoire chronologique, on peut regretter que le fil d'Ariane des dates et des périodes ait été abandonné au musée de la pédagogie au profit de la seule considération de la description des cultures. Ma fille, qui a sept ans, connaît beaucoup de choses sur la vie des Indiens d'Amérique, sur leur mode d'habitat et leurs habitudes alimentaires, mais elle les croit contemporains du président Reagan ! Or il semble indispensable de situer les faits humains dans le temps, ne serait-ce que pour rendre compte de ce que nous sommes aujourd'hui : une *situation.*

Ce livre a pour objet de combler cette lacune, au niveau du public scolaire et du grand public cultivé. Nous nous sommes imposés l'exposé analytique, État par État, de l'histoire des parties du monde autres que l'Europe. Or cette division relativement aisée à suivre quand elle s'applique à l'Europe où les unités nationales et politiques sont anciennes, est moins naturelle quand il s'agit de continents comme l'Asie ou l'Afrique. Dans certaines régions du monde, le *nationalisme* est un fait récent, parfois même postérieur à la Seconde Guerre mondiale ; en Asie et en Afrique l'histoire de certains pays, jusqu'à ces dernières années, n'est souvent que l'histoire de leur domination par des maîtres différents, Mongols, Chinois, Portugais, Anglais, Français, Américains, etc. Dans un livre comme celui-ci, qui voudrait éviter d'être une liste chronologique d'événements et d'anecdotes, la synthèse est plus délicate à présenter que pour l'Europe, d'autant plus que le lecteur non spécialiste risque d'être décontenancé par l'exotisme des noms propres et l'absence de cadres généraux. Tout le monde a appris, dès l'école primaire, qu'après la chute de l'Empire romain d'Occident, l'Europe tout entière a évolué intellectuellement, politiquement et matériellement, à peu près de la même façon, « rattrapée » au XVIIe siècle par la Russie des tsars : grandes invasions, Moyen Age, ère classique après la Renaissance, époque des « Lumières », préludant aux grands courants révolutionnaires de la fin du XVIIIe et du début du XIXe siècle, entrée dans l'ère industrielle, développement des idées de nationalisme et de libéralisme, et, à la fin du siècle dernier, Europe impérialiste et capitaliste au sein de laquelle ont germé la Révolution soviétique et les deux guerres mondiales, pour en arriver à l'Europe meurtrie, divisée en deux « blocs », de l'après-guerre.

Rien de tout cela ne se retrouve en Asie, en Afrique, en Amérique. Certes, l'histoire de ces continents possède elle aussi ses lignes directrices ; mais elles sont plus ténues, et, de toute façon, infiniment moins familières au lecteur non averti. Dans ces conditions, il nous a été nécessaire — avant même d'*expliquer* certains problèmes — de les *décrire.* Et, comme la place manque toujours dans ce cas-là, il nous a fallu limiter nos descriptions, faire un choix — toujours douloureux — entre l'essentiel et l'accessoire, et cela en sachant fort bien que ce qui nous semble secondaire est peut-être fondamental pour d'autres.

Après la Seconde Guerre mondiale, les grands empires coloniaux ont explosé ; ils ont donné naissance à une mosaïque de nations souvent mal délimitées territorialement, ethniquement, linguistiquement. De ces nations, beaucoup sont sous-développées et les problèmes politiques qui s'y posent sont étroitement liés à cette situation économique caractérisée par la valeur excessivement basse — en comparaison des pays développés — de certains indices : revenu moyen individuel, degré d'instruction, possibilités nutritives (nombre de calories par personne et par jour disponibles), état sanitaire, degré d'industrialisation, etc. Dans ces pays, comparables à des nouveau-nés maladifs, les sursauts politiques ont été fréquents entre 1960 et 1970. Dans certaines régions du monde, comme l'Amérique centrale ou le Moyen-Orient, la guerre et la révolution persistent à l'état endémique : il est très difficile d'en étudier le processus dans le cadre de l'exposé analytique, et nous devrons souvent faire appel à des considérations de politique internationale pour les comprendre.

Mais un livre d'histoire n'est pas une revue d'actualité, encore moins un quotidien. Exposer les détails de la dernière révolution iraqienne n'est pas faire œuvre d'historien, mais de *« reporter historique ».* De toute façon, nous manquons d'éléments d'information qui sont à la base de tout travail scientifique. Nous n'avons souvent, pour tout document, que des dépêches d'agence ou des communiqués officiels et, de toute façon, les archives historiques ne sont disponibles que trente, quarante ou cinquante ans après les événements qu'elles concernent (si elles sont accessibles aux chercheurs non nationaux). Veut-on un exemple ? Il a été fréquemment question, dans l'actualité de 1969, des « pendaisons de Bagdad » : comment en faire l'histoire ? On peut, certes, donner les noms des pendus, les dates et les lieux d'exécution, les chefs d'accusation, décrire le procès, etc. Mais tout cela, même fait avec énormément de soin, n'est que du « reportage ». Pour que ce soit de l'« histoire », il faudrait avoir accès aux dossiers du Tribunal militaire et des services de renseignement, pouvoir interroger le plus grand nombre de témoins, recueillir les confidences des chefs de la CIA, des chefs des services du contre-espionnage iraqien, des hommes politiques arabes, palestiniens, américains, soviétiques, etc., bref réunir un ensemble de documents permettant d'affirmer, avec une probabilité plus ou moins voisine de la certitude :

— les « pendus de Bagdad » étaient des espions israéliens ;
— les « pendus de Bagdad » étaient des espions américains ;
— les « pendus de Bagdad » étaient des opposants au régime iraqien ;
— les « pendus de Bagdad » étaient des victimes innocentes ; etc.

Aucune de ces affirmations ne peut être raisonnablement avancée par un historien consciencieux : il n'aurait aucun élément pour la fonder. Par contre, *n'importe laquelle* de ces affirmations pourrait être avancée par un historien ou un journaliste « politique ».

Mais, dira-t-on, il y a quand même quelques constatations historiques possibles : qu'il existe un problème israélo-arabe au Moyen-Orient est une évidence historique. Certes oui ; mais, pour que ce problème puisse être exposé *historiquement,* il faut le rattacher à quelques grandes lignes de forces :

— Est-ce une querelle religieuse ?
— Est-ce une rivalité d'intérêts pétroliers entre les grandes nations ?
— Est-ce un des aspects de la rivalité politique américano-soviétique ?
— Est-ce une opposition de justes intérêts entre les Arabes et les Israéliens ? etc.
— Ne faut-il pas y voir la conséquence de toutes ces oppositions, et selon quel dosage ?

Il en est des faits historiques comme des faits géologiques : l'événement, l'actualité masquent les réalités profondes. Il se passe la même chose pour l'histoire contemporaine de l'Europe, mais les lignes de force en sont mieux connues. Lors d'un séisme, les victimes et les témoins ne voient que des maisons s'effondrer et la terre s'ouvrir, alors que les savants, les dernières poussières déblayées, en déterminent les équations, et cela d'autant plus facilement qu'il s'agit d'une région connue.

Pour toutes ces raisons — et bien d'autres, secondaires qu'il serait long et fastidieux d'énumérer ici — nous avons pris les partis suivants.

— Pour chaque grand ensemble historico-politique nous avons donné les grandes lignes de force actuelles en précisant éventuellement quelques détails événementiels (noms, traités, etc.).

— Pour chaque pays pris isolément — pays à l'indépendance récente, cela s'entend — nous nous sommes en général limités à quelques indications succinctes : à quoi bon, dans un ouvrage comme celui-ci, informer le lecteur que le président X a pris pendant quatre mois le pouvoir dans le pays Y ? Il est bien plus utile de préciser quelles sont les forces politiques en présence dans ce pays, dont le chef d'État à l'heure où nous écrivons ces lignes, aura peut-être changé à l'heure prochaine où elles seront lues, et sera relégué dans les « oubliettes » de l'histoire.

— Pour certains pays jeunes, relativement stables, nous avons parfois fait exception à ce principe et donné quelques informations sur la situation politique récente.

— Pour les nations à l'histoire bien individualisée (Chine, Japon, États-Unis, etc.), nous avons adopté le point de vue de l'histoire causale classique.

— Nous avons résumé la chronologie des événements, pays par pays, dans l'*Annexe* qui termine ce volume. Les problèmes de datation sont toujours délicats en histoire : on peut donner l'année d'une bataille ou d'un traité, certes, mais les coordonnées chronologiques plus fines sont sujettes à caution. La date « exacte » d'un traité est-elle celle de sa signature ou celle de l'ouverture des négociations aboutissant à ce traité, ou encore celles des différents accords d'application du traité ? Nous ne pouvons entrer dans les détails fastidieux de la succession des événements jour par jour, voire heure par heure et nous demandons d'emblée au lecteur de « se méfier » des chronologies, aussi sérieuses soient-elles, surtout lorsqu'elles concernent des cultures qui n'utilisaient ni notre calendrier, ni nos méthodes de datation... sans compter les « coquilles » que l'œil le mieux exercé du correcteur le plus consciencieux laisse toujours passer !

Pour en savoir plus, il faut évidemment se reporter à des ouvrages spécialisés, donc avoir recours à des bibliographies. On en trouvera d'excellentes dans les deux collections publiées aux Presses Universitaires de France et qui représentent la contribution de la France à l'historiographie contemporaine : la collection *Nouvelle Clio* et la collection *Peuples et Civilisations,* dont les différents titres sont dus aux plus éminents spécialistes contemporains.

Sommaire



L'Asie contemporaine (carte politique).

L'Asie est le plus vaste des continents (44 millions de km² contre 10 millions de km² pour l'Europe), dont le trait géographique dominant est le contraste entre un *plateau central* énorme, dont la zone la plus élevée est la région du Tibet, prolongé du côté de la Mongolie et de l'Iran par de hauts plateaux et, à la périphérie, des plaines alluviales bien adaptées à la vie agricole (grandes plaines du fleuve Jaune en Chine, vallée du Bas-Mékong en Indochine, plaine indo-gangétique, Mésopotamie et plaine de Suse en Asie Mineure). Dans ces plaines, bien isolées par les massifs de la haute Asie, des plateaux et des steppes quasi désertiques, se sont développées *en vase clos* les grandes civilisations asiatiques, par ordre d'entrée dans l'histoire : les civilisations mésopotamienne, indienne et chinoise.

Des tribus nomades parcourent les steppes immenses entourant et surplombant ces riches contrées où se sont élaborées des civilisations raffinées et pratiquement sans communication réciproque. Ces « barbares » vont se ruer vers les « objectifs de pillage » (René Grousset) que constituent Bagdad ou Constantinople pour les « Turcs », Tch'ang Ngan ou Pékin pour les Mongols. Ainsi se créent de vastes empires qui, à la différence des royaumes régionaux, communiquent entre eux par le jeu des invasions et des guerres : les empires des steppes ont conféré une unité temporaire à l'Asie et les remous qu'ils ont suscités ont eu des échos importants en Europe (migration des Slaves, des Germains et des Huns, fin de l'Empire romain d'Occident).

Conquise en partie aux XVIIIe et XIXe siècles, l'Asie s'est progressivement dégagée de la tutelle de l'Europe. La physionomie politique actuelle du continent est indiquée par la carte ci-dessus.

Au centre de Pékin furent édifiés, sous le règne de l'empereur Yong-lo (1403-1424), de la dynastie Ming, les palais impériaux connus sous le nom de* Cité interdite. *Ce domaine a été transformé en un immense musée.

LA CHINE

LA CHINE TRADITIONNELLE AVANT LE XIX[e] SIÈCLE.

Pour les noms chinois, nous avons adopté la transcription en *pinyin,* en usage depuis 1958 en Chine populaire ; les anciennes transcriptions françaises sont rappelées entre parenthèses. Toutefois, certains noms, bien entrés dans les usages français, ont été conservés (Pékin, Nankin par exemple).

Qu'est-ce que la Chine ?

Les origines.

L'immense Chine, séparée de l'Occident par de hauts plateaux, des steppes et des déserts, a élaboré — presque en vase clos — une civilisation originale qui se diffusa ensuite vers le Japon, la Corée et le Viêt-nam. L'histoire ancienne de ce pays aussi vaste qu'un continent nous est connue par des textes et des vestiges archéologiques.

Les textes, dits *classiques,* établis entre le x[e] et le VI[e] siècle av. J.-C. (dates extrêmes), sont des chroniques, plus légendaires qu'historiques, concernant les premiers âges de l'histoire chinoise, du XVIII[e] siècle (?) av. J.-C. à l'époque de Gong Zi (Confucius pour les Occidentaux, qui ont latinisé le nom de ce fameux sage chinois du VI[e]/V[e] siècle av. J.-C.) ; ces classiques ont été groupés en treize recueils canoniques ; le plus célèbre d'entre eux s'intitule *Les Printemps et les Automnes.* Ces écrits, transmis respectueusement par des générations de mandarins, formaient encore la base de l'enseignement officiel en Chine au début du XX[e] siècle. Une exégèse difficile a permis de déceler quelques aspects de l'histoire primitive de la Chine à partir de ces écrits (*cf.* en particulier les travaux de Marcel Granet : *La Civilisation chinoise,* Paris, 1929, et *La Pensée chinoise,* Paris, 1930). Quant aux fouilles archéologiques, entreprises systématiquement depuis 1928 dans le nord du Henan (= Ho-nan) (Yangzhao, Anyang), elles ont permis de retracer quelques aspects de la civilisation chinoise à l'âge néolithique (2500-1800 av. J.-C.) et à l'âge du bronze (1700-500 av. J.-C. approximativement).

Avant la création du premier empire chinois (en 221, par les *Qin* (= *Ts'in*) qui donnent leur nom au pays : la Chine est le pays des Qin comme la France est celui des Francs) se succèdent les périodes de civilisation indiquées sur le tableau de la page ci-contre (chronologie selon le sinologue suédois B. Karlkgren).



La principauté de Qin (= Ts'in) l'a finalement emporté sur les petits royaumes de Jin (= Tsin), de Wei, de Chou (= Tch'ou), etc., dont les limites approximatives ont été figurées sur la carte ci-dessus. Le trait (continu) épais représente les « frontières » de la Chine sous l'empereur Qin Shi Huangdi.

Périodes	Nom traditionnel des dynasties Renseignements historiques	Principaux faits de civilisation
2500-1800 av. J.-C. (Néolithique)	Période légendaire des *Cinq souverains civilisateurs* et de la dynastie XIA (= Hia). Dans le Nord (bassin du fleuve Jaune) : première communauté villageoise (errante ou sédentaire) ; établissement des premiers *rites* (religion agricole ?) ; élevage du ver à soie. Formation de petites cités avec une noblesse guerrière dominant les paysans. Les cités se transforment peu à peu en petits royaumes, exposés aux coups des « Barbares » installés à la périphérie.	Poterie rouge à décors géométriques de Yangshao (elle a été rapprochée de la céramique des régions de la Caspienne) ; poterie noire de Longshan et poterie grise ; utilisation du jade. Apparition de techniques supérieures : char attelé, travail du bronze, architecture, etc.
1700-500 av. J.-C. (Âge du bronze)	Les SHANG (= Chang) (1523-1028 av. J.-C.). Dans la riche plaine du Henan, organisation d'une société brillante et excessive, en relation avec les « Barbares » (razzias, échanges, etc.). Création de cités-palais entourées de murailles, qui sont à la fois des centres religieux et politiques.	Fouilles d'Anyang : vases de bronze de caractère rituel (marmites, coupes, etc.), vases en pierre polie, jades, matériel divinatoire (écailles de tortue ou omoplates de bœuf chauffées et dont on interprétait les déformations et les craquelures), décorations animales (dragons) ; découverte des vestiges de cités-palais et de nombreuses tombes en relation avec le culte des ancêtres. Fixation des *rites* et de la religion ancestrale ; apparition de l'écriture.
	Les ZHOU (= Tcheou) occidentaux (1027-770 av. J.-C.). Société militaire dont le centre est dans le Shānxi, début de l'époque historique proprement dite en Chine. Capitale sur le site actuel de Xi'an, au Shānxi.	Suite de l'évolution amorcée sous les Shang ; organisation pyramidale de la société (le roi, les princes vassaux, les seigneurs, les petits nobles fournissant le noyau de l'armée, les artisans et les paysans).

Périodes	Nom traditionnel des dynasties Renseignements historiques	Principaux faits de civilisation
1700-500 av. J.-C. (Âge du bronze) (suite)	Les ZHOU (= Tcheou) orientaux : période des *Hégémons* (770-481 av. J.-C.). Après le raid des Xiongnu (ancêtres des Huns ?) en 771 av. J.-C., les Zhou transfèrent leur capitale à Luoyang et perdent la prépondérance politique. Formation de principautés périphériques où l'organisation politique et administrative devient plus rigoureuse ; cinq royaumes établissent tour à tour leur *hégémonie* sur les cités confédérés (les *Cinq Hégémons*) ; les trois plus importants sont les États de *Qi* (= Ts'i) de *Chu* (= Tch'ou) et de *Jin* (= Tsin). Défrichement, généralisation de l'agriculture ; opposition entre les *royaumes du centre* (traditionnels et respectueux des rites) et les *Hégémons* (périphériques, étrangers à la mentalité « chinoise »).	Confucius (v. 551-479 av. J.-C.) dans l'État de Lu (l'actuel Shandong). Apparition des laques peints. Premières compilations des textes classiques (les *Jing* = « King » dans les anciennes transcriptions) : le *Yejing* (*Livre des Mutations*, sur la divination), le *Shijing* (poésie amoureuse, VIIe siècle av. J.-C.), le *Zhujing* (documents historiques du VIe siècle av. J.-C.), et le *Chungiu* (*Annales des Printemps et des Automnes*, sur l'histoire des Zhou orientaux). Adoucissement des mœurs, disparition des sacrifices humains et apparition des *tournois courtois* entre les cités.
Ve-IIIe siècle av. J.-C. (Âge du fer)	Les ZHOU orientaux : période dite des *Royaumes combattants* (481-221 av. J.-C.). Accroissement général de la population et transformation des conditions économiques : *la fonte du fer* ne peut être artisanale (les fonderies entreprises d'État), *l'élevage* (chevaux) se fait sur de très grandes étendues, *l'irrigation* dépasse les possibilités des particuliers : tous ces facteurs favorisent la centralisation du pouvoir et le despotisme (de type « pharaonique ») des souverains. Une période de rivalités, marquée par des guerres sanglantes, s'engage entre les différents *royaumes combattants ;* à partir du IVe siècle, le royaume de *Qin*, à l'avant-garde des transformations politiques et sociales, domine progressivement tous ses rivaux.	Mo Zi (= Mo-tseu) (env. 479-381 av. J.-C.), Meng Zi (Mencius, 372-286 av. J.-C.) et Lao Zi (= Lao-tseu) ; naissance du taoïsme.
221 av. J.-C. :	Cheng, roi de Qin, devient premier empereur de Chine sous le nom de Qin Shi Huangdi (= Ts'in Che-Houang-Ti).	

Les grandes périodes de l'histoire de la Chine avant les Qin.

Les Qin et la première révolution culturelle chinoise.

● *La période des Royaumes combattants* (Ve-IIIe siècle av. J.-C.) est comparable à notre Moyen Age d'Europe occidentale : chaque petit royaume est divisé en multiples baronnies ; les vassaux sont liés à leurs suzerains par un engagement d'honneur (les principaux d'entre eux s'appellent des *ducs*) ; les seigneurs locaux se combattent (courtoisement ou avec acharnement selon les cas), chacun cherchant à imposer son autorité à ses voisins. Au cours de cette période féodale, la civilisation atteint un haut degré de perfection, qu'il s'agisse des œuvres matérielles (vases, épées, objets décorés, etc.) ou de celles de l'esprit (c'est l'époque où se fixe la philosophie classique chinoise). Parmi toutes les principautés qui se font la guerre celle de *Qin* (dans la vallée de la Wei, au Shānxi (= Chan-si)) est remarquable par son organisation totalitaire impitoyable élaborée entre 356 et 348 av. J.-C. par le ministre Wei Yang et généralisée par celui qu'on peut considérer comme le « Jules César » chinois : le roi Cheng (né en 259 av. J.-C., roi en 246 av. J.-C., mort en 210). Parachevant l'œuvre de conquête de ses prédécesseurs, Cheng enleva aux Zhou (= Tcheou), pour son compte, le mandat céleste et fut le premier empereur de Chine.

● *Les réformes de Cheng* furent précédées d'une conquête systématique par les *Qin* de tout le pays ; ces guerres atroces étaient suivies de massacres par décapitation (d'autant plus importants que les titres nobiliaires étaient accordés en fonction du nombre de têtes présentées après une bataille) dont la statistique nous a été conservée par les annales du temps (80 000 têtes en 331, contre l'État de Wei ; 240 000 têtes en 293 contre Han et Wei ; 150 000 têtes en 274 contre Wei ; plus de 400 000 têtes contre le Zhao en 260 av. J.-C.). L'unification territoriale, réalisée par Cheng, s'accompagna d'une extension à tous les pays conquis des réformes importantes de ce personnage extraordinaire qui réalisa peut-être pour la Chine d'alors une œuvre comparable à celle de Mao Zedong (= Mao Tsé-toung) pour la Chine contemporaine. Après la chute des *Qin* (en 207 av. J.-C.), les dynasties changeront, mais l'œuvre de centralisation et d'absolutisme subsistera jusqu'aux temps modernes.

Voici donc les principales mesures prises par les prédécesseurs de Cheng et Cheng lui-même qui s'appelle, à partir de 221, Premier Souverain Empereur *(Huangdi)* de la maison de *Qin*, c'est-à-dire *Qin Shi Huangdi*, et qui doit une partie de son œuvre réformatrice à son ministre Li Si.

— Division de tout l'Empire en trente-six territoires (les *commanderies*) administrés chacun par un gouverneur civil, un gouverneur militaire et un surintendant qui dépendent directement du gouvernement central. Parallèlement : suppression des titres et des privilèges de l'ancienne noblesse, remplacée par une noblesse militaire (à vingt degrés).

— Transformation de la société paysanne : des communautés de cinq à dix familles constituent des *unités agricoles*, responsables collectivement des délits qui y sont commis et qui doivent être obligatoirement dénoncés aux autorités. Le code pénal et les récompenses sont imités des lois martiales et des récompenses militaires. En même temps ont lieu de vastes déplacements de population à travers le pays.

— Unification de l'écriture à travers tout le pays (réforme de Li Si) ; création d'un système officiel et unique de poids et mesures ; installation d'un réseau routier normalisé, avec obligation de donner à tous les chars des essieux de même dimension.



Ph. © Francis Brunel.

Confucius, forme latine de Gong Fu Zi, est, pour l'Occident, le penseur chinois le plus célèbre. Il a vécu entre 551 et 479 av. J.-C. (environ) dans l'État de Lu (le Shandong actuel) ; de son enseignement a subsisté un recueil introduit en Occident sous le titre Analectes de Confucius. Ce n'est pas un fondateur de religion, mais un moraliste, dont l'enseignement visait à épanouir la nature intellectuelle, physique et sociale de l'homme, sans discrimination de classe ou de fortune : « Je n'ai jamais refusé mon enseignement à quiconque, même à celui qui, venu à pied, ne pouvait payer ses études que d'un paquet de viande séchée. » Sa méthode a ressemblé à celle de Socrate : « Je ne montre la voie qu'à celui qui a su d'abord regarder en lui-même », sa conception des rapports humains a été rapprochée de la morale chrétienne (l'amour du prochain), sa philosophie est de type utilitariste (« ni ermite ni troupeau »), fondée sur l'observation d'un ensemble de règles morales et civiles (« l'étiquette », le li). Son humanisme a été reconnu et admiré par l'Occident dès le XVIIe siècle : « La sagesse, disait-il, consiste à connaître les hommes, la vertu à les aimer. » (Bois laqué du XVIIIe siècle.)

— Organisation sévère de la police et de la justice : contrôle rigoureux des déplacements, sanctions contre le vagabondage et l'oisiveté ; c'est à l'époque Qin qu'apparaissent les premières « fiches de police » dans les hôtels chinois.

— Révolution culturelle : en 213 av. J.-C. l'empereur ordonne que soient brûlés tous les livres, à l'exception des ouvrages techniques. C'est ainsi que périt en grande partie la production littéraire et philosophique rattachée à Confucius, Mencius, etc. (reconstitués par la suite, les *jing* classiques ont subi de nombreux interpolations, ajouts, etc., qui les ont en partie dénaturés). L'école officielle des légistes *(Fajia)*, théoriciens de l'action politique pure et de l'État hyper-centralisé, triomphait de la vieille tradition chinoise.

Après avoir étendu ces mesures aux pays du Sud et accompli un pèlerinage spectaculaire sur le *Taishan*, la plus haute montagne de la Chine, après avoir (en 215 av. J.-C.) envoyé 300 000 hommes construire sur trois mille kilomètres de frontières, au nord, un système continu de fortifications destinées à protéger l'Empire des invasions turco-mongoles qui l'avaient si souvent blessé et qu'on appelle la *Grande Muraille*, l'empereur Qin Shi Huangdi meurt en 210 ; il fut enterré dans un tombeau gigantesque avec ses femmes, ses trésors et les ouvriers qui avaient transporté ces derniers, près du site actuel de Xinfong. Après une période d'anarchie, le pouvoir passe à la dynastie des Han, à laquelle une durée exceptionnelle (quatre siècles, de 206 av. J.-C. à 220 apr. J.-C.) a conféré le prestige de la légitimité, à tel point que le peuple chinois s'est longtemps désigné sous le nom de « Fils des Han » alors qu'il aurait dû, en toute justice, s'appeler « Fils de Qin ».

Les grandes lignes de l'histoire de la Chine classique.

La succesion des dynasties.

L'Empire chinois a une histoire fort complexe, d'autant plus difficile à analyser qu'elle se déroule dans des cadres linguistiques, géographiques et sociaux mal connus des non-spécialistes. Le tableau chronologique ci-contre donne les renseignements essentiels en ce qui concerne les principaux faits ; les grandes étapes de cette histoire ont été marquées, à l'intérieur, par des crises dynastiques et l'éternel problème du maintien de l'unité, à l'extérieur, par la lutte contre les Barbares et par l'expansion vers l'Asie centrale et l'Indochine.

3000 av. J.-C. — Les cinq souverains mythiques.
v. 2100-1520 — Dynastie Xia.
1523 — Dynastie Shang.
1027 — Avènement des Zhou occidentaux.
770 — Invasion des barbares du Nord ; transfert de la capitale à Luoyang. Les Zhou orientaux.
VIe s. — Lao Zi (= Lao-tseu), fondateur du taoïsme.
551-479 — Vie de Gong Zi (= Confucius).
481 — « Royaumes combattants ». Organisation et unification de la Chine.
221 — Qin Shi Huangdi conquiert la totalité de la Chine et fonde la dynastie Qin, capitale Xianang (= Hien-yang).
215 — Construction de la Grande Muraille.
206 — Dynastie Han, capitale Changan (= Tch'ang-ngan).
9 apr. J.-C. — Régime de Wang Mang.
23 — Retour des Han.
60 — Première communauté bouddhique.
184 — Révolte paysanne des Turbans Jaunes.
196 — Usurpation du général Zao Zao.
220-265 — Les « Trois Royaumes » : la Chine est divisée en trois royaumes (Wei, Wu, Shanhan) en lutte les uns contre les autres.
265 — Le royaume Wei l'emporte. Dynastie Jin.
280 — Sima Yen reconstitue l'unité de la Chine.
début du IVe s. — Invasions barbares.
311 — Les Xiongnu s'emparent de la capitale Luoyang. Les Jin se réfugient à Nanjing (= Nankin).
début du Ve s. — Domination des To Ba (= T'o-pa) dans le Nord. Fondation de la dynastie Wei. Grande période artistique.
421 — Au sud, Liu Song renverse la dynastie Jin.
581 — La dynastie Suei succède aux To Ba dans le Nord.
589 — Unification de la Chine par les Suei (Kao Zu).
618 — Révolte menée par Li Shimin. Renversement des Suei. Dynastie Tang. Li Shimin, empereur sous le nom de Tai Zong le Grand.
668 — Conquête de la Corée.
VIIIe s. — Age d'or des lettres (Li Taipo, Du Fu = Tou-fou).
à partir de 750 — Agitation des peuples frontaliers.
907 — Zhou Wen renverse les Tang. Période d'anarchie.
907-960 — Les « Cinq Dynasties » dans le Nord. Dans le Sud, morcellement en nombreux royaumes.
937 — Les Mongols Qidan (= K'i-tan) s'emparent de Pékin.
960 — Tai Zu rétablit l'unité chinoise (sauf Pékin) et fonde la dynastie Song.
1004 — Traité avec les Qidan.
1122 — Les Jin (parents des Mongols) s'emparent du royaume qidan et de la Chine du Nord. Période des Song méridionaux.
1167-1227 — Vie de Gengis khan.
1206 — Gengis khan s'empare de toute la Mongolie.
1215 — Prise de Pékin par les Mongols.
1233 — Prise de Kaifong. Toute la Chine du Nord est conquise par les Mongols.
1266 — Premier séjour de Marco Polo à Pékin.
1279-1280 — Chute de la Chine du Sud. Qubilây (= Kubilay), petit-fils de Gengis khan, devient empereur. Dynastie Yuan (mongole).
1353 — Révolte nationale conduite par Zhu Yuanzhang (= Tchou-yuan-tchang).
1368 — Zhu Yuan devient empereur. Dynastie Ming.
1403-1423 — Règne de Yong Lo. Transfert de la capitale à Pékin. Construction des palais impériaux.
XVIe s. — Déclin de la dynastie Ming.
1557 — Les Portugais obtiennent le port de Macao.
1582 — Matteo Ricci, premier missionnaire jésuite à la cour de Chine.
1644 — Les Mandchous s'emparent de Pékin. Nouvelle dynastie : les Qing (= Ts'ing), dynastie mandchoue.
1662-1722 — Règne de Kang Xi (= K'ang-hi). Développement des sciences grâce aux missionnaires occidentaux. Protectorat sur la Mongolie et le Tibet.
1673-1677 — Révolte en Chine du Sud.
1681 — Conquête du Yunnan.
1683 — Annexion de Formose.
1696 — Protectorat sur toute la Mongolie.
1736-1795 — Règne de Jian Long (= Kien-long). Apogée de la dynastie mandchoue.
1757 — Édit obligeant les Occidentaux à ne commercer qu'à Canton, par l'intermédiaire d'une guilde chinoise et à Macao.
début du XIXe s. — Expulsion progressive de tous les missionnaires occidentaux.
1834-1836 — Échec des tentatives britanniques pour obtenir la liberté de commerce.
1839 — Interdiction de l'importation de l'opium. Le mandarin Lin Zixiu fait détruire les stocks de Canton.
1840-1842 — Guerre de l'Opium entre la Grande-Bretagne et la Chine.
1842 — Traité de Nankin. La Grande-Bretagne obtient l'ouverture de cinq ports et la propriété de Xianggang (= Hong-Kong).
1845 — Traité de Hangpu (= Whampoa). Après les États-Unis, la France obtient des avantages commerciaux.
1848 — Fondation de la concession française de Shanghai.
1er janv. 1851 — Révolte des Taiping (empire de la « grande paix »), menée par Hong Xiuqiuan.
19 mars 1853 — Prise de Nankin par les Taiping. Hong prend le titre de « Roi céleste ».
1856 — Affaire de l'*Arrow*. Seconde guerre de l'Opium entre la Chine et la Grande-Bretagne.
Juin 1858 — Traité de Tianjin (= T'ien-tsin). Élargissement des avantages accordés aux Occidentaux.
Octobre 1860 — Prise et pillage de Pékin par les Occidentaux.
Juill. 1864 — Reprise de Nankin par les troupes gouvernementales et les Occidentaux. Suicide de Hong. Fin des Taiping.
1853-1868 — Révolte des « porteurs de torches » (Nienfei).
1864-1877 — Révolte des musulmans chinois.
1894 — Guerre sino-japonaise.
1895 — Traité de Shimonoseki. La Chine cède au Japon Formose et Port-Arthur et renonce à tous droits sur la Corée.
Été 1898 — Les « Cent-Jours de Pékin ». Kang Youwei élimine l'impératrice Ci Xi (= Ts'eu-hi) et tente une série de réformes. L'impératrice reprend le pouvoir en septembre.
Juin 1900 — Révolte des « Poings de Justice » *(Boxers)* contre les légations étrangères.
Août 1900 — Intervention occidentale conduite par l'Allemagne. Imposition d'une indemnité à la Chine.
1905 — Sun Zhongshan (= Sun Yat-sen) (1866-1925) fonde la « Ligue jurée », mouvement républicain.
Oct. 1911 — Révolution de Sun Zhongshan.
Déc. 1912 — Le général Yuan Shikai (= Yuan Che-k'ai), chargé de réprimer la révolution, contraint l'empereur à abdiquer. Fin de l'Empire chinois.
1913 — Yuan Shikai se fait élire président de la République.

Chronologie de la Chine jusqu'en 1912.

Quelques questions sur l'histoire chinoise.

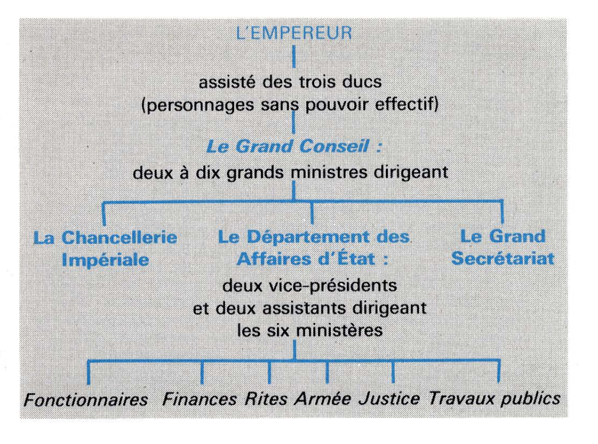
● *Les mandarins.* Les premiers empereurs Han ont, avec bonheur, poursuivi l'œuvre absolutiste et réaliste du fondateur de l'Empire. Ils s'opposèrent à la renaissance du confucianisme, puis, à partir de l'an 125 av. J.-C., sous le règne de Wu Di (règne illustré par l'œuvre de celui qu'on a appelé « l'Hérodote chinois », l'historien Sima Qian, qui vécut de 145 [ou 140] à 86 av. J.-C.), il fut décidé que la carrière administrative se ferait selon un système d'examens et de concours fondé sur la connaissance des *Cinq Classiques* (les cinq *Jing*), reconstitués cinquante ans auparavant. Telle fut l'origine de la classe si importante des *lettrés*, de ces fonctionnaires publics que les Portugais appelèrent plus tard — d'après un mot emprunté au malais — des *mandarins*. A travers les intrigues de palais, les révoltes, les périodes de morcellement, l'institution du mandarinat subsista, avec ses innombrables complications, sa hiérarchie, ses prolongements qui en font une gigantesque toile d'araignée administrative étendue sur tout le pays ; cette institution a marqué tout l'Extrême-Orient.

● *Les paysans.* La Chine traditionnelle a connu la vie brillante des palais, la vie trépidante, bruyante et raffinée des villes, mais elle est aussi une énorme puissance agricole et les paysans chinois semblent faire les frais du brillant de la civilisation. La terre est riche, mais les paysans sont exploités par l'État qui les pressure d'impôts, par les fonctionnaires qui les dépouillent ; ils sont parfois ruinés par la guerre ou l'invasion : leur sort est comparable à celui de leurs semblables d'Occident. Les Chinois ont eu, périodiquement, conscience du problème ; signalons deux réformes, l'une qui ne put être appliquée, et l'autre qui — avec quelques modifications — servit de modèle à la plupart des réformes agricoles qui eurent lieu au cours de l'histoire de l'Empire chinois :

— Le lettré Wang Mang, qui usurpa le pouvoir en l'an 9 apr. J.-C., admirateur de Mencius, a été l'auteur de la première réforme « socialiste » de l'histoire chinoise. Partisan d'un régime équitable de la propriété terrienne pour résoudre les crises continuelles qui accablaient les paysans, il interdit à toute personne de posséder plus de 150 hectares de terre, démembra les grands domaines qu'il fit distribuer à ceux qui ne possédaient rien (à raison de 6 hectares pour une famille de huit personnes) ; il interdit en même temps le commerce des esclaves et déclara que seul l'État aurait le droit, à l'avenir, de modifier le statut de la propriété. Cette réforme — ainsi que quelques autres dans le domaine de l'administration et des finances — échoua lamentablement : on frauda, on se révolta (révolte des *Sourcils Rouges*) et l'utopiste usurpateur fut assassiné en 22 apr. J.-C.

— L'empereur Tai Zong (dynastie Tang, 626-649) perfectionna le système de l'attribution des terres : 20 hectares pour une famille de quatre enfants, avec retour des terres à l'État à la mort de l'usufruitier et redistribution des propriétés. Plus réaliste, cette réforme — ou du moins son esprit — se maintint tant bien que mal au cours de l'histoire de la Chine ; de temps en temps une jacquerie imposait à l'empereur du moment de reconsidérer le problème, de démembrer les domaines trop étendus et de contrôler la répartition des richesses terriennes.

● *L'administration.* Nous avons déjà dit qu'elle était tentaculaire ; à titre d'exemple voici les grandes lignes de son organisation à l'époque de Tai Zong :



Des six ministres dépendent les différents services publics (répression des fraudes, contrôle fiscal, police, université, trésor, greniers de l'État, etc.).

● *Contacts avec l'Occident.* Dès avant l'ère chrétienne, le monde gréco-romain connaissait la soie du Shanxi et du Henan : la *route de la soie* traversait les déserts qui bordent la Chine à l'ouest, en passant par une série d'oasis pour aboutir au Pamir, au sud du Cachemire, et de là se dirigeait vers la Bactriane, Merv, Shāhrūd, Rey,

Hamadhān, Alep, Antioche. Dans l'ensemble, les Chinois se sont toujours opposés à l'arrivée des étrangers — même pacifiques — sur leur territoire ; il faut attendre l'époque de la domination mongole (XIII[e] siècle) pour voir cette xénophobie disparaître : les premiers missionnaires arrivent alors en Chine et quelques contacts diplomatiques se créent (le franciscain italien Giovanni dal Piano dei Carpini, dit Plan Carpin, à Karakorum en 1245, Marco Polo en Chine en 1271-1291, Jean de Montcorvin, « archevêque » de Pékin en 1307, Odoric de Pordenone à Pékin vers 1326). A l'époque Ming apparaissent les Portugais de Fernaõ Peres d'Andrade, qui atteignent Canton ; ils sont d'abord tolérés, puis chassés ou massacrés. Les Hollandais et les Espagnols arrivent par la mer et fondent quelques établissements (principales fondations de l'époque : Macao par les Portugais, îles Pescadores et Formose par les Hollandais). Le premier traité signé avec une puissance occidentale par la Chine est celui de Nerčinsk, en 1689, avec les Russes : il concerne la Sibérie. Au XVII[e] et au XVIII[e] siècle les missions catholiques vont tenter avec plus ou moins de bonheur de s'implanter en Chine (le Père Ricci vers 1590, le Père astronome Adam Schall cinquante ans plus tard, etc.) ; les missions seront, par la suite, persécutées et expulsées de Chine (elles sont parfois admises par l'empereur et relativement protégées à Pékin, mais, dans les provinces, leur situation est périlleuse).


Ph. © Georges Goldner

La Grande Muraille (Changcheng) a été édifiée au III[e] siècle av. J.-C. par Qin Shi Huangdi pour protéger les frontières septentrionales de l'Empire. Le tracé actuel de la Grande Muraille remonte à la dynastie Ming (1368-1644) et mesure près de 3 000 km de long.

La civilisation de la Chine traditionnelle.

La société chinoise.

● *Sa structure.* C'est une société de type pyramidal, à l'intérieur de laquelle on reconnaît quatre classes : les lettrés, les paysans, les artisans et les commerçants ; contrairement à ce qui se passe en Inde, ce n'est pas un régime de *castes :* la profession ne se transmet pas héréditairement. Ce sont les lettrés (mandarins) qui constituent les cadres de la société chinoise, aux deux échelons, national et local ; leur carrière est déterminée par un système d'examens ; une hiérarchie compliquée les rattache à l'administration centrale, en période d'unité, et aux administrations locales dans les moments d'anarchie, de division ou de troubles.

A la hiérarchie se superpose le *système familial,* en relation avec le culte des ancêtres. Les villages, les districts sont, en fait, des communautés groupant un nombre plus ou moins grand de familles, qui évitent — dans la mesure du possible — les rapports avec le gouvernement central (représenté par le gouverneur de la province ou *commanderie*) en s'administrant elles-mêmes. Dans les familles riches (grandes propriétés foncières), la polygamie est fréquente — ou du moins le régime des concubines — et la démographie est importante. Mais la pauvreté est plus répandue que la richesse, et c'est dans les campagnes que les crises économiques et leurs conséquences (anarchie, brigandage) sont les plus graves.

● *La cour impériale.* L'empereur de Chine, qui a reçu le *mandat céleste,* est entouré d'une cour imposante qui vit avec lui dans la *cité interdite,* c'est-à-dire le palais impérial et ses dépendances. A la cour, les complots, les intrigues de harem, les jalousies des concubines et les conjurations des courtisans sont monnaie courante. Les personnages les plus influents sont les serviteurs des harems, les *eunuques,* qui approchent facilement les jeunes princes, favorisant leurs plaisirs et leurs vices ; ils prennent une part de plus en plus grande au gouvernement impérial, constituant de véritables offices où tout se négocie : titres, traités, remises de peines, avancements de carrières, etc. ; on peut comparer leur rôle à celui des affranchis du Haut-Empire romain. La classe des eunuques est à l'origine, au XVII[e] siècle, d'une véritable bourgeoisie à laquelle s'oppose, parfois, la classe des lettrés. L'immense Empire chinois, en définitive, tout en étant remarquablement stable dans son administration et sa structure de base, a la tête fragile : la perversion des empereurs et de la cour furent une des causes du déclin de la Chine.

L'art.

● *Les grandes époques de l'art chinois.* L'art chinois qui a atteint son apogée entre le X[e] et le XIII[e] siècle, dans la plupart des domaines (arts plastiques, musique, etc.) s'est étonnamment figé à partir de la domination mongole dans un *académisme* à l'image de la société dont il était l'expression. On trouvera ci-contre les principales époques de l'évolution de cet art.

Les grandes époques de l'art chinois.

Époque	Caractères principaux de chaque époque
Han (206 av. J.-C.-220 apr. J.-C.)	Art funéraire à relief ciselé, peinture murale à deux dimensions (utilisation de couleurs à plat et de sertis). Laques peints : tables rituelles, coupes, etc. Calligraphie.
Les Six dynasties (420-589)	Naissance de l'art bouddhique (temples rupestres de Longmen et de Yungang.
Tang (618-907)	Âge classique de l'art bouddhique ; création de la porcelaine chinoise (les vases trois couleurs) ; influences étrangères (Inde, Iran).
Song (960-1279)	Peintures monumentales (paysages avec perspective à hauteur) et utilisation du lavis à l'encre de Chine. Âge d'or de la céramique (céladons, décors généralement estampés ou incisés ; couleurs de *grand feu*).
Mongole (1280-1368)	Décadence technique ; confection des premiers tapis et des premiers émaux cloisonnés.
Ming (1368-1644)	Renaissance générale de l'art ; fabrique impériale de porcelaine (les « bleus », les « verts », les « roses », les « trois couleurs » *ming*). Traité d'esthétique picturale ; tendance progressive à « l'académisme ».
Après le XVII[e] siècle	Déclin progressif de l'art chinois qui — sous l'influence des commandes occidentales — se tourne vers la production « en série » des *chinoiseries,* d'un classicisme figé. Au XVII[e] siècle : paravents laqués de Coromandel.

● *La musique chinoise.* Son introduction est rapportée à l'ère des souverains mythiques (début du II[e] millénaire av. J.-C.) : auraient été alors inventés le luth, la lyre et l'*orgue à bouche (zheng)* fait de douze tuyaux de bambou. La gamme chinoise classique comprend cinq notes *(ut, ré, mi, sol, la) ;* on y a ajouté le *fa dièse* et le *si* à l'époque des Zhou.

La vie religieuse et intellectuelle de la Chine ancienne.

La vie est réglée par les représentations religieuses ; l'importance des *rites,* rapportés par les textes classiques, doit être soulignée. Très tôt, les Shang ont établi un parallèle entre l'univers céleste, l'orientation des étoiles, la cosmologie et la société monarchique, dont le roi est le « Fils du Ciel », réplique terrestre du Souverain d'En-Haut, protecteur de la cité. Aux divinités célestes s'opposent les dieux et les génies du sol (dieux des quatre points cardinaux, dieux de certains fleuves, etc.) : on a vu dans cette opposition le signe du dualisme de la société chinoise primitive (les guerriers et les paysans). Pour entrer en contact avec toutes ces divinités, on leur accorde des sacrifices (animaux ou êtres humains), ou encore on utilise comme intermédiaires les *ancêtres* dont l'influence après la mort peut être bénéfique ou maléfique (ils envoient des maladies, apparaissent dans les songes, inspirent des prédictions, etc.). Tous les actes de la vie sont réglés par un rituel minutieux ; les rites funéraires primitifs nous sont bien connus non seulement par les textes, mais encore par l'archéologie. Signalons en particulier la coutume d'immoler, pour tenir compagnie au roi ou à un grand personnage défunt, ses femmes, ses amis, ses serviteurs, etc. Les sacrifices humains disparaissent progressivement à la période Zhou et sous les Qin.

● *La philosophie chinoise.* A partir de l'ère chrétienne, le confucianisme devient la doctrine officielle de la pensée chinoise (comme le fut l'aristotélisme au Moyen Âge en Occident) ; le courant bouddhique qui atteint la Chine tardivement — plus de cinq siècles après sa naissance en Inde — se noie dans le mouvement général des idées religieuses de la Chine. Il ne faudrait cependant pas croire que le confucianisme soit resté intact pendant

les deux mille ans qu'a duré l'Empire ; voici un résumé de l'évolution de la pensée philosophique dans la Chine classique.

— Mo Zi (env. 479-381 av. J.-C.) dépasse Confucius en exigeant de l'homme non pas simplement l'altruisme, mais aussi la recherche de la paix universelle à laquelle l'individu doit se sacrifier.

— A Mencius (= Meng Zi, env. 372-289 av. J.-C., dans la province du Shandong (= Chan-tong)) est attribué traditionnellement un énorme ouvrage (en partie apocryphe) qui porte son nom, le *Meng Zi*. Le philosophe y développe une conception de la Cité assez voisine de celle de Platon (supériorité des Philosophes sur les Gardiens) ainsi que des idées de type socialiste que nous avons déjà rencontrées ; son optimisme s'exprime par des affirmations telles que la suivante :

> *La nature humaine possède certaines tendances qui la guident vers le bien. C'est en cela que je dis qu'elle est bonne. Si les hommes se conduisent mal, il ne faut pas en chercher la raison dans leur essence. Tous les hommes possèdent des dispositions à la sympathie, au remords et au dégoût, à la vénération et au respect... Ces vertus, ce n'est pas le monde extérieur qui me les infuse ; elles font partie intégrante de mon moi... C'est pourquoi il est dit : « cherchez-les et vous les trouverez ; négligez-les et vous les perdrez »* (cité par H.G. Crell : *La Pensée chinoise de Confucius à Mao Tsé-toung*, Paris, Payot, 1955, p. 97).

Enfin, à l'opposé de Confucius qui prônait l'observation et l'examen du monde extérieur, Mencius pense — comme Socrate — que nous avons en nous-mêmes la réponse à tous nos problèmes : « Tout est en nous. »

— Xiun Zi (= Siun-tseu) (v. 300-230 av. J.-C.) a été à l'origine de la philosophie totalitaire des *Légistes*, base idéologique de la politique des Qin. On lui doit aussi une théorie très avancée sur les origines du langage, qu'il considère — à la manière des linguistes modernes — comme un système de relations conventionnel.

— L'École des légistes (*Fajia :* le terme n'a pas le sens de « juristes » ; il évoque plutôt le totalitarisme d'un État dictatorial), toute-puissante à l'époque des Qin, est représentée notamment par Wei Yang (mort en 338 av. J.-C.), le « Richelieu » chinois selon R. Grousset, et Han Feizi (mort en 223 av. J.-C.).

— Le confucianisme renaît de ses cendres — au sens propre — à l'époque des Han où toutes les anciennes philosophies revivent avec éclectisme. A partir du XIe siècle il se transforme et devient le *néo-confucianisme* qui s'oppose à la philosophie négative du bouddhisme. Le plus fameux représentant de ce mouvement est Zhu Hi (1130-1200) qui développe une métaphysique de type dualiste : toute réalité est le résultat de l'action de deux éléments, le *ki* (la substance matérielle ?) et le *li* (le « Principe ») ; tous les hommes ont ainsi le même *li* en rapport avec la Réalité Suprême, mais ils diffèrent par leur *ki* ; la tâche du sage est d'atteindre son *li* par-delà son *ki* (peut-être pourrait-on dire, dans notre langage moderne : atteindre son essence par-delà son existence).

Le néo-confucianisme, ainsi marqué par la recherche de la nature profonde de l'homme, a été la philosophie dominante en Chine jusqu'au début du XXe siècle ; il a été illustré avec des nuances diverses par les auteurs suivants : Wang Yangming (1472-1528) ; Huang Zonghi (1610-1695), auteur libéral et révolutionnaire ; Yen Hizhai (1635-1704) qui critique le dualisme de Zhu Hi ; Dai Zhen (= Tai Tong-yuan, 1724-1777), parfois présenté comme un philosophe matérialiste ; Kang Youwei (1858-1927), le réformateur, fut le dernier des grands confucianistes.

● *Le savoir des anciens Chinois.* Il n'a été ni plus ni moins important que celui de toutes les grandes civilisations de l'Antiquité. Leurs principales découvertes (qui ne furent pas — en général — transmises à l'Occident) à l'époque classique sont les suivantes :

1000 av. J.-C.	Invention (ou perfectionnement ?) de l'écriture.
VIIIe siècle av. J.-C.	Naissance de l'astrologie et de l'astronomie.
Ier siècle apr. J.-C.	Invention du papier.
IVe siècle apr. J.-C.	Développement de l'alchimie.
Ve siècle	Invention de la pierre à graver sur bois.
868	Premier texte imprimé chinois (*Sûtra du diamant).*
Début XIe siècle	Invention du caractère d'imprimerie.
1264	Introduction du papier-monnaie en Chine.

LA CHINE MODERNE ET CONTEMPORAINE.

Rappelons que pour les historiens officiels de la Chine populaire la période moderne s'étend de la première guerre de l'Opium (1840) au *Mouvement du 4 mai* (1919) et la période contemporaine de 1919 à la fondation de la République populaire chinoise (Libération).

Le XIXe siècle.

Caractères généraux de la période.

● *Au XIXe siècle* la Chine est gouvernée — depuis déjà cent cinquante ans — par des empereurs de dynastie mandchoue. Les Mandchous étaient un peuple de race *toungouse* installé au nord-est de la Chine (voir p. 50) qui s'appelaient, encore au XVIIe siècle, les Ruzhen (= Joutchen). Ils se délivrèrent de la domination chinoise sous la conduite de leur chef Nurha Zhi (proclamé premier « empereur » des Ruzhen le 17 février 1616 ; il vécut de 1559 à 1626) et de son fils Abahay (1592-1643) qui baptisa sa capitale Shenyang (= Moukden) et changea en 1635 le nom de son peuple : désormais les Ruzhen s'appellent les Mandchous. Le plus jeune frère d'Abahay, Dorgon, après avoir pris Pékin, installe en 1644 les Mandchous sur le trône de la Chine : l'une de ses premières lois fut d'imposer à tous les Chinois de porter la *natte*, en signe de vassalité. Le nom dynastique des empereurs mandchous était *Qing* (= Ts'ing). Au premier empereur mandchou (Shuen Zhi, 1638-1661, empereur en 1651) succède Kang Hi (1653-1722) qui signa avec les Russes le traité de Nerčinsk (1689) — premier traité signé avec une puissance occidentale — relatif à la région du fleuve Amour, et qui guerroya contre les *Éleuthes* (Mongols occidentaux) conduits par le roi Galdan (1632?-1697) ; Kang Hi fut aussi un bon administrateur de l'Empire et il ordonna la compilation de l'histoire des Ming. Après le pâle règne de Yong Zhen (1723-1735), Kien Long (1711-1796) eut un règne presque aussi long que celui de son grand-père, marqué par des guerres victorieuses au Turkestan et en Annam, l'accroissement de la centralisation et le développement des arts. Kien Long attira à la cour des Occidentaux (les missionnaires Castiglione, Attiret, Michel Benoist) qui devinrent ses ingénieurs et ses architectes, développa le commerce avec l'Europe (les Anglais de l'*East India Company* à Canton), puis — par xénophobie — ferma avec mépris tous les ports de la Chine aux étrangers (sauf Canton), adressant au roi de Grande-Bretagne George III une lettre hautaine et méprisante (1793).

● *De 1796 à 1912* — année de la révolution qui instaura la république en Chine — six empereurs mandchous se succédèrent : Xia King (1796-1821), Dao Kuang (1821-1850), Xien Feng (1850-1861), Tong Zhe (1861-1875) dont le règne connut la régence de l'impératrice douairière Ci Xi (née en 1835, régente jusqu'en 1908 après une courte abdication en 1898), Kuang Xiu (1875-1908, pratiquement écarté du pouvoir par Ci Xi), Pu Yi (né en 1906, empereur de 1908 à 1912).

● *Le XIXe siècle a été marqué* par deux grands facteurs historiques :

— le rôle important joué par les sociétés secrètes sur le plan intérieur (forces d'opposition au confucianisme et à la dynastie mandchoue, mouvements nationalistes, agitation paysanne) et sur le plan extérieur (lutte contre l'envahisseur étranger) ;

— la pénétration progressive en Chine des Occidentaux qui triomphèrent de la xénophobie et de la méfiance des autorités impériales.

Les sociétés secrètes chinoises.

Il y avait en Chine, à la fin de l'empire, plusieurs milliers de sociétés secrètes. Dans le Nord ce sont des *sectes* au caractère religieux plus ou moins marqué, qui dérivent presque toutes d'une des plus anciennes sociétés de ce type : la société du *Lotus Blanc* (appelée aussi le *Nénuphar Blanc,* et dont les origines remontent au XIIe siècle) ; dans le Sud elles ont une ambition politique plus marquée, ce sont de véritables organisations de combat politique : la plus importante d'entre elles est la *Triade* fondée au XIXe siècle pour lutter contre la dynastie mandchoue des Qing.

● *Quelques questions relatives aux sociétés secrètes chinoises* (tableau ci-contre).

Questions	Réponses
Comment entre-t-on dans une société secrète ?	Il faut en principe avoir un ou plusieurs *parrains* qui se portent moralement garants de l'adhérent. Celui-ci est admis dans la société après avoir subi une cérémonie d'initiation (interrogatoire plus ou moins rituel, serment de ne pas révéler les secrets de la société, d'aider les camarades membres, etc.) et avoir été parfois mis à l'épreuve. A l'intérieur de la société il existe souvent une hiérarchie fort complexe.
Quelle est l'organisation des sociétés secrètes ?	Elles sont le plus souvent régionales ou même locales et divisées en *loges* d'importance variable, souvent superposées aux divisions administratives (familles, villages, districts, commanderies, etc.) ou socio-professionnelles (comme les loges maçonniques). Elles sont presque toutes fortement hiérarchisées. Les réunions ont lieu secrètement, de nuit, dans les locaux rituels (fréquemment sur des hauteurs et non, ce qui est symbolique, dans la plaine).
Quel est leur recrutement ?	Il semble que leurs adhérents — à quelques exceptions près — appartiennent au petit peuple, des paysans, des travailleurs, des petits commerçants ; les classes dirigeantes, ralliées à la dynastie mandchoue et suffisamment pourvues, n'éprouvent pas le besoin de combattre l'ordre établi. Les femmes sont souvent admises dans ces sociétés et leur influence peut être prépondérante (exemple : la société des *Boxers*).
Par quoi se marque leur caractère secret ?	D'abord par le serment des initiés dont le viol est sévèrement puni ; mais aussi par de nombreuses pratiques : usage de gestes conventionnels de reconnaissance (par exemple, pour servir le thé, *« placer le thé aromatisé sur la table et, au moment de le servir, tenir le bord de la tasse entre le pouce et l'index tandis que le médium touchera le fond de la tasse »* (cité par J. Chesneaux : *Les Sociétés secrètes en Chine*, Paris, Julliard, 1965, p. 44, Rites de la Triade) ; utilisation d'une sorte d'argot : la police = *le courant d'air ;* l'armée = *l'orage ;* le brigandage = *tirer des perdrix ;* tuer = *laver les oreilles* (*ibid.*, p. 47) ; écriture secrète (cryptogrammes).

洪順堂　　氵川口

II

Loge de la fidélité à Hong (*ibid.*, p. 47).
I : écrit en clair ;   II : écriture secrète

Questions	Réponses
Quel est leur programme et leur mode d'action ?	Le programme est variable selon les sociétés dont quelques-unes sont très proches du *gang* à ramifications interrégionales. Dans l'ensemble les sociétés poursuivent les buts suivants (ou certains d'entre eux seulement) : — restaurer les Ming (dynastie légitime) et chasser les Qing (mandchous) ; — assurer à leurs membres les services de solidarité ; — combattre l'installation des étrangers (surtout à partir de 1850) ; — avoir une action revendicatrice sur le plan social et économique ; cette action va jusqu'à l'opposition armée au pouvoir impérial.
Quelle est la position du code pénal impérial à l'égard des sociétés secrètes ?	Elles sont rigoureusement interdites et l'appartenance à l'une d'entre elles est très souvent punie de mort. Cela s'explique d'ailleurs non pas seulement par des motifs politiques, mais parce qu'à partir du XIXe siècle ces sociétés recrutent fréquemment des adhérents dont le banditisme est la préoccupation principale.

Nom	Fondation	Programme
La Triade (Chine du Sud).	Selon la légende : par cinq moines bouddhistes réfugiés dans la « Cité des Saules » au XVIIe siècle, pour lutter contre l'usurpation mandchoue.	*« Fan Qing Fu Ming »* (« chassons les Qing, restaurons les Ming ») ; le serment d'initiation est le suivant : *« Au nom de l'humanité, de la justice, de la propriété, de la sagesse et de la fidélité ; au nom de la bonté, de la bénignité du respect, de la politesse, de la condescendance ; au nom de tout ce qui est humble et de tout ce qui est grand sur la terre et dans le ciel, nous nous unissons partout pour rétablir les Ming et exterminer les Barbares, abattre les Qing et attendre le prince vertueux »* (*ibid.*, p. 36). Cette société — qui devint aussi une entreprise de banditisme — comprend des loges autonomes (parfois rivales) et s'est répandue vers l'Asie du Sud-Est. Elle subsiste encore à Singapour et à Hong-kong où elle n'est plus qu'une entreprise puissante de gangstérisme contrôlant la drogue, les filles, les maisons de jeux, et pratiquant un *racketting* méprisable.
Se rattachent aussi à la *Triade :* la *Société de la Bande Verte* (ne pas confondre avec la *Société de la Bande Rouge* qui se rattache au *Lotus Blanc*) et la *Société du Petit Couteau.*		
La Société des Aînés et des Anciens.	Vers 1860, ouverte notamment à l'armée impériale.	Organisée sur le principe de la *Triade,* mais plus nettement politisée ; elle joue un rôle important dans les années qui précèdent la révolution de 1911.
Le Lotus Blanc (Chine du Nord).	Créée au XIIe siècle.	Société où l'élément religieux (bouddhisme, taoïsme et même manichéisme) est important. A contribué à l'installation des Ming en 1368 et lutte contre la dynastie mandchoue.
Les Huit Diagrammes.	Filiale du *Lotus Blanc* à tendance taoïste.	Secte végétarienne, qui interdit l'usage de l'alcool, de l'opium et du tabac ; croit à la métempsycose. Les réunions nocturnes de la secte des *Huit Diagrammes* comportent un cérémonial magique (présence d'un voyant, le *ming-yang*).
Les Boxers (Les Poings de justice et de concorde).	Au début du XIXe siècle ; filiale du *Lotus Blanc* qui rompt avec la société mère après s'être ralliée aux Qing en 1898 (elle est encouragée par l'impératrice Ci Xi).	Société religieuse constituée de paysans, de bateliers et même de soldats ; les femmes (les *Lanternes Rouges* et les *Lanternes Bleues*) dirigées par la *Mère sacrée du Lotus Jaune* y jouent un rôle important. Ses membres pratiquent la gymnastique sacrée et la magie. Leur programme tient en une formule : *« Protéger le peuple, aider les Qing à chasser les diables aux yeux bleus (les étrangers) . »* Très hostiles aux missions chrétiennes, ils incarnent l'idéal nationaliste farouche. Ils ont fomenté la grande insurrection de 1901 qui fut punie par les puissances occidentales.
Les Nian.	Filiale du *Lotus Blanc* et de la société des *Huit Diagrammes ;* mentionnée dès la fin du XVIIIe siècle.	Mouvement paysan antigouvernemental qui se manifeste notamment après la révolte des Taiping, en 1868.
La Société du Grand Couteau.	Filiale du *Lotus Blanc* et de la société des *Huit Diagrammes ;* en relation avec la *Triade* au XIXe siècle.	Société nationaliste et antichrétienne.
La Société de l'Observance (ou *Société du Vrai et du Faux*).	Vers 1866 ; en liaison avec la société du *Lotus Blanc.*	Secte antigouvernementale ; pratique la magie et l'abstinence (certaines loges sont végétariennes).
Il faut citer aussi parmi les sociétés proches du *Lotus Blanc :* les *Barbes Rouges* (banditisme), et, plus tard (vers 1920), les *Piques Rouges,* héritières des *Boxers.*		
Il existe aussi des sociétés plus religieuses que politiques comme la secte du *Thé pur* (messianisme bouddhique), la très vieille secte de l'*Élixir d'Or* (XIIe siècle, fervente de magie), la *Voie de l'Unité foncière* (taoïste, pratique le culte de la *Vieille Mère qui ne culmine nulle part*), etc.		

Quelques sociétés secrètes importantes.

L'ère des « traités inégaux ».

● *La Royal Navy à l'aide des trafiquants d'opium.* Dans la première partie du XIXe siècle, les Européens ont tenté de pénétrer en Chine ; il n'est certes pas question d'y implanter alors une industrie naissante, mais de réaliser un commerce simple et fructueux qui a lieu à peu près exclusivement dans les ports. Les trafiquants anglo-américains achètent du thé et des « chinoiseries » (porcelaines, tapis, soieries, etc.) pour leurs clients occidentaux et cherchent à vendre de l'opium (cultivé au Bengale par la Compagnie des Indes) aux Chinois. Bien entendu ces relations « commerciales » sont interdites par le gouvernement impérial et ne peuvent se faire que par la contrebande (une contrebande dans laquelle le vice-roi de Canton, par exemple, n'est pas sans jouer un rôle de premier plan). Le 18 mars 1839 un commissaire impérial, réputé incorruptible, confisque, malgré l'opposition d'un agent diplomatique britannique (Charles Elliot), 20 283 caisses d'opium qu'il fait jeter à la mer, ce qui donne à la Grande-Bretagne le prétexte d'une intervention militaire (première *guerre de l'Opium*). Elle aboutit au traité de Nankin (1842) ouvrant aux Britanniques Guangzhou (= Canton) et quatre autres ports du Sud-Est (Xiamen = Amoy, Shanghai, Fanshan = Fou-tchéou, Ningbo) et leur cédant l'île de Hong-kong. D'autres prétextes donnent lieu à deux autres guerres de l'Opium (en 1856 et 1858) auxquelles sont aussi mêlés les Français ; le traité de Tianjin (= T'ien-tsin) (1858) donne aux Occidentaux accès à d'autres ports (onze au total), et leur fournit de nouvelles garanties. Mais les Chinois avaient une conception particulière de ces traités qu'ils appelaient des *traités inégaux :* méprisant l'étranger, le « Barbare », ils ne se sentaient nullement contraints de les respecter ; peut-être même n'en comprenaient-ils pas la portée. Une pièce ironique célébrait ainsi l'action du subtil gouverneur de la province de Canton :

> *Tu ne combats pas et ne fais pas la paix, ni ne prends des mesures de défense ; tu ne meurs pas pour ton devoir, tu ne te rends pas et ne fuis pas te mettre à l'abri ; comme ministre magnanime, comme gouverneur responsable, tu n'as pas ton pareil dans toute l'Antiquité, ni ton égal dans l'histoire d'aujourd'hui* (cité par Roger Lévy : *La Chine et la Haute Asie,* in *Histoire Universelle,* NRF, 1958, tome III, p. 1377).

Un jeu de mots chinois permet de confondre « chrétien » et « pourceau », « étranger d'Occident » et « chèvre ». Ce document de propagande « boxer » en dit long sur l'hostilité des Boxers envers les Occidentaux qui, dans la seconde moitié du XIXe siècle, tentent de s'implanter en Chine.



Ph. © E.R.L.

Les Européens, las de voir leurs plénipotentiaires bafoués, massacrés ou accueillis à coups de canon, débarquent et marchent sur Pékin; ils bousculent l'armée chinoise au pont de *Baliqiao (= Palikao)* et pénètrent dans la capitale. L'empereur Xian Feng « va chasser au Jehol » (vers la Mongolie), autrement dit s'enfuit (les empereurs chinois ne fuient jamais devant l'ennemi : ils vont à la chasse ou en tournée d'inspection !). Les Franco-Anglais négocient le traité de Pékin (1860) avec le neveu de l'empereur (le prince Gong) et le chef de la mission britannique, lord James Bruce Elvin, pour venger le massacre et le supplice de ses soldats, met le Palais d'Été au pillage et incendie les jardins impériaux. Dans le même temps la Russie se fait céder la région côtière qui s'étend de la Corée du Sud à l'embouchure de l'Amour : elle y établira le port de Vladivostok.

● *Les traités inégaux,* qui livraient les ports chinois aux Européens (concessions bénéficiant de l'exterritorialité) et qui autorisaient les missions chrétiennes, ont en fin de compte sauvé l'empereur : intéressés au maintien de la paix intérieure, les Français et les Anglais aidèrent le gouvernement central à réprimer les révoltes intérieures qui survenaient d'une façon presque continue depuis un siècle, fomentées par les sociétés secrètes dont il a été question ci-dessus ou par des groupements paysans tels que celui des *Taiping.*

C'est vers 1850 qu'un paysan de la province de Guangdong (= Canton), Hong Xiuquan, qui avait subi l'influence des missions protestantes (il se croyait le fils de Dieu, frère cadet de Jésus-Christ) et qui a peut-être été en rapport avec la *Triade,* prend le commandement d'une rébellion qu'on a appelée la révolte des *Taiping,* du nom des partisans de Hong (sa société s'appelle Taiping Tianhuo, c'est-à-dire : « Le royaume céleste de la grande paix »). Le soulèvement se généralise à toute la Chine méridionale qui, pendant quinze ans, obéit à Hong (il s'était lui-même nommé empereur), établi dans sa capitale de Nankin. Les rebelles, qui se laissent pousser les cheveux pour réagir contre le port de la natte (habitude mandchoue), alternativement vainqueurs ou vaincus dans des combats qui les opposent aux armées impériales, menaçaient les intérêts occidentaux : comme toutes les révoltes de ce genre en Chine, le mouvement tournait au brigandage. Les Européens s'allient donc aux impériaux pour rétablir l'ordre ; Nankin fut assiégée et Hong, humilié et déçu, finit par se suicider le 1er juin 1864.

Hong était un visionnaire. Ses réformes allient la nouveauté à la tradition : socialisme très proche des traditions communautaires, syncrétisme entre les religions séculaires et le christianisme, tentative de secouer l'apathie et la décadence des Chinois (suppression de toute propriété privée, même vestimentaire, mise en commun des terres et de leurs produits, discipline de fer, admission des femmes dans l'armée, mariage monogame obligatoire, répression sévère de l'alcoolisme, de l'opiomanie, de la prostitution, de la magie, etc.).

Dans le même temps éclatent, dans la Chine du Nord, l'insurrection rurale menée par la secte des *Nian* (1851-1868) et, au Yunnan et au Turkestan chinois, les sanglantes révoltes religieuses des musulmans de Yacqūb Beg (1820-1877), qui durent de 1864 à la mort de ce dernier, administrateur de génie vaincu par le plus patient des généraux chinois : Zo Zongtang.

● *La débâcle chinoise.* La pression européenne augmente d'année en année, malgré la stérile opposition des lettrés qui n'avaient que du mépris pour les Barbares ignorants des rites et des subtilités de la discussion confucianiste, malgré l'ambition entêtée et criminelle de l'impératrice douairière Ci Xi (= Ts'eu-hi) qui essayait de soustraire la Chine aux convoitises des Russes, des Anglais, des Allemands, des Français, des Japonais, des Américains et même des Italiens.

Il existait en Chine un *parti réformiste,* ouvert aux idées nouvelles et partisan d'une transformation de la société, de l'économie et des institutions ; son représentant le plus important était Li Hongzhang (1824-1901). Ce « parti » fit une tentative de réforme qui devait modifier l'administration et l'état d'esprit du pays, et en quelque sorte occidentaliser la Chine. Le mouvement ne dura que *cent jours* (1898), dénoncé à Ci Xi par l'un de ses membres : le traître Yuan Shikai, qui après avoir décapité six représentants de ce mouvement (« les Six Martyrs »), encourage la révolte des *Boxers* (massacre du ministre de l'Allemagne, blocage des quartiers européens de Pékin en juin-août 1900). Les Occidentaux organisent une expédition commune qui écrase la révolte et impose à la Chine une lourde indemnité, la dissolution des sociétés secrètes et l'octroi d'avantages économiques et commerciaux aux Européens. Ci Xi dut s'incliner et amnistia (en 1904) les « réformistes » qu'elle avait condamnés ou révoqués au moment des Cent Jours.

L'impératrice Ci Xi (1835-1908). Fille d'un fonctionnaire mandchou, « concubine subalterne » puis « concubine de seconde classe » de l'empereur Xian Feng, mère du successeur de celui-ci (Tong Zhi), ambitieuse, machiavélique, elle a pratiquement dirigé la Chine — en tant qu'impératrice régente, puis impératrice douairière, de 1861 à 1908.



Ph. © E.R.L.

De l'Empire à la République.

Le 15 novembre 1908 l'impératrice Ci Xi mourait ; en même temps une coterie (à laquelle était mêlé Yuan Shikai) assassine l'empereur régnant ; on place alors sur le trône un enfant de deux ans (Pu Yi) : le champ était libre pour les ambitions de toutes sortes et la Chine allait connaître, pendant plus de quarante ans, une période d'anarchie, de troubles, de guerres intérieures et extérieures d'où devait sortir, le 21 septembre 1949, la *République populaire chinoise,* œuvre de Mao Zedong. Avant d'étudier la naissance et l'évolution de cette nouvelle Chine, nous résumerons l'histoire troublée de la Chine républicaine.

Les protagonistes.

● *Sun Zhongshan (= Sun Yat-sen, 1866-1925),* le « Père de la Révolution », fils de petits commerçants de la région de Canton, élevé sous l'influence des missions américaines, converti au christianisme, étudiant en médecine à Hong-kong, émigre en Amérique puis en Angleterre après la guerre sino-japonaise (1895). Soutenu financièrement par l'économie chinoise établie hors de Chine et les sociétés secrètes, il fonde une ligue d'alliance en 1900, qui groupe les tendances antimandchoues, nationalistes et modernistes (son programme est résumé en 1905 dans les « Trois Principes du Peuple » : indépendance, souveraineté, bien-être). Le 10 octobre 1911, les premiers coups de feu de la Révolution partent à Wuchang ; en décembre Sun Zhongshan prend la tête du gouvernement républicain à Shanghai, appuyé par les éléments de la ligue élargie en parti politique (on l'appelle dorénavant le Guomindang (= Kouo-min-tang) ; il traite avec Yuan Shikai qui l'écarte du pouvoir où il reviendra cependant par intermittence à partir de 1918. La fin de la vie de Sun Zhongshan est plus celle d'un théoricien que d'un militant actif ; il meurt en 1925 à Pékin, laissant un testament politique un peu naïf qui deviendra une sorte de catéchisme lu tous les lundis matin dans les usines jusqu'à ce qu'en 1937 Jiang Jieshi (= Chiang Kai Shek ou Chang Kai-chek) le remplace par un texte de lui sur la destinée de la Chine. Si l'on excepte les communistes, dont il sera question ci-dessous, Sun Zhongshan est sans doute la seule figure sincère (malgré une « certaine naïveté politique ») de cette première révolution chinoise.

● *Yuan Shikai (= Yuan Che-k'ai, 1859-1916),* homme de l'ancien régime, ambitieux et criminel ; sa carrière politique est une série de trahisons et de crimes. Réformiste en 1898, il dénonce ce mouvement à Ci Xi ce qui le met provisoirement du côté des conservateurs ; en 1908 il participe au meurtre de l'empereur ; exilé par le régent d'alors, rappelé en 1911 pour combattre l'insurrection de Sun Zhongshan, il trahit l'Empire pour s'assurer les faveurs de la République et obtient le titre de président de la République chinoise aux dépens de Sun Zhongshan. Gouvernant en dictateur, il supprime le Guomindang et envisage de se faire nommer empereur (1915) ; il meurt en 1916 dans des conditions mal élucidées (suicide ? meurtre par empoisonnement ?). A sa mort Sun Zhongshan reprendra (à Canton) le titre de président de la République chinoise et démissionnera en 1918.

● *Wang Jingwei (1883-1944).* Disciple de Sun Zhongshan qui lui dicta son testament politique ; transfuge de la République, il passa au Japon en 1939 et se mettra à la solde des ennemis de la Chine pendant la Deuxième Guerre mondiale.

● *Jiang Jieshi (= Chang Kai-chek, 1887-1975).* Officier, formé à Moscou en 1920, a tenu entre ses mains les destinées de la Chine, mais n'a pas su résister à l'ambiance de corruption et d'anarchie qui y régnait. Entre 1926 et 1928, à la tête d'une armée cantonaise de 40 000 hommes, il conquiert les provinces du Nord et connaît ses premières difficultés politiques avec l'aile gauche du Guomindang (communiste). En 1927 il abandonne définitivement l'idéal socialiste de Sun Zhongshan et s'entend avec les grands capitalistes de Shanghai alors qu'il assiégeait cette ville. A partir de cette époque il entre en guerre contre les communistes chinois qu'il chasse de l'armée et de l'administration : arrestations, exécutions sommaires se multiplient et Jiang Jieshi s'efface pendant quelques mois de la scène politique (mariage avec Song Meiling, belle-sœur de Sun Zhongshan, élevée en Amérique). Le 8 juin 1928 il entre à Pékin : théoriquement il a refait l'unité de la Chine. De 1928 à 1936 il fait campagne contre les communistes, mais est obligé de s'allier avec eux pour combattre l'agression japonaise en Mandchourie (cette deuxième guerre sino-japonaise durera jusqu'en 1945, se superposant, dans les dernières années, au deuxième conflit mondial). Après la guerre, la position communiste est plus forte, Jiang Jieshi — soutenu par les États-Unis — doit cependant abandonner la Chine continentale et se réfugier à Taiwan (= Formose) en 1949. Il a été successivement : président du gouvernement nationaliste chinois (1928-1931), directeur général du Guomindang (1938), président du comité national de défense (1939), commandant suprême (1942-1945) et président du gouvernement nationaliste (de 1943 à 1948 en Chine et sans interruption de 1949 à 1975 à Taiwan). Jiang Jieshi a été sévèrement jugé par les militaires qui le traitaient « d'homme politique » et par les politiciens qui le traitaient de « militaire ». Il a su conquérir, mais il n'a pas su gouverner, et cela parce que son idéal politique n'avait pas la stabilité ou la rigueur de l'idéal de ses adversaires (communistes) ; il n'a pas su lutter contre l'immense corruption (souvent alimentée par les Occidentaux) qui était à peu près en permanence le fait de la Chine (et que la République populaire est encore obligée de combattre dans certaines des parties du monde chinois). On ne peut non plus passer sous silence l'influence néfaste de son épouse, obnubilée par une certaine conception américaine de la vie politique et qui semble n'avoir absolument rien compris aux réels problèmes de la Chine moderne.

Les événements.

(Se reporter aussi à la p. 131 de l'*Annexe.*)

● *La première révolution chinoise* s'est présentée comme une croisade contre la dynastie mandchoue. Elle est fomentée dans le Sud (à Canton) et dans le Sichuan (= Sseu-tch'ouan), et se déclenche à Wuchang, capitale du Hubei, c'est-à-dire dans le centre du pays. Dans ses débuts, la révolution chinoise ressemble à un coup d'État local : soulèvement de la garnison de Wuchang (11 octobre 1911), fuite du vice-roi de la province, prise de Hanyang, centre industriel proche de Wuchang, et occupation de Hankou (= Han-k'eou). Les villes de Nanjing (= Nankin), Guangzhou (= Canton), Shanghai et Fuzhou (= Fou-tcheou) se rallient à la révolution et le mouvement s'étend peu à peu vers le nord.

Le Nord, c'est-à-dire Pékin, ne résiste guère. Le régent envoie Yuan Shikai réprimer la « révolte », mais celui-ci tourne casaque et s'entend avec les rebelles. Ces derniers ont formé à Shanghai un gouvernement républicain provisoire et, à Nankin, Sun Zhongshan a réuni une *Assemblée nationale*, formée des délégués de dix-sept provinces (sur dix-huit que comptait la Chine) ; le 29 décembre, il est élu par cette Assemblée président de la République. Le dernier acte politique mettant fin à l'Empire — l'abdication du régent — clôt cette révolution qui s'est faite sans effusion de sang (on ne peut appeler « batailles » les engagements qui ont eu lieu entre sudistes et nordistes en novembre 1911). Mais cette abdication (12 février 1912) recouvre une pirouette politique : en fait, le régent passe ses pouvoirs à Yuan Shikai, devant qui Sun Zhongshan s'efface, et qui maintient sa capitale à Pékin (malgré le désir des sudistes et de l'Assemblée de Nankin).

● *La deuxième phase de la première révolution chinoise* est marquée par la dictature de Yuan Shikai. Il faut bien dire qu'à part une minorité d'intellectuels, de « professionnels » politiques et d'une poignée d'idéalistes, il y a environ 400 millions de Chinois qui n'ont aucune idée de ce qu'est une république : boutiquiers et commerçants dans les villes, paysans dans les campagnes assistent passivement aux transformations du régime qui ne modifient en rien leur statut et leur mode de vie. De 1912 à 1916, Yuan Shikai gouverne en dictateur, dans le cadre de constitutions « provisoires », en confiant l'administration des provinces à des militaires qui lui sont dévoués. Vue d'Europe, la Chine de Yuan Shikai paraît comme un État fortement centralisé, occidentalisant ses institutions tout en conservant sa civilisation millénaire ; mais ce n'est qu'une apparence : le « pouvoir fort » de Yuan Shikai camoufle une anarchie naissante et sa « république » d'où toute opposition est bannie (le seul parti organisé était celui de Sun Zhongshan, le Guomindang ; il est démantelé en 1913) se transforme peu à peu en monarchie (Yuan Shikai fait « plébisciter » son régime en 1915 et s'apprête à se faire couronner empereur le 3 décembre 1915).

L'aventure de Yuan Shikai tourne court. Les sudistes se révoltent ouvertement, certaines provinces menacent de faire sécession, soutenues par le Japon qui ne tient pas à voir se former une Chine unifiée et puissante. En mars 1916, le président renonce à se faire couronner empereur. En juin 1916, il meurt dans des conditions mystérieuses.

● La Chine traverse alors, de 1916 à 1928, une période d'anarchie et de confusion.

— Il y a, certes, à Pékin un pouvoir central théorique (en 1916, c'est Li Yuanhong qui a succédé à Yuan Shikai), mais c'est un pouvoir sans efficacité. Chaque province s'organise plus ou moins indépendamment de Pékin, gouvernée par des chefs militaires locaux — les *dujiun* — qui légifèrent, perçoivent des impôts, lèvent des troupes sur lesquelles ils peuvent compter tant qu'ils les payent. Parfois, un *dujiun* plus ambitieux qu'un autre tente de soumettre les provinces de sa région : la Chine s'enlise dans une guerre civile à plusieurs foyers.

— Tout le monde lutte contre tout le monde : les *dujiun* se combattent entre eux, les troupes de Pékin tentent de récupérer les provinces du Nord et du Centre qui leur ont échappé, renonçant provisoirement à l'impossible reconquête du Sud ; les sudistes ont formé un gouvernement dissident à Canton, avec Sun Zhongshan et le Guomindang reconstitué, et tentent, de leur côté, de conquérir une à une les provinces chinoises afin de réaliser la république démocratique et sociale dont rêve Sun Zhongshan. Dans le même temps, le Japon conquiert la Mandchourie, superposant la guerre étrangère aux guerres civiles.

— L'effort d'unification part de Canton où Sun Zhongshan, après avoir essuyé le refus d'assistance des États-Unis, du Royaume-Uni et du Japon, se tourne vers l'URSS qui répond avec empressement à ses demandes, profitant de l'occasion pour implanter dans le pays les premiers éléments du marxisme. A la mort de Sun Zhongshan (12 mars 1925), son disciple Jiang Jieshi réussit là où tous avaient échoué avant lui : il soumet le pays jusqu'au Yangzijiang (= Yang Tseu-kiang) (Hankou tombe en septembre 1926, Nankin en mars 1927, puis Shanghai ; entre avril 1927 et avril 1928, il conquiert toute la Chine du Nord sur les *dujiun* dont les troupes capitulent les unes après les autres (il vainc en particulier le « maréchal » Zhang Zuolin (= Tchang Tso-lin), maître de Pékin et de la Mandchourie). Le 8 juin Pékin tombe ; le 4 octobre 1928, la capitale de la République chinoise est transférée à Nankin.

Cette « reconquête » s'est accompagnée d'une lutte contre les soviets.

● *L'œuvre du Guomindang*, de 1928 à 1949 — date à laquelle naît officiellement la « Chine de Mao » — mérite d'être rappelée, car elle a préparé le pays à sa prodigieuse ascension ultérieure. Si la corruption a été le fait le plus marquant du régime sur le terrain politique et économique (ce n'était pas un fait nouveau en Chine où, depuis des siècles, *tout* s'achetait et se vendait), il n'en reste pas moins que c'est à la politique du Guomindang que le peuple chinois — notamment celui des villes — doit sa première émancipation systématique (la croisade de la « vie nouvelle » à travers tout le pays est une sorte de révolution culturelle avant la lettre : il s'agissait d'ouvrir les esprits à la démocratie, aux institutions et à la culture occidentales).


Ph. © Keystone.


Ph. © Roger-Viollet.

Deux figures opposées de la première révolution chinoise. Yuan Shikai (1860-1916) a trahi tout le monde : les « réformistes » avec qui il complotait en 1898, le gouvernement impérial lorsqu'il se rallie à la révolution en 1911, la révolution lorsqu'il tente de se faire nommer empereur en 1915. Sun Zhongshan (1866-1925), à droite, a été sincère jusqu'à la naïveté.

Malgré la bonne volonté des étudiants chinois qui, dans les années trente, passaient leurs vacances à vanter les mérites de la « vie nouvelle » dans les campagnes, l'état de décomposition politique et sociale que connaissait la Chine depuis le début du siècle persistait, aggravé par la double guerre que menait le Guomindang contre ses ennemis de l'intérieur (les « communistes ») et de l'extérieur (les Japonais). La Seconde Guerre mondiale a commencé en effet en Chine en 1937 (invasion japonaise) et des remous consécutifs à cette guerre naîtra la Chine populaire.

On trouvera une chronologie des principaux événements de cette période à la p. 131 de *l'Annexe*.

La politique extérieure de la Chine jusqu'en 1945.

● *Relations avec les puissances occidentales*. Lorsque s'écroule l'Empire chinois, les relations de la Chine avec les grandes puissances sont mal définies. La conséquence des « traités inégaux » fut le semi-dépeçage du territoire par les nations occidentales qui se réservent des *territoires à bail* (par exemple Lüshun (= Port-Arthur, dans le Liaoning) à la Russie, Weihaiwei et Jiulong (= Kieou-long) à la Grande-Bretagne, Guangzhouwan à la France) qui leur sont concédés pour quatre-vingt-dix-neuf ans. De plus, dans les principaux ports ouverts aux étrangers sont délimitées des *concessions* administrées par les puissances occidentales qui y organisent leur commerce, leur propre police, leurs services postaux et douaniers, etc. (33 concessions à la fin du XIXe siècle).

La conférence internationale de Washington (1921-1922), organisée à l'instigation des États-Unis qui désiraient se protéger de la croissance économique du Japon, a stabilisé les relations entre la Chine et les grandes puissances : celles-ci s'engagent à respecter l'indépendance de la Chine et à ne pas profiter de son anarchie « provisoire » pour obtenir des régimes privilégiés. On renonce au découpage des *sphères d'influence*, et la Chine retrouve son autonomie douanière et postale. Autrement dit, la jeune République est traitée, d'emblée, comme une puissance indépendante et non comme un territoire à coloniser.

En fait, les « traités inégaux » subsistaient et, pendant dix ans, le gouvernement de Pékin tenta de les faire amender. C'est avec les deux États mis plus ou moins à l'écart de la politique européenne que furent signés des traités fondés sur l'égalité et la réciprocité des droits : avec l'URSS (mai 1924) et avec l'Allemagne (mai 1921). A partir de la victoire du Guomindang, la dénonciation des anciens traités place progressivement la Chine au rang officiel de grande puissance.

● *Relations avec le Japon*. Le Japon, au XXe siècle, est incontestablement le grand État d'Extrême-Orient. Victorieux des Chinois en 1895, des Russes en 1905 (il leur reprend Port-Arthur), il prend pied sur le continent asiatique (occupation de la Mandchourie du Sud, puis de la Corée, érigée en *colonie* en 1910). Après la révolution chinoise, le Japon tente de s'introduire diplomatiquement en Mandchourie (dirigée alors par Zhang Zuolin (= Tchang Tso-lin), puis s'y installe par les armes en 1931 (prise de Moukden le 18 septembre 1931). En mars 1932, le pays est débaptisé et devient le *Manzhouguo* indépendant, gouverné par le dernier empereur de Chine, Pu Yi, chassé de son trône en 1912, alors qu'il n'était encore qu'un enfant. Le Manzhouguo devient en fait une dépendance japonaise. Équipé rapidement de ports, de routes et de voies ferrées, débarrassé des brigands qui l'infestaient, doté d'une monnaie saine (le *yuan* mandchou), il est exploité systématiquement par les Japonais qui y trouvent le coton, le blé, les forêts dont ils manquent dans leurs îles.

A partir de cette base continentale, le Japon tente de conquérir par étapes la Mongolie et la Chine du Nord (c'est-à-dire les provinces du Hebei (= Ho-pei), du Shanxi (= Chan-si) et du Shandong (= Chan-tong). Il trouve d'ailleurs des alliés dans cette promotion de la *Grande Asie* dont il espérait être le maître : les populations autochtones acceptent les Japonais comme les défenseurs de l'ordre que la guerre civile avait détruit, les Coréens y voient de véritables libérateurs, les capitalistes chinois montrent eux-mêmes plus de confiance dans les affaires du Manzhouguo que dans celles de leur propre pays.

En 1937, la pression japonaise sur la Chine de Jiang Jieshi est plus forte que jamais et, lorsque le gouvernement nippon exige, par l'ultimatum du 15 juillet, que la Chine abandonne le Hebei et le Tchahar (région maintenant rattachée à la Mongolie intérieure), le conflit armé devient inévitable. Le Japon se comporte en Asie comme l'Allemagne hitlérienne en Europe et son expansion est irrésistible. Pékin et Nankin tombent en juillet et en novembre 1937, le Nord de la Chine est réduit partiellement à merci en 1938-1939. Wang Jingwei (= Wang Tsing-wei) — ancien disciple de Sun Zhongshan — devient le chef d'un gouvernement de « collaboration » (mars 1940), tandis que Jiang Jieshi fuit vers le sud-ouest, dans le Sichuan, et que s'organise la résistance à la conquête japonaise.

On note donc qu'une des conséquences de l'agression japonaise fut la collaboration militaire du parti communiste chinois avec le Guomindang, alliance qui devait assurer, après la guerre, le triomphe de Mao Zedong (= Mao Tsé-toung).



Ph. © Keystone.

Mao Zedong (Mao Tsé-toung pour les francophones), né en 1893, à Shaoshan, dans le Henan, mort à Pékin, en 1976. Fils d'un paysan fortuné, il se destine d'abord à l'enseignement; puis, assistant-bibliothécaire à l'Université de Pékin, il participe au cercle d'études marxistes avec Li Dazhao (= Li Ta-tchao), en 1918. Il fait partie des fondateurs du parti communiste chinois, créé en 1921 par Chen Duxiu (= Tch'en Tou-sieou). A partir de 1927, il organise une Armée rouge dans le Henan; après la « Longue Marche » (1934-1935), il prend la direction du parti (1935). En 1949, il proclame, à Pékin, la République populaire chinoise, qu'il dirigera jusqu'à sa mort, en 1976. Poète, érudit, théoricien de la révolution, stratège, homme d'action, chef politique et militaire, Mao Zedong a consacré sa vie à l'édification de la Chine nouvelle, la « Chine de Mao ». Il fut, de son vivant, l'objet d'un culte idolâtre et, si certains aspects de sa doctrine et de son action ont été mis en question après sa mort, son rôle fondamental dans l'histoire de la Chine contemporaine n'est pas discuté.

La Chine populaire.

« Préhistoire » de la Chine populaire.

La République populaire chinoise *(Zhonghua Renmin Gongheguo)* a été proclamée officiellement le 1er octobre 1949. Ce régime, fondé sur la prééminence exclusive du parti communiste chinois, fondé en 1921, dirigé de 1935 à 1976 par Mao Zedong, puis par Hua Guofeng (1976-1981) et par Hu Yaobang (depuis juillet 1981), n'a pu s'imposer qu'après une longue lutte commencée en 1921 et menée contre des ennemis de tous bords. Voir p. 13, les portraits des principaux personnages de l'histoire du communisme chinois.

● *Première phase : la fondation du parti communiste chinois.* Le premier communiste chinois fut Chen Duxiu (= Tch'en Tou-sieou), professeur à l'université de Pékin, non-conformiste, marqué par son séjour en France (1907-1910) et fondateur en 1915 d'une revue, *Jeunesse Nouvelle,* à laquelle collaboreront notamment Li Dazhao (= Li Ta-tchao) et, sous un pseudonyme, Mao Zedong. La révolution bolchevique fait naître dans ce petit groupe d'intellectuels de grandes espérances et un cercle d'études marxistes est fondé en 1918 à l'université de Pékin ; Mao n'en est alors que l'assistant-bibliothécaire. En 1919, quelque quatre cents étudiants chinois, dont Zhou Enlai (= Chou En-lai), partent pour la France où ils fonderont, en décembre 1920, une section communiste chinoise (à Paris). Il faut isoler alors les faits indiqués ci-après.

— Les étudiants de Pékin manifestent, le 4 mai 1919, devant les légations étrangères pour protester contre les décisions du traité de Versailles qui transférait au Japon les concessions allemandes du Shandong (= Chan-tong). Le *Mouvement du 4 Mai* appelle les Chinois à lutter contre l'impérialisme.

— En juin 1920, Moscou délègue Grigorij Vojtinskij pour organiser et structurer le mouvement communiste chinois qui ne comprend guère que quelques douzaines d'intellectuels, groupés dans des cercles d'études marxistes à Pékin ou à Changsha où Mao Zedong a fondé un petit cercle local. Le Ier Congrès du PC chinois (douze participants) a lieu à Shanghai le 1er juillet 1921, date de la création officielle du parti ; Chen Duxiu est élu secrétaire général du parti qui s'augmente de nouveaux membres arrivés de France, d'Allemagne et de Russie. A la fin de 1921, il y a environ trois cents communistes en Chine, dont les neuf dixièmes sont des intellectuels (et non pas des prolétaires ouvriers). C'est cependant grâce à l'impulsion de ce très faible parti que se déroule, le 1er mai 1922, la première conférence générale des syndicats à Canton.

— Sun Zhongshan, qui a formé un gouvernement indépendant à Canton, en avril 1921, tente, avec l'aide du *Komintern* (Adolf Joffé), de coopérer avec les communistes. Cette collaboration, écartée en 1922 par le IIe Congrès, est acceptée en juin 1923, lors du IIIe Congrès du parti communiste chinois.

● *Deuxième phase :* l'alliance du parti communiste chinois et du Guomindang (1923-1927) était souhaitée des deux côtés pour des raisons différentes : les communistes, totalement inconnus des masses, avaient intérêt à utiliser la popularité de Sun Zhongshan et l'appareil de son parti ; celui-ci pouvait espérer obtenir, pour sa part, une aide matérielle, technique et morale de l'URSS (Borodine, conseiller civil, et Galen, conseiller militaire). On faisait ainsi passer au premier plan l'unification du pays et l'indépendance nationale. Les communistes entrent alors dans le Guomindang (Mao Zedong sera même membre suppléant du Comité central de ce parti), prennent contact avec le peuple (divisé en quatre « classes » : les capitalistes nationaux, les petits bourgeois, les ouvriers et les paysans), participent à l'organisation de l'armée révolutionnaire que dirige Jiang Jieshi (= Chang Kai-chek) (fondation le 5 mai 1924 de l'académie militaire de Whampoa), avec Zhou Enlai (= Chou En-lai) comme commissaire politique et Galen — alias Blücher — comme conseiller technique. La croissance du parti est alors appréciable : il y aura en 1927 près de 60 000 inscrits au parti et environ trois millions d'ouvriers syndiqués.

Ces progrès inquiètent l'aile droite du Guomindang (qu'on appelle le « groupe des collines de l'Ouest »). Après le triomphe de l'*expédition du Nord* (conquête du Fujian = Fukien, du Jiangxi, du Zhejiang = Tchö-kiang) par Jiang Jieshi qui s'est assuré le contrôle du Guomindang, a lieu la rupture entre ce parti et le parti communiste chinois. En avril 1927, Jiang Jiegshi opère un coup de force contre les syndicalistes communisants de Shanghai (massacre de plusieurs milliers de personnes, épisode décrit par André Malraux dans *La Condition humaine).* Le 1er août, la garnison de Nanchang, commandée par les généraux communistes He Long et Ye Ting, se soulevait contre le gouvernement officiel : l'Armée de libération populaire était née.

● *Troisième phase : la guerre civile contre le Guomindang (1927-1937).* Les dix années de guerre civile sont extrêmement confuses. Militairement, elles sont marquées bien plus par les échecs de l'armée populaire que par ses succès, sans qu'on puisse parler d'une domination réelle des troupes de Jiang Jieshi. Politiquement, le parti communiste chinois — dont la tactique a varié plusieurs fois au cours de la période — tente de gagner à sa cause les habitants passifs des campagnes, soit qu'il contrôle, avec plus ou moins de succès, toute une région administrativement et militairement, soit à l'occasion d'une retraite ou d'un mouvement de troupe. Il est inévitable d'ailleurs que l'effort de propagande se limite aux campagnes : les grandes villes sont pratiquement interdites aux communistes et bien tenues par le Guomindang. A l'intérieur même du parti, les hommes de tête sont fréquemment remplacés, en raison de leurs échecs ou de leur « déviationnisme » de droite ou de gauche ; Mao lui-même perdra son siège au bureau politique du parti pour avoir échoué, en septembre 1927, dans l'opération appelée « soulèvement de la récolte d'automne ». Voici les principaux moments de cette longue guerre civile, au demeurant peu meurtrière, toutes proportions gardées (rien de comparable avec les hécatombes de la révolution russe et la sauvagerie de la guerre civile espagnole).

— La rupture avec le Guomindang entraîne le remplacement, au secrétariat général du Comité central,



Mao Zedong, Zhu De (= Chu-teh) et la première épouse de Mao dans le Jiangxi (= Kiang-si) en 1930, avec un journaliste américain.



Ph. © Keystone.

de Chen Duxiu, accusé d' « opportunisme de droite », par Qu Qiubai (7 août 1927), un jeune théoricien formé à Moscou et qui tente de soulever les campagnes au moment des moissons d'automne (Mao Zedong avait été chargé de diriger l'un de ces soulèvements, près de Changsha). Le résultat de ces efforts fut plus que décevant, tout comme la tentative de He Long et de Ye Ting de soutenir la « Commune de Canton », soulèvement écrasé en trois jours (11-14 décembre 1927) par le Guomindang (Li Jisan). En juillet 1928, le VIe Congrès du parti communiste réuni à Moscou écarte Qu Qiubai auquel succède un « véritable » prolétaire, Xiang Zhongfa : en fait le parti est alors pris en main par Li Jisan, l'homme fort du moment, intellectuel qui — comme Zhou Enlai — revenait de France. Pendant ce temps, Mao Zedong et Zhu De installent une base militaire communiste à la frontière du Jiangxi, dans les montagnes avoisinantes (les bases communistes se fixent toujours dans les régions frontalières, où l'autorité du gouvernement provincial est généralement plus faible ; leurs refuges montagneux, d'accès parfois difficile, les mettent à l'abri des coups de mains du Guomindang). Cette « armée » est hétéroclite ; composée de transfuges du Guomindang, de bandits, de paysans en fuite, elle est mal supportée par les populations.

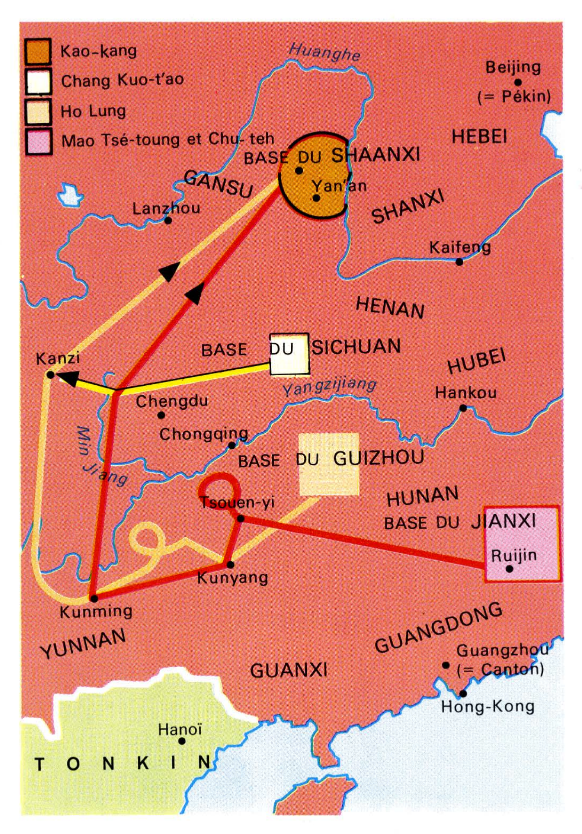
— En 1930, Li Jisan échoue dans ses tentatives pour faire occuper Changsha par l'armée de Peng Dehuai. Accusé de « putschisme », il est rappelé à Moscou et remplacé successivement par Wang Ming, puis par un jeune militant de vingt-cinq ans, Qin Bangxian (= Po Ku), à la tête du parti. Vers la fin de 1931, la plupart des chefs communistes se retrouvent au Jiangxi (à Ruijin) où a lieu le Ier Congrès des soviets de Chine qui élit Mao Zedong « président de la République soviétique chinoise ». Cette république est en fait réduite à une dizaine de bases rurales, aux limites mal définies, dans les provinces du Centre et du Sud-Est ; on peut estimer que la population contrôlée par les communistes ne dépasse pas alors 20 millions d'âmes. L'armée populaire augmente chaque jour, par contre, en nombre et en qualité (300 000 hommes en 1934).

— A ce stade, et bien que le peuple chinois soit, dans son ensemble, indifférent à ce noyau de « dissidents », le gouvernement nationaliste de Jiang Jieshi ne peut plus ignorer les communistes et le généralissime lance lui-même une série d'offensives contre la « République soviétique du Jiangxi », contre laquelle il avait déjà échoué en novembre 1930, au printemps et à l'été 1931, et au cours de l'été 1932. La cinquième offensive (octobre 1933) est la bonne : avec une armée de 500 000 hommes, une tactique et une stratégie parfaitement au point, l'appui d'une force aérienne importante pour l'époque (200 avions), Jiang Jieshi force les communistes à abandonner le Jiangxi dès octobre 1934. Le 15 octobre, Mao Zedong et les dirigeants communistes entraînent une masse d'environ 150 000 hommes dans un vaste périple de 12 000 kilomètres auquel on a donné le nom de *Longue Marche* (voir carte) et qui dura une année entière. Le point d'arrivée fut la région de Yanan, dans le Shenxi. Entre-temps, le bureau politique du parti avait éliminé Po Ku et choisi comme chef Mao Zedong (6 janvier 1935).

La *Longue Marche* a affaibli les effectifs des communistes. Mais elle a fait connaître le mouvement dans des provinces qui n'en avaient jamais entendu parler, elle a forgé la personnalité des nouveaux chefs, éliminant notamment les adversaires de Mao (par exemple, Po Ku, accusé d' « opportunisme de gauche », ou Zhang Guotao, un communiste de la première heure, opposé à la décision de Mao de gagner le Nord).

● *Quatrième phase : l'alliance avec le Guomindang et la lutte contre le Japon (1937-1945).* Il ne faut pas oublier que, pendant ces péripéties, le drame majeur de la Chine se jouait dans le Nord, face à l'envahisseur japonais et, dans certains milieux, on commençait à accuser Jiang Jieshi de combattre les communistes au lieu de s'attaquer à l'ennemi étranger. En décembre 1936, le généralissime arrive à Xian, capitale du Shenxi, pour lancer une nouvelle campagne anticommuniste ; il est arrêté le 12 par ses subordonnés, transféré à Xian où il rencontre Zhou Enlai qui négocie avec lui une entente antijaponaise. Cet événement, connu sous le nom d' « incident de Xian », marque le début de la collaboration entre le parti communiste et le Guomindang, rendue officielle par la proclamation commune du 22 septembre 1937. L'armée populaire devient alors la *VIIIe armée de route* et se met sous les ordres du gouvernement Jiang Jieshi.

La guerre contre le Japon dure huit ans. Pour les communistes, ce fut l'occasion d'asseoir leur position dans la plupart des provinces du Nord et du Centre : des groupes de propagande mobilisent les populations locales contre l'envahisseur et, en même temps, implantent les dispositifs politiques qui devaient se manifester à la fin de la guerre. Pour prévenir une nouvelle guerre civile,

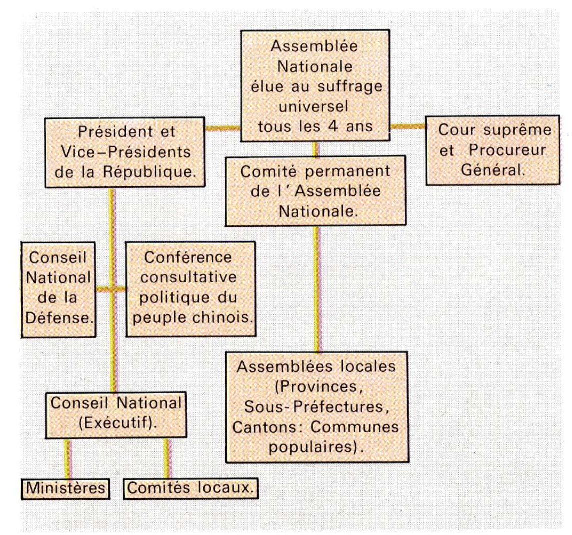


La Longue Marche.
Les forces communistes, brisant le blocus du Jianxi, se sont d'abord dirigées vers les bases rurales des provinces centrales puis, rejetées vers le Yunnan, elles passent le Yangzijiang et remontent vers le sud (bataille de la rivière Min Jiang, en mai 1935), pour finalement aboutir, en octobre 1935, dans le Shaanxi.

Mao réclame, lors du VIIe Congrès du parti (avril-juin 1945), un gouvernement de coalition : mais dès la capitulation du Japon, et malgré l'effort américain pour régler pacifiquement le problème chinois, l'opposition au Guomindang est inéluctable.

● *Cinquième phase : la deuxième guerre civile.* Elle débute en juin 1946. Les communistes contrôlent la Mongolie intérieure, la Mandchourie et toute une zone qui va du Shenxi au Shandong ; leur armée est puissante (environ un million d'hommes), sa stratégie a été définie par Mao Zedong : l'armée rouge se fixe comme but non pas l'occupation de certains points géographiques (villes, routes stratégiques, etc.), mais la destruction des armées adverses. A la guérilla des années 1927-1937 sont substituées les opérations militaires classiques de grande envergure ; et c'est l'un des grands mérites de Mao Zedong que d'avoir su adapter ses troupes et leurs cadres à cette nouvelle forme de guerre. Dès 1947, il est clair que Jiang Jieshi a perdu la partie : la contre-offensive victorieuse en Mandchourie (1948), la reprise de Yanan (21 avril 1948), l'entrée à Pékin (31 janvier 1949), la prise de

L'organisation constitutionnelle de la Chine populaire.



Nankin (23 avril) sont les étapes les plus importantes de cette conquête de la Chine par les communistes. Le 1er octobre 1949, Mao Zedong proclame à Pékin la République populaire du Milieu (dite « chinoise ») et le 5 janvier 1950 la Grande-Bretagne reconnaît officiellement le gouvernement de Pékin. La Chine nationaliste de Jiang Jieshi a vécu ; elle se réduit à l'île de Formose (Taiwan).

Histoire intérieure de la République populaire chinoise.

● *Victoire du communisme et implantation du régime (1949-1952).* La victoire militaire des communistes n'a pas éliminé les opposants au régime, pas plus qu'elle n'a atténué la passivité millénaire des masses. Aussi, dans une première phase, le parti va-t-il mettre sur pied un immense mouvement de reconstruction administrative, matérielle et morale.

— Des institutions provisoires sont établies : un *Conseil du gouvernement*, présidé par Mao Zedong définit la politique générale et le budget ; un *Conseil d'État*, présidé par Zhou Enlai, joue le rôle exécutif et des organismes divers sont chargés des questions militaires, révolutionnaires, etc.

— Sur le plan économique et social, il faut isoler les initiatives suivantes : une réforme agraire importante (loi du 30 juin 1950), la stabilisation de la monnaie, l'émancipation de la femme et la loi autorisant le divorce (30 avril 1950), l'élimination des groupements religieux transformés en associations patriotiques (notamment en ce qui concerne les bouddhistes) ; en 1953 : campagne des *« trois anti »* (contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie) et campagne des *« cinq anti »* (contre la corruption des fonctionnaires, la fraude fiscale et commerciale, les détournements de biens de la nation, l'extorsion de renseignements économiques aux dépens de la République populaire).

Vers la fin de la période, les activités contre-révolutionnaires sont très sévèrement combattues (loi du 21 février 1951) et suivies des inévitables brimades, emprisonnements et exécutions plus ou moins sommaires qui accompagnent toutes les révolutions, mais à l'échelle chinoise : on situe le nombre des victimes entre un et trois millions selon les estimations.

— Sur le plan extérieur : alliance avec l'URSS (14 février 1950) et guerre de Corée (voir p. 55).

● *La République populaire chinoise avant la révolution culturelle (1953-1965).* C'est une période où l'économie — conçue à la manière soviétique, c'est-à-dire rigoureusement planifiée — prend le pas sur les autres préoccupations, idéologiques ou extérieures.

— Le premier plan quinquennal (1953-1957), dont le but est de multiplier par deux la production de 1952, entraîne des bouleversements sociaux très importants : la presque totalité des entreprises industrielles est nationalisée (99,62 % de la production totale en 1956) et les paysans sont invités à se grouper en coopératives (31 juillet 1955 : rapport de Mao Zedong sur le développement des coopératives agricoles en Chine). La fin de cette période de cinq ans est marquée par un assouplissement idéologique : malgré ses dix millions d'adhérents, le parti n'a pas conquis tous les intellectuels (universitaires, écrivains, artistes), et le 27 février 1956 Mao Zedong invite tous les Chinois à contribuer, par des critiques constructives, à l'édification du socialisme. Ce thème est repris en mai 1956 par le ministre de la propagande, Lu Dingyi, qui lance le *Mouvement des cent fleurs* (toutes les écoles artistiques peuvent s'épanouir, de même que toutes les fleurs s'épanouissent). Le *Mouvement des cent fleurs* prend fin en juin 1957, lorsque le bureau du parti constate que le mouvement de rectification qu'il avait suscité dégénère en une vaste critique « bourgeoise » de ses méthodes et de ses dirigeants. Le retour dans la ligne est brutal : quarante députés de l'Assemblée nationale sont invalidés, les intellectuels sont repris en main (ou envoyés aux champs), la dictature du parti est consolidée.

— Le deuxième plan quinquennal (1958-1962) commence par ce qu'on appelle le *Grand Bond en avant* (accélération des rythmes de production) en 1958-1959 ; il s'accompagne de l'institution des *communes populaires* (août 1958). Cependant cette progression ne se fait pas sans remous politiques : Mao Zedong démissionne de son poste de président de la République (avril 1959) et il est remplacé par Liu Shaoqi (les deux vice-présidents étant : Dong Biwu et Mme Sun Zhongshan). La défense nationale passe entre les mains du maréchal Lin Biao (qui deviendra le numéro 2 chinois en 1966, lors de la révolution culturelle). En même temps, la *pensée de Mao* devient l'objet d'un culte grandissant, base d'une éducation socialiste de plus en plus rigide.



Ph. © Connaissance du monde/Atlas-photo.

La jeune Chine en marche : c'était avant la révolution culturelle, à l'époque du « Grand Bond en avant ».

— C'est en mai 1960 que la rupture avec les Soviétiques s'amorce ; en février 1961, Zhou Enlai quitte la salle du XXIIe Congrès du parti communiste de l'URSS avec ostentation, par solidarité avec l'Albanie, attaquée par Khrouchtchev ; en octobre 1962, après que l'URSS a retiré ses fusées de Cuba, Pékin accuse Moscou d'« aventurisme » et de « capitulationisme ». Il est évidemment impossible, dans l'état actuel de nos connaissances, d'assigner des causes précises à ce divorce qui va aller en s'aggravant dans les années suivantes ; il n'est pas inutile de noter qu'avant les premières polémiques de mai 1960, l'URSS a dénoncé son pacte atomique avec la Chine (20 juin 1959), ce qui n'a pas empêché celle-ci de faire exploser sa première bombe nucléaire le 16 octobre 1964.

● *La révolution culturelle,* qui débute officiellement le 8 août 1966 à Pékin et qui a touché, de là, toutes les provinces, est un mouvement qui a bouleversé la Chine entre 1966 et 1969.

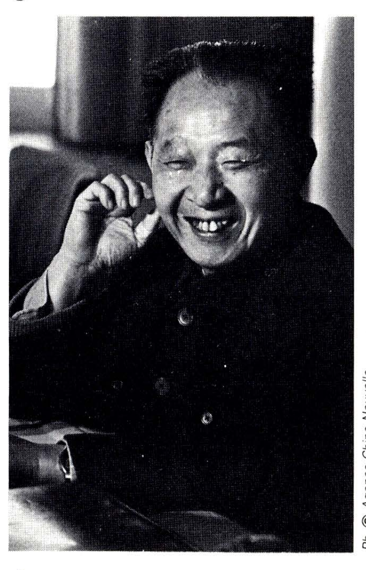
Le VIIIe Congrès du parti (septembre 1956) avait mis en place un personnel politique, tant dans le bureau politique qu'au gouvernement, qui s'est divisé en deux factions. Mao Zedong, Mme Mao Zedong, Lin Biao, Kang Sheng, Chen Boda (= Tch'en Po-ta) et quelques autres veulent aller plus avant dans l'œuvre révolutionnaire, qu'ils considèrent encore comme fragile ; la disparition des « capitalistes » et les nationalisations ne sont pas, pour eux, des résultats suffisants. Il faut secouer davantage les mentalités, tant dans les villes que dans les campagnes, empêcher la passivité chinoise traditionnelle de reprendre le dessus, lutter contre l'individualisme, enraciné depuis des siècles dans l'âme populaire. Bref, pour ces révolutionnaires qui se veulent orthodoxes, il ne faut pas que les Chinois « s'installent » dans le socialisme comme dans un immense bazar, il faut qu'ils y prennent part en permanence et que la vie pour et par la collectivité devienne une sorte de seconde nature chez l'homme. La seconde faction est représentée notamment par Liu Shaoqi — reconduit dans ses fonctions de président de la

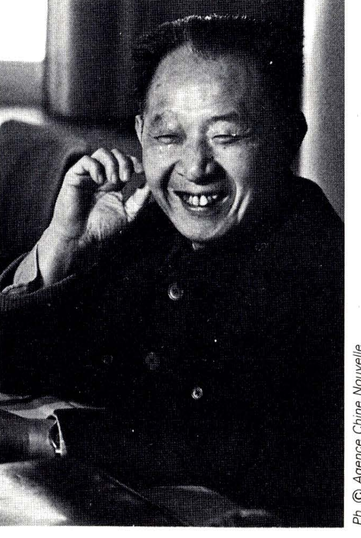
1



Ph. © Keystone.

3

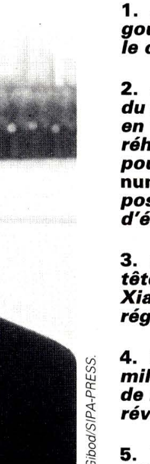




Ph. © Agence Chine Nouvelle.

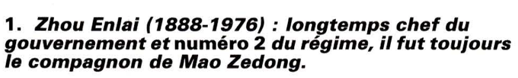
2

4

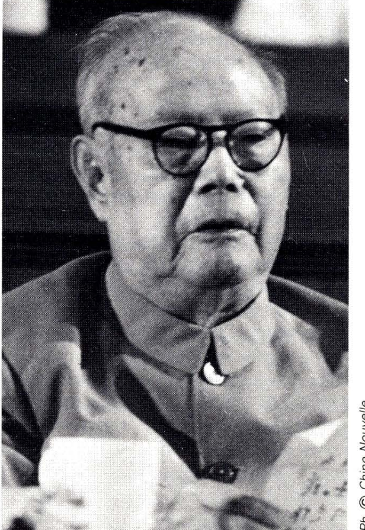


Ph. © Boccon-Gibod/SIPA-PRESS.

Ph. © Boccon-Gibod/SIPA-PRESS.



5





Ph. © Chine Nouvelle





Ph. © Boccon-Gibod/SIPA-PRESS.

1. Zhou Enlai (1888-1976) : longtemps chef du gouvernement et numéro 2 du régime, il fut toujours le compagnon de Mao Zedong.

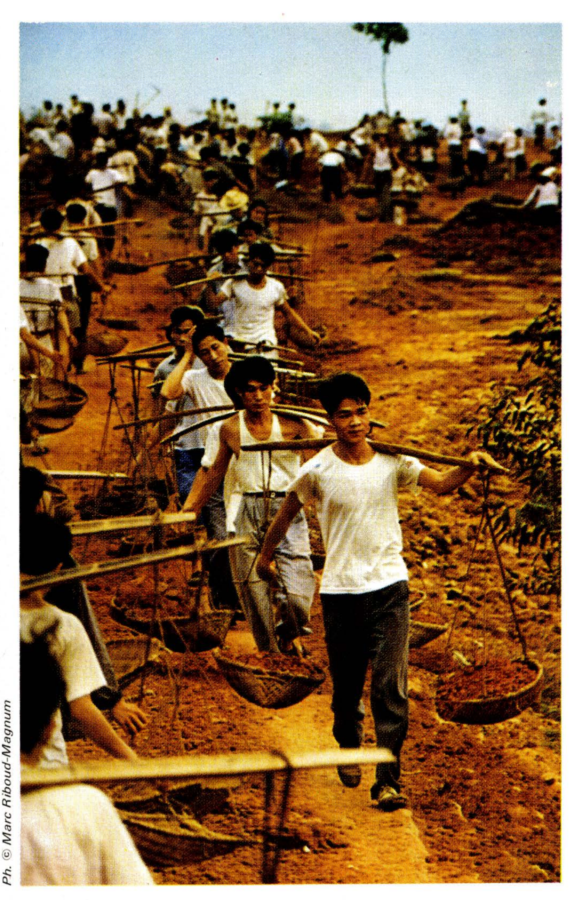
2. Deng Xiaoping (né en 1904) : Secrétaire général du Parti en 1949, victime de la révolution culturelle en 1967, chef suprême de l'armée en 1975 après sa réhabilitation en 1973, à nouveau destitué (1976) pour déviationnisme, puis réhabilité (1977), il est le numéro 1 de fait en Chine depuis 1978 ; mais le seul poste important qu'il occupe est celui de chef d'état-major de l'armée.

3. Hu Yaobang (né entre 1913 et 1915) : placé à la tête du Parti communiste chinois en 1981 par Deng Xiaoping, il est devenu le numéro 1 en titre du régime, succédant Hua Guofeng.

4. Zhao Zyiang : Premier ministre depuis 1981, militant depuis l'âge de 13 ans (il a un ou deux ans de moins que Hu Yaobang), victime lui aussi de la révolution culturelle, il a succédé à Hua Guofeng.

5. Ye Jianing, président de la République depuis 1978.

6. Hua Guofeng (né en 1921) : successeur de Zhou Enlai et de Mao Zedong en 1976, il a dû s'effacer à partir de 1980-1981 devant Deng Xiaoping.



Ph. © Marc Riboud-Magnum

Les « machines-outils » de la Chine ont d'abord été... les six cents millions de Chinois des années 1950-1960.



La Chine : divisions administratives et capitales des provinces.

République en 1965 — Peng Zhen, maire de Pékin et membre du bureau politique du parti et Deng Xiaoping, secrétaire général du parti depuis 1956. Son objectif est de consolider les résultats acquis et de ne pas se lancer dans des innovations révolutionnaires qui compromettraient la stabilité économique.

La révolution culturelle a commencé dans l'enceinte de l'université de Pékin, où les étudiants ont protesté, par affiches, contre la culture « réactionnaire » que leur distribuaient leurs professeurs. Puis dans la plupart des universités de province, les mêmes protestations se sont élevées contre cette conception « surannée » de la culture. Selon les positions officielles, cette « grande révolution culturelle » aurait été en réalité préparée par Mao Zedong, contre la faction « conservatrice » des dirigeants politiques ; elle a eu pour effets :

— la création « spontanée » de Comités permanents de la révolution culturelle, en fait des groupements d'étudiants et d'écoliers — les *gardes rouges* — qui militent avec ardeur et romantisme contre le *révisionnisme,* les erreurs du Comité du parti dénoncées par Mao Zedong, les responsables locaux qui paralysent la révolution prolétarienne, et d'une manière générale tous ceux qui étouffent la sublime pensée de Mao ;

— l'élimination d'un certain nombre de personnages comme le maire de Pékin, Peng Zhen, le ministre de la culture, Lu Dingyi, le président de la République lui-même, Liu Shaoqi (il mourra en 1969, victime des traitements subis), et, d'une manière générale, du personnel politique, militaire, universitaire accusé de composer avec le capitalisme, de freiner ou d'annihiler la révolution prolétarienne ;

— une fermeture (provisoire) de la Chine aux influences extérieures et un raidissement particulièrement sévère contre les « révisionnistes soviétiques » ;

— un bouleversement spectaculaire des rapports sociaux dans le sens de l'égalitarisme (« balayer les poussières de l'ancienne société »).

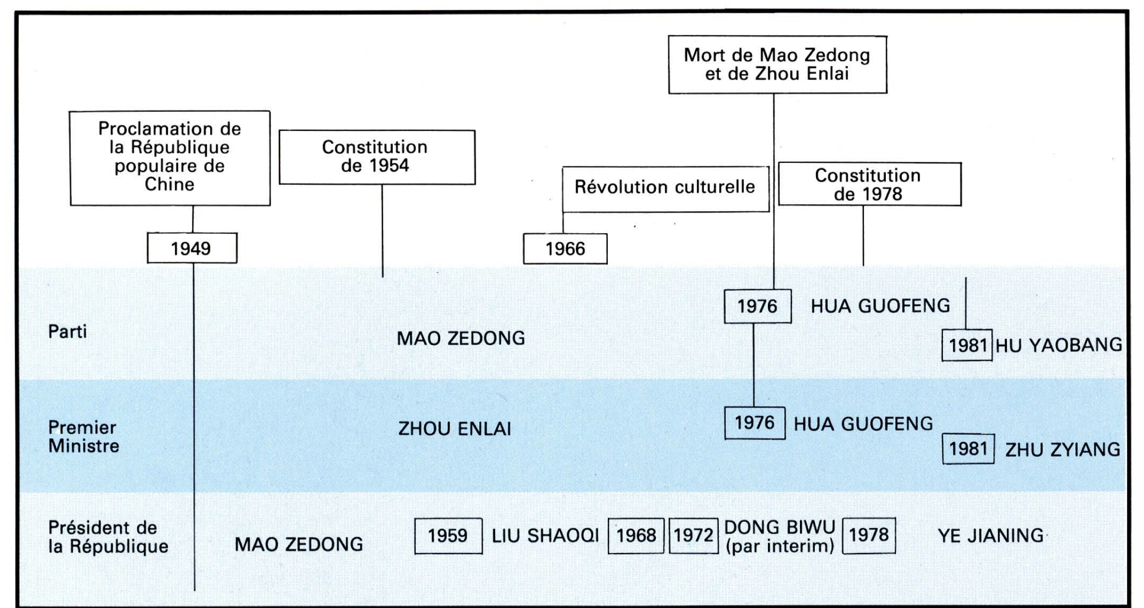
En d'autres termes, la révolution culturelle chinoise, dont les effets se sont prolongés jusqu'à la mort de Mao (9 septembre 1976), se présente comme une radicalisation du régime. Mais il ne faut pas y voir un simple bouleversement politique, ni une péripétie de la course au pouvoir. Le fait est qu'à la fin des années 1960, les échecs économiques et sociaux ne peuvent plus être camouflés par la propagande, ni par un régime outrancièrement policier. De nouvelles solutions sont à proposer, avec des hommes nouveaux, et le visage radicaliste en est une. Si, à l'exception de Liu Shaoqi, destitué dès octobre 1968 de ses fonctions de président de la République par le comité central du parti, les anciens piliers du régime restent en place (Mao Zedong à la tête du parti et Zhou Enlai à celle du gouvernement ; jusqu'en 1971, le maréchal Lin Biao restera à la tête de l'armée et vice-président du parti), les vice-présidents, les secrétaires généraux, une bonne partie de la hiérarchie politique plongent dans le processus des disgrâces, condamnations, exécutions. La révolution culturelle chinoise, c'est aussi l'arrivée au pouvoir de la deuxième génération de communistes chinois.

Qui sont-ils, les chefs de file du radicalisme ? Il y a Chen Boda (né en 1904, chef du groupe de la révolution culturelle, membre du comité permanent du bureau politique du parti), Jiang Qin, l'épouse de Mao Zedong (née vers 1913), Zhang Chunqiao, Wang Hongwen, Yao

La pratique des « journaux muraux », informant les citoyens de l'évolution de la situation, est un des aspects les plus concrets de la révolution culturelle : le journal n'est plus lu par un individu, au coin du feu, mais collectivement.



Ph. © Paolo Koch/Rapho.



Les principaux chefs communistes de la Chine populaire.
Liu Shaoqi, destitué en 1968, a été réhabilité en 1977 (la réhabilitation officielle n'a eu lieu qu'en février 1980). Le « dauphin » de Mao Zedong, Lin Biao, a été éliminé en 1971. Quant au « dauphin » de Zhou Enlai, Deng Xiaoping, disgrâcié en 1976, réhabilité en 1977, il est vice-président du parti et vice-premier ministre : c'est « l'homme fort » de la Chine en 1983.

Wenuan, tous membres du bureau politique à partir de 1969 (année du IXe Congrès du parti communiste chinois), pour ne citer que les plus actifs. En face d'eux, plus circonspects, le « dauphin » de Mao, le maréchal Lin Biao, qui sera liquidé en octobre 1971, et le vice-président du conseil, Deng Xiaoping, qui tombera en disgrâce en avril 1976, quelques mois après la mort de son protecteur politique, Zhou Enlai.

● *L'année 1976* est en effet l'année du grand tournant pour la Chine contemporaine. Elle voit la mort des deux grands chefs historiques, Zhou Enlai (8 janvier) et Mao Zedong (9 octobre ; très affaibli, atteint de la maladie de Parkinson, ce dernier ne jouait plus qu'un rôle symbolique depuis deux ans) et la fin de la révolution culturelle.

En effet, dès janvier 1976, ce n'est pas Deng Xiaoping qui succède à Zhou Enlai, mais Hua Guofeng, qui n'occupait qu'un rang assez reculé dans la hiérarchie (le onzième ; il était sixième vice-président du conseil). C'est un modéré dont la première préoccupation est d'annihiler la tendance radicale en s'attaquant à la tête de la révolution culturelle, le « groupe de Shangai », présenté à l'opinion sous l'expression méprisante de « la bande des Quatre », à savoir Jiang Qing, Zhang Chunqiao, Wang Hongwen, et Yao Wenuan. Un long procès fut organisé contre ces personnages et leurs partisans ; l'instruction dura trois ans (arrêtés en octobre 1976, les « Quatre » furent jugés en janvier 1981). Seuls Jiang Qing et Zhang Chunqiao furent condamnés à mort (peine différée de deux ans, transformable en prison à vie en 1983 si les coupables en sont jugés dignes) ; Wang Hongwen fut condamné à la prison à perpétuité ; les autres personnages ont eu des peines moins lourdes.

● *De 1976 à 1982,* les gouvernants chinois s'attachent à effacer les traces de la révolution culturelle et à orienter la Chine dans une direction plus modérée, qui n'est certes pas la social-démocratie européenne, mais qui ne tourne plus le dos à l'évolution politique et sociale. La constitution est remaniée le 5 mars 1978 et le maréchal Ye Jianing devient chef de l'État (Liu Shaoqi a été réhabilité *post mortem* en février 1980 ; il n'avait pas eu de successeur, mais un président de la République par intérim avait été désigné en février 1972, le président Dong Biwu).

Hua Guofeng, instigateur du procès contre la « bande des Quatre », reste Premier Ministre et, depuis octobre 1976 il cumule ces fonctions avec celle de chef du parti communiste chinois. Le vice-premier ministre et le vice-président du parti est Deng Xiaoping, réhabilité le 23 juillet 1977 ; Deng est, au début des années 1980, le chef réel de la Chine populaire, bien qu'il n'occupe qu'un rang modeste dans la hiérarchie. En août 1981, il obtient la démission de Hua Guofeng des postes qu'il occupait, et il fait désigner Hu Yaobang à la tête du parti et Zhu Zyiang à celle du gouvernement (septembre 1981).


Il n'y a pas d'âge pour être « garde rouge ».


Ph. © Marc Riboud/Magnum.

Politique extérieure de la République populaire chinoise.

● *Avec les Soviétiques,* les points de friction étaient nombreux, d'autant plus qu'une pression traditionnelle s'était toujours exercée sur les frontières continentales de la Chine. La séparation s'est faite essentiellement sur le plan idéologique, lorsque l'URSS est entrée dans la phase de déstalinisation et que ses dirigeants (Khrouchtchev puis Brejnev) ont lancé le thème de la coexistence pacifique. Déjà dans une conférence à Moscou, en novembre 1957, Mao avait insisté sur la nécessité d'une unité communiste sous la direction de l'URSS et déclaré que « le vent de l'Est l'emporte sur le vent de l'Ouest ». Par la suite les Chinois accuseront systématiquement la Russie soviétique de déviationnisme, de néo-impérialisme, blâmant tous les compromis que l'URSS conclut avec le monde capitaliste (en particulier le recul de Cuba) considérés comme autant de trahisons vis-à-vis de la révolution marxiste-léniniste dont les Chinois se considèrent dorénavant comme les représentants les plus orthodoxes. Le conflit idéologique devient même, sur les frontières, un conflit armé. Cette situation n'a guère varié jusqu'à la fin de 1982.

● *Sur le plan international,* la situation de la Chine a considérablement évolué depuis une quinzaine d'années. Le 20 novembre 1970, l'Assemblée générale de l'ONU vote l'admission de la Chine populaire par 51 voix pour, 49 voix contre et 25 abstentions ; cette admission devient effective un an après, et comporte, comme conséquence, l'exclusion de Taiwan (Chine nationaliste). En mars 1971, un événement mineur (un match de tennis de table entre les équipes américaine et chinoise) est le point de départ symbolique des relations officielles sino-américaines (visite du président Nixon en Chine, du 21 au 28 février 1972 ; annonce officielle de la fin du soutien américain à Taiwan). A partir de 1972, on assiste au développement des rapports diplomatiques de la Chine avec la plupart des États qui, les uns après les autres, reconnaissent le régime de Mao et engagent des pourparlers économiques. Depuis une dizaine d'années, la Chine, sortie de son isolement, a pris parti dans tous les grands conflits diplomatiques internationaux.


Ph. © Brian-Brake/Magnum.

A Pékin, place Tien An-men ; une version moderne de la « fleur au fusil ».

● *En Asie extrême-orientale,* la Chine s'oppose, tant par la propagande que par l'aide matérielle qu'elle apporte aux différents partis communistes, à la prépondérance américaine et tente, par tous les moyens, de briser l'OTASE. Elle cherche (et elle y est parvenue en partie) à devenir le leader d'un bloc marxiste-léniniste orthodoxe, distinct du bloc soviétique, et qui grouperait autour d'elle les pays afro-asiatiques et même certains pays d'Amérique latine.

● *Le Tibet* est considéré par la Chine comme une région proprement chinoise ; il a été réuni à Pékin par le traité de 1951. Le lecteur se reportera à la p. 131 de l'*Annexe* pour l'histoire du Tibet avant l'annexion chinoise.

LE JAPON

AVANT L'ÈRE DU PROGRÈS.

La légende et l'histoire.

Les origines.

● *Sur les origines du Japon,* nous n'avons d'autre source que les légendes *shinto,* compilées au VIIIe siècle apr. J.-C. dans deux textes (écrits en chinois) : le *Kojiki* et le *Nihongi.* L'implantation de l'Empire nippon dans le Yamato (ancien nom traditionnel du Japon) est attribuée à un descendant de la déesse solaire Amaterasu, Jimmu tennō, en 660 av. J.-C. En fait les historiens s'accordent à faire remonter au début de l'ère chrétienne la fondation effective d'un État nippon, conquis par un clan méridional fixé dans le Yamato.

Avant cette conquête qui marque l'entrée du Japon dans la protohistoire plus que dans l'histoire, les îles japonaises étaient habitées par des populations composites dont les plus anciennes étaient peut-être les *Aïnous* (qu'on retrouve encore dans l'île de Hokkaïdo) dont le caractère non mongoloïde est très net. Des vagues successives d'immigrants auraient recouvert ce peuplement autochtone : peuplades altaïques, venues de Sibérie, Malayo-Polynésiens en provenance du Sud, peuples d'origine coréenne, etc. De ce Japon préhistorique, où l'âge paléolithique est absent, nous n'avons que de rares vestiges, témoins de la vie et de la civilisation des Aïnous : les *kaizuka,* dépôts de coquillages et de restes de nourriture — la poterie du type dit *jōmon* (décoration en relief) et celle, plus tardive, du type *yayoi* (faite au tour). Dès le début de l'ère chrétienne apparaît la civilisation du bronze (les *dētaku :* objets de bronze en forme de cloche, miroirs décorés).

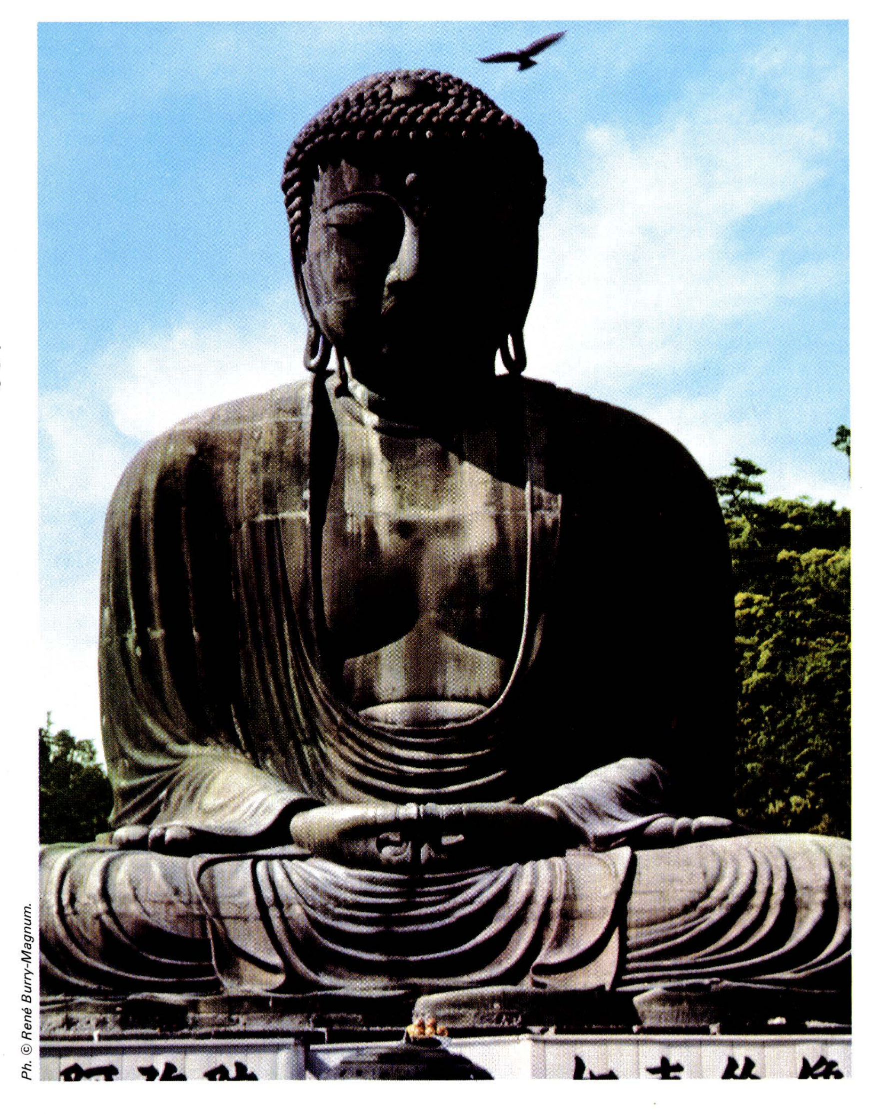
● *C'est sans doute au IVe siècle apr. J.-C.* que l'expansion nippone vers la Corée est la plus agressive ; sous le règne de l'impératrice Jingo une colonie s'établit au sud de la péninsule coréenne (les petits États du *Shiragi* au sud-est et du *Kudara* au sud-ouest). Les conséquences de ces contacts avec le continent (surtout avec le Kudara) ont été l'introduction de l'écriture au Japon, en 405, par le lettré Achiki et le scribe Wani (à vrai dire le japonais, langue *polysyllabique,* se serait mieux accommodé d'une écriture phonétique ou alphabétique ; l'écriture idéographique destinée à transcrire la langue monosyllabique des Chinois a d'abord semblé une complication linguistique au Japon : elle ne se répandra qu'à partir du VIIIe siècle, lorsqu'elle servira à propager la foi bouddhique).

C'est aussi du Kudara que proviennent les influences religieuses : le souverain du Kudara envoie, en 552, des statues et des livres bouddhiques à l'empereur Kimmei tennō ; en 554, deux bonzes coréens, Tonei et Dōshin, commencent à prêcher le bouddhisme.

L'entrée du Japon dans l'histoire.

● *L'œuvre de Shōtoku-Taishi.* A cette époque (VIe siècle apr. J.-C.), l'« empereur » du Japon n'est encore qu'un chef de clan un peu plus puissant que les autres chefs qui l'entourent à la cour de Yamato ; ces chefs, têtes de file d'une aristocratie militaire et territoriale, conservent intacte leur autorité sur leurs propres territoires et sont détenteurs de fonctions plus ou moins importantes, d'après la puissance de leur clan, au sein de l'association de clans qui constitue l'État japonais naissant.

L'introduction du boudhisme, en rivalité avec la religion populaire « nationale », à savoir le *shintō,* a pour effet de dresser les clans les uns contre les autres dans une série de guerres civiles où l'antagonisme religieux sert de prétexte aux querelles politiques, tout comme au XVIe siècle en France. Le bouddhisme, défendu par le clan des *Soga,* dirigé par Soga No Iname, triomphe grâce à l'appui de la famille impériale : l'impératrice Siko, qui règne de 593 à 629, et surtout le prince héritier — souverain de fait du Japon — Shōtoku-Taishi. Ce dernier (mort en 621) a implanté le bouddhisme dans le pays et a fait reposer sur lui la première organisation politique du Japon *(constitution des Dix-Sept articles)* : un État centralisé, dirigé par un souverain absolu et une hiérarchie de fonctionnaires choisis à la manière chinoise, c'est-à-dire en fonction de leur compétence et non pas de leur naissance. C'est aussi à cette époque que s'établit le protocole minutieux qui réglera les rapports de la hiérarchie, que se construiraient les sept grands temples, et que la science chinoise et coréenne s'introduit au Japon.



Le Grand Bouddha de Kamakura. Cette statue de bronze, de 14 mètres de haut, fut fondue en 1252.

Ph. © René Burry-Magnum.

● *La famille Nakatomi* — dont le nom fut changé en *Fujiwara* par l'empereur Tenchi — était la grande rivale des Soga. Son chef — Nakatomi No Kamatari — prend le pouvoir après un coup d'État en 645 et promulgue l'année suivante l'Édit de la Grande Transformation *(Taika),* instaurant au Japon un système de gouvernement calqué sur l'organisation chinoise des Tang (voir p. 4). Cette réforme était ambitieuse : il s'agissait de supprimer les pouvoirs de la noblesse classique, de découper le pays en provinces, dirigées par un gouverneur impérial, d'instituer un recensement, un cadastre, une répartition des impôts, un code civil et pénal (le *Taihō,* en 702), d'organiser le pouvoir central, etc. En fait la structure politique chinoise n'a pu s'adapter au Japon où les grandes familles ont, finalement, conservé le contrôle du pouvoir. Cependant le programme de Fujiwara Kamatari a fondé l'idée de la prééminence de l'empereur sur toute la noblesse, qui tient théoriquement de lui son pouvoir et ses biens : nous verrons comment les Fujiwara — au pouvoir pendant cinq siècles — ont su maintenir cet état de choses.

Les grandes lignes de l'histoire du Japon jusqu'au XIXe siècle.

Se rapporter au tableau de la p. 131 de l'*Annexe* pour la chronologie des événements.

Les grandes périodes.

Il est traditionnel de distinguer les différents moments de l'histoire japonaise par le nom de la ville où était installée la capitale pendant cette période (Nara, Heian, etc.). Il est remarquable que les changements politiques du Japon (prise du pouvoir par une famille ou par un groupe religieux prépondérant, *shogūnat,* etc.) n'aient jamais ébranlé la dynastie solaire : nul n'a jamais envisagé de renverser l'empereur, à l'exception presque unique d'un moine du nom de Dōkyō, favori de l'impératrice Koken, vers 769.

● *Période de Nara (710-794).* C'est en 710 que la cour impériale se fixe pour la première fois dans une capitale permanente, bâtie sur le modèle de Changan, la brillante capitale chinoise des dynasties Souei et Tang. Le pouvoir appartient, durant toute cette période, à la famille Fujiwara, qui favorise le développement du bouddhisme ; la croissance des monastères fut d'ailleurs un des grands moteurs économiques du VIIIe siècle japonais (voir ci-après p. 17) et ce qui subsiste des temples de l'ère de Nara témoigne encore de leur puissance (la gigantesque statue du Bouddha de Nara, *Daibutsu,* fut consacrée en 752 : son exécution avait demandé quinze ans d'efforts collectifs et englouti des centaines de tonnes de métal — cuivre et or).

L'époque de Nara est un véritable siècle d'or culturel. La philosophie religieuse y est illustrée par le moine Gyōgi (670-749), véritable Léonard de Vinci japonais, tout à la fois économiste, architecte, philosophe et qui, le premier, tente la synthèse du shintoïsme et du bouddhisme (que le moine chinois Kien Tchen réforme à partir de 754). La littérature fait son apparition : le *Kojiki* vers 711, le *Nihongi* vers 720 et surtout le *Recueil des Dix Mille feuilles (Manyōshū),* anthologie poétique qui groupe près de cinq mille petits poèmes d'un raffinement extrême.

● *Période de Heian (794-1185).* Pour fuir l'influence trop pressante du clergé bouddhique, la cour se transporte en 794 dans une nouvelle capitale, Heian. Elle fut édifiée par l'empereur Kwammu ; son nom — Heian-kyō — signifie « la Cité de la Paix » (c'est l'actuelle Kyōto). Le transfert fut certainement réalisé à l'instigation des Fujiwara dont la prééminence était menacée par le clergé de Nara. Voici les traits principaux de la période de Heian.

— Les empereurs, qui parvenaient plus ou moins jusque-là à gouverner par eux-mêmes, vont être écartés du pouvoir effectif par les Fujiwara de la manière suivante : un jeune empereur épouse une héritière Fujiwara et abdique en faveur du premier fils que celle-ci lui donne ; le membre le plus important de la famille Fujiwara prend alors le titre de régent *(sesshō)* pendant la minorité du nouvel empereur, puis de *kampaku* (régent permanent, dictateur civil). Les Fujiwara se transmettent la régence héréditairement à partir du Xe siècle, ainsi que

tous les postes gouvernementaux importants et ils écartent systématiquement (généralement par l'exil) leurs rivaux. Le plus célèbre *kampaku* fut Fujiwara Michinaga (966-1027) : il se maintint au pouvoir pendant trente années, de 995 à 1025.

— A la fin du XIe siècle, les empereurs ressaisissent pour quelque temps le pouvoir : ligotés par le caractère de « dieu vivant » attaché à leur personne (et qui les mettait « au-dessus des nuages », autrement dit, en dehors des affaires de l'État), ils abdiquent, se retirent dans un monastère et, de là, dirigent la politique de leur pays (on les a appelés les *empereurs retirés*). Cette reprise du pouvoir fut de courte durée : vers la fin de la période de Heian il s'est constitué une féodalité puissante, qui menace la Cour et les Fujiwara eux-mêmes (les moines soldats des grands monastères, les familles Taira et Minamoto en particulier) ; nous verrons plus loin (p. 17) comment s'est formée cette féodalité. Retenons pour l'instant que les Taira prennent le pouvoir en 1160 après la victoire de Taira Kiyomori (mort en 1181) et qu'ils sont eux-mêmes renversés par les Minamoto (bataille navale de Dan-no-ura, le 25 avril 1185) qui organisent le Japon sur le mode féodal et militaire.

— La période de Heian prolonge, sur le plan culturel, l'ère de Nara. La rupture des relations avec la Chine, le recul du bouddhisme permettent à la culture nationale de se développer en vase clos, d'une façon tout à fait originale. Trait caractéristique de la civilisation intellectuelle et artistique de cette époque : c'est une *civilisation de cour* (tout comme en France au début du XVIIIe siècle), une civilisation précieuse, légère jusqu'à la licence et même la débauche, qui exalte autant les plaisirs de l'esprit que ceux de la chair. Les femmes jouent un rôle important dans cette culture du plaisir, non seulement en tant que matière première de l'érotisme, mais aussi parce qu'elles représentent l'avant-garde de la littérature japonaise (les hommes préfèrent s'adonner aux lettres chinoises) qui s'épanouit grâce à l'invention d'un système simplifié d'écriture (les *kana*) attribué aux bonzes Kibi-No-Mabi (693-775) et Kōbō-Daishi (774-834). Parmi les œuvres nombreuses et élégantes de cette période (voir p. 15), il convient de retenir les deux grands classiques de la littérature japonaise : le *Genji Monogatari* (le *Roman de Genji*), qui conte la vie amoureuse du prince Genji et qui fournit des renseignements précieux sur les mœurs de la Cour au Xe siècle, a été écrit par une dame d'honneur de l'impératrice Akiko, Murasaki Shikibu (vers 1004) ; le *Makura-no-sōshi (Notes de l'oreiller)* est un essai d'une rare finesse écrit à la même époque par une autre femme écrivain, Sei Shōnagon.

C'est aussi à cette époque que se fonde la secte *shingon*.

● *Période de Kamakura (1184-1338).* Au Japon des femmes et de la galanterie, succède celui des militaires et des *samuraï* dont le nouveau maître est Yoritomo Minamoto (1147-1199). Celui-ci gouverne non pas de Heian, mais de Kamakura, au sein des possessions familiales de la famille Minamoto, où il a installé une administration connue sous le nom de *Bakufu* (le « gouvernement de la Tente »), qui souligne son caractère militaire. Lui-même reçoit de l'empereur le titre de *shōgun* (1192), c'est-à-dire de *généralissime.* A la mort de Yoritomo et en raison de l'incapacité de ses deux fils, il fut institué au-dessus du *shogūn* un régent, le *shikken,* qui exerçait le pouvoir effectif. Les *shikken* appartiennent héréditairement à la famille des Hōjō (la veuve de Yoritomo était une Hōjō). On se trouve donc, à cette époque, en face d'un dualisme du pouvoir à tous les étages. A Heian, l'empereur en titre est doublé par un *kampaku* lui-même doublé — parfois — par un ancien empereur, retiré dans un monastère ; mais tous n'exercent qu'un pouvoir formel : à Kamakura réside la véritable autorité, théoriquement exercée par le *shōgun,* mais — en fait — entre les mains du *shikken.* De même l'administration impériale est illusoire ; le véritable rouage du gouvernement est le *Bakufu.*

L'époque de Kamakura est une époque de guerres féodales, intérieures et extérieures. Le danger étranger fut représenté par les Mongols qui s'emparent du mandat céleste en Chine (Kūbilay, petit-fils de Gengis khān, empereur à Pékin en 1260) et qui se lancent à l'assaut de l'archipel nippon à deux reprises, en 1274 et en 1281. Les deux attaques furent repoussées, grâce au courage des garnisons japonaises, placées dans les îles Tsushima et Iki, grâce à l'habileté et à l'énergie du régent Tokimune, grâce aussi aux éléments naturels qui obligèrent la première fois les Mongols à rembarquer et qui, — la seconde fois — sous la forme d'un typhon providentiel — firent sombrer l'armada mongole (14 août 1281). Les Japonais, sauvés par un typhon, baptisèrent celui-ci « Vent divin » *(Kamikaze).* Néanmoins la guerre a précipité la chute du régime militaire des Hōjō : à la fin de chaque guerre victorieuse, ceux-ci distribuaient à leurs administrés des terres, prises à l'ennemi ; or, en l'occurrence, il n'y avait eu aucune conquête territoriale sur les Mongols, donc rien à distribuer. Le mécontentement fut général, d'autant plus que les préparatifs de défense avaient appauvri le pays et que le clergé revendiquait la victoire, due, disait-il, à ses prières qui avaient provoqué le *Kamikaze.* Le régime fut discrédité et un empereur, Go-Daigo, tenta de rétablir l'autorité de Heian et de renverser le *Bakufu* (1324-1332).

Suit une phase de guerres civiles qui mettent fin à la puissance des Hōjō ; dans le Nord, à Kyōto, la famille des Ashikaga prend le pouvoir et crée un nouveau *Bakufu,* s'attribuant le shōgunat ; dans le Sud (dans le Yamato) se tient la Cour impériale et le « pouvoir légitime ». Cette période dite « des Cours du Sud et du Nord » *(Namboku-chō)* dure de 1336 à 1392, époque à laquelle les sudistes s'inclinent devant le *shōgun* Yoshimitsu (1358-1408).

Signalons enfin que c'est à la période de Kamakura que naissent les trois grandes sectes bouddhiques : Jodo-Shinshu, Nichiren et Zen, et que la littérature perd, à cette époque, son caractère précieux et féminin ; l'auteur le plus célèbre est un ermite, Kamo-no-Chōmei, auteur en particulier des *Chroniques d'une hutte de dix pieds de côté* (*Hōjōki,* vers 1212). C'est de l'époque Namboku-chō que date la perfection du drame lyrique japonais, le *nō.*

● *Période de Muromachi (1392-1573).* L'unité retrouvée, l'autorité passe entre les mains des *shōgun* de la famille Ashikaga qui s'installe à Kyōto, dans le quartier appelé Muromachi. Un fait nouveau apparaît dans la structure politique et sociale du Japon : les relations commerciales avec le continent et l'utilisation de la monnaie métallique (argent). Les gouverneurs provinciaux *(shugo),* qui n'étaient jusque-là que des fonctionnaires chargés de faire régner l'ordre dans les provinces, s'enrichissent, entretiennent des troupes personnelles et deviennent de plus en plus puissants ; ils sont devenus des « grands noms » *(daimyō),* des seigneurs, et ils échappent à l'autorité du *shōgun* auquel ils se heurtent dans une multitude de *guerres privées.* Mais ces gouverneurs-seigneurs *(shugo-daimyō)* sont eux-mêmes dépassés par leurs propres vassaux, grands propriétaires locaux et qui deviennent aussi des *daimyō* qu'on nomme, pour les différencier des précédents, des *sengoku-daimyō.*

En même temps, les villes se développent et, avec elles, la classe des négociants, groupés en corporations (les *za*) ; une économie de foires se précise, les voies de communication se multiplient. A la fin du XVIe siècle, le Japon est un pays actif, qui exporte du riz, des produits manufacturés (armes, paravents, éventails, etc.) et qui possède même une *ville franche,* Sakai, port d'Osaka : le chaos politique dans lequel il se débat (1573-1603 : période sans *shōgun*) ne nuit en rien à son expansion économique.

Les *guerres privées* se terminent à la fin du XVIe siècle, grâce à l'action militaire efficace du *daimyō* Oda Nobunaga (1534-1582) soutenu par son allié Tokugawa Iyeyasu (1543-1616) et par son lieutenant, le roturier Toyotomi Hideiyoshi (1537-1598). Nobunaga a sans doute été le premier, au Japon, à vaincre ses adversaires à l'aide des armes à feu, les *mousquets à âme lisse,* introduits par les Portugais à partir de 1550 environ. En une douzaine d'années, le Japon est pacifié, réorganisé, unifié, grâce notamment au génie politique et administratif de Hideiyoshi, nommé *Kampaku* en 1584. Les classes sociales sont fixées : aucun *samurai* ne peut dorénavant devenir citadin, les paysans doivent rester sur leurs terres, rendre toutes leurs armes (la « chasse aux sabres »), les *daimyō* sont neutralisés.

● *La période de Edo (1603-1868).* Après la mort de Hideiyoshi, Tokugawa Iyeyasu reste seul au pouvoir en 1598. Appartenant à la maison des Minamoto, il avait le droit de prétendre au titre de *shōgun* qu'il reçut officiellement en 1603. Il établit le siège de son gouvernement — son *Bakufu* — dans la ville de Edo (aujourd'hui Tōkyō), partageant le pouvoir avec son fils Hidetada au profit duquel il abdiqua. Le shōgunat reste la propriété de la famille Tokugawa jusqu'en 1868. Pendant deux siècles et demi, le Japon, fermé sur lui-même, entrouvrant à peine ses portes aux Chinois et aux commerçants hollandais de l'île de Deshima, connaît la paix et la prospérité, dans le cadre du régime féodal nouvelle manière élaboré par Hideiyoshi et Iyeyasu. Le 9 novembre 1867, le quinzième *shōgun* de la famille Tokugawa, Yoshinobu, remettait son pouvoir à l'empereur Meiji qui allait créer le Japon moderne.

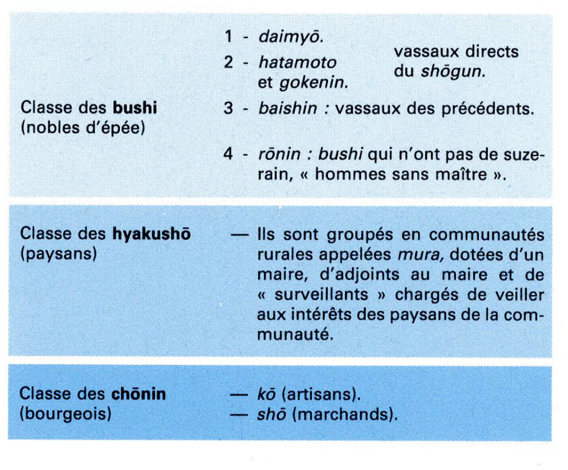


Feuille d'album de l'école Tosa (début du XVIIe siècle) illustrant le* Roman de Genji. *Cette œuvre célèbre s'apparente à la littérature courtoise de l'Europe occidentale ; elle a été écrite dans les premières années du XIe siècle et fourmille de précieuses informations sur les mœurs de la cour japonaise à cette époque : aventures galantes, promenades poétiques au clair de lune, intrigues de cour, fêtes et distractions variées sont décrites avec un luxe de détails par l'auteur, dame d'honneur de l'impératrice, Murasaki Shikibu.

Le Japon sous les Tokugawa.

● *Organisation politique.* L'empereur, cantonné dans sa Cour où règne une étiquette rigoureuse, ne gouverne pas. Le pouvoir central, dont le chef est le *shōgun,* est exercé par l'intermédiaire du *Bakufu* qui comprend en particulier des fonctionnaires de gouvernement : le *tairō* (le « Grand Ancien »), quatre ou cinq « ministres » *(rōju)* et quatre secrétaires d'État *(wakadoshiyori).* Des administrateurs *(bug yō)* sont chargés des affaires religieuses *(jisha),* des finances *(kanjō)* et des affaires municipales de la capitale *(machi).* Les provinces sont gouvernées par des seigneurs locaux *(daimyō)* répartis en trois catégories hiérarchiques, de haut en bas : les *shimpan daimō* (de la famille des Tokugawa), les *fudai daimyō* (qui étaient vassaux de Iyeyasu avant la bataille de Sekighara, en 1600, qui établit définitivement le pouvoir de celui-ci) et les *tozama daimyō* (seigneurs soumis à Iyeyasu après 1600). Les seigneurs, maîtres chez eux, étaient surveillés par un réseau de fonctionnaires spécialisés (les « Grands Surveillants ») ; les grandes villes comme Kyōto ou Osaka avaient une administration particulière, tout comme le domaine propre du *shōgun* (qui correspondait à peu près au quart des terres du Japon). Une organisation très complexe imposait aux *daimyō* des visites régulières au *shōgun,* à Edo, et des contributions appelées « embarrassantes faveurs », c'est-à-dire les corvées fiscales. Leurs déplacements étaient contrôlés, ils étaient sans cesse espionnés, eux et leur familles, tout cela pour étouffer dans l'œuf toute velléité de rébellion. Les *daimyō* les plus surveillés étaient les ralliés de la dernière heure, les *tozama daimyō,* d'autant plus suspects qu'ils étaient riches et puissants. Ce sera d'ailleurs en s'appuyant sur les *tozama daimyō* que l'empereur Meiji renversera le *shōgun* en 1868.

● *Les classes sociales,* au nombre de trois, sont rigoureusement hiérarchisées :



Classe des **bushi** (nobles d'épée)	1 - *daimyō.* 2 - *hatamoto* et *gokenin.* — vassaux directs du *shōgun.* 3 - *baishin* : vassaux des précédents. 4 - *rōnin* : *bushi* qui n'ont pas de suzerain, « hommes sans maître ».
Classe des **hyakushō** (paysans)	— Ils sont groupés en communautés rurales appelées *mura,* dotées d'un maire, d'adjoints au maire et de « surveillants » chargés de veiller aux intérêts des paysans de la communauté.
Classe des **chōnin** (bourgeois)	— *kō* (artisans). — *shō* (marchands).

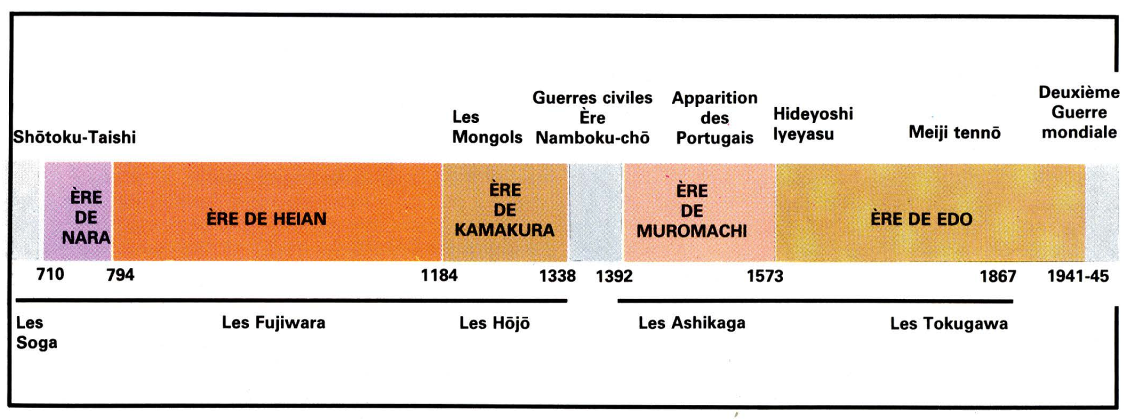
Les classes sociales dans le Japon traditionnel (résumé schématique).

Ceux qui n'appartiennent à aucune classe sont les *etu* (parias).

gouvernement central dans leurs domaines exonérés d'impôts (les *shōen*). Ces nobles prennent sous leur protection les paysans de leurs terres (ils les protègent non seulement des bandits et des « barbares », mais aussi des contrôleurs fiscaux) et s'attachent des hommes d'armes, les *samurai* qui constituent très vite une catégorie d'hommes semblables à ce qu'étaient les chevaliers européens du Moyen Age, avec leurs traditions, un certain sens de l'honneur guerrier que les légendes ont d'ailleurs exalté. Il n'est pas mauvais de remarquer que, tout comme pour les chevaliers du Moyen Age, les *samurai* n'ont pas toujours été des modèles d'honneur et de bravoure : il y avait parmi eux, inévitablement, des arrivistes, de véritables chefs de bandes. Les luttes incessantes que mènent entre eux les féodaux du XIIe siècle se terminent, on l'a vu, par le triomphe de la famille Fujiwara qui impose au pays sa dictature militaire.

● *Les rapports avec les étrangers.* En 1542, une jonque à la dérive, chargée de Portugais, touche l'île, dont le nom actuel est Tanegashima. En 1549, le jésuite portugais François Xavier arrive à Kagoshima avec l'intention de christianiser le Japon. La religion chrétienne fut d'abord favorablement accueillie, et même favorisée par Nobunaga qui était alors en lutte contre le clergé bouddhiste (1571-1573) et qui voyait dans le christianisme une arme efficace contre celui-ci. Pendant un demi-siècle environ le christianisme put ainsi s'implanter au Japon où il gagna à sa cause de nombreux féodaux. Après les Portugais qui se discréditent peu à peu aux yeux du gouvernement japonais, arrivent les Hollandais et les Anglais (Will Adams, qui pilote un vaisseau hollandais). Inquiet de l'unité des chrétiens et des menaces que cela risquait de représenter pour son pouvoir, Hideiyoshi prit en 1587 un édit interdisant le christianisme ; cet édit ne fut d'abord pas appliqué, car, avec les commerçants extérieurs, pénétraient au Japon de nombreux missionnaires qui étaient tolérés (on estime à plus de 500 000 le nombre de chrétiens au Japon au début du XVIIe siècle). A partir de 1613, Iyeyasu reprend les édits de proscription de Hideiyoshi, et, après qu'on eut éventé un complot tendant à renverser les Tokugawa, complot mis sur pied par des Japonais chrétiens, le gouvernement nippon prend des mesures de plus en plus sévères pour se défendre contre cette agression pacifique, mais efficace, de l'Occident. En 1623, les Britanniques ferment leurs comptoirs. En 1637, une révolte soutenue par les Portugais a lieu sur la péninsule de Shimabara (près de Nagasaki) et se termine par le triomphe du *Bakufu* et le massacre des trente-sept mille rebelles (les Hollandais s'étaient mis, pour la circonstance, du côté du pouvoir central et à la demande du *Bakufu,* une flotte hollandaise bombarda même les assiégés).

C'est à peu près à partir de cet épisode que le Japon se ferme définitivement au monde occidental. Seuls quelques Hollandais sont tolérés, parqués dans la petite île de Deshima et, lorsqu'en 1640, un navire portugais, transportant des parlementaires, arriva de Macao, le *shōgun* en exercice fit arrêter les arrivants et les fit décapiter, à l'exception de treize d'entre eux, renvoyés à Macao avec, en substance, le message suivant : « Dites à l'Occident qu'il fasse comme si nous n'existions plus. » Ainsi, jusqu'à l'avènement de l'empereur Meiji, la politique dite de *sikoku* (« fermeture de l'État ») a contribué à préserver le régime féodal et a maintenu le Japon dans un *statu quo* politique, économique et social.



Les grandes époques de l'histoire du Japon.

Le Samurai (peint par Sharaku ; le modèle est un acteur célèbre jouant le rôle d'un Samurai) : un mélange de chevalerie et de mysticisme belliqueux : n'est-ce pas, en un certain sens, l'aspect négatif d'une civilisation ?



Ph. © Giraudon.

● *L'histoire de la période de Edo* pendant deux cent soixante-dix ans est remarquablement monotone ; les quatorze *shōgun* qui se sont succédés n'ont eu d'autre souci que de maintenir l'ordre établi, ce qui se fit sans difficultés ; les quelques rares soulèvements de paysans n'ont été que des épisodes sans lendemain. Les seuls faits notables concernent les rapports avec les étrangers (voir ci-dessous).

Quelques questions sur le Japon traditionnel.

● *L'évolution économique.* A la période de Nara, ce sont les monastères bouddhiques qui sont les moteurs de la vie économique japonaise : les moines ont exploité les premières mines du métal nécessaire à la fabrication des objets cultuels (exemple, le *Daibutsu*), et c'est à l'initiative du clergé qu'ont été élevés de nombreux et coûteux chantiers (temples, monastères, hospices, etc.). Jusqu'au XVIe siècle, il n'existe pas, à proprement parler, de monnaie métallique ; tout se paye en *riz,* en particulier les impôts qui écrasent les paysans. Les nobles défrichent, quant à eux, des terres franches ou obtiennent des allégements fiscaux substantiels. A l'époque de Kamakura, les marchands professionnels, nés de relations commerciales avec la Chine, sont organisés en corporations ; la vie urbaine se développe, l'usage de la monnaie se répand, les foires et les marchés se multiplient. La fiscalité s'organise : Nobunaga établit des cadastres et Hideiyoshi rationalise le système des poids et mesures.

● *La féodalité.* Elle s'est constituée au XIIe siècle, autour des seigneurs qui échappaient au contrôle du

LE JAPON, DE L'ÈRE MEIJI A NOS JOURS.

Meiji signifie en japonais : « époque de lumière ». C'est aussi le nom de règne de l'empereur que les Occidentaux appellent Mutsu-Hito (1852-1912) et qui régna sous le nom de *Meiji tennō*. En quarante-cinq ans de règne, il transforma le Japon médiéval en une grande puissance moderne.

La fin du régime shōgunal.

Les difficultés du régime.

● *Les fissures de l'édifice social.* Les *shōgun,* de la famille des Tokugawa, n'ont pas été — dans l'ensemble — des personnalités politiques de première grandeur ; ils laissent le soin de gouverner au *Bakufu.* Malgré les apparences, le régime sous lequel vivent les Japonais est dans un état d'équilibre fragile ; il ne tient que par la puissance de la police et la sévérité des châtiments qui guettent ceux qui ne respectent pas les lois et les barrières (la circulation est rigoureusement réglementée, les grandes routes — comme le célèbre *Tokaido* — surveillées de jour, fermées par des barrières la nuit et leurs alentours étroitement contrôlés). L'immobilisme politico-social est toutefois loin d'être parfait. Les grands *daimyō* — dont la richesse est évaluée d'après la récolte de riz que leurs terres fournissaient — et les *samurai* perdent de leur puissance financière au profit des marchands qui forment peu à peu une classe de capitalistes entreprenants, banquiers des pouvoirs locaux et des grands seigneurs, et, à ce titre, craints plus que respectés. Quant aux paysans, couverts d'impôts et de dettes, rançonnés par les brigands, passant leur vie à se prosterner devant les seigneurs, leurs représentants, les fonctionnaires du pouvoir central, etc., leur conditions de vie sont précaires. Au XIXe siècle, de nombreux soulèvements, provoqués par la misère et la famine, éclateront dans les campagnes (cent vingt-six jacqueries dénombrées entre 1853 et 1867).

● *Les difficultés économiques.* Vers 1830, la population du Japon est stabilisée aux environs de trente millions d'habitants. Elle vit à peu près uniquement de la culture du riz, puisque les rapports avec le monde extérieur sont inexistants. L'or et l'argent, qui circulent monétairement depuis le XVIe siècle, sont concentrés entre les mains des bourgeois des villes, et le rapport de valeur entre ces deux métaux est de 1/6 (1 kg d'or vaut 6 kg d'argent au Japon, alors qu'il en vaut 15 partout ailleurs dans le monde). Quand les marchands japonais, qui sont aussi des prêteurs et des usuriers, réclament leurs créances aux *daimyō,* ceux-ci se voient obligés de réduire les salaires versés à leurs *samurai* qui, à leur tour, récupèrent cette perte en pressurant les paysans qui vivent sur les mêmes terres qu'eux. Pour peu que les récoltes soient mauvaises et que la famine s'en mêle, toutes les conditions d'une jacquerie sont réunies.

● *L'arrivée des étrangers.* Les seuls contacts avec le monde occidental se faisaient — on l'a déjà dit — par l'intermédiaire des Hollandais, tolérés à proximité de Nagasaki où leurs bateaux venaient se charger de « japonaiseries ». Il y avait au Japon cependant des intellectuels qui s'intéressaient aux « choses occidentales » *(seyōkibun),* comme ce magistrat du XVIIe siècle, Arai Hakuseki (1657-1725), qui avait publié une œuvre sur cette matière, ou les médecins Maeno Ryōtaku (1723-1803) et Sugita Gempoku (1732-1817), qui traduisirent du hollandais un traité d'anatomie (1774).

Les premiers étrangers à s'intéresser à nouveau au Japon furent les Russes, qui colonisaient la Sibérie à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle (autorisation de commerce refusée au gouvernement russe par le *Bakufu* en 1792) ; en 1808, un navire anglais s'empare d'un narive hollandais à Nagasaki. Mais ce sont les Américains qui, les premiers, ont forcé les portes du Japon. Après la conquête de la Californie, ils multiplient les contacts avec la Chine et leurs vaisseaux traversent fréquemment les eaux japonaises. C'est pour protéger les baleiniers américains — souvent molestés par les Japonais — et pour obtenir une escale commode sur la route de Chine que les États-Unis envoient en 1853 une escadre (les « bateaux noirs ») commandée par le commodore Perry ; celui-ci était chargé d'obtenir des autorités japonaises l'ouverture de quelques ports. La présence, au même moment, des navires russes de l'amiral Putjatin à Nagasaki, jointe à la fermeté de Perry qui remonte froidement la baie de Édo, faisant fi des interdictions japonaises, amène le Japon à donner aux États-Unis le droit de commerce dans deux ports (Shimoda et Hakodate). Des traités analogues furent signés avec l'Angleterre, la Russie, la France et les Pays-Bas : l'ère du *Sikoku* était terminée.



Ph. © Roger-Viollet.

L'empereur Meiji tennō (appelé parfois en Occident Mutsu-Hito), avait 15 ans lors de son accession au trône, en 1867. L'année suivante il supprimait le shōgunat et le régime féodal : l'ère du Progrès (ère Meiji) commençait.

La chute du *Bakufu.*

● *La présence des puissances occidentales* dans les ports japonais a eu deux conséquences :

— Profitant du rapport avantageux de l'or par rapport à l'argent, des Occidentaux absorbent toutes les réserves d'or du Japon (auquel ils donnent, en échange, de l'argent), causant ainsi une brutale inflation ; d'autre part, la demande de riz devient plus importante et les prix montent à une vitesse hallucinante (ils sont multipliés par six de 1859 à 1865, d'après H. Borton : *Japan's Modern Century,* New York, 1955).

— La hausse des prix et l'inflation produisent une inévitable crise et la misère (les jacqueries signalées ci-dessus) ; le *Bakufu* en est rendu responsable, pour sa politique accueillante vis-à-vis des étrangers (assassinat en 1860 d'Ii-Naosoke, l'un des principaux conseillers du *Bakufu*).

On voit alors se développer un mouvement à la fois nationaliste et antishōgunal, dont le mot d'ordre est, un peu comme en Chine (voir p. 6) : — *Sonno joi-i* (« Révérons l'empereur et chassons les barbares »). Les principaux représentants de ce mouvement sont des guerriers (*daimyō* et *samurai*) du clan *Choshu* (fief du Sud, entre Hiroshima et Shimonoseki). Leur action est d'abord violente (massacres d'Occidentaux à Edo et Yokohama), puis — comprenant que la résistance physique à l'Occident est impossible — les membres du parti antishōgunal (notamment Itō Hirobumi, Inoue Kaoru) décident de composer discrètement avec les Anglo-Saxons qui appuient, dès lors, la restauration de l'autorité impériale, tandis que la France (représentée au Japon par Léon Roches) soutient le *Bakufu.*

● *La révolution* eut lieu à la faveur des circonstances de succession, après la révolte des *samurai* « patriotes » de Choshu contre le *shōgun.* Le quatorzième *shōgun,* Yemochi meurt en 1866 ; son successeur, Togukawa Keiki (Yoshinobu), prend le pouvoir sans enthousiasme. L'année suivante, c'est l'empereur Kōmei qui meurt, laissant le trône à son fils Mutsu-Hito, âgé alors de quinze ans. Le 9 novembre 1867, le *shōgun* se démet de ses fonctions et, en novembre, l'empereur est le seul dépositaire de l'autorité de l'État. Il annonce, le 3 février 1868, aux plénipotentaires étrangers que lui et lui seul exerce désormais le pouvoir suprême. La « révolution » est terminée, l'ère du progrès — l'ère *Meiji* — commence.

Les années d'apprentissage (1868-1905).

Transformations politiques.

En avril 1868, le jeune empereur — qui a transféré sa Cour de Kyōto à Edo, devenue Tōkyō, « la capitale de l'Est » — énonce les principes du nouveau régime (déclaration des *Cinq Articles* du gouvernement impérial). Il inaugure une politique fondée sur l'occidentalisation du Japon et la puissance absolue de l'empereur *(mikado),* garantie de la pérennité de la civilisation traditionnelle.

Le régime féodal est aboli. Les fiefs des *daimyō* deviennent des préfectures *(ken)* administrées par des fonctionnaires nommés par l'empereur ; leurs châteaux forts sont démantelés et ils reçoivent, en compensation, des indemnités. Du même coup, les *samurai* perdent leur situation militaire, et un certain nombre d'entre eux organisent des révoltes armées dont la principale a éclaté à Satsuma (1877). Ces révoltes sont écrasées après des combats sanglants.

Si les distinctions sociales sont abolies, et si les marchands ou même, dans certaines conditions exceptionnelles, les paysans sont admis à participer à la vie politique du pays, la révolution de 1868 n'a pas pour autant éliminé le régime *oligarchique* qui caractérisait le gouvernement japonais. Comme on l'a souvent remarqué :

> *La révolution de Meiji est une révolution par en haut. La base sociale de l'État ne s'est pas modifiée, mais seulement élargie. (Jean Chesneaux : L'Asie orientale aux XIXe et XXe siècles, P.U.F., Paris, 1966, p. 152.)*

● *La révolution politique* a donc consisté en un changement de despotisme. A l'absolutisme aveugle et factice du régime shōgunal a été substitué l'absolutisme clairvoyant de l'empereur. Celui-ci gouverne à l'aide d'un petit nombre de conseillers, les *genrō,* dont la plupart sont d'anciens féodaux des fiefs de Choshu et Satsuma. Les premières mesures de réorganisation concernent l'abrogation des édits contre les chrétiens, la sécularisation des biens du clergé (bouddhiste), la proclamation de l'égalité de tous devant la loi et l'instauration de l'instruction publique obligatoire (1872). L'empereur et les *genrō,* après avoir interdit toute réunion publique (loi de 1880), promulguent — au nom de l'autorité impériale — une constitution inspirée de la constitution prussienne (1889 : le *mikado* dirige l'exécutif, nomme à toutes les fonctions, promulgue les lois, choisit lui-même les ministres). Le Parlement comprend une Chambre haute et une Chambre des députés élue au suffrage censitaire restreint ; il vote les lois et le budget, mais il n'existe aucun parlementarisme (les ministres ne sont responsables que devant l'empereur).

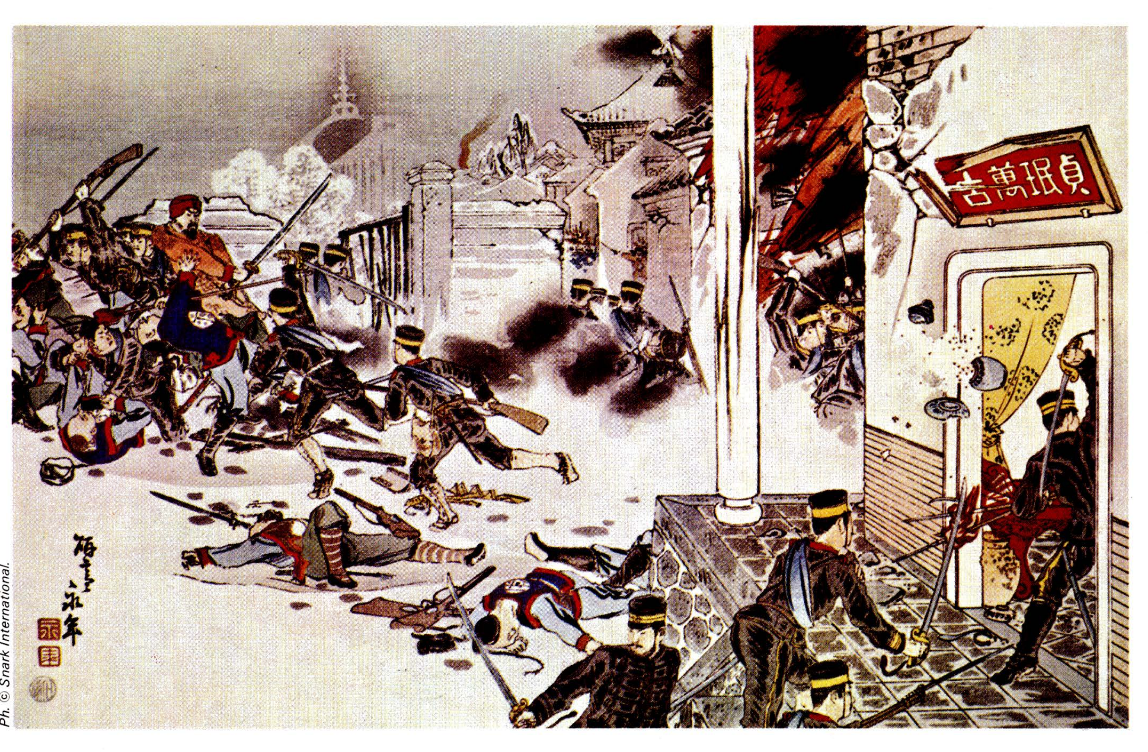
● *Dans ces conditions,* il est bien difficile de parler d'une vie politique au Japon. Les formations politiques ne correspondent pas aux aspirations profondes de l'opinion ; ce ne sont que des groupements plus ou moins à la solde de politiciens locaux, de ministres ou des groupements d'intérêts privés (les *zaibatsu*). Tels sont le parti libéral (qui dépend de la famille Mitsui), le parti progressiste du comte Okuma (lié aux Mitsubishi).

Transformations économiques.

● *Au début de l'ère Meiji,* le Japon a pour toute richesse sa main-d'œuvre et des matières premières en quantité suffisante. Il manque de capitaux, de matériel d'équipement et de techniciens. Les fonds ont été obtenus d'abord par la fiscalité et par la confiscation des biens féodaux (en particulier ceux des Tokugawa) et par des emprunts, aussi bien intérieurs qu'extérieurs (des emprunts furent contractés à Londres en 1870 et 1873). En outre, l'institution d'une nouvelle monnaie, le *yen,* permet à l'État un certain nombre de manipulations économiques intérieures qui ne sont pas sans provoquer une certaine inflation. Le matériel d'équipement et les techniciens (ingénieurs, officiers, juristes, etc.) viennent d'Occident. Les « traités inégaux », antérieurs à l'ère Meiji, subsistent jusqu'à la fin du siècle (ils seront abolis entre 1894 et 1899 seulement) : ils confèrent encore au commerce japonais un caractère semi-colonial (à l'exportation, les matières premières l'emportent sur les produits manufacturés). La principale source de revenu est l'exportation de la soie grège. Toutefois, cette dépendance vis-à-vis de l'Occident disparaît progressivement, comme le montre le tableau suivant (d'après G.C. Allen : *Short Economic History of Modern Japan,* Londres, 1946, cité par J. Chesneaux, *ibid.,* p. 151).

Périodes	Exportations		Importations	
	Matières premières	Produits fabriqués	Matières premières	Produits fabriqués
1868-1872	23 %	1,9 %	4,1 %	33 %
1903-1907	9,1 %	31,1 %	33 %	25,5 %

L'activité commerciale du Japon entre 1868 et 1872 et dans la période 1903-1907.



Ph. © Snark International.

Les conflits vus par l'imagerie japonaise. Ci-dessus : la guerre sino-japonaise (1894-1895) ; ci-dessous : bataille sous les murs de Port-Arthur.

● *Le régime économique* est donc un capitalisme largement favorisé par le gouvernement central qui crée les bases de l'économie (lignes de chemin de fer, usines, etc.) et les recède ensuite à des entreprises privées, à l'exception des industries qui ont un rapport avec la défense nationale. A la fin du XIXe siècle, des cartels *(zaibatsu)* s'organisent au Japon, à la manière allemande, dont les principaux sont ceux des Mitsui, Sumitomo, Mitsubishi. La puissance de ces cartels va s'augmenter au moment de la guerre chinoise (1894) en raison des besoins importants de l'État nippon à cette période. La croissance de l'économie japonaise est considérable. Deux puissantes flottes (guerre et commerce) sont mises en chantier, les voies ferrées se multiplient, l'industrie houillère et métallurgique voit ses niveaux de production multipliés par 20 pour le charbon entre 1875 et 1905, par 6 pour la fonte entre 1896 et 1906.

Ajoutons enfin qu'entre 1880 et 1899 le gouvernement japonais perfectionne le système législatif en publiant des codes (Code civil, Code pénal, Codes de procédure, Code de commerce) fondés d'abord sur les codes français (G. Boissonade), puis — à partir de 1893 — sur le Code civil allemand qui vient d'être publié. L'influence allemande d'ailleurs ne cessa jamais de s'étendre au Japon à partir de cette époque.

La politique extérieure du Japon entre 1868 et 1905.

La politique extérieure du Japon est caractérisée par un effort d'expansion en Asie continentale ; deux guerres marquent cette période : la guerre sino-japonaise (1894) et la guerre russo-japonaise (1904-1905).

● *La première victime de l'impérialisme japonais* fut la Chine. Les deux pays sont en rivalité à propos de la Corée, presqu'île riche en forêts, en riz et en mines ; de plus la presqu'île coréenne est pour le Japon une base d'expansion vers le continent. La guerre éclate en août 1894 et elle est rapidement menée. La flotte chinoise est détruite et une armée japonaise occupe la presqu'île du Liaodong, tandis que d'autres débarquements ont lieu dans le Chantong, dans l'île de Formose et dans les îles Pescadores. Devant ces victoires rapides du Japon, la Chine accepte la paix de Shimonoseki (avril 1895) : indépendance de la Corée, annexion par le Japon de Formose, des îles Pescadores et du Liaodong (où se trouve la ville de Port-Arthur) ; payement d'une coûteuse indemnité de guerre qui devait servir à subventionner l'industrie privée japonaise et à donner un nouvel élan à l'expansion économique. Ces prétentions inquiètent les puissances occidentales (Russie, Allemagne et France) qui interviennent pour les réduire ; le Japon dut limiter ses annexions à Formose et aux îles Pescadores, tandis que les grandes puissances renonçaient à certains privilèges d'exterritorialité. La défaite chinoise attira l'attention des grandes puissances sur la Chine : l'Allemagne, la France et surtout la Russie s'implantent alors en territoire chinois. Une banque russo-chinoise se crée, et la Russie obtient le droit de passage à travers la Mandchourie pour achever le Transsibérien dont le terminus est Vladivostok. En mars 1898, après une annexion allemande dans le Shandong le tsar se fait céder la partie maritime du Liaodong (que le Japon n'avait pu obtenir en 1895) avec Port-Arthur (mars 1898).

● *La guerre russo-japonaise.* La Chine ayant été réduite à l'impuissance, la puissance rivale du Japon en Extrême-Orient devient la Russie qui convoite, elle aussi, la Corée. Ce conflit d'intérêts aurait pu se régler pacifiquement, comme le désirait le ministre russe Witte (la Corée au Japon et la Mandchourie à la Russie) ; mais le tsar Nicolas II passa outre à ses conseils de prudence. La situation s'aggrave à partir du moment où la Grande-Bretagne conclut avec le Japon une alliance analogue à l'Entente cordiale. L'intransigeance des Russes (qui exigeaient le contrôle de la Mandchourie du Sud et la neutralisation d'une zone en Corée au nord du 39e parallèle), le sentiment qu'avait le gouvernement nippon de sa puissance militaire et navale, l'opinion publique japonaise dans laquelle le sentiment national était extrêmement aigu, tout cela conduit le gouvernement Katsura à rompre les pourparlers avec le gouvernement tsariste (6 février 1904) et à débarquer en Corée où Séoul est occupée au soir du 8 février. Dans la nuit du 8 au 9 février des torpilleurs japonais faisaient sauter, avec une audace et une efficacité qui stupéfièrent le monde, la flotte russe ancrée dans la rade de Port-Arthur. Ce n'est qu'après ces coups de force réussis (et qu'ils rééditeront en 1941 contre la base américaine de Pearl Harbor) que les Japonais déclarèrent la guerre officiellement à la Russie, le 10 février). Voici les principales phases de cette guerre où s'illustrèrent le maréchal Oyama et l'amiral Togo.



Ph. © Snark International.

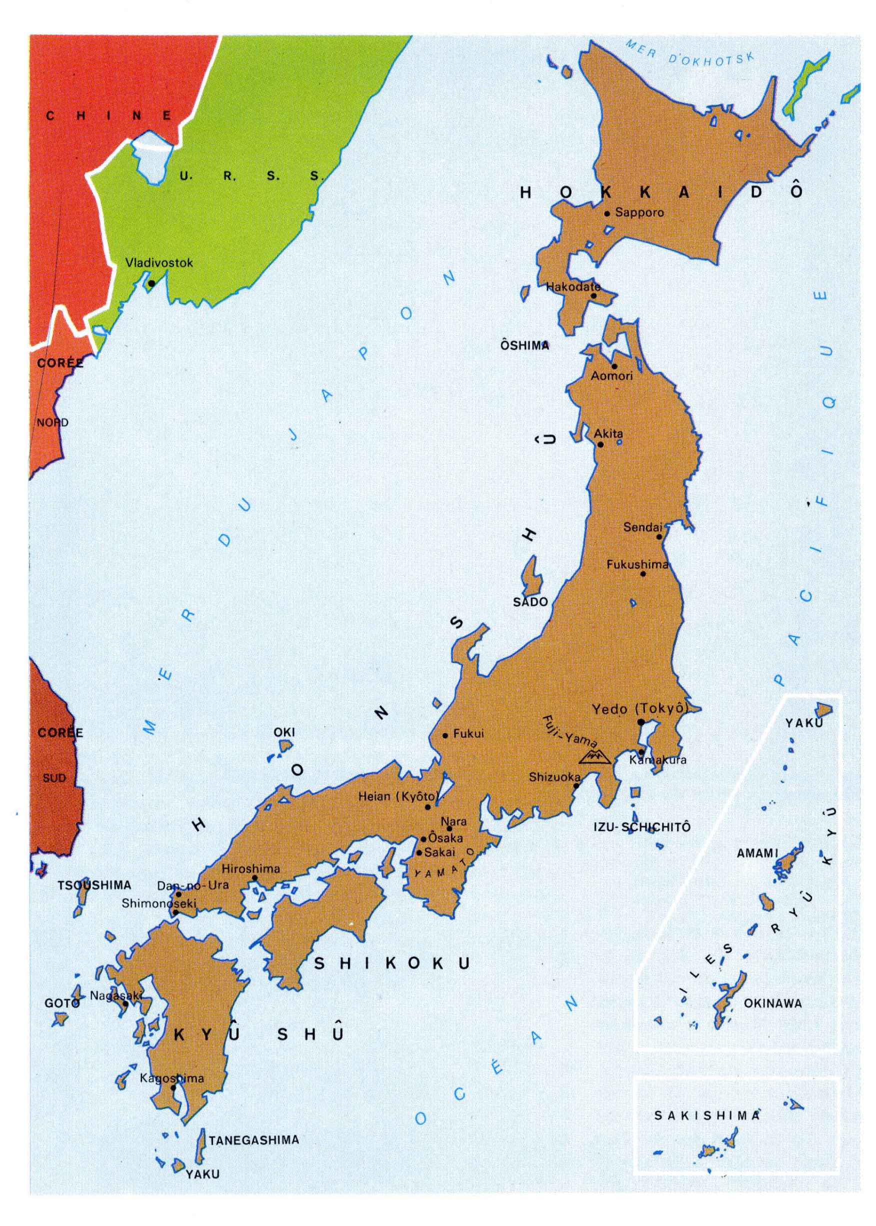
— Sur mer, l'amiral Togo investit Port-Arthur (février-avril 1904) ce qui permet aux armées japonaises de débarquer en Corée ; la tentative de sortie des flottes russes au mois d'août, lorsque les navires ancrés à Vladivostok furent libérés de leur prison de glace, se termina par un désastre sans précédent dans l'histoire de la Russie dont l'escadre d'Extrême-Orient fut à peu près coulée.

— Sur terre, les Russes (général Kuropatkin) sont battus à la bataille de Liaoyang (31 août 1904), puis à Shenyang (= Moukden, 20 février-11 mars 1905) après la chute de Port-Arthur (2 janvier 1905) libérant ainsi les troupes japonaises qui assiégeaient la ville. A Moukden, s'opposèrent environ 750 000 hommes ; les pertes furent sanglantes : 100 000 hommes du côté des Russes, 40 000 du côté japonais : l'armée russe était définitivement battue.

— Il ne restait plus qu'une carte à jouer pour le tsar, la flotte russe qui était rassemblée dans la Baltique (une quarantaine de bâtiments). Cette flotte, commandée par l'amiral Rožestvenskij, partit de Cronstadt en octobre 1904 ; après un long périple (pas de Calais, Le Cap, Singapour) au cours duquel il y eut même une canonnade contre quelques chalutiers anglais dans la mer du Nord, Rožestvenskij arriva (mai 1905) dans la mer du Japon où l'amiral Togo le guettait, près des îles Tsushima, à peu près à mi-distance entre le Japon et la Corée. En 24 heures (27-28 mai 1905), la flotte russe fut anéantie (seuls deux bâtiments échappèrent au désastre). En juillet les Japonais débarquaient dans l'île Sakhaline.

Le Japon victorieux était presque aussi affaibli que son ennemi vaincu. C'est pourquoi le *mikado* pria le président des États-Unis, Théodore Roosevelt, d'intervenir en médiateur et d'offrir la paix à la Russie. Le traité de Portsmouth (dans le New Hampshire), signé le 5 septembre 1905, mit fin aux hostilités : le Japon reprenait à son compte le bail de Port-Arthur et du Liaodong qui appartenait aux Russes, ceux-ci évacuaient la Mandchourie et abandonnaient la partie méridionale de Sakhaline. De plus, ils ne s'opposaient plus au protectorat japonais sur la Corée.

Les conséquences de cette guerre furent très nombreuses. En Russie, la défaite eut pour effet de réveiller le mouvement révolutionnaire ; en Europe les états-majors des grandes puissances tiraient les conséquences techniques de cette guerre que l'on considère souvent comme la première des grandes guerres modernes : la longueur des batailles, l'étendue des fronts, le rôle capital qu'avait pris l'artillerie dans les engagements, l'apparition des guerres de position (siège de Port-Arthur : tranchées, barbelés, etc.), tout cela a été comme un signe précurseur de ce que devait être la guerre de 1914-1918. Il est bon de noter que la guerre russo-japonaise eut, tout compte fait, de bons résultats en ce qui concerne la suite des relations entre les deux pays. Par les accords de 1907 (repris et élargis en 1910) les Russes et les Japonais envisageaient de se partager la Mandchourie. De plus, en 1910, le Japon annexait la Corée, ce qui fit naître petit à petit la crainte du « péril jaune » aux États-Unis et en Europe.



Le Japon est un État insulaire; il est à l'Asie ce que la Grande-Bretagne fut à l'Europe. La civilisation japonaise s'est développée d'abord dans le Yamato, c'est-à-dire dans le sud de la plus grande des îles nippones (Honshū); elle s'est déplacée vers le nord au XIIe siècle (Kamakura), avant que Tōkyō (ancien nom : Edo ou Yedo) ne devienne la capitale de l'Empire nippon. Cette carte laisse apercevoir quels sont les pays qui font obstacle à une expansion continentale, dont la plate-forme de départ peut être la Corée : la Russie (actuellement l'URSS) et la Chine.

Le Japon, puissance mondiale (1905-1937).

L'expansion en Asie.

Les progrès de l'économie japonaise dans cette période sont foudroyants :

	1905	1937
Charbon	13 000 000 tonnes	42 000 000 tonnes
Fonte	145 000 tonnes	3 300 000 tonnes
Voies ferrées	7 000 km	23 000 km
Exportation de produits fabriqués	31 %	58,4 %
Importation de matières premières	33 %	62 %

La croissance économique du Japon.

Mais le fait le plus remarquable c'est l'importance des investissements japonais (notamment par les grands *zaibatsu*) en Chine et dans le reste de l'Asie dont le Japon espère bien devenir le maître (le Grand-Japon, *Dai Nippon*). Cet expansionnisme se fait évidemment aux dépens des puissances coloniales d'Europe et d'Amérique, qui reculent devant les prétentions japonaises. Il faut dire aussi que la Russie des tsars n'est plus une puissance en Extrême-Orient depuis la défaite de 1905, et qu'après la révolution bolchevique, elle ne bénéficie plus du soutien des puissances européennes qui voient dans le Japon un bon allié contre le soviétisme.

Les partis politiques — qui restent toujours de simples factions — s'opposent non sur le principe de l'expansion, mais sur les moyens. Les partis bourgeois, inféodés aux cartels, préconisent une politique d'expansion progressive ; les partis militaires sont au contraire partisans d'une expansion brutale, à la faveur des armes. Ils sont soutenus par des sociétés secrètes comme la société du Kokuryukai (société appelée parfois par les auteurs occidentaux « société du Dragon noir »). A la mort de l'empereur Meiji (1912), le général Nogi, vainqueur de Port-Arthur, se suicide avec sa femme, selon la tradition *samurai* (les *junshi*) qui voulait que, lors du décès d'un souverain ou d'un grand seigneur, leurs vassaux et leurs hommes de guerre se donnassent la mort par *harakiri* en signe de loyauté. Le fils de Meiji, l'empereur Yoshi-Hito, choisit pour nom de règne *Taisho* (« Grande Rectitude ») ; de tempérament fragile, Yoshi-Hito ne tarda pas à donner des inquiétudes sur sa santé mentale à son entourage, et à partir de 1921 c'est son fils, Hiro-Hito, qui assume la régence (Hiro-Hito deviendra empereur à la mort de son père, le 25 décembre 1926 ; il règne encore sur le Japon). Après une brève tentative de gouvernement parlementaire, les militaires, par une série de coups d'État et d'assassinats, finissent par prendre le pouvoir en 1936. L'état-major est alors le maître de la politique du Japon, politique belliciste qui allait conduire cet État à s'allier à l'Allemagne nazie et à participer, à ses côtés, à la Seconde Guerre mondiale.

Les grandes lignes de l'évolution politique.

Au général Katsura, Premier ministre en 1912, succède à la tête du Japon l'amiral Yamamoto qui, après un scandale financier, doit céder la place en 1914 à Okuma, qui conduira le Japon à la guerre aux côtés des Alliés, sous l'influence du parti de l'armée *(yamagata)*. Le rôle du Japon pendant la guerre de 1914-1918 a été purement local : il visait à la consolidation des intérêts japonais en territoires chinois et mandchou.

A partir de 1921 la situation économique et sociale se détériore. Les impôts augmentent, le pouvoir d'achat des paysans et des ouvriers diminue, le chômage et les troubles (grèves) se multiplient et le Japon tremble devant la surpopulation qui le guette. En même temps, au cœur même des « années folles » où le Japon, tout au moins sa classe dirigeante, s'engage avec frénésie, l'agitation révolutionnaire se propage (en particulier chez les étudiants et chez les intellectuels). Le 1er septembre 1923, lors du terrible séisme qui anéantit Yokohama et la moitié de la ville de Tōkyō (on n'a pas de statistiques, mais on évalue à plus de 100 000 le nombre des morts), se répandit le bruit d'une conspiration communiste et anarchiste, et il éclata même une petite guerre civile larvée. En 1925, lors de l'établissement du suffrage universel, les partis d'extrême gauche sont mis hors la loi.

Le lecteur trouvera dans le tableau de la p. 131 de l'*Annexe* la chronologie des principaux événements politiques qui ont ébranlé le Japon entre les deux guerres mondiales; retenons le rôle du libéral Shidehara aux Affaires étrangères (de 1924 à 1927 puis de 1929 à 1931), le plan d'expansion militaire en Extrême-Orient dit *plan Tanaka* (1927), l'attentat contre le Premier ministre Hagamuchi en 1930, puis l'assassinat du Premier ministre Inukai par les ultra-nationalistes, et la tentative de coup d'État militaire en février 1936 qui se termina par la mort de plusieurs ministres.

La marche à la guerre.

L'affaire de Moukden relance les Japonais en Mandchourie. En 1932, l'armée japonaise pénètre en Chine du Nord et les autorités militaires fondent l'État du Manzhouguo à la tête duquel elles placent un homme de paille, le dernier empereur de Chine, Pu Yi. En 1933, la province chinoise du Xoho (Jehol chez les Occidentaux) est occupée et le Japon se retire de la Société des Nations. Les progrès en Chine du Nord sont alors irrésistibles : occupation du Zhaxar (en Mongolie intérieure) et de la région Pékin-Tianjin (= T'ien-tsin) (1935). En 1936, le gouvernement nippon signe avec l'Allemagne nazie et l'Italie mussolinienne le pacte antikomintern, dirigé évidemment contre l'URSS, et, en 1937, la guerre contre la Chine se généralise et s'officialise : pour le Japon, c'est déjà le début de la Seconde Guerre mondiale (prise de Shanghai et de Nanjing (= Nankin)). Le Japon voyait en même temps se dresser contre lui l'opinion mondiale. Condamné à la Société des Nations pour violation du traité des Neuf Puissances signé à Washington en 1921, pour violation du pacte Kellogg (1928), le Japon fut convoqué à Bruxelles pour examen de la situation par les puissances signataires du traité de Washington, mais il ne s'y rendit pas et la conférence tourna court. L'armée japonaise s'enlisa donc en Chine où, malgré ses victoires, elle ne parvenait pas à une solution définitive.

La Seconde Guerre mondiale et le Japon d'aujourd'hui.

L'évolution de la situation internationale.

Le Japon est allié à l'Allemagne et à l'Italie par deux séries d'accords : le pacte antikomintern de 1936 et les accords tripartites signés en septembre 1940. La Chine de Jiang Jieshi (= Tchang Kai-chek), provisoirement alliée avec les forces communistes (voir p. 9) reçoit l'aide militaire alliée par la route de Birmanie, mais cette assistance reste encore limitée. Les relations avec l'URSS sont plus complexes. Le Japon est farouchement antisoviétique, d'autant plus que l'URSS soutient — d'une façon précaire — l'armée chinoise : engagements militaires importants entre les troupes japonaises et soviétiques sur les frontières de la Mandchourie. D'autre part, en août 1941, la Russie soviétique qui craint — malgré le pacte germano-soviétique d'août 1939 — une agression nazie, tient à avoir les mains libres en Extrême-Orient et signe un accord de non-agression avec le Japon. Ce pacte de neutralité, signé à peu près au moment où Tojo Hideki, ministre de la Guerre (puis Premier ministre en octo-

bre 1941), patronne l'occupation du Tonkin et de l'Indochine française, isole la Chine, d'autant plus que les Britanniques ont fermé la route de Birmanie. Tout a changé lors de l'attaque de Pearl Harbor en 1941, attaque qui plonge le Japon dans la Seconde Guerre mondiale et qui devait provoquer, après la défaite, la démocratisation du Japon.

Ph. © P. Frilet/SIPA-PRESS.

Le Japon est devenu, à la fin des années 1970, une des grandes puissances économiques du monde. La place boursière de Tōkyō est la seconde du monde (après New-York et avant Londres) pour la capitalisation boursière.

L'occupation américaine.

La capitulation japonaise eut lieu le 2 septembre 1945 ; elle fut signée sur le pont du cuirassé *Missouri* et reçue par le commandant suprême des Forces alliées dans le Pacifique, le général MacArthur (*Supreme Command of Allied Powers,* ou SCAP). Ce « proconsul » américain gouverna pratiquement le Japon jusqu'au mois d'avril 1951, date à laquelle il fut rappelé aux États-Unis par le président Truman ; on lui doit en grande partie, semble-t-il, la reconstruction politique du Japon moderne.

● *Réformes politiques.* Le SCAP impose au Japon une nouvelle constitution (adoptée en mai 1947) de caractère démocratique, garantissant les droits de l'homme et ne donnant au souverain — actuellement encore l'empereur Hiro-Hito — qu'un rôle symbolique. Le Parlement est composé de deux Chambres, la Chambre des représentants, élue pour quatre ans, au suffrage universel direct, et la Chambre des conseillers, renouvelée par moitié tous les trois ans, au suffrage direct. Sur le plan intérieur, les *zaibatsu* furent dissous ; le ministère de l'Intérieur et la police secrète supprimés, les prisonniers politiques libérés. Animé d'un idéalisme un peu abstrait, le SCAP chercha — et parvint en partie — à installer au Japon un régime politique semblable à celui des États-Unis. La transformation se prolonge sur le plan de l'enseignement, jusqu'alors sous le contrôle de l'État. Le mot d'ordre de MacArthur, « démocratie et décentralisation », a introduit au Japon un système éducatif analogue à celui des États-Unis (enseignement mixte, universités autonomes, etc.). Enfin la vieille idée de divinité attachée à l'empereur se dissipe et une photographie célèbre, largement répandue, le montra en jaquette et pantalon rayé, presque au garde-à-vous, minuscule en comparaison du général MacArthur qui posait à ses côtés dans l'attitude nonchalante et sportive des Américains. L'empereur-dieu était devenu un petit quadragénaire timide.

En même temps, la nation se restructure sous la direction du gouvernement libéral de Shidehara. Un tribunal international, fonctionnant comme le tribunal de Nuremberg, siégea pour juger les criminels de guerre. Sept anciens dirigeants, dont Tojo Hideki et Hirota, furent condamnés à mort ; le prince Konoye s'était empoisonné avant les procès. Une épuration élimina de la vie nationale tous ceux qui avaient participé à la politique japonaise d'agression (environ deux cent mille personnes furent ainsi touchées).

La photographie-symbole : l'empereur-dieu au garde-à-vous aux côtés de son vainqueur, le général MacArthur.



Ph. © Keystone.

● *La reconstruction.* Après avoir passé les premiers coups d'éponge, le SCAP, en accord avec le gouvernement des États-Unis naturellement, envisage, tout en maintenant l'occupation du territoire, de « relancer » le Japon ; l'homme politique dominant la scène à cette époque est le Premier ministre Yoshida Shigeru qui succéda à Shidehara en 1946. Il dominera la vie électorale japonaise jusqu'en novembre 1954. La guerre de Corée (voir p. 54) donne au Japon — aux yeux des Américains — une valeur prépondérante. C'est non seulement une base solide pour l'armée américaine qui combat en Corée du Sud, mais une source de produits manufacturés destinés aux forces des Nations unies (approvisionnement, etc.). Le coup de fouet économique que représenta son économie de guerre, une guerre dans laquelle le Japon n'était pas engagé, amena le niveau de production du pays, au début de 1952, au même indice que celui des années trente.

● *Le traité de paix* fut négocié par le conseiller spécial du président Truman, Foster Dulles. Les négociations ne furent pas interrompues par le rappel de MacArthur — rappel dont le caractère cavalier surprit l'opinion publique japonaise —, et le traité fut signé le 8 septembre 1951 à San Francisco. Ce traité provoqua un certain nombre de tiraillements entre les États-Unis et leurs alliés, en particulier la Grande-Bretagne ; celle-ci craignait l'expansion économique du Japon et aurait désiré que le gouvernement de la Chine populaire, reconnu par le Royaume-Uni comme légitime, participât au moins aux négociations. D'autre part, les nations qui avaient été, soit envahies, soit menacées par le Japon (par exemple, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines) exigèrent un pacte de sécurité (pacte ANZUS, et pacte de sécurité mutuelle États-Unis-Philippines). Enfin l'Union soviétique attaqua violemment le traité de paix et refusa même de le signer.

Aux termes de ce traité, le Japon renonçait à ses prétentions sur la Corée, les îles Pescadores, Formose, les Kouriles et le sud de Sakhaline ; il acceptait un contrôle américain sur les îles Ryū Kyū et les îles Bonin. Le traité de paix était doublé d'un pacte de sécurité Japon-États-Unis. Le 28 avril 1952, le traité entra en vigueur : le Japon était redevenu une nation indépendante.

Le Japon d'aujourd'hui.

● *Politique intérieure.* Le Japon démocratique a commencé son histoire sous l'égide des États-Unis, non sans quelques remous inévitables : l'opinion publique était hostile au maintien des bases américaines après le traité de paix (émeutes du 1er mai 1952), et aux expériences atomiques de mars 1954 à Bikini. Cette rancœur était exploitée par la propagande communiste, qui touchait principalement les jeunes et les universités. Toutefois, la coalition des partis conservateurs, unis dans le Parti Libéral Démocrate (PLD) qui s'appuie sur les paysans (satisfaits de la réforme agraire), les industriels, les commerçants et les classes moyennes, se maintient aisément au pouvoir jusqu'en 1967. À la tête du gouvernement se succèdent les libéraux : Hatoyama, Ishibashi, Kishi, Ikeda Hayato, Eisaku Sato. Pendant la même période (1951-1967), on assiste à un progrès régulier du parti socialiste du professeur Ryokichi Minobé (aux élections de 1967 le PLD obtient 277 sièges, contre 140 aux socialistes, et Minobé devient le premier gouverneur socialiste de Tōkyō le 15 avril 1967).

De 1967 à 1982, le PLD et le parti socialiste dominent la vie politique japonaise, malgré les efforts de l'extrême gauche (communistes) et de l'extrême droite (indépendants). Eisaku Sato reste à la tête du gouvernement jusqu'en 1972, date à laquelle il démissionne (il mourra le 2 juin 1975). Lui succèdent au poste de Premier ministre les libéraux Kakuei Tanaka (1972-1974 ; Tanaka est tombé le 26 novembre 1974, après un scandale financier), Takeo Miki, Takeo Fukuda (qui gouverne en s'appuyant sur les indépendants), Masayoshi Ohira, Masayoshi Ito, et Suzuki (encore en place en 1982). La tâche principale de ces gouvernements consiste à gérer la croissance économique spectaculaire du Japon, illustrée en 1970 par l'Exposition universelle d'Osaka et marquée, au début des années 1980, par un conflit avec les grands pays industrialisés menacés par les exportations japonaises dans les domaines, notamment, de l'automobile (20 % du marché aux États-Unis en 1981) et de l'électronique.

● *Politique extérieure.* Après le traité de San Francisco, la préoccupation première du gouvernement nippon fut d'obtenir l'évacuation des bases américaines (Okinawa et les îles Ryū Kyū), ce qui fut fait partiellement en 1969, après de violentes émeutes. Bien que le Japon soit resté le partenaire quasi inconditionnel des États-Unis, il ne s'aligne pas systématiquement sur leur politique extérieure, en particulier en ce qui concerne le Moyen-Orient (le Japon a un besoin crucial de ressources énergétiques), l'URSS et la Chine.

Mais le grand problème est celui de la Chine, qui, avant la guerre, absorbait le quart de l'ensemble du commerce nippon. Dans la mesure où, pour le Japon, l'économique l'emporte sur le politique, les gouvernements conservateurs de Tōkyō, malgré leur anticommunisme, ont tenté de reprendre avec la République populaire de Chine les rapports qu'ils avaient avec la Chine nationaliste. Le voyage de Tanaka en Chine populaire (décembre 1971) marque le début des relations sino-japonaises : un accord commercial est signé en février 1978, suivi par un traité d'amitié et de paix (avril 1978). En 1982, le Japon a retrouvé sa place de partenaire commercial principal de la Chine (25 % du commerce extérieur chinois).



Abū Bakr (vers 570-634) fut le premier successeur de Muḥammad, le premier calife, de 632 à 634.

L'ARABIE

Ce qu'on appelle communément le « monde arabe » est aujourd'hui un vaste ensemble bien difficile à définir, car il ne possède aucun des critères traditonnels de l'unité historique. Les « Arabes », proprement dits, ne forment, dans cet ensemble, qu'une minorité : le critère ethnique est donc à écarter d'emblée. Le critère linguistique n'est pas plus heureux, et pas davantage le critère politico-géographique (il y a des musulmans dans la plupart des pays du monde : en Chine, en URSS, en Yougoslavie, en Grèce, etc.). Finalement, c'est encore le milieu géographique qui permet la définition la moins éloignée de la réalité : le monde arabe est un ensemble hétérogène sur le plan ethnique, enfermé entre la Méditerranée méridionale et les déserts (Sahara, Soudan, Arabie), ayant comme dénominateur commun la langue arabe et la religion islamique ; il faut en exclure les grands pays musulmans comme la Turquie, l'Iran, le Pakistan, l'Indonésie, qui forment, actuellement, des ensembles politiques et économiques bien différenciés et tenir compte du fait que l'Afrique du Nord est arabo-berbère à l'ouest et égyptienne à l'est.

Au chapitre de la p. 22 nous étudierons l'histoire des Arabes dans la mesure où elle se confond — dans ses débuts — avec l'histoire de l'Islām, et cela jusqu'à la formation de l'Empire ottoman. Le chapitre de la p. 27 présentera les grands problèmes actuels du monde arabe pris dans son ensemble et la structure politique présente du berceau de la civilisation arabe : la péninsule arabique.

Nous avons suivi les règles de translittération conseillées par l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO) ; toutefois, pour ne pas bousculer des habitudes très répandues (notamment dans l'*Encyclopédie de l'Islam*, éditée par E.J. Brill, Leiden, nous avons conservé les transcriptions kh, gh et dj que la règle ISO translittère respectivement ḫ, ḡ et ǧ. Le nom du Prophète est toujours translittéré *Muḥammad* (et non « Mahomet ») et nous avons transcrit *Iraq* et *ʿAbbāsside* au lieu de ʿIrāq et ʿAbbāsid pour faciliter la lecture et rejoindre l'usage français.

LES ARABES ET LA NAISSANCE DE L'ISLĀM.

L'Arabie préislamique.

Les Bédouins.

● *Nous sommes mal renseignés* sur le peuplement de l'Arabie, réservoir probable des peuples sémites qui apparaissent en Mésopotamie à partir du IVe millénaire av. J.-C. Les textes égyptiens mentionnent, au IIIe millénaire, le peuple des *Amou* qu'on identifie (?) avec les Arabes, et les textes cunéiformes appellent *Aribu* les peuples qui nomadisent dans le désert, au sud de la mer Morte ; peu à peu le terme n'aurait plus désigné que les seuls nomades d'Arabie proprement dits, ceux qu'on appelle les *Bédouins.* Aussi loin qu'on puisse remonter on constate l'existence de deux groupes de dialectes parlés en Arabie : les dialectes sudarabiques dans le Sud et les dialectes arabes dans le Nord, tous deux faisant partie de la famille des langues sémitiques. Les historiens musulmans distingueront plus tard les « Arabes arabes » (Yéménites) et les « Arabes arabisés » (Arabes du Nord). Enfin les textes bibliques parlent des Arabes en les présentant tantôt comme de riches négociants (aromates, pierres précieuses, or), tantôt comme des pasteurs nomades vivant de brigandage ; cette distinction correspond à celle des Yéménites et des Arabes du Nord et du Centre.

● *Dans l'Arabie centrale* nomadisaient des Bédouins qui, depuis le IIe millénaire av. J.-C., avaient su domestiquer le dromadaire. La société bédouine était composée de clans familiaux, plus ou moins artificiellement groupés en tribus, dont les liens de parenté étaient pour la plupart du temps hypothétiques. Les ressources économiques sont frustes (élevage de petit bétail : caprins, ovins) ; la pratique de la razzia, fournissant des biens et des esclaves, est presque une nécessité vitale. Il n'y a pas de structure sociale bien définie, presque pas d'organisation politico-judiciaire (pratique de la *vendetta*), sinon chez les tribus qui se sont fixées dans quelques oasis où ont lieu des échanges et des cérémonies religieuses. La vie religieuse est d'ailleurs rudimentaire, faite de tabous, de superstitions et de culte astral.

L'Arabie du Sud.

● *De nombreuses inscriptions* attestent l'existence, dans le Sud, à une époque fort reculée, de petits États tribaux dont l'histoire semble avoir été très perturbée par les guerres mutuelles qu'ils se sont livrées ; on discute encore de la date à laquelle se sont fondés ces petits royaumes qui avaient une organisation politique et administrative évoluée.

Ces États sont : Sabaʾ (royaume des Sabéens, capitale : Maʾrib), Maʿīn (les Minéens), Qatabān (capitale : Timna), Ḥaḍramawt (capitale : Šabwa), le royaume Ḥimyar (capitale : Ẓafār). Sabaʾ et Qatabān ont d'abord eu une structure théocratique (les *mukarrib,* rois-prêtres) avant d'être gouvernés par des rois « laïcs » *(malik).* Des nombreuses guerres qui se déroulent du IVe siècle av. J.-C. au IVe apr. J.-C., retenons la domination de la tribu royale sabéenne de Hamdān sur Qatabān, une expédition romaine manquée à Maʾrib en 24-23 av. J.-C., et finalement l'unification du royaume sudarabique par le Ḥimyarite Šammar Yuharʿiš, roi de Sabaʾ et de Du Raydān (fin du IIIe siècle apr. J.-C.). Sept ans après cette victoire, les Éthiopiens d'Aksum franchissaient la mer Rouge et occupaient toute l'Arabie du Sud (à l'exception du Ḥaḍramawt).

● *De l'Arabie du Sud à la Palestine* couraient des routes caravanières, souvent parcourues par des Bédouins, et que les Arabes du Sud ont eux aussi remontées, pour installer des colonies vers le nord. Tel fut le cas de Dedan, colonie minéenne occupée, à partir de la fin du IIe siècle ou au Ier siècle, par des tribus sudarabiques en rapport avec les Araméens, les Liḥyānites.

Les infiltrations arabes en Palestine et en Syrie.

● *C'est au débouché de la grande route* des caravanes provenant de l'Arabie du Sud que des tribus arabes nommées en akkadien *Nabayāti* (d'où *Nabatéens*) fondent un royaume dont la capitale fut baptisée Pétra par les Grecs (les Nabatéens nomadisaient dans la région depuis le VIIe siècle av. J.-C. ; leur installation à Pétra eut lieu vers l'an 300 av. J.-C.).

Le royaume nabatéen a fait preuve d'un grand dynamisme ; son expansion date surtout du IIIe siècle av. J.-C. (à partir de 115 av. J.-C. environ) ; Pétra est alors une ville où l'on parle arabe, mais où l'on écrit en araméen, à l'aide d'une écriture d'où sortira l'écriture arabe. La civilisation hellénistique y est particulièrement admirée : le roi nabatéen al-Ḥārit prit le surnom de *Philhellène* (« qui aime les Hellènes ») ; son nom grec est Arétas III (87-62 av. J.-C.).

● *Dans le courant des quatre premiers siècles* de l'ère chrétienne, les Arabes s'infiltrent de plus en plus en Syrie ; les uns sont des Bédouins sédentarisés, d'autres sont des Sudarabiques. Ils constituent des petits royaumes tribaux, en rapport avec les caravanes (qu'ils protègent ou qu'ils rançonnent selon les cas). Parmi ces petits États, bien vite absorbés dans le courant araméen de l'époque, citons la dynastie des Abgar de l'État d'Osroène (à proximité d'Édesse), qui s'installe vers 130 av. J.-C., le petit royaume de Homs (dynastie de Samsigeram) et enfin la riche cité arabe de Palmyre, qui devient cliente de Rome dans le courant du Ier siècle apr. J.-C. (c'est de cette époque que datent les inscriptions palmyréniennes,

qui sont en araméen et non pas en arabe) et dont le chef Odeinat fut gouverneur de la Syrie-Phénicie romaine (258-266). Sa veuve Zaynab (Zénobie) parvint même à s'emparer de l'Égypte et de l'Asie Mineure (267-272), ascension politique à laquelle l'empereur Aurélien mit un terme. À partir de la fin du IIIe siècle, Palmyre décline définitivement.

● *Les Lakhmides et les Ghassānides.* Au IVe et au Ve siècle, les conflits entre les empereurs romains (puis byzantins) et la dynastie persane des Sassanides conduisent l'un et l'autre de ces deux grands empires à contrôler les déserts syriens et la Mésopotamie. Vers l'an 300, ces régions sont dominées par une famille arabe, la famille des *Banū Lakhm,* qui réside à Ḥīra en Mésopotamie. A la mort du chef lakhmide Imroul Qays (328), les Lakhmides se mettent sous la domination des Sassanides (les Lakhmides ont adopté le christianisme nestorien).

Pour combattre l'influence iranienne, les Byzantins décident de soutenir contre les Lakhmides une famille de nomades transjordaniens, la famille de *Ghassān* (les Ghassānides). Les Ghassānides adoptent le christianisme monophysite et luttent pendant plus d'un demi-siècle contre les Lakhmides. Leurs chefs successifs furent : al-Ḥariṯ ibn Djabala (529-569), puis al-Mundir (569-581), qui fut déporté à Constantinople et qui fut le dernier *émir* (chef) ghassānide.

L'Arabie à la veille de l'islām.

Ainsi au VIe siècle, la péninsule arabique et son prolongement septentrional (la Syrie) sont en pleine évolution.

● *L'Arabie du Sud* connaît l'heure du déclin. Son rôle d'intermédiaire entre l'Orient (Inde, Perse) et l'Occident (l'Empire byzantin et l'Europe), fondement de son ancienne prospérité, s'affaiblit. Les Grecs font maintenant eux-mêmes le voyage vers l'Orient en passant par la mer Rouge et en contournant l'Arabie ; d'autre part, les étapes sont nombreuses et presque confortables sur la route terrestre qui aboutit à Palmyre puis à Antioche. Les Bédouins, parents pauvres des Sudarabiques, deviennent alors des auxiliaires de choix pour les commerçants et les gouverneurs byzantins.

● *Le centre de gravité économique de l'Arabie* se déplace. C'est plus au nord, dans le Hedjaz, que se développent des villes-marchés, étapes importantes sur la route des caravanes. Tel est le cas de *Makka* (La Mekke), fondée au début du Ve siècle par le chef de la tribu des Qurayš, d'*aṭ-Ṭā'if,* de *Yaṯrib* (Médine), d'*Okaz.* Dans ces cités marchandes, où ont lieu de grandes foires, des cérémonies religieuses, etc., on assiste à un brassage des tribus qui se dissocient peu à peu.

On ne peut certes pas encore parler d'une prise de conscience du nationalisme arabe, mais, du moins, ces hommes qui viennent de tous les horizons et qui se côtoient dans le cadre cosmopolite de La Mekke et de Médine se sentent-ils déjà au-delà de la tribu. En même temps apparaît l'économie monétaire.

● *La mentalité arabe* subit une vaste mutation. Un nouveau système de valeurs s'instaure : la vaillance, la ruse du guerrier, le courage du « fils du désert » sont remplacés par l'âpreté au gain, l'orgueil de la réussite financière. Les idéologies étrangères prennent pied dans la société arabe : le judaïsme et le christianisme, notamment, s'implantent dans ce pays où l'on en est encore à l'adoration des idoles tribales. A La Mekke, en particulier, il y a un courant de pensée monothéiste : lorsque Muḥammad prêchera au nom d'un seul Dieu, il parlera une langue familière à beaucoup de ses disciples et de ses auditeurs.

Bref, au début du VIe siècle, l'Arabie se présente comme un État en puissance : il n'y manque qu'un cadre idéologique et politique proprement arabe, c'est ce que lui fournira l'islām.

Les premiers califes et les premières conquêtes de l'Islām.

Abū Bakr (vers 570-634).

La prédication qui est l'œuvre de Muḥammad (570-632) s'étend sur vingt-deux ans, de 610 à sa mort. Muḥammad, repoussé par la classe dirigeante (conservatrice) mekkoise, avait dû émigrer à Yaṯrib (*hégire,* 622) avec un petit noyau de fidèles (dont : ʿUmar, Abū Bakr et son cousin et gendre ʿAlī), puis lutter pendant huit ans avant de s'imposer à La Mekke (conquise en 630). A la mort du Prophète, on peut parler non pas d'un État musulman, mais d'une société organisée dans un cadre territorial encore très limité. L'unité réalisée est encore précaire, et l'absence de loi successorale allait provoquer d'importants soubresauts.

Le premier successeur du Prophète (en arabe : *khalīfa,* d'où *calife*) fut son beau-père Abū Bakr. Le choix était heureux, car il réglait le problème de la rivalité entre « Médinois » et « Mekkois » (les premiers accusant les seconds d'être des ralliés de la dernière heure et réclamant un calife médinois) : Abū Bakr était mekkois, certes, mais il était aussi l'un des tout premiers fidèles de Muḥammad, et il avait dirigé la communauté musulmane durant la maladie de celui-ci. Le « règne » d'Abū Bakr dura deux ans (632-634) ; il a été marqué par une « guerre civile » contre des tribus qui s'étaient soustraites à l'autorité centrale de La Mekke *(apostasie)* et par des expéditions en Syrie et en Mésopotamie, considérées par les historiens arabes comme la première étape de la réalisation d'un plan d'islamisation universelle conçu par le Prophète. La mort d'Abū Bakr interrompit cet essor.

ʿUmar (vers 581-644).

Le second calife accomplit l'expansion dont son prédécesseur avait donné le signal et conquit la Syrie, l'Égypte et la Perse.

● *La Syrie et l'Égypte* étaient des provinces hellénisées depuis Alexandre le Grand. Les problèmes religieux *(monophysisme)* y provoquaient troubles, oppression et l'arrivée des Arabes fut considérée comme une délivrance. Cela explique en grande partie la rapidité des opérations : la bataille du Yarmouk (636) livre la Palestine et la Syrie aux musulmans, et l'Égypte est soumise en 642.

La campagne de Perse fut un peu plus longue (bataille de Qādisiyya et prise de Ctésiphon en 634 ; invasion du territoire ; bataille décisive de Nihāwand en 642) : l'Empire sassanide, en voie de décomposition, n'avait pas les moyens de s'opposer aux guerriers musulmans.

● *Les Arabes* n'avaient encore aucun sens solide des réalités politiques et administratives ; cet immense empire qui leur tombait entre les mains possédait des structures héritées de plusieurs siècles de dominations romaine et byzantine. Certes, elles n'étaient plus tout à fait adaptées au monde du VIIe siècle, mais les Arabes eurent l'intelligence de les conserver, se contentant de remplacer les fonctionnaires de l'Empire par des militaires arabes et de maintenir un *statu quo* auquel furent sensibles les populations occupées ; leur sort fut même dans certains cas amélioré puisque les chrétiens monophysites se retrouvèrent sur un pied d'égalité avec les autres chrétiens. Les gouverneurs arabes inaugurèrent la politique — qui deviendra traditionnelle — de colonisation de l'Islām : conversion non obligatoire à la religion du Prophète, mais exonération d'impôts pour les convertis ; pas de service militaire pour les non-musulmans (mesure de sécurité).

ʿUṯmān (644-656) et ʿAlī (656-661).

● *ʿUmar* fut assassiné en 644 par un esclave perse. Son successeur « normal » aurait dû être le troisième compagnon du Prophète, son gendre ʿAlī. Or il lui est préféré un « Mekkois », ʿUṯmān (= Othman), qui appartient à la riche famille des Umayyades. Son règne voit l'Empire musulman s'agrandir encore (conquête du Séistan, de Kaboul, de Kandahar) et surtout la recension des sourates du Coran en 645. Le parti « orthodoxe », celui des premiers compagnons de Muḥammad, le fait assassiner en 656 et désigne à sa place ʿAlī.

● *ʿAlī* eut un règne difficile. Les Mekkois (Umayyades) lui reprochent d'avoir trempé dans l'assassinat de ʿUṯmān, les musulmans de la première heure critiquent ses concessions aux Mekkois. On se trouve donc en présence de trois factions : les partisans de ʿAlī, le parti umayyade, représenté par le gouverneur de Syrie Muʿāwiya, et les « purs », soutenus par ʿĀ'iša (Aïcha), l'épouse préférée du Prophète. Il s'ensuit une double guerre civile opposant d'abord ʿAlī à Ṭalḥa et al-Zubayr (compagnons de Muḥammad) à la *bataille du Chameau* (656), puis à Muʿāwiya combattu dans la région de Ṣiffīn (en Mésopotamie).

Les Umayyades et les ʿAbbāssides.

Muʿāwiya Ier et la dynastie des Umayyades.

Après la déposition de ʿAlī (661), le pouvoir passe entre les mains du gouverneur de Syrie, Muʿ āwiya (vers 603-680) ; il est le premier des califes umayyades, dynastie qui va se maintenir jusqu'en 750.

● *Sur le plan intérieur,* le premier geste de Muʿāwiya est de rendre le califat héréditaire en désignant son héritier présomptif (son fils). Il installe sa capitale à Damas, soulignant ainsi le changement profond de l'État musulman. Avec les Umayyades, l'islām conquérant et politique se substitue au parti des « vieux Arabes » plus religieux que laïcs ; en même temps l'Arabie, berceau de l'islām, est mise à l'écart : au *bédouinisme* succède une imitation de Byzance dont la cour de Damas reprend la pompe et les traditions (le califat héréditaire, par exemple, est une idée byzantine bien plus qu'arabe).

Les califes umayyades s'inspirent de l'organisation byzantine et mettent en place une administration bureaucratique, nommant dans les territoires conquis des gouverneurs et des fonctionnaires arabes (fonctionnaires religieux ou *muftī,* fonctionnaires judiciaires ou *qāḍī,* etc.) et utilisant les indigènes comme personnel subalterne. Sous le califat de ʿAbd al-Malik (685-705), les moyens matériels du gouvernement sont eux aussi arabisés : cadastres, bornage des routes, création d'une monnaie

Palmyre — « la ville des palmiers » — fut une cité puissante, qui parvint un instant à échapper au contrôle de Rome, dont elle était la cliente. Les ruines de Palmyre, détruite par l'empereur Aurélien au IIIe siècle, ont été retrouvées au XVIIe siècle, sur le site de l'actuel village de Tadmor, en Syrie.



Ph. © Brake/Rapho.

musulmane (le *dīnār* d'or et le *dirham* d'argent ; les deux termes dérivent des monnaies byzantines : le denier et la drachme), utilisation de la langue arabe dans l'administration. Aux pays conquis sur Byzance, les Arabes empruntent les éléments de leur civilisation, selon le processus classique du vainqueur éduqué par le vaincu : les mosquées de Médine, de Damas, de Jérusalem sont décorées de mosaïques par des artistes coptes et syriens.

● *La politique extérieure* des Umayyades est orientée vers la conquête du monde méditerranéen. Les armées d'Égypte annexent la Tripolitaine, puis la Tunisie (fondation de Kairouan, 670), se heurtant violemment aux indigènes d'Afrique du Nord (les Berbères). La progression en Berbérie reprend en 698 ; mais le Maroc, bien isolé par ses chaînes de montagnes, ne tombe qu'en 710. Par Gibraltar, les Berbères arabisés et leurs chefs arabes passent en Espagne en 711, puis en Gaule (voir ci-après). Les progrès de l'Islām en Occident furent arrêtés à Poitiers par les Francs de Charles Martel (732).

Les ʿAbbāssides.

● *Le complot iranien.* Les Iraniens, qui s'étaient convertis en grand nombre à l'islām, étaient déjà par rapport à Damas, des dissidents puisque le *chiisme* (de l'arabe *šīʿa* = « parti » ; le chiisme est la secte des partisans de ʿAlī) y était fort répandu. De plus, ils supportent mal d'être dominés par les califes arabes de Damas ; enfin, le mouvement quraysite y est très important. La conjuration eut pour principal artisan un nommé Abū Muslim, un ancien affranchi d'origine iranienne, chef militaire dans le Khorāsān (nord-est de l'Iran). Autour de la famille d'un descendant de l'oncle de Muḥammad, Abū'l-ʿAbbās, chef de la famille des ʿAbbāssides, Abū Muslim groupe tous les adversaires des Omeyyades : les Chiites, les zoroastriens, les Quraysites, etc., et il organise une milice personnelle, contrôlant toute la région, les « Bannières Noires ». Abū'l-ʿAbbās est proclamé calife à Kūfa en 749, en Iraq, et remporte la victoire sur le calife umayyade Marwān à la bataille du Grand Zāb (750). Jusqu'à la prise de Baghdād par les Mongols (1258), les ʿAbbāssides devaient régner sur l'Islām ; ils transférèrent leur capitale de Kūfa à Baghdād en 762. Abū'l-ʿAbbās eut fort peu de reconnaissance pour Abū Muslim : il le fit assassiner en 755.

● *Avec les ʿAbbāssides,* c'est un islam religieux, intolérant et triomphant qui se substitue à l'État libéral des Umayyades. Les califes ʿabbāssides se considèrent comme les héritiers directs du Prophète et font de Baghdād une capitale à la fois politique et religieuse (elle remplace non seulement Damas, mais aussi Médine où étaient installés les « docteurs de la loi », les *ʿulamāʾ*, terme parfois francisé sous la forme *ouléma*). Les califes ʿabbāsides prennent le titre d'*imām,* c'est-à-dire de « président de la prière publique » et, sur ces assises religieuses, leur pouvoir devient celui d'un souverain absolu.

● *Sur le plan extérieur,* la phase d'expansion est terminée, d'autant plus que les « Sarrasins » subissent en Europe les défaites définitives (voir ci-dessous).

Les Sarrasins en Occident.

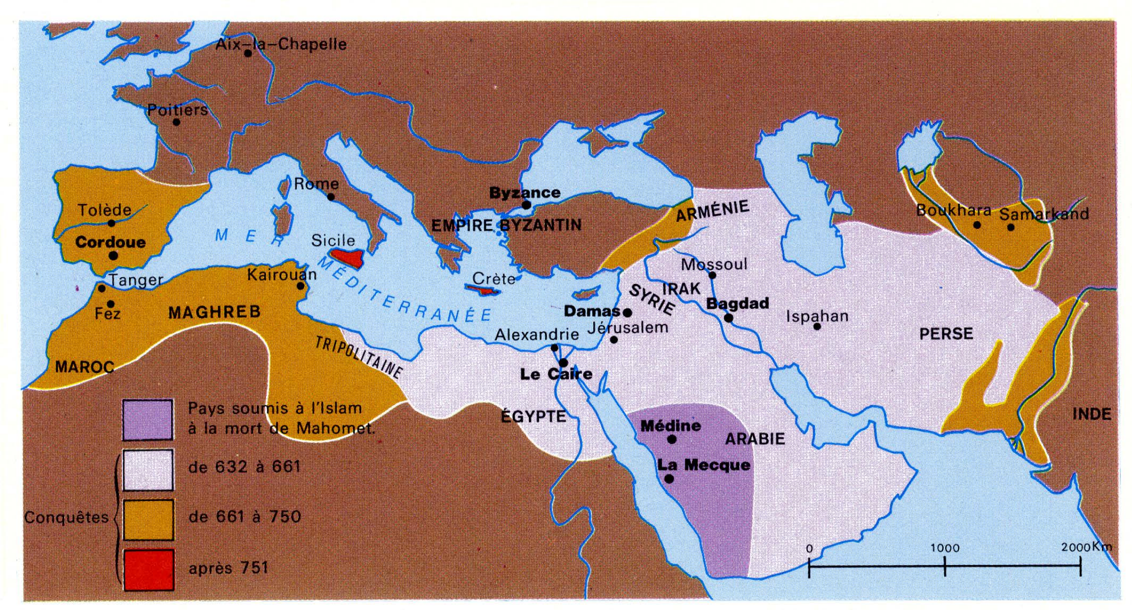
Il ne faut pas confondre les incursions musulmanes en Gaule (VIIIe siècle) et en Italie (IXe et Xe siècles) avec le mouvement d'expansion qui avait abouti, sous les Umayyades, à la conquête de l'Espagne wisigotique.

● *La première vague d'invasions musulmanes (VIIIe siècle).* Après avoir conquis l'Espagne, les musulmans furent tentés de traverser les Pyrénées ; ils occupent successivement Narbonne (720), Toulouse (721), Nîmes et Carcassonne (725) ; par la vallée du Rhône, ils parviennent alors jusqu'en Bourgogne (incendie d'Autun en 731 ou 725, selon les auteurs). En 732, une expédition menée par ʿAbd ar-Raḥmān al-Ghāfiqī traverse l'Aquitaine, et se dirige vers Tours : on peut alors penser que la Gaule va subir le même sort que l'Espagne. Cependant, le *maire du palais* Charles Martel, se substituant au souverain mérovingien impuissant, coupe la route à l'armée musulmane au mois d'octobre 732 en un lieu voisin de Poitiers. Les Arabes, vaincus, se replient dans la région de Narbonne, renonçant à la conquête de la Gaule.

● *La deuxième vague d'invasions (IXe-Xe siècle).* Après les succès définitifs de Charlemagne dans les Pyrénées, les musulmans renoncent à toute idée de conquête territoriale en Gaule. Mais on voit apparaître, au IXe siècle, un nouveau danger lié à l'islām : celui des pirates musulmans d'Afrique du Nord et d'Espagne, relativement indépendants du pouvoir central de Cordoue, et donnant à leurs incursions un seul but : le profit personnel (tout souci d'islamisation a disparu). Tout naturellement ces bandes de pirates auxquelles le Moyen Age a donné le nom de *Sarrasins* s'attaquent aux îles méditerranéennes (Baléares, Corse, Sardaigne) et aux ports : attaques de Ponza et d'Ischia en 812, destruction de Civita Vecchia en 813, attaque de Nice. A partir de 830, les pirates se transforment en fantassins. Leur technique d'invasion est la suivante : ils établissent des bases sur les côtes chrétiennes, souvent avec l'assistance des seigneurs locaux qui envisagent de les utiliser contre leurs ennemis ; de là ils mènent des expéditions vers l'intérieur, s'emparent de butin et retournent à leurs bases d'où ils repartent pour l'Espagne et l'Afrique du Nord. Les premières bandes de Sarrasins pénètrent en Italie du Sud à partir de 834 (occupation de Tarente vers 842, de Bari en 840).

Les incursions en Gaule reprennent vers 840 (Marseille, Arles sont les premières victimes). Le massif des Maures, en arrière du golfe de Saint-Tropez, doit son nom à une incursion qui remonte à 890 environ (la tête de pont sarrasine couvrait la région de Fréjus jusqu'aux abords de La Garde-Freinet). De là, les Sarrasins se dirigent vers les Alpes qu'ils écument jusqu'au Xe siècle. La Provence fut purgée de ces bandes de pirates vers 972-973 par le comte de Provence (Guillaume), son frère le comte de Forcalquier (Roubaud) et le comte de Turin (Ardouin le Chauve). A partir de la fin du Xe siècle, les Sarrasins renoncent à leurs incursions terrestres, se limitant à quelques raids maritimes (par exemple aux îles de Lérins ou dans les îles d'Hyères). Leur présence sur mer subsistera jusqu'au XIIIe siècle, époque à laquelle ils seront remplacés par les Barbaresques.

L'expansion progressive de l'islām



Grandeur et décadence de l'Empire musulman.

La civilisation arabe classique s'est développée sous les ʿAbbāssides dont les principaux califes furent Hārūn ar-Rašīd (786-809), Maʾmūn (813-833) et le régent Muwaffaq (870-892). A partir du Xe siècle, l'institution du califat se désagrège ; l'arrivée des Turcs seldjoukides, puis des Mongols achève de décomposer l'Empire arabe, jusqu'à son absorption complète par les Ottomans dont le sultan prendra, à partir de 1517, lui-même le titre de calife.

La société et la civilisation matérielle sous les ʿAbbāssides et leurs successeurs.

● *Les villes.* Alors qu'à cette époque, au Moyen Age, l'Europe s'enlise dans l'économie domaniale et que la vie urbaine s'éteint, l'Orient musulman est caractérisé par une vie sociale fondée sur la prédominance des villes où se concentrent les activités administratives, judiciaires, économiques et religieuses. Les Arabes ont d'ailleurs fondé de nombreuses villes neuves : Baṣra (Bassora) et Kūfa en Mésopotamie, al-Fusṭāṭ en Égypte (= Le Caire), Qaraywān (= Kairouan) en Tunisie, Baghdād, etc. Dans ce cadre urbain s'organise une vie économique extrêmement active fondée sur la prédominance des marchands (exportateurs et importateurs).

— L'économie arabe est une économie de « circulation », et cela explique l'importance qu'y jouent la monnaie et les techniques de crédit. Le système monétaire est bimétalliste (*dīnār* d'or, *dirham* d'argent) et la frappe appartient, en monopole, à l'État. L'or provient soit de Byzance, soit des mines du Soudan d'où les négociants rapportent aussi des esclaves. Les grandes familles marchandes organisent à travers tout le monde musulman des chaînes de succursales, les grandes entreprises entretiennent des relations d'affaires avec toutes les grandes places du monde méditerranéen et du Proche-Orient et, comme le feront plus tard les Italiens en Europe, s'organisent de telle sorte que le transfert des fonds soit réduit à sa plus simple expression (utilisation des traites, des lettres de crédit).

— Les produits échangés sont, outre les produits traditionnels comme la myrrhe et l'encens, des matières premières et les objets fabriqués par les artisans si nombreux dans les villes du monde arabe et qui acquièrent une réputation universelle : métallurgistes de Tolède et de Damas qui produisent des armes fines et tranchantes, tisseurs d'Iran (tapis), d'Iraq (mousseline de Mossoul), de Damas (brocarts et broderies), céramistes, verriers, parfumeurs, teinturiers, travailleurs du cuir (le terme « cordonnier » provient de « cordouannerie », c'est-à-dire « produit de Cordoue »), etc.

— Les techniques se développent et se perfectionnent : les Chinois communiquent, dans le courant du VIIIe siècle, aux artisans de Samarkand l'invention du papier qui, en un siècle, supplante le papyrus et est introduit en Europe par l'intermédiaire des Espagnols (l'invention du papier a eu une conséquence intellectuelle très importante : la baisse du prix de revient de la fabrication des livres et la plus grande diffusion de la culture).

● *Les campagnes* sont, elles aussi, très peuplées (nous ne possédons pas de renseignements démographiques précis, mais il est à peu près certain que la population rurale est dans l'ensemble supérieure numériquement à la population urbaine). C'est d'ailleurs dans les campagnes que les artisans des villes trouvent leurs matières premières (notamment en ce qui concerne les textiles). De plus, les califes ont intérêt à maintenir l'économie agricole, car le *kharādj* — l'impôt foncier — est l'une des principales ressources de l'État. La structure rurale du monde musulman n'est guère différente de la structure byzantine ou hellénistique : les grandes propriétés (qui appartiennent à des Arabes ou à des indigènes) sont la plupart du temps exploitées par les esclaves et soit gérées directement par leurs propriétaires, soit confiées à des métayers. Le régime de petites propriétés subsiste, avec exploitation directe par le propriétaire (généralement indigène) ou sa famille. Ces petits paysans, écrasés d'impôts, ont tendance à fuir leur vie rurale, ce qui imposera assez rapidement aux autorités gouvernementales de les fixer à leurs terres, comme le sont, par exemple, les serfs du monde occidental.

La civilisation intellectuelle et esthétique.

● *L'importance de la langue arabe.* C'est un des faits les plus remarquables de l'islamisation du monde oriental que l'implantation de la langue des envahisseurs, la langue arabe, en pays conquis (sauf en Iran) ; il s'est

passé en Orient le contraire de ce qui s'est produit en Occident où les peuples germaniques conquérants ont finalement adopté le latin comme langue vulgaire et comme langue savante. Il faut noter que même les minorités chrétiennes et juives du monde arabe ont adopté la langue de leurs conquérants.

● *La plupart des grands écrivains et des grands philosophes* de langue arabe ne sont pas toujours des Arabes, mais souvent, des Mésopotamiens, des Syriens, des Persans, des Espagnols, etc. Si la littérature poétique est proprement bédouine (la langue poétique comprend de notables différences par rapport à la prose officielle), l'ensemble de la culture intellectuelle et philosophique est, en grande partie, un héritage. C'est ainsi que les Arabes ont traduit les œuvres de Platon et d'Aristote, les traités scientifiques des mathématiciens, des astronomes, des médecins grecs et qu'ils ont aussi considérablement subi l'influence de la culture iranienne. Retenons les faits importants suivants :

— *fin du VIIIe siècle :* premiers contacts scientifiques avec les textes hindous, qui sont traduits en arabe (les *chiffres arabes* sont en réalité des *chiffres indiens*).

— *début du IXe siècle :* le poète Abū Nuwas *(La Maison de la Sagesse)* à Baghdād et l'œuvre mathématique d'al-Kh(w)ārazmī, souvent orthographié al-Khuwārizmī (inventeur de l'algèbre).

— *milieu du IXe siècle :* œuvre du philosophe al-Kindī.

— *930-1020 :* vie du poète épique persan Firdawsī (Ferdōsī), auteur du *Livre des Rois.*

— *Xe siècle :* le médecin ar-Rāzī (Rhazès chez les Occidentaux) et l'astronome al-Battānī.

— *vers 950 :* mort du poète persan Rūdakī et du philosophe al-Fārābī.

— *961 :* ʿAbd ar-Raḥmān publie *Le Livre des Étoiles fixes.*

— *980-1037 :* vie du philosophe et médecin iranien Avicenne Ibu Sūrā.

— *fin du Xe siècle :* création de la bibliothèque du Caire ; renaissance de la culture iranienne (Ferdōsī) ; éclosion de la littérature arabe en Espagne.

— *XIe siècle :* le poète et mathématicien ʿUmar Khayyām, le théologien al-Ghazālī.

— XIIe siècle : le philosophe Averroès (1126-1198), le poète persan Saʿādī (Saadi) (1184-1290).

— *XIIIe siècle :* première allusion à l'aiguille aimantée dans un texte arabe (1232), l'astronome persan Nasīr ad-Din aṭ-Tūsī.

— *1320-1389 :* vie du poète lyrique persan Ḥāfiẓ.

— *XVe siècle :* l'astronome Ulugh Beg.



Ph. B.N. © Arch. E.B.

Le calife Hārūn ar-Rašīd (né à Rayy, en Perse, 766-809), représenté ici avec deux vizirs de la famille iranienne des Barmakides (à gauche) et son fils al-Maʾmūn. Avec les ʿAbbāssides, le centre de gravité du monde islamique est déplacé de Syrie en Iraq : le second calife de cette dynastie, al-Manṣūr, installa la capitale définitive de l'Empire à Baghdād. C'est à l'époque ʿabbāsside que la civilisation islamique classique atteint son apogée, en particulier sous le règne de Hārūn ar-Rasīd. A partir du XIe siècle commence le déclin du califat qui disparaît, lors de la conquête mongole (chute de Baghdād en 1258).

Le déclin du califat et la fin de l'ancien Empire arabe.

L'unité de l'État musulman était faible ; elle ne reposait guère que sur la communauté de langue et de religion. Mais la culture est étrangère — dans ses origines — à l'islam, le régionalisme est puissant (les musulmans non arabes sont bien plus nombreux, déjà, que les Arabes purs et se disputent les places d'honneur et le contrôle des provinces), les rivalités fréquentes : les Arabes — comme les Francs en Occident — sont absorbés par les peuples qu'ils ont conquis.

● *Le IXe siècle* voit se développer des querelles religieuses, source de conflits politiques et sociaux. Les ʿAbbāssides, dont le califat héréditaire est critiqué, renforcent leur armée de mercenaires turcs (voir p. 41) qui se convertissent à l'Islām. Cette milice est d'abord cantonnée à Sāmarrā (ville fondée à leur intention) ; mais, assez rapidement, ils deviennent une force politique, faisant et défaisant les califes comme autrefois les prétoriens nommaient les empereurs romains. D'ailleurs, la puissance militaire des califes est mise en question par la révolte des *Tziganes* (entre Baṣra et Baghdād), réprimée en 834, et celle des *Zendj,* esclaves noirs originaires du Zanguebar (870-883).

● *Au XIIe siècle,* la fragile unité de l'État musulman s'écroule. Le chef de la milice turque se fait nommer *émir des émirs* (comparer avec l'ancien titre des souverains iraniens : *roi des rois*), les coteries se livrent des guerres cruelles et sournoises, l'Empire se divise en une multitude de principautés indépendantes sur lesquelles le calife ʿabbāsside n'a plus aucun pouvoir politique. Le monde musulman, à la fin du siècle, voit même le titre de calife porté par trois souverains : le calife umayyade de Cordoue, le souverain égyptien (dynastie des *Fāṭimides*) et le calife ʿabbāsside de Baghdād. Ce dernier n'a d'ailleurs plus aucun pouvoir réel : il n'est qu'un pantin entre les mains des Turcs de Sāmarrā.

Ce sont de nouvelles familles qui, avec plus ou moins de bonheur — règnent sur l'Islām. La destinée du califat de Cordoue est connue, les Fāṭimides, après avoir établi leur capitale au Caire (973), conquièrent la Syrie (988) et se maintiennent en place jusqu'en 1171 (victoire de Saladin, originaire d'Iraq, fondateur de la dynastie des *Ayyūbides*) ; les ʿAbbāssides voient leurs prérogatives menacées par des seigneurs persans (les *Buwayhides* ou *Būyides,* qui, en 946, imposent leur tutelle à Baghdād), turcs (les *Ikhšīdides* en Égypte, les *Ghaznawides* en Iran), pour voir finalement les Turcs *saldjūkides* (voir p. 41) envahir progressivement l'Orient musulman et y fonder un vaste empire, jusqu'à ce que les Mongols de Hūlāgū (= Hülegü) prennent Baghdād, fassent exécuter le calife al-Muʿtaṣim et suppriment le califat ʿabbāsside (1258). Nous avons indiqué dans le tableau ci-dessous la liste des principales dynasties qui ont joué un rôle dans le Moyen-Orient arabe avant la création de l'Empire ottoman.

● *L'arrivée des Mongols* eut des conséquences décisives pour l'organisation politique du Moyen-Orient (le lecteur se reportera aux pp. 52 et 54 pour l'histoire proprement dite de l'Orient mongol) :

— La ruée mongole se fit en plusieurs vagues, à partir de 1220 : c'est Hūlāgū qui fonde en 1256 le grand empire persan mongol (dynastie *gengiskhanide*) ; il prend le titre d'*ilkhān* (le « khān subalterne »). La dynastie mongole se maintient puissante jusqu'au règne de Ghāzān (mort en 1304), puis elle sombre dans une série de guerres intestines et s'éteint en 1335.

— La conquête mongole fut arrêtée, en Palestine et en Syrie, par les troupes égyptiennes (composées, en fait, de Turcs *mamlūks*) ; la victoire décisive des Égyptiens fut acquise par le sultan mamlūk Quṭuz Āʾīn-Djālūt (1260). A partir de cette époque, la destinée du monde musulman est complète : en Égypte s'organise le sultanat des Mamlūks (voir p. 70), dont la domination s'étend à la Syrie et à la Palestine (comme au temps de la grande Égypte pharaonique) ; en Asie Mineure, après un éphémère second empire mongol (celui de Tīmūr Lang = Tamerlan, qui meurt en 1405), les Turcs ottomans (voir p. 41) bâtissent le vaste empire qui devait durer plus de cinq siècles (jusqu'à l'abolition du califat par Mustafa Kemal Atatürk en 1924) ; en Afrique du Nord — la « Berbérie » — règne un climat perpétuel de rébellion.

— Les Mongols n'ont pas été les seuls destructeurs de l'ancien empire arabe. A partir de 1095, l'Occident chrétien entreprend une série d'expéditions (les *croisades,* voir à la p. 132 de l'*Annexe*). Ce sont surtout les Ayyūbides (en particulier Ṣalāḥ ad-Dīn = Saladin, le fondateur de la dynastie) et les Mamlūks (Baybars) qui porteront aux croisés les coups définitifs (prise d'Acre et ruine définitive des États croisés en Syrie, en 1291, par Khalīl) ; nous étudierons l'aspect musulman des croisades à la p. 70 et leur aspect byzantin p. 40.

Les principales dynasties musulmanes avant la domination ottomane (l'ordre est alphabétique ; les dates qui suivent le nom d'un souverain sont les dates de son règne).

Nom et origine	Dates	Fondateur	Territoires contrôlés et capitales	Points de repère
ʿAbbāssides (Perse)	750-1258	ABŪ ʾl-ʿABBĀS as-SAFFĀḤ (750-754)	Empire arabe (*Kūfa* puis *Baghdād*)	**762** — Fondation de Baghdād. **786** — Avènement de Harūn ar-Rašīd (809). **836** — Fondation de Sāmarrā. **1258** — Hūlāgū, petit-fils de Gengis khan, s'empare de Baghdād.
Almohades = al-Muwaḥḥidūn (Berbérie)	v. 1147-1269	ʿABD al-MUʾMIN (1130-1163)	Afrique du Nord Espagne (*Fès*)	**v. 1147** — ʿAbd al-Muʾmin achève la conquête du Maroc et prend le titre de « Commandeur des Croyants ». **1269** — Les Mārinides prennent Marrakech.
Almoravides = al-Murābiṭūn (Berbères sahariens)	1055-1147	YŪSUF b. TAŠUFĪN (1061-1106)	Maroc, une partie de l'Algérie, Espagne (*Marrakech*)	**1086** — Victoire de Sagrajas (Espagne) sur les chrétiens ; début de la mainmise almoravide sur l'Espagne. **1147** — Les Almohades prennent Marrakech et mettent fin à la dynastie almoravide.
Ayyūbides (*Kurdes au service des princes turcs de Syrie*)	1171-1250	ṢALĀḤ ad-DĪN YŪSUF b. AYYŪB = SALADIN (1171-1193)	Quatre branches : Égypte (1171-1250) Yémen (1173-1229) Syrie (*Damas*) (1186-1260) Mésopotamie (*Alep*) (1183-1260)	**1171-1183** — Constitution de l'Empire de Saladin. **1187** — Reconquête de Jérusalem sur les Francs. **1187-1192** — Troisième croisade (Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion), vaincue par Saladin. **1193-1238** — Période de détente et d'organisation. **1238** — Mort du souverain ayyūbide al-Kāmil et déclin du régime.
Buwayhides = Buyides (Perse)	945-1045	MUʿIZZ ad-DAWLA AHMAD (945-967)	Perse Iraq (*Baghdād*)	**945** — Aḥmad, le plus jeune d'un groupe de trois frères d'humble origine, conquiert Baghdād. **977-983** — Règne de ʿAdud ad-Dawala, unificateur de l'Empire buwayhide. **1055** — Les Turcs saldjūkides mettent fin à la domination buwayhide.
Fāṭimides (Perse)	910-1171	ʿUBAYD ALLĀH al-MAHDĪ (910-934)	Tunisie (910-973) (*Kairouan = Qayrawān*) puis Égypte (973-1171) (*Le Caire*)	**910** — Création du califat de Kairouan. **926** — ʿUbayd s'installe à al-Mahdiyya, nouvelle capitale. **969** — Conquête de l'Égypte par al-Muʿizz. **973** — Le calife s'installe au Caire. **988** — Fin de la conquête de la Syrie.
Ghaznawides (Turcs)	977-1187	SEBUKT GIN (977-997)	Afghānistān Pandjāb (*Ghazna*)	**998-1030** — Règne de Maḥmūd, qui conquiert le Pandjāb et une partie de l'actuel Pakistan. **1032** — Son successeur, Masʿūd Ier conquiert le Kirmān. **XIIe siècle** — Déclin de la dynastie ; guerres fratricides ; invasion des Oghuz qui prennent Ghazna (1163). **1187** — Les Ghūrides (iraniens) supplantent les Ghaznawides.
Ḥamdānides (Mésopotamie orientale)	905-1004	ABŪ l-HAYDJĀʾ ʿABD ALLĀH (905-929)	Mésopotamie et Syrie (*Mossoul :* 905-931) (*Alep :* 944-1004)	Le plus illustre souverain de la dynastie est l'émīr d'Alep, Sayf ad-Dawla (947-967).
Ḥammādides (Maghreb central)	1015-1152	ḤAMMĀD b. BULUGGĪN (1015-1028)	Maghreb central (*Qaʿla*)	**1017** — Ḥammād se libère de la vassalité par rapport aux Fāṭimides du Caire. **1152** — Les Almohades détrônent Yaḥyā, dernier ḥammādide.
Idrīsides (descendants de Ali, le cousin et gendre du Prophète)	789-985	IDRĪS Ier (789-791)	Maroc (*Walīla = Volubilis* puis Fès)	**789** — Création de Fās (= Fès). **808-828** — Règne de Idris II. **828** — Partage du royaume entre les fils d'Idrīs II ; début du déclin (guerres intestines, conquêtes étrangères). **985** — Le dernier souverain idriside tué par les Umayyades.
Ikhšīdides (Turcs de l'Asie centrale)	935-969	MUḤAMMAD b. ṬUGHDJ (935-946)	Égypte	
Mamlūks baḥrīde (Turquie)	1250-1382	ʿIZZ ad-DĪN AYBAK (1250-1257)	Égypte	**1254** — Aybak prend le titre de « sultan ». **1260** — Le sultan Quṭuz arrête la progression des Mongols de Hūlāgū à Aʾīn Djālūt.
Mamlūks tcherkesses (en turc : *çarkas*)	1382-1517		Égypte	D'origine caucasienne. Après la conquête de l'Égypte par les Turcs en 1517 (Selim), ils continuèrent d'administrer l'Égypte jusqu'à 1811.
Marīnides (Berbères)	1248-1472	ABŪ YAḤYĀ (XIIIe siècle)	Maroc (*Fès*)	**1248** — Abū Yaḥyā prend Fès, capitale almohade. **1269** — Les Marīnides prennent Marrakech et dominent tout le Maroc. **1331-1351** — Règne de Abū l-Ḥasan ; apogée de la dynastie marīnide.
Qarākhānides (Turcs qarluqs)	v. 960-1213		Trois royaumes en Asie centrale (Turkestan)	**999** — Conquête de la Transoxiane et de Bukhara par Arslan Ilek Naṣr.
Saffārides (Perse et Transoxiane)	v. 863-902	YAʿ QŪB b. LAYT aṣ-ṢAFFĀR (v. 863-879)	Sīstān	**873** — Saffār met fin à la dynastie ṭahīride et s'installe à Nīsapur.
Sāmānides (Perse et Transoxiane)	874-999	ISMĀʿ ĪL b.AḤMAD (892-907)	Perse et Transoxiane (874-892) Khorāsān (*Bukhārā :* 892-999)	**902** — Ismāʿīl supplante la dynastie saffāride. **913-942** — Règne de Naṣr b.Aḥmad.
Ṭahīrides (Khorāsān)	820-873	ṬAHĪR b. al-ḤUSAYN (820-822)	Khorāsān	Vassaux des califes de Baghdād.
Umayyades (La Mekke)	661-750	MUʿĀWIYA Ier (661-680)	Empire arabe (*Damas*)	**670** — Fondation de Kairouan. **670** — Conquête de l'Anatolie. **678** — Traité de paix entre Byzance et les Arabes. **710** — Fin de la conquête de la Berbérie. **711** — Conquête du Sind. **711-714** — Conquête de l'Espagne. **732** — Défaite de Poitiers devant les Francs. **750** — Massacre des Umayyades ; avènement des ʿAbbāssides.
Umayyades d'Espagne	756-1031	ʿABD ar-RAḤMĀN Ier	Émirat puis califat de *Cordoue*	**778** — Expédition de Charlemagne en Espagne ; Roland à Roncevaux. **929** — ʿAbd ar-Raḥmān III (912-961) prend le titre de calife. **976-1002** — Œuvre militaire et administrative de al-Manṣūr b. Abī ʿĀmir (« le Victorieux ») : prises de Barcelone (985) et de Saint-Jacques-de Compostelle.
Zīrides (Berbères)	Xe-XIIe siècle	BULUGGĪN b. ZĪRĪ (927-984)	Afrique du Nord	**973-1007** — Les Zīrides en Algérie. **973-1148** — Les Zīrides en Tunisie. **1052** — La Berbérie est ravagée par les Banū Hilāl, envoyés par les Fāṭimides. **1055** — Fin de la dynastie Zīride.

LE MONDE ARABE ACTUEL.

A partir des conquêtes mongoles et ottomanes, il n'y a plus d'Empire arabe et le monde musulman se confond, en grande partie, avec l'Empire ottoman (voir p. 41), qui s'étend du golfe Persique à l'Algérie et qui déborde sur le monde chrétien (Europe balkanique) ; nous exceptons bien entendu de ce monde musulman les pays islamiques d'Asie centrale et orientale. Puis l'Empire ottoman se désagrège, jusqu'à sa disparition complète au lendemain de la Première Guerre mondiale : de ce morcellement sont issus — après une histoire souvent troublée par les menées occidentales — les États qui, avec les États nés de la décolonisation en Afrique du Nord, constituent actuellement le monde arabe.

Les noms propres ont été généralement transcrits selon l'usage actuel, pour faciliter leur reconnaissance, et non selon les règles de translittération évoquées plus haut.

Les problèmes essentiels du monde arabe.

Nous ne ferons ici que les énumérer ; ils seront étudiés dans le cadre de l'histoire des différents pays du monde arabe africain et asiatique.

● *Le problème de la décolonisation* s'est posé pour les pays africains (Égypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, etc.). L'accession à l'indépendance a été parfois le produit de guerres de libération dont la plus violente fut indiscutablement celle d'Algérie. L'indépendance a souvent posé, aux jeunes États, des problèmes économiques et politiques graves (voir notamment p. 64).

● *D'une manière générale,* même dans les pays privilégiés par la richesse de leur sous-sol (pétrole), les pays arabes sont encore des pays en voie de développement, tant sur le plan politique que sur le plan économique. Deux attitudes politiques complémentaires se sont définies à partir des années 1950-1960 : le *nassérisme* (voir p. 73) et le *baassisme* (du mot arabe *baʿt,* qui signifie « résurrection »). Le *Baʿth* (parti socialiste de la résurrection arabe) a été fondé en 1952 par Michel Aflaq (Syrien, né en 1909), qui a fondu dans ce parti unique son propre mouvement nationaliste créé vers 1940 et le parti socialiste arabe d'Akram Aawrani. Le programme du Baʿth est de regrouper toutes les nations arabes du Moyen-Orient en un seul État ; les sections baassistes se sont organisées assez rapidement en Jordanie, en Iraq, en Syrie et au Liban. A l'exception de la Syrie, tous les pays arabes ont interdit ce parti qui fomente fréquemment des rébellions locales (le Baʿth a pris le pouvoir en Syrie et en Iraq). Pour l'histoire du mouvement baassiste, voir p. 45.

● *Le panislamisme et les socialismes* de toutes tendances se heurtent dans les pays arabes du Moyen-Orient au problème de la coexistence avec les pays capitalistes qui aident à l'exploitation des richesses pétrolières, considérables, de ces différents pays.

● *Enfin, tous les pays arabes* sont concernés par le grave problème israélien étudié p. 48.

● *L'ensemble des problèmes arabes* a contribué à la formation de la *Ligue arabe* créée par la convention signée au Caire le 22 mars 1945 par les représentants de l'Égypte, de l'Iraq, de l'Arabie Saoudite, de la Syrie, du Liban, de la Jordanie et du Yémen. Adhérèrent ensuite à la *Ligue arabe :* la Libye (mars 1953), le Soudan (janvier 1956), la Tunisie et le Maroc (octobre 1958), le Koweït (juillet 1961), l'Algérie (16 août 1962). Une annexe à la convention du Caire prévoit la coopération de la *Ligue arabe* avec les pays arabes qui n'en font pas partie en Afrique du Nord et dans la péninsule arabique.

La *Ligue arabe* comprend un dispositif administratif composé d'un Conseil, un secrétariat permanent et un certain nombre de comités spécialisés. Le Conseil de la *Ligue arabe,* à l'intérieur duquel chaque État membre possède une voix, traite de tous les litiges qui peuvent s'élever entre les États de la Ligue ou un État de la Ligue et un pays n'en faisant pas partie. Le secrétariat permanent siège au Caire (actuel secrétaire général : ʿAbd al-Khāliq Ḥassūna, ancien ministre égyptien des Affaires étrangères). Dans le cadre de la *Ligue arabe* s'est créé une sorte de *Marché commun arabe* (entré en vigueur le 1er janvier 1965) se proposant l'abrogation progressive des droits de douane sur les ressources culturelles et les produits agricoles, entre 1965 et 1970 (pour les produits industriels, le délai prévu est de dix ans).

● *Entre 1970 et 1983,* le fossé s'est creusé entre les pays arabes riches (pétrole) et les pays arabes dépourvus de richesses pétrolières. A l'intérieur des grands ensembles étatiques créés depuis les deux guerres mondiales, des fissures se sont produites (Kurdes d'Iraq, Saharouis, etc.) ; de plus, l'Égypte a perdu son rôle de *leader* depuis la mort de Nasser (1970) et depuis la tentative de rapprochement avec Israël (1978 : accords de Camp David). Enfin, le monde musulman est ébranlé par l'importance croissante des extrémismes religieux, qui confinent parfois au fanatisme ; le renouveau chiite, en particulier, animé par l'Ayatollāh Khumaynī, est une des causes de la guerre — non encore terminée en 1983 — entre l'Iran et l'Iraq.

La péninsule arabique aujourd'hui.

Voir aussi à la p. 133 de l'*Annexe.*

La péninsule arabique comprend huit États ou fédérations d'États qui sont : l'Arabie saoudite, le Koweït, le sultanat d'Oman (ʿUman), les États du golfe Persique (Baḥrain, Qaṭar, Émirats Arabes Unis), le Yémen du Nord et le Yémen du Sud.

L'Arabie saoudite.

C'est le plus vaste des États arabes (environ 1 890 000 km²), mais la plus grande partie du territoire est désertique. Le pays a été conquis, progressivement, par l'émir du Nadjd, ʿAbd al-ʿAzīz b. ʿAbd ar-Raḥmān as-Saʿūd (Ibn Saoud) (1880-1953), proclamé roi du Hedjaz, du Nadjd et de ses dépendances en 1926. L'État féodal conquis par Ibn Saoud fut reconnu par la Grande-Bretagne le 20 mai 1927 (traité de Djedda) ; le nom d'Arabie saoudite a été imposé par un décret du 23 septembre 1932. Un certain nombre d'accords ont été signés par l'État saoudien avec ses voisins concernant la délimitation des frontières et les rapports internationaux (en particulier avec le Yémen en mai 1934, renouvelé en mars 1953, avec le Koweït en 1942, avec la Jordanie en 1962).

Le roi Ibn Saoud, qui appartenait à une dynastie gouvernant théocratiquement le Nadjd, indépendant de la Turquie — tout au moins en fait — depuis la fin du XVIIIe siècle, allait instaurer dès 1926 un gouvernement de type féodal fondé sur l'observation scrupuleuse de l'islām (conformément aux convictions de la secte wahhābite). Le pays est donc gouverné selon la loi religieuse de l'islām (c'est, par exemple, le seul pays au monde ayant conservé un calendrier lunaire) ; tous ceux qui contreviennent aux prescriptions religieuses sont punis sévèrement par des milices à la fois religieuses et guerrières (les *ikhwān*). Ce pays médiéval, dans lequel l'esclavage était encore autorisé (il n'a été aboli qu'en novembre 1962 par un décret qui semble à certains observateurs impartiaux plus théorique qu'effectif), a pu subsister au sein du turbulent Moyen-Orient en raison de ses richesses pétrolières (deuxième producteur mondial en 1982). A la mort d'Ibn Saoud en 1953, son fils Saʿūd lui succède, mais ses dépenses invraisemblables, l'absence de toute organisation financière et économique plongent le pays dans une situation économique extrêmement grave, tellement grave que le roi Saʿūd doit abandonner le contrôle du pouvoir à son frère Fayṣal (né en 1905), président du Conseil des ministres (22 mars 1958). Le premier acte de Fayṣal fut de donner au Conseil le contrôle des dépenses de l'État (4 mai 1958). Il entreprit alors une politique de « modernisme » (hôpitaux, écoles, voies de communication, etc.) et de restrictions financières (dévaluation du *riyal* en janvier 1960, contrôle des changes, etc.), dressant contre lui non seulement les grands seigneurs et la famille royale, mais aussi la bourgeoisie commerçante. En 1964, le Conseil des ministres et l'Assemblée consultative déposent le roi Saʿūd auquel Fayṣal succède officiellement le 2 novembre 1964, après une tentative de l'ex-roi pour rétablir la monarchie absolue (1962-1964).

Les difficultés essentielles de l'Arabie saoudite résident dans sa position internationale : moralement obligée de se joindre au mouvement panarabe et à des États socialistes comme l'Iraq ou la Syrie, notamment dans la lutte contre Israël et dans le soutien au peuple palestinien, l'Arabie saoudite est en fait un fief capitaliste et occidental au Moyen-Orient. C'est par exemple au nom de cette attitude conservatrice que l'Arabie saoudite a soutenu l'imām Muhammad al-Badr contre les républicains yéménites, appuyés par Nasser, avec lequel cependant Fayṣal signe un accord de non-intervention (conférence de Khartoum, septembre 1967).

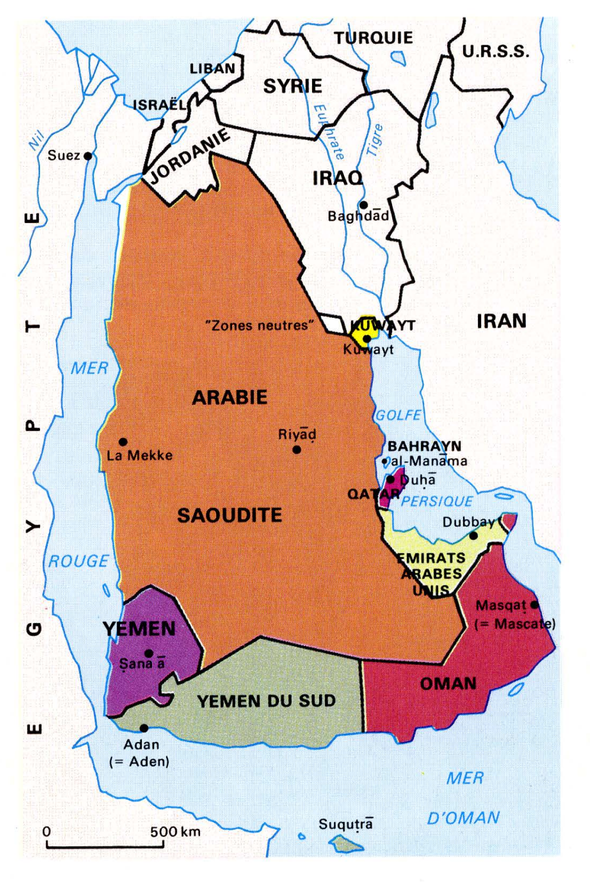
La période 1970-1983 est celle de la croissance spectaculaire de la production pétrolière, de l'éclatement des prix du pétrole brut, et de l'enrichissement considérable du royaume wahhābite, qui est le membre le plus influent de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole, créée en 1960). L'ex-roi Saʿūd meurt en février 1969 ; le roi Fayṣal est assassiné le 25 mars 1975 et son frère, Khālid b. ʿAbd al-ʿAzīz, lui succède. Ce dernier mène une politique plus conforme aux intérêts des États-Unis que celle de son prédécesseur, tout en s'alignant sur les autres États arabes en ce qui concerne la reconnaissance de l'OLP comme unique représentant légitime du peuple palestinien (sommet islamique de La Mekke, janvier 1981). La mort du roi Khālid (13 juin 1982) porte au pouvoir son frère, le prince Fahd b. ʿAbd al-ʿAzīz as-Saʿūd, auteur d'un projet de paix au Moyen-Orient (le *plan Fahd*) prévoyant l'abandon par Israël des territoires occupés depuis 1967 (y compris Jérusalem), la création d'un État palestinien ayant Jérusalem comme capitale et la garantie à tous les États de la région (y compris Israël) du droit à la paix, sous le contrôle des Nations unies. Par ailleurs l'Arabie saoudite a contribué à la création du CCG (Conseil de coopération du Golfe), pour garantir la sécurité dans le Golfe persique (1980), assignant comme premier objectif à cette organisation la lutte contre ce que les Saoudiens appellent la « subversion iranienne » de l'ayatollah Khūmaynī.

Le Yémen du Nord et le Yémen du Sud.

● *L'histoire de la principauté du Yémen,* devenue la *République arabe du Yémen* (ou Yémen du Nord), pratiquement indépendante depuis le XVIIIe siècle, se confond avec l'histoire de la famille régnante, celle de la dynastie zāyidite, dans laquelle depuis le IXe siècle est choisi l'*imām.* Le Yémen (Yaman) était extrêmement prospère au XVe siècle, lorsqu'il était une plaque tournante pour les négociants en épices d'Alexandrie qui fournissaient l'Occident. A la chute de l'Empire ottoman, il évite de tomber sous la domination d'Ibn Saoud grâce à l'énergie de l'imām Yaḥiā al-Mutāwakkil. Par contre, l'imām ne peut récupérer sur les Britanniques le protectorat d'Aden, dont la frontière est imposée en 1902-1905 et confirmée en 1934. Le Yémen, n'ayant plus de débouchés sur la mer, devient alors un État purement féodal, protégé par ses massifs montagneux de tout contact avec le monde extérieur.

Pendant le règne de l'imām Aḥmad (1948-1962), le Yémen sort de son isolement politique et noue des relations avec l'URSS (1955), la République populaire chinoise (1958), l'Arabie saoudite et l'Égypte (pacte de Djedda, 1956). A la mort d'Aḥmad, le Yémen devient un champ clos où s'opposent les monarchistes (partisans de l'héritier légitime Muḥammad al-Badr), soutenus par l'Arabie saoudite et les républicains groupés derrière le colonel Sallāl, qui renverse l'imām le 26 septembre 1962

Les États de la péninsule arabique.



et qui envisage d'installer un pouvoir de type socialiste et panarabe, soutenu par la République arabe unie. Les principales phases de cette lutte sont les suivantes.

— Septembre-octobre 1962 : le colonel Sallāl prend le pouvoir par un coup d'État ; une constitution provisoire est promulguée : tous les pouvoirs à un Conseil national présidé par Sallāl. L'imām, exilé en Arabie saoudite, y fonde un gouvernement en exil et organise la lutte contre les républicains.

— Novembre 1962-avril 1965 : la République arabe unie entre dans la lutte aux côtés des républicains, et envoie un corps expéditionnaire de 10 000 hommes pour lutter contre les tribus fidèles à l'imām. L'Arabie saoudite intensifie alors son effort contre la République unie (l'Arabie saoudite a toujours disputé à la République arabe unie le *leadership* du monde arabe).

— En 1965, les républicains se divisent au sujet de l'influence grandissante de l'Égypte au Yémen ; le gouvernement modéré (Nouman) s'oppose alors au président Sallāl. Les difficultés de la République arabe unie avec Israël incitent le *raïs* (Nasser) à envisager une trêve avec les Saoudiens (Fayṣal), ce qui est réalisé à la conférence de Djedda (24 août 1965).

— Malgré la bonne volonté relative de la République arabe unie et de l'Arabie saoudite, royalistes et républicains ne parviennent pas à se mettre d'accord au Yémen. Les hostilités reprennent donc tandis que les divisions entre partisans de Sallāl et républicains modérés augmentent dans le camp républicain (arrestation du général al-ʿĀmirī au Caire avec les principaux membres de son gouvernement — modérés — le 19 septembre 1966). Après la défaite égyptienne dans la guerre des Six jours devant Israël, en juin 1967, le raïs retire la plus grosse partie de son corps expéditionnaire (à ce moment environ 50 000 hommes) et à la conférence de Khartoum, les dirigeants arabes reprennent l'idée d'une cessation des hostilités. Le 5 novembre 1967, un nouveau coup d'État renverse le maréchal Sallāl et remplace le président de la République par un *Conseil républicain,* que dirige ʿAbd ar-Raḥmān al-ʿIrialī. Le général al-ʿĀmirī, libéré, devient Premier ministre le 18 décembre 1967. Du côté royaliste, l'imām Muḥammad al-Badr est remplacé par Muḥammad b. al-Ḥusayn (31 mai 1968).

De 1967 à 1978, la vie politique du Yémen du Nord est troublée par une succession de coups d'État. La guerre civile entre royalistes et républicains prend fin en mars 1970, et une constitution instaure la République arabe du Yémen (décembre 1970), à présidence collégiale. Le gouvernement est dirigé successivement par le général al-ʿĀmirī (août-septembre 1971), le progressiste Moḥsen al-ʿAinī (septembre 1971-décembre 1972), et le conservateur ʿAbd Allāh al-Hidjrī (décembre 1972-13 juin 1974). Un coup d'État militaire (13 juin 1974) porte au pouvoir le conservateur prosaoudien Muḥammad al-Ḥamidī et Moḥsen al-ʿAinī redevient Premier ministre jusqu'en janvier 1975, date à laquelle il est limogé et remplacé par ʿAbd al-ʿAzīz Ghanī. Un nouveau coup d'État (11 octobre 1977 ; assassinat du président Muḥammad al-Ḥamidī) installe au pouvoir le colonel Aḥmad Ḥusayn al-Ghashemī (prosaoudien), lui-même assassiné quelques mois plus tard (attentat fomenté par le président du Yémen du Sud).

De 1978 à 1982, une relative stabilité politique semble régner dans le pays (chef de l'État : ʿAlī ʿAbd Allāh Saliḥ, élu le 17 juillet 1978 ; chef du gouvernement : ʿAbd al-ʿAzīz ʿAbd al-Ghanī, auquel succède, en octobre 1980, ʿAbd al-Karīm al-Aryanī.

Douzième sommet arabe de Fès (septembre 1982) : on y a discuté, une fois de plus, d'un plan de paix au Moyen-Orient (plan Fahd amendé).



Ph. © T. Campion/Gamma.

● *La république démocratique et populaire du Yémen du Sud.* On désigne ainsi un État né de la fédération de dix-sept petites principautés (sultanats et émirats) qui constituait depuis 1839 le protectorat occidental et le protectorat oriental d'Aden (protectorats britanniques). Cet ensemble de territoires groupe environ 1 800 000 habitants sur près de 300 000 km^2 ; ce sont les anciennes « terres à encens » qui exportaient vers les temples de l'Inde leur précieuse production.

En 1962, la Grande-Bretagne provoque la fédération de dix-sept de ces États (dont Aden) ; l'ensemble politique s'appelle alors *Fédération d'Arabie du Sud* (160 300 km^2, capitale : al-Ittiḥād. A partir de 1963, deux mouvements de libération se constituent : le *Front national de libération* (FNL) et le *Front pour la libération du Sud-Yémen occupé* (FLOSY). Ces deux mouvements sont antagonistes : le premier, modéré, éliminant progressivement les éléments de gauche qui en font partie, obtient d'être considéré par le Royaume-Uni comme le représentant officiel du mouvement nationaliste (il est d'ailleurs soutenu par l'Arabie saoudite), tandis que le FLOSY, soutenu par la République arabe unie, se voit écarté des négociations qui ont lieu à Genève à partir du 21 novembre 1967. Le 30 novembre, la Fédération d'Arabie du Sud est proclamée indépendante ; l'État prend le nom de République populaire du Yémen du Sud, l'ancienne capitale est débaptisée et devient aš-Šābb. Le président Qaḥtān Muḥammad aš-Šābbī, chef du FNL, resserre ses liens avec l'Arabie Saoudite (mars 1968), et conclut divers accords économiques avec l'URSS. Le rapprochement avec les Saoudiens a provoqué quelques rébellions locales des éléments de gauche, durant le courant de l'été 1968 ; ces soulèvements sont une des nombreuses illustrations du conflit politique latent dans le monde arabe entre les forces conservatrices (ou monarchistes) soutenues plus ou moins ouvertement par les puissances occidentales (en particulier les États-Unis et la Grande-Bretagne), et les forces « socialistes ».

L'évolution du Yémen du Sud entre 1969 et 1982 est marquée par la chute de la faction modérée et des partisans d'une entente avec l'Arabie saoudite et avec les puissances occidentales, par le succès des tendances progressistes prosoviétiques, et par le conflit permanent avec le Yémen du Nord (le Yémen du Sud soutient l'opposition socialiste nord-yéménite et apporte son concours à la guérilla menée par les adversaires du gouvernement de Sanaa).

De 1969 à 1978, les modérés se maintiennent au pouvoir à Aden, non sans faire d'importantes concessions au socialisme (collectivisation intégrale du pays) et en multipliant les contacts et les accords avec l'URSS et avec la Chine. Le président Qaḥtān est remplacé par un Conseil présidentiel (juin 1969), reconduit par la constitution de novembre 1970 ; ce Conseil est présidé par Sālim ar-Robaya, qui reste en place jusqu'en 1978.

Le 26 juin 1978, Sālim ar-Robaya est exécuté à Aden. Les deux hommes qui vont alors présider aux destinées de l'État sud-yéménite sont ʿAlī Nāṣir Muḥammad et ʿAbd al-Futtāh Ismāʿīl. Ce dernier démissionne en avril 1980 et, en 1982, ʿAlī Nāṣir Muḥammad est seul au pouvoir (il cumule les fonctions de président du Conseil présidentiel, de chef du gouvernement et de secrétaire général du parti du Front national, parti unique).

Le Koweït.

C'est une zone quasi désertique dont l'essor en tant qu'État date de 1938 (découverte de ses richesses pétrolières, exploitées alors par un consortium anglo-américain : la *Kuwait Oil Company*). Pendant longtemps, Koweït ne fut qu'une petite île de pêcheurs où l'on construisait des barques premières, et un port d'attache pour les boutres du golfe Persique. Depuis le XVIIIe siècle, l'État du Koweït est gouverné par la même dynastie (fondée par Shaykh aṣ-Ṣabāḥ qui régna de 1756 à 1772). Grâce à la protection britannique (à partir de 1914), Koweït échappa à la conquête d'Ibn Saoud et en 1934 la *Kuwait Oil Company* reçut la concession de recherche et d'exploitation pétrolières en Koweït. Le protectorat britannique devint indépendant le 19 juin 1961 à la suite d'un accord signé entre le Royaume-Uni et l'émir ʿAbd Allāh b. Sālim aṣ-Ṣabāḥ auquel succède, le 24 novembre 1965, l'émir Ṣabāḥ as-Sālim aṣ-Ṣabāḥ.

L'organisation politique du Koweït est celle d'un État princier ; il existe cependant un Parlement (cinquante membres) contrôlé par la famille royale dont les principaux membres font partie du Conseil des ministres. Ce qui caractérise évidemment le Koweït, c'est sa prodigieuse richesse (le revenu moyen par tête d'habitant est l'un des plus élevés du monde). Sur le plan de la politique extérieure, le Koweït, dès qu'il fut indépendant, se heurta à l'Iraq qui revendiquait son territoire comme ayant fait partie, à la fin du XIXe siècle, de la province de Baṣra. Un autre conflit, mineur, l'opposa à l'Arabie saoudite (juin 1966) au sujet du partage de ce qu'on appelle la *Zone neutre* (5 700 km^2), administrée conjointement par le Koweït et l'Arabie saoudite de 1922 à 1966.

La situation du Koweït est stable ; ses richesses pétrolières importantes ont permis le développement économique et social du pays. Orientation générale de la politique koweitienne : bonne entente avec les États-Unis, efforts pour contrôler les sociétés pétrolières étrangères. Contrairement à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, le Koweït prône la réduction de la production pétrolière, plutôt que l'abaissement du prix du pétrole brut, compte tenu du marasme du marché pétrolier dû à l'abaissement de la demande extérieure et à la baisse du dollar. Les transformations spectaculaires du dernier facteur, à la fin de l'année 1982 (flambée du dollar), modifieront peut-être cette politique.

A la mort de l'émir Ṣabāḥ as-Sālim (31 décembre 1977), le pouvoir revient au prince héritier-Premier ministre, shaykh Djābir al-Aḥmad al-Djābir aṣ-Ṣabāḥ, qui désigne comme nouveau Premier ministre et prince héritier shaykh Saʿd al-ʿAbd Allāh aṣ-Ṣabāḥ.

Oman et les États du golfe Persique.

● *Le sultanat d'Oman* est un État souverain (capitale : Mascate) situé dans la partie sud-est de l'Arabie, enclavé dans ce qu'on appellait autrefois la Côte des Pirates. Ce sultanat, dont l'indépendance remonte au VIIIe siècle, envahi successivement par les Persans, les Portugais, les Wahhābites d'Arabie, est peuplé de *khāridjites ʿibāḍītes* qui ont exploité, jusqu'à une époque très récente, la côte orientale de l'Afrique (traite des esclaves).

Le sultanat, d'abord nommé *Sultanat de Mascate-et-Oman,* est allié à la Grande-Bretagne par un traité d'amitié (1891). L'aspect principal de son histoire intérieure est la rébellion à peu près constante des tribus de l'Oman contre le sultan de Mascate. Actuellement elles sont dirigées par l'imām Ghālib ibn Ali, soutenu par la plupart des pays arabes (en particulier l'Arabie saoudite et l'Égypte). Bienqu'une commission de l'ONU ait conseillé la séparation de Mascate et de l'Oman, qui serait devenu ainsi un État indépendant, le *statu quo* s'est maintenu jusqu'en 1972.

Le sultanat d'Oman a eu comme souverain, jusqu'en 1970, Saʿīd b. Taymūr (destitué le 23 juillet 1970), auquel a succédé son fils Sayyid Qābūs b. Saʿīd. C'est un État riche en pétrole, dont le problème principal a été, entre 1968 et le début des années 1970, la lutte contre les révolutionnaires de la province du Dhofar (FPLO : Front populaire de libération d'Oman), soutenus par l'URSS. Le Sultan a reçu l'assistance intéressée de la Grande-Bretagne, de l'Arabie saoudite (opposée à la présence d'intérêts iraniens dans le sultanat) et de la Libye.

● *Les États du golfe Persique.* Il s'agit de trois États (Baḥrayn, Qaṭar et les Émirats arabes unis), longtemps protégés par le Royaume-Uni, jadis responsable en particulier de leur politique étrangère. Le Koweït, jusqu'au mois de juin 1961, a connu un statut analogue.

— *L'archipel de Baḥrayn* (capitale : Manāma), qui fut souvent sous l'influence de l'Inde et de l'Iran, tire sa richesse du pétrole et de son rôle de centre commercial.

L'archipel est indépendant depuis le 15 août 1971 et doté d'une constitution depuis le 6 décembre 1973 (cette constitution réduit le pouvoir du souverain, Shaykh Issa b. Salmān al-Khalīfa, pro-américain). Le Parlement a toutefois été dissous le 27 août 1975. Baḥrayn a signé un traité de sécurité (anti-iranien) avec l'Arabie saoudite en 1982.

— *Le Qaṭar.* Cette péninsule rocailleuse, peu peuplée (environ 200 000 habitants vers 1980), liée au gouvernement britannique par le traité du 3 novembre 1916, État indépendant depuis 1971, est actuellement gouverné par Shaykh Khalīfa b. Aḥmad, qui avait déposé le précédent émir en 1972, probritannique et jugé trop conservateur. La politique de Khalīfa b. Aḥmad est orientée vers l'indépendance nationale (rachat des sociétés pétrolières étrangères) et le développement économique et social du pays. Le Qaṭar est devenu un grand producteur de pétrole, après n'avoir été qu'un désert caillouteux dont la ressource essentielle était la récolte des perles.

— Les *Émirats arabes unis* (Abū Dhabī, Dubayy, Shardja, Fudjayra, Adjiman, Um el-Kaywayn, Ras el-Kheima) forment un État fédéral, indépendant depuis le 2 décembre 1971, et dominé par le plus riche d'entre eux, Abū Dhabī (le président de la Fédération est le souverain Abū Dhabī ; le chef du gouvernement est le prince héritier de Dubayy, réélu à ce poste en 1976 et en 1981. La richesse de la fédération est évidemment le pétrole ; la politique étrangère des EAU est modérée, tant dans ses rapports avec l'Occident que dans ses relations avec les autres États du monde arabe.

L'INDE

La péninsule indienne n'est pas un pays ; c'est un sous-continent dont la superficie est voisine de 4 000 000 km^2 (en gros, la moitié de la superficie de l'Europe) et qui comprend à l'heure actuelle cinq États : la République fédérale de l'Inde (vingt-deux États), le Pākistān, le Bangladesh), le Bhoutan (Bhutān) et le Népal. Dans le passé, cet immense territoire a été le plus souvent morcelé et n'a jamais connu d'unité que superficielle, et cela en fonction de l'efficacité administrative de ses envahisseurs. Car l'histoire de l'Inde est en fait l'histoire d'une succession d'invasions dont la porte d'entrée est tout naturellement le Nord-Ouest et la plaine de l'Indus, le peuple « indien » — qui est en fait extraordinairement varié — subissant tour à tour l'arrivée des Aryens, des Perses et des Grecs, des Scythes, des Mongols et, à une époque beaucoup plus récente, des colonisateurs franco-britanniques. Il nous est impossible, dans le cadre de cet ouvrage, de décrire parallèlement — même à grands traits — l'histoire de toutes les contrées du territoire indien : nous ne pourrons nous arrêter qu'aux faits les plus saillants.

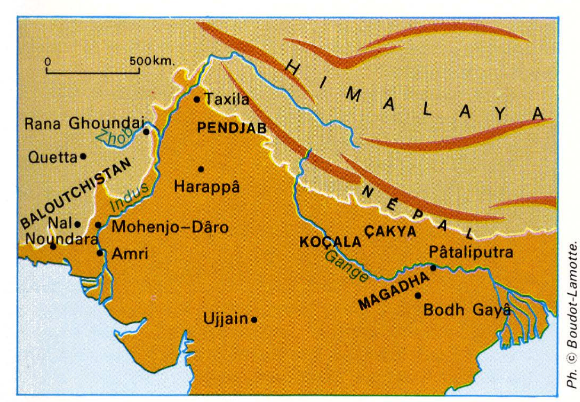
DES ORIGINES A LA COMPAGNIE DES INDES.

Voir à la p. 133 de l'*Annexe* pour la chronologie des événements.

L'Inde avant la conquête musulmane.

Les origines.

● *Les sites préhistoriques* abondent en Inde, mais la synthèse scientifique relative à la préhistoire de la péninsule indienne n'a pas encore été réalisée. Dès le IVe millénaire av. J.-C., la présence humaine est attestée dans de nombreuses stations préhistoriques, notamment dans le Nord-Ouest, où l'on a pu mettre en évidence — par l'étude des céramiques, les niveaux de culture de Rana Ghondai (dans la vallée du Zhob, un affluent de l'Indus), de Quetta, et de nombreuses stations dans le



Les sites protohistoriques de la plaine indo-gangétique.

Ph. © Boudot-Lamotte.

Çiva — l'une des trois divinités composant la Trinité hindoue (Brahmā le créateur, Vishnu le conservateur, Çiva le destructeur) — dansant la tāndava, danse triomphale qu'il exécutera lors de l'universelle destruction.

Baloutchistan (région montagneuse située à la frontière de l'Iran et du Pākistān actuel) : Nal, Amri, Noundara, etc. Ces vestiges de céramique ressemblent d'ailleurs à ceux qu'on trouve en Mésopotamie (en particulier dans la région de Suse et au pays de Sumer).

● *Les civilisations de Harappā et de Mohenjodāro.* Ces deux sites de la vallée de l'Indus (dans le Pendjab et dans le Sind) correspondent à une civilisation qui a dû fleurir dans la deuxième moitié du IIIe millénaire av. J.-C. Il s'agit d'une civilisation *urbaine,* avec des constructions en brique cuite très perfectionnées ; parmi les vestiges archéologiques, il faut isoler des centaines de sceaux, de forme rectangulaire, sur lesquels sont gravés des figures animales et des signes qui font songer à des hiéroglyphes. Mais les « tablettes » de Mohenjodāro n'ont pas été déchiffrées, et la relation de ces civilisations de l'Indus avec la civilisation indienne ultérieure (celle des Aryens) est encore mal connue (on a fait par exemple des rapprochements entre certains vestiges archéologiques harappiens et le culte de Çiva). La civilisation harappienne semble avoir été détruite par un cataclysme (séisme ?) plutôt que par une invasion. Il semble qu'à la suite de grands glissements de terrain et d'inondations, les villes de l'Indus aient perdu leur prépondérance sur les régions voisines, ce qui en aurait fait une proie facile pour les peuples qui envahissent l'Inde dans la première moitié du IIe millénaire et qui sont vraisemblablement des populations mises en mouvement par la pression indo-européenne qui commence à s'exercer dans ces régions.

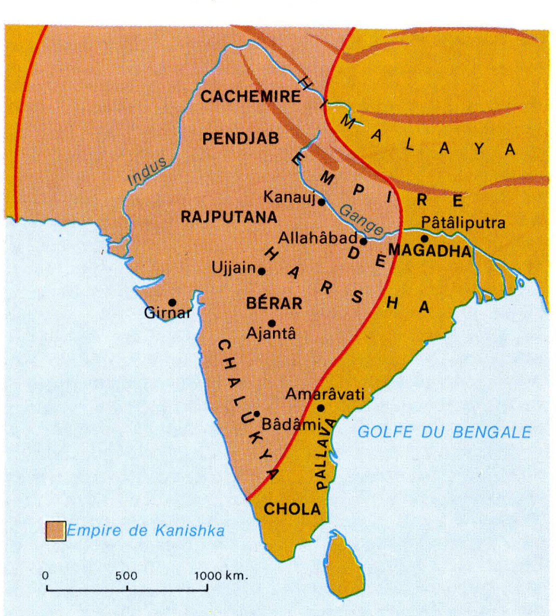
● *Les invasions aryennes.* Entre 1500 et 1200 av. J.-C. pénètrent dans la vallée de l'Indus des peuples guerriers et dominateurs dont on ignore encore l'origine exacte et qu'on appelle les Aryens *(Ārya).* Ils parlent une langue indo-européenne, et une branche d'entre eux envahit parallèlement l'Iran (les Indo-Iraniens). Ils apparaissent d'abord dans le Pendjab, puis suivent la vallée du Gange jusqu'à Bénarès. Ils apportent avec eux une langue (le *sanskrit*), une religion (le *védisme*) et une certaine conception de la société (une société par *castes* dans laquelle dominent d'abord les guerriers, puis — un peu plus tard — les prêtres). La langue des envahisseurs, le sanskrit védique, anéantit vraisemblablement les langues des populations aborigènes (qu'on a tendance à assimiler au groupe *mundā* — affinité avec les dialectes indochinois et les langues de la famille dravidienne : tamoul, télougou, kannara, etc., qui présentent des analogies inexpliquées avec le groupe des langues altaïques). La multitude des textes religieux que nous possédons (la littérature védique, les textes bouddhiques écrits pour la plupart en *pāli,* la poésie en langue *tamoule* dite *Cycle du sangam*) est impressionnante ; malheureusement aucun de ces textes ne nous fournit des renseignements chronologiques et historiques cohérents. C'est pourquoi l'histoire de l'Inde, jusqu'au VIe siècle av. J.-C., époque des premiers contacts avec les Perses, se limite pour nous, dans l'état actuel de nos connaissances, à l'histoire de son évolution religieuse (védisme, brahmanisme, pensée des *Upanishads,* jaïnisme et bouddhisme). Les grandes épopées védiques, comme le *Mahābhārata,* sont l'écho d'événements historiques dont il est bien difficile de déterminer la dimension à travers la déformation poétique. On peut dégager de ces traditions poétiques quelques vagues renseignements historiques : l'existence de petits États (comme le Koçala ou le Magadha dans la vallée du Gange), une rivalité entre deux clans aryens (les Kaurava et les Pāndava) ; même la période bouddhique baigne dans la confusion et l'obscurité de la protohistoire.

Les Grecs, l'Empire maurya et les Parthes.

● *Les premiers contacts avec l'Occident* se font par l'intermédiaire des Perses achéménides : une inscription de Persépolis remontant, au plus tard, à 518 av. J.-C., indique que la vallée du Bas-Indus est une satrapie de l'Empire. L'influence perse s'est exercée par l'introduction de l'écriture araméenne (sous sa forme indienne appelée *kharosthī*, écrite de droite à gauche comme c'est le cas de l'écriture des langues sémitiques et qui resta en usage jusqu'au début de l'ère chrétienne dans le Nord-Ouest de l'Inde) et dans le domaine de l'architecture (palais royaux indiens bâtis sur le modèle perse).

● *La campagne d'Alexandre en pays indien* nous fournit la première date certaine de l'histoire de l'Inde ancienne : en 327-326 av. J.-C. y a lieu le passage de l'Indus, passage suivi de quelques batailles dans la région de la Jhelum (rivière du Cachemire). La campagne d'Alexandre et huit années d'occupation macédonienne n'ont pas eu sur l'histoire de l'Inde une influence décisive ; elles ont cependant établi un contact direct entre les civilisations méditerranéennes et celles de l'Asie centrale. En outre, cet événement a permis aux historiens grecs de nous laisser des renseignements positifs sur l'histoire de l'Inde à cette époque : c'est peu de temps après la mort d'Alexandre (peut-être vers 322 av. J.-C.) que commence dans le Magadha le règne d'un certain Çandragupta (= Chandragupta, nommé Sandrakottos chez les historiens grecs), du clan des Mauryas. Ce personnage, s'il faut en croire l'historien Justin (IIe siècle), aurait organisé la résistance contre l'occupation macédonienne, et, revenu au Magadha en libérateur, aurait pris le pouvoir en détrônant le chef du clan qui était à la tête du royaume, le clan des Nandas. Il aurait eu comme conseiller un « intellectuel », Çānakya, l'un des grands théoriciens politiques traditionnels de l'Inde. L'empire maurya aurait duré vingt-quatre ans, jusqu'à la mort de Çandragupta (301) ; il se serait étendu sur toute l'Inde du Nord. A Çandragupta succède d'abord son fils, Bindoysāra, puis Açoka (vers 273-232) qui fut un peu le Marc-Aurèle de l'Inde antique. Ce « roi-moine », converti au bouddhisme après une expédition sanglante dans la région de l'Orissa, consolide l'empire nordique des Mauryas, répand le bouddhisme aux quatre coins de l'Inde, et se montre un roi bâtisseur, soucieux de la prospérité de son peuple (fondation de Çrīnagar, capitale du Cachemire, où il bâtit cinq cents monastères ; construction de Deo-Pātan au Népal, embellissement de sa capitale, Pātaliputra). Il a accompli sa tâche de roi conformément à l'idéal bouddhique de lutte contre la souffrance, mais aussi en souverain avisé, tendant à instaurer un ordre universel. Le prosélytisme d'Açoka atteint Ceylan et le Gandhara. Le dernier souverain maurya fut assassiné en 183. La cohésion de l'empire d'Açoka était menacée par l'existence de nations particulièrement dynamiques, sur les confins indo-iraniens : entre 160 et 140 av. J.-C. le Pandjāb et Kaboul sont entre les mains d'un Grec nommé Ménandre qui atteint même, vers 155, le Bas-Indus puis Pātaliputra. De cette royauté indo-grecque, dont la durée fut brève, est sorti l'art gréco-bouddhique du Gandhāra. Il y eut à peu près à la même époque (vers 138 av. J.-C. ?) une domination parthe dans le pays de Taxila (Mithridate Ier). Mais Indo-Grecs et Indo-Parthes allaient être bientôt éliminés au profit de nouveaux envahisseurs : les Scythes.

L'empire de Kanishka.



Les Scythes et les Kouchanes : règne de Kanishka.

● *Vers 174 av. J.-C.*, les Xiong-nu (= Hiong-nou, que certains auteurs assimilent aux Huns) chassent de la région du Gobi (le Gansu actuel) le peuple nomade des Yue-zhe qui bousculent à leur tour les Çakas, Scythes iranisés établis au nord du Syr-Daria (Iaxarte). A leur tour les Çakas bousculent Indo-Parthes et Indo-Grecs et, après la mort du roi parthe Mithridate II (123-86 av. J.-C.), étendent leur empire vers l'Inde, sous la direction du roi Moga. L'« ère çaka » débute officiellement, selon les chronologies indiennes, en 78 av. J.-C. : elle est marquée par une série d'invasions scythes (Azès Ier, Azilizès, Gandopharès).

● *La véritable conquête de l'Inde* fut effectuée par les Kouchanes que les sources chinoises nous présentent comme une branche des Yue-zhe, c'est-à-dire des Scythes nomades. La conquête kouchane a surtout été l'œuvre du roi Kanishka dont la chronologie est encore très confuse (selon les auteurs, l'intronisation de ce conquérant est datée dans l'intervalle 57 av. J.-C.-200 apr. J.-C.). Une des dates les plus communément admises à l'heure actuelle est 144 apr. J.-C. L'empire de Kanishka, qui — comme Açoka — favorisa le bouddhisme, était considérable (voir carte ci-contre) ; sous son règne l'art gréco-bouddhique a connu une nouvelle période dorée. Les successeurs de Kanishka (Huvishka, Vāsudeva Ier) se maintiennent jusqu'au IIIe siècle, mais leur empire se réduit alors à la Bactriane : ils sont devenus vassaux des souverains sassanides de Perse.

Ce survol rapide de l'histoire ancienne de l'Inde laisserait à penser que seul le bassin de l'Indus et parfois celui du Gange ont été les foyers de civilisations marquantes, et le plus souvent de civilisations étrangères. Bien sûr, il n'en a rien été : il existait dans l'Inde et en particulier dans l'Inde du Sud des civilisations aborigènes certainement brillantes, mais elles sont à l'écart de l'histoire universelle, et nous les connaissons mal. Il est certain qu'il y a eu dans l'extrême Sud une brillante civilisation tamoule (qui fut même en relation avec Rome : on a trouvé des poteries romaines près de Pondichéry).

Les Guptas et le règne de Harsha.

La dynastie gupta est celle d'une famille vraisemblablement commerçante établie dans le Magadha ; c'est de cette contrée, relativement peu touchée par les nombreuses invasions étrangères, que part la réponse « nationale » à la domination indo-scythe des deux premiers siècles de l'ère chrétienne. Le fondateur de la dynastie, Chandragupta Ier, est intronisé en 320 apr. J.-C. ; l'empire des Guptas se maintient jusqu'à la conquête du bassin de l'Indus par les Huns Hephthalites en 484. À l'ère gupta, le bouddhisme connaît un intense rayonnement (c'est l'époque du grand métaphysicien Asanga) avant de succomber à la réaction brahmaniste vers la fin du règne du second souverain gupta, Samudragupta, auquel succède l'un des plus célèbres souverains hindous : Chandragupta II (environ 375-414) dont la capitale (Ujjaïn) devait être un grand centre de civilisation fortement influencé par la civilisation gréco-romaine (par exemple l'unité monétaire se nomme *dīnāra*, elle est dérivée du *denier* romain).

Les Huns Hephthalites apparaissent à la fin du règne de Chandragupta II (Kumāragupta, 414-455) et déferlent dans la plaine indo-gangétique sous le règne de Skandagupta (environ 455-467) : cette invasion est contemporaine de l'invasion de la Gaule par les Huns d'Attila. Après 467, l'empire gupta s'effrite sous les coups des Huns et la plaine indo-gangétique devient une colonie de l'empire hunique en 544.

● *Le règne de Harsha (606-647).* Harsha est le souverain d'une petite principauté locale dans le nord des Doāb qui regroupa en six ans l'ancien empire des Guptas. Son règne nous est connu non seulement par un roman sanscrit (le *Harshacarita*) mais aussi par le témoignage d'un pèlerin chinois contemporain : Xiianzang. Comme Açoka, Harsha fut à la fois un conquérant et un intellectuel ; on lui attribue une œuvre grammaticale, des poésies et des œuvres dramatiques.

Après la mort de Harsha, qui coïncide avec la disparition progressive du bouddhisme, l'Inde est la proie de multiples royautés. Le Deccan est le siège de deux grands royaumes, celui des *Chāloukias* et celui des *Pallavas* au Sud. Ces derniers, originaires du Nord, exercent une grande influence qui se retrouvera en Indochine. Mais les Pallavas seront bientôt éliminés par les Tamouls, dont la civilisation a été portée à son apogée par la dynastie nationale des Cholas.

L'islām en Inde.

La conquête musulmane.

Au début du XIe siècle, la poussée turque, qui s'exerçait sur toute l'Asie mineure (p. 41), s'illustra au Pendjab par les raids de Maḥmūd de Ghaznī (970-1030). La dynastie de Ghaznī, affaiblie par les attaques seldjoukides en Perse, est éliminée par des tribus iraniennes originaires de la ville de Ghor (= Rhūr). Ce sont les Mamlūks afghans de Muḥammad de Ghor (1173-1206) qui font la conquête du Pandjāb et du bassin gangétique non seulement pour liquider les Ghaznévides mais aussi pour combattre les ismaéliens, hérétiques musulmans. À la différence de Maḥmūd de Ghaznī, Muḥammad de Ghor essaya d'organiser ses conquêtes indiennes, qui eurent d'ailleurs pour l'Inde des effets désastreux puisque Bénarès fut mise à sac, les universités, les monastères bouddhistes et brahmanistes du Bengale anéantis, etc.

La succession de Muḥammad de Ghor échut à une dynastie turque (la dynastie dite « des Esclaves ») puis à des Afghans, les Khaldjis (1290-1320 environ). Ceux-ci tiennent en particulier le sultanat de Delhi (créé en 1206, et qui se maintiendra jusqu'en 1526) et c'est le sultan ʿAlāʾ ad-Dīn Khaldjī (règne : 1296-1316) qui assure la domination musulmane sur l'Inde pendant quatre siècles en conquérant l'Inde centrale et une grande partie du Deccan. L'empire des Khaldjis se morcellera à parjtir de 1320 sous la dynastie Tughluq (1320-1412) qui dut aussi subir l'invasion de Tamerlan (1398).

Une poussière d'États.

À partir du XIVe siècle, le morcellement politique — une des plaies de l'Inde — est poussé à son plus haut degré. Une multitude de royaumes provinciaux, aux destins inégaux, vivent plus ou moins repliés sur eux-mêmes. On peut signaler, parmi tous ces États : le sultanat de Dehli (musulman, dont la puissance s'est très affaiblie), le Bengale, plus ou moins indépendant à la fin du XVe siècle et dont les souverains (musulmans) encouragent la vie intellectuelle et les arts (Ḥusayn Shāh), le royaume de Djawnpur, la « Shīrāz orientale », etc. Mais à la fin du XVe siècle, c'est l'État hindou (et non musulman) de Vijayanagar (dans la région où se trouve actuellement Maisūr = Mysore) qui prend une certaine extension (de Bombay à l'Orissa) et qui sert de refuge aux hindous qui voulaient échapper à la domination musulmane. Enfin, à la pointe sud de la péninsule, le territoire tamoul (Pandya) reste indépendant.

Malgré ces difficultés politiques, qu'il faut considérer à l'échelle d'un continent et qui ne sont pas très différentes des difficultés européennes au Moyen Age, l'Inde est une contrée extrêmement riche. Un commerce actif la relie aux pays étrangers auxquels elle vend des pierres précieuses, de la joaillerie, de la mousseline ; les arts plastiques et littéraires sont à l'honneur et bénéficient du confluent des deux civilisations, hindoue et musulmane. L'emprise religieuse hindouiste est particulièrement importante.

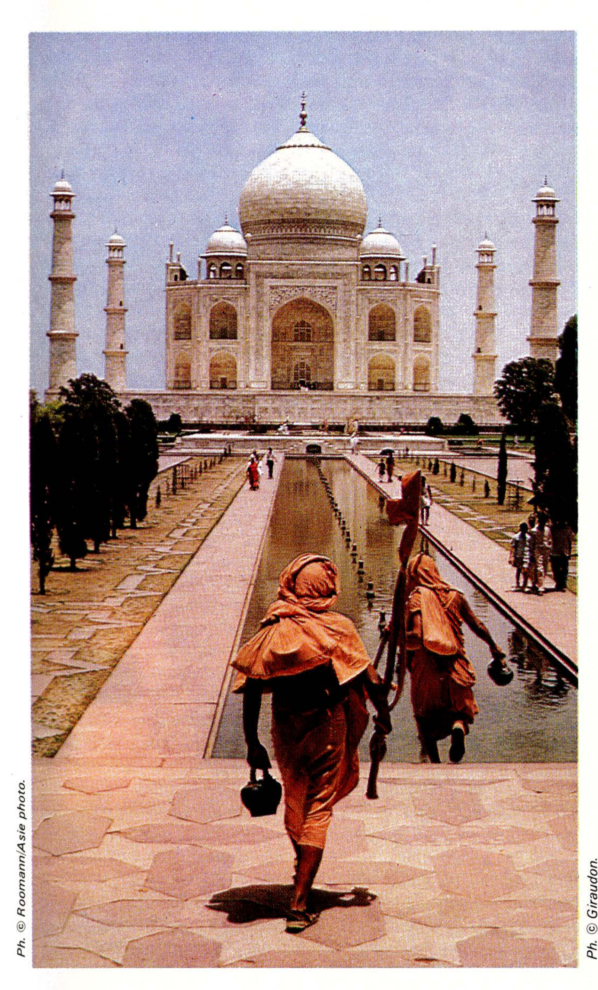
L'empire du Grand Moghol.

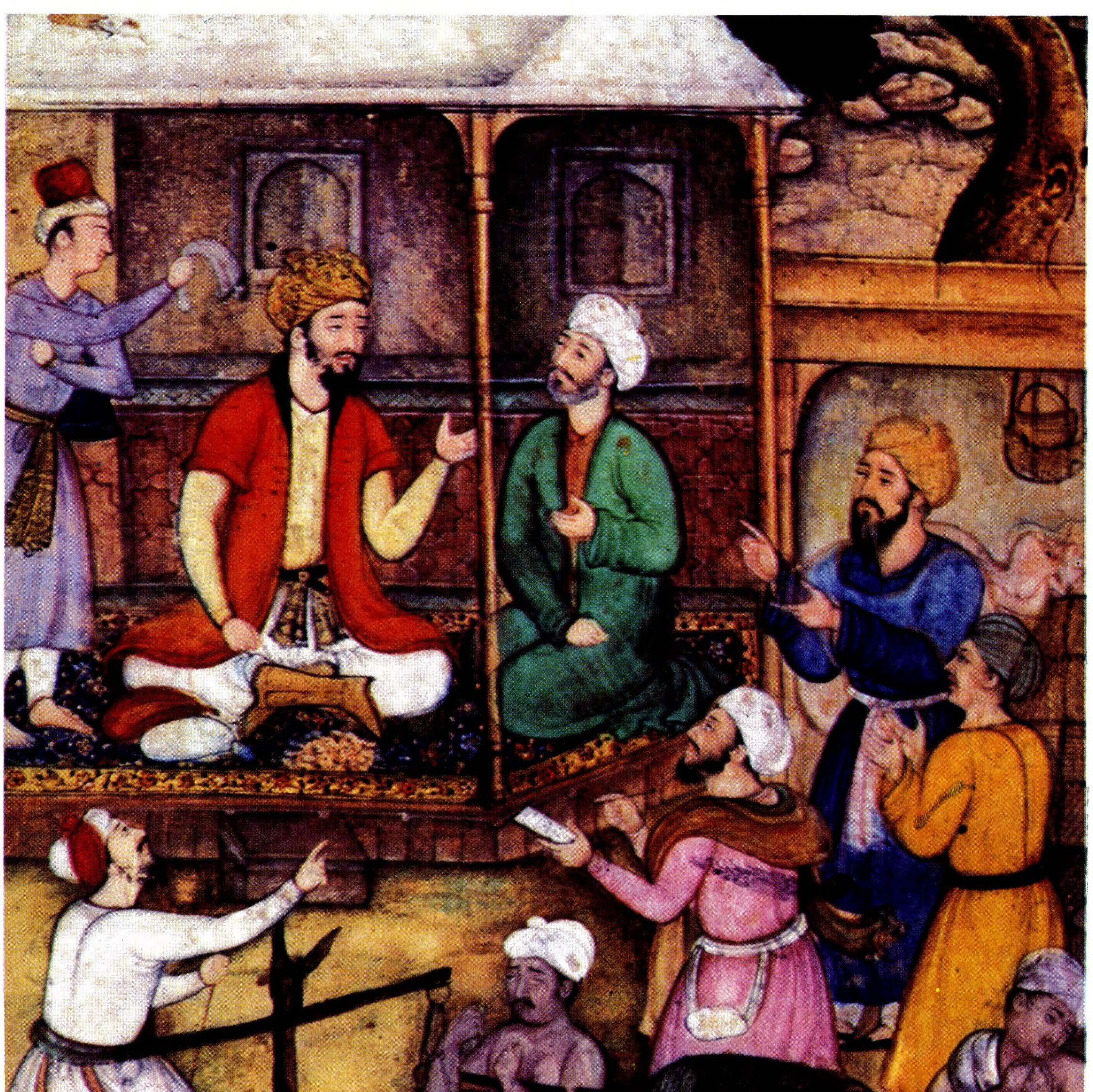
La conquête mongole et la formation de l'Empire.

En 1526 s'impose dans l'histoire de l'Inde le souverain de Kabūl, Bābur (francisé en Baber ; 1483-1530), Turc Barlas descendant des trois timourides de Transoxiane qui, par la victoire de Pānīpat (1526) prend possession du sultanat de Dehli.

Baber fut le créateur de l'empire connu sous le nom d'*empire du Grand Moghol* (altération de *Mughal*). Les Turcs Barlas, fortement influencés par la culture persane, se révèlerent en effet des envahisseurs « éclairés » et la décision étonnante de Baber de conquérir l'Inde, malgré l'hostilité des populations et les craintes que ce saut dans l'inconnu faisait naître chez ses lieutenants, a certainement transformé le cours de l'histoire indienne.

Il n'est pas inutile de noter que c'est à cette époque, plus précisément le 20 mai 1498, que Vasco de Gama et ses Portugais arrivent à Calicut, sur le golfe d'Oman et que c'est en 1510 qu'Albuquerque s'empare de Goa, puis de Malacca (1511). Les bases de l'empire maritime portugais en Inde étaient solides. Phénomène de culture intéressant, c'est le portugais qui, jusqu'aux environs du XVIIe siècle, servit de langue commerciale aux Européens des Indes.


Ph. © Roomann/Asie photo.


Ph. © Giraudon.

Ci-dessus, *le Tādj Maḥall (XVIIe siècle) : un bel exemple du style rococo (avant la lettre) aux Indes.*

Ci-contre, Bābur (= Baber), le fondateur de l'Empire du Grand Moghol, d'après une miniature indo-iranienne : la vie se déroule* sous la tente, *à la manière nomade.

Si la conquête de Baber fut l'œuvre d'un chef génial, le règne de son petit-fils Akbar (1556-1605 ; il était né le 23 novembre 1542) est un des faits humains les plus surprenants de l'histoire orientale. En dix ans, il reconstitue l'empire traditionnel du Nord de l'Inde, conquérant tour à tour le Malva, le Gujrāt, le Bengale (1574-1576), empire qu'il élargit par l'annexion de Kabūl (1585), du Cachemire (1586) et du Balūtchistān (1594). Akbar ne fut pas seulement un conquérant, mais aussi un organisateur. Il tenta de transformer la structure de la société indienne (en fixant notamment à treize ans l'âge minimum pour le mariage des femmes, en interdisant la coutume du *satī* ou suicide des veuves) et, animé d'un esprit œcuménique, il s'efforça de réconcilier entre elles toutes les religions qui coexistaient en Inde, imposant aux docteurs de la Foi musulmans son Église propre qu'il intitulait la *Foi divine (Din Ilāhī).* Dans les dernières années de son règne, préoccupé par les agissements des Portugais, il annexa un certain nombre de places dans le Deccan, dont le royaume d'Ahmadnagar (défendu par la « Jeanne d'Arc » de l'histoire de l'Inde : Chānd Bibi), le Berar et le Khāndesh. À sa mort, Akbar laissa un empire immense ; il pouvait traiter d'égal à égal avec les plus grands souverains de son temps : la reine Élisabeth d'Angleterre, le roi Henri IV de France ou le Séfévide Shāh Abbas Ier.

L'âge d'or de l'Empire moghol.

Pendant un demi-siècle, les successeurs d'Akbar vont avoir à apaiser les inquiétudes religieuses, à lutter contre les guérillas que leur livrent notamment les populations mahrattes, antimusulmanes ; néanmoins la première moitié du XVIIe siècle peut être considérée comme une période de grande prospérité et les Occidentaux, qui commencent à entrer en contact avec l'Inde (en particulier les Britanniques) sont émerveillés par les richesses de Jahāngir, fils cadet d'Akbar (1605-1627, sous la coupe d'une aventurière iranienne qu'il épousa en 1611, lui donnant le nom de *Nourjahān,* « Lumière du Monde ») et de Shāh Jahān (1628-1658, le plus fastueux des souverains moghols, qui fit bâtir le *Tādj Maḥall,* à Agra, mausolée de sa femme Muntaz Maḥall morte en 1631).

Cette splendeur et cette puissance se prolongent encore sous le règne d'Aurangzeb (1658-1707) dont la politique d'intolérance religieuse fut la cause de nombreuses révoltes. Aurangzeb avait formé une armée moderne, avec des armes à feu européennes, mais ses campagnes contre les tribus révoltées, notamment dans le Deccan, n'ont eu pour résultat que d'affaiblir son armée.

Le déclin et la chute de l'Empire moghol.

Après la mort d'Aurangzeb, ses héritiers se combattent farouchement et l'Empire moghol se démembre, comme s'était morcelé, après la mort de Charlemagne, l'Empire franc. Dans les différentes provinces, les vice-rois *(subab),* les gouverneurs *(nabab)* et dans les États indépendants, les vassaux du Grand Moghol, les seigneurs locaux *(rajah)* s'efforcent de se rendre indépendants. Sans finances, sans administration, sans unité, l'Inde est maintenant vulnérable aux invasions. Nādir Shāh fait en 1739 un raid spectaculaire sur la capitale, Delhi, et les derniers empereurs moghols assistent, impuissants, à l'écroulement de l'Empire.

Seuls les Mahrattes, qui tiennent encore des positions stratégiques fondamentales au Deccan, ont, vers le milieu du XVIIIe siècle, quelque organisation et sont capables de résister aux Persans, qui cependant les écrasent en 1761 à Pānīpat. Après cette défaite, il n'y a plus de puissance militaire moghole ou indienne. L'ère de la colonisation va s'ouvrir. Il faut cependant noter que la dynastie moghole s'est prolongée jusqu'au milieu du XIXe siècle ; à partir de 1765 (traité d'Allahabad) les empereurs deviennent des personnages fantoches (Shāh Ālam II, 1759-1806 ; Akbar Shāh, 1806-1837 ; Bahādour Shāh II, 1837-1858). L'Empire moghol prend fin en 1858, à peu près en même temps que la Compagnie des Indes, lors de la *Mutinerie* (voir ci-dessous p. 32).

L'ÈRE COLONIALE, L'INDÉPENDANCE ET LES ÉTATS MODERNES DE LA PÉNINSULE INDIENNE.

La Compagnie des Indes et la première colonisation anglaise (1600-1857).

La pénétration européenne aux Indes.

● *À partir de l'arrivée des premiers Portugais* à Calicut (Vasco de Gama en 1498) et pendant plus de deux siècles, les Européens ne devaient jouer qu'un rôle assez secondaire dans l'ensemble du continent indien. Les Portugais et les Hollandais n'avaient évidemment pas l'ambition de pratiquer une colonisation de peuplement, et ils s'étaient installés plutôt modestement si l'on considère l'acte matériel d'implantation. Leur but était d'ordre stratégique : s'assurer la route des Indes, la fameuse route sur l'eau, et pour cela pratiquer un système de bases militaires et d'escales. Les Anglais et les Français allaient beaucoup plus profondément marquer de leur sceau la péninsule indienne. A l'origine leur installation ne procède point de préoccupations militaires ou stratégiques ; des marchands, des aventuriers ont reçu l'agrément de leurs gouvernements respectifs pour s'installer dans ces terres lointaines et y jouir, en quelque sorte, d'un pouvoir souverain. La *Compagnie anglaise des Indes orientales,* créée en 1603, et la *Compagnie française des Indes,* créée en 1664, répondaient à ces préoccupations économiques et commerciales et obtenaient l'autorisation d'ouvrir des comptoirs sur le continent indien. A partir de ces comptoirs, et par l'intermédiaire de toute une série de



Joseph-François Dupleix (1697-1763) voulut fonder un empire colonial français aux Indes, mais ne reçut aucun soutien sérieux de Versailles.



Lord Robert Clive (1725-1774) installa avec succès la puissance anglaise aux Indes; accusé de concussion, il s'est probablement suicidé.

causes plus ou moins hétérogènes, de circonstances favorables et d'occasions, l'intervention anglaise allait devenir beaucoup plus active. La décomposition de l'empire moghol devait accélérer le processus de colonisation.

● *Au début du XVIIIe siècle,* les deux Compagnies se sont ainsi partagé les zones d'influence : les Anglais sont établis à Bombay, à Calcutta, et ils ont fondé le comptoir de Madras, qui était leur principal centre d'opérations. Les Français avaient d'abord pris pied dans les îles de l'océan Indien, en particulier l'île Bourbon (La Réunion) et l'île de France (île Maurice) et en 1674 un des agents de la Compagnie des Indes, François Martin, avait acquis le territoire de Pondichéry (à 150 km de Madras); l'autre poste important était Chandernagor (à 25 km de Calcutta). Le gouverneur général de la Compagnie, Dumas, profitant de la désagrégation de l'empire moghol, se fait céder Karikal, au sud de Pondichéry. L'administrateur qui lui succède, François Dupleix (1697-1763), arrive à Pondichéry en 1742. Les ambitions de Dupleix étaient de créer un véritable empire colonial; il se heurte inévitablement à l'Angleterre dont les intérêts militaires sont pris en main par le général Robert Clive (1725-1774). Dans une première phase, Dupleix prend l'avantage, contrôlant pratiquement toute l'Inde du Sud (Deccan, Carnatic, Confédération des Mahrattes). La parfaite connaissance que Dupleix avait des Indiens (grâce, en partie, à son épouse, Jeanne Albert, fille d'un chirurgien qui était née dans l'Inde) lui permet de dominer aisément l'Angleterre à laquelle il ne concède qu'une défaite, celle de Tiruchirāpally (près de Madras) en 1752. Mais ces conquêtes coûtaient cher, et Dupleix, considéré comme un visionnaire dépensier, est rappelé brutalement (1754) et remplacé par Godeheu qui négocie avec le gouverneur anglais le lamentable *traité Godeheu* par lequel les deux Compagnies s'engagent à renoncer à tout protectorat (c'était un marché de dupes : la Compagnie anglaise ne possédait que ses comptoirs, alors que la France possédait pratiquement toute l'Inde péninsulaire). Cependant la guerre entre les deux Compagnies continue; Clive, vainqueur à Plassey (1757), s'implante au Bengale, et le gouvernement français envoie dans l'Inde un officier irlandais passé à la France, Lally-Tollendal (1702-1766). Celui-ci, brutal et maladroit avec les populations, bloqué dans Pondichéry par les Anglais, doit capituler en janvier 1761 : cette capitulation marque la fin de la domination française en Inde. Par le traité de Paris (10 février 1763), la France s'engage à renoncer à toute prétention coloniale en Inde.

La Compagnie anglaise des Indes.

La tâche principale de la Compagnie des Indes fut d'entreprendre ce que Dupleix avait envisagé : la conquête de l'Inde. La méthode britannique fut celle de Dupleix : intervention dans les conflits entre princes indiens, moyennant cession de territoires. Les deux hommes qui, en cinquante ans, firent ainsi pour le compte de la Compagnie la conquête de l'Inde furent Robert Clive et Warren Hastings (1732-1818); il n'est peut-être pas inutile de signaler que ces deux hommes furent poursuivis, à leur rentrée en Grande-Bretagne, pour malversations et concussions (ce qui provoqua le suicide de Clive; Warren Hastings fut acquitté).

● *Robert Clive,* on l'a vu, conquit le Bengale, en soudoyant notamment l'un des généraux du *subab* bengali, Mir Djafer (1758). Les difficultés financières et les abus de Clive et des principaux directeurs de la Compagnie conduisirent le parlement britannique à réorganiser la Compagnie des Indes *(Acte régulateur)* en instituant un gouverneur général, à la tête de la Compagnie un Conseil plus une Cour de Justice siégeant à Calcutta.

● *Warren Hastings* inaugura le système en 1773. Il dut faire face à une situation sérieuse, aggravée par la corruption, la concussion et le gaspillage des agents de la Compagnie. Il s'imposa comme un énergique administrateur, mais, dénué de tous scrupules en ce qui concernait les Indiens, il les pressura littéralement, tant dans l'intérêt de la Compagnie que dans le sien propre (ses adversaires l'appelaient le « Verrès moderne »).

● *Les conquêtes de la Compagnie,* ses exactions, ses richesses (la plupart du temps gaspillées : la situation financière de la Compagnie anglaise ne sera jamais véritablement brillante) ne devaient pas laisser le gouvernement britannique indifférent. Le second Pitt fait voter en 1784 le *Bill de l'Inde* donnant au roi la possibilité de révoquer le gouverneur général de la Compagnie et instituant un Conseil de contrôle siégeant à Londres. Ce régime, confiant en quelque sorte la gestion de la colonie à une société fermière, devait subsister jusqu'à la révolte des Cipayes, la grande *Mutinerie* de 1857.

En 1797, Pitt envoyait en Inde Richard Wellesley (1760-1842), le frère aîné du futur vainqueur de Napoléon à Waterloo. Celui-ci accroît l'empire de la Compagnie : désarmement du *nizam* d'Haiderabad, victoire sur les Mahrattes (Assaye, Delhi, Lasvari). En 1805, les guerres en Inde compromettant l'équilibre financier de la Compagnie, Wellesley est rappelé à Londres. Tout montrait qu'une évolution était nécessaire dans le sens de la prise en main par le gouvernement britannique lui-même des destinées de l'Inde. Cependant lors du renouvellement de la Charte de la Compagnie, en 1812, malgré le rôle accru de l'État par rapport à la Compagnie, la colonisation de l'Inde reste encore une entreprise semi-privée. On doit signaler aussi dans cette période le règne particulièrement remarquable de Ranjit Singh, le « Lion du Pandjāb », qui règne de 1799 à 1839. Son pouvoir s'étendit sur le Pandjāb, le Multan (annexé en 1818) et le Cachemire (annexé en 1819). Habile au jeu des alliances, Ranjit Singh se servit des Afghans pour ensuite se détacher d'eux; son armée, entraînée par des Européens, jouissant d'une puissante artillerie, en imposait suffisamment aux Anglais pour qu'ils signent avec lui le traité de Lahore (1838). Mais à sa mort la situation dans cette région, qui correspond à peu de chose près au Pakistan actuel, se transforme. L'unité factice du royaume de Ranjit Singh s'écroule; pour la préserver, ses successeurs appellent à la guerre contre l'envahisseur étranger. Les guerres ont surtout été menées par les Sikhs en 1845-1846 et 1848-1849; elles devaient se terminer par la défaite de ceux-ci et la conquête du Pendjab. A la suite de quoi les Sikhs allaient être de fidèles supporters de la Couronne anglaise.

La révolte des cipayes (1857).

Les cipayes étaient des soldats indigènes qui servaient dans l'armée de la Compagnie des Indes. Leur révolte a eu des causes nombreuses : affaiblissement du prestige de l'armée anglaise, surtout après les échecs en Afghānistān, en 1842, et les difficultés en Crimée; rébellion des anciens cadres dépossédés de leur autorité; enfin cause religieuse : crainte en face du dynamisme des missions chrétiennes. Le prétexte de l'insurrection fut la distribution aux cipayes de cartouches enduites de graisse de vache (animal sacré pour les hindous : il fallait déchirer les cartouches avec les dents, et le contact avec la graisse de vache était une grave transgression religieuse). Les cipayes brahmanistes se révoltèrent donc, suivis par la population et par une bonne partie des cipayes musulmans, en mai 1857. Les rebelles s'emparèrent de Delhi, Cawnpore et Lucknow et proclamèrent empereur un des descendants de la dynastie des Moghols. L'un des chefs de la rébellion, à Cawnpore, fut un Hindou : Nana Sahib. La grande Mutinerie s'accompagna de massacres, de répression, et d'atrocités de toutes sortes. L'armée mit deux ans à pacifier la vallée du Gange.

La conséquence immédiate de la Mutinerie fut la suppression de la Compagnie des Indes, dernière étape d'une évolution vers la « nationalisation » de la colonie. L'Inde devint donc une dépendance directe de la Couronne, administrée à Londres par un Conseil de 15 membres dirigé par un secrétaire d'État et à Calcutta même par un vice-roi des Indes assisté d'un organisme exécutif et d'un organisme législatif. L'« armée des Indes » fut plus largement européanisée, afin que des incidents pareils à ceux de mai 1857 ne puissent plus se reproduire; la nouvelle organisation fut promulguée le 1er novembre 1858; le rattachement symbolique à la Couronne fut souligné par la proclamation de la reine Victoria « impératrice des Indes » le 1er janvier 1877.

La colonisation britannique et le nationalisme indien.

L'Empire des Indes.

● *Statut politique et administratif.* Le régime colonial britannique aux Indes était assuré par les fonctionnaires de l'*Indian Civil Service* qui utilisaient des indigènes pour des postes de moindre autorité. L'anglais remplace le persan comme langue officielle; l'« anglicisation de l'Inde » remonte à la circulaire de Macaulay (1800-1859) imposant une instruction publique britannique, conformément à la thèse des « occidentalistes » que repoussaient les partisans de l'éducation indienne (les « orientalistes »). Mais cette armature administrative se superposait à une mosaïque indienne traditionnelle que la Compagnie des Indes avait laissée à peu près intacte : permanence des habitudes religieuses, qui avaient été combattues notamment par des gouverneurs libéraux comme Elphinstone et Bentinck au début du XIXe siècle (lutte contre le suicide des veuves, lutte contre les thugs, secte organisée en société secrète et qui pratiquait l'assassinat rituel); le gouvernement britannique maintient en place la plupart des petits souverains qui, protégés par la Couronne, peuvent ainsi conserver sinon leurs pouvoirs du moins leurs richesses parfois fabuleuses; le système des fermiers généraux (les *zamindars*), chargés de recueillir les impôts et dont les propriétés foncières sont importantes, subsiste. Les principaux vice-rois des Indes jusqu'au début du XXe siècle furent : lord Canning (1856-1862), lord Mayo (1869-1872) qui dut faire face à des problèmes économiques graves, lord Northbrook (1872-1876), lord Lytton (1876-1880) qui encouragea Disraeli à faire proclamer la reine Victoria impératrice des Indes, lord Ripon (1880-1884), vice-roi libéral qui abolit une partie des mesures anti-indiennes de son prédécesseur, lord Dufferin (1884-1888), lord Curzon (1899-1905) dont les réformes (instruction publique, division du Bengale en deux provinces en 1905) heurtèrent profondément l'opinion publique indienne et provoquèrent au Bengale une agitation « terroriste » importante.

● *Activité économique.* A l'ère victorienne, pratiquement jusqu'en 1890, c'est le régime libéral à sens unique (c'est-à-dire au profit de la Grande-Bretagne) qui est la règle; les Britanniques ont construit aux Indes des routes et des voies ferrées, développé l'agriculture (dans

le Nord-Ouest) grâce à d'énormes travaux d'irrigation et combattu, d'une façon d'ailleurs inefficace, les crises et les famines qui frappent périodiquement le pays. A la fin du XIXe siècle, l'Inde cesse de représenter pour les Britanniques un vaste réservoir de coton, de riz et de thé et les investissements de la métropole dans leur colonie deviennent plus importants (ils triplent entre 1910 et 1933). Une bourgeoisie industrielle nationale se constitue, mais il s'agit encore d'initiatives assez timides (avec cependant deux grosses exceptions : les sociétés cotonnières et les aciéries indiennes des familles Tata et Birla). Mais dans l'ensemble, l'Inde reste un pays essentiellement agricole, intégré dans une vaste économie de marché, dont la paysannerie est écrasée par une multitude d'obligations semi-féodales, les impôts et l'usure. Il y aura constamment, en Inde, des famines (dix-huit dans le dernier quart du XIXe siècle, provoquant 26 millions de morts), une agitation agraire qui entraîne des jacqueries d'importance ; Gandhi participera à l'une de ces révoltes en 1919 (dans le Pāndjāb).

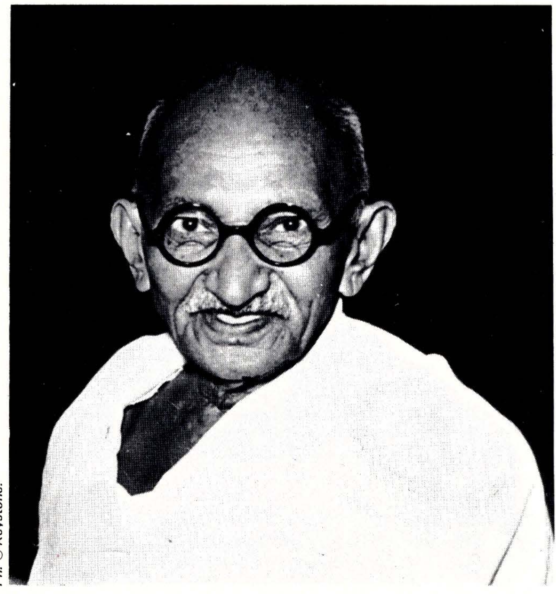
Le mouvement nationaliste et l'indépendance.

● *Parallèlement au mouvement de renaissance hindouïste* qui se dessine à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle se développe un mouvement politique, mené par des personnalités souvent libérales, désireuses, implicitement, de transposer dans le domaine des relations avec l'Angleterre l'effort qui, dans le domaine religieux, aboutit presque au *syncrétisme.* Elles fondent l'*Indian National Congress* et demandent à participer aux divers conseils législatifs et à pouvoir participer, à des échelons élevés, à l'administration organisée par l'*Indian Civil Service.* Après une phase libérale, considérée par les Britanniques comme une soupape de sûreté aux aspirations nationalistes, après aussi la vice-royauté de lord Curzon qui fut particulièrement autoritaire, des chefs se révèlent dont l'action correspond mieux aux aspirations populaires, tels le brahmane Tilak (1856-1920) qui publiait des journaux en mahratte, le *mahātmā* Gandhi (1869-1948, assassiné par un de ses compatriotes fanatiques), et le disciple de celui-ci, Çrî Jawāharlāl Nehru (1889-1964). La victoire du Japon sur la Russie éveille de grands échos en Inde et le Congrès, cédant aux instances de l'opinion publique, demande, en 1906, le *Swaraj,* c'est-à-dire l'autonomie complète (*Swaraj* est l'équivalent de l'anglais *Home Rule*). Tilak et Gandhi ne s'accordent d'ailleurs pas sur les méthodes de lutte contre la Grande-Bretagne ; Tilak prône la violence, Gandhi la non-violence et la non-coopération avec les colonisateurs.

● *De leur côté les Anglais* ont évidemment tenté de réagir. D'une part ils utilisent une arme diplomatique traditionnelle : « diviser pour régner », c'est-à-dire qu'ils mettent à profit les haines religieuses opposant musulmans et brahmanistes. D'autre part, ils accomplissent une série de réformes timides : en 1909, les réformes Minto-Morley permettent à quelques Indiens d'être élus dans les Conseils législatifs des provinces et du vice-roi ; en 1919, les réformes Montagu-Chelmsford divisent l'administration des provinces entre des autorités indigènes et, pour les affaires les plus importantes, les autorités représentant le vice-roi (ce qu'on a appelé la *dyarchie*) ; en 1935, le *Statut du gouvernement de l'Inde* accorde une autonomie interne restreinte, la Grande-Bretagne conservant le contrôle des finances, de la politique étrangère et de la police intérieure.

● *Dans cette lutte pour l'indépendance,* le mouvement nationaliste a souvent été divisé. À côté des modérés (comme Gokhale) et des partisans de la méthode violente (Tilak), on voit se dessiner une opposition de gauche à toute compromission avec les Britanniques (syndicats paysans et ouvriers, mouvement socialiste dans les années 20, autour de Nehru et de Chandra Bose, formation d'un parti communiste indien en 1921). Entre tous ces mouvements, la position de Gandhi est difficile à préciser. Il fut, sans nul doute, un *patriote conservateur,* séduisant indiscutablement les masses populaires par un ascendant exceptionnel (sa « non-violence » était d'ailleurs une vieille tradition hindoue) mais, en fait, extrêmement proche des classes possédantes indigènes.

● *La dernière phase* du mouvement pour l'indépendance de l'Inde débute au lendemain de 1937. Les campagnes spectaculaires de Gandhi pour l'indépendance, qui ne sont déjà plus soutenues depuis près de vingt ans par les musulmans (le quart de la population de la péninsule ; ils ont fondé une *Ligue musulmane* en 1906), donnent au Congrès national indien la place prépondérante dans la plupart des gouvernements de provinces ; en 1940 la Ligue musulmane (dirigée par l'avocat Jinnah, 1876-1948) demande officiellement la création d'un Pākistān indépendant, séparé de l'Inde


Ph. © Keystone.

Mohandas Karamchand Gandhi (1869-1948), surnommé le Mahātmā (« la Grande Âme »), avait fondé son mouvement sur la non-violence.

« hindouiste ». L'accélérateur du processus d'indépendance fut la Seconde Guerre mondiale : l'Inde, par son vice-roi du moment (lord Irwin), avait évidemment déclaré la guerre aux puissances de l'Axe, mais le Congrès national indien entendait la déclarer aussi pour son compte, une fois l'indépendance obtenue. La conjoncture des alliances (entre la Grande-Bretagne et l'URSS, toutes deux adversaires des puissances de l'Axe) donne au parti communiste indien la possibilité de reprendre légalement ses activités. Se heurtant aussi bien à Gandhi qu'aux communistes, le mouvement de l'*Armée nationale indienne,* soutenu par Chandra Bose, voyait dans la guerre l'occasion d'une libération de l'Asie aux côtés du Japon. En 1942, la mission Cripps propose aux nationalistes le statut de dominion ; le Congrès indien le refuse, fait à nouveau appel à la désobéissance civile ; les autorités britanniques organisent la répression (plus de 60 000 arrestations) et, jusqu'à la fin de la guerre, le mouvement nationaliste indien ne se manifeste plus.

L'indépendance.

La loi d'indépendance.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'indépendance de l'Inde est proclamée, le 20 février 1947, par l'*Indian Independence Act ;* c'est la volonté d'aboutir du gouvernement travailliste anglais de l'époque, et la clairvoyance et la maîtrise du vice-roi, lord Mountbatten, qui ont permis cette transformation importante et qui ont évité à la Grande-Bretagne, probablement, une guerre coloniale qui l'aurait certainement appauvrie. La loi d'indépendance fut adoptée le 18 juillet 1947 et la transmission des pouvoirs eut lieu officiellement le 15 août 1947. L'Inde était divisée en deux dominions indépendants : l'Union indienne avec comme capitale New Delhi, et le Pākistān comprenant deux zones distantes de 1 700 km : le bassin de l'Indus (Pākistān occidental) et la portion orientale du Bengale. Le Pākistān oriental est devenu un État indépendant sous le nom de Bangladesh (capitale : Dacca) en décembre 1971 ; le Pākistān occidental est devenu le Pākistān (capitale Karāchi jusqu'en 1960, puis Islāmābād). Chacun de ces deux États compte environ 80 millions d'habitants en 1982.

L'Union indienne *(Bhārat).*

● *Constitution et organisation.* État membre du *Commonwealth,* l'Union indienne est régie par la constitution adoptée le 26 novembre 1949 (vingt-six amendements y ont été ajoutés entre 1950 et 1968). L'Inde est une Union qui comprend vingt-deux États et neuf territoires. Chaque État est administré par un gouvernement nommé par le président de l'Union pour cinq ans ; les territoires sont administrés directement par le gouvernement central. La capitale est New Delhi. Le chef de l'État est un président de l'Union élu par tous les membres du parlement et des assemblées législatives des différents États, tous les cinq ans. Le vice-président est, d'office, le président du Conseil des États. Le parlement comprend le Conseil des États ou Chambre Haute, et l'Assemblée du Peuple, ou Chambre Basse, réélus tous les cinq ans. Le Cabinet, dirigé par un Premier ministre, est responsable devant l'Assemblée du Peuple (les larges majorités toujours obtenues par le parti du Congrès national indien ont eu pour conséquence une très grande stabilité gouvernementale). Se sont sucédés à la tête de l'État indien depuis 1950 : Rajendra Prasad (1950-1962), Sarvepalli Radha Krishnan (1962-1967), Zakir Hussain (1967-1969), Varah Ghiri Venkata Giri (1969-1974), Fakhruddin Ali Ahmed (1974-1977), Neelam Sanjiva Reddy (1974, en poste en 1982). La langue officielle est l'*hindi* (avec l'écriture *devanagari*), et, parallèlement, l'anglais. Les vingt-deux États de l'Union indienne ont été créés sur la base de l'unité linguistique (ce souci était lié au problème complexe de la suppression du *régime des castes* et au difficile problème de la multiplicité des langues, dont le nombre en 1961 a été évalué à 1 652 !). L'Union indienne a eu, dès ses débuts, à régler l'intégration dans l'Union des États princiers qui ne faisaient pas partie de l'Inde britannique et qui étaient liés à la Grande-Bretagne par des traités particuliers (il y en avait 562). Les difficultés avec le Pākistān sont étudiées ci-après.

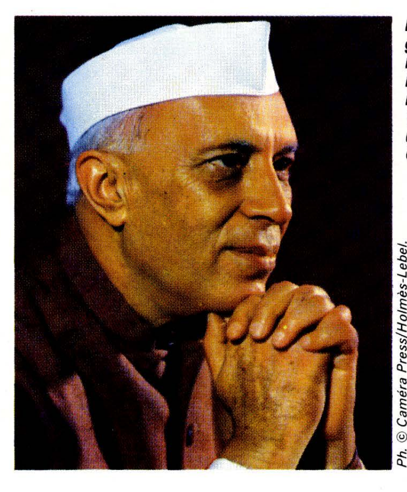
● *La vie politique* indienne est essentiellement dominée par les questions d'ordre économique. Le régime de planification démocratique qui a été institué par le parti du Congrès (dirigé, depuis 1959, par Mme Indira Gandhi) n'a pas donné les résultats que les gouvernements successifs espéraient. Les plans quinquennaux se sont révélés assez décevants, tant par une mauvaise appréciation des priorités que par une sous-estimation des projets ; de plus l'économie indienne a manqué du moteur fondamental de toute économie libérale : l'existance d'une épargne. Par ailleurs, dans le domaine alimentaire, l'accession à l'indépendance n'a pas supprimé le grave problème des famines qui avait été déjà la plaie de l'Inde britannique ; une solution nouvelle à la pénurie a cependant été utilisée : l'appel à l'aide américaine en nature.

Malgré ses échecs économiques et sociaux, le parti du Congrès et son président, Mme Indira Gandhi se sont maintenus au pouvoir sans discontinuer jusqu'en 1977. La période la plus troublée, en politique intérieure, se situe entre 1972 et 1975, après la guerre contre le Pākistān (voir ci-dessous) : bien que Indira Gandhi remporte triomphalement les élections de mars 1972, elle doit subir les attaques de l'aide gauche de son propre parti, réclamant la nationalisation des moyens de production ; il existe de plus des mouvements séparatistes, durement réprimés (Nagaland, Assam, Andhra Pradesh) et une agitation antigouvernementale (étudiants, « intouchables », extrême-gauche). Au début de 1975, J. Narayan entreprend une campagne dans l'état de Bihar contre l'autoritarisme grandissant d'Indira Gandhi et contre la corruption du pouvoir ; le mandat de député d'Indira Gandhi est même annulé pour fraude électorale par la Cour Suprême d'Allāhābād le 12 juin 1975, mais cet arrêt a été cassé par la Cour Suprême de l'Union Indienne. Indira Gandhi instaure alors l'état d'urgence (26 juin 1975) et un régime de répression arbitraire tend à s'établir.

En mars 1977, les adversaires du parti du Congrès (à savoir le parti *Janata* et le Congrès pour la démocratie = CPD) gagnent les élections, et chassent Indira Gandhi du pouvoir ; le nouveau Premier ministre, Morarji Desai, doit gouverner en s'appuyant sur une majorité hétéroclite

Mujibur Rahman (1920-1975), animateur de l'indépendance du Bangladesh, dont il fut le chef d'État de 1971 à 1975.


Ph. © C. Spengler/SIPA-PRESS.



Ph. © Caméra Press/Holmès-Lebel.

Le pandit (titre religieux) Çri Jawāharlāl Nehru (1889-1964), Premier ministre de l'Union indienne de 1947 à sa mort; il fut un des disciples de Gandhi.



Ph. © F.P.G./Holmès-Lebel.

Mme Shrimati Indira Gandhi (née en 1917), Premier ministre de l'Union indienne de 1966 à 1977 et depuis 1980 : elle est la fille du pandit Nehru.

et ses tentatives pour éliminer Indira Gandhi de la vie politique échouent. Morarji Desai démissionne en juillet 1979, et des élections générales anticipées (janvier 1980) redonnent le pouvoir à Indira Gandhi (qui avait créé, en janvier 1978, un nouveau parti : le *Congrès Indira*), pouvoir qu'elle détient encore au début de l'année 1983.

En politique extérieure, les gouvernements successifs ont poursuivi une politique apparemment pacifiste et neutraliste (quoique l'Union soit toujours membre du *Commonwealth*). Le conflit avec la Chine, en 1962 (sur la frontière de l'Assam), a imposé à l'Inde d'avoir recours à l'aide militaire américaine et a quelque peu affaibli la position neutraliste en question. Les relations politiques entre l'Union indienne et l'URSS (traité indo-soviétique d'amitié et d'assistance mutuelle signé le 9 août 1971) ainsi qu'entre l'Union et les pays non engagés comme la Yougoslavie et l'Égypte restent cependant extrêmement bonnes. Enfin, il faut noter que la politique indienne visait aussi à développer la solidarité afro-asiatique. Cet idéal, pour lequel le *pandit* Nehru a combattu, a donné à l'Inde un rôle important à la Conférence panasiatique de Delhi (1947), à la Conférence sur l'Indonésie (janvier 1949) et enfin à la Conférence de Bandoeng (avril 1955).

Depuis 1971, la position internationale de l'Inde s'est affirmée : la guerre avec le Pākistān (voir ci-dessous) a pour conséquences l'invasion du Bengale et la création de l'État indépendant du Bangladesh (2-6 décembre 1971) ; en mai 1974, l'Inde fait exploser sa première bombe nucléaire. Les rapports avec les puissances voisines se normalisent : rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine (rompues depuis 1962) en avril 1976 ; accord d'Islāmābād avec le Pākistān (14 mai 1976) ; prise de position très nette en ce qui concerne l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS.

Union indienne, Pākistān et États limitrophes.



Le Pākistān.

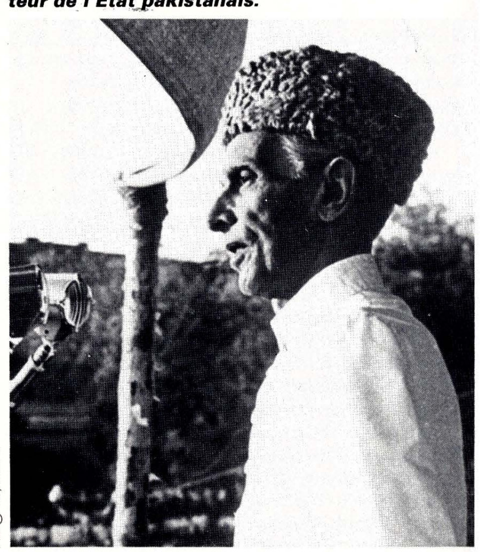
Voir la chronologie du Pākistān à la p. 133 de l'*Annexe*.

● *Constitution et organisation.* Indépendant en 1949, le Pākistān ne s'est donné une constitution qu'en 1956, après neuf années de luttes politiques, lorsque le président Iskander Mirza proclama la République islamique du Pākistān (23 mars 1956) ; son successeur, Muḥammad Ayyūb Khān, chef du gouvernement et chef de l'État de 1958 à 1969, a modifié la constitution en 1962, en l'orientant vers le présidentialisme. Le régime a changé encore en 1973 et en 1981 (Constitution provisoire promulguée le 24 mars 1981 par le général Zia al-Haq ; l'Assemblée nationale et le Sénat ont été dissous en 1977). Le Pākistān est divisé en quatre *régions :* le Pāndjāb, le Sind, le Baloutchistān et la NWFP (initiales de *New West Frontier Province*) ; la capitale est Islāmābād depuis 1959 (ancienne capitale : Karāchi).

● *Politique intérieure.* L'histoire interne du Pākistān s'explique en partie par la disparition des grands leaders musulmans au lendemain même de l'indépendance (l'idée d'un État musulman dans cette région a été lancée vers 1930 par le poète et philosophe Muḥammad Iqbāl, dont l'influence a été considérable sur les intellectuels qui ont créé le Pākistān moderne) : Jinnah, chef de la Ligue musulmane dont il était membre depuis 1913, fondateur de l'État pakistanais, est mort en 1948. Le régime parlementaire n'a pu fonctionner dans ce pays divisé et complexe (jusqu'en 1971, le Pākistān englobait l'actuel État pakistanais, qui était appelé Pākistān occidental, et le Bangladesh, appelé Pākistān oriental). Émeutes, assassinats politiques et troubles en tous genres se sont succédés jusqu'en 1956, époque où Iskander Mirza prend le pouvoir et instaure la République islamique du Pākistān. En 1962, le maréchal Ayyūb Khān, président de la République depuis 1958, impose un régime présidentiel et ne parvient pas à résoudre ni les problèmes économiques (échec des plans quinquennaux), ni ceux que posent l'agitation autonomiste au Pākistān oriental (actuel Bangladesh). Après les révoltes populaires de 1968-1969, Ayyūb Khān remet ses pouvoirs au général Yahya Khān, commandant de l'armée de terre, qui proclame la loi martiale. Yahya Khān se retire en décembre 1971, après la victoire écrasante de l'Inde dans le conflit du Bangladesh (voir ci-après) ; il est remplacé par le leader socialiste Zulfikar Ali Bhutto, président de la République de 1971 à 1973 et chef du gouvernement jusqu'en 1977 (de 1973 à 1977, le chef de l'État est le général Chandhri Fazal Elahi). Le 4 juillet 1977, le général Zia ul-Haq s'empare du pouvoir après un coup d'État ; il instaure « l'ordre islamique », fait juger et exécuter Ali Bhutto (1979) et promulgue une constitution provisoire (janvier 1981). Il tente de régler d'une manière autoritaire les menées de l'opposition (les anciens partisans d'Ali Bhutto) et l'agitation autonomiste au Baloutchistān.

● *Politique extérieure.* Les grands problèmes extérieurs concernent les rapports avec l'Inde. Un premier conflit a éclaté en 1947 au sujet du Cachemire. Réuni au Jammu, le Cachemire est réclamé par l'Union Indienne et par le Pākistān ; une série de conflits armés ont conduit à la conférence de Tachkent, partageant le Cachemire entre les deux États. Le second conflit remonte à 1971 (agitation autonomiste au Bengale) ; devant la violente répression militaire entreprise par Yahya Khān contre la population bengalie, l'armée indienne envahit le Cachemire pakista-

Muḥammad ʿAlī Jinnāh (1876-1948), créateur de l'État pākistanais.



Ph. © Keystone.

nais et le Bengale (décembre 1971). En quinze jours, l'armée indienne atteint Dacca (reddition de l'armée pakistanaise) ; le traité de paix indo-pakistanais a été signé à Simla, le 2 juillet 1972, mais le Pākistān ne reconnaîtra officiellement le Bangladesh que dix-huit mois plus tard (22 février 1974, à Lahore).

Dépendant économiquement des grandes puissances (États-Unis, Chine) et des pays musulmans, le Pākistān a vu aussi son intégrité menacée au Baloutchistān et dans la province des Pathans ; l'agitation autonomiste y est sans doute fomentée à partir de l'Afghānistān par l'URSS : il est certain que la création d'un Baloutchistān « indépendant » d'obédience soviétique favoriserait la progression de l'URSS vers la mer d'Oman. Et cela explique le soutien économique et militaire que Washington accorde actuellement au gouvernement du général Zia.

Autres États indépendants de l'Asie indienne.

Voir la chronologie de ces États à la p. 134 de l'*Annexe*.

● *Le Bhoutan* (capitale Punākha et, en été, Thimphu) est habité par des Mongols et des Tibétains. Ancien État théocratique, c'est maintenant un royaume indépendant (depuis 1971) aidé financièrement par l'Union indienne (qui contrôle ses relations extérieures). Le souverain actuel est Jigme Singhi Wangchuk (depuis 1972, date à laquelle il a succédé à son père).

● *Sri Lanka* (Ceylan ; capitale : Colombo), après avoir été un comptoir portugais, cédé de 1658 à 1796 à la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, a été annexé par la Grande-Bretagne en 1796. C'est un État indépendant, membre du Commonwealth depuis 1948.

Deux partis se sont alternativement maintenus au pouvoir : l'*United National Party* (UNP) et le *Freedom Party* (FP). Le premier a gouverné l'État de 1947 à 1956 (les Senanayake, père et fils) et depuis 1977 (Junius Richard Jayawardene et Ranasinghe Premadasa) ; le second a été au pouvoir de 1956 à 1977 (Salomon Bandaranaike de 1956 à 1959, date de son assassinat ; sa veuve de 1959 à 1977). La constitution actuelle (promulguée le 7 septembre 1978) est de type présidentiel (République démocratique socialiste de Sri Lanka). Le gouvernement cinghalais doit faire face non seulement aux difficultés politiques classiques, mais aussi aux conflits ethniques, religieux et linguistiques qui opposent les Cinghalais (77 % de la population estimée à 15 millions d'habitants en 1982) aux Tamouls (20 % de la population ; d'origine dravidienne et non indo-aryenne comme les Cinghalais).

● *Le Népal* est un royaume indépendant ; ancien protectorat britannique où la famille Rānā fut — de 1846 à 1951 — détentrice du pouvoir réel, le Népal a adopté une position *neutraliste* en Asie. Son évolution économique doit autant aux puissances « capitalistes » qu'à la Chine populaire. Le Népal est une monarchie constitutionnelle (constitution de 1971, amendée en 1975 et en 1980) ; le souverain actuel est Birendra Bir Bikram (depuis 1972) ; la capitale est Katmandou.

● *L'archipel des îles Maldives* est un sultanat indépendant (depuis juillet 1965), érigé en République le 11 novembre 1968.

Le Pākistān jusqu'en 1970.

Jusqu'à 1940, l'histoire du Pakistan se confond avec celle du subcontinent indien (voir *Annexe*, tableau nº 4). Elle débute réellement en 1940 (demande de création de l'État pakistanais, par Mohammed Ali Jinnah).

1940 — Jinnah réclame la création du Pakistan.

20 fév. 1947 — Annonce de l'indépendance du dominion indien à Londres.

15 août 1947 — Indépendance du Pakistan.

Oct. 1947 — Guerre au Cachemire.

1948 — Mort de Jinnah. Hyderabad occupée par l'Inde.

Sept. 1948 - oct. 1951 — Khawaja Nazimuddin, premier ministre.

1949 — Cessez-le-feu au Cachemire.

Oct. 1951 - août 1955 — Goulam Mohammed, premier ministre.

1954 — Pacte de Manille.

1955 — Conférence de Bandoeng. Pacte de Bagdad.

1955-1958 — Iskander Mirza, premier ministre, puis président provisoire de la République.

1956 — Entrée en vigueur de la constitution de la République du Pakistan.

28 oct. 1958 — Concentration des pouvoirs entre les mains du maréchal Muhammad Ayyoub Khân.

1960-1965 — Deuxième plan quinquennal (réforme agraire).

1961 — Rupture des relations avec l'Afghanistan (au sujet du Pathanistan).

Mars 1962 — Constitution présidentielle.

Mars 1963 — Accord entre le Pakistan et la Chine au sujet de la frontière occidentale du Cachemire.

Mai-sept. 1965 — Conflit armé entre le Pakistan et l'Inde au sujet du Cachemire.

10 janv. 1966 — Conférence de Tachkent : règlement provisoire du problème du Cachemire.

1965-1970 — Troisième plan quinquennal (nouveaux investissements).

Chronologie du Sikkim et du Bhoutan.

Sikkim	Dates	Bhoutan
Une famille tibétaine bat les Lepchas du Sikkim et fonde la principauté. Celle-ci dépend du Tibet jusqu'au XVIIIe siècle.	1641	
	1772	Invasion bhutanaise au Bengale. Intervention anglaise.
	1774	Traité de paix. Établissement de relations commerciales avec les Britanniques.
	1826	Les Britanniques occupent Assam.
Cession de Darjeeling aux Anglais.	1839	
Les Britanniques, en réponse à des provocations, s'emparent de la région du Terai.	1849	
Protectorat britannique sur le Sikkim, reconnu par la Chine en 1890.	1861	
	1865	Invasion anglaise. Le Bhoutan devient vassal de l'Inde.
Le maharajah refuse de coopérer avec la Grande-Bretagne. Il est mis en résidence forcée à Darjeeling.	1893	
	1907	Élection du premier maharajah héréditaire, Ugyen Wangchuk.
	1910	Traité donnant à la Grande-Bretagne le contrôle des relations extérieures du Bhoutan.
Avènement du maharajah Tashi Namgyal.	1914	
Indépendance de l'Inde qui prend la relève de la Grande-Bretagne pour assumer les relations extérieures du Sikkim.	1947	
	1949	Le contrôle des relations extérieures passe à l'Inde.
	1950	Occupation chinoise.
Signature d'un traité de protectorat avec l'Inde.	1952	Avènement du maharajah Jigme Dorji Wangchuk, reconnu comme roi du Bhoutan.
Devant les revendications territoriales de la Chine, la défense du Sikkim est confiée à l'armée indienne.	1962	
Avènement du maharajah Palden Thondup Namgyal.	1963	

Ceylan.

IIIe s. av. J.-C. — Implantation du bouddhisme à partir de 246 (débarquement du prêtre bouddhiste Mahinda).

XIe s. — Invasion des Tamouls du sud de l'Inde. Destruction de la capitale, Anuradhapura.

1153 — Apogée de la monarchie cinghalaise avec Parakama-Bahu, roi de Pihiti, qui devient roi de Lanka (Ceylan) en 1155.

1408 — Ripostant à l'insulte faite à un envoyé chinois, la Chine envahit militairement l'île qu'elle domine pendant trente ans. Le roi Vijaya-Bahu IV est emmené en captivité.

1505 — Le navigateur portugais Francisco de Almeida débarque à Ceylan. L'île est alors composée de sept royaumes.

1507 — Les Portugais construisent un fort à Colombo ; jusqu'à la fin du XVIe s., ils seront en conflit avec les royaumes cinghalais.

1602 — Débarquement du Hollandais Joris Spilberg sur la côte est de Ceylan.

1638-1658 — Une expédition hollandaise détruit les établissements portugais de la côte est. Les Hollandais prennent successivement Negombo (1644), Colombo (1656) et Jaffna (1658). Ils deviennent les maîtres de la quasi-totalité de l'île, à l'exception du royaume de Kandy.

1795 — Début de la conquête de Ceylan par les Anglais.

1802 — Le traité d'Amiens reconnaît à la Grande-Bretagne la possession de Ceylan qui devient colonie britannique.

1803 — Les Anglais envahissent et occupent Kandy.

1915 — Troubles entre bouddhistes et musulmans.

1920 — Réforme constitutionnelle.

1931 — Nouvelle constitution. Le Conseil législatif et le Conseil exécutif sont remplacés par un Conseil d'État ayant des fonctions législatives et exécutives.

1946 — Nouvelle constitution prévoyant un gouvernement de cabinet présidé par un premier ministre.

4 févr. 1948 — Ceylan devient un dominion du Commonwealth britannique.

1948-1952 — D. Stephen Senanayake, premier ministre *(United National Party)*.

1952-1953 — Ministère de Dudley Senanayake (fils du précédent premier ministre).

1953-1954 — Ministère de sir John Kotelawala.

1956-1959 — Ministère Salomon Bandaranaike (Parti de la Liberté), assassiné en 1959.

1960-1965 — La veuve de Bandaranaike, premier ministre : politique nationaliste et anticapitaliste.

1965 — Victoire de l'U.N.P. (Dudley Senanayake); abolition des mesures de nationalisation.

Le Népal.

1324 — Conquête du Népal par le rajah de Simraun Harisinha-deva, qui fonde la dynastie des Ayodhya (quatre rajahs successifs).

1386-1429 — Règne de Jahyastithi Malla, rajah de la dynastie des Malla, qui introduit le système des castes.

1429 — Yaksha Malla succède à Jahyastithi et divise le Népal en quatre États : le Banepa, le Bhatgaon, le Katmandou et le Patan.

1765 — Les Gurkhas, menés par le rajah Prithwi Narayana, attaquent le Népal. Les Anglais du capitaine Kinloch, appelés par le rajah du Katmandou, sont refoulés.

1768 Fin de la conquête du Népal par les Gurkhas.

1777 — Mort de Prithwi Narayana. Troubles successoraux.

1790 — Les Gurkhas envahissent le Tibet. Ils se heurtent aux Chinois qui envahissent le Népal en 1791.

1792 — Victoire des Chinois qui imposent leur suzeraineté au Népal.

1791-92 — Traités de commerce avec les Britanniques, renouvelés en 1801.

1814 — Déclaration de guerre par les Britanniques, à la suite d'incidents de frontière.

1815 — Traité de Segowlie, établissant un résident britannique à Katmandou.

1846-77 — Gouvernement de Juna Bahadur; il resserre les liens avec les Britanniques.

1854-56 — Guerre avec le Tibet. Paix favorable au Népal.

1857 — Nana Sahib, chef des cipayes révoltés des Indes, se réfugie au Népal. Juna Bahadur soutient les Britanniques; les rebelles sont refoulés en 1859.

1915-18 — Le Népal est allié à la Grande-Bretagne pendant la Première Guerre mondiale.

1923 — Traité d'amitié avec la Grande-Bretagne qui reconnaît la pleine indépendance du Népal.

1948 — Mohan Shunshar Jung Bahadur, premier ministre (pris traditionnellement dans la famille des Rana), demande une réforme instituant une monarchie constitutionnelle. Opposition du souverain, Tribhuvana Bir Bikram Jung Bahadur.

1950 — Établissement de la monarchie constitutionnelle. Les Rana sont définitivement écartés du pouvoir en 1951.

1955 — Avènement du roi Mahendra Bir Bikram.

1956 — Accords sino-népalais sur le Tibet.

1959 — Proclamation d'une constitution démocratique.

1961 — Accords sino-népalais sur les frontières.

1962 — Nouvelle constitution.

1963 — « Code Mahendra » (modernisation du Droit).

Les îles Maldives.

1518 — Les Portugais tentent de s'établir sur les îles Maldives.

1645 — Les Maldives, après les raids fréquents de pirates de la côte de Malabar, demandent la protection des souverains de Ceylan et deviennent une dépendance de celle-ci.

1887 — Protection britannique sur les îles Maldives.

1952 — Les îles Maldives, jusqu'ici gouvernées par des sultans héréditaires, deviennent une république. Amin Didi, cousin du dernier sultan, devient président de la République.

1954 — L'archipel redevient sultanat.

1960 — Accord avec le sultan concernant les bases militaires anglaises.

1965 — Pleine indépendance des îles Maldives à la convention de Colombo.



India Office, Londres. Ph. © Brompton-Studios.

***Le Shāhnāmè** ou **Livre des Rois** est un poème épique écrit par le poète persan Firdawsī. Le héros de ce **Livre des Rois** est Rostam, qui se signale dans ses luttes contre les Touraniens par des prouesses merveilleuses. Cette miniature persanne du XVIIe siècle montre la naissance de Rostam qui, selon le poème, vint au monde grâce à une césarienne.*

LA PERSE ET L'IRAN

LA PERSE JUSQU'A LA FIN DU XIXe SIÈCLE.

D'Alexandre le Grand à la conquête arabe.

Les Séleucides.

Après la mort d'Alexandre le Grand (323 av. J.-C.), c'est le *satrape* (gouverneur) macédonien de Babylone, Séleucos (vers 355-280 av. J.-C.), qui recueille aux alentours de 312 l'héritage achéménide, amputé de quelques provinces, vers l'est et vers l'ouest. La dynastie qu'il fonde va se maintenir jusqu'en 64 av. J.-C. Il bâtit deux capitales : Séleucie-sur-le-Tigre et Antioche-sur-l'Oronte (en Syrie).

● *Les deux capitales* correspondent aux deux parties d'un empire immense qui auront des destinées différentes. Les provinces dépendant de Séleucie tomberont sous la coupe des Parthes (voir ci-dessous) au milieu du IIe siècle av. J.-C. ; finalement la Perse séleucide se réduit au petit *royaume de Syrie,* bientôt absorbé par Rome (64 av. J.-C.). L'histoire des Séleucides est donc l'histoire d'une dégradation continuelle de l'empire, qui s'effrite petit à petit sous les coups des conquérants étrangers : Égyptiens, Parthes, Romains. Il ne faudrait cependant pas négliger l'importance de la période séleucide, puisqu'elle a permis l'hellénisation plus ou moins importante de la Perse (fondation de nombreuses cités hellénistiques) et la transmission des modes de pensée et de vie helléniques aux peuples voisins.

● *Après Séleucos,* retenons les règnes d'Antiochos Ier (280-261), d'Antiochos II (261-246) qui perd la Bactriane (l'actuel Afghānistān) l'Hyrcania et la Parthie, de Séleucos II (246-226) qui subit les premiers assauts importants des Parthes, d'Antiochos III (223-187) qui regroupe provisoirement les provinces de l'empire mais qui subit, en Asie Mineure, la loi des Romains (paix d'Apamée en 188), d'Antiochos IV (175-164) qui verra se désagréger définitivement cet empire qu'Alexandre avait rêvé d'unifier.

Les Parthes.

Les Parthes sortent de l'ombre au IIIe siècle av. J.-C. ; ils ont peut-être été appelés ainsi à l'époque achéménide (*Parthava* = « cavaliers »), parce qu'ils nomadisaient entre la Caspienne et la mer d'Aral. D'où viennent-ils ? Qui sont-ils ? C'est encore pour l'historien un mystère. Vers 250 av. J.-C. le Parthe Arsace fonde une dynastie (les Arsacides) avec son frère Tiridate (248-214) qui s'empare d'une région située au sud-est de la Caspienne et crée deux capitales : Arsak et Hécatompylos.

Les souverains parthes ont grignoté peu à peu la Perse séleucide avant de se heurter aux Romains, qui n'eurent jamais de plus dangereux adversaires ; voici une chronologie résumée de la période arsacide après les règnes d'Artaban Ier (214-196 av. J.-C.), vaincu par Antiochos III, et de son fils Priapatus.

— Mithridate Ier (171-138), surnommé Philhellène, annexe toute la Perse jusqu'à l'Euphrate ; il combat avec succès le Séleucide Démétrios et installe en face de Séleucie-sur-le-Tigre une garnison qui deviendra plus tard la capitale de l'empire : Ctésiphon.

Phraatès II, son fils, écrase une tentative de récupération des provinces perdues menée par Antiochos VII Sidetès, qui est tué en 129 : les Parthes sont alors aux portes de la Syrie. Phraatès II doit lui-même faire face à un danger oriental. Dans le Turkestan chinois les Xiongnu (voir p. 50) chassent devant eux les Tokares (tribu scythe) qui bousculent à leur tour les Scythes vivant aux confins de l'Empire perse (les Çakas). Ceux-ci fondent sur la Parthie et la Bactriane (ce sont les mêmes mouvements de populations qui atteignent l'Inde ; voir p. 30).

Mithridate II prend le pouvoir vers 123 av. J.-C. : il rétablit l'ordre dans l'empire (rébellion de la Babylonie), arrête l'invasion scythe (repoussée vers la plaine indo-gangétique) et conclut en 115 un traité de commerce avec l'empereur de Chine. (Il ne faut pas confondre les « Mithridate » parthes avec Mithridate VI Eupator — vers 132-63 av. J.-C. — fondateur entre 112 et 93 du *royaume du Pont* qui englobait toute l'Asie Mineure et auquel se heurtèrent les Romains de 88 à 63 av. J.-C.)

— Dans le courant du Ier siècle av. J.-C., les Parthes tiennent tête, tant bien que mal, aux Romains : Orodès Ier (55-37 av. J.-C.) vainqueur de Crassus à Carrhae en 53, Phraatès IV (37 av. J.-C.-2 apr. J.-C.), vainqueur de Marc Antoine en Arménie (36 av. J.-C.). Puis Rome cherche à traiter avec les Parthes dont elle se protège par la création d'États tampons (Palmyre, Arménie). Le Ier siècle apr. J.-C. est fait de longs moments de paix entrecoupés de guerres farouches et brèves, conduites par des souverains inégaux dont le plus marquant est Vologèse Ier (vers 51-75) sous le règne duquel fut peut-être rédigé l'*Avesta.*

— Au IIe siècle apr. J.-C., Trajan puis Hadrien acceptent d'abord la frontière de l'Euphrate comme limite de l'Empire romain en Asie (paix romano-parthe signée par Osroès en 123). La trêve cesse sous le règne de Vologèse III (148-192) qui envahit la Syrie : il est battu par les troupes d'Antonin le Pieux à Doura, mais les armées romaines sont décimées par la peste ; Vologèse III se relancera à l'assaut de la Syrie et de l'Arménie pendant le règne de Marc Aurèle. Ses successeurs (notamment Vologèse V, Artaban IV) reprendront la guerre contre Caracalla, puis contre Macrinus.

Les Sassanides.

Les rois parthes, adversaires irréductibles de la puissance romaine, n'ont jamais fait preuve, paradoxalement, d'une grande autorité à l'intérieur de leur empire où ils tolèrent de nombreux dynastes locaux. C'est la révolte de l'un d'eux, Ardachīr (environ 226-241), petit-fils d'un prêtre de Persépolis nommé Sāssān, prêtre du temple d'Anahita à Istakhr, héritière de Persépolis, contre l'Arsacide Artaban IV qui installe au pouvoir la dynastie des *Sassanides* (renversée en 651 à l'arrivée des Arabes).

Les Sassanides sont originaires du Fars (région de Chiraz). Comme tels, ils représentent l'élément national perse et ils ont eu l'habileté de fonder leur pouvoir sur la religion nationale, le mazdéisme. Le plus brillant des souverains sassanides fut Chosroès Ier (531-579), dont le nom persan est Kisrā Anūsharwān ; il a lutté victorieusement contre Byzance.

● *Sur le plan intérieur,* la Perse des Sassanides est un État fortement centralisé et hiérarchisé (la capitale est Séleucie-Ctésiphon). Le souverain est l'objet d'un véritable culte (rites de prosternation) qui sera ensuite imité par les empereurs byzantins ; il est assisté d'un grand vizir et d'un général en chef et gouverne les provinces de l'empire grâce à un service de poste royale très efficace, semblable à celui des Achéménides. La fiscalité est rigoureuse (capitation et impôts fonciers) et les administrations spécialisées gèrent les revenus de l'État (finances, agriculture, industrie et commerce).

● *Le clergé,* sous les Sassanides, a un rôle éminent ; il comprend une hiérarchie minutieuse avec, au sommet, le *mūbadhān mūbadh* et, en dessous de lui, les « prêtres supérieurs » *(mūbadh),* les préposés au Temple, puis, au bas de l'échelle, les *mages.* Le mazdéisme est religion d'État et la compilation officielle de l'*Avesta* (commencée sous les Arsacides) a eu lieu à l'époque sassanide (texte définitif de l'*Avesta* divisé en 21 livres ou *nask*).

● *Sur le plan extérieur,* les Sassanides ont d'abord résisté victorieusement aux Romains, puis à Byzance. La lutte entre les deux empires eut lieu notamment par l'intermédiaire des royaumes arabes lakhmide (allié de la Perse) et ghassānide (allié des Romano-Byzantins) ; voir à ce sujet la p. 23.

Au VIIe siècle, profitant de la décomposition intérieure de l'État sassanide due à l'intolérance du clergé zoroastrien et à l'indépendance des féodaux, les Arabes musulmans s'attaquent à la Perse : vainqueurs à al-Qādisiyya (634), puis à Nihāwand (642), les Arabes conquièrent peu à peu tout l'empire des Sassanides dont le dernier souverain, Yazdigird III, périt en 651.

De la conquête arabe aux Séfévides.

L'islām en Perse et la conquête turco-mongole.

Voir aussi les pp. 132 et 134 de l'*Annexe*.

● *Les Iraniens* furent presque tous convertis à l'islām, mais ils supportèrent fort mal la domination umayyade. La rébellion qui devait porter au pouvoir les ʿAbbāssides est partie de l'ancienne province de *Parthie* (voir p. 24). Les ʿAbbāssides ont été fortement influencés par la civilisation sassanide (leur capitale, Baghdād, est au cœur de la Mésopotamie, à proximité de Ctésiphon), mais leur autorité sur l'Iran s'est affaiblie après le règne de Hārūn ar-Rashīd (mort en 809). Aux IXe et Xe siècles, l'Iran perd à nouveau son autorité et ce sont des dynasties indigènes locales qui se partagent le pouvoir : Ṭāhirides, Ṣaffārides, Sāmānides et Buwayhides.

● *Les Turcs* (voir p.41) dont les tribus se convertissent à l'islām entre le VIIIe et le Xe siècle, imposent peu à peu leur tutelle aux provinces iraniennes qui sont à leur portée. En Afghānistān la région de Ghazna tombe entre leurs mains en 962, et, à la même époque, les Turcs seldjoukides (voir p. 41) commencent à bâtir — aux dépens des Byzantins — leur vaste empire, incluant la Perse. L'histoire de l'Iran se fond alors dans l'histoire des Turco-Mongols (voir p. 41 et p. 52) : élimination des Seldjoukides en 1194, avec l'aide des Mongols Qara Khitāy, par les Turcs iranisés du Khwārizm (= Khārezm) (région de Khīwa), occupation de l'Iran par Gengis khān et les Gengiskhanides (1220-1335), qui prennent le titre de « khāns subalternes » (*ilkhāns,* voir p. 25), puis, après une période de désagrégation, constitution de l'empire de Tamerlan (entre 1360 et 1405). L'influence mongole a contribué à séparer la Perse de l'Islam arabisé, elle a permis le développement original de la littérature et de l'art (l'art animalier et naturaliste iranien est d'origine extrême-orientale).

● *La mort de Tamerlan* relance les guerres intestines et l'anarchie en Perse. Les Turcs de la *Horde du Mouton-Noir* dominent l'Azarbāydjān entre 1375 et 1467. Ils en sont chassés à partir de 1468 par la *Horde du Mouton-Blanc* (tribus turques de la région du lac de Van) dont le chef est Uzun Ḥasan (mort en 1478).

Dans le même temps, la Horde du Mouton-Blanc a pour rivales les tribus iraniennes de la région d'Ardabīl (au nord) sur lesquelles règne alors Shāh Ismāʿīl Safawi (sa dynastie — les *Safawides* ou *Séfévides* — remonte à Ṣafī ad-Dīn, mort en 1334, descendant du calife ʿAlī, le cousin de Muḥammad). Il ne faudrait pas considérer cette rivalité comme une quelconque querelle de Barbares : Uzun Ḥasan avait épousé une princesse grecque de l'empire de Trébizonde (voir p. 40) et était en relation avec les Chevaliers de Rhodes et les Vénitiens ; Ismāʿīl était, par sa mère, le petit-fils d'Uzun Ḥasan. A la mort de celui-ci, il chercha à s'affirmer comme son héritier, mais aussi à soulever contre les Turcomans de la Horde du Mouton-Blanc les chiites fanatiques de l'Azarbāydjān. De sa rébellion allait sortir un mouvement nationaliste iranien analogue à celui qu'avait fondé le triomphe des Sassanides douze siècles plus tôt : Shāh Ismāʿīl est le fondateur de la Perse séfévide (celle qu'a imaginée Montesquieu dans les *Lettres Persanes*).

Les Séfévides (1502-1722).

Voir la chronologie des événements pp. 134 et 135 de l'*Annexe*.

● *Ce qui caractérise l'époque séfévide,* c'est le contraste entre une organisation politique extrêmement faible (sauf à l'époque du plus grand monarque de la dynastie, Shāh ʿAbbās Ier, 1587-1629) et le brio de la civilisation perse à cette période. Les Séfévides — semi-nomades comme la plupart des tribus iraniennes — se fixent et choisissent comme capitale Ispahan *(= Isfahān)* dont les grandes et larges avenues, l'immense *Place Royale* (500 × 160 m), la Mosquée royale *(Masdjid-i Shāh)* faisaient l'admiration des voyageurs européens. Shāh ʿAbbās ne fut pas seulement l'urbaniste d'Ispahan ; il bâtit à travers tout son empire ponts, ouvrages d'art, caravansérails, routes, etc., qui deviendront les cadres



Ph. B.N. © Arch. E.B.

Shāh ʿAbbās Ier (1571-1629), suivi d'un échanson, peint par Riza ʿAbbāssi.

matériels de la sédentarisation progressive des tribus perses.

Outre l'architecture et l'urbanisme, la Perse séfévide a poussé à son point le plus élevé l'art de la miniature et des tapis. La peinture iranienne du XVIe siècle abandonne la perfection historique pour les préoccupations esthétiques qui deviennent, à la limite, précieuses et maniérées ; au XVIIe siècle l'art décoratif persan adoptera un style léger et sensuel dont le grand maître fut le peintre de cour Riza ʿAbbāssi. Quant aux tapis — les plus anciens que nous possédons remontent au XVe siècle — ils sont une des productions les plus célèbres de la Perse ; l'un des plus beaux est le *tapis de l'abbaye de Mantes* (XVIe siècle) actuellement exposé au musée du Louvre.

● *Avant le règne de Shāh ʿAbbās Ier,* les Séfévides ont eu à combattre leurs voisins ottomans et font entrer la Perse dans l'histoire de l'Europe : les Habsbourg, inquiets des progrès turcs en Hongrie (annexée après la bataille de Mohacs en 1526), cherchent à s'appuyer sur les Perses pour prendre l'Empire ottoman à revers (l'alliance perse était pour les Habsbourg la contrepartie de l'alliance franco-turque élaborée par François Ier et Soliman II le Magnifique). Les troupes de Soliman le Magnifique conquièrent sans difficulté la Mésopotamie (Iraq), l'Azarbāydjān et la Géorgie.

Shāh ʿAbbās Ier (1587-1629) commence, lui aussi, par subir les conquêtes ottomanes (région de Mashhad et de Harāt). Avec habileté il conclut un traité de paix avec les Turcs (traité de Constantinople, 1590) et étend son empire vers le nord-est (campagne contre les Uzbeks). L'arrivée à Ispahan de deux Anglais (Anthony et Robert Shirley) lui permet d'organiser son armée (artillerie de cuivre, fondation d'un corps de mercenaires géorgiens et arméniens à l'imitation des *janissaires* turcs). À partir de 1602 Shāh ʿAbbās attaque les Ottomans, récupère les provinces annexées, chasse les Portugais d'Ormuz (avec l'aide d'une escadre anglaise de la Compagnie des Indes) et envoie une ambassade — la première dans l'histoire de la Perse — en Europe.

Après Shāh ʿAbbās, l'autorité monarchique se dégrade. Les souverains, dégénérés, débauchés et incapables, ne peuvent résister aux Turcs qui progressent vers le Caucase, l'Azarbāydjān et la Mésopotamie, pas plus qu'aux Afghāns *sunnites,* et non chiites comme les Iraniens, dont l'émir (Mīr Maḥmūd) s'empare d'Ispahan en 1722. La domination afghane sera de courte durée (jusqu'en 1736).

La Perse aux XVIIIe et XIXe siècles.

Nādir Shāh (1736-1747) et ses successeurs.

C'est un chef de bande originaire du Khurāsān, Nādir, qui met à profit l'anarchie dans laquelle est plongée la Perse pour se tailler un empire éphémère, qui devait s'écrouler avec la mort de son fondateur, despote cruel et haï, qui périt victime d'une conspiration en 1747.

Après avoir rétabli — pour la forme — les Séfévides à Ispahan, il prend lui-même la dignité royale et règne à partir de 1736 sous le titre de Nādir Shāh. En 1738, il récupère les provinces annexées par les Ottomans, les régions de la Caspienne conquises par les Russes et refoule les Afghāns. Il envahit ensuite l'Inde du Grand Moghol et le Turkestan, faisant trembler, un court instant, toute l'Asie centrale. Après sa mort, l'anarchie renaît de plus belle, avec un entracte de 1750 à 1779, dû à l'énergie d'un chef de tribu *zend,* Karīm Khān, qui parvient à réunifier le pays (la capitale de Karīm Khān était Chiraz, la ville des derviches ; Karīm Khān lui-même, renonçant au titre de *shāh,* se faisait appeler *waqīl*).

Les Qādjārs (1786-1925).

Le chef de la tribu turque des Qādjārs, Āghā Muḥammad, s'impose par les armes à la fin du XVIIIe siècle, unifie le pays — une fois de plus ! — et se proclame roi en 1786 ; il choisit comme capitale une bourgade insignifiante, Tihrān *(= Téhéran),* qui allait devenir une grande et banale métropole moderne, une « ville sans mémoire ».

● *L'histoire de la Perse sous les Qādjārs* est celle d'une colonisation camouflée — une *crypto-colonisation.* À la mort d'Āghā Muḥammad (1797), l'Iran devient un objet de convoitise pour la Russie et la Grande-Bretagne ; c'est d'ailleurs la rivalité anglo-russe qui préserve l'indépendance de la Perse. La Russie impose au second souverain qādjār, Fath Ali Shah, de lui céder la Géorgie, Bakou et le Dāghistān en 1813, puis l'Arménie en 1828. Devant cette « dilatation » de la Russie vers l'Asie occidentale et centrale, l'Angleterre — qui avait obtenu en 1801, par l'intermédiaire de son représentant Malcolm, la liberté de commerce sur les côtes persiques — a évidemment réagi. Lorsque les Russes entament contre la Perse leur première guerre de conquête (1804-1813), le shāh en avait appelé au maître du monde du moment, c'est-à-dire à Napoléon Ier. Celui-ci avait envoyé des militaires (le général Gardane et le colonel Fabvrier) pour réorganiser l'armée perse. Mais l'aide française était inopérante, et la Perse accueillit avec soulagement l'offre de protection que lui proposait l'Angleterre : en échange de l'expulsion des Français, Malcolm promettait de garantir l'intégrité territoriale de l'Empire qādjār (1809). C'est de cette époque que date l'implantation de la Grande-Bretagne dans le golfe Persique, implantation qui devait avoir tant d'importance au XXe siècle, lors de la ruée vers l'or noir (le pétrole).

La rivalité anglo-russe en Iran revient à l'ordre du jour au milieu du XIXe siècle, lorsque les Russes conquièrent par étapes, entre 1855 et 1885, le Turkestan (occupation de Tachkent, Samarkand, Boukhara, Khiva et Merv, sur la route de l'Afghānistān) ; parallèlement les Anglais progressent dans le Baloutchistan (1876). On a pu craindre un instant l'affrontement armé des deux grandes puissances européennes sur les frontières de la Perse. C'est finalement un accord diplomatique qui régla la question, du moins théoriquement, le 31 août 1907 (fixation des frontières, délimitation de deux zones d'influence pour les deux États).

● *Intérieurement,* la Perse sous les Qādjārs n'est qu'une gigantesque propriété foncière, partagée entre quelques familles féodales dont la fortune est prodigieuse et pour lesquelles travaillent et périssent des millions de paysans. Il y a cependant, à l'intérieur de cet empire dont la structure semble immuable, une opposition au pouvoir royal ou au pouvoir, parfois bien plus grand, des seigneurs : c'est celle du clergé nationaliste, la classe des *mollahs* (le titre est arabe ; il est attribué à des hommes exerçant une fonction juridique ou religieuse), dont l'action sur les masses est très puissante. C'est en réaction contre les *mollahs,* musulmans rigoristes, que ce crée le *babisme* (mouvement anticoranique) combattu par les souverains persans en raison de ses prétentions sociales égalitaires (l'apôtre du babisme est fusillé en 1850, sous le règne de Nāṣir ad-Dīn Shāh. Le babisme fut remplacé par un système dérivé, le *béhaïsme,* sorte de religion syncrétique qui, née en Iran, s'est surtout développée... aux États-Unis.

Ainsi, au début du XXe siècle, la Perse, socialement amorphe, parcourue dans toutes ses régions par des tribus nomades ou semi-nomades dont les chefs, grands féodaux, vivent la plupart du temps à l'étranger, à l'écart



L'Iran actuel est un important carrefour stratégique, comme on peut s'en apercevoir sur la carte ci-contre. Sa situation entre la Caspienne et le golfe Persique explique les conflits qui ont opposé, au XIXe siècle, la Russie à la Grande-Bretagne, cette dernière puissance cherchant à conserver le contrôle intégral de la « route des Indes », menacée par l'expansion russe en Asie centrale. De nos jours l'Iran, malgré ses frontières communes avec l'URSS, est resté dans le camp des « Occidentaux » ; il a adhéré en 1955 au Pacte de Baghdād. La révolution khomeyniste a modifié la position internationale de l'Iran.

des problèmes de leur pays, n'a plus la structure d'un État. La pénétration étrangère, mal supportée par le peuple, les abus du pouvoir, la corruption générale qui s'est étendue à tous les services de l'État (fonctionnaires, policiers, militaires, etc.) maintiennent le pays dans une situation quasi médiévale.

LA PERSE AU XXe SIÈCLE : L'IRAN.

La formation de l'Iran moderne.

La chute des Qādjārs.

Les accords douaniers défavorables avec la Russie (1900) et l'Angleterre (1903) ont suscité une opposition nationale et libérale intense. Muẓaffar ad-Dīn Shāh (1896-1907) se voit contraint de promulguer une constitution prévoyant l'établissement d'une assemblée nationale. Le shāh Muḥammad ʿAlī, son successeur, abolit cette disposition en 1908, ce qui provoque une révolution et sa déposition en 1909 au profit d'un enfant de dix ans, Shāh Aḥmad (1909-1925). C'est à cette époque que commence la guerre du pétrole entre les puissances étrangères. C'est l'Australien William Knox d'Arcy qui a commencé à rechercher systématiquement le pétrole sur l'ensemble du territoire à partir de 1901 (sauf dans les provinces sur lesquelles s'étend l'influence russe) ; en 1909, les droits de William Knox d'Arcy passent à une petite compagnie, la *Burma Oil Company,* puis à l'*Anglo-Persian Oil Company* (APOC). Une raffinerie est ouverte à Abadan. Après la guerre de 1914-1918, au cours de laquelle la Perse est pays neutre, l'Angleterre conclut un traité anglo-persan (1919) compensé, selon la politique traditionnelle de la Perse, par une réserve de droits à la Russie de Lénine dont la politique étrangère, en la matière, est toujours celle des tsars. C'est dans le cadre de l'occupation de la Perse par l'Angleterre, de l'anarchie politique et de la corruption, qu'a lieu le coup d'État monté par le commandant de la brigade de cosaques, Riḍā (= Rezā) Khān, qui dissout le Parlement en 1921, s'attribue tous les pouvoirs, et se proclame shāh de Perse en 1925, sous le nom de Riḍā Shāh Pahlavi.

La dynastie Pahlavi.

On ignore le véritable nom de Rezā Shāh. Ce personnage brutal, grossier et pittoresque, a mis avec une énergie exceptionnelle son pays sur la voie du progrès. Il a d'abord tenté de démanteler le système féodal en confisquant à son profit la plupart des terres qui appartenaient aux grands féodaux et en mettant un terme à l'influence des *mollahs* (par penchant personnel, il semble que Rezā Shāh n'ait pas eu pour l'islām une grande attirance). Agissant en despote absolu, s'appuyant sur l'armée et la police secrète, torturant, massacrant et faisant régner autour de lui la peur, la haine, mais aussi l'admiration et le fanatisme, Rezā Shāh a voulu être l'Atatürk de l'Iran : il lui a manqué la culture, l'expérience politique et le sens de la liberté pour y parvenir. Sur un point au moins, sa politique dictatoriale a été efficace : il a partiellement délivré son pays de la pression étrangère, en abolissant notamment le contrat qui liait la Perse à l'*Anglo-Persian Oil Company* et en le remplaçant par un accord plus avantageux pour l'Iran. En même temps, il abandonne la politique traditionnelle de bascule entre la Russie et la Grande-Bretagne qui avait été celle des Qādjārs et se tourne vers l'Allemagne pour laquelle il professe une grande admiration. Son attitude pro-allemande provoqua sa déposition en 1941 (le shāh s'opposait à ce que les Alliés ravitaillent l'URSS à travers le territoire iranien). Il abdique donc en faveur de son fils (septembre 1941), et il est déporté en Afrique du Sud où il mourra en 1944.

Muḥammad Riḍā Shāh Pahlavi (1919-1980) a terminé sa vie en exil, après avoir été déposé en 1979. C'est sous son règne que l'Iran a rencontré les grands problèmes abordés ci-après. Le Shāh n'a pu continuer la politique dictatoriale et aveugle de son père ; d'abord mené par des ministres habiles et intrigants, il entreprend de gouverner personnellement à partir de 1963, en s'appuyant sur l'armée, sur les privilégiés du régime et sur une puissante police secrète (la SAVAK). La révolution khomeyniste (voir plus loin) a mis fin à la dynastie pahlavi, en octobre 1979.

Les grands problèmes de l'Iran.

L'Iran moderne est une République islamique, proclamée en 1979 après la chute de la dynastie pahlavi ; auparavant, c'était une monarchie constitutionnelle régie par la constitution de 1906, amendée en 1949 et en 1947. Depuis 1935 le nom officiel de l'État est *Iran* et non plus *Perse.*

Le gouvernement des ministres.

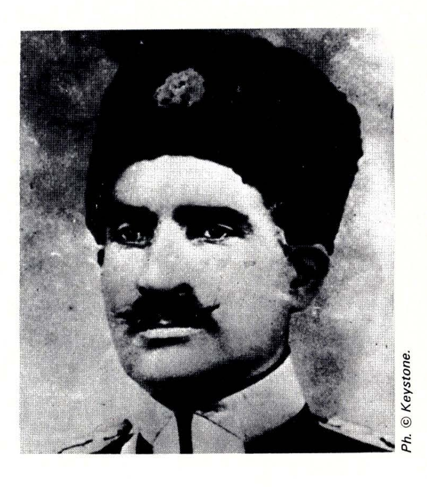
La principale richesse de l'Iran est son sous-sol, et, derrière toutes les aventures politiques de ce pays depuis un demi-siècle, se profilent les intérêts pétroliers de l'Occident qui sont, jusqu'en 1951, entre les mains de l'AIOC, véritable État dans l'État, contrôlant toute la politique iranienne en échange des faibles *royalties* qu'elle verse à l'Iran (à titre d'exemple, en 1949, ses redevances s'élèvent à 13 millions de livres sterling ; la même année l'AIOC avait versé vingt-huit millions de livres sterling au trésor britannique au titre d'impôts sur les bénéfices : on juge, par le seul énoncé de ces chiffres, combien l'État iranien était défavorisé par les accords de 1933, considérés pourtant, à l'époque, comme « favorables »).

● *De 1945 à 1963,* ce sont des hommes politiques qui gouvernent l'Iran. Comme ils étaient la plupart du temps — selon leurs adversaires nationalistes — « vendus » à l'Angleterre, tout comme les « mille familles » (possédantes) du pays, le choix du général Razmārā comme Premier ministre le 26 juin 1950 a d'abord eu la faveur de l'opinion publique en raison de son attitude antibritannique. En fait, Razmārā était un dangereux despote, qui rêvait de refaire pour son compte le coup d'État du « Vieux Roi » et son passage au pouvoir a fait craindre une très pénible dictature. Razmārā est assassiné le 7 mars 1951 par des terroristes religieux.

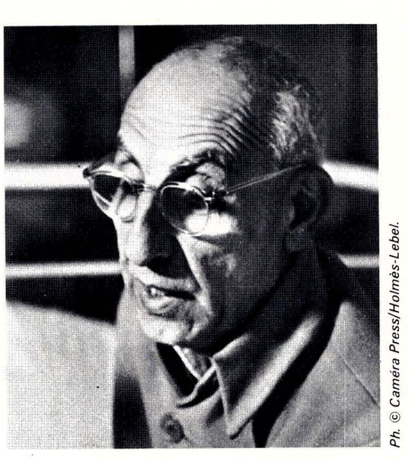
● *Celui qui lui succède le 30 avril 1951* est un riche propriétaire foncier, apparenté à la famille des Qādjārs, le Dr. Muṣaddiq (= Mossadegh) qui dirige le parti du Front national (anglophobe). Mossadegh fait voter la loi de nationalisation du pétrole : l'AIOC est remplacée par la *Société nationale des pétroles iraniens.*

Le gouvernement de Mossadegh s'appuie en outre sur le *parti des travailleurs de l'Iran* (progressiste, mais anticommuniste) et s'oppose au parti dit « parti de la masse » (parti Tudeh) fondé par un groupe d'intellectuels de gauche en 1942. Mossadegh a aussi tenté de réaliser une réforme agraire, indispensable dans ce pays de gros propriétaires qui, au terme d'une loi de 1952, devaient céder sur leur propre part 10 % de leurs revenus aux paysans et 10 % aux caisses de coopératives agricoles (cette loi n'a jamais véritablement été appliquée). Les réformes de Mossadegh ont échoué, en particulier à cause du manque de techniciens iraniens pour assurer le fonctionnement des raffineries d'Abadan qui ferment en 1953. Il faut dire en outre que le rapprochement entre Mossadegh et les partis de la gauche, la restriction qu'il apporte au pouvoir du shāh, les manifestations qu'il organise contre le shāh lui-même dressent contre lui l'armée et les grands propriétaires, qui sont finalement tout-puissants en Iran. Pour lutter contre Mossadegh, le shāh nomme secrètement Premier ministre le général Zāhidī, général pronazi qui avait été arrêté en 1942 par les Britanniques. L'émeute alors se déchaîne à Téhéran ; le shāh s'enfuit en Europe, les statues de son père, Rezā Shāh, sont déboulonnées (16 août 1953). Puis, par un revirement brutal de situation, à la suite peut-être de manœuvres américaines souterraines, Mossadegh est arrêté le 19 août 1953 ; le shāh reprend son trône, un procès est intenté à l'ex-Premier ministre qui sera condamné à trois ans de prison pour complot antimonarchiste. Mossadegh, avec son sens de la comédie (le « patriote en pyjama »), sa roublardise, sa démagogie, avait incarné pendant deux ans l'espoir des nationalistes

Deux personnages qui ont, par leur action et par leur ténacité, modifié le visage de l'Iran : Rezā shāh Pahlavi (1878-1944), à gauche, et le ministre Mossadegh (1881-1967) : le premier a établi la dynastie qui a régné jusqu'en 1979, le second a tenté de transformer les structures économiques et sociales du pays. A droite, Mohammed Rēza shah Pahlēvi (1919-1980) : fête commémorant la victoire de l'armée sur les séparatistes de l'Azerbaïdjan (12 décembre 1977).



Ph. © Keystone.



Ph. © Caméra Press/Holmès-Lebel.



et du peuple iranien. Après la chute de Mossadegh la question des pétroles est rapidement réglée (1954) par la création d'un consortium international (40 % aux Britanniques, 40 % aux trusts américains, 20 % partagés entre la *Compagnie française des pétroles* et la *Shell*) ; l'Iran reçoit des droits correspondant à 50 % de la production du pétrole. En définitive, les grands gagnants de l'aventure Mossadegh furent les compagnies américaines qui, jusque-là, n'étaient pas présentes en Iran.

Le gouvernement personnel du shāh.

Après Mossadegh se sont succédé à la tête du gouvernement le général Zāhidī et le Premier ministre ʿAlī Amini (1961). De 1953 à 1962 (démission d'Amini), on assiste en Iran à une évolution sensible de la société, grâce en particulier à l'assistance américaine ; la classe moyenne se développe et les industries s'implantent dans le pays. La lutte contre le parti Toudeh (parti interdit, mais dont l'activité est clandestine) est particulièrement sévère et une timide réforme agraire, visant à une répartition nouvelle des terres, est entreprise, mais sans succès.

A partir de la démission, en juillet 1962, du ministre ʿAlī Amini, le shāh entreprend de gouverner personnellement son pays, en s'appuyant sur des ministres moins politiciens qui ne sont près de lui que des exécutants. Son action se dirige dans trois directions : la réforme agraire (janvier 1963), le relancement d'une industrie nationale, avec le concours d'une classe moyenne attirée par le trafic et la spéculation, une politique extérieure de rapprochement avec l'URSS. Ces réformes, accompagnées, après les attentats de 1965, d'une répression particulièrement sévère constituent ce qu'on appelle la « Révolution blanche ». C'est dans le cadre de cette révolution que le shāh a entrepris de transformer la société iranienne en accordant le droit de vote aux femmes, en luttant contre l'analphabétisme par l'« Armée du savoir », en organisant la participation des ouvriers aux bénéfices des entreprises, et en multipliant les efforts dans le sens de la reconstruction, du développement de l'équipement, et de la santé publique (création d'une « Armée de l'hygiène »). En 1967 des mesures de nationalisation (les compagnies des eaux) et l'aménagement du territoire complètent ce programme.

L'attitude politique du shāh, qui a été longtemps critiquée, notamment par les milieux libéraux, est indiscutablement une attitude positive, comparée aux manœuvres, aux exactions et à la corruption qui ont toujours régné dans le pays. Par rapport aux idées libérales et démocratiques de l'Occident, le régime iranien semble évidemment manquer de libéralisme : il n'y a pas d'opposition, sinon officielle, pas de véritable liberté de la presse, pas de vie politique ou culturelle. Il existe bien en Iran quelques partis politiques, mais ce sont des mouvements éphémères, la plupart du temps sans véritable doctrine et sans programme. La présence d'une censure sévère, d'une police secrète (la *Savak*) extrêmement efficace n'a certes pas contribué à faire de l'Iran une terre de liberté.

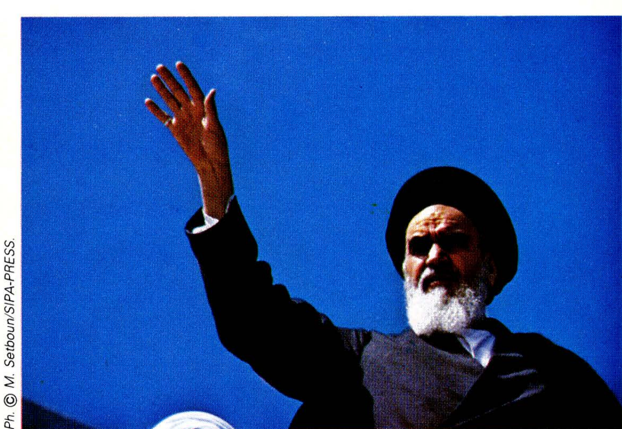
Le problème des minorités.

Il y a toujours eu en Iran des grands féodaux pour protester contre l'autorité de l'empereur ; certaines tribus se sont spécialement rebellées contre l'autorité centrale. Mais le problème des minorités le plus aigu qu'ait eu à résoudre le gouvernement iranien dans le courant du XXe siècle est sans aucun doute le problème kurde.

Les Kurdes sont des tribus iraniennes qui occupent la région montagneuse du Kurdistan ; le découpage du Moyen-Orient après le traité de Sèvres (1920) a réparti les Kurdes entre cinq pays (Turquie, Iran, Irak, Syrie, URSS). Le problème kurde n'existe, à titre de problème grave, qu'en Iran et en Iraq. Selon des estimations (toujours difficiles à préciser) il y aurait en Iran un peu plus de trois millions de Kurdes (sur une population totale évaluée en 1966 à vingt-cinq millions d'habitants). Voir p. 46 les principaux problèmes qui se posent à propos des Kurdes.

La République islamique d'Iran.

À partir de 1969, le gouvernement du shāh se durcit ; de 1969 à 1972, les mouvements de gauche et d'extrême-gauche sont brutalement réprimés, et, en 1974, une loi sur la presse permet un contrôle sévère de l'information. En effet, malgré les efforts de l'empereur pour se hausser au niveau des grands chefs d'État mondiaux, malgré l'essor économique (mal contrôlé) dû aux richesses pétrolières, malgré l'appui des États-Unis, la contestation du régime est de plus en plus violente. À partir de 1978, elle prend un tour plus religieux : ce sont les chefs religieux chiites *(mollahs, ayatollāhs)* qui donnent le ton de la révolte. Le plus écouté d'entre eux est l'ayatollāh Khumaynī


Ph. © M. Setboun/SIPA-PRESS.

L'ayatollāh Khomeiny (né en 1900), leader de la révolution islamique de février 1979 qui aboutit au renversement de l'ancien régime et à l'instauration de la République islamique en Iran.

(= Khomeiny), exilé en Iraq puis, à partir d'octobre 1978, en France, à Neauphle-le-Château. Peu à peu la contestation se transforme en révolution.

La révolution iranienne est une révolution islamique : il ne s'agit pas, pour ses chefs, de changer simplement de régime : il faut aussi rétablir la morale islamique, abandonnée sous le shāh. On trouvera un résumé chronologique de cette révolution pp. 134 et 135 en l'*Annexe*. Disons seulement ici qu'elle a eu pour effet de chasser le shāh, qui s'enfuit de Téhéran le 19 janvier 1979, et qu'elle a instauré un régime de terreur (arrestation et exécution des hommes de l'ancien régime). La révolution islamique se termine théoriquement le 1er avril 1979, avec la proclamation de la République islamique ; en fait, les liquidations et les réglements de compte se poursuivent encore.

Au début des années 1980, l'ayatollāh Khomeiny est toujours l'homme fort de la situation, malgré son grand âge et son état de santé. Mais cette situation est trouble, car les hommes au pouvoir sont partagés en deux camps : les radicalistes et les autres. De plus la situation économique se dégrade et sur le plan militaire, l'Iran est en guerre avec l'Iraq. On trouvera quelques détails sur l'histoire de l'Iran khomeiniste, p. 135 en l'*Annexe*.

LA TURQUIE ET LE MOYEN-ORIENT

La Turquie moderne n'est qu'une faible partie de ce qui fut, jusqu'en 1920, l'Empire ottoman, lui-même édifié sur les bases des empires qui se sont succédé dans cette région qu'on appelle parfois le Proche-Orient, c'est-à-dire les contrées riveraines de la Méditerranée orientale : les Empires romains d'Orient et byzantin, Empires arabe, seldjoukide et mongol. Rappelons enfin que les noms turcs sont orthographiés selon les règles de la romanisation de l'alphabet turc et non selon l'usage occidental (par exemple : « Meḥemmed » et non pas « Mehmet »).

L'EMPIRE BYZANTIN.

L'héritage de l'Empire romain d'Orient.

De Constantin à Justinien (IVe-VIe siècle).

La période est confuse. Elle correspond, on le sait, à la fin de l'Empire romain d'Occident. Le dernier empereur qui fut vraiment « universel » est Théodose Ier (379-395) ; règnent ensuite en Orient, à Constantinople : Arcadius (395-408), Théodose II (408-450) assisté de sa sœur Pulchérie, Marcien (450-457), Léon Ier (457-474), Zénon (474-491), Anastase (491-518) et Justin Ier (518-527).

● *Les problèmes intérieurs,* dans cette période, sont essentiellement religieux : à l'opposé de ce qui se passe en Occident, où le pouvoir des évêques se sépare du pouvoir temporel, l'Orient a fait du christianisme une religion d'État (édit de Théodose, 381). D'autre part, le concile de Chalcédoine (451) met l'Église d'Orient sous le contrôle du patriarche de Constantinople (et non pas sous celui de l'évêque de Rome). Cela explique que les luttes politiques en Orient ont été mêlées étroitement aux luttes religieuses.

● *Sur le plan extérieur,* le problème est celui de la résistance aux assauts des Barbares (les Goths). La politique de Constantinople fut à la fois habile et ferme : les empereurs acceptent — en quantité limitée — l'invasion pacifique des Goths, puis, devant la turbulence de ces peuplades, ils les éloignent de Constantinople, vers les Balkans, et leur confèrent même des responsabilités (le Wisigoth Alaric, maître de cavalerie pour l'*Illyricum*, par exemple ; ou Attila, maître de milice sous Théodose II). On a pu ainsi accuser les empereurs d'Orient d'avoir délibérément orienté les Barbares vers l'Empire d'Occident dont ils auraient par conséquent — indirectement — causé la chute.

● *Le règne de Justinien (527-565,* « l'empereur qui ne dormait jamais ») et dont l'épouse Théodora (une ancienne danseuse de mœurs légères qui prit au sérieux sa position d'impératrice) a été la grande conseillère, fut — en définitive — une sorte d'erreur colossale. Guidé par le souci de reconstituer l'Empire romain universel, Justinien se lança dans une série de vaines conquêtes qui ébranlèrent l'équilibre fragile qu'avait retrouvé l'Europe occidentale après les assauts barbares : les campagnes de Bélisaire et de Narsès, de 534 à 554, ont affaibli l'Empire sans résultat appréciable et l'ont rendu vulnérable aux attaques de ses ennemis orientaux (installation des Slaves dans les Balkans). L'œuvre intérieure est surtout connue pour la codification du droit romain et par la lutte contre les chrétiens *monophysites* (le monophysisme est une hérésie qui attribue à Dieu une seule nature et non la double nature humaine et divine).

Fin de la romanité (VIIe siècle).

La période qui débute avec le règne d'Héraclius (610-641) est marquée, en Europe, par les infiltrations de plus en plus importantes des Slaves dans les Balkans, l'arrivée sur le Danube des Bulgares qui, tout en se « slavisant », encadrent les pays slaves et forment, au nord de la Thrace, un empire redoutable ainsi que la constitution, dans les steppes de la basse Volga, de l'Empire des *Khazars* (peuple d'origine turco-hunnique, converti au judaïsme vers 740, au christianisme vers 860 et qui disparaît sous les coups de Byzance au début du XIe siècle). En Orient, l'événement lourd de conséquences est la naissance de l'islam (voir p. 22), qui, par ses conquêtes, va réduire l'Empire byzantin à n'être plus qu'un État gréco-asiatique, territorialement limité, en gros, à la partie méridionale de la péninsule des Balkans et à la « Turquie » actuelle.

C'en est dès lors fini de la *romanité*. Le grec devient la langue de l'administration, de la religion, de la vie courante ; l'empereur lui-même ne s'appelle plus *imperator* (terme latin), mais *basileus* (terme grec).

L'Empire byzantin avant les croisades (716-1081).

Les dynasties.

Trois dynasties se partagent cette période. De 717 à 820 règnent les empereurs dits *isauriens* (voir p. 135 de l'*Annexe*; l'Isaurie est une région de l'Asie Mineure située entre le Taurus et la côte méditerranéenne), à cause de l'origine du fondateur de la dynastie (Léon III l'Isaurien, 717-740) ; la première femme-empereur, au plein sens du terme, fut une Isaurienne : l'impératrice Irène (797-802). La dynastie suivante est dite *amorienne* (trois empereurs, de 820 à 867). Enfin, la période se clôt par la dynastie *macédonienne* (867-1056), fondée par Basile Ier le Macédonien (867-886) ; cette période est un véritable âge d'or byzantin.

Les grands problèmes.

● *À l'intérieur,* les querelles religieuses sont — comme toujours — prédominantes. Elles concernent maintenant le mouvement *iconoclaste* (« qui brise les images »), réaction contre le culte excessif des images saintes — culte qui confinait à l'idolâtrie — et, d'une manière plus générale, contre les superstitions. C'est l'empereur Léon III qui met le feu aux poudres en 726, par un décret « contre les images » dont les dispositions sont mal connues ; tout ce qu'on sait, c'est que ce décret a engendré des troubles, des émeutes, et nous passerons sur les détails de cette querelle, sur les anathèmes et les excommunications, les incidents de tous genres qui marquèrent le problème de l'*iconoclasme.* Retenons cependant deux points importants.

— En Orient, l'iconoclasme n'a pas seulement été une position religieuse ; c'est aussi une attitude politique, une lutte contre les moines et les monastères, de plus en plus nombreux, de plus en plus puissants, de plus en plus riches qui favorisaient l'adoration des images saintes et des reliques (statues, etc.). De plus, il semble qu'une partie du haut clergé (iconoclaste) ait voulu se mettre au niveau religieux de l'islām (qui n'admet pas la représentation figurée de la divinité).



Théodora (527-548), épouse de l'empereur Justinien dont elle fut, malgré sa jeunesse, la conseillère énergique (fragment d'une mosaïque de Ravenne).

Ph. © Schneider-Lindon-Rapho.

— L'iconoclasme provoqua une rupture grave entre Constantinople et Rome : tandis que les prélats de Constantinople (730) condamnaient les images, un contre-concile (731) à Rome condamnait la condamnation des images. Les deux Églises s'anathématisent réciproquement : l'excommunication par le pape Nicolas Ier d'un évêque iconoclaste (Photius) provoque le premier *schisme de Photius* (867-869), divorce retentissant entre les deux Églises, suivi d'une série de réconciliations et de schismes jusqu'à ce qu'ait lieu la rupture définitive en 1054 (excommunication par le pape du patriarche de Constantinople, Michel Cérulaire).

● *Sur le plan extérieur,* Byzance doit se défendre contre deux dangers : les Arabes et les Bulgares. Les Arabes grignotent petit à petit l'Empire byzantin (voir p. 132 de l'*Annexe*) ; il serait fastidieux d'énumérer ici la série de défaites et de victoires qui couvrent plus de trois siècles d'histoire. Un fait capital est à retenir : Byzance, préservée par ses murailles, ne fut jamais conquise, et c'est la permanence de cette capitale-citadelle qui a permis le maintien de l'Empire byzantin.

Quant aux Bulgares, ils ont représenté pour Byzance un danger bien plus grave, à cette époque, que le péril musulman. D'abord contenus par la force ou par la diplomatie aux confins de la Thrace, ils menacent de plus en plus sérieusement Byzance (assiégée en 813). Pour lutter contre eux, l'empereur Léon VI le Sage (886-912) fait appel aux Hongrois (894) ; mais les troupes du tsar bulgare Siméon — qui avait été élevé à Byzance — avaient une efficacité irrésistible et Siméon convoitait le titre d'empereur. Il renonce cependant à ce rêve en 924, sous les murailles inexpugnables de Byzance, et meurt en 927. Les Bulgares seront écrasés en 1014 (victoire à Cimbalongou de l'empereur Basile II le Bulgaroctone — « le tueur de Bulgares » — sur le tsar Samuel) et Byzance dominera à nouveau les Balkans jusqu'à l'arrivée des croisés et la conquête turque.



Musée de Topkapi Sarayi, Istambul/Ph. © E.R.L.

Sulaymān II (= Soliman) le Magnifique (1494-1566) a été le plus fameux des sultans ottomans; les Turcs l'avaient surnommé « le Législateur » et son règne (1520-1566) s'intercale entre ceux de Selīm Ier le Cruel et Selīm II l'Ivrogne. Il annexa la Hongrie après la bataille de Mohacs (1526) et signa en 1536 un traité avec François Ier accordant aux catholiques de toutes nationalités la protection des consuls de France (les Capitulations). L'empire de Sulaymān II, aussi vaste que celui de Charles Quint, ne sera complètement démembré qu'en 1920.

Les croisades et la chute de Constantinople (1081-1453).

L'Empire latin de Constantinople.

De 1081 à 1185, Byzance est gouvernée par les empereurs de la famille Comnène, famille de grands propriétaires fonciers. Ce sont les Comnène qui accueillent les premiers croisés, émerveillés par les richesses de l'Orient.

Les croisades ont eu pour l'Empire byzantin des effets désastreux. Ces guerres religieuses possédaient un côté sordide qu'on ne met pas toujours suffisamment en évidence ; le mauvais rôle y est tenu par les Vénitiens qui avaient reçu de Byzance des privilèges commerciaux exceptionnels (exonération de taxes, de droits douaniers et portuaires, etc.). Lors de la Quatrième Croisade, les Vénitiens (et surtout le doge Dandolo) encouragent l'idée de renverser l'empereur byzantin (Alexis III) au profit d'un souverain qui serait à leur dévotion. C'est pour réaliser ce dessein que les croisés ont pris d'assaut Byzance en 1203 et l'ont mise à sac le 13 avril 1204 ; pendant trois jours, prêtres latins et « chevaliers du Christ » tuèrent, violèrent, pillèrent à la manière des Barbares les plus féroces. Sur les ruines de l'Empire byzantin, Venise se tailla un empire colonial. Un empereur latin (le comte Baudouin de Flandre) régna à Byzance et les Francs se partagèrent une série de fiefs dans le cadre desquels ils reprirent les guerres féodales, selon leurs habitudes européennes. De l'Empire grec, brillant et civilisé, il ne restait plus que l'Épire (aux Ange Comnène), l'Empire de Trébizonde (au sud-est de la mer Noire) et surtout l'Empire de Nicée, refuge de l'hellénisme (voir p. 132 de l'*Annexe*).

Les croisés furent d'ailleurs incapables d'organiser et de maintenir leurs conquêtes ; un an après le sac de Byzance, en avril 1205, ils étaient écrasés par les Grecs et les Bulgares coalisés à Andrinople. Cela explique que les souverains grecs de Nicée aient pu préparer la « reconquête », réalisée par Jean III Doucas Vatatzès (1222-1254) et par Michel Paléologue qui reprend Byzance le 25 juillet 1261 et reconstitue l'Empire byzantin.

Les Turcs.

De ces luttes avec les chrétiens d'Occident, l'Empire sort affaibli et appauvri. En Asie, il se réduit à l'Empire de Nicée et à Constantinople. Les États qui l'environnent guettent sa chute, en particulier les Turcs Ottomans qui prennent Brousse en 1326, Nicomédie en 1327, Nicée en 1331 et — maîtres de l'Asie Mineure — entreprennent leurs premiers raids en Thrace.

C'est le sultan turc Mehemmed II qui prit Constantinople, le 29 mai 1453, après un siège de deux mois ; la ville avait été vaillamment défendue par l'empereur Constantin Dragasès et le Génois Giustiniani.

LES TURCS ET LA TURQUIE.

Les Turcs.

Les origines.

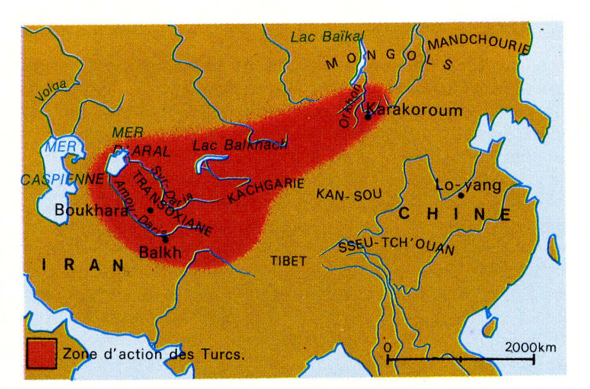
Le problème de l'origine des Turcs est obscur ; seules les antiques sources chinoises nous renseignent — très confusément — sur les tribus nomades qui usent de dialectes dérivés d'une langue appartenant à la famille ouralo-altaïque et qu'on appelle le « turc ». Ce qui rend la question difficile, c'est le nombre important de tribus et de dynasties nomades — souvent ennemies — qu'on peut ranger parmi les « Turcs », la facilité avec laquelle se sont produites certaines fusions (« turquisation »), les bouleversements apportés par les Mongols en Asie centrale, l'absence — ou du moins l'excessive rareté — de vestiges archéologiques.

● *Avant le VIe siècle de notre ère,* en Asie centrale, entre la mer d'Aral et la Mongolie, nomadisent de nombreuses peuplades dont nous parlent les historiens chinois qui nous rapportent des noms propres, des titres et parfois des mots de vocabulaire courant appartenant à ces peuplades ; bien entendu ces termes sont écrits en caractères chinois et prononcés à la chinoise. Les savants ont étudié ces mots, les ont comparés entre eux, les ont confrontés avec le seul monument de l'archéologie turque ancienne, les *inscriptions de l'Orkhon* (l'Orkhon est une rivière dans la région du lac Baïkal), découvertes en 1889 et qui remontent au VIIIe siècle. On a ainsi pu classer les nomades de l'Asie centrale en Turcs et non-Turcs.



Ph. © Snark-International.

Janissaire turc à l'époque de Sulaymān le Magnifique.



Le domaine d'action des tribus turques.

La pénurie de documents explique que les spécialistes ne soient pas tous du même avis, et que l'apparentement aux Turcs de certains peuples reste douteux. C'est ainsi qu'on hésite actuellement à classer parmi les Turcs des peuples comme les *Huns*, les *Jouan-Jouan*, les *Avars* (que certains confondent avec les Jouan-Jouan), les *Huns blancs*, les *Tatars* (terme qui désignera plus tard les Mongols), etc.

● *A partir du VIIe siècle,* on est certain que les *Tujiue,* dont parlent les historiens chinois, sont bien « turcs » au sens où on l'entendra plus tard ; ils sont divisés en deux groupes : les Tujiue occidentaux (en relation avec Byzance), les Tujiue orientaux qui contrôlent le Nord-Ouest de la Mongolie, chassent les Jouan-Jouan, alors tout-puissants dans les steppes de l'Asie centrale (ce fut en particulier l'œuvre du khān Boumyn, en 552), et fondent un empire dont le centre est la vallée de l'Orkhon où ils ont laissé les inscriptions signalées ci-dessus.

● *A partir du VIIIe siècle,* les tribus turques glissent vers l'ouest, vers le lac Balkhach et la mer d'Aral. On peut les répartir en trois groupes :

— Les *Uigurs* (ou *Ouïgours*) ont pris la succession des Tujiue en Mongolie vers 744. Ils s'emparent même de la capitale chinoise (Loyang) en 762 et sont convertis au manichéisme par des missionnaires. L'État uigur connaît une civilisation brillante avant de s'effondrer, un siècle après sa fondation sous les coups des *Qirghiz* (= Kirghiz). Les actuels *Sary-Uigurs,* qui vivent dans le Gansu en Chine, sont les descendants des Uigurs.

— Les Kirghiz sont installés plus à l'ouest, près du lac Balkach ; ce sont des nomades *turquisés,* chassés vers le sud-ouest par la tribu mongole des *Qidan,* vers 920. A partir du Xe siècle il n'y a pratiquement plus de Turcs dans les steppes mongoles, leurs tribus ayant été refoulées vers les frontières indo-iraniennes, c'est-à-dire vers la région géographique qu'on nomme actuellement, en gros, le Turkestan occidental.

— Les steppes au sud du Balkach sont occupées par les Turcs Qarluqs.

L'islamisation des tribus turques.

Les tribus turques — parmi lesquelles dominent les Uigurs — sont donc installées au-delà de l'Oxus (l'Amū Daryā), qui se jette dans la mer d'Aral, c'est-à-dire en *Transoxiane.* Cette région est contrôlée au IXe siècle par la dynastie iranienne (musulmane) des *Sāmānides,* dont la capitale est Bukhārā (voir p. 37). C'est à cette époque que le monde musulman, remarquant la communauté de dialectes des différentes tribus qu'il avait à combattre et à assimiler, appelle ces peuples des « Turcs » (dans les inscriptions d'Orkhon le mot *« türk »* ou *« türük »* signifie « fort » ; certains auteurs le traduisent par « peuple »).

Sous les Sāmānides, les Turcs se convertissent peu à peu à l'islām ; d'abord esclaves de leurs vainqueurs, ils en deviennent les soldats, puis les conseillers militaires. C'est un ancien esclave turc, devenu commandant de la garde du roi sāmānide ʿAbd al-Malik Ier, nommé Alp-Takīn, qui fonde une dynastie à Ghazna (les Ghaznawides) en 962 et conquiert l'Afghānistān. Les Ghaznawides ont aussi dominé le Khurāsān et la plaine indo-gangétique. Leur principal souverain fut le sultan Maḥmūd (999-1030). Il eut à combattre une autre dynastie turque, celle des Qarakhānides. Ces derniers — descendant peut-être des Qarluqs —, installés notamment en Kachgarie (dans le Turkestan chinois), ont *islamisé* de nombreux groupes turcs et *turquisé* les régions qu'ils occupaient. Ils sont, historiquement, les premiers à avoir créé un État turc musulman, État d'ailleurs sans lendemain, puisque, au XIIe siècle, ils sont vassalisés par les Mongols.

Les Seldjoukides d'Asie centrale (XIe et XIIe siècle).

● *La tribu des Saldjūqs* (Seldjoukides selon l'usage français) tire son nom d'un de ses chefs, Saldjūq (vers 985) ; c'est une des nombreuses branches des Oghuz, peuplade turque à laquelle appartiennent aussi les Petchenègues et dont descendent les *Türkmens* (ou Turkmènes, ou Turcomans) actuels. Ils étaient installés dans la vallée du Syr-Dariā, d'où ils partent pour envahir la Transoxiane. Les Seldjoukides — musulmans sunnites, alors que les Iraniens sont surtout chiites — conquièrent le Khurāsān sur les Ghaznawides (vers 1015). Leur puissance est établie par Tughrilbeg (mort en 1063), vainqueur des Buwayhides (voir p. 37), qui en une vingtaine d'années étend sa domination sur l'Iran et l'Iraq (en 1051, il fonde Iṣfahān sa capitale ; en 1055, il entre à Baghdād où le calife ʿabbāsside lui confère le titre de sultan ; en 1064 : expédition en Arménie et en Anatolie). Ses successeurs (Arslān, 1063-1072 ; Malik Shāh, 1072-1092) étendent encore l'Empire seldjoukide. Au XIIe siècle, la dynastie doit faire face aux attaques des croisés, aux guerres religieuses des ismaéliens, aux agressions des tribus turques d'Asie centrale ; elle disparaît en 1194.

● *Dans le même temps* que la dynastie créée par Saldjūq se taille un vaste empire en Asie centrale, d'autres tribus turques pénètrent dans l'ancien empire arabe et y connaissent des destinées variées, comme celle des Dānishmendides dans le Nord-Ouest de l'Anatolie, ou, en Syrie, les Ayyūbides (dynastie fondée par Saladin, voir p. 70). En Anatolie, dans le cadre même de l'Empire byzantin, un membre de la tribu des Seldjoukides, Sulaymān b. Qutlumish, en échange d'une aide militaire au *basileus* Alexis Comnène obtient l'autorisation de se fixer dans la région de Nicée (Isnik) et d'y installer sa capitale. Ainsi se fonde l'État des Seldjoukides d'Asie Mineure (ou *Seldjoukides de Rūm*) que les Byzantins, avec l'aide des croisés, rejetteront sur le plateau central (région de Qonya) où ils constituent un État fort (le sultanat de Rūm) dont la composition est complexe : les villes sont à la fois des places fortes, des marchés, des étapes, des centres artisanaux, tandis que dans les campagnes nomadisent des pasteurs turcs, mal islamisés, et que sur les frontières de l'État veillent des milices au rôle à la fois défensif et agressif (les *Uččh* = « Ouch »). L'Anatolie seldjoukide, minée par des guerres intestines de toutes sortes (querelles religieuses, rébellion des Turkmènes, révolutions de palais, etc.), décline à partir du XIIIe siècle ; l'arrivée des Mongols, qui vassalisent la dynastie (éteinte en 1302) puis s'emparent de l'Anatolie, met fin à son histoire.

Les Mongols et l'arrivée des Turcs ottomans.

● *Les Mongols* éliminent les Turcs dans la première moitié du XIIIe siècle. Conformément à la tradition mongole, Gengis khān (mort en 1227) laisse à son fils Djuči la partie occidentale de son empire et à son second fils Čaghatay (= Djaghatay) le Turkestan. Les nouveaux maîtres s'intéressent avant tout à la partie orientale de leurs possessions ; ils engagent des Turcs pour former leur armée et se turquisent rapidement (les îlots linguistiques turcs au sein des territoires russes ont eu pour origine les invasions mongoles auxquelles les Russes ont mis fin, entre le XVIe et le XVIIIe siècle seulement : Tchouvaches, Bachkirs, Karatchaïs). Dans la partie occidentale de l'Asie Mineure, l'ancien État seldjoukide explose en une poussière de petites principautés que conquièrent progressivement les derniers arrivants turcs, les Ottomans.

● *Les Ottomans* sont aussi des Oghuz ; l'un de ses premiers chefs, Ertoghrul (mort en 1281), laisse sa succession à son plus jeune fils Othmān (= Osman) (1281-1326), qui était peut-être ce qu'on appelait un *ghazi,* c'est-à-dire un « combattant de la Foi ». C'est Othmān qui a créé l'État auquel on a donné son nom (l'État *ottoman*), aux dépens de Byzance ; ses successeurs vont l'agrandir jusqu'à en faire un des plus vastes empires de l'Histoire moderne.

L'Empire ottoman.

Voir la chronologie p. 135 de l'*Annexe.*

L'Empire ottoman jusqu'au XVIIe siècle.

● *L'Empire, dont le gouvernement était appelé autrefois la Sublime Porte,* a été bâti par les conquêtes successives des Ottomans.

— *De 1281 à 1359* (règnes d'Osman et de son fils Orhān) : conquête de l'Asie Mineure, par la force et la diplomatie (l'Empire byzantin est en pleine décomposition) ; organisation de l'État (une monnaie et une armée, comprenant des soldats de métier, les *Janissaires,* une cavalerie et une infanterie régulières, plus des troupes dites « irrégulières » et levées selon les besoins).

— *De 1359 à 1453 :* expansion en Asie Mineure (interrompue pour quelques années par Tamerlan après la bataille d'Ankara en 1402) et en Europe où le sultan Murād Ier conquiert les Balkans ; Andrinople (1361), Kayala (1371), Sofia (1385), Nich (1386), Salonique (1394) tombent successivement entre ses mains ; son successeur Bāyazīd (ou Bajazet) Ier la Foudre bat les puissances chrétiennes coalisées à Nicopolis (25 septembre 1396) et pénètre en Grèce (Athènes tombe en 1397). Le 29 mai 1453 enfin, le sultan Mehmet II (mort en 1481) pénètre en vainqueur à Constantinople (voir p. 40).

— *De 1481 à 1566 :* les Ottomans réalisent les conquêtes de la Syrie, de l'Égypte, du haut Euphrate et du Hedjaz (sous Selīm le Terrible), du Kurdistan, et progressent en Europe (Hongrie). C'est l'époque de Sulaymān II le Magnifique (1520-1566), le plus grand souverain ottoman, qui intervient en arbitre dans les querelles qui divisent François Ier et Charles Quint (il mènera dix campagnes contre l'Autriche). A partir de son règne, la politique européenne de la Turquie est dirigée par son alliance (plus ou moins étroite) avec la France et son hostilité à l'égard de l'Autriche, avec laquelle elle a une frontière commune. Notons aussi que l'époque de Sulaymān le Magnifique est considérée comme l'âge d'or de l'Empire ottoman (les historiens ; les architectes dont Sinān, mort en 1561).

● *L'organisation de l'Empire ottoman.* C'est une monarchie absolue ; le sultan est à la fois chef politique et religieux (le Commandeur des croyants) de l'Empire ; il a deux capitales, Istanbul et Andrinople. Il gouverne assisté de ses ministres (les *vizirs*) qu'il réunit en un Conseil (le *Dīwān = Divan ;* l'institution existait sous le même nom, mais avec des attributions différentes sous les Seldjoukides). Le Premier ministre (grand-vizir) est assisté lui-même du *kākya beg* (ministre de l'Intérieur), du *raïs efendi* (ministre des Affaires étrangères) et du *defterdār* (ministre des Finances). Une armée de fonctionnaires, de serviteurs variés, aux titres et aux fonctions bien distincts, complète l'administration centrale. L'Empire est divisé en provinces et en districts, gouvernés (par ordre d'importance décroissante) par les *beglerbegi,* les *sandjak-beyi* et les *ṣubashi.* Des fiefs sont accordés à certains seigneurs, les *sipāhī* (cavaliers). Certaines régions de l'Empire ne sont pas provincialisées mais conservent un gouvernement autonome (exemple : La Mekke). D'une façon générale le sultan ottoman procède comme les Romains dans les pays conquis : il s'assure de la rentrée suffisante et régulière des impôts, mais respecte, en général, les langues et les civilisations indigènes (ce fut le cas, en particulier, pour les chrétiens des provinces balkaniques qui ne furent persécutés que d'une façon tout à fait exceptionnelle).

Le déclin de l'Empire ottoman.

Il est dû à l'action combinée de plusieurs causes : la taille démesurée et le caractère hétérogène de l'Empire le rendent impossible à gouverner efficacement ; l'islām conservateur l'empêche de prendre part à l'évolution intellectuelle, politique et technique des États européens ; la corruption, les intrigues de harem, les révolutions de palais en font, à partir de la fin du XVIe siècle, un État « pourri ». De plus, le *corps des Janissaires* — la force du régime — perd de son efficacité : à la grande époque ottomane cette armée permanente était recrutée par razzias d'enfants non musulmans, soumis ensuite à une discipline et à un entraînement rigoureux, élevés dans la foi musulmane et à la mode turque. Il leur était interdit de se marier. A la fin du XVIe siècle, le mariage des Janissaires est permis et, peu à peu, le corps va se transformer en une bande d'intrigants et de pillards.

Les derniers succès turcs sont dus à une dynastie de grands vizirs énergiques (la famille Köprülü). En 1663, une grande offensive est montée en Hongrie par le grand-vizir Ahmet Köprülü ; une armée de cent mille hommes pénètre jusqu'en Silésie (malgré la défaite de Saint-Gotthart, sur le Raab ; en 1664, la Turquie annexait ainsi la plus grande partie de la Hongrie). En 1669, ce sont les Vénitiens que les Ottomans expulsent de leur dernière base en Crète (la forteresse de Candie). Mais, en 1683, l'expédition menée par le grand-vizir Qara Muṣtafā contre les Habsbourg (200 000 hommes assiègent Vienne pendant deux mois) échoue grâce aux secours allemand et polonais (Jean Sobieski, vainqueur des Turcs au Kahlenberg, le 12 septembre 1683).

Après seize ans de guerre (1683-1699), une coalition groupant les Autrichiens, les Polonais, les Russes et les Vénitiens chasse les Turcs de Hongrie : prise de Bude (Budapest) en 1686 par Charles de Lorraine, conquête de la Morée par les Vénitiens (au cours de la campagne, le 28 septembre 1687, le Parthénon — intact depuis le Ve siècle av. J.-C. — a sauté, bombardé par les Vénitiens ; les Turcs l'avaient transformé en poudrière), victoire de Zenta en 1697. Par le traité de Karlowitz (en 1699) les Ottomans abandonnent la Hongrie et la Transylvanie aux Autrichiens, l'Ukraine occidentale à la Pologne, Azov à la Russie et la Morée aux Vénitiens : pour la première fois dans l'histoire de l'Europe moderne, les Turcs reculaient. Cette élimination (encore relative) des Ottomans dans les Balkans allait ouvrir une longue série de conflits entre les puissances européennes, conflits dont l'ensemble a été appelé la *question d'Orient.*

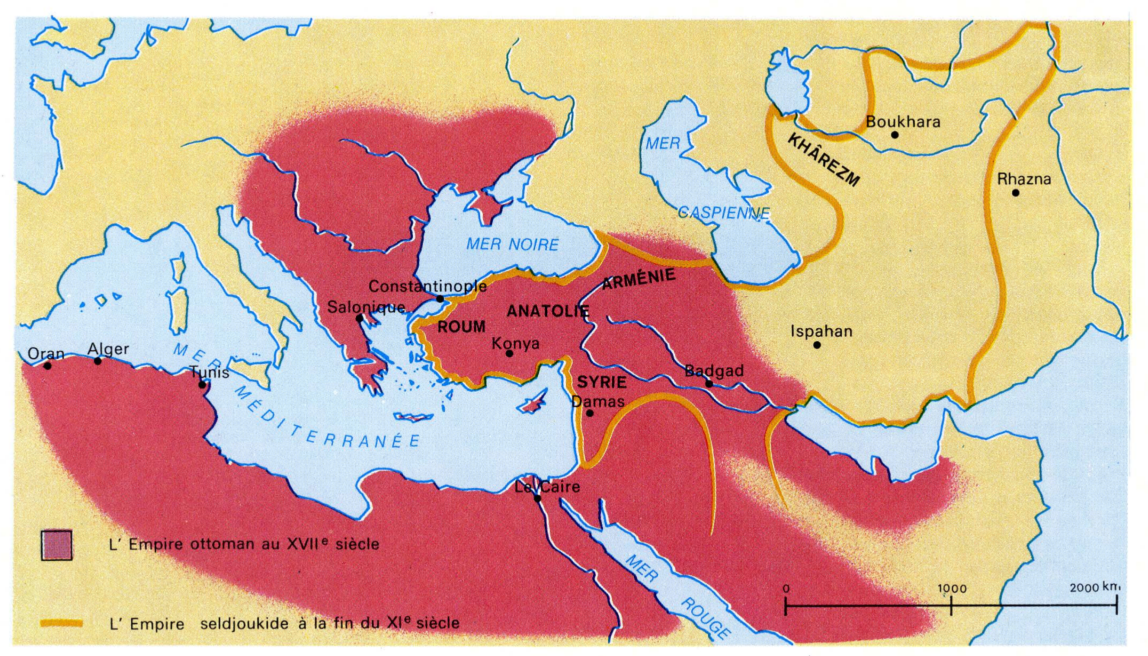
La question d'Orient.

● *Nature de la question d'Orient.* Pour l'essentiel, la question d'Orient repose sur la nécessité pour la Russie d'avoir une façade sur la mer. Or les quelque 40 000 km de côtes de l'immense empire des tsars sont bloqués la plus grande partie de l'année par les glaces ; comme, par ailleurs, la mer Noire est verrouillée par les Détroits (le Bosphore et les Dardanelles), que ces détroits sont contrôlés par les Turcs, la flotte russe — commerciale et militaire — en est réduite à n'avoir qu'une activité secondaire. La politique traditionnelle de la Russie depuis Pierre le Grand est déterminée par la question de l'*ouverture des Détroits.* Mais, en cela, elle est inévitablement en conflit avec les autres puissances européennes, directement ou indirectement intéressées par ce qu'on appelle au XVIIe siècle les « affaires d'Orient » et dont la position est précisée dans le tableau suivant :

États intéressés	Ligne politique générale	Comportement
Russie	Ouverture des Détroits pour faciliter le passage de ses navires en Méditerranée.	La Russie cherche à obtenir le contrôle des Détroits et des territoires qui les bordent ; d'où une politique tendant à démembrer l'Empire ottoman.
Autriche	Préservation de ses territoires dans les Balkans, en particulier, domination aisée des minorités slaves.	Empêcher toute expansion de la Russie dans les Balkans, tant pour préserver ses frontières que pour éviter des mouvements nationalistes slaves à l'intérieur de l'Empire. En conséquence l'Autriche surveille attentivement les traités russo-turcs, ce qui lui impose soit de les faire réviser (par la force éventuellement), soit de participer aux guerres pour participer aux traités.
Grande-Bretagne	D'abord indifférente, puis inquiète de voir les Détroits contrôlés par les Russes : ceux-ci risquent rapidement de constituer un danger sérieux pour la flotte britannique méditerranéenne.	Les Anglais sont partisans tout d'abord du *statu quo* en Orient. Quand la Grande-Bretagne entre dans l'ère impérialiste, elle cherche à intervenir plus activement au Moyen-Orient pour protéger la *route des Indes* (d'où la nécessité d'une entente avec la Turquie qui contrôle théoriquement les côtes de l'Arabie).
France	Alliance avec la Turquie depuis François Ier (les *Capitulations*) ; grâce à cette politique, place prépondérante au Moyen-Orient sur le plan culturel et religieux.	La question d'Orient a surtout un intérêt diplomatique : un jeu politique habile peut opposer à propos des Détroits, l'Angleterre à la Russie, ou l'Autriche à la Russie, donc perturber les systèmes d'alliances, qui au XIXe siècle isolent la France en Europe.

La politique des grandes puissances en Orient.

L'Empire seldjoukide et l'Empire ottoman.



● *Les principales étapes de la question d'Orient.*

— *Phase préparatoire* (entente austro-russe contre la Turquie). Aux XVIIe et XVIIIe siècles, une série de conflits russo-turcs aboutissent au traité de Kūčük Qaynardje (petite ville du Danube) en 1774, posant la Russie comme protecteur de l'Église grecque et des populations orthodoxes de l'Empire ottoman. L'Autriche, par le même traité, reçoit la province de Bucovine.

— *Phase balkanique,* conduisant au morcellement progressif de l'Empire ottoman (traité de San Stefano corrigé par le congrès de Berlin en 1878).

— *Phase impérialiste* où le Moyen-Orient et les territoires turcs deviennent l'enjeu d'une rivalité entre les principaux États européens et qui se termine par le démembrement de la Turquie après la Première Guerre mondiale. Cette phase se prolonge par les difficultés propres à la structure du Moyen-Orient (pétrole, Israël et le Monde arabe, Chypre) depuis la Première Guerre mondiale.

● *Étude chronologique de la question d'Orient.* Nous avons isolé dans le tableau ci-dessous les principaux événements qui marquent les affaires d'Orient et dont les conséquences se sont fait sentir parfois à très longue échéance.

La question d'Orient

Date	Événements
1711	Pierre le Grand restitue Azov à la Turquie, après avoir été bloqué dans Pruth par les Ottomans, entraînés contre lui par Charles XII de Suède.
1736-1739	Guerre des Austro-Russes contre la Turquie soutenue par la France (Villeneuve, le comte de Bonneval). Victoire turque ; traité de Belgrade (1739) : restitution de la Serbie (avec Belgrade) et de la Valachie à la Turquie.
1740	La France obtient du sultan le renouvellement des *Capitulations,* lui conférant des privilèges religieux et commerciaux dans l'Empire turc.
Oct. 1768	La Turquie (Muṣṭafā III) en guerre contre la Russie qui avait poursuivi des bandes polonaises sur ses territoires. Les Russes prennent Azov, occupent la Crimée et les provinces roumaines, prennent Ismaïl.
8 juill. 1770	Destruction de la flotte turque par la flotte russe dans la baie de Česhme, en Asie Mineure.
1774	Traité de Kŭčŭk Qaynardje (voir texte ci-dessus).
1780-1784	Projet de démembrement de la Turquie (Joseph II et Catherine II). Le projet ne se réalise pas, mais les Russes entrent en Crimée (1783) et s'établissent ainsi sur la mer Noire.
1787	Reprise du projet austro-russe et déclaration de guerre de la Turquie. L'Angleterre et la Prusse tentent de contrecarrer les projets des Austro-Russes (la Suède contre Catherine II, agitation en Pologne, provocation des Hongrois et des Belges à la révolte contre l'empereur Joseph II).
1791	Paix austro-turque à Sistova.
1792	Traité de Jassy entre Catherine II et la Turquie (la Russie renonce à une partie de ses conquêtes, pour avoir les mains libres en Pologne).
1815	Les Serbes obtiennent leur autonomie après une rébellion qui a duré dix ans. Leur chef est Miloš Obrenovič ; la Serbie indépendante doit verser tribut à Istanbul.
1821	Soulèvement grec contre le sultan (mené par une société secrète, l'*Hétairie,* qui a pour chef Alexandre Ypsilanti). Après l'échec et les premières répressions, les Grecs proclament l'indépendance de leur pays à Épidaure en janvier 1822.
1822-1826	Reconquête turque et répression (le sultan est soutenu par son vassal, le pacha d'Égypte Muḥammad ʿAlī (= Méhémet Ali).
20 oct. 1827	Destruction de la flotte turco-égyptienne à Navarin par une flotte anglo-franco-russe ; désaccord entre les puissances.
1828-1829	Invasion des territoires turcs par l'armée russe.
14 sept. 1829	Traité d'Andrinople. Avantages territoriaux à la Russie sur la mer Noire et dans le Caucase, ouverture des Détroits et des ports de l'Empire ottoman aux navires de commerce russes, démilitarisation de la rive droite du Danube où les provinces de Valachie et de Moldavie deviennent autonomes sous la protection de la Russie (tout en restant théoriquement vassales de la Porte). Autonomie d'un État grec limité au nord par la frontière dite *ligne Arta-Volo.*
3 févr. 1830	Convention de Londres reconnaissant l'indépendance complète de la Grèce.
1832-1833	Premier conflit turco-égyptien entre le sultan Maḥmud II et Muḥammad ʿAlī, qui réclame la Syrie en compensation de ses pertes dans la bataille de Navarin. Vainqueur des Turcs à Konya, il marche sur Istanbul.
Janv. 1833	Aide militaire russe à la Turquie.
8 juill. 1833	Traité d'Unkiar-Skelessi. La Russie peut occuper militairement les Détroits en cas d'attaque étrangère contre les Turcs ; l'obtention d'un protectorat russe sur les Détroits est tolérée par l'Autriche et l'Angleterre.
1839-1841	Deuxième conflit turco-égyptien. Les Britanniques poussent le sultan à récupérer la Syrie sur Muḥammad ʿAlī (soutenu par les Français).
24 juin 1839	Défaite turque à Nézib.
15 juill. 1840	Traité de Londres imposé par les grandes puissances à Muḥammad ʿAlī qui doit se retirer de Syrie ; la France est écartée des négociations.
13 juill. 1841	Convention de Londres interdisant les Détroits à tout navire de guerre étranger (neutralisation des Détroits).
1852-1853	Rebondissement de la querelle des *Lieux Saints :* les catholiques romains, d'après les *Capitulations* de 1740, avaient la garde des Lieux Saints ; en fait, ce sont les orthodoxes grecs qui, soutenus par la Russie, ont obtenu le contrôle de Jérusalem et de Bethléem. La querelle des Lieux Saints est une « querelle de moines » doublée d'une querelle franco-russe.
1853	Le prince Menčikov tente d'obtenir du sultan un droit d'intervention permanent en Turquie pour la Russie ; le prétexte est la querelle des Lieux Saints. Sa démarche échoue en raison des manœuvres de l'ambassadeur anglais Stratford.
Mai 1853	Rupture russo-turque ; les troupes russes pénètrent dans les principautés roumaines.
Nov. 1853	Déclaration de guerre de la Turquie à la Russie.
Mars 1854	La France et l'Angleterre déclarent à leur tour la guerre à la Russie (guerre de Crimée).
30 mars 1856	Traité de Paris : neutralisation de la mer Noire ; autonomie de la Moldavie, de la Valachie, de la Serbie ; intégrité territoriale de la Turquie garantie par les puissances signataires ; liberté de navigation sur le Danube.
1860	Intervention française en Syrie après les massacres de chrétiens.
19 oct. 1870	La Russie dénonce les clauses du traité de Paris concernant sa liberté d'action sur la mer Noire. La conférence de Londres en janvier-mars 1871 supprime officiellement la clause de la neutralité de la mer Noire.
1876	Massacre de chrétiens en Bulgarie, après une rébellion en Bosnie-Herzégovine en 1875.
24 avr. 1877	Guerre russo-turque : victoire de Plevna (décembre) et invasion des régions orientales (Erzurūm).
31 janv. 1878	Abdülhamid demande l'armistice.
3 mars 1878	Traité de San Stefano (russo-turc) : création de la Grande Bulgarie (englobant la Macédoine), abandon de la Dobroudja à la Roumanie, et d'une grande partie de l'Arménie à la Russie ; cession du Sud de la Bessarabie par la Roumanie à la Russie. Agrandissements territoriaux pour la Serbie et le Monténégro.
13 juin-13 juill. 1878	Congrès de Berlin imposé par les puissances européennes à la Russie (plénipotentiaires : Gortchakov, Disraeli, Andrássy). Annulation du traité de San Stefano et révision du démembrement de l'Empire turc. Les chrétiens de Macédoine restent sous le joug turc.
1894-1896	Massacre de chrétiens par Abdülhamid II. Les désaccords entre les grandes puissances européennes ont empêché l'intervention. Naissance du mouvement « Jeunes Turcs » dans l'armée.
1897	Massacre de chrétiens en Crète (à La Canée). Guerre gréco-turque qui tourne à l'avantage de la Turquie.
1898-1903	Nombreux désordres en Macédoine.
1903	Accords de Mürzsteg : maintien, pratiquement, du *statu quo* en Orient.
1908	Révolution turque, crise balkanique et annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche.
1911-1912	Guerre italo-turque.
1912-1913	La ligue balkanique porte la guerre dans les Balkans : les préliminaires de Londres (30 mai 1913) instituant en particulier la principauté d'Albanie.
Août 1920	Traité de Sèvres avec la Turquie qui ne conserve qu'Istanbul et la province d'Anatolie. Les autres provinces de l'Empire ottoman sont érigées soit en États indépendants, soit en États libres sous tutelle provisoire d'une puissance mandatée par la Société des Nations.

La fin de l'Empire ottoman.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, un mouvement de rénovation se dessine en Turquie. Un *Comité de la Jeune Turquie* s'est formé en 1868 ; il portait sur le trône Abdülhamid II (1876-1909), personnage complexe et tortueux, vivant dans la hantise des complots et jouant au monarque « libéral » avec une hypocrisie rare. Sous la pression des événements, et aussi sous l'influence de son grand-vizir Midḥat Pasha (qu'il condamnera par la suite), il avait promulgué une constitution (1876) à caractère semi-libéral, mais il en avait suspendu les effets *sine die ;* par ailleurs, il se prétendait le défenseur de l'islām, mais l'État turc ne vivait que sous la tutelle économique des puissances européennes, en raison de sa désorganisation totale et de l'inexistence de sa politique financière ; enfin les massacres organisés de chrétiens qu'il a ordonnés (on l'a surnommé le « Sultan Rouge ») avaient pour effet de rendre plus lourde encore la mainmise occidentale. La révolution était inévitable ; elle fut inspirée par le *Comité Union et Progrès* (fondé en 1894) et eut lieu en juillet 1908. L'évidente mauvaise foi d'Abdülhamid amena sa déposition (27 avril 1909) ; les Jeunes-Turcs mettent sur le trône son frère Meḥemmed VI, mais ils se révèlent incapables d'organiser avec cohérence un régime ou une politique. Entassant sottises sur sottises, notamment dans les relations avec les minorités non musulmanes de l'Empire, cherchant à « turquiser » la Macédoine au lieu de la « libéraliser », le gouvernement jeune-turc provoque une coalition balkanique qui écrase les armées ottomanes à Kirk-Kilissé, Koumanovo et Salonique (1912) ; les traités signés à Londres (mai 1913) et à Bucarest (août 1913) entérinent ces victoires de la coalition balkanique. Les sentiments nationalistes sont alors surexcités dans les Balkans ; l'envoi d'un général allemand pour réorganiser l'armée turque affole la Russie et l'on peut dire que l'attitude de l'Empire ottoman a largement contribué à créer l'ambiance de guerre dans laquelle se trouve l'Europe en 1914.

Les Alliés ont déclaré la guerre à la Turquie le 3 novembre 1914. Dans le courant de la Première Guerre mondiale, l'action essentielle de la Turquie a été d'empêcher l'occupation des Dardanelles par les Franco-Britanniques (1915). Mais l'avance russe sur son territoire (à l'est, 1917) accélère le processus de révolution. Après l'armistice de Moudros (30 octobre 1918), il semble inévitable que l'Empire ottoman soit intégralement morcelé : la Turquie a été sauvée par l'action de Muṣṭafā Kemāl Atatürk.

Muṣṭafā Kemāl Atatürk, le « chef éternel ».

Muṣṭafā Kemāl (1881-1938) est le créateur de la Turquie moderne ; voici les principaux moments de cette création :

— *19 mai 1919 :* Muṣṭafā Kemāl, général inspecteur de l'armée du Nord, débarque à Samsoun (début de la révolution turque).

— *23 juillet :* Congrès d'Erzurūm fixant le programme révolutionnaire : indépendance et unité de la Turquie, création éventuelle d'un gouvernement provisoire pour défendre le pays.

— *13 septembre :* Congrès national de Sivas ; Muṣṭafā Kemāl est président du Congrès ; le programme de Sivas élargit celui d'Erzurūm (défense des droits de l'Anatolie et de la Roumélie).

— *29 avril 1920 :* réunion à Ankara de la Grande Assemblée nationale de Turquie qui se proclame gouvernement légal (position hostile à l'égard du gouvernement d'Istanbul contrôlé par les puissances alliées).

— *20 juin 1920 :* début de la guerre d'Indépendance ; guerre gréco-turque déclenchée par le traité de Sèvres (10 août 1920) ; série de victoires turques sur les Grecs et les Arméniens (c'est dans cette guerre que se distingue le colonel Iṣmet Pasha, futur Iṣmet Inönü).

— *Août-septembre 1921 :* Muṣṭafā Kemāl, généralissime avec tous les pouvoirs ; victoire du Sakarya, suivie, en 1922, de la victoire de Doumloupunar et de la conquête de Smyrne.

— *11 octobre 1922 :* armistice de Moudanya ; les Turcs reprennent possession de la Thrace, conservent l'administration des Détroits où les Alliés maintiennent quand même des troupes d'occupation.

— *1er novembre 1922 :* abolition du sultanat (mais pas du califat).

— *21 novembre 1922 :* ouverture de la conférence de Lausanne aboutissant au traité du 24 juillet 1923. La Turquie récupère des territoires que la Grèce lui disputait.

— *6 octobre :* fin de la guerre d'Indépendance ; entrée des troupes turques dans Istanbul évacué par les Alliés.

— *9 août 1923* : le groupe de Muṣtafā Kemāl prend le nom de *Parti du peuple ;* élection d'une deuxième Grande Assemblée nationale, dont Muṣtafā Kemāl est élu président.

— *29 octobre* : instauration de la république (Muṣtafā Kemāl, président de la République ; Ismet Inönü, Premier ministre ; Ankara, capitale).

— *3 mars 1924* : abolition du califat, suppression des établissements d'enseignement religieux et des Cours de justice musulmane. Il faut noter que, pendant toute la période de la guerre d'Indépendance, Muṣtafā Kemāl n'a pas seulement agi comme chef militaire mais aussi comme chef diplomatique et politique ; il a élaboré au cours de ses années de lutte l'ensemble des réformes qu'il appliquera à la Turquie pour en faire un État moderne.



Ph. © Roger-Viollet.

Muṣtafā Kemāl Atatürk (1880-1938), le fondateur de la Turquie moderne, et son épouse en 1923, dans le jardin de leur villa.

La République turque.

Avant la Seconde Guerre mondiale.

● *Le 20 avril 1924,* la constitution de la République turque est votée par l'Assemblée. Celle-ci, la Grande Assemblée nationale, est détentrice des pouvoirs législatif et exécutif (en fait ce dernier est entre les mains du Conseil des ministres et du Premier ministre). L'Assemblée est élue au suffrage universel tous les quatre ans (droit de vote pour les femmes à partir de 1934) et elle élit pour la durée d'une législature le président de la République. Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale il n'y a pratiquement qu'un parti politique en Turquie, celui de Muṣtafā Kemāl *(Parti républicain du peuple)* qui est à la fois démocrate, dirigiste et laïque. De plus, jusqu'à sa mort, Muṣtafā Kemāl restera le maître absolu de la Turquie ; l'Assemblée et le Parti du peuple ne faisant qu'entériner ses décisions. Cette « dictature » s'est exercée dans le sens d'une modernisation de l'État, et il ne semble pas que Muṣtafā Kemāl l'ait jamais transformée en fonction de ses ambitions. C'est un des rares exemples de l'histoire où un homme, possédant pratiquement tous les pouvoirs, ne s'en soit servi que pour l'intérêt de son pays.

● *Les réformes.* Elles tendent toutes à faire de la Turquie un État moderne, par conséquent à tourner le dos à l'islām et à s'ouvrir à la laïcisation et à l'industrialisation. Chronologiquement, les faits les plus importants sont : la suppression des ordres religieux (1925), l'institution d'une législation établie sur le modèle germano-suisse (janvier-février 1926), l'abolition de l'article de la constitution qui déclarait l'islām religion d'État (1928), la romanisation de l'alphabet (le turc s'écrivait à l'aide des caractères arabes ; la décision est de novembre 1928, elle a été d'une portée culturelle considérable), les mesures tendant à rendre la Turquie industriellement autonome (protectionnisme, 1929), l'organisation d'une Banque centrale, qui remplace la Banque ottomane comme banque d'État et comme institut d'émission, l'organisation de l'état-civil (obligation de prendre un nom de famille ; cette décision, de 1935, est suivie en particulier par Muṣtafā Kemāl qui s'appelle dorénavant Kemāl Atatürk). Un changement de personnel politique a lieu en 1937 : l'économiste Čelāl Bayar remplace Iṣmet Inönü au poste de Premier ministre.

● *Politique extérieure.* C'est une politique neutraliste et pacifiste qui conduit Kemāl Atatürk à signer avec les puissances voisines une série de pactes de neutralité, d'amitié et de non-agression. De tels traités sont signés avec la Russie (1925), la Bulgarie (1929), l'Italie (1932), la Grèce (1933, pacte de non-agression pour dix ans ; le fait mérite d'être signalé car les Grecs étaient les « ennemis héréditaires » des Turcs) ; à ces traités s'ajoutent l'Entente balkanique (Turquie, Grèce, Roumanie, Yougoslavie) le 9 février 1934 et une entente asiatique avec l'Iraq, l'Iran et l'Afghānistān (pacte de Saadabad, 1937). Enfin, notons que la Turquie retrouve le contrôle des Détroits par la convention de Montreux (1936) et obtient de la France (29 juin 1939) la cession du *sandjak* d'Alexandrette (en Syrie). Ce dernier accord franco-turc a lieu après la mort de Kemāl Atatürk, le 10 novembre 1938.

La Turquie de 1939 à nos jours.

Se succèdent à la présidence de la République après Kemāl Atatürk : Iṣmet Inönü (1938-1950), Čelāl Bayar (1950-1960), Cemal Gürsel (1961-1966) ; et Çevdet Sunay (1966-1973), Fahri Korutürk (1973-1980), le général Kenan Evren (après le coup d'État du 12 septembre 1980).

● *La Turquie est restée neutre* pendant la plus grande partie de la Seconde Guerre mondiale, liée aux différentes puissances belligérantes par des traités d'amitié et de non-agression. Elle déclarera la guerre à l'Allemagne et au Japon le 23 février 1945.

● *Après la Seconde Guerre mondiale* une nouvelle force politique se dessine, celle du parti démocrate (dirigé par Čelāl Bayar) qui triomphe aux élections de mai 1950 (Čelāl Bayar président de la République, Adnan Menderes président du Conseil). Ce parti démocrate développe une politique conservatrice (renoncement au dirigisme économique, démagogie à l'égard de la classe paysanne, renaissance de l'islām). Sur le plan extérieur, la Turquie de Menderes adhère au « bloc occidental » (admission dans le Pacte atlantique en septembre 1951 ; conclusion en février 1955 du pacte de Baghdād, devenu le CENTO après juillet 1958). C'est sous le gouvernement Menderes qu'ont lieu, malgré les alliances militaires, les conflits avec la Grèce à propos de Chypre.

● *Chypre,* annexée par la Grande-Bretagne en 1914, est peuplée d'une majorité de Grecs et d'une minorité de Turcs. Les heurts sanglants entre les deux communautés ont abouti à l'indépendance de l'île, en 1959, puis à la proclamation de la république en 1960. Le président de la République est grec. (Mgr Makarios, puis Spyros Kyprianou en 1978), le vice-président est turc (actuellement le Dr Fazil Kutchuk). Les rapports entre Grecs et Turcs de Chypre restent toujours difficiles ; l'ONU a dû intervenir à plusieurs reprises pour imposer des négociations.

● *Un coup d'État militaire, le 27 mai 1960,* dirigé par le général Gürsel, renverse Čelāl Bayar, Menderes et les membres du parti démocrate (Menderes sera condamné à mort et exécuté). L'ancien parti de Kemāl Atatürk redevient majoritaire après les élections de la nouvelle Assemblée (réunie le 16 janvier 1961 à Ankara et chargée d'élaborer une nouvelle constitution, adoptée le 9 juillet 1961 par référendum) ; mais les anciens démocrates ont constitué un nouveau parti *(Adalet Partisi),* majoritaire à l'Assemblée nationale en 1965. Le chef du Parti de la justice devient président du Conseil (Süleyman Demirel).

Demirel s'est maintenu au pouvoir, avec quelques discontinuités, jusqu'en 1970, non sans rencontrer de nombreuses difficultés. À partir de 1970, les crises se succèdent et l'agitation gagne le pays ; l'histoire turque devient alors trop événementielle pour qu'on puisse la conter ici : le lecteur se reportera à la chronologie des événements proposée à la p. 135 de l'*Annexe*. L'aboutissement de cette série de heurts est la prise du pouvoir par l'armée, après le coup d'État militaire du 12 septembre 1980. Le général Kenan Evren abolit *de facto* la constitution de 1924 et promulgue une constitution provisoire le 24 octobre 1980 ; chef de l'État « provisoire », il confie le gouvernement à l'amiral Bulent Ulusu et entreprend la remise en ordre du pays, avec les méthodes répressives de toutes les dictatures militaires. Il semble toutefois que le retour à un régime démocratique traditionnel soit possible, puisqu'une constitution doit être proposée par référendum au peuple turc, en vue de son approbation en 1983.

Chypre.

Ancienne colonie de la Couronne britannique, Chypre (capitale Nicosie), avec une population de près de 700 000 habitants (77 % de Grecs orthodoxes, près de 19 % de Turcs musulmans, 4 % de divers) est devenue un des « points chauds » du monde contemporain. Proclamée république indépendante le 16 août 1960, grâce à l'action efficace du chef religieux des Chypriotes grecs, Mgr Makarios, Chypre est particulièrement menacée par les conflits existant entre la communauté grecque et la communauté turque. Plusieurs thèses s'affrontent quant à la solution de ces conflits : rattachement pur et simple de Chypre à la Grèce (c'est ce qu'on nomme l'*Enosis*) ; division de l'île en une province grecque et une province turque ; solution purement chypriote, maintenant l'indépendance de l'île et résolvant, un à un, les problèmes posés par l'opposition des deux communautés. Après de nombreux incidents, qui ont imposé l'intervention et le maintien des forces de l'ONU dans l'île, la situation s'est détériorée en 1974-1975, comme l'explique la chronologie ci-dessous ; (il faut préciser que l'EOKA est une formation militaire clandestine qui a lutté contre l'occupation britannique en 1955-1958, sous la direction de son chef, le général Grivas, partisan de l'Enosis et, par conséquent, adversaire de la politique menée par Mgr Makarios).

Dates	Événements
27 janv. 1974	Mort subite (crise cardiaque) du général Grivas, remplacé, à la tête de l'EOKA par le colonel Ioannis Dertilis.
13 fév. 1974	Proclamation d'un État turc laïc, autonome et confédéral ; président élu (par la population turque) : Rauf Danktash.
3 juil. 1974	Mgr Makarios accuse le gouvernement d'Athènes (celui du général Ghizikis) de menées subversives dans l'île et réclame le départ des officiers grecs qui encadrent les gardes chypriotes.
15 juil. 1974	Coup d'État (grec) contre Mgr Makarios ; celui-ci s'enfuit, après avoir échappé à l'attentat meurtrier dirigé contre lui. Nicolas Sampson, membre de l'EOKA, partisan acharné de l'*Enosis*, est nommé président de la République.
20 juil. 1974	Pour protéger la population turque chypriote, Ankara envoie des forces armées à Chypre (aviation, blindés, flotte), la Grèce se prépare à une guerre gréco-turque.
23 juil. 1974	Le Conseil de sécurité de l'ONU impose un cessez-le-feu ; Nicolas Sampson démissionne. L'île est divisée, *de facto,* en deux tronçons (au Nord : domination turque ; au Sud : domination grecque).
Juil. 1974 juil. 1975	Nombreuses tractations et conférences internationales pour réviser le statut de l'île, dans laquelle Mgr Makarios est revenu, triomphalement, en décembre 1975.
3 août 1977	Mort de Mgr Makarios, remplacé comme chef d'État par le président Kyprianou (élu le 26 janvier 1978).

Depuis 1974, en fait, la situation est inchangée : Chypre est toujours divisée en deux zones, et les deux chefs d'État — le Grec et le Turc — contestent mutuellement la légalité des États qu'ils représentent. De plus, depuis 1974, le tiers de l'île est occupé par l'armée turque, qui, jusqu'à présent, n'a pas cherché à franchir la ligne de démarcation. L'avènement des socialistes au pouvoir en Grèce, l'intérêt que porte à Chypre le nouveau Premier ministre grec (A. Papandréou) — qui s'est rendu à Chypre en octobre 1982, fait sans précédent depuis 1960 — tout cela permet de penser que l'affaire chypriote, un peu oubliée par l'opinion publique internationale, pourrait fort bien prendre un tour nouveau dans les années à venir.

LE MOYEN-ORIENT

Pour la chronologie des événements, voir p. 136 de l'*Annexe*.

L'Afghānistān.

Avant la dynastie des Durrānī (1747).

● *Ce pays, peuplé depuis la plus haute antiquité* (dans la grotte du Serpent, à Ghar-i-Mar, on a découvert, en 1964, des vestiges de vie agricole remontant à 6700 av. J.-C.), placé sur une route naturelle de migrations, était une des portions de l'empire achéménide, peuplée d'Iraniens et d'Indiens. Les Afghāns proprement dits s'appelaient eux-mêmes les *Paṭhāns* (leur langue, le *pashto,* est voisine de l'iranien). L'Afghānistān a été envahi par Alexandre le Grand (qui se dirigeait vers le nord de la Sogdiane), fondateur ou restaurateur des principales villes (Kābul, Harāt, Kandahār). De 250 à 50 av. J.-C., la contrée est gouvernée par une dynastie grecque de Bactriane (Balkh), mais aussi par les *Parthes* (à l'ouest), et par les *Çaka* (Scythes, voir aussi p. 29) installés en 130 av. J.-C. et qui donnent leur nom à la province du *Sīstān.* D'autres tribus asiatiques, les *Kushan,* dominent ensuite le pays jusqu'en 480 et implantent le bouddhisme (voir p. 30, l'empire de Kanishka). Aux v-vi[e] siècles, c'est l'époque des *Huns Blancs* (Hephtalites).

● *L'islām se répand entre le vii[e] et le ix[e] siècle.* L'Afghānistān est partagé en diverses dynasties musulmanes : Tāhirides, Ṣaffārides, Ghaznawides s'y succèdent (voir p. 25). Jusqu'au xviii[e] siècle, ces provinces, qui ne s'appellent pas encore l'Afghānistān, forment un État musulman sunnite, de caractère féodal, dominé tour à tour par les puissants du moment et écartelé entre les sultans de l'Indus et les tribus occidentales. Après la domination mongole (xiii[e]-xiv[e] siècle), l'Afghānistān est intégré dans l'empire du Grand-Moghol (Kābul, province indienne, et Harāt, province iranienne).

Cet état de choses subsiste jusqu'à ce qu'un chef de tribu, Aḥmad Khān, établisse en 1747 la dynastie des *Durrāni* (capitale : Kandahār, puis en 1774, Kābul).

L'Afghānistān depuis 1747.

● *L'Afghānistān est une marche* aux frontières de l'Inde. Les Anglais tentent d'en faire un État tampon pour protéger les possessions de la Compagnie des Indes contre les prétentions russes. C'est ainsi qu'ont lieu les *guerres afghānes,* dont les deux premières échouent (1842 et 1879). En 1885, un accord anglo-russe délimite les zones d'influence des deux pays en Afghānistān ; en 1907, la Russie se détourne de cette contrée et la Grande-Bretagne contrôle la totalité du pays, à la manière d'un protectorat.

Pendant la guerre de 1914-1918, l'émir Ḥabīb Allāh adopte une politique de neutralité bienveillante envers la Grande-Bretagne. Son assassinat en 1919 déclenche la troisième *guerre afghāne* terminée par le traité de Rawalpindi (1921) reconnaissant l'indépendance de l'Afghānistān dont l'émir Amān Allāh est proclamé roi en 1923. Lui succèdent : Nādir Shāh (1929-1933) et Muḥammad Ẓahīr Shāh (depuis 1933). Jusqu'en 1964, le souverain gouverne en monarque absolu. Muḥammad Ẓahīr a tenté de développer l'enseignement public (université de Kābul et de Djalālābād) et conclu des accords avec l'Inde (1950), l'URSS (1954) et les États-Unis (pour le développement des industries chimiques). Il s'est heurté, en outre, au Pakistān (conflit diplomatique à propos de la domination de la province du Pathānistān réglé par les accords de mai 1963).

● *De 1964 à 1973,* l'Afghānistān a connu le régime d'une monarchie parlementaire (constitution du 19 novembre 1964). En 1973, un coup d'État militaire a renversé le roi Muḥammad Ẓahīr et le général Sadar Muḥammad Daūd Khān a instauré le régime républicain dans ce pays sur lequel l'U.R.S.S. avait des visées évidentes (et historiques : voir ci-dessus). Un autre coup d'État militaire a renversé le régime du président Daūd (27 avril 1978) ; l'Afghānistān est devenu une *République démocratique,* dont les chefs se posent en *leaders* révolutionnaires et prennent leurs ordres à Moscou. La révolution n'a pas été admise par les chefs religieux — qui refusent toute laïcisation de la société — ni par une partie importante de la population ; d'où une sévère guerre civile qui a servi de prétexte à l'entrée des troupes soviétiques en Afghānistān (août 1979), venues appuyer le pouvoir mis en place par la révolution. Cette intervention soviétique a été condamnée par le camp occidental, mais, en 1983, les chars de l'Armée rouge sont toujours à Kābul et l'Afghānistān est devenu un nouveau « point chaud » au Moyen-Orient (voir le détail des événements p. 136 de l'*Annexe*.

Le Moyen-Orient arabe.

Généralités.

Le Moyen-Orient arabe est représenté par les quatre États suivants, produits du démembrement de l'Empire ottoman : l'Iraq (l'ancienne Mésopotamie, capitale Baghdād) ; le royaume hachémite de Jordanie (né du partage de la Palestine, capitale ʿAmmān) ; la Syrie (l'État moderne est une partie de la région que l'on nommait autrefois « Syrie », — l'*Aram* de la Bible — et qui s'étendait du Taurus, au nord, jusqu'à l'Arabie, au sud ; capitale Damas) ; le Liban (une partie de l'antique Phénicie ; capitale Beyrouth). Dans ces quatre États la langue officielle est l'arabe ; la religion est l'islām (le Liban est, théoriquement, à moitié chrétien) ; enfin, notons que seul l'Iraq est un producteur de pétrole.



Thomas Edward Lawrence (1888-1935), agent britannique au Moyen-Orient, inspirateur du panarabisme.

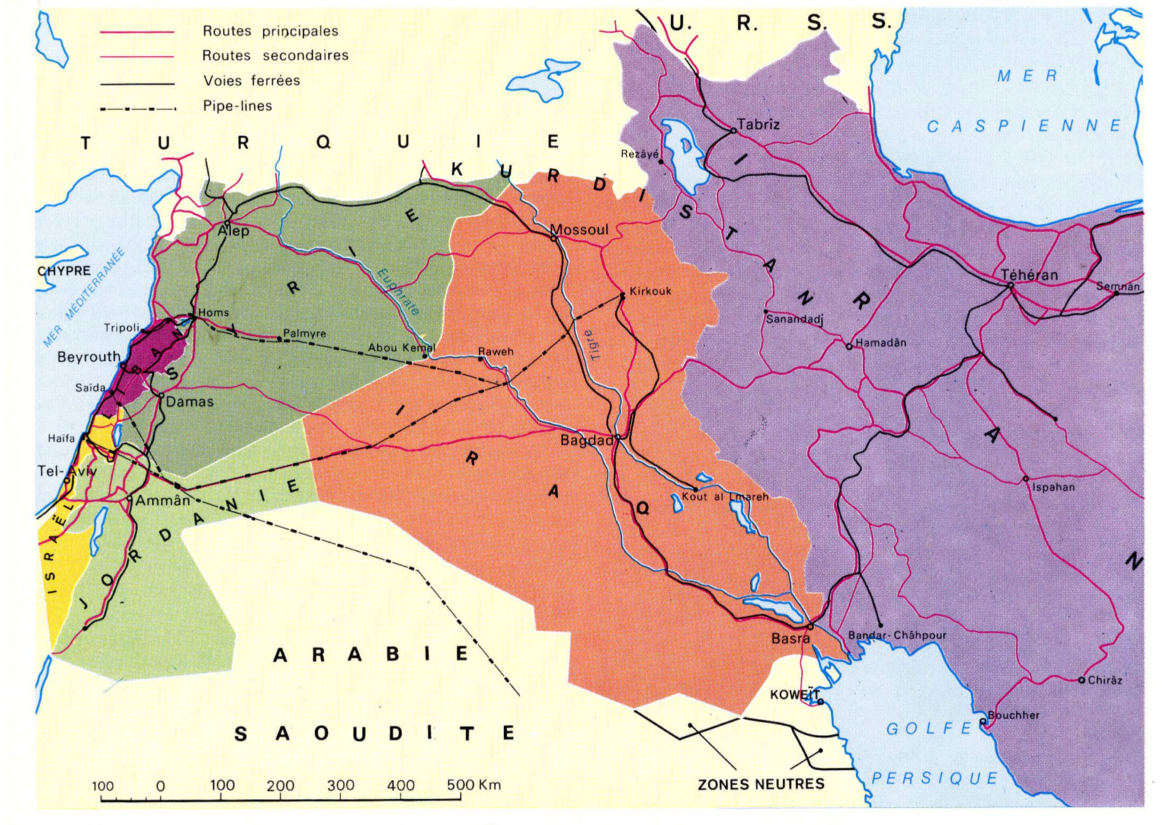
● *Dès 1914,* les provinces turques du Moyen-Orient s'agitent, après dix siècles de domination ottomane. Le nationalisme à fleur de peau des populations est alimenté par le rêve d'un grand État arabe « du Nil à l'Euphrate », rêve entretenu par Thomas Edward Lawrence (1888-1935), agent britannique dans les pays arabes qu'il pousse à la révolte contre les Turcs en 1916-1918 (la Grande-Bretagne envisageait de créer un royaume arabe sous protectorat britannique afin de protéger son empire des Indes). Ainsi est né, du moins officiellement, le *panarabisme.* Il recouvrait, en fait, des intérêts occidentaux (pétrole, positions stratégiques et culturelles, marchés, etc.) ; il semble que les agents britanniques — y compris Lawrence — aient promis bien plus qu'ils ne pouvaient tenir, et surtout que leurs promesses aient été prises au pied de la lettre par les chefs nationalistes arabes. Cela explique la prodigieuse déception des populations qui, à peine délivrées du joug ottoman, se trouvaient prisonnières d'un système colonialiste qui, selon l'expression de M. Baumont (*La Faillite de la Paix,* 1960), « donne à l'ancienne guerre de libération arabe les caractères d'une guerre de butin ». Nulle part ailleurs qu'au Moyen-Orient le fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la *self-determination,* chère au président Wilson, n'a été plus ouvertement bafoué au nom des intérêts des grandes puissances occidentales et des États-Unis. Telle est l'une des grandes causes profondes des *imbroglios* du Moyen-Orient : un nationalisme qui, réveillé par les Occidentaux, s'est révélé d'autant plus ardent qu'il était insatisfait.

Ajoutons que cette déception a été entretenue par le jeune État soviétique dont l'idéologie, repoussée d'Europe centrale par la guerre de Pologne, tenta de s'étaler vers l'Orient et l'Afrique, dans une croisade pour l'émancipation des peuples colonisés (congrès des « peuples opprimés » en 1920 à Bakou ; anticolonialisme acharné de Zinoviev).

● *Le conflit franco-britannique au Moyen-Orient.* La révolution contre les Turcs naît dans le désert en 1916. Suscitée par les Britanniques (Lawrence), elle a pour chef l'émir de La Mekke, gardien des lieux saints de l'islām, le chérif Ḥusayn (plus exactement Ḥusayn b. ʿAli, 1856-1931) et ses trois fils ʿAlī, ʿAbd Allāh et Fayṣal dont le petit-fils — Fayṣal II — sera le dernier roi d'Iraq de 1939 à 1958). La Grande-Bretagne a envoyé une armée de 76 000 hommes, commandée par le général Allenby ; la France, dévorée par la guerre qui se déroule sur son territoire, n'envoie qu'un détachement commandé par le colonel Piepape. Damas (septembre 1918), Beyrouth (octobre 1918), abandonnées par les Turcs, tombent aux mains des troupes alliées. C'est alors que se manifeste l'opposition des intérêts français et britanniques.

Les Britanniques veulent un grand État arabe (qu'ils contrôleraient) dirigé par l'émir Ḥusayn ; pratiquement, ce sont les fils de celui-ci qui sont poussés en avant : Fayṣal se fait proclamer « roi de Syrie » (8 mars 1920) et ʿAbd Allāh « roi d'Iraq ». Cette double royauté est éphémère (Fayṣal est expulsé de Syrie par les Français en juillet). En avril 1920, la conférence de San Remo attribue à la France un mandat sur le Liban et la Syrie, à la Grande-Bretagne un mandat sur l'Iraq et la « Syrie du Sud » (c'est-à-dire la Transjordanie et la Palestine).

Le Moyen-Orient : divisions politiques avant la guerre des Six jours et voies de communication.



Ainsi, en 1921 les cartes sont distribuées et la suite de l'histoire concerne les sursauts et les guerres intestines qui éclatent à l'intérieur des territoires sous contrôle français ou britannique.

— L'Iraq devient un royaume sur lequel la Grande-Bretagne a reçu un mandat (août 1921); Fayṣal est roi à Baghdād. Après des révoltes contre l'occupation britannique, des rivalités parfois sanglantes entre chrétiens et musulmans, ou arabes et kurdes (voir ci-dessous), l'État iraquien se stabilise (monarchie constitutionnelle en 1925, indépendance reconnue par la Société des Nations en 1932, avènement de Ghāzī Ier fils de Fayṣal, en 1933, puis de Fayṣal II en 1939).

— La Palestine n'est pas un État. C'est une contrée où vivent notamment des Arabes et des Juifs (voir ci-dessous). Après les troubles de 1921, la Grande-Bretagne procède à un partage du pays, créant à l'est du Jourdain la Transjordanie, peuplée, à l'époque, de Bédouins nomades, avec comme souverain ʿAbd Allāh, fils du chérif Ḥusayn.

— Quant à Ḥusayn, qui devait devenir — selon les anciens plans britanniques — le roi du grand royaume arabe, il ne conserve que le Hedjaz (La Mekke, Médine). Mais la péninsule arabique tombe bientôt sous la domination d'un chef local originaire de l'oasis de Riyāḍ, Ibn Saʿūd, qui a commencé la conquête de l'Arabie en 1902 et qui, à la tête des musulmans wahhābites détrône le chérif Ḥusayn et devient roi du Hedjaz (voir p. 27).

— Le Liban accepte sans difficulté le mandat de la France dont l'influence dans ce pays est très ancienne. Par contre, la Syrie doit être conquise par la force (en particulier : guerre du Djebel Druse, voir ci-après); les troubles ne cesseront qu'en 1926.

Les principales crises du Moyen-Orient arabe avant la Deuxième Guerre mondiale.

● *En Iraq,* où les Britanniques n'ont pas été accueillis en libérateurs dans la mesure où le pays avait bien accepté le régime ottoman (les Turcs y étaient d'ailleurs nombreux), les crises ont surtout été religieuses et ethniques. Le roi Fayṣal Ier est en effet un musulman sunnite alors que la majorité de la population iraquienne était — à l'époque — chiite dans le Centre et le Sud, kurde dans le Nord, assyrienne dans les environs de Mossoul; il y avait en outre de nombreux Juifs (à Baghdād) et une importante communauté arménienne. Cette multiplicité ethnico-religieuse a été la cause de soulèvements sanglants, tendant pafois à la guerre civile, mais dominés grâce à l'énergie de Nūrī Pasha as-Saʿīd et à l'assistance militaire de la Grande-Bretagne : 1927, soulèvement chiite; 1933, soulèvement des Assyriens (massacre de Seil, 3 000 victimes); 1935, révolte des Yazīdī; 1935-1936, nouveau soulèvement chiite.

Le problème kurde a été — et est encore — le point noir de l'unité iraquienne. Les Kurdes sont les descendants de ces tribus médiques signalées par les historiens anciens (Xénophon parle des *Kourdoûkhoi*); ils sont pour la plupart musulmans (il y a cependant quelques chrétiens nestoriens). Leur habitat n'est pas seulement iraquien. Ils sont répartis à travers tous les pays du Moyen-Orient soit à tire d'îlots ethniques dans certaines grandes villes, soit en pays kurde (montagnes du Kurdistān). En Iraq, les Kurdes habitent surtout le nord-est du pays (vers la frontière actuelle avec l'Iran) à proximité de Soleimanyé, de Mossoul, de Kirkuk (en Iran, on les rencontre dans la province de Kirmānshāh et vers le lac d'Ourmia). Les minorités kurdes, dont le traité de Sèvres prévoyait l'émancipation (article 62), ont été l'objet de mesures d'oppression en Turquie (soulèvement en 1925 contre Muṣtafā Kemāl, 250 000 victimes; déclaration du gouvernement turc en 1937 : « Les brigands ont été civilisés par la force »), en Iran (voir p. 39) et surtout en Iraq où les révoltes se succèdent à partir de 1930, sous la direction du cheikh kurde Aḥmad Bārzāni puis du frère de celui-ci, le *mollah* Muṣtafā Bārzāni (né en 1903). Les guerres kurdes ont toujours été très difficiles à mener car elles ont lieu dans les pays montagneux, d'accès difficile; l'aviation militaire y joue un rôle prépondérant. Dans les années 1930, ce fut surtout la Royal Air Force qui déversa sur les « rebelles » les bombes meurtrières; la politique de la Grande-Bretagne n'était pas spécialement antikurde, mais elle était avant tout pro-irakienne.

● *En Syrie,* la population est tout aussi bigarrée qu'en Irak; le danger est le morcellement du pays en plusieurs États (État alawite à Lataqia, États d'Alep et de Damas, district turco-syrien d'Alexandrette, État druse dans les montagnes). Un traité franco-turc (1939) remet à la Turquie le district d'Alexandrette (en turc : Iskenderūn), ce qui provoque un ressentiment national (qui subsiste encore). Dans la montagne *(Djebel Druse)* la rébellion conduit à la guerre druse de 1925 à 1926. La répression française sera sanglante, la France, tout comme la Grande-Bretagne, sacrifiant alors l'intérêt des populations locales à sa politique générale.

● *Au Liban,* nous l'avons dit, le mandat français ne rencontre aucune difficulté grave. Dans ce pays se sont mélangées, depuis le IIIe millénaire av. J.-C., des « races » et des civilisations diverses. Sur un fond cananéen-phénicien, se sont superposés Araméens, Amoréens, Égyptiens, Hittites, Assyro-Babyloniens, Hébreux, Arabes, Kurdes, etc. (les Arabes « purs » y sont en minorité). Toutes ces populations se sont harmonieusement fondues en un peuple « libanais », actif, commerçant, conscient de sa situation d'intermédiaire entre l'Orient et l'Occident. La coexistence des religions y est tout aussi pacifique : musulmans sunnites et chiites, druses, chrétiens de toutes sectes (maronites, grecs catholiques, grecs orthodoxes, syriens catholiques, orthodoxes, jacobites, etc.) dont les plus importants — de beaucoup — sont les maronites.

Le Liban sous mandat français s'érige en république (1926). Le premier président de la République est Charles Debbas (Grec de religion orthodoxe); par la suite la tradition dite du *confessionnalisme* s'instaurera : l'exécutif est partagé entre un chrétien maronite (le président de la République) et un musulman sunnite (le président du Conseil); cette tradition s'est étendue dans de nombreux domaines de la politique et de l'administration.

● *En Palestine,* territoire administré directement par les Britanniques, se pose avec acuité le problème juif (voir ci-dessous).

Le problème juif au Moyen-Orient.

L'idée d'un État juif installé en Palestine remonte à la fin du XIXe siècle (Theodor Herzl). Le *Congrès sioniste,* créé en 1897, revendique le droit pour tous les Juifs dispersés dans le monde de se regrouper sur la « terre des ancêtres » (leader : Dr Chaïm Weizmann); un *Fonds national juif* est fondé en 1901 pour l'achat de terres en Palestine. C'est grâce à cet organisme que se crée Tel-Aviv (« La colline du printemps ») où s'élèvent, à la veille de la Première Guerre mondiale, une cinquantaine de maisons.

Le 2 novembre 1917, lord Balfour, secrétaire d'État au Foreign Office, déclare :

> *Le gouvernement de Sa Majesté envisage avec faveur l'établissement d'un foyer national juif en Palestine, étant entendu que rien ne sera fait qui pourrait porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine.*

Lloyd George fera savoir plus tard que la *déclaration Balfour* était une « déclaration de propagande » destinée à toucher la grande presse et les milieux financiers américains qu'on essayait de gagner alors à la cause des Alliés en guerre contre les Empires centraux. Ce projet était d'ailleurs en contradiction avec la politique britannique au Moyen-Orient et son panarabisme tel qu'il s'exprime dans la correspondance échangée entre le haut-commissaire britannique en Égypte (sir McMahon) et le chérif Ḥusayn, ainsi que dans les projets de partage d'influence au Moyen-Orient entre la France et la Grande-Bretagne (accords Sykes-Picot de mai-octobre 1916). Le projet fut confirmé cependant à la conférence de San Remo (avril 1920) et la Palestine « historique », enlevée en 1918 à la Turquie, fut confiée sous mandat à la Grande-Bretagne. Telles furent les origines du mouvement « sioniste » en Palestine. Pour les Arabes, dont on venait de réveiller les nationalismes, ce fut une désillusion de plus; mais leurs protestations ne furent évidemment pas écoutées.

Cependant il apparut très vite aux Britanniques et aux Américains que la création d'un État juif en Palestine était une charge de dynamite supplémentaire au Moyen-Orient, où il y en avait déjà beaucoup. À la fin de la guerre, en 1919, il y avait en Palestine environ 550 000 musulmans, 70 000 chrétiens et 50 000 juifs. Sous le contrôle britannique trois organismes parallèles défendent les intérêts de leur communauté : un *Conseil national juif (Vaad Leoumi)* représentant la communauté juive palestinienne, un *Exécutif arabe* et un *Conseil suprême musulman* (où domine le muftī de Jérusalem Ḥadjdj Amīn al-Ḥusaynī); d'autre part l'*Organisation sioniste internationale,* dont le siège est à Londres, a de nombreux représentants en Palestine. C'est cette organisation qui mène le combat pour la création d'un État juif et qui favorise l'émigration vers la Palestine des Juifs d'Europe et d'Amérique : en 1939, il y avait environ 455 000 Juifs pour un million d'Arabes en Palestine.

Les autorités britanniques ont nettement eu conscience des troubles que provoquait l'immigration juive. Les nationalistes arabes présentent les nouveaux arrivants comme des spoliateurs de la terre arabe et organisent fréquemment contre eux des attentats, des massacres, etc.; de leur côté les Juifs — sionistes ou non-sionistes, c'est-à-dire partisans d'un État juif indépendant ou au contraire partisans de fondre les communautés juive et musulmane en un seul État indépendant — se défendent contre attentats et pogroms. Mieux organisés que les musulmans, plus dynamiques aussi, soutenus financièrement par le Fonds national juif, ils créent des coopératives villageoises *(moshav ovdim),* des villages collectifs *(kibboutzim)* que défend une milice, fondée à l'époque de la domination turque, la *Haganah* (« défense »; cette organisation paramilitaire deviendra la base de l'armée du futur État d'Israël). Tel-Aviv est passée de 2 000 habitants en 1919 à 150 000 habitants en 1939, à peu près tous juifs. La plupart des organisations juives fusionnent en une *Agence juive* (1922) où se dessinent les deux tendances du *sionisme* et du *non-sionisme;* il existe aussi des groupes dits révisionnistes, partisans de la création immédiate d'un État juif théocratique et considérant les Juifs non sionistes comme des traîtres.

Le climat de terrorisme et d'émeute est constant, et la Grande-Bretagne est nettement dépassée par les événements. Se dressent contre elle à la fois les Arabes et les Juifs. Les premiers lui reprochent d'avoir accepté l'immigration juive et d'avoir ainsi créé les conditions démographiques de l'antagonisme racial et religieux; quant aux Juifs, plus spécialement les sionistes, ils se considèrent comme victimes d'un tour de passe-passe (la déclaration Balfour). Désireux de maintenir l'ordre et de rester en Palestine (ne serait-ce que pour surveiller et protéger la route des Indes), le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté est obligé d'employer la force contre les uns et contre les autres.

À partir de 1936, la Grande-Bretagne choisit de s'opposer au sionisme, qui met en péril l'équilibre économique du Proche-Orient, en raison notamment de ses attaches avec la finance américaine; des agents britanniques encouragent à nouveau le nationalisme arabe, d'où une recrudescence du terrorisme et de la guérilla, prônée notamment par le muftī de Jérusalem qui trouve un soutien sérieux dans l'Allemagne antisémite hitlérienne et dans l'Italie (dont les visées proche-orientales sont évidentes : Éthiopie, Libye). La Grande-Bretagne tente alors de réduire (1939) et même d'interdire l'immigration (1940) fixant au tiers de la population totale de la Palestine le *quorum* des populations juives. Arabes et Juifs repoussent le projet d'un partage de la Palestine en deux (la Transjordanie à l'est du Jourdain aux Arabes, la zone côtière aux Juifs). Lorsque éclate la Seconde Guerre mondiale, l'arbitrage de la Société des Nations ayant été refusé par les deux partis, le problème reste dramatiquement irrésolu.

Le Moyen-Orient après la Deuxième Guerre mondiale.

● *L'unité dans l'adversité.* C'est le problème d'Israël qui n'a cessé de bouleverser le Moyen-Orient arabe et de déterminer, surtout après 1949 et les échecs musulmans, la politique intérieure et extérieure de ces différents pays (exception faite pour le Liban). Les États musulmans d'Afrique du Nord apportent d'ailleurs leur concours à l'effervescence politique du Moyen-Orient, en particulier l'Égypte nassérienne (voir p. 73). Un certain nombre de traités et d'accords ont été passés; nous avons déjà signalé p. 27 la constitution de la Ligue arabe.

Les principaux pactes (auxquels les États arabes n'ont pas toujours adhéré immédiatement) sont les suivants :

— pacte d'Alexandrie (17 juin 1950) relatif à la sécurité collective du monde arabe et la coopération économique;

— pacte de Baghdād (24 février 1955) groupant, autour de l'Angleterre, la Turquie, l'Iraq, l'Iran et le Pakistān : ce pacte, dont l'Iraq s'est retiré en 1959, n'a pas provoqué l'union militaire arabe que la Grande-Bretagne espérait créer (en particulier contre l'URSS); au contraire il a déclenché une série de pactes militaires antioccidentaux entre les différents pays arabes du Moyen-Orient et l'Égypte nassérienne; il a donné à l'URSS la possibilité de se poser en défenseur du monde arabe (fourniture d'armes, aide économique, etc.).

● *L'Iraq.* A son avènement en 1939, Fayṣal II n'a que quatre ans. Le pouvoir est exercé par Rashīd ʿAlī après un coup d'État contre le régent ʿAbd al-Ilāh. La position du nouveau régent, favorable aux puissances de l'Axe, entraîne l'occupation de l'Iraq par les Britanniques (1941). Le peuple iraquien, hostile à la Grande-Bretagne en raison de sa politique en Palestine (où règnent des souverains de la même famille que les rois d'Iraq, la

famille Hachémite), connaît en outre des conditions de vie précaires qui le rendent sensible à la propagande communiste (émeutes à Baghdād en novembre 1952). Nūrī Pasha envisage alors la création d'une vaste fédération arabe (*le Croissant fertile :* Iraq, Liban, Syrie, Jordanie et Palestine arabe), projet utopique ne serait-ce que par les divisions sans nombre qui opposent les musulmans de ces différents pays. Un plan de lutte contre le sous-développement, soutenu par une révision des accords pétroliers (en 1952, la moitié des revenus pétroliers à l'État), est mis sur pied.

Le rapprochement de plus en plus étroit du gouvernement iraquien avec les puissances occidentales et la Grande-Bretagne (proclamation de la fédération Iraq-Jordanie, pacte de Baghdād) provoque la révolution militaire de 1958 (la république est proclamée le 14 juillet par le général Qāsim ; exécutions sommaires du roi Fayṣal, de Nūrī Pasha et du régent). Le général Qāsim retire son pays du pacte de Baghdād, rompt la fédération Iraq-Jordanie et gouverne en s'appuyant sur les communistes (accord économique avec l'URSS en 1959). Puis, débordé par l'agitation révolutionnaire, il écarte ces derniers (qu'il accuse notamment d'avoir provoqué la révolution kurde, entraînant ainsi le gouvernement iraquien dans une « guerre de pacification du Kurdistān » qui va durer dix ans) et tente de reprendre le contrôle de la situation, mais un coup d'État militaire anticommuniste mené par le colonel ʿAbd as-Salām ʿĀrif (= Aref) (février 1963 ; Qāsim est assassiné), porte le *Baʿth* au pouvoir.

La révolte du colonel était menée par des officiers pronassériens et des baassistes (voir p. 27). Le « maréchal » Aref et les baassistes exercent une politique nationale et socialiste, anticommuniste, antisyndicaliste. Après avoir accordé un instant leur autonomie aux Kurdes, Aref reprend contre eux la « guerre de pacification ». Sur le plan extérieur, il amorce un rapprochement avec la Syrie et l'Égypte, après l'installation des baassistes en Syrie (mars 1963). Cet accord ne peut se réaliser et l'opposition entre baassistes et nassériens devenant plus aiguë, le *Baʿth* est éliminé (novembre 1963) et le maréchal Aref s'arroge des pouvoirs dictatoriaux. A sa mort, en avril 1966 (accident ou attentat kurde), le pouvoir passe à son frère ʿAbd ar-Raḥmān ʿĀrif. La politique suivie par les Aref est caractérisée par un certain freinage du socialisme, un cessez-le-feu au Kurdistān (1966) et la participation effective à la « guerre des Six jours » en 1967. Mais le gouvernement des Aref, malgré son autoritarisme, n'est pas parvenu à éliminer l'opposition des communistes, des anciens baassistes, et même des pronassériens ; cependant Aref et son Premier ministre, le général Ṭahīr Yaḥiā, tentent avec énergie de jouer le jeu politique traditionnel dans les pays du Moyen-Orient arabe, qui consiste à s'attacher ses adversaires, quitte à les éliminer brutalement si on s'aperçoit qu'ils « complotent », à s'attirer la confiance populaire par des décisions — ou simplement des discours — démagogiques, et à s'assurer du concours économique des grandes puissances étrangères.

Dans la nuit du 17 juillet 1968, un nouveau coup d'État a lieu ; il est mené par le général Aḥmad Ḥasan al-Bakr, qui destitue et exile Aref et communique à la nation un programme où il est dit que la révolution doit mettre un terme « au régime des illettrés, des opportunistes, des voleurs, des espions, des agents de l'impérialisme, des partisans des sionistes, des suspects, des profiteurs égoïstes et de tous ceux qui ont négligé les forces armées ». Il ne faut pas sourire devant les excès du verbe ; l'intercommunication, dans les langues sémitiques, est un problème que connaissent bien les linguistes et l'abondance des injures et insultes concrètes est l'équivalent des critiques abstraites du langage politique occidental (ou chinois !). Le mouvement du général-président Aḥmad Ḥasan al-Bakr a promis ce qu'il tenait : une série de procès contre « les espions d'Israël, les agents de la *Central Intelligence Agency* et de l'impérialisme », etc., a étonné une grande partie de l'opinion internationale (pendaison spectculaire des condamnés et exposition publique) ; au-delà des péripéties révolutionnaires et de leur cortège dramatique, se dessinent les deux grands problèmes du Moyen-Orient arabe : Israël et le pétrole.

Le général Aḥmad Ḥasan al-Bakr est resté au pouvoir jusqu'en juillet 1979, date à laquelle il démissionne pour laisser la place à Saddam Ḥusayn, qui cumule lui aussi les fonctions de président de la République et de Premier ministre. C'est à Saddam Ḥusayn qu'a échu le triste privilège d'« épurer » le *Baʿth* de ses éléments progressistes et libéraux (exécutions sommaires, suite à un prétendu « complot » contre l'État) et d'engager contre l'Iran une guerre dramatique qui, heureuse en ses débuts (septembre 1980), s'est révélée catastrophique pour le régime lorsque l'armée iranienne a reconquis le terrain perdu (libération de Khorramshar, le 24 mai 1982).

● *La Syrie.* L'évacuation du territoire syrien par les forces franco-britanniques en 1945-1946 marque le point de départ de l'indépendance complète de la République syrienne. Ce pays a connu, depuis son indépendance, un très grand nombre de coups d'État (presque un par an jusqu'en 1970 !). Ces coups d'État, souvent violents, ont provoqué le « glissement vers la gauche » progressif de la Syrie, qui est certainement le « satellite » soviétique du Moyen-Orient, avec cette différence que les communistes syriens ne représentent qu'une tendance socialiste parmi d'autres et que les problèmes traditionnels du monde musulman s'y posent avec autant d'acuité qu'ailleurs. Le lecteur trouvera à la p. 136 de l'*Annexe* l'énumération des principaux coups d'État. Retenons que sous la pression des partis baassistes, le gouvernement syrien s'est fondu avec l'Égypte nassérienne pour former la République Arabe Unie (RAU), créée par la convention du 1ᵉʳ février 1958 (président de la RAU : le *raʾīs* Djamāl ʿAbd al-Nāṣir (= Nasser) ; vice-président : Akram Ḥawrānī, baassiste syrien, et Sabri Asali, nationaliste syrien). En 1961, un nouveau coup d'État militaire rompt l'accord de 1958 et refait de la Syrie un État indépendant. Le problème essentiel de la Syrie moderne, indépendamment de ses relations avec Israël, concerne évidemment le relèvement de son économie. Il s'agit d'un pays essentiellement agricole, mais qui tire une grosse partie de ses revenus des oléoducs de l'*Irak Petroleum Company* qui traversent son territoire. La plupart des gouvernements qui se sont succédés à la tête de la République syrienne ont été obsédés par l'industrialisation et la socialisation du pays. Il y a toujours eu en Syrie des théoriciens du « socialisme arabe » et c'est en Syrie que le Baʿth a pris racine (voir p. 27). Aux nationalisations et aux socialisations, les éléments religieux et la bourgeoisie syrienne ont répondu par une attitude négative ; la plupart des « possédants » ont émigré dans divers pays arabes ou aux États-Unis. Isolée économiquement et diplomatiquement (sauf du côté de l'URSS), la Syrie se débat dans les contradictions de ses hommes politiques (baassistes, néo-baassistes, musulmans, marxistes, socialistes plus ou moins militaristes, nationalistes et partisans d'une fédération des États arabes). Depuis la guerre israélo-égyptienne de 1967, la Syrie a reconstitué l'essentiel de ses forces militaires grâce à l'aide soviétique et réclame le boycottage des puissances anglo-saxonnes auxquelles elle reproche leur appui à Israël.

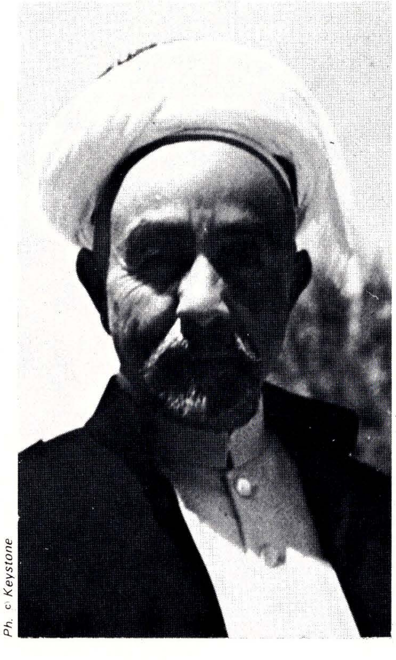
Le dernier coup d'État syrien a eu lieu au mois de mars 1969. Le parti baassiste au pouvoir depuis février 1966, considéré comme « sectaire » par le général Assad (ministre de la Défense dans le gouvernement baassiste), a vu ce dernier se lever contre lui en octobre 1968 (au cours du congrès du *Baʿth*). Il lui reproche d'être trop inféodé à l'URSS et de faire passer l'idéal du *Baʿth* avant les problèmes de défense nationale (la Syrie se considère comme l'État arabe le plus menacé par la puissance d'Israël). Le déroulement anecdotique du coup d'État de mars 1969 est un bon exemple de la maladie chronique politique de la Syrie : la décision du coup d'État semble avoir été prise après le congrès du *Baʿth*, en octobre 1968. Le 24 février, une quinzaine d'avions israéliens bombardent deux camps de *feddayin* (commandos arabes qui mènent la guérilla contre Israël et dont l'action a été le prétexte des deux guerres israélo-arabes en 1956 et en 1967). Au Conseil des ministres qui suit cette attaque, le général Assad lit un communiqué de victoire (« quatre-vingts avions ennemis ont été repoussés victorieusement, etc. »), communiqué qui est rejeté par le président de la République (Nūr ad-Dīn Atassi) tandis que des tracts sont diffusés soulignant l'incapacité dans laquelle se trouve l'armée de défendre le pays. Dans ce conflit entre le pouvoir politique et le pouvoir militaire, force reste inévitablement à l'armée ; le président Atassi est arrêté (il réapparaîtra peu après sur la scène politique), les prisonniers politiques libérés : le coup d'État est terminé. Il a fait une victime : le chef de la police secrète, le colonel Joundi, se suicide.

Ce coup d'État est caractéristique de la situation politique générale de la Syrie. Le *Baʿth* est un mouvement politique inconsistant qui se noie dans des formules vides qui n'ont pas toujours grand rapport avec les réalités matérielles et sociales. Au fur et à mesure qu'ils en prennent conscience, les différents politiciens baassistes s'éloignent de leur parti ; s'ils sont au pouvoir, ils ne peuvent le faire qu'au prix d'un coup d'État et l'on assiste ainsi à une décomposition progressive du *Baʿth*.

Entre 1970 et 1982, l'histoire de la Syrie a été principalement marquée par la guerre contre Israël. La « guerre du Kippour » (voir plus loin, p. 49) a eu pour effet la perte définitive du plateau du Golan, conquis par les Israëliens (octobre 1973) ; en 1974-1975, la Syrie a mené campagne contre les tentatives de rapprochement israélo-égyptien ; enfin la Syrie a participé activement à la guerre civile libanaise et a installé une partie de ses forces au Liban (voir ci-après). Ses troupes ont été délogées, en juin 1982, par l'armée israélienne, lorsque celle-ci a envahi et occupé le Liban. Ces revers militaires risquent de coûter cher au président Assad.

Voir la chronologie des principaux événements à la p. 136 de l'*Annexe*.

● *La Jordanie.* Cet État a été créé en 1949 à partir de la Transjordanie ; il comprenait l'ancienne Transjordanie, à l'est du Jourdain, et la partie de la Palestine restée arabe ; ses frontières ont été fixées par les conventions d'armistice entre Israël et les États arabes. Le roi de Transjordanie, ʿAbd Allāh, ayant été assassiné en 1951, c'est son fils Ṭalāl qui lui a succédé puis, après sa déposition pour aliénation mentale en 1952, son petit-fils le roi Ḥusayn (né en 1935). L'histoire de la Jordanie est liée à la politique extérieure des États arabes. Le royaume hachémite a été pendant très longtemps dans le camp des puissances occidentales, et cela malgré une opposition importante à l'intérieur du pays, celle des partisans d'un renforcement de la Ligue arabe. Les troupes britanniques ont quitté la Jordanie en 1958, après que le général Glubb Pacha, chef de la *Légion arabe* (armée entretenue essentiellement par les finances anglaises), eut été libéré de ses fonctions en mars 1956. Le roi Ḥusayn a dû lutter à plusieurs reprises contre les complots de la Ligue arabe ; son pays a été la principale victime de la guerre des Six jours menée par Israël contre les États arabes (voir ci-après). Une sorte de guerre civile oppose le gouvernement aux Palestiniens extrémistes.


Ph. © Keystone

Ces deux hommes résument l'histoire de la Palestine (royaume hachémite de Jordanie). Le roi ʿAbd Allāh (1882-1951), fils du roi du Hedjaz, a reçu la couronne de Transjordanie (1946), devenue en 1949 le royaume hachémite de Jordanie ; son petit-fils, le roi Ḥusayn (né en 1935), a dû faire face à la défaite après la guerre des Six jours, et voir une partie de ses territoires occupée par ses vainqueurs.


Ph. © Caméra Press/Holmes-Lebel

● *Le Liban.* L'indépendance du Liban, depuis 1920 sous mandat français, a été proclamée le 26 novembre 1941, grâce à l'action du président Bashra al-Khūri. Mais l'indépendance n'entra en vigueur qu'à partir du 1er janvier 1944. Le lecteur trouvera pp. 136-137 et 138 de l'*Annexe* des renseignements sur la chronologie des événements. Retenons que sous la présidence de Bashra al-Khūri (1890-1964), le président du Conseil fut Riad Solh (assassiné en 1951 par les membres d'un parti à tendance fasciste, le PPS, *Parti populaire syrien,* fondé en 1932 par le Libanais Antoun Saadé). Après la démission de Bashra al-Khūri, et le gouvernement provisoire du général Fouad Chehab, se succèdent à la présidence de la République : Chamoun (septembre 1952) puis, après des troubles graves (la « guerre civile » de mai 1958) le général Fouad Chehab et, en 1964, Charles Hébou auquel ont succédé Soleiman Frangié (1970-1976), Elias Sarkis (1976-1982) et — dans des conditions difficiles — le président Gemayel.

En *Annexe*, p. 138, un résumé chronologique de l'histoire du Liban moderne. Cet État est parvenu à se tenir en marge du conflit israélo-arabe jusqu'en 1973/1974 ; mais cette situation n'a pas pu durer : une guerre civile fratricide a ensanglanté le pays, opposant les musulmans progressistes et les Palestiniens cantonnés au Liban aux milices chrétiennes de Pierre Gemayel (père de l'actuel président de la République). Peu à peu, les belligérants voisins profitèrent de cette situation pour intervenir : paradoxalement, la protection des chrétiens du Liban fut assurée par l'armée syrienne et, dans le sud, par les Israëliens qui voyaient là l'occasion de contrer les menées de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Depuis 1978, Beyrouth a fait les frais de ce drame : la ville, divisée en deux zones (« chrétienne » et « musulmane »), bombardée par les Syriens et par les Israëliens, devient un champ de bataille. En 1982, les armées israëliennes ont pris l'initiative d'envahir le Liban, de marcher sur Beyrouth et de conquérir la capitale libanaise sur les milices de l'OLP. Cette victoire a été sanglante, et la « liquidation » des Palestiniens a provoqué des remous dans l'opinion publique internationale et en Israël même, où le gouvernement Begin a été sommé de s'expliquer sur l'issue de la bataille de Beyrouth.

En 1983, le Liban entre — en principe — dans l'ère de la reconstruction. Il est impossible de prévoir son évolution future, qui dépend en grande partie de l'évolution générale des conflits du Moyen-Orient.

Israël

Voir la chronologie de l'histoire d'Israël p. 138 de l'*Annexe*.

Israël est un État palestinien créé à la suite d'une décision de l'ONU en 1947 alors que la Palestine était encore sous mandat britannique, et qui s'est déclaré indépendant le 14 mai 1948 (David Ben Gourion), la veille de l'expiration de ce mandat (15 mai à 0 h). Il n'est pas reconnu par les pays arabes qui mènent contre lui, depuis 1947, une guerre incessante : cinq guerres israélo-arabes ont éclaté a ce jour : en 1947-1949 (guerre d'Indépendance), en 1956 (guerre de Suez), en juin 1967 (guerre des Six jours), en octobre 1973 (guerre du Kippour), et en 1978-1982 (guerre du Liban) ; Israël en est sorti toujours vainqueur.

Naissance et développement de l'État d'Israël.

● *Les origines.* Nous avons vu p. 46, que devant les troubles qu'engendrait l'immigration juive en Palestine et en raison de ses difficultés nationales (guerre de 1939-1945), la Grande-Bretagne avait fermé la Palestine aux immigrants juifs à partir de 1939-1940. Après la guerre et l'extermination systématique des Juifs par les nazis (6 millions de victimes sur 9 500 000 juifs européens) la *Conférence sioniste mondiale* (mai 1945) réclame le droit d'immigration illimitée en Palestine, malgré l'opposition aveugle et obstinée des Arabes et la mauvaise volonté apparente de la Grande-Bretagne. La milice de protection des communautés agricoles juives (la *Haganah*) mène contre le Royaume-Uni une guérilla acharnée ; des réseaux de résistance extrémistes s'organisent (l'*Irgoun Zwai Leumi* et le *Groupe Stern*), les immigrants « illégaux » affluent, le terrorisme règne et aucune des parties en présence (le gouvernement britannique, la Ligue arabe, l'Agence juive) ne pouvant s'accorder, la question est portée devant les Nations Unies (avril 1947) à Lake Success. Tandis que les incidents dramatiques se multiplient (épisode de l'*Exodus,* par exemple, pendant l'été 1947 : navire chargé d'immigrants auxquels les Britanniques interdisent de débarquer), l'ONU propose un *plan de partage de la Palestine* prévoyant deux États indépendants, l'un juif et l'autre arabe, et une zone internationale à Jérusalem. Il est bon de préciser ici la chronologie des événements :

23 sept. 1947	Une commission spéciale de l'ONU est chargée d'étudier le problème palestinien.
29 nov. 1947	Plan de partage de la Palestine ; solution agréée à la fois par l'URSS et les États-Unis. Fin du mandat britannique prévue pour le 15 mai 1948.
30 nov. 1947	La Ligue arabe déclare s'opposer, au besoin par la force, à la création d'un État juif en Palestine.
28 mars 1948	Les États-Unis déclarent renoncer au plan de partage (pas d'État juif, mais un « foyer national » juif au sein de la Palestine arabe).
avr. 1948	Les États-Unis et la Grande-Bretagne favorables à un État palestinien sous la tutelle de l'ONU (solution refusée par les Juifs et les Arabes).
12 avr. 1948	L'Organisation sioniste mondiale se met sous la protection du Dieu d'Israël et de l'héroïsme de son peuple.
14 mai 1948	David Ben Gourion, président du comité exécutif de l'Agence Juive, proclame à Tel-Aviv l'État indépendant d'Israël, État qui se réclame de l'esprit des prophètes et qui déclare la paix au monde. Les États-Unis, l'URSS et la plupart des États reconnaissent, à des dates diverses mais, dans l'ensemble, assez rapidement, cette indépendance.

● *La Guerre d'Indépendance.* Dès le 30 novembre 1947 la Ligue arabe a déclaré la guerre au futur État. En mai 1948, cinq nations (Iraq, Syrie, Transjordanie, Égypte, Liban) représentant 35 millions d'habitants attaquent la Palestine pour y exterminer les 650 000 Juifs qui s'y trouvent. À la surprise du monde entier, le petit État d'Israël tient tête, avec une efficacité extraordinaire, à ses ennemis et remporte sur eux victoire après victoire. L'intervention de l'ONU se révèle d'abord impuissante (assassinat du médiateur Folke Bernadotte, à Jérusalem, le 17 septembre 1948), puis les adversaires obéissent au « cessez-le-feu » ordonné par le Conseil de sécurité le 23 octobre 1948. Après quelques combats dans le Néguev (décembre 1948), le médiateur intérimaire, le Dr Ralphe Bunche, réussit à imposer une trêve générale le 7 janvier 1949. Une série d'armistices (février-juillet 1949) entre Israël et ses adversaires fixe les frontières de l'État juif. Jérusalem est divisée en deux : la vieille ville (où se trouvent les Lieux Saints) est arabe, la nouvelle ville est juive. Il n'a pas été signé de traité de paix. Depuis 1949, Israël, reconnu par la plupart des États du monde, est refusé, en tant qu'État, par les pays arabes.

La nécessité de regrouper les Juifs dispersés dans le monde et dont les communautés européennes avaient été mortellement touchées par la guerre s'imposait. Le fait que ce regroupement ait eu lieu en Palestine a provoqué et provoque encore des conflits qui ne sont plus seulement « locaux » car ils font intervenir la rivalité entre les deux blocs, de l'Est (URSS) et de l'Ouest (États-Unis). La situation était d'ailleurs à prévoir et l'examen des positions de chaque partie montre que, dans l'état actuel des choses, cette situation est inextricable.

● *Quelques questions.*

Questions	Réponses
Comment Israël justifie-t-il son établissement en Palestine ?	1 - Par des raisons historiques (c'est l'ancien royaume de David et de Salomon). 2 - En vertu de la *déclaration Balfour* (1917) ; voir p. 46. 3 - Par le fait accompli : les Juifs qui ont immigré en Palestine depuis 1917 ont transformé le pays et ont fait jaillir la prospérité là où il n'y avait que désert et rocaille ; ils se considèrent donc comme les véritables maîtres de la contrée qu'ils ont créée. 4 - En vertu de la ratification par l'ONU de la proclamation du 14 mai 1948.
Quelles sont les réponses arabes à ces arguments ?	1 - Il y a d'autres populations que les Hébreux avant l'arrivée de ceux-ci en « Terre Promise » (les Libanais se considèrent comme les descendants des Cananéens-Phéniciens, la Palestine a été sous la domination des pharaons de l'ancienne Égypte, etc.). D'autre part, la Palestine est terre sainte de l'islām depuis plus de treize siècles (638) sans discontinuité. 2 - La Grande-Bretagne avait aussi promis aux Arabes la création d'un grand empire arabe (voir p. 46). 3 - Le fait accompli n'est pas un droit ; de plus, les Arabes pensent, à tort ou à raison, que s'ils avaient eu les moyens techniques et financiers des Juifs, ils auraient pu réaliser une œuvre tout aussi spectaculaire. 4 - Ils n'ont pas d'arguments valables contre la ratification d'Israël par l'ONU.
Ont-ils des arguments supplémentaires ?	1 - Israël se développe aux dépens des pays arabes ; ses moyens et l'appui des États-Unis en font une nouvelle puissance impérialiste. À droits égaux avec les Juifs, les Arabes seraient vite dominés et absorbés (ce qui est exact dans l'état actuel des choses). 2 - Les « conquêtes » d'Israël ont fait fuir des centaines de milliers d'Arabes de Palestine (650 000 réfugiés en 1949, plus d'un million après la guerre des Six jours en 1967) que les autres États arabes ne peuvent absorber. Ce *problème des réfugiés* est un des grands drames du monde actuel.
Quelle est la position de la Grande-Bretagne ?	Ambiguë dès le départ, cette position est déterminée par la surveillance des intérêts britanniques au Moyen-Orient. Depuis l'indépendance de l'empire des Indes, ceux-ci sont plus pétroliers que stratégiques et le *Foreign Office* a renoncé après la Guerre mondiale à toute idée d'empire arabe ; de plus, la Grande-Bretagne s'aligne sur la politique de son allié, les États-Unis.

Questions	Réponses
Quelle est la position des États-Unis ?	Toujours nettement favorable au sionisme qu'ils ont alimenté financièrement en raison du rôle important des Juifs dans la vie financière américaine. En s'intéressant activement à la création d'un État juif au Moyen-Orient, les États-Unis justifiaient en outre, dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, leur intervention en cette région du monde soumise à l'époque au contrôle franco-britannique.
Quelle est la position de l'URSS ?	La ligne politique générale de l'URSS est de rendre coup pour coup aux États-Unis ; l'assistance aux pays du tiers monde, tout comme le soutien apporté aux anticolonialistes de tous bords, conduisent naturellement l'URSS à se faire le défenseur de la cause arabe contre l'« État capitaliste et impérialiste » d'Israël.
Comment expliquer l'évolution des positions des États-Unis et de l'URSS ?	On a vu que les États-Unis ont renoncé — pendant quelques semaines — à l'idée d'un État juif indépendant. Pourquoi ? Les historiens n'ont pas encore assez de documents pour répondre scientifiquement à la question ; toute réponse est fatalement polémique et politique (« les États-Unis ont réagi par antisoviétisme, l'URSS étant à l'époque partisan d'un État d'Israël indépendant », « intervention contre Israël des nazis réfugiés en Amérique », « conscients d'être en présence d'un problème insoluble, les États-Unis dégageaient leur responsabilité en laissant la situation tourner militairement et définitivement en faveur des Arabes », etc.). Aucune de ces hypothèses ne repose sur des fondements sérieux : elles ont autant de chances d'être fausses que vraies. La meilleure réponse dans ce cas, comme dans bien d'autres, est : « On ne sait pas. » L'URSS s'est résolument placée dans le camp arabe, parce que c'est là le moyen le plus simple pour elle de s'imposer au Moyen-Orient.
Quelle est la position française ?	La France, qui a longtemps soutenu Israël, a condamné la guerre des Six jours et ses conséquences, au nom d'une politique pro-arabe en rapport avec son ancienne position de puissance colonisatrice et de l'antiaméricanisme du gouvernement français (la « rivalité » De Gaulle-Johnson).
Que se serait-il passé sans l'intervention de l'ONU en 1948 ?	Indiscutablement victorieux sur presque tous les fronts, au moment de la trêve Bunche, Israël aurait peut-être succombé sous le nombre de ses assaillants malgré son héroïsme.

En résumé, ce qui fait la loi dans le conflit israélo-arabe, c'est le fameux « rapport des forces », en l'occurrence l'opposition États-Unis-URSS. Le fanatisme, l'affectivité parfois excessive des adversaires, intimement convaincus de leur bon droit et des dangers qu'ils courent, donnent à cette opposition la dimension d'une épopée.

Histoire intérieure d'Israël depuis sa création.

● *Avant la guerre des Six jours,* il y avait en Israël (capitale Tel-Aviv) 2 750 000 habitants se répartissant ainsi :

— Juifs : 2 345 000.
— Musulmans : 223 000.
— Chrétiens : 58 000.
— Druses : 31 000.

Les communautés s'administrent elles-mêmes du point de vue religieux (rabbins, prêtres et évêques, cadis, chefs druses). La liberté religieuse est garantie aux citoyens israéliens (à savoir tous les Juifs du monde entier, qui sont citoyens de droit ; les non-Juifs nés en Palestine et notamment les Arabes palestiniens qui sont restés après le partage de 1947-1949 ; tous les citoyens — juifs ou non juifs — ont les mêmes droits). Il n'y a pas de constitution, mais un ensemble de lois définissant le pouvoir de l'État : une assemblée (la *Knesset*) de 120 membres, élue au suffrage universel et à la représentation proportionnelle, un exécutif (Cabinet) responsable devant l'Assemblée et un président de la République. Ont été présidents de la République depuis la création d'Israël : Chaïm Weizmann (1949-1952), Ben Zvi (1952-1963), Zalman Shasar (1963-1968, réélu en 1968). La direction du gouvernement a appartenu constamment au parti travailliste (socialiste) israélien, le *Mapaï ;* ont été présidents du Conseil : David Ben Gourion (1948-1953), Mosche Sharett (1953-1955), David Ben Gourion (1955-1963), Levi Eshkol (1963-1969), auquel succède, après sa mort au début de 1969, Mme Golda Meïr.

● *La vie politique* est intense, les partis nombreux et les dissensions multiples. Le parti socialiste *(Mapaï)* est prépondérant, il est soutenu par la centrale ouvrière *Histadrouth* et s'est rapproché en 1965 du parti des socialistes de gauche, *Ahdouth Avoda.* À la suite de cette alliance, Ben Gourion a quitté le *Mapaï* et fondé, avec les éléments « jeunes » du parti (Mosche Dayan, Abba Eban, Shimon Peres), un parti dissident, le *Rafi.* Cependant le *Mapaï* a conservé le pouvoir (Levi Eshkol, Mme Golda Meïr). Le gouvernement actuel est un gouvernement de coalition auquel participent aussi des libéraux (le parti libéral conservateur, *Herouth*).

● *Les grands problèmes intérieurs* sont nombreux :

— Mise en valeur du pays : les villages collectifs ou *kibboutzim* et les coopératives ou *moshavim,* représentés syndicalement par la *Histadrouth,* fournissent à peu près le quart du revenu national ; les groupements capitalistes fournissent les trois autres quarts, mais le contrôle de l'agriculture et de la politique leur échappe.

— Accommodement de la loi mosaïque avec les exigences des rapports humains modernes ; le droit civil des personnes est issu de la loi juive (par exemple : interdiction des mariages mixtes) et son application aux citoyens non-juifs n'est pas sans créer des difficultés importantes. Les juifs orthodoxes (20 % de la population) s'opposent au reste du pays, partisan d'une laïcisation du droit (les règles rabbiniques entravent la vie économique).

— Intégration dans l'État d'Israël d'environ 900 000 Juifs venus surtout d'Afrique et d'Asie et qui ont réclamé le droit de citoyenneté. Ces Juifs représentent la *majorité* du corps électoral, mais leur niveau de développement est très inférieur à celui des Juifs « européens » ou « américains » qui, pratiquement, contrôlent les principaux rouages politiques et économiques.

— Intégration des minorités religieuses et ethniques.

● *Après la guerre des Six jours,* l'isolement d'Israël s'accentue (rupture avec la plupart des États africains en 1973). La *guerre du Kippour* (6-22 octobre 1973 ; ainsi nommée parce qu'elle a été déclenchée le jour de la trêve sainte du Kippour) a eu des conséquences territoriales (annexion de nouveaux territoires comme la Cisjordanie ou le Golan). Le pays est en proie à de graves difficultés économiques (dévaluations successives de la livre) et politiques. Les élections législatives de 1973 ne permettent pas de dégager une majorité cohérente et Mme Golda Meïr renonce à se maintenir au pouvoir après une tentative de quatre mois (décembre 1973-avril 1974) ; elle cède ses fonctions au général Itzhak Rabin. Les élections législatives de 1977 sont remportées par le parti *Likoud* (droite libérale et guerrière) ; le Premier ministre est alors Menahem Begin (mai 1977 ; encore en fonction au début de 1983). C'est lui qui a réalisé le rapprochement israélo-égyptien et qui a conduit la guerre libanaise. À la fin de 1982, son action et celle de ses ministres est mise en question par l'opposition progressiste, qui lui reproche notamment les « massacres » des Palestiniens de Beyrouth, commis au mépris des lois de la guerre... Mais la guerre a-t-elle d'autre loi que celle du plus fort ?

Politique extérieure d'Israël.

● *Elle est dominée* par ses conflits avec le monde arabe. La Ligue arabe, dès 1947, a organisé le blocus d'Israël : fermeture du canal de Suez aux navires israéliens, plan de détournement des eaux du Jourdain et, en mai 1967, interdiction aux navires israéliens de croiser dans le golfe d'Akaba (blocus du port d'Elath). Aucun traité de paix n'ayant été signé, aucune reconnaissance d'Israël n'ayant été admise par la Ligue arabe, le conflit a constamment évolué dans le sens de l'aggravation. Le Caire a pris la tête de la coalition : unification du commandement militaire (janvier 1964) ; création par les Égyptiens de l'*Organisation de Libération de la Palestine* (OLP) et de l'*Armée de Libération de la Palestine* (ALP), sous la direction d'Ahmad Chukayraï, qui opère en territoire jordanien ; création de commandos *(feddayin)* et de groupes terroristes *(al-Fatah).* Trois catégories d'opérations militaires ont eu lieu depuis la guerre d'Indépendance :

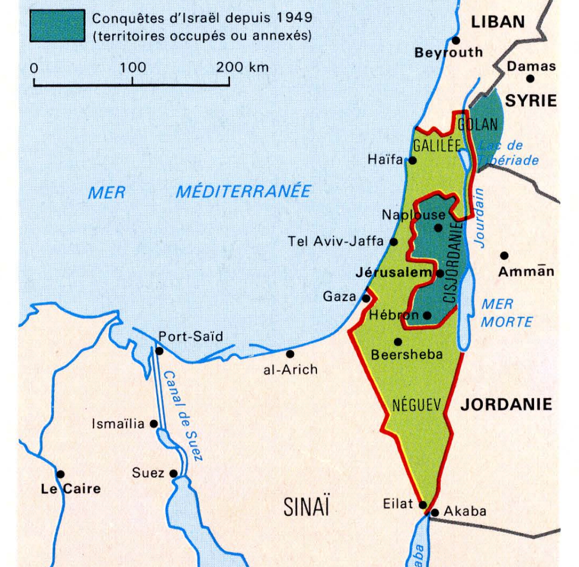
— En 1956, constatant avec inquiétude les accords militaires passés entre les pays arabes, le gouvernement israélien décide de prendre l'initiative et d'attaquer l'Égypte (campagne du Sinaï, par le général Mosche Dayan, commencée le 29 octobre 1956 avec trois colonnes de blindés et terminée le 4 novembre : 15 000 prisonniers égyptiens, un seul prisonnier israélien ; intervention de l'ONU : voir p. 74).

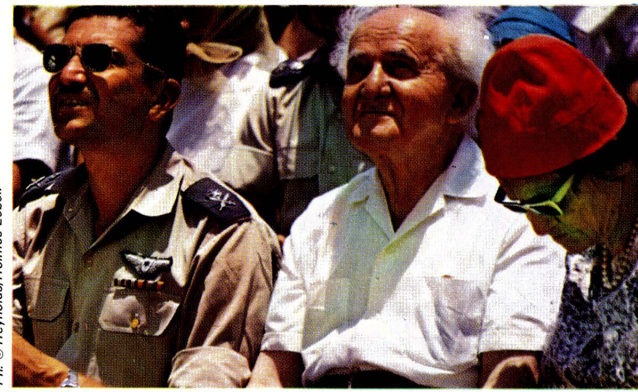
— Entre 1956 et 1967, de nombreux attentats « terroristes » arabes entraînent des raids de représailles israéliens dans les États limitrophes d'Israël (Jordanie, Syrie, Liban).

— En 1967, après le départ des « casques bleus » de l'ONU, Nasser ferme le golfe d'Akaba aux navires israélien (22 mai) ; c'est le *casus belli* dont a besoin Israël pour justifier la troisième guerre israélo-arabe, dite *guerre des Six jours* (5-10 juin 1967) menée par le général Rabin (Mosche Dayan, ministre de la Défense) : destruction « éclair » de l'aviation égyptienne, occupation de Gaza, du Sinaï, de la Cisjordanie, de Jérusalem, etc. (voir carte).

● *La politique suivie* ensuite par Israël compromet sa position internationale (jusqu'à la guerre des Six jours, Israël faisait figure de future victime des pays arabes ; depuis, une partie de l'opinion internationale le considère comme oppresseur). L'ONU ne le condamne pas comme agresseur, certes, mais le condamne cependant pour ses annexions en Jordanie. Toujours soutenu par les États-Unis et la Grande-Bretagne, Israël perd partiellement le soutien de la France (arrêt des livraisons d'armes et du matériel militaire), tandis que l'URSS intensifie son effort d'assistance aux pays arabes. En 1968-1969, attentats arabes et représailles israéliennes se poursuivent, provoquant à deux reprises la condamnation d'Israël à l'ONU (pour le raid contre les camps de réfugiés en territoire jordanien qui alimentent en hommes les commandos d'*al-Fatah* et pour le raid de représailles sur l'aéroport international de Beyrouth, raid où fut détruite la quasi-totalité de la flotte aérienne commerciale libanaise).

Israël et ses conquêtes.




Ph. © Reynolds/Holmès-Lebel.

David Ben Gourion (1886-1973), un des fondateurs de l'État d'Israël.

Ces agressions, ces annexions, ces représailles — réponse aux attentats arabes (al-Fatah) — contribuent à rendre le problème israélo-arabe insoluble et font le jeu de l'URSS qui a maintenant plus de raisons que jamais de se maintenir au Moyen-Orient. Vaincu et humilié, vivant maintenant dans la crainte d'autres expéditions israéliennes — et faisant d'ailleurs tout ce qu'il faut pour qu'elles se produisent — après avoir perdu de nouvelles portions de la Terre Sainte de l'islām, assistant impuissant au drame quotidien qu'est la vie de deux ou trois millions de réfugiés, le monde arabe aspire à se venger.

Cette vengeance, elle a commencé à s'exercer par la « guerre du Kippour » : une offensive syro-égyptienne menée rapidement a surpris les Israëliens qui n'ont pu reconquérir qu'une partie du terrain perdu. À la suite de ce conflit, où il n'y eut, cette fois, ni vainqueurs ni vaincus, s'est ouverte la Conférence de Genève (Israël, Égypte, Jordanie, États-Unis, URSS), sous la présidence du Secrétaire général de l'ONU. Cette assemblée devait d'ailleurs accueillir Yasser Arafat, leader de l'OLP, le 13 novembre 1974. Après les échecs du Secrétaire d'État américain Henry Kissinger (politique dite des « petits pas » en 1974-1975), c'est finalement le président Carter qui est parvenu à faire signer à l'Égypte et à Israël les *accords de Camp David* (17 septembre 1978) : évacuation du Sinaï par les Israéliens, établissement de relations diplomatiques entre Israël et l'Égypte, autonomie provisoire accordée aux habitants de Gaza et de Cisjordanie pour une période de cinq ans, annonce d'un traité de paix à signer dans les trois mois qui suivent.

Ce résultat positif a été anéanti par la guerre libanaise. Dès 1978, Menahem Begin faisait envahir le Sud Liban, pour mettre fin aux actions des commandos palestiniens qui s'y entraînaient et y préparaient leurs raids contre Israël. De proche en proche, cette invasion a fait tache d'huile, s'est superposée à la guerre civile libanaise et a conduit l'armée libanaise à Beyrouth, en 1982. Les opérations de « nettoyage » humain qui ont eu lieu à Beyrouth ont terni — à tort ou à raison — l'image d'Israël dont la position, face à un monde arabe qui tire sa puissance de ses richesses pétrolières, est délicate. Et il est impossible de prévoir ce qui se passera dans cette région du monde.

LA SIBÉRIE

AVANT LA COLONISATION RUSSE.

Dans ce qui suit, nous avons conservé l'orthographe française usuelle des noms propres, sauf quelques exceptions pour lesquelles nous donnons les deux orthographes.

La préhistoire.

● *Paléolithique* (en gros : avant 12000 av. J.-C.) : on a retrouvé, depuis les fouilles du XIXe siècle, de nombreux sites paléolithiques ; les habitants nomades de la Sibérie avaient une technique de l'os et de la pierre. Les

deux sites les plus célèbres sont ceux de Malta (découvert en 1928) et de Bouret (découvert en 1936).

Au paléolithique succède le *mésolithique* avec des outils caractéristiques : petite hache, harpon, pointe de flèche, microlithes (petits cailloux). D'après l'étude des restes humains découverts dans ces régions (surtout en Sibérie orientale), on constate que la forêt (zone de la taïga) est habitée par des hommes de type *mongoloïde*, tandis que les stations préhistoriques situées plus au sud, dans ce qui sera plus tard la steppe, vivent des hommes au type *europoïde*.

Le *néolithique* s'étend du Ve au IIIe millénaire av. J.-C. (il se prolonge jusque vers l'an 1800 av. J.-C.). Il est caractérisé par une transformation de l'outillage (technique de la pierre polie et non plus de la pierre taillée, grande variété d'instruments), mais aussi par l'apparition — dans certaines stations — de rites funéraires et de peintures rupestres.

— Dans la région du lac Baïkal, signalons les stations de Khilshaya, Sérovo, Issakovo, Kitoï (cette dernière culture se termine vers l'an 1800 av. J.-C. et on en retrouve des traces sur une aire extrêmement vaste ; c'est à Kitoï qu'on a trouvé des morts dont le squelette était peint avec de l'ocre rouge, coutume qui se rencontre chez de nombreux peuples de la préhistoire aussi bien asiatique qu'européenne).

— Vallée de la Léna : culture s'étendant très loin vers le nord (jusqu'à Iakoutsk) ; peintures rupestres de Surutakh-Khaya.

— Sibérie méridionale : signalons la culture d'Afanatsievo (IIIe millénaire, caractérisée par l'ensevelissement des morts dans la position fœtale) et d'Andronovo (IIe millénaire).

— En Sibérie orientale, la culture la plus importante est celle de Khabarovsk.

● *L'âge du bronze* débute à peu près avec le IIe millénaire av. J.-C., en particulier dans la région du Baïkal et du cours supérieur de la Léna (culture dite de Glazkovo, qui dure jusqu'en 1300 av. J.-C.). Il est remarquable que les objets en bronze soient retrouvés essentiellement dans des stations relativement proches de la Chine (Chine du Nord et Chine occidentale) où le bronze a été introduit dans le courant de la dynastie Shang, vers 1400 av. J.-C. (voir p. 3).

De 1200 à 700 av. J.-C., les régions habitées de la Sibérie orientale voient leur population considérablement augmentée (on s'en rend compte à l'abondance des sépultures) ; alors qu'aux époques précédentes les vestiges humains avaient des caractères communs, à partir du XIIIe siècle av. J.-C. on constate qu'on a affaire à un mélange ethnique : certains crânes ressemblent aux crânes qui ont été trouvés en Chine du Nord. Ces mélanges correspondent sans doute aux changements intervenus en Chine au XIe siècle av. J.-C. (chute de la dynastie Shang, apparition de la dynastie Zhou (= Tcheou, en 1027, selon la date traditionnelle). Ce changement de dynastie s'est accompagné d'une migration importante de la population ; il est possible que les « Chinois » (il vaudrait mieux dire les Proto-Chinois) de l'époque Shang qui se sont enfuis vers la Sibérie aient emporté avec eux leurs techniques et leur art (armes, ornementation des stèles de pierre, première apparition de l'art animalier). Cette époque sibérienne est appelée *époque de Karasouk*, du nom d'un site situé dans le bassin de Minoussinsk. On la retrouve aussi dans l'Altaï.

A la même époque (c'est-à-dire pendant le Ier millénaire av. J.-C.), plus au sud, dans la région des steppes sibériennes et de l'actuelle Mongolie orientale, vivent des peuples nomades, plus évolués, semble-t-il, que les hommes de la taïga. Ils pratiquent l'élevage, ont domestiqué le cheval, connaissent l'art de couler le bronze dans des moules de pierre (d'où un art très évolué) et sont en relation avec la Chine, où s'est déjà installée une civilisation sédentaire qui, depuis l'an 1000 environ, connaît l'écriture. C'est dans les steppes situées au-delà du lac Baïkal, dans ce qu'on appelle la Transbaïkalie, qu'on a retrouvé les vestiges les plus remarquables de cette civilisation dont nous retiendrons notamment le mode d'inhumation (tombes parallélépipédiques, alignées en files régulières et parfois accompagnées d'une stèle décorée ; la décoration la plus courante figure un élan).

Dans le courant du IIIe siècle av. J.-C., apparaît dans le nord de la Mongolie, c'est-à-dire au sud du Baïkal, la technique du fer. Les peuples nomades qui utilisent ce métal nous sont connus par d'autres sources que les sources archéologiques : les textes chinois nous les présentent comme de dangereux pillards et les ont baptisés Xiongnu : nous ne sommes plus dans la préhistoire ni dans la protohistoire, mais déjà dans l'histoire puisque nous avons sur cette période des documents écrits.

Parallèlement, la culture de Karasouk a été remplacée, entre 700 et 300 av. J.-C., par la culture dite de *Tagar* : céramiques à fond plat, armes de bronze extrêmement variées, bijoux et surtout art animalier particulièrement développé, qui se communiquera d'ailleurs à la Chine du Nord (à l'époque des *Royaumes combattants*). La différence essentielle entre la culture de Tagar et celle de la Transbaïkalie semble concerner non la métallurgie, également développée chez les uns et les autres, mais l'élevage, qui est encore très retardataire dans la culture de Tagar.

En résumé, au début du IIIe siècle av. J.-C., on voit s'étaler à travers toute l'Asie, depuis la Chine du Nord (les plateaux de l'Ordos, dans la boucle du Hoang-ho) jusqu'à la Russie méridionale et vers la Caspienne et l'Iran où règnent alors les Achéménides et où va bientôt pénétrer Alexandre le Grand, une culture assez homogène pratiquée par des tribus nomades de bons cavaliers, connaissant bien la technique du bronze, ayant mis au point un art animalier très brillant, utilisant les mêmes sortes d'armes, les mêmes harnachements, portant des bijoux et des ornements analogues : il s'agit de la civilisation des steppes qui se répand d'autant plus facilement qu'il n'y a pas d'obstacle géographique important. C'est dans ces steppes de l'Asie sibérienne et de l'Asie centrale qu'apparaissent ces nomades dont nous connaissons les noms et parfois l'histoire grâce aux anciennes annales chinoises : les Xiongnu (= Hiong-nou), les tribus turques, les Mongols, les Toungouzes (ancêtres des Mandchous).

Les nomades des steppes et les peuples de l'ancienne Asie.

Les Hiong-nou.

Les Chinois ont appelé ainsi les hordes de nomades qui envahissent leur pays aux IVe-IIIe siècles et dont ils se protègent par la *Grande Muraille* (commencée vers 300 av. J.-C.). Vers 250, les Hiong-nou (= Xiongnu) sont installés près du lac Baïkal (vallée de l'Orkhon) ; ils rançonnent la Chine et étendent leur empire vers les steppes du sud-ouest, c'est-à-dire vers le Turkestan. A partir des IIe-Ier siècles, les tribus hiong-nou commencent leur division :

● *Les Hiong-nou occidentaux* se fixent vers la mer d'Aral, après avoir chassé leur chef Tche-tche qui se réfugie en Chine (60 av. J.-C.).

● *Les Hiong-nou du Sud* se soumettent à la Chine qui les laisse s'installer en bordure de la Grande Muraille ; ils fonderont une dynastie temporaire en Chine du Nord (308-352).

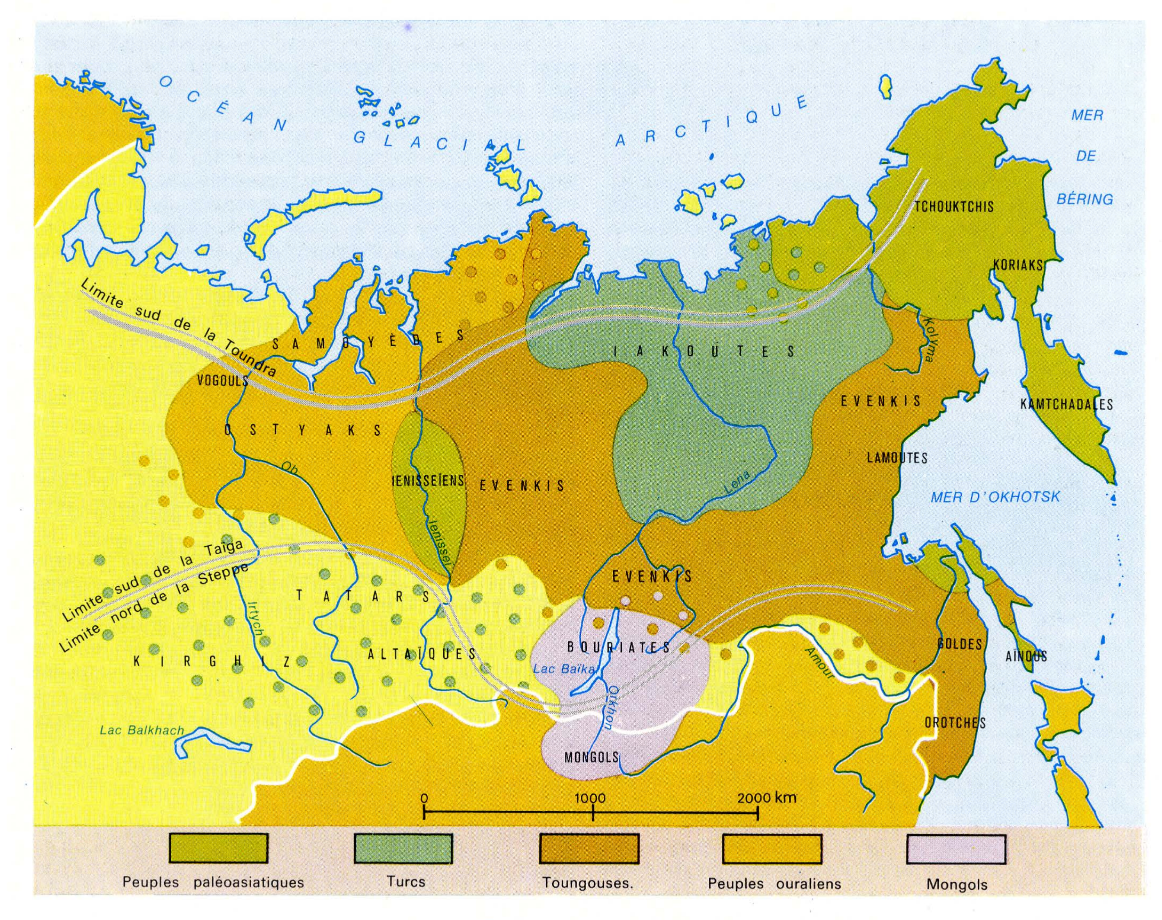
● *Les Hiong-nou du Nord*, après de nombreuses expéditions plus ou moins malheureuses, se divisent en deux groupes : l'un rejoint les Hiong-nou occidentaux, l'autre reste dans l'Altaï et on le considère parfois comme l'ancêtre des Turcs (T'ou-kiue, voir p. 41).

On a longtemps considéré que les Hiong-nou occidentaux étaient les ancêtres des Huns qui apparaissent en Europe vers 375 apr. J.-C. Les travaux récents, fondés sur la linguistique et l'anthropologie, tendent à considérer que cette assimilation est à écarter : les Huns sont des mongoloïdes, leur langue est du groupe altaïque, tandis que les Hiong-nou sont à rapprocher des anciennes peuplades sibériennes, comme on l'a vu ci-dessus.

Peuples de l'ancienne Asie (certains de ces peuples subsistent encore à l'heure actuelle).

Peuple	Origine (lieu, époque)	Destinée
AVARS	Haute-Asie (Mongolie). Ve siècle. Selon les auteurs : identifiés aux Jouan-Jouan, à leurs prédécesseurs ou à leurs descendants.	Fondent un royaume aux Ve et VIe siècles. Émigrent d'Asie centrale en Europe au VIe siècle. Justinien les installe dans les Balkans et en Poméranie en 561. Leur territoire s'étend de la Volga à l'Autriche. Vaincus par Byzance en 601 et par Charlemagne en 796. Disparaissent de l'histoire au IXe siècle.
AVARS (ne pas confondre avec les précédents)	Caucase Ve siècle.	Islamisés à partir du Ve siècle. Se trouvent aujourd'hui dans la république autonome du Daghestan.
BACHKIR	Mongols. Bassin de l'Oural. IXe siècle.	Incorporés dans la Horde d'Or ; massacrés pour avoir soutenu la révolte de Pougatchev en 1773. Se trouvent dans la république autonome de Bachkirie proclamée en 1922.
BOURIATES	Mongols. Lac Baïkal. XIIIe siècle.	Contacts avec les Russes au XVIIe siècle. Refoulés en partie en Mongolie par la colonisation russe. République autonome des Bouriates constituée en 1922.
IAKOUTES	Mongols (origine turque). Bassin de la Léna. Moyen Âge.	République autonome de Iakoutie.
JOUAN-JOUAN	Proto-Mongols. Mongolie. Début du Ve siècle.	Fondent un empire au Gobi. Vaincus par leurs vassaux révoltés, les Tou-kiue, alliés aux T'o-pa. Ils se réfugient en Chine.
KHAZARS	Turcs (peut-être des Huns occidentaux).	Fondent un empire dans les steppes du Terek et dans le Daghestan. Islamisés au VIIIe siècle. Christianisés à partir de 860. Battus par les Russes au Xe siècle.

Peuple	Origine (lieu, époque)	Destinée
KIRGHIZ KAZAKHS ET KARAKIRGHIZ	Turcs. Asie Centrale. Ier siècle av. J.-C.	Dominent la Mongolie en 840. Soumis à Gengis khan en 1218. Massacrés par les Russes au XVIIe siècle. République autonome du Kirghizistan créée en 1926, fédérée en 1936.
KORIAK	Nord du Kamtchatka.	Arrondissement national des Koriaks dans la RSFS de Russie.
OSTYAK	Finno-Ougriens. Sibérie occidentale.	
SAMOYÈDES	Cours inférieur de l'Ob.	
SARMATES	Nord de la mer Noire, sur le Don. IIIe siècle av. J.-C.	Envahissent le territoire des Scythes au IIIe siècle av. J.-C. Installés dans l'Empire romain par Constantin, ils se mêlent aux envahisseurs, Goths, Huns et Vandales.
SCYTHES	Iran. VIIe siècle av. J.-C.	Forment un État puissant au IIe siècle av. J.-C. au nord de la mer Noire. Se mêlent aux envahisseurs asiatiques.
TCHOUKTCHIS	Sibérie orientale.	Territoire autonome des Tchouktchis.
TOUNGOUZES	Origine altaïque. Sibérie orientale (Iénisséi).	
VOGOULES	Finno-Ougriens.	République autonome de Khan-ty-Mansisle en Sibérie occidentale.
YOUKAGIR	Groupe hyperboréen paléo-asiatique.	République autonome de Iakoutie.
ZYRIANES	Finno-Ougriens du bassin de la Petchora	Font partie de la république autonome des Koumis.



Peuplement de la Sibérie.

Peuplement de la Sibérie

Les anciens peuples de l'Asie septentrionale et de l'Asie des steppes.

Ces peuples (Paléo-Asiates, Toungouzes, Türks, Eurasiens, etc.) sont présentés dans le tableau de la page ci-contre ; pour les Mongols, voir p. 52.

LA CONQUÊTE RUSSE ET LA SIBÉRIE MODERNE.

La Sibérie au temps des tsars.

Avant 1860.

Au début de l'ère chrétienne, la Sibérie — surtout la Sibérie des steppes — est un vaste lieu de passage où les hordes nomades déferlent. Lorsque les Russes, encadrés par les Varègues, constituent les premiers États slaves, la « marche vers l'est » prend d'abord un aspect religieux (évangélisation des « païens ») et économique (chasse aux fourrures organisée par les Novgorodiens dès le XIe siècle). Lorsque les incursions des nomades deviennent trop pressantes, les expéditions commencent, défensives d'abord, puis offensives. Interrompue par la période mongole, la conquête reprend au XVe siècle (Kazan tombe en 1552, Astrakhan en 1556). Lorsque se constitue, à l'est de l'Oural, un État mixte créé par Koutchoum, descendant de Gengis khan, les gouverneurs de Perm, les Stroganov, se lancent dans le combat en 1578 avec l'accord d'Ivan le Terrible. La lutte dure vingt ans et dès 1587 la première colonie sibérienne — de l'Oural à l'Ob — était conquise.

La progression se poursuit aux XVIIe et XVIIIe siècles. La lutte contre les Samoyèdes, les Toungouzes, les Kirghiz, les Tatars (Mongols), les Iakoutes est acharnée (fondation de Iakoutsk en 1632, sur la Léna) ; la conquête de la taïga — où les indigènes sont chamanistes — est sanglante. L'avance russe a pour conséquence de très nombreux mouvements de populations (Kirghiz, Tatars, Samoyèdes, etc.) et des difficultés de frontières avec la Chine, difficultés qui deviendront traditionnelles et qui durent encore (exemple : le conflit sino-soviétique de mars 1969).

Quand ils parviennent au lac Baïkal, vers 1650, les Russes se heurtent d'abord aux Mongols Bouriates bien organisés depuis le XIIIe siècle et qui résistent farouchement. Puis, en 1689, a lieu le premier traité sino-russe à Nerčinsk, ville fondée par Athanase Pechkov sur un affluent de l'Amour ; la frontière entre les deux pays est fixée le long du fleuve Arghoun : elle n'a pas changé depuis trois siècles dans cette région. Mais la frontière russo-mongole est longue, et depuis le XVIIe siècle les conflits diplomatiques ou militaires ont alimenté un contentieux russo-chinois très abondant.

Le traité de Pékin (1860).

La Sibérie n'a été longtemps pour la Russie qu'un vaste domaine inexploité, « terre de châtiments » où l'on exilait aussi bien les malfaiteurs que les condamnés politiques, et terre des chasseurs de fourrures.

Après son échec en Crimée (1854-1856), la Russie s'intéresse au Pacifique. Profitant de la guerre entre la Chine et les Franco-Britanniques (1858-1860), elle se fait céder les territoires qui bordent l'Amour et la région comprise entre l'Oussouri et la mer, en novembre 1860 (traité de Pékin). La même année était fondé Vladivostok (le « dominateur de l'Orient »), qui devait devenir le grand port militaire du Pacifique.

De 1860 à 1917, la Sibérie et la province maritime changent lentement d'aspect, grâce en particulier à la construction du Transsibérien (décidée en mars 1891 : 7 426 km de voies ferrées, travaux interrompus en 1905 à cause de la guerre contre le Japon, finalement achevés en 1917). Elles se peuplent d'émigrants (575 000 habitants en 1795, près de 6 000 000, dix fois plus, en 1917). En même temps, la mise en valeur du pays se poursuit sur le plan agricole ; l'industrie minière ne devait se développer que plus tard, après la Révolution.

La Sibérie soviétique.

● *La Révolution* fit éclater en Sibérie des conflits anarchiques troublés par l'opposition des minorités nationales, si nombreuses dans cette immense contrée. La Sibérie orientale avait de plus constitué un gouvernement antibolchevique local (Koltchak). Les luttes se transformèrent en guerre civile lorsque le gouvernement bolchevique décida de désarmer, en 1918, les troupes tchèques (formées d'anciens prisonniers de guerre libérés par le gouvernement tsariste pour lutter contre les empires centraux) qui se rendaient à Vladivostok. La guerre fut longue et pénible et la Sibérie ne fut totalement pacifiée qu'en 1926.

● *Les Soviétiques ont réorganisé la Sibérie.* Au lendemain de la Révolution, les principes de Lénine (indépendance des nationalités) furent appliqués et les populations allogènes furent réparties, soit en républiques autonomes (Bouriato-Mongols, Iakoutes), soit en régions autonomes (Khakasses), soit administrées directement (départements d'Omsk, de Sibérie orientale, territoires de Sibérie occidentale, de Krasnoïarsk et d'Extrême Orient). En fait, Lénine, en promettant l'indépendance aux minorités nationales, savait fort bien que, tôt ou tard, elles seraient réintégrées dans l'Union, ne serait-ce que par les avantages qu'elles en tireraient ; en encourageant les mouvements nationaux au lieu de les brimer, il a facilité l'unification du pays. De toute façon, après la guerre civile et étrangère, l'URSS n'aurait pas eu les moyens de lutter contre les mouvements autonomistes. Lorsque l'État soviétique s'est senti suffisamment fort, l'intégration s'est faite sans trop de difficultés.

● *Destinées de quelques nationalités en Sibérie.* À l'heure actuelle, la Sibérie occidentale a été réunie à la zone de l'Oural englobant la république des Khakhasses, le Haut-Altaï (l'ancien territoire des Oïrotes) et les zones d'Omsk, de Novossibirsk et de Kemerovo, tandis que la Sibérie centrale a absorbé la Bouriato-Mongolie et la région de Krasnoïarsk, l'Extrême-Orient comprenant les deux divisions indiquées dans le tableau ci-dessous. Le Kamtchatka et l'Extrême-Nord ont reçu une administration spéciale.

Destinée politique des nationalités sibériennes.

Nationalités	Étapes de l'intégration
Bouriato-Mongols (C'est un des rares peuples bouddhistes de l'URSS, pratiquement le seul depuis la disparition de l'unité culturelle que constituaient les Qalmouks.)	Malgré les campagnes antireligieuses de 1919-1930 et de 1937, le bouddhisme (sous sa forme lamaïste) constitue encore, à la veille de la guerre, une force importante. A partir de 1939, la russification se fait d'autant plus facilement que les Mongols — qui représentaient la moitié de la population de la République bouriato-mongole en 1926 — deviennent minoritaires, avec une majorité écrasante de Slaves.
Iakoutes	Ce fut une des dernières régions pacifiées (après l'exécution du général Pepelayev en 1924). A partir de 1928, le parti communiste, qui avait laissé jusque-là la République iakoute évoluer de façon autonome et séparatiste, intervient brutalement (dissolution des mouvements culturels iakoutes, transfert de populations, répression et russification en 1937).
Oïrotes (Dans le Haut-Altaï).	Le nationalisme oïrote est aussi de type religieux. Il est rapporté à l'apparition qu'aurait eue un berger oïrote en 1904 : un héros national lui aurait prêché la résistance au christianisme et aux étrangers (c'est ce qu'on appelle le *bourkhanisme*). Tant que le bourkhanisme est resté local, les autorités soviétiques l'ont toléré (en raison de son antichristianisme). A partir de 1933, un mouvement se dessine chez les dirigeants des communautés turques de l'Asie centrale (panturquisme) et les Oïrotes y sont suffisamment entraînés pour qu'une répression particulièrement sévère ait lieu en 1936. En 1948, il y a encore 48 000 Oïrotes, mais la province s'appelle maintenant province du Haut-Altaï, et les Oïrotes eux-mêmes sont appelés *Altaïtsi ;* le nationalisme oïrote a été jugulé.
L'Extrême-Orient soviétique	Établis d'abord en république autonome (avec Tchita comme capitale), ces territoires sont très peu soviétisés au lendemain de la révolution d'Octobre. En 1926, la république devient un *territoire.* Elle reçoit un statut militaire particulier (1929). La répression de 1936-1937 frappe très durement les cadres civils et militaires de cette région. En 1938, le territoire de l'Extrême-Orient est supprimé et remplacé par le *territoire maritime* et le *territoire de Khabarovsk.*

L'ASIE CENTRALE

Les steppes de l'Asie centrale ont été marquées par la présence à peu près permanente de tribus de nomades pillards dont les origines sont obscures. Deux groupes ethnico-linguistiques s'isolent : les tribus turques et les tribus mongoles. Nous avons étudié le destin des premières p. 41 et nous avons cité à plusieurs reprises les secondes, ces Mongols qui bâtirent sous l'impulsion de Gengis khan (environ 1167-1227) le plus grand empire de toute l'histoire, de l'océan Pacifique à l'Europe orientale et balkanique.

L'EMPIRE DE GENGIS KHĀN.

Les Mongols avant Gengis khān.

Les origines.

Le *type mongol* est un des types ethniques les plus caractéristiques ; les nomades auxquels nous nous intéressons pour l'instant (Mongols, Qalmouks, Bouriates, Iakoutes, etc.) sont de *race nord-mongole :* petits, brachycéphales, ils ont les pommettes saillantes et les yeux bridés. Il est possible que le terme « mongol » vienne du mot *mong* qui signifie « brave ».

Les premiers peuples connus qu'on puisse appeler Mongols sont les *Xienpei* (= Sien-pei) installés au IIIe siècle apr. J.-C. dans les massifs montagneux du Grand Khingan qui bordent, vers l'est, la Mongolie et le désert de Gobi. Les Xienpei se divisent en plusieurs branches, parmi lesquelles il faut isoler les *Qidan,* dans la vallée du Leaoho, et les Shewei, dans la haute vallée de l'Amour. Les Qidan envahissent la Chine du Nord (936-1125) d'où ils sont chassés par les *Djurtchet ;* ils vont alors conquérir les steppes à l'est de la mer d'Aral où ils fondent l'empire des *Qara Khiṭāy* (= Kara kitay) (les Qidan ne sont pas, à proprement parler, des Mongols mais des *proto-Mongols*). Quant aux Shewei, ils nomadisent dans la région appelée aujourd'hui la Mongolie ; c'est à l'un des rameaux Shewei, les Mongwou, qu'appartient Gengis khān (transcription usuelle, adoptée ici, de *Činghiz Khān*).

Ainsi à la fin du XIIe siècle ces populations prolifiques et turbulentes sont chassées de l'Asie extrême-orientale par les Djurtchet et les Chinois de la dynastie Song (voir p. 4) ; ils s'engouffrent dans les steppes de l'Asie centrale où ils se mélangent aux tribus turques (c'est pourquoi l'on parle de Turco-Mongols) ; la confusion entre les deux groupes ethniques se fait rapidement : les Mongols se « turquisent » et les Turcs se « mongolisent » ; quand les voyageurs occidentaux arriveront en Asie centrale et en Extrême-Orient, ils désigneront l'ensemble des peuples mongols par un nom turc, usuel chez les Russes : les *Tatars.*

Les tribus mongoles.

● *Le foyer* d'où partent les invasions mongoles est situé au sud du lac Baïkal ; à la fin du XIIe siècle nomadisent dans cette région des tribus à dominantes turque (Naïman, Kereyet, Tatars, Kirghiz) et mongole (Merkitz, Oïrotes, Bouriates). Chaque tribu est divisée en *clans,* c'est-à-dire en ensembles groupant tous les descendants d'un même ancêtre, organisés sur le mode patriarcal et fortement structurés : le chef de tribu, les chefs de clans, les guerriers, les esclaves (prisonniers). La famille est polygame (« jusqu'à cent femmes » écrivait Marco Polo), mais la femme doit être choisie dans un clan différent de celui du mari (exogamie clanique) ; en principe le mari doit payer un *douaire* aux parents de sa femme, mais il préfère — la plupart du temps — l'enlever. D'où des conflits interclans et inter-tribaux à n'en plus finir, des « guerres de Troie » qu'aucun Homère mongol n'a chantées, mais qui ont pour effet de maintenir au combat les cavaliers des steppes et des forêts. La religion est encore très primitive (chamanisme), fondée sur l'adoration du dieu-ciel.

● *On peut classer les tribus* en deux catégories : celles qui vivent aux limites de la *taïga* sibérienne, chasseurs forestiers *(hoiyn-irgèn),* et celles de la *steppe,* pasteurs nomades *(kè'èr-irgèn)* transhumant avec leurs troupeaux et leurs chariots dans les steppes qui bordent le désert de Gobi. Ces derniers surtout sont de remarquables cavaliers, en même temps que de redoutables archers. Guerriers très rapides, fondant brusquement sur l'ennemi qu'ils criblent de flèches, disparaissant tout aussi rapidement, ils allaient exercer aux dépens des Chinois, des Iraniens, des Slaves et des Hongrois leur redoutable talent.

L'Empire du Monde.

Gengis khān.

Aux XIe et XIIe siècles, certains chefs mongols tentent d'unifier les tribus turco-mongoles (Qaïdou, Outula), mais nul n'y parvint vraiment avant Temüdjin, qui prit plus tard le titre de Činghiz Khān (« roi de l'Univers ») et qu'on appela en Occident Gengis khān (1155-1162 ou 1167-1227).

● *Temüdjin,* abandonné par sa tribu avec ses frères et sa mère Œlun (ou Hö'elun) alors qu'il était encore un enfant, obtient l'appui des Kereyet, tribu turque qui professait le christianisme nestorien, et il unifie progressivement les territoires occupés par les tribus turco-mongoles. En 1206, toute la Mongolie est sous son autorité et tous les clans le reconnaissent comme chef suprême *(khān) ;* il se lance alors à la conquête du monde.

— Une première série de campagnes lui permet d'annexer deux des trois royaumes qui constituaient la Chine à cette époque : le royaume Xihia (en 1209), dont la capitale est Ninghia, et le royaume toungouze des Djurtchet, en Chine du Nord, dont la capitale est Pékin (1215).

— Une autre campagne (1218) le rend maître du Turkestan oriental, c'est-à-dire de la région de l'Ili et de la Kachgarie (le pays, occupé primitivement par les Qara Khiṭāy, était depuis 1211 entre les mains d'un Nayman banni de sa tribu, du nom de Küčlük, ennemi « personnel » de Gengis khān).

— La troisième étape de la conquête mongole a lieu en 1220-1221. L'ennemi est alors le sultanat de Khwārizm, empire turc musulman qui a pris la suite des Seldjoukides (voir p. 41) ; en une année, Bukhārā, Samarkand, Merv, Balkh, Hārat, etc., sont prises par les cavaliers mongols ; leurs habitants sont exterminés jusqu'au dernier, leurs richesses mises à sac. Il faut souligner que cette guerre meurtrière, que nous connaissons surtout par des sources écrites émanant des « victimes » des Mongols, n'a peut-être pas été voulue par Gengis khān — auquel on attribue traditionnellement un éternel besoin de conquêtes — mais qu'elle a été suscitée par les menées du sultan du Khwārizm, Muḥammad, qui cherchait de son côté à étendre son empire vers la Chine ; il n'est pas impossible non plus que les Mongols aient été lancés contre le Khwārizm par le calife an-Nāṣir. En fait il faut noter que bon nombre de commerçants musulmans étaient opprimés par le sultan du Khwārizm et que les Mongols de Gengis khan ont fait figure — en un certain sens — de *libérateurs.*

— Deux lieutenants de Gengis khān, Djebe et Sübetèy, accomplissent, dans le même temps, un raid autour de la Caspienne avec 20 000 cavaliers, saccageant au passage Reiy (près de Téhéran) et Hamadhān, ravageant la Géorgie ; ils regagnent l'Asie par la vallée de la Volga.

Quant à Gengis khān il rentre avec son armée en Mongolie (1224) où il meurt en 1227, après avoir partagé son empire entre ses fils, selon la tradition juridique mongole (le patrimoine au cadet, les conquêtes les plus éloignées de la Mongolie au fils aîné).

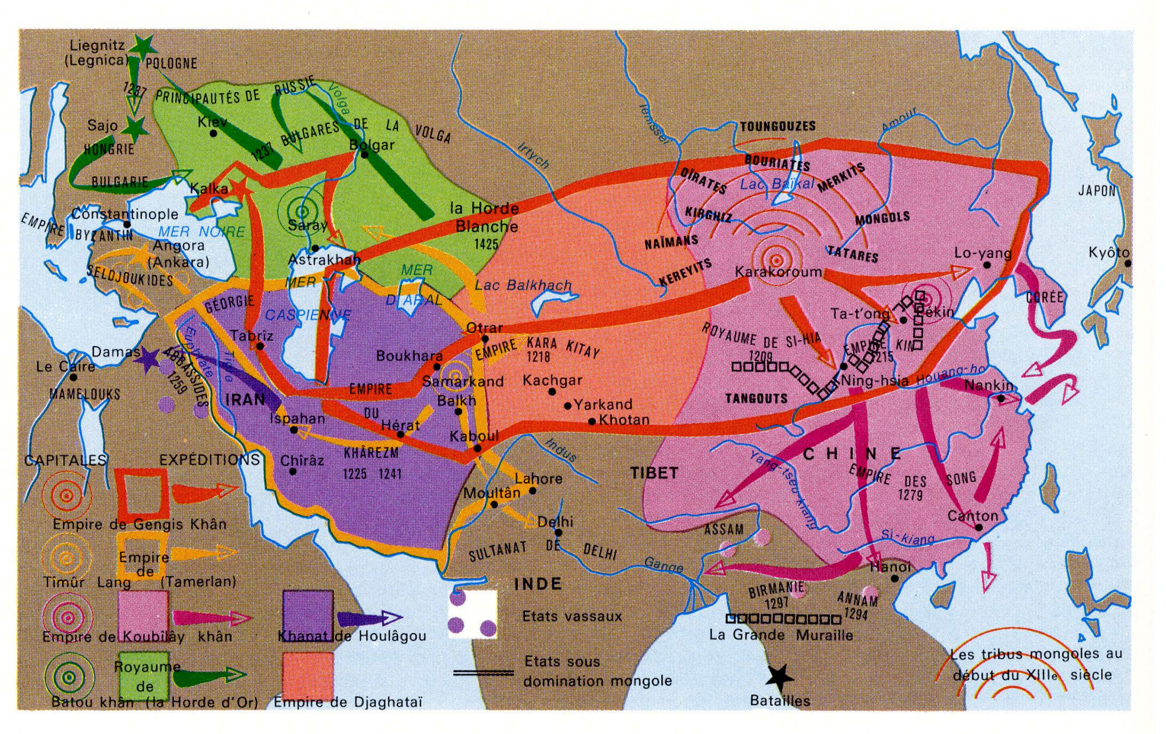
● *L'œuvre de Gengis khān* n'a pas été uniquement consacrée à la conquête, au meurtre et au pillage ; d'ailleurs les « atrocités » de Gengis khān étaient de bonne guerre en ces lieux et en ces temps (à peu près au même moment où, maître de Merv, Gengis khān a décapité tous les habitants, l'armée catholique réunie par Arnaud-Amalric, abbé de Cîteaux, massacrait avec enthousiasme, et avec la bénédiction du pape, toute la population de Béziers au cours de la croisade contre les albigeois, en 1209). Une critique systématique des témoignages reste à faire ; mais quelle que soit l'ampleur des massacres et des actes de « sauvagerie » — comportements qui doivent être replacés dans le contexte d'une époque et d'une certaine conception des rapports humains, il est certain que Gengis khān fait preuve, quant à lui, d'un mélange étonnant de pondération, de clairvoyance et de générosité.

> *... Je regarde le peuple comme un tout jeune enfant et je traite les soldats comme s'ils étaient mes frères* (cité par R. Grousset : *L'Empire des steppes).*

écrit-il à un lettré chinois ; il est de fait aussi qu'il a su imposer son autorité pendant un quart de siècle, non seulement à ses troupes, mais à tout un peuple qui ne l'avait pourtant pas suivi dans son épopée, et qu'il sut bâtir un code rigoureux qui étonna le moine franciscain Giovanni dal Piano dei Carpini (Plan Carpin, environ 1182-1252), légat du Pape Innovent IV en « Tartarie » vers 1245 :

> *Les Mongols sont les plus obéissants peuples du monde envers leurs chefs... Il n'y a point entre eux de contestations, de différends ou de meurtres. On ne signale que des vols de peu d'importance...* (ibid).

Gengis khān, en faisant appel aux « intellectuels » et aux « religieux » des peuples qu'il avait vaincus, a civilisé



le sien (adoption de l'écriture *ouïgoure,* influence des lettrés bouddhistes et des chrétiens nestoriens) ; en créant un immense empire asiatique, il a fait régner, selon l'expression de René Grousset, la Paix Mongole *(Pax Mongolica).* C'est grâce à cette paix que la route des caravanes est devenue plus sûre, que les échanges économiques et culturels entre l'Orient et l'Occident ont pu se faire d'une façon plus active.

Les successeurs de Gengis khān.

● *Partage de l'empire.* Gengis khān avait quatre fils entre lesquels les territoires qu'il contrôlait furent partagés.

— L'aîné, Djuči, devait recevoir, conformément au droit mongol, les terres les plus éloignées, c'est-à-dire les steppes à l'ouest de l'Irtych (voir carte), au nord de la mer d'Aral. Sa mort prématurée, avant celle de son père, fit de son fils Bātū le bénéficiaire de ces territoires, agrandis par les conquêtes (l'empire des Bulgares jusqu'à la Volga et les principautés russes) ; ce royaume est appelé *royaume de Qipčak* ou encore *Horde d'Or.* Certains historiens distinguent la *Horde Bleue* (de l'Occident) et la *Horde Blanche* (de l'Orient), pour isoler les possessions des descendants des deux frères de Bātū (Orda et Cheïban). La Horde d'Or devait se maintenir pendant deux siècles.

— Le second fils de Gengis khān, Čaghatay, reçut la région de l'Ili. Ses successeurs (notamment Alughu) agrandirent l'empire de Čaghataï de la Kachgarie et de la Transoxiane (= Afghānistān) ; l'ensemble finit par former « l'empire Čaghataï » (Turkestan russe et Turkestan chinois) qui devait se maintenir jusqu'au milieu du XIVe siècle.

— Le troisième fils, Ögedey, obtint le sud-ouest de la Mongolie (région de l'Imil). Il fut choisi comme grand-khān *(Kāghān)* par tous les princes mongols et succéda donc à Gengis khān (sans que, cependant, cette succession lui donnât des droits sur le patrimoine propre de Gengis khān qui avait échu au plus jeune fils de celui-ci, Toluy). Öjedey fit construire une capitale à Karakorum, en Mongolie (1235) et organisa l'empire à la manière des grands États civilisés ; son fils Güyük lui succéda, mais, à la mort de ce dernier, la dignité suprême passa dans la branche benjamine, celle de Toluy.

— Toluy eut, pour sa part, la Mongolie orientale. Ses fils Möngke et Qubilāy sont, l'un après l'autre, élus kāghāns des Mongols ; ils conquièrent la Chine du Nord (le royaume *Qin*) et la Chine du Sud (celle des *Song ;* capitale : Hangzhou). Qubilāy transporte sa capitale à Pékin (*Khanbaliq,* « la ville du khan », dont les Occidentaux ont fait *Cambaluc*) : il fonde la dynastie mongole des *Yuan* qui règne sur la Chine de 1280 à 1368, date à laquelle une révolte nationale chinoise met fin à la domination étrangère et installe la dynastie des *Ming* (1368-1644, capitale : Nankin).

— Le quatrième fils de Toluy, Hülāgü, est envoyé par son frère Mongke en Perse où il fonde l'*ilkhānat* (le « khānat subalterne ») mongol de Perse qui se maintiendra jusqu'en 1335 (voir p. 25).

Yesügeï
chef du clan des Kiyat
† vers 1179

Œlun (Hö'elun)
fille d'un chef merkit
† vers 1206

TEMÜDJIN ČINGHIZ KHĀN
kāghān : 1206-1227

Djuči † 1227
- **Orda** 1277-1280 — **Tuq Tamich** † 1406 — *Horde Blanche*
- **Bātū** 1227-1255 — **Möngke-Temür** 1266-1280 — **Özbek khān** 1312-1340 — **Djānī-Beg** 1340-1357 — *Horde d'Or (Qipčak) :* disparaît en 1502
- **Berke** 1257-1266
- **Cheiban**

Čaghatay 1227-1242
- **Qara Hülagü** † 1252 — **Baraq** 1266-1271 — **Duwā** 1274-1306
  - **Esen-Bugha** 1307-1320 — **Tughluq Temür** 1347-1363
  - **Kebek** 1320-1326
  - **Tarmashīrīn** 1326-1334
- **Alughu** 1261-1266
- *Empire Čaghatay (Turkestan) :* disparaît en 1369

Ögedey *kāghān :* 1229-1241, ép. **Töregene** *régente :* 1242-1246
- **Güyük** *kāghān :* 1246-1248, ép. **Oghul Qaymish** *régente :* 1248-1251
- **Qaydū** *āghān :* 1267-1301

Toluy *régent :* 1227-1229, † 1232
- **Möngke** *qaghan :* 1251-1259
- **Qubilāy** *qaghan :* 1260-1294 — **Temur Öldjeytu** 1294-1307 — **Ghāzān** 1295-1304 — **Tughan Temür** 1333-1368 — *Dynastie mongole de Chine :* disparaît en 1368
- **Hülagü** 1256-1265 — **Abāqā** 1265-1282 — **Arghun** 1284-1291 — **Öldjeytu** 1304-1316 — *Ilkhānat de Perse :* disparaît en 1335

Les descendants de Čìnghiz khān (Gengis khān)
Nous n'avons indiqué que les principaux représentants des lignées gengiskhānides ; les dates mentionnées sont les dates de règne (parfois contestées).

● *Destinée des khānats mongols.* Au prix de conquêtes et de massacres sans nombre, les descendants de Gengis khān se sont taillé des empires qu'ils administrèrent en partie grâce aux cadres militaires mongols, en partie avec l'aide des indigènes dont ils adoptent facilement les mœurs, la langue, la religion. La Horde d'Or de Bātū a été islamisée et turquisée progressivement (surtout à partir d'Özbek khān) ; à la fin du XIVe siècle le royaume explose en plusieurs khānats indépendants (khānat de Crimée, khānat d'Astrakhan). La Russie ne se libère du joug mongol qu'en 1480 (Ivan III). Les infiltrations de Sübetey (1241) en Pologne et en Hongrie n'eurent pas de grandes conséquences ; les Mongols ne purent s'y maintenir.

— Le grand-khān Ögedey a lancé les Mongols contre la Chine. A partir de Qubilāy la dynastie mongole est installée à Pékin : l'influence des lettrés et des bouddhistes fut certainement considérable (rôle très important du ministre qidan sinisé Yelu Chudai, sous Gengis khān et Ögedey, qui serait le véritable fondateur de l'empire mongol). La Chine sous la dynastie mongole a connu un très haut degré de civilisation, décrit notamment par le voyageur vénitien Marco Polo qui fut reçu par Qubilāy entre 1275 et 1291). Après lui plusieurs franciscains ont séjourné en Chine (notamment Jean de Montcorvin, qui fonde l'archevêché de Pékin en 1307, et Odoric de Pordenone qui a laissé un livre sur son séjour en Chine vers 1324-1328).

— Jusqu'en 1294 (mort de Qubilāy), les autres khāns mongols (Horde d'Or, empire de Čaghatay) subissent, plus ou moins directement, l'autorité du grand-khān ; puis l'évolution des royaumes mongols se fait d'une façon indépendante, non sans luttes et sans rivalités entre les *Gengiskhanides.*

L'ilkhānat fondé par Hülāgü en Perse n'a pu s'étendre au-delà de l'Euphrate (défaite par les Mamelouks d'Égypte à Āʾīn Djalūt en 1260). Les Mongols de Perse se convertissent à l'islam et les conquérants fusionnent peu à peu avec les vaincus.

« Mes porte-carquois sont comme une sombre forêt d'arbres sans nombre. Je veux adoucir leur bouche avec du sucre doux, les couvrir de vêtements de brocart, les faire chevaucher sur des coursiers magnifiques, les abreuver à des rivières au goût délicieux, procurer à leurs troupeaux d'abondants pâturages, ne laisser aucune ronde dans leurs prairies ! » (Gengis khān, cité par R. Grousset : Le Conquérant du Monde, Paris, 1944.)



Edimbourg University Library/Ph. © E.R.L.

◀ ***L'expansion mongole : l'enfant abandonné par son clan dans les steppes de Mongolie, a fini par conquérir la quasi-totalité de l'Asie centrale et ses descendants ont étendu les frontières de l'Empire mongol jusqu'à la Pologne et la Hongrie (carte page ci-contre) ; les noms propres ont été transcrits selon l'usage français.***

L'EMPIRE DE TAMERLAN.

Tamerlan (Tīmūr Lang).

Le personnage.

C'est sans doute le plus grand organisateur de massacres de l'histoire. Il est né à Kech, près de Samarkand en 1336, dans le clan Barlas. C'est un Turc et non pas un Mongol ; il était en principe vassal du khān Tughluq Temür qui appartient à la dynastie Čjaghataï. Nous connaissons sa vie et son œuvre par de très nombreux récits contemporains. L'histoire de son règne fut écrite, à son instigation, en persan par plusieurs écrivains iraniens (en particulier *Le Livre de la Victoire*).

À cette époque, le mélange entre Mongols et Turcs était fort avancé dans cette région ; et les nobles turcs de Transoxiane, c'est-à-dire de Samarkand et de Bukhārā, s'étaient rendus à peu près indépendants du khān Čaghataï (1346). Tīmūr qu'on devait appeler plus tard Tīmūr Lang (Tīmūr le Boiteux), ce qui a donné chez les Occidentaux : Tamerlan, était une personnalité *barlas* locale (les membres de son clan sont appelés « Frères de Tīmūr »), particulièrement bien vue parmi les Čaghataï. Son ascension politique date de 1360, époque à laquelle il parvient à évincer son oncle du gouvernement de sa ville natale (Kech) et où il se soulève contre le gouverneur de Transoxiane (1363-1365). En 1370, il se proclame roi de Transoxiane et se déclare l'héritier de Gengis khān dont il veut restaurer l'Empire. En fait, nous verrons que l'empire de Tamerlan n'a jamais été un empire mongol, mais uniquement un empire turc et musulman (Gengis khān, tout en tolérant les religions des populations qu'il annexait, était *chamaniste*). Le personnage de Tamerlan est un personnage complexe : dans la mesure où il se réclame de la tradition mongole, il se veut nomade, guerrier des steppes (à la différence des musulmans, il se coiffe à la manière mongole, avec une tresse de cheveux renouée sur la tête) mais — ce qui est contradictoire — il installe sa capitale dans une ville (à Balkh en Transoxiane ; ses descendants se rendront célèbres par leurs constructions à Samarkand et à Harāt). Ce faisant il viole la loi sacrée — le *yasaq* — de Gengis khān qui imposait presque religieusement aux chefs mongols d'être des chefs nomades. De même ce musulman fanatique n'a guère combattu que des rivaux musulmans, dépossédant les différentes dynasties provinciales qui s'étaient partagé la Perse après la disparition de l'ilkhānat, et soumettant toute l'Asie antérieure qui, dans son ensemble, était convertie à l'islām. Enfin c'est un amoureux des arts qui attira à Samarkand des savants, des artistes, qui construisirent de somptueux édifices (par exemple le splendide palais d'Aqsaray), mais c'est en même temps un conquérant impitoyable, l'homme qui prétendait — comme l'on fait d'ailleurs, avant lui et après lui, bien d'autres conquérants — que le monde ne pouvait appartenir à deux maîtres, celui qui a ordonné des massacres massifs de populations des villes, construisant à leurs portes des pyramides avec les têtes de ses ennemis. Pour la petite histoire signalons qu'il ne savait sans doute ni lire ni écrire, mais qu'il était un remarquable joueur d'échecs et que son esprit ouvert et rapide lui permettait d'assimiler, par des conversations constantes avec des savants et des lettrés, des connaissances approfondies tant dans le domaine scientifique que dans le domaine historique. Tout l'aspect culturel de l'œuvre de Tamerlan est empreint de culture iranienne.



Tamerlan — Tīmūr le Boiteux — à la chasse. Ce Turc, que ses chroniqueurs rattachent illégitimement à Gengis khān, était certainement plus féroce que les bêtes sauvages qu'il chassait. Au contraire du grand conquérant mongol dont il prétendait descendre, Tamerlan ne sut ni organiser, ni maintenir ses conquêtes qui ne furent jamais définitives : ses victimes se relèveront chaque fois après son passage et il s'épuisera en campagnes et en massacres.

La conquête de l'Empire.

Tamerlan a bâti son empire en trente-cinq ans, entre 1370 et 1405. Pendant ces trente-cinq années de règne il court littéralement d'une guerre à l'autre : destruction du Khwārizm en 1380 (la ville d'Urgenč est rasée et sur son emplacement de l'orge est semée) ; soumission des provinces iraniennes et de leurs dépendances (massacres à Harāt, à Iṣfahān, à Shīrāz, à Baghdād) ; destruction du khānat mongol de Russie (la Horde d'Or), ce qui permet aux Slaves de commencer à secouer le joug mongol ; sac de Dehli (1398) ; dévastation de la Syrie (Alep et Damas détruites en 1400) ; dévastation de Baghdād (1401) ; soumission du sultan ottoman Bajazet (= Bāyāzīd Ier) vaincu à la bataille d'Angora (= Ankara, 20 juillet 1402) ; préparation d'une expédition contre la Chine (expédition qui n'aura pas lieu, en raison de la mort de Tamerlan en 1405 à Otrar).

Les Tīmūrides.

On désigne ainsi les descendants de Tamerlan. Avant de mourir, le conquérant avait en effet attribué un certain nombre de fiefs à ses descendants, conférant l'autorité suprême au plus jeune d'entre eux, son petit-fils Pīr Muḥammad b. Djahāngīr. En fait les Tīmūrides ne purent conserver l'empire de Tamerlan. Ils se livrèrent des guerres fratricides et, d'autre part, succombèrent devant les menées des ennemis extérieurs (en particulier le khān Özbek Shaybānī, en 1507). Parmi les nombreux descendants de Tamerlan citons le plus remarquable d'entre eux : Shāh Rokh (1407-1447) qui, avec Harāt comme capitale, régna en Transoxiane et dans le Khurasan ; son fils Ulugh Beg (1447-1449) fut un savant et un astronome célèbre. Enfin signalons que c'est un descendant de Tīmūr, Bābur (= Baber), fils de ʿUmar Shaykh, qui fondera en 1526 aux Indes l'empire des Grands Moghols.

Les Tīmūrides firent de Harāt et de Samarkand de véritables foyers de civilisation persane *(renaissance tīmūride)*. De leur époque date une école de miniaturistes dont le principal maître fut Bihzād (environ entre 1479 et 1525) et la construction de nombreux monuments (dont le tombeau de Tamerlan à Samarkand).

C'est aussi sous les Tīmūrides que la littérature turque connut un grand développement (les poètes populaires Sakkākī et Luṭfī) ; le poète turc le plus remarquable de cette époque est Mīr ʿAlī Shīr Navāy (seconde moitié du XVe siècle).

LA MONGOLIE ET LA CORÉE.

Nous avons conservé dans ce qui suit la transcription française usuelle des noms propres.

La Mongolie.

La province chinoise.

La région de l'Asie centrale appelée Mongolie, après avoir été sillonnée par les nombreuses tribus dont nous avons décrit les principales aventures p. 52 et p. 54, tombe sous la domination des empereurs mandchous de la Chine et devient officiellement une province chinoise de 1686 à 1911.

La domination chinoise est définitivement assurée à partir de 1757 (destruction de l'empire des Dzoungars) ; elle est cependant menacée par l'expansion slave, puisque dès le XVIIe siècle les Mongols de la région du lac Baïkal (les Bouriates) ont été soumis par les Russes. Dans le courant du XIXe siècle, les steppes mongoles sont en grosse partie sinisées et, après l'effondrement de la dynastie mandchoue (1911), une partie de la province chinoise de Mongolie, ce qu'on appelait la *Mongolie extérieure*, se proclame autonome et se met sous la protection de la Russie (elle y reste de 1912 à 1919). La Mongolie dite *intérieure* restait province chinoise (c'est d'ailleurs encore une province au sein de la République populaire de Chine, mais elle est régie par un statut particulier).

Après la révolution bolchevique, la Mongolie extérieure redevient une province chinoise (de 1919 à 1921), occupée par les troupes chinoises et le général Ungern-Sternberg (général pro-tsariste).

La Mongolie indépendante.

Le 31 mars 1921, avec l'appui des bolcheviks, se constitue un gouvernement populaire provisoire de la Mongolie qui déclare l'indépendance du pays et qui signe le 5 novembre 1921 un traité avec la Russie soviétique annulant tous les anciens « traités inégaux » et faisant de l'ex-Mongolie extérieure le premier satellite de l'URSS. Le chef de ce gouvernement révolutionnaire était Soukhé Bator. La République populaire de Mongolie fut proclamée le 26 novembre 1924 *(Bügd Nayramdakh Mongol Ard Uls).*

Après la révolution de 1921, le pays, dont la structure était encore féodale (grands propriétaires de troupeaux) et bouddhiste (lamaïsme), subit des transformations importantes : réforme agraire (partage des troupeaux et des terres), commerce extérieur réservé à l'État (la richesse principale de la République populaire de Mongolie est l'élevage et les industries qui s'y rapportent). L'Église lamaïste fut supprimée en 1930 et il ne reste plus aujourd'hui qu'un seul monastère avec cent dix lamas à Oulan-Bator, la capitale.

Un traité entre la Chine et l'URSS (14 août 1945) prévoyait la reconnaissance de l'État mongol par la Chine après plébiscite. Le plébiscite eut lieu le 20 octobre 1945 (quasi-unanimité en faveur de l'indépendance) ; la Chine reconnut officiellement la République populaire de Mongolie le 5 janvier 1946. L'indépendance de cet État est garantie en outre par le traité sino-soviétique du 14 février 1950. La politique mongole a toujours été plus proche de celle de l'URSS que de celle de la Chine ; un ensemble de traités avec les deux grands États socialistes ont été signés par les gouvernements de la république de Mongolie ; les relations avec la République populaire de Chine se sont détériorées depuis les difficultés sino-soviétiques. La Mongolie a été admise aux Nations unies le 28 octobre 1961. Sur le plan politique, la République populaire de Mongolie a connu quatre constitutions ; la dernière est celle du 6 juillet 1960 : le pouvoir appartient à l'Assemblée du peuple *(Khural),* élue pour trois ans au suffrage universel, sur la base d'un député pour 4 000 habitants. Le Khural élit 9 membres qui constituent le *Praesidium,* chef de l'exécutif. Le chef de l'État actuel est Yumjagiin Tsedenbal. Le parti communiste en Mongolie n'existe pas ; il est remplacé par le *Parti révolutionnaire du peuple ;* le premier secrétaire du parti est en même temps Premier ministre.

Corée (Chōsen : *« Pays du matin calme »*).

Cette presqu'île de l'Asie orientale, baignée par la mer Jaune et la mer du Japon, et qui a des frontières communes avec la Chine et l'URSS, est divisée en deux États : la République de Corée (Corée du Sud), avec comme capitale Séoul, et la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord), avec comme capitale Pyong-yang.

Des origines à la Seconde Guerre mondiale.

Le pays fut, dès son entrée dans l'histoire, en relation avec la culture chinoise (dynastie légendaire de Kija) et longtemps divisé, sous la suzeraineté chinoise, en plusieurs petits royaumes unifiés en un seul État à partir de 668 apr. J.-C. (dynastie de Silla). Envahie par les Mongols de Qubilay en 1231, la Corée conserva vis-à-vis du grand khān une relative autonomie sous les dynasties dites de Koryo (tombées en 1392) et la dynastie des Li. A partir du XV[e] siècle les souverains Li choisissent Séoul comme capitale, enlèvent au clergé bouddhiste la plupart de ses prérogatives et renforcent le mouvement néo-confucianiste (renaissance coréenne nationale). Traditionnellement menacée par le Japon (depuis Toyotomi Hideyoshi, en 1592, voir p. 15), la Corée fut reconnue comme État indépendant officiellement par la Chine en 1895. Après avoir tenté de se refermer sur elle-même et d'interdire son territoire aux Occidentaux, la Corée instaure une politique de traités d'amitié qu'elle conclut avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne (1883), l'Italie et la Russie (1884). Après la guerre de 1904-1905 entre le Japon et la Russie, la Corée est virtuellement un protectorat japonais ; les Nippons l'annexent définitivement le 22 août 1910 (fin de la dynastie des Li). Sous l'administration japonaise, la Corée est dotée par ses conquérants d'un système de routes et de voies ferrées important. En outre, ceux-ci se servent du pays comme d'une plateforme de départ pour la conquête du continent asiatique.

La Corée depuis la Seconde Guerre mondiale.

Après la défaite du Japon en 1945, les forces américano-soviétiques pénètrent en Corée pour recevoir la capitulation des troupes japonaises et divisent le pays en deux parties au niveau du 38[e] parallèle de latitude (Corée du Nord sous domination russe, Corée du Sud sous domination américaine). Le statut futur de l'État coréen devait être défini par des négociations ; mais la rupture des relations entre les États-Unis et la Russie soviétique sur ce point survient en mai 1946. En 1948, des élections séparées ont lieu de part et d'autre du 38[e] parallèle et c'est ainsi que se constituent deux États coréens : la République populaire démocratique au nord, et la République de Corée, au sud (dirigée par le Docteur Syngman Rhee qui animait la résistance antijaponaise depuis 1919 à Shanghaï).

● *La guerre de Corée.* Le 25 juin 1950, les forces nord-coréennes traversent le 38[e] parallèle et envahissent la Corée du Sud. Le même jour le Conseil de sécurité de l'ONU demande à tous les États membres de se porter au secours de la République de Corée. Les États-Unis ont pris une part essentielle à ce que l'on a appelé la guerre de Corée : répondant à l'appel des Nations unies, le président Truman donne l'ordre aux forces américaines de protéger la République de Corée contre l'invasion nord-coréenne, de protéger Formose et de soutenir la France dans ce qu'on appelle la « guerre d'Indochine ». Le 27 novembre 1950, les forces chinoises apportent leur soutien aux Nord-Coréens (lorsque les forces des Nations unies eurent atteint la frontière mandchoue). La guerre de Corée dura jusqu'en 1953. Se succédèrent à la tête des forces de l'ONU (essentiellement américaines, mais qui comprenaient aussi des détachements français, belges, néerlandais et turcs) : le général MacArthur, le vainqueur du Japon (1951), le général Ridgway, puis le général Clark. En même temps, la Chine populaire était condamnée à l'ONU en tant qu'agresseur d'un État indépendant, le 1[er] février 1951.

La guerre de Corée a compromis la paix internationale ; les États-Unis étaient en effet tentés d'ouvrir un conflit général avec la Chine. L'opposition des Britanniques et de l'ONU l'emporta sur les intentions offensives du général MacArthur. Les négociations entre les deux parties ont commencé à partir de 1951 ; les pourparlers s'engagèrent à Kaesong en juillet, puis reprirent en octobre à Panmujom ; mais les négociations durèrent encore deux ans, jusqu'à ce que soit signé l'armistice de Panmujom, le 27 juillet 1953 (échange des prisonniers, définition d'une nouvelle frontière). Les États-Unis et l'URSS ont accordé respectivement leur garantie à la Corée du Sud et à la Corée du Nord.

● *La République de Corée (Corée du Sud)* a été dirigée jusqu'en 1960 par le président Syngman Rhee (élu président de la République le 10 mai 1948, réélu le 5 août 1952, le 15 mai 1956 et le 15 mars 1960). Ce dernier fut contraint de quitter le pouvoir, en raison du régime de compromission électorale qui l'entourait et dont il était en partie responsable. Le gouvernement présidentiel est transformé par l'Assemblée nationale en un gouvernement parlementaire ; le président de la République n'étant plus par conséquent que le symbole de l'État. Furent élus successivjement : le président Posun Yun (12 avril 1960) et le président Chung Hee Park (réélu le 3 mai 1967). Le général Chung Hee Park avait pris le pouvoir après un coup d'État militaire le 16 mai 1961 et a imposé à nouveau un régime présidentiel fort. L'actuel Premier ministre est Il Kwon Chung.

Voir p. 139 de l'*Annexe* pour l'histoire récente de la Corée du Sud.

● *La République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord)* est une république populaire satellite de l'URSS. Le pouvoir est détenu par l'Assemblée nationale suprême, élue au suffrage universel ; la constitution a été votée le 8 septembre 1948 et elle a reçu quelques amendements en 1954 et 1955. Mais l'autorité de fait est le Bureau politique du *Parti coréen des travailleurs.* Le principal chef politique de la Corée du Nord est le maréchal Kim Il-Sung, secrétaire général du parti, Premier ministre depuis 1948 et commandant suprême des forces armées. Le Præsidium de l'Assemblée nationale suprême est dirigé par le vice-maréchal Choi Yong Kun.

Voir p. 139 de l'*Annexe* pour l'histoire récente de la Corée du Nord.

La guerre de Corée (1950-1953) a menacé la paix mondiale. Ci-dessous : soldats américains installant des tranchées.





Ph. © F.P.G./Holmès-Lebel.



Ph. © Simon Piétri/Holmès-Lebel.

L'Asie du Sud-Est fut longtemps victime de ce qu'on appelle par euphémisme, « l'équilibre des forces », c'est-à-dire du conflit latent entre les grandes puissances. Il n'y a guère de contrée du Sud-Est asiatique qui n'ait été visitée par la guerre — civile ou étrangère — et par son traditionnel cortège de destructions.

L'ASIE DU SUD-EST

LES ÉTATS CONTINENTAUX (INDOCHINE).

L'Indochine est le nom fréquemment donné à la grande péninsule du Sud-Est asiatique, située entre l'Inde et la Chine, limitée par le golfe du Bengale, le détroit de Malacca et la mer de Chine méridionale. Elle comprend la Birmanie, la Thaïlande (Siam), le Cambodge, le Laos et le Viêt-nam ; les trois derniers de ces États faisaient jadis partie de l'*Indochine française* (ainsi baptisée en 1887). L'extrémité de la péninsule comprend la partie continentale de la Malaysia et Singapour.

L'orthographe des noms propres adoptée ici est l'orthographe usuelle et non la translittération scientifique.

La Birmanie.

La Birmanie avant la colonisation anglaise.

● *L'entrée dans l'histoire.* On admet généralement que ce sont des peuples métissés vraisemblablement de Mongoloïdes et d'Indiens, les *Mōn* (ou *Talaing*), qui se sont répandus dans le Sud-Est de la Birmanie actuelle, en venant de la Thaïlande. Ils y rencontrèrent des colons indiens auxquels ils empruntèrent l'alphabet qui est encore aujourd'hui utilisé dans la langue officielle. Au IXe siècle, les Birmans proprement dits, d'origine tibétaine, arrivent dans le Nord du pays et fondent leur capitale, Pagan, ville qui devint importante lorsque les Birmans parvinrent à imposer leur domination aux Mōn.

● *Morcellement et unité de la Birmanie.* L'unité birmane fut réalisée par le grand roi Anaouratha (mort en 1077) ; le royaume de Pagan qu'il avait organisé se maintint jusqu'aux invasions mongoles de 1284 (Qubilāy, voir p. 52). Après les invasions mongoles, d'autres invasions dévastent la Birmanie (les Thaï ou *Cshan*), de sorte que vers la fin du XIVe siècle trois royaumes se partageaient le pays : le royaume d'Ava (sur l'Irraouaddi), le royaume de Toungou et celui de Martaban. C'est la dynastie de Toungou qui devait assurer, après bien des péripéties, l'unification du pays (en particulier entre 1531 et 1581 : prospérité de la Birmanie qui a alors pour capitale Pégou). C'est dans le courant du XVIe siècle que les richesses de la Birmanie attirent les aventuriers portugais qui ne cesseront de se mêler des affaires birmanes. Après de nombreuses luttes intestines, le roi birman Anankpethun transfère en 1635 sa capitale dans le Nord, à Ava. Alors commence une série de luttes contre les Mōn (= Talaing) qui ne se terminent qu'en 1757 (victoire du roi birman Alaungpaya. Les Talaing émigrent au Siam : en 1940, il en restait encore plus de 300 000 dans cette région). Alaungpaya fonde la ville de Rangoon (« La Fin de la guerre ») en 1755 ; ses successeurs assurent l'unité du pays et l'apogée de l'empire birman se situe sous le règne de Bodawpaya (1782-1819).

L'époque coloniale.

● *Les premiers contacts* avec les Européens sont résumés dans le tableau ci-contre.

● *La conquête de la Birmanie.* Après de nombreuses interventions militaires (les guerres anglo-birmanes de 1824-1826 et de 1852-1853), les Britanniques finissent par annexer la Birmanie en 1891 (proclamation de l'annexion de la Birmanie à l'Inde britannique le 1er janvier 1892). Cette annexion coupait court à toutes les tentatives étrangères (en particulier celles des Français, des Italiens et des Russes). Depuis l'ouverture du canal de Suez, en, 1869, l'isolement géographique de la Birmanie avait cessé et un assez grand nombre de relations diplomatiques s'étaient installées entre la dynastie d'Alaungpaya et les grands États européens.

L'exploitation de l'économie birmane devait être réalisée au profit des Britanniques. Le delta de l'Irraouaddi fut cultivé (en faisant notamment appel à de la main-d'œuvre en provenance du Bengale) ; Rangoon devint un port d'exportation du riz et, dans la région de Mandalay, l'on se mit à forer des puits de pétrole.

La Birmanie indépendante.

La Birmanie a participé au mouvement indien de libération. Bénéficiaire des réformes de 1917 (dyarchie en Inde), elle devient gouvernement distinct en 1923 et son autonomie est renforcée par le *Government of India Act* de 1935.

Les conséquences de la Seconde Guerre mondiale devaient être très importantes. Les Japonais pénètrent en Birmanie en 1942 ; l'indépendance est proclamée en 1943, après que les Japonais eurent placé à la tête du pays un dictateur (Ba Maw). La Grande-Bretagne, après avoir reconquis la Birmanie sur les Japonais (janvier-août 1945), doit lui accorder son indépendance à la fin de 1947 (proclamation : 4 janvier 1948).

● *Politique intérieure de la Birmanie indépendante.* Jusqu'en 1962, l'Union birmane a fonctionné comme une démocratie parlementaire (bicamérisme, un président de la République élu pour cinq ans par les deux chambres). Une politique de type socialiste modérée a été d'abord pratiquée : interdiction des trusts, commerce du riz mis en monopole d'État, réforme agraire et nationalisation du sol. Cependant l'Union birmane, dont le premier président fut Sao Shawe Thaike, a connu des difficultés intérieures importantes (divergence entre unitaires et

Les Européens en Birmanie avant le traité de Paris.

1282-1284	Marco Polo en Haute-Birmanie (la mission de réorganiser le pays lui a été confiée par Koubilaï).
1440	Le Vénitien Nicolo di Conti pénètre à Pégou et à Ava. D'autres négociants imiteront Nicolo di Conti : le Russe Nikitine et le Génois Hieronimo di San Stefano (en 1496).
1505	Ludovico di Varthema, reçu par le roi de Pégou.
XVIe-XVIIe s.	Nombreux aventuriers mêlés à la politique intérieure de la Birmanie (en particulier Félipe de Brito qui y fonde le royaume de Syriam, 1599-1613).
1611	Premières relations avec les Français.
1633	Prêtres français en Birmanie.
1751	Dupleix obtient une concession à Syriam.
1757	Les Français soutiennent les adversaires du roi Alaungpaya, les Talaing; les Anglais, eux, soutiennent le roi birman.
1763	Traité de Paris; la France est éliminée de la Birmanie.

fédéralistes, insatisfaction des milieux religieux, mouvements régionalistes, notamment en pays Karen, incurie administrative, mécontentement de l'armée). De 1948 à 1954, il y eut une véritable guerre contre les communistes ; à la fin de 1961, le président en charge, U Nu, évoquait les « seize mille problèmes » du pays. Dans cette ambiance s'est constitué un mouvement révolutionnaire qui a renversé par un coup d'État le régime démocratique dans la nuit du 1er au 2 mars 1962, suspendant la constitution et dissolvant le parlement. L'ensemble des pouvoirs est entre les mains du général Ne Win, qui a organisé un régime fondé sur un parti unique (parti à programme socialiste). Le gouvernement actuel est un gouvernement de type révolutionnaire et dictatorial.

Le général U Ne Win, au pouvoir depuis le coup d'État du 2 mars 1962, a instauré un régime en apparence stable, de tendance socialiste (la « voie birmane vers le socialisme »). Il a procédé à des nationalisations fondamentales dès 1963 (pétrole britannique, banques, grandes sociétés étrangères comme *Burma Unilever,* etc.) et il a dû lutter contre des oppositions diverses (communistes, syndicalistes, minorités ethniques comme les Karens, les Mõns, les Chans, agitation étudiante, moines bouddhistes, etc.). Le leader de l'opposition est l'ancien Premier ministre U Nu (exilé), qui s'appuie sur les minorités ethniques.

La constitution promulguée le 4 janvier 1974 a fait de la Birmanie une République socialiste ; le chef de l'État est le général U Ne Win (réélu le 2 mars 1978) ; le Premier ministre est U Maung Maung Kha depuis 1977.

● *Sur le plan international,* l'Union birmane a une politique neutraliste. Elle a été le premier État à reconnaître officiellement la République populaire de Chine (décembre 1949) avec laquelle elle a signé différents traités d'amitié et d'accords frontaliers ; politique réservée vis-à-vis de ses voisins (Laos, Thaïlande) ; bonnes relations avec les pays arabes et avec Israël (visite du président Ben Gourion en 1961) ; une certaine méfiance à l'égard des États-Unis.

La Thaïlande.

La Thaïlande est, comme son nom l'indique, le pays des *T'ai* (en transcription anglaise : *Thai*) ; jusqu'en 1939, le pays était appelé le *Siam.*

Le Siam avant la dynastie de Bangkok.

● *Avant les Thai,* c'est-à-dire avant le XIIIe siècle, le pays est occupé par les Mõn qui y fondent le royaume de Dvaravati (VIIe siècle). A partir du IXe siècle les rois du Cambodge (Khmers) étendent leur autorité sur le royaume Mõn. Le peuple des Thai avait constitué un royaume dans l'actuel Yunan, le royaume de Nam Zhao au VIIIe siècle. A une époque qu'il est difficile de préciser, les Thai s'infiltrent progressivement le long du fleuve Menam et il semble qu'ils se mêlent peu à peu aux Mõn et aux Khmers qui y sont installés. L'immigration s'accélère lorsque les Mongols font la conquête du Nam Zhao en 1253.

● *Le royaume de Sukhot'ai (1220-1350).* C'est sans doute le premier royaume thai installé dans la péninsule, conquis sur la souveraineté khmère ; les Thai ont constitué une aristocratie d'hommes libres, habiles à la guerre, et ils obtinrent facilement la soumission des autochtones. A l'époque on ne les appelle pas des Thai, mais des *Syam* (en chinois : *Sien*), ce qui a donné *Siam.* Les Siamois adoptent la culture sanscrite, le bouddhisme du Grand Véhicule et, pendant un siècle, ils étendent leur domination sur l'ensemble de la péninsule.

● *Le royaume d'Ayuth'ya (1350-1767).* Ayuth'ya est une ville fondée par un prince thai sur le cours inférieur du Menam (voir carte) ; son prince se fait couronner roi des Thai en 1350 sous le nom de Ramath'ibodi. Ce royaume allait subsister jusqu'en 1767.

Nous n'énumérerons pas tous les règnes qui ont caractérisé la période d'Ayuth'ya. Retenons cependant que la civilisation thai allait s'épanouir sur le Moyen et le Bas-Menam et englober toute la partie nord de la péninsule malaise. Sur le plan intérieur, citons le roi Boromatrailokanat, qui, en quarante ans de règne (1448-1488) a organisé la vie administrative de son État sur le modèle chinois (hiérarchie administrative, le civil séparé du militaire, lots de terres attribués aux fonctionnaires selon leur rang, l'État ne leur assurant aucune autre rémunération). Le royaume ne connaît d'ailleurs pas d'économie monétaire. Sur le plan extérieur, cette époque est une époque de guerres. Le royaume de Sukhot'ai, qui ne reconnaissait plus la souveraineté d'Ayuth'ya, est annexé après plusieurs expéditions ; les Thai font aussi la guerre aux Khmers (prise d'Angkor, ce qui oblige les Khmers à transférer leur capitale à Phnom Penh en 1434).

Au XVIe siècle, les Thai doivent subir plusieurs invasions birmanes : en 1564, le roi birman Bayinnaug prend Ayuth'ya et le Siam devient une province birmane jusqu'à ce qu'il soit libéré par le prince Naresuen (1590-1605). A l'origine de ces conflits avec la Birmanie il y avait ce qu'on appellerait aujourd'hui un « problème de frontières », à savoir la lutte pour la possession du royaume de C'ieng Mai, dans le Nord, aux confins de la Birmanie et du Siam.

● *Les premiers contacts avec les étrangers* ont lieu au XVIe siècle. Les relations avec l'Europe deviennent d'ailleurs assez nombreuses. Ce sont d'abord les Portugais qui jouissent dans le royaume thai d'un bon crédit, puis, à partir de 1624-1628, les Hollandais *(Compagnie hollandaise des Indes orientales)* et les Anglais *(Compagnie anglaise des Indes orientales).* L'influence française fut particulièrement active sous le règne du roi Phra Naraï (1657-1688). Les relations entre la France et le Siam furent favorisées par un aventurier grec (Constant Phaulcon) et des ambassades furent échangées entre Ayuth'ya et Versailles, notamment entre 1684 et 1687. C'est peut-être l'excès de privilèges accordés aux missionnaires et la présence dans le fort de Bangkok d'un corps expéditionnaire français qui provoqua une réaction nationaliste : Constant Phaulcon fut exécuté (1688), les Français furent chassés à Pondichéry, et, à l'instar de la plupart des États d'Asie, le Siam se referma à l'influence étrangère.

● *C'est après le règne* brillant du roi Boromokot (1733-1758) que se produit la chute d'Ayuth'ya qui tombe entre les mains des Birmans au mois d'avril 1767.

La Thaïlande sous la dynastie de Bangkok.

La dynastie a été fondée par le général P'raya Çakri qui fait exécuter le dernier roi de la dynastie d'Ayuth'ya, le général P'raya Tak, et installe sa capitale à Bangkok (avril 1782). Cette date marque le début de l'histoire contemporaine du Siam. La dynastie des Çakri est encore au pouvoir en Thaïlande de nos jours.

● *Le règne des trois premiers rois (1782-1851)* ne voit pas de très grandes transformations dans les conditions de vie du pays. Le roi gouverne en monarque absolu, favorise l'immigration chinoise, ce qui transforme la physionomie du pays, les Chinois se spécialisant bientôt dans les cultures d'exportation. Durant cette période la Thaïlande doit ouvrir ses frontières aux Européens, les Anglais ayant montré leur force en triomphant des Birmans en 1826. L'imprimerie est introduite en 1835, la culture occidentale se répand, et un accord de commerce est notamment passé avec l'Angleterre. On peut alors penser que le Siam va subir le sort de la Birmanie et devenir une colonie européenne.

● *Deux souverains exceptionnels,* le roi Mongkut (Rama IV, 1851-1868), et son successeur Çulalongkorn (Rama V, 1868-1910) ont su préserver l'indépendance de leur pays. Mongkut, avec habileté, mène entre l'Angleterre et la France une politique de bascule, négociant des traités de commerce avec les deux pays, puis avec les États-Unis (droit à l'importation pratiquement annulé, droit d'exterritorialité pour les citoyens des pays signataires). C'est ce qu'on a appelé la politique de la « porte ouverte » qui allait conduire le Siam à entrer en conflit avec les deux grandes puissances coloniales (France et Grande-Bretagne) pour des questions de frontières (le problème de la possession des provinces de Battambang et de Siemréap, qui appartiennent à l'heure actuelle au Cambodge) sans avoir à en subir les conséquences ultimes, qui auraient été inévitablement l'annexion par l'un de ces deux pays. Sur le plan intérieur, l'administration du pays s'améliore, le système de la corvée est aboli, et l'on voit se développer la culture du riz et sa commercialisation par les Chinois (l'exportation étant monopole royal).

Rama VI (1910-1925) intervient dans la Première Guerre mondiale aux côtés des Alliés (juillet 1917), ce qui vaut à son pays d'être admis à la Société des Nations après la guerre ; en même temps, les rapports commerciaux avec la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis se normalisent. Le dernier pas dans le sens de la modernisation eut lieu en 1932, lorsque le coup d'État du 24 juin, balayant la monarchie absolue, transforme la royauté siamoise en monarchie constitutionnelle.

La vie politique en Thaïlande depuis le coup d'État de 1932.

● *Le coup d'État de 1932* a eu pour cause essentielle le mécontentement des fonctionnaires et des militaires devant les perspectives qui leur étaient offertes ; c'était aussi en un certain sens un coup d'État nationaliste, car la vie économique du Siam était alors entre les mains des étrangers occidentaux ou des Chinois. Une constitution adoptée le 10 décembre 1932 instaura un régime constitutionnel inspiré par le leader libéral Pridi P'anomyong. De 1932 à 1938, ce jeune théoricien, qui avait fait ses études à Paris, tente d'implanter le parlementarisme dans les mœurs siamoises, mais il se heurte à la fois aux nobles et aux militaires. Après l'abdication de Rama VII (2 mars 1935), l'Assemblée lui choisit pour successeur son neveu, Anant'a Mahidol (1935-1946), qui n'avait alors que dix ans.

● *A partir de 1938,* les militaires s'imposent de plus en plus sur le plan politique ; en particulier, le colonel Luang Pibul Songgram, qui avait participé au coup d'État de 1932, est considéré au Siam comme un « héros national ». Son programme est simple : il envisage d'instaurer un pouvoir autoritaire appuyé sur une armée forte, créant un mouvement à la fois nationaliste et militariste, le mouvement *panthaï.* Au début de la Seconde Guerre mondiale, la signature d'un traité avec le Japon vaut à la Thaïlande le retour de certaines provinces cambodgiennes ; et en juin 1939 le « dictateur siamois » décide que le Siam s'appellera dorénavant la « Terre des Thai » ou Thaïlande. De 1938 à 1944, le pays fut un reflet — très pâle — de l'Allemagne nazie et de l'empire nippon (le régime dictatorial ne fit d'ailleurs guère de victimes en Thaïlande, et les menées contre les Chinois ne ressemblèrent jamais à l'antisémitisme hitlérien ; il faut enfin noter qu'il n'y a pas eu plus de vingt exécutions politiques dans cette période, ce qui est remarquablement peu).

● *En 1944,* le dictateur thaïlandais se retire ; le pouvoir revient alors au libéral Pridi P'anomyong, qui avait dirigé un mouvement clandestin pendant la Seconde Guerre mondiale, intitulé le mouvement *Thaï libre.* Une nouvelle constitution est instaurée le 10 mai 1946, la police politique et la censure sont supprimées, la démocratie, tout au moins dans ses apparences, est rétablie. Cependant la mort mystérieuse du roi (juin 1946) obligea Pridi à abandonner les rênes du pouvoir ; d'autre part, les scandales et la corruption du régime — phénomènes hélas très fréquents en Orient — provoquèrent un nouveau coup d'État militaire, le 8 novembre 1947, dirigé par Phibul Songgram qui, entre temps, était devenu maréchal. Jusqu'en 1957, en reprenant ces deux grands thèmes du nationalisme et du militarisme, en y ajoutant un anticommunisme intransigeant, Phibul put à nouveau contrôler totalement la Thaïlande, redonnant à la police, à l'armée et à la censure la puissance qu'elles avaient perdue et n'hésitant pas à « épurer » les rangs de ses adversaires (en particulier dans la marine militaire). Jusqu'en 1957, un triumvirat dirige la Thaïlande : le maréchal Phibul Songgram, le général commandant l'armée, Sarit Thanarat, et le général commandant la police, Phao Siyanon. Au roi Anant'a Mahidol avait succédé en 1946 son fils, Bhumibol Adulyadet.

● *Dans ce pays* où depuis 1932 les coups d'État semblent être un processus traditionnel d'accession au pouvoir, il n'est pas étonnant que nous assistions au mois de septembre 1957 à une prise du pouvoir par le commandant en chef de l'armée, Sarit Thanarat, qui exile Phibul Songgram et Phao, dissout l'Assemblée, proclame la loi martiale et crée un « Parti révolutionnaire » dirigé par l'armée. Avec autorité, le maréchal Sarit parvint à réaliser un programme économique et social efficace, à la manière du fascisme italien.

● *La poliique traditionnelle* des dictateurs thaïlandais étant, depuis 1938, fondée sur un anticommunisme systématique, il ne faut pas s'étonner que la Thaïlande soit totalement soutenue par les États-Unis d'Amérique. La Thaïlande a participé aux côtés des forces de l'ONU à la guerre de Corée en 1950, a soutenu la position occidentale contre les positions « chinoises » à la conférence de Bandoeng en avril 1955, est devenue membre de l'OTASE en août 1955 et Bangkok fut même choisi comme quartier général de l'Organisation. Avec le successeur de Sarit, le maréchal Thanom Kittikachorn, qui dirige la politique de la Thaïlande depuis 1963, année de la mort de Sarit, l'aide américaine a été massive (base militaire de Sattahip, sur le golfe de Siam, accords avec Washington autorisant les bombardiers géants B 52 à décoller des bases de Thaïlande pour voler vers le Viêt-nam — mars 1967 —, conseillers techniques américains auprès des chefs militaires thaïlandais).

● *L'évolution de la Thaïlande en 1969.* Deux facteurs importants déterminent l'orientation actuelle de la politique intérieure et extérieure de la Thaïlande. Sur le plan intérieur, malgré la police, la censure, l'armée et les Américains, l'agitation procommuniste a commencé à se manifester, notamment dans les régions limitrophes du Laos ; un *Front patriotique de Thaïlande,* soutenu par la Chine, mène contre le gouvernement du maréchal Thanom Kittikachorn une *guérilla* qui n'en est encore qu'à ses

débuts (on estime à environ 3 000 hommes le nombre actuel des « maquisards »). Sur le plan extérieur, le principe du soutien inconditionnel des États-Unis commence à être compensé par un mouvement vers le neutralisme, à la manière de la Birmanie. Cette évolution a pour origine, semble-t-il, la politique américaine à l'égard du Laos (voir ci-dessous) : le soutien que Washington accordait au gouvernement de Souvanna Phouma a peut-être déterminé la Thaïlande à s'orienter vers le neutralisme. C'est dans le cadre de ces préoccupations que fut signé un accord commercial et technique avec l'URSS en 1960, que la Thaïlande a fréquemment voté contre les puissances occidentales à l'ONU, faisant corps avec le bloc afro-asiatique, et qu'elle s'est jointe à la Malaysia et aux Philippines au sein de l'ASA *(Association of Southeast Asia).*

Depuis 1971, la Thaïlande vit une période troublée, où les coups d'État succèdent aux coups d'État. Les principaux points de repère sont rappelés dans la chronologie ci-après.

Dates	Événements
17 nov. 1971	Coup d'État donnant le pouvoir au maréchal Kittikachorn.
15 déc. 1972	Nouvelle constitution : monarchie constitutionnelle (souverain : Bhumibol Adulyadet; Premier ministre : maréchal Kittikachorn).
Oct. 1973	Fin du pouvoir des militaires, sous la pression, notamment, de l'agitation universitaire. Nouveau Premier ministre : Sanya Dharmasakti, recteur de l'Université de Bangkok.
7 oct. 1974	Nouvelle constitution (monarchie constitutionnelle).
19 mars 1975	Confiance accordée au ministère de Kukrit Pramot (Parti d'action populaire). La Thaïlande s'aligne lentement sur les autres États du Sud-Est asiatique.
6 oct. 1976	Coup d'État militaire, nouvelle constitution (22 octobre). Premier ministre : Thanin Kraivichien ; l'homme fort du régime est le général Chamamand.
Mars 1977	Accord anti-communiste avec la Malaysia.
20 oct. 1977	Coup d'État militaire.
11 nov. 1977	Le général Kriangsak Chamamand nommé Premier ministre ; principaux problèmes qui se posent au nouveau régime : normalisation de la vie politique, lutte contre les maquis communistes, accueil des réfugiés laotiens, cambodgiens et vietnamiens, préservation des frontières.
1978	Ouverture de relations avec la Chine et l'URSS : la Thaïlande proclame sa neutralité face au conflit indochinois.
18 déc. 1978	Proclamation d'une nouvelle constitution (la Thaïlande, monarchie constitutionnelle).
29 fév. 1980	Démission du général Chamamand ; il est remplacé par le général Prem Tinsulanond, ancien ministre de la Défense.
3 mars 1980	Le général Prem Tinsulanond succède au général Chamamand.
1er avril 1981	Tentative de coup d'État par le mouvement nationaliste des *Jeunes Turcs* (dirigé par des colonels) ; le mouvement avorte.

Le Laos.

Le Laos (= *Lan Chang* : « le Million d'éléphants ») est, par sa population, le plus petit État de l'Asie du Sud-Est (population estimée en 1967 à 2 700 000 habitants).

Les grandes lignes de l'histoire jusqu'en 1954.

Le Laos fut d'abord une province khmère, avant de tomber sous le contrôle du Siam (royaume de Sukhot'ai). Il se constitue en État indépendant au milieu du XIVe siècle, sous la direction d'un chef thaï : le prince Fa Mgoum qui se fait proclamer roi à Luang Prabang en 1350. L'histoire du Laos est surtout celle de ses luttes pour préserver son autonomie contre les convoitises de ses puissants voisins : le Siam, l'Annam, la Birmanie. En 1707, le Laos est divisé en trois royaumes (Luang Prabang, Vientiane, Champassac) ; en 1828, Vientiane est conquise par les Thai.

La présence des Français dans la région du Mékong (protectorat du Tonkin en 1883), sauve le Laos de l'annexion par le Siam. Après une démonstration navale au large de Bangkok, et grâce à l'énergie du vice-consul de France à Luang Prabang, Auguste Pavie, le Siam renonce à ses prétentions sur le Laos et reconnaît le protectorat de la France sur cet État le 3 octobre 1893.

La défaite française dans la Seconde Guerre mondiale permet au Siam — devenu la Thaïlande — de reprendre possession des rives du Mékong. Après la capitulation du Japon, en 1945, un mouvement insurrectionnel (le *Lao Issrak*) s'empare du pouvoir, mais la France reprend le pays en main en 1946 et rétablit la dynastie de Luang Prabang (Laos unifié, constitution de 1947). Autonome en 1949, puis indépendant en 1953, le Laos devait voir son avenir politique lié à l'évolution de la guerre d'Indochine (voir p. 59).

Le Laos depuis la Conférence de Genève (1954).

● *Trois forces politiques* ont déterminé l'évolution du royaume laotien sur lequel règne le roi Savang Vatthana, qui a succédé en octobre 1959 à son père, le roi Sisavong Vong :

— les partisans d'un régime monarchique, dont le chef de file est le prince Boun Oum et le « fer de lance » le général Phoumi ; ce parti de « droite » regarde, évidemment, vers les États-Unis d'Amérique et lance des mots d'ordre nationalistes et anticommunistes ;

— le mouvement procommuniste appelé le *Pathet Lao,* dirigé par le prince Souphanouvong ; ce parti contrôle les provinces du Nord-Est. En 1953, les forces *Viêt-minh* (Front de l'indépendance du Viêt-nam), soutenues par le *Pathet Lao,* ont envahi le Laos. A la conférence de Genève (1954) qui décida du sort de l'Indochine française, il fut convenu que les forces du *Pathet Lao* se soumettraient au gouvernement neutraliste du prince Souvanna Phouma (l'accord entre les deux princes ne se fit qu'en 1957, à Vientiane) ;

— le parti neutraliste, dirigé par le prince Souvanna Phouma et qui devait se hisser au pouvoir en 1962, tenta de réaliser un gouvernement d'union nationale qui eût à la fois l'agrément de Moscou et celui de Washington.

● *L'évolution de la guerre du Viêt-nam* a provoqué l'affrontement de ces trois forces politiques.

— Dans un premier temps, ce sont les forces de droite qui l'emportent (Phoui Sananikone, le prince Somsanith, Phoumi) et qui réagissent contre les succès électoraux du *Pathet Lao* en 1958 ; la guérilla reprend contre le gouvernement en place.

— Un coup d'État monté par le capitaine Kong Lé porte au pouvoir, en avril 1960, le prince Souvanna Phouma, neutraliste, qui se heurte à la fois aux extrémistes de droite (Phoumi) et au *Pathet Lao* (Souphanouvong).

— La conférence des « Quatorze » à Genève, en 1961, confirme la neutralité du Laos. Le gouvernement d'union nationale de Souvanna Phouma est assuré du soutien international. Depuis cette date, les incidents politiques se multiplient et ce qu'on a appelé le « gouvernement des Trois Princes » (Souvanna Phouma, Souphanouvong, Boun Oum) ne se maintient qu'artificiellement : assassinat en 1963 du ministre des Affaires étrangères (neutraliste de gauche) et reprise de la guérilla, coup d'État des forces de droite en avril 1964, reprise du pouvoir par Souvanna Phouma, expulsion du turbulent général Phoumi (février 1965) qui se retire en Thaïlande, boycottage des élections par le *Pathet Lao* (1965), dissolution de l'Assemblée nationale en 1966, nouvelles élections boycottées par le *Pathet Lao* en 1967.

— De 1967 à 1975, la guerre du Viêt-nam pèse de plus en plus sur l'évolution politique du Laos : le Viêt-nam du Nord achemine hommes et matériel destinés au *Front National de Libération* qui agit au Viêt-nam du Sud en passant par le Laos (ce qu'on appelle la « *piste Hô Chi Minh* ») ; le *Pathet Lao* protège et contrôle cette piste et le Sud du Laos ; le gouvernement de Souvanna Phouma voudrait tenter d'écarter du territoire laotien la guerre vietnamienne ; les Américains cherchent — en vain, semble-t-il — à reconquérir la zone tenue par le *Pathet Lao* et les Nord-Vietnamiens.

— La monarchie a été abolie en 1975 et le régime actuel est celui d'une République populaire et démocratique.

Le Cambodge.

Les grandes lignes de l'histoire.

● *A l'origine du Cambodge actuel,* il y a le royaume de Fou-nan qui, au début de l'ère chrétienne, étend sa domination sur le bassin du Ménam et le Nord de la péninsule malaise. C'est un État dont la culture et la religion proviennent de l'Inde et qui doit sa prospérité à sa situation d'intermédiaire entre l'Inde et la Chine. Sa richesse attire le peuple des *Khmers* qui l'envahit au VIe siècle et y fonde un royaume où va s'épanouir une somptueuse civilisation autour de la capitale des anciens souverains Khmers : Angkor.

À partir du XIIe siècle, l'Empire khmer subit de multiples invasions : les *Cham* (Indonésiens de la côte d'Annam) pillent Angkor en 1177 ; au XIIIe siècle, après le raid sans lendemain des Mongols de Qubilây, les *Thai,* venus du nord, conquièrent sur les Khmers la vallée du Ménam (la Thaïlande) et le royaume thaï d'Ayuth'ya finit par avoir raison des souverains d'Angkor (la ville est prise en 1431 par les Siamois, abandonnée en 1434 par le premier roi d'Angkor, Ponhea Yat, qui transporte sa capitale à Phnom Penh).

● *Après le XVe siècle,* le Cambodge devient une proie passive que se disputent ses voisins (notamment les Vietnamiens et les Siamois). Petit État dont l'histoire se réduit à une chronique d'intrigues de palais, il devient au XIXe siècle, avec la Cochinchine, la tête de pont de la colonisation française en Indochine. L'intervention de la France fut motivée, en 1858, par les persécutions exercées contre les missionnaires par l'empereur d'Annam Tu Duc ; une expédition navale conduit les Français en Cochinchine et au Cambodge, pays auxquels Doudart de

La trinité politique du Laos (entretiens de La Celle-Saint-Cloud en septembre 1964) : le neutraliste Souvanna Phouma avec, à sa droite, le leader des forces de droite Boun Oum et, à sa gauche, le chef du Pathet Lao, Souphanouvong.



Lagrée (1823-1868) — qui devait reconnaître la vallée du Mékong — accorde le protectorat de la France et qui l'acceptent pour mieux se protéger du Siam (1863). En échange de la reconnaissance du protectorat par le Siam, il lui fut accordé les provinces cambodgiennes de Battambang et de Siemréap, qui retournèrent au Cambodge par la convention franco-thai de 1907, renouvelée en 1937. Enfin, en 1904, la province de Stung Treng, administrée dans le cadre du Laos, fut rattachée au Cambodge.

● *Le mouvement nationaliste* naît au Cambodge dans les années 30 et se confirme après la défaite française, en 1940-1941 (bases japonaises au Cambodge, annexion du pays par la Thaïlande). Le 9 mars 1945, le roi Norodom Sihanouk (né en 1922 ; roi en avril 1941) proclame l'indépendance du Cambodge, mais la capitulation japonaise et l'occupation de Phnom Penh en octobre 1945 par les troupes britanniques restaurent l'autorité française (accord du 7 janvier 1946 envisageant l'installation au Cambodge d'une monarchie constitutionnelle). État associé dans le cadre de l'Union française en 1949, le Cambodge devient totalement indépendant de la France le 9 novembre 1953. La Conférence de Genève (1954) devait entériner l'état de choses et mettre fin à la guérilla que menaient dans la jungle les maquis procommunistes soutenus par les forces du Viêt-minh (voir ci-dessous).

Le Cambodge aujourd'hui.

● *Le roi Norodom Sihanouk* a été le grand artisan de l'indépendance du Cambodge. Son comportement politique, à la fois intelligent et prudent, a mis son pays à l'abri des grands drames qui secouent l'Asie du Sud-Est. Après avoir promulgué la constitution du 6 mai 1947 (gouvernement parlementaire) et mis en place les structures politiques du pays, il abdique en mars 1955 au profit de son père le roi Norodom Sumarit. Il forme alors un mouvement politique, la *Communauté socialiste populaire (Sangkum)* qui obtient aux élections de 1955, 1958 et 1962 tous les sièges à l'Assemblée. À la mort de son père (avril 1960), il ne remonte pas sur le trône qui reste donc vacant, le symbole de la monarchie étant représenté par sa mère (la reine Kossamak).

● *Malgré son efficacité* et son universelle popularité, Norodom Sihanouk dut faire face à deux mouvements d'opposition qui ont entamé (ou repris) une guérilla contre le pouvoir central : le mouvement des *Khmers libres (Khmer Issarak)* créé par Son Ngoc Thanh en 1945 qui groupe des nationalistes de droite, réfugiés pour la plupart en Thaïlande, et celui des *Khmers rouges* procommunistes, qui a provoqué des incidents de frontière dans la province de Battambang (avril 1967).

Pour faire face à cette dernière opposition, le prince Norodom Sihanouk a formé en mai 1967 un gouvernement d'exception cumulant les fonctions de chef de l'État et de président du Conseil, avec Sonn Sann comme Premier ministre ; dès janvier 1968, cet état d'exception cesse et la présidence du Conseil est confiée à l'un de ses plus anciens collaborateurs, Penn Nouth.

● *Évolution depuis 1970.* Le fait le plus troublant — et très mal connu à l'heure actuelle — est l'établissement du régime communiste du Pol Pot, en 1977.

Le Viêt-nam.

Le terme *Viêt-nam* désigne les régions de l'Asie du Sud-Est comprenant trois contrées (les trois *ky*) qui furent, à certains moments de l'histoire, indépendantes : le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine. Le Viêt-nam est divisé depuis 1954 *(conférence de Genève)* en deux parties : le Viêt-nam du Nord où s'est constituée la *République démocratique du Viêt-nam* et le Viêt-nam du Sud où s'est formée la *République du Viêt-nam.*

Le terme Viêt-minh (abréviation pour *Viêt-nam Doc Lap Dong Minh*) désigne le *Front de l'indépendance du Viêt-nam,* créé en 1941 et qui regroupait des éléments nationalistes ainsi que le parti communiste indochinois.

Le terme *Viêt-cong* est une contraction de *Viêt-nam* et de *Công-san* (communiste) ; il désigne — dans le Viêt-nam du Sud — les membres du *Front National de Libération* (FNL) qui se sont insurgés contre le gouvernement pro-américain du Viêt-nam du Sud.

Avant la colonisation française.

● *Origines.* Les premiers habitants du pays furent des Mélanésiens et des Indonésiens *(Moïs),* auxquels se sont superposés des Muông, des Thai, des Chinois, etc. ; leur activité essentielle était la culture du riz. Les Chinois les appelaient les « Étrangers des pays du Sud » (étranger = *Yue* qui a donné *Viêt ;* pays du Sud = *Nam ;* d'où le nom du royaume : *Nam-viêt,* puis Viêt-nam). Sous la dynastie des Han, au IIIe s. apr. J.-C., le pays est incorporé à l'Empire chinois, et divisé en trois provinces *(ky).* Le taoïme, le confucianisme s'y implantent, puis le bouddhisme. Les Vietnamiens se libèrent de la domination chinoise en 939, sous la conduite de Ngo-Quyên.

● *Les dynasties vietnamiennes.* De 939 à 1802 (fondation de l'Empire unifié du Viêt-nam), onze dynasties règnent sur le pays. Au début, l'État ne dépasse guère les limites du Tonkin, avec, à partir de 1010, pour capitale Than-long (sur le site de Hanoi). L'histoire du Viêt-nam est marquée par l'intervention périodique de la Chine, qui reprend épisodiquement ses droits suzerains, et par une lente conquête de toute la péninsule, depuis la région du Quang-Tri et de Hué jusqu'au Champa et à la Cochinchine. Autrement dit, l'État est d'abord *annamite (Dai Viêt)* avant de devenir *indochinois.* Se succèdent ainsi les dynasties Ngô, Dinh, Lê antérieurs, de 939 à 1009, Li (organisateurs de l'État) et Trân (1010-1413), puis, après un intervalle chinois, les Lê postérieurs (1428-1527) sous lesquels le Viêt-nam connaît son apogée, et enfin les dynasties dites « usurpatrices » (Mac, Nguyên, Trinh, Tay) de 1527 à la fin du XVIIIe siècle.

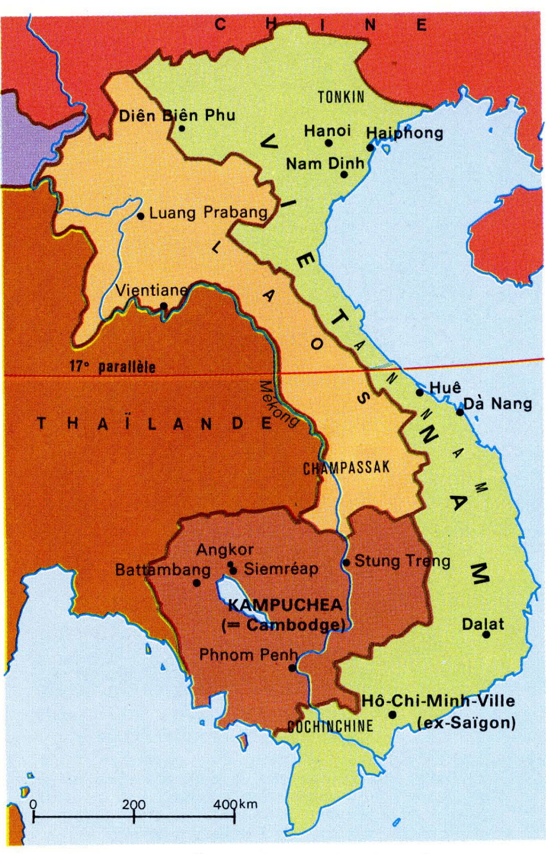
● *Gia-long et les Nguyên.* Les Français, après les Portugais, entreprennent l'évangélisation du *Dai Viêt* dès le XVIe siècle ; le père jésuite Alexandre de Rhodes met au point une romanisation (le *quôc-ngu*) de l'écriture vietnamienne (qui utilisait jusqu'alors les caractère chinois). Mais le christianisme ne parviendra pas à s'implanter au *Dai Viêt :* jugé contraire à la tradition, il sera à peu près constamment persécuté. En 1802, un évêque français, Mgr Pigneau de Behaine, avec quelques soldats de fortune, facilite la conquête des trois *ky* à un héritier de la famille des Nguyên, Nguyên Anh, qui devient seul empereur du Viêt-nam unifié, en 1802, sous le nom de Gia-long. Il se fait reconnaître empereur par la Chine puis baptise officiellement son royaume *Viêt-nam* (la capitale est Hué). En Occident, il est connu sous le titre d'*empereur d'Annam.* Gia-long a imposé au Viêt-nam les mœurs et les croyances chinoises, mais les traditions purement vietnamiennes (culte des esprits, mandarinat accessible à tous, importance de la classe paysanne) subsistent fortement. A Gia-long (1802-1820) succèdent des empereurs moins efficaces : Minh Mang (1820-1841), Thieutri (1841-1847) et Tu Duc (1848-1883) qui verra son pays conquis par les Français.

La colonisation française.

● Sous Napoléon III, la France intervient à plusieurs reprises en Indochine pour y protéger les missions catholiques, mais aussi — et surtout — pour s'assurer des bases militaires et économiques. Les opérations militaires eurent lieu autour de Tourane (port de Hué), puis en Cochinchine (occupation de Saigon : 1859). L'empereur d'Annam cédait à la France une partie de la Cochinchine en 1863, puis la Cochinchine tout entière (1867). Un collège d'interprètes fut créé et Doudart de Lagrée fut chargé de reconnaître la vallée du Mékong, considérée comme une voie d'accès vers la Chine ; après sa mort (1868), l'exploration fut achevée par Francis Garnier (1869) qui constata que la « bonne » route vers la Chine était à rechercher plus au nord, dans la vallée du Song-koï, ou *Fleuve Rouge,* au Tonkin.

● La véritable conquête de l'Indochine eut lieu sous la IIIe République. Elle fut amorcée par le lieutenant de vaisseau Francis Garnier, qui intervint en 1873 pour protéger les livraisons d'armes au gouvernement chinois effectuées par le commerçant Jean Dupuis. Les Annamites font appel aux bandes armées chinoises des *Pavillons Noirs* et tiennent Francis Garnier en échec (il meurt dans une embuscade en décembre 1873) ; le gouvernement français (de Broglie) renonce provisoirement à toute idée de conquête. Après de nouveaux incidents au Tonkin en 1883 (le commandant Rivière prend Hanoi, puis conquiert le Delta, se heurte à son tour aux *Pavillons Noirs* qui le tuent dans une embuscade) et pour assurer la situation de la France en Extrême-Orient, Jules Ferry envoie l'amiral Courbet à Hué (août 1883) et entreprend la *guerre du Tonkin* (1883-1885) contre la Chine. Le conflit aboutit aux deux traités de Tien-tsin (mai 1884 et juin 1885) instaurant l'ère colonialiste au Viêt-nam, domination contre laquelle les Vietnamiens se soulèvent immédiatement (guérilla de Dé-tham, mort en 1913).

● *L'Indochine française* comprenait une colonie administrée directement par les Français (la Cochinchine) et des territoires sous protectorat ; le lien entre les administrations indigènes et les *résidents* français était plus ou moins étroit selon le cas (Tonkin, Annam, Cambodge, Laos). En 1887, l'ensemble des territoires fut placé sous l'autorité du *Gouvernement général de l'Indochine*



Les États de l'Indochine.

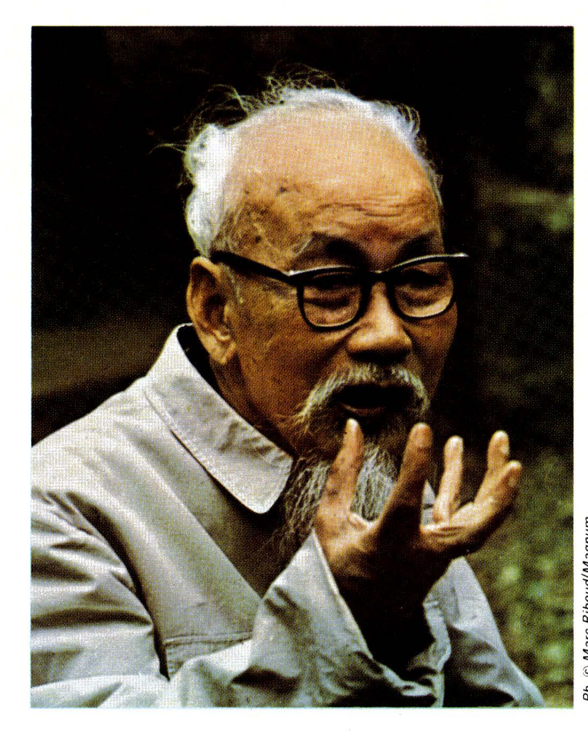
française. L'œuvre colonisatrice fut réelle (routes, université de Hanoi, École française d'Extrême-Orient, etc.), mais l'exploitation l'emporta — inévitablement — sur la colonisation : rizières, plantations d'hévéas, houillères du Tonkin servirent les intérêts des colonisateurs plus que ceux des colonisés et l'opposition, puis la résistance à l'occupant s'organisa, chez les *mandarins* d'abord, puis chez les bourgeois récemment enrichis et chez les jeunes intellectuels. Le parti national du Viêt-nam, fondé en 1927, réclame le départ des Français ; l'*Association de la jeunesse révolutionnaire vietnamienne* (fondée en 1925) se fond en 1930 dans le parti communiste indochinois, fondé par Nguyên Ai Quoc (qui prendra plus tard le nom de Hô Chi Minh). Les incidents, les émeutes se multiplient en 1930-1931, réprimés par l'armée avec rapidité et « efficacité ». La France envisage alors de soutenir le gouvernement indochinois de l'empereur Bao-Daï (1932-1945) et les réformes prônées par le mandarin Ngo Dinh Diem (catholique).

La libération du Viêt-nam.

La défaite française en 1940 entraîne l'occupation de l'Indochine par le Japon, tandis que s'organisent des mouvements de résistance à l'occupant, doublés de mouvements nationalistes. Le Viêt-minh regroupe à peu près toutes les tendances (il a été fondé en septembre 1941 par Hô Chi Minh). Il proclame l'indépendance de l'Indochine en août 1945, impose à Bao-Daï d'abdiquer, puis fonde la république du Viêt-nam, comprenant les trois *ky* (Tonkin, Annam, Cochinchine) avec comme capitale Hanoi.

● *Les pourparlers (septembre 1945-novembre 1946).* Après la défaite du Japon, la France se rétablit en Indochine. Quelques combats sporadiques ont lieu contre le Viêt-minh, puis un *cessez-le-feu* intervient le 6 mars 1946 (accords signés par Hô Chi Minh et le haut-commissaire français en Indochine) : la France reconnaît la *république démocratique du Viêt-nam* comme un État libre dans le cadre de la fédération indochinoise, mais elle refuse d'y intégrer le troisième *ky,* la Cochinchine (qui — on le sait — était une *colonie* et non un protectorat). A la conférence de Fontainebleau (juillet-septembre 1946), le gouvernement français (Georges Bidault) refuse de se prononcer sur la question de la Cochinchine et propose de la soumettre à un référendum.

● *La première guerre d'Indochine (novembre 1946-mai 1954)* débute le 23 novembre 1946 par le bombardement de Haiphong par les Français auquel répond, le 19 décembre 1946, l'attaque surprise du Viêt-minh sur Hanoi. La guerre d'Indochine fut particulièrement pénible pour les deux adversaires ; les forces totales engagées


Ph. © Marc Riboud/Magnum.

« L'oncle Ho », tel est le surnom que lui a donné tout un peuple. Son véritable nom était Nguyên Ai Quoc (à moins que ce ne fût Nguyên Tat Thanh); après des années passées à préparer la libération de son pays (fondation en 1930 du parti communiste indochinois, après une longue période de formation politique en France), il a pris en 1945 le nom de Hô Chi Minh (« celui qui apporte les lumières ») et a lutté sans faiblesse pour l'indépendance de son pays, qu'on appelait encore « l'Indochine ». Sa victoire, politique et militaire, date de 1954 (Conférence de Genève); elle a été partiellement remise en cause avec la « Guerre du Viêt-nam » dont il n'a pas vu la fin, puisqu'il est mort en septembre 1969, pendant la Conférence de Paris (il était né en 1890, en Annam).

par les Français furent de 570 000 hommes (dont 225 000 autochtones) ; on ignore le nombre exact des combattants viètminh. Les pertes françaises totales furent d'environ 90 000 morts, celles du Viêt-minh ont été estimées à 500 000 (?).La bataille décisive eut lieu à Diên Biên Phu (13 mars-7 mai 1954) où la garnison française (15 000 hommes) fut encerclée par les troupes du général Giap (72 000 hommes) auquel elle se rendit après avoir perdu 2 911 morts et en déplorant 5 284 blessés. Cette défaite française mit fin à la première guerre d'Indochine.

● *La conférence de Genève (21 juillet 1954)* prévoyait la division provisoire du Viêt-nam en deux zones par une frontière située le long du 17e parallèle, en attendant les élections générales qui devaient définir le régime du Viêt-nam unifié au plus tard en mai 1956. Une commission internationale (Canada, Inde, Pologne) était chargée de contrôler l'application des conventions. En fait, les élections n'eurent pas lieu et le Viêt-nam resta divisé en deux zones : le Viêt-nam du Nord, contrôlé par les communistes, et le Viêt-nam du Sud, qui s'est mis progressivement sous la protection des États-Unis.

Les deux Viêt-nam et la deuxième guerre d'Indochine.

● La *république démocratique du Viêt-nam* (président, jusqu'à sa mort en septembre 1969 : Hô Chi Minh ; Premier ministre : Pham-van-Dong ; capitale : Hanoi) est une démocratie populaire animée par le *parti des travailleurs (Lao Dong)*, dirigé d'abord par Dang Xuan Khu, puis, après 1956, par Hô Chi Minh lui-même. Le laborieux travail de réformes économiques, sociales et culturelles, commencé avec les moyens rudimentaires des partisans pendant la guerre de 1946-1954, se poursuit avec l'aide de l'URSS et de la Chine : réformes agraires, collectivisation des biens de production, industrialisation, lutte contre l'analphabétisme, etc. Le principal problème, sur le plan intérieur, est celui du ravitaillement (le Viêt-nam du Nord est moins cultivé et surpeuplé, les rizières sont concentrées dans le delta du Sud).

La république démocratique du Viêt-nam ne connaît pas les difficultés politiques intérieures de la république du Viêt-nam (c'est-à-dire du Viêt-nam du Sud) ; elle a cependant à faire face à un très grave problème extérieur : celui de la guerre américaine (voir ci-après).

● *La république du Viêt-nam* (président : le général Nguyên Van Thieu ; vice-président : le général Nguyên Cao Ky ; président du Conseil : Tran Van Huong ; république proclamée le 26 octobre 1955 ; constitution du 1er avril 1967) se débat dans un conflit politique intérieure dont voici les principaux éléments :

— Les forces catholiques ont pour représentant Ngo Dinh Diem, anticommuniste, soutenu par les États-Unis tant du point de vue économique (aide américaine : 450 millions de dollars entre 1954 et 1960) que du point de vue militaire (le Sud-Viêt-nam est une des aires stratégiques les plus importantes du Sud-Est asiatique). Ngo Dinh Diem a pu se maintenir jusqu'au mois de novembre 1963, en éliminant les oppositions politiques et religieuses (les sectes Cao Daï, Hoa Hao, Binh Xuyen).

— Les forces bouddhistes sont elles-mêmes divisées en neutralistes (Thich Tri Quang) et anticommunistes pro-américains (Thich Tam Chau). Après le renversement et la mort de Ngo Dinh Diem en 1963, un gouvernement sous la présidence du bouddhiste Nguyên Ngoc Tho se maintiendra quelques mois, jusqu'en janvier 1964, avant d'être renversé par un coup d'État militaire. Les bouddhistes provoqueront de violentes manifestations à partir de 1964. Ils constituent une force importante.

— Les forces du *Front national de libération* (FNL), issues du comité de Saigon-Cho Lon pour la paix (fondé en 1954 par Nguyên Huu Tho), réclament la stricte application des accords de Genève et des élections (toujours refusées par Ngo Dinh Diem). Le FNL se constitue le 20 décembre 1960, avec l'appui de la république démocratique du Viêt-nam (Nord Viêt-nam) dont le ministre de la Défense est le général Vô Nguyên Giap. Les rangs du FNL s'accroissent sans cesse, en raison de ses victoires, de l'inefficacité et de la corruption qui règnent dans le cadre de la république du Viêt-nam du Sud, de la propagande active et efficace menée par les communistes. Ce sont ces forces du FNL que leurs adversaires vietnamiens appellent le Viêt-cong.

● *Dégradation de la situation politique au Sud Viêt-nam.* L'existence de ces trois forces, elles-mêmes morcelées en rameaux parfois divergents, une situation économique difficile (conséquence de la guerre étudiée ci-dessous, conséquence aussi du fait que le Viêt-nam du Sud n'a pas d'industrie), la présence de l'occupant et de ses dollars, une atmosphère de corruption (qui n'est d'ailleurs pas propre au Viêt-nam), tout cela provoque une série de remous politiques complexes dont le tableau suivant relate les principaux moments :

Diên Biên Phu a sonné le glas de la présence française au Viêt-nam. Cette défaite — que la propagande de la IVe République a tenté de présenter comme une victoire tactique — a précipité le processus de décolonisation. Le 7 mai 1954, les soldats français, encerclés, après avoir résisté avec héroïsme à leurs ennemis, connaissaient le sort amer des vaincus. Deux mois plus tard, les armes le cédaient enfin à la toge et les négociations commençaient à Genève : le destin du Viêt-nam était transformé.


Ph. © Coll. Universal/Edimedia.

1er nov. 1963	Renversement de Diem (assassiné).
nov. 1963-janvier 1964	Gouvernement (bouddhiste) de Nguyên Ngoc Tho.
févr. 1964	Coup d'État militaire par le général Nguyên Khanh en rivalité avec le général Duong Van Minh.
août 1964	Mise en place d'un *Haut-Conseil de la Nation* et prise du pouvoir par les civils (chef de l'État : Phan Khac Siu; premier ministre : Tran Van Huong).
janv. 1965	Nouveau coup d'État militaire (Nguyên Khahn), qui chasse Tran Van Huong.
févr. 1965	Coup d'État militaire (catholique), qui chasse Nguyên Khahn; nouveau gouvernement dirigé par Phan Huy Quat.
juin 1965	Coup d'État militaire (général Nguyên Van Thieu et général Nguyên Cao Ky).
avr.-juin 1966	Conflit avec les bouddhistes.
13 sept. 1966	Élection d'une Assemblée constituante (promise depuis 1955), qui promulgue la constitution du 1er avril 1967.
mai 1968	Chute de Nguyên Van Loc, à la suite notamment des pourparlers de Paris. Tran Van Huong reprend la direction du gouvernement.

Évolution de la politique au Viêt-nam de 1963 à 1968.

La guerre américaine au Viêt-nam.

Après la conférence de Genève, les Français se sont progressivement retirés, militairement et économiquement, de l'ex-Indochine, sous la pression des États-Unis d'Amérique qui soutenaient le régime Diem. Les États-Unis commencent alors à installer d'importantes bases militaires et à encadrer l'armée du Viêt-nam du Sud par des « conseillers militaires » (au nombre de 15 000 en 1961). Cette aide américaine ne permet cependant pas à l'armée du Viêt-nam du Sud de triompher de la guérilla menée par le FNL en liaison avec un mouvement analo-

gue au Laos (le *Pathet Lao,* voir p. 58). En 1963, c'est le républicain Cabot Lodge qui est nommé ambasadeur des États-Unis à Saigon (il occupe ce poste jusqu'à mars 1967) ; il représente une tendance politique *dure,* qui se manifeste par une transformation du personnel militaire (le général Westmoreland succède, en juin 1964, au général Harkins) et une augmentation des renforts américains qui soutenaient l'armée du Sud Viêt-nam (165 000 hommes en novembre 1965, 273 000 en juin 1966, 510 000 en février 1968). Cet engagement progressif dans la guerre contre le Viêt-nam du Nord a été nommé « *l'escalade* » américaine au Viêt-nam.

D'abord défensive, la guerre vietnamienne devient offensive : à la suite d'incidents navals dans le golfe du Tonkin, les forces américaines décident de bombarder les points stratégiques du Viêt-nam du Nord (premier bombardement : le 5 août 1964). Ces bombardements ont pris de mois en mois (avec l'appui du *Congrès*) une extension considérable. Le Viêt-nam du Nord, qui reçoit l'aide militaire des pays socialistes, a résisté avec héroïsme et efficacité à l'agression américaine qui a provoqué d'énergiques prises de position dans l'opinion internationale (en particulier, les pays membres de l'OTAN ont refusé de s'associer à l'effort de guerre américain au Viêt-nam). Devant l'insuccès de l'épreuve de force, les États-Unis cherchent à négocier avec les Nordistes, mais ils se heurtent à une position extrêmement stricte du Viêt-nam du Nord qui réclame l'arrêt des bombardements, le retrait des troupes américaines du Sud, le respect des accords de Genève (en ce qui concerne la neutralité des deux pays) et le règlement des affaires du Viêt-nam du Sud par ses propres habitants. En mai 1968, des négociations ont été entamées (conférence de Paris) ; mais la position américaine est difficile à tenir : il s'agit pour les États-Unis, d'une part de conserver leurs positions stratégiques dans le Sud-Est asiatique, d'autre part d'obtenir que les généraux intransigeants du Sud-Viêt-nam (en particulier, le général Ky) ne s'opposent pas à l'installation progressive de la paix : en effet, la guerre n'a pas seulement détruit le pays et provoqué la mort de centaines de milliers de personnes, elle a aussi dressé toute une partie de l'opinion sud-vietnamienne (notamment les catholiques, qui sont plus d'un million) contre les « Viêt-congs » auxquels ils s'opposent passionnellement comme à un ennemi « héréditaire ». Tous ces hommes, dont l'esprit a été troublé par la propagande la plus excessive, se trouvent dans une situation dramatique de non-compréhension mutuelle (allant jusqu'aux massacres) à laquelle peut se comparer l'incompréhension passionnelle entre Israël et les pays arabes.

Dates	Événements
20 juin 1965	Directoire militaire avec le général Nguyên Van Thiêu comme président de la République et le général Nguyên Cao Ky comme Premier ministre, auquel succède, en 1972, Tran Van Huong.
27 janv. 1973	Signature des accords de Paris : cessez-le-feu, reconnaissance du GRP, organisation d'élections générales, réunification envisagée.
13 juin 1973	Nouveaux accords de Paris, complétant ceux du 27 janvier.
Août 1973	Reprise des combats au Sud Viêt-nam entre l'armée du général Thiêu et celle du GRP.
Fin 1974 début 1975	Progrès militaires irrésistibles des forces du GRP.
21 avril 1975	Démission de Thiêu, qui se réfugie à Taiwan ; Tran Van Huong lui succède.
30 avril 1975	Reddition de l'armée à Saigon ; le GRP prend en main la réorganisation du pays ; Saigon est débaptisé et devient Hô-Chi-Minh-ville.
20 mai 1975	Le GRP prend officiellement ses fonctions gouvernementales.
2 juil. 1976	Le nouvel État, unifié, prend le nom de *République socialiste du Viêt-nam ;* la constitution est celle de l'ancien « Viêt-nam du Nord » (1960). Président de la République : Ton Duc Than ; Premier ministre : Pham Van Dong.
9 sept. 1977	Le Viêt-nam devient le 148e état membre de l'ONU.
Été 1977	Début de la guerre entre le Viêt-nam et le Kampuchea démocratique (= Cambodge).
Janv. 1979	Les troupes vietnamiennes occupent Phnom-Penh et les principales villes du Cambodge.
Fév. 1979	Pénétration des armées chinoises en territoire vietnamien ; la guerre sino-vietnamienne durera environ un mois.
30 mars 1980	Mort du président Ton Duc Than (92 ans), remplacé à la tête de l'État par Nguyen Huu Tho, président intérimaire.



Ph. © Marc Riboud/Magnum.

Le général Vô Nguyen-Giap (né en 1912) : c'est le chef militaire le plus fameux de l'Asie du Sud-Est, vainqueur des Français à Diên Biên Phu (Haut-Tonkin), il dirige les opérations militaires pour le Nord Viêt-nam dans la guerre contre les Sudistes et leurs alliés nord-américains.

Fin de la guerre du Viêt-nam.

Évolution politique. La République démocratique du Viêt-nam (Viêt-nam du Nord) poursuit, de 1968 à 1975, son œuvre d'organisation du pays, tout en menant la guerre contre le Viêt-nam du Sud et ses alliés américains, guerre à laquelle la Conférence de Paris (ouverte le 13 mai 1968) tente de mettre fin. À la mort du président Hô Chi Minh (septembre 1969), Ton Duc Than est élu président de la République ; le président du Conseil est Pham Van Dong.

Par contre, la République du Viêt-nam (Viêt-nam du Sud) connaît une forte instabilité politique, due aux défaites militaires, aux pressions américaines, à la corruption du régime, etc., et aux divisions entre partisans de la guerre à outrance et partisans de la paix par la négociation. De plus, le gouvernement de Saigon doit mener la guerre contre les forces du GRP (Gouvernement révolutionnaire provisoire), soutenu par le Viêt-nam du Nord. Voici quelques points de repère sur l'évolution politique du Sud Viêt-nam (voir tableau ci-contre).

LES ÉTATS INSULAIRES DE L'ASIE DU SUD-EST.

La Malaysia.

C'est un État membre du *Commonwealth* créé le 16 septembre 1963 et comprenant la Fédération de Malaisie (les neuf États de la presqu'île malaise, au sud de la Thaïlande), les territoires du Sabah (anciennement : Bornéo septentrional), de Sarawak, Malacca et Penang. Singapour, à l'extrémité de la presqu'île malaise, faisait partie en 1963 de la Fédération de Malaysia, mais elle s'en est retirée en août 1965 pour devenir un État indépendant. La capitale de la Fédération de Malaysia est Kuala Lumpur.

La Malaysia avant l'indépendance.

● *La presqu'île malaise* fut habitée depuis la plus haute époque préhistorique (peuplement remontant au-delà de 50 000 ans av. J.-C.). D'abord intégrée dans des royaumes bouddhistes, elle appartient à la fin du XIVe siècle au royaume des Madjapahit qui s'étendait sur les îles indonésiennes, la presqu'île malaise et l'ouest de Bornéo ; ce royaume était un trait d'union entre la Chine des Ming et l'Inde musulmane. Progressivement, l'islām remplace l'hindouïsme dans la péninsule, et l'ascension de Malacca se dessine à partir de 1450. Au début du XVIe siècle, la flotte portugaise d'Albuquerque atteint Malacca et, en 1521, Magellan aborde sur la côte de Bornéo, à Brunei.

● *La Malaisie,* bien unifiée par l'islām, résiste aux efforts des Portugais et des Hollandais ; cependant sous l'influence des concurrences occidentales, il se forme une multitude de petits sultanats indépendants (Johore, Selangor, etc.).

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, la Compagnie anglaise des Indes installe ses premiers comptoirs (Frances Light) dans l'île de Penang en 1786. La colonisation procède par étapes : Singapour et Malacca sont annexées en 1819 et 1824, puis, en 1826, réunies à Penang pour former les établissements des Détroits (administrés par le gouverneur général du Bengale) ; puis les traités de protectorat sont signés avec différents sultanats (entre 1874 et 1895).

● *Caractères de la colonisation anglaise.* Une fédération des États malais coexiste avec des États autonomes au nord du pays. Cependant, le gouverneur géné-

La Conférence de Genève (1954) où fut décidé le sort futur de l'ancienne « Indochine française ». De gauche à droite, au centre de la photographie : Pham Van Dong (chef de la délégation du Viêt-minh), Mendès France (Président du Conseil français) et le représentant de la Grande-Bretagne : Anthony Eden.



Ph. © Keystone.



Ph. © Keystone.

Les coulisses des conférences internationales (ici, Bandoeng) : Nasser, U Nu, Nehru et Salah Salem communient sous l'espèce du riz.

ral du Bengale a autorité sur l'ensemble de la Malaisie. Il n'existe pas de gouvernement responsable et les conseils législatifs sont composés de fonctionnaires et de membres nommés par le gouverneur. Sous la domination anglaise, la péninsule et les îles devaient connaître un remarquable développement économique : extraction de l'étain (par les Chinois), plantations européennes d'hévéas. En conséquence, le niveau de vie des populations s'élève et de nombreux immigrants, attirés par ce pays riche, s'y installent (Indiens, Chinois).

Indépendance de la Malaisie.

● *L'évolution nationaliste* de l'opinion publique a été accélérée par la Seconde Guerre mondiale (notamment la rapidité avec laquelle les Japonais ont remporté la victoire contre les Anglais en Malaisie, et la prise de Singapour. Après 1945, le Royaume-Uni se décidait à créer une Union malaise dont Singapour — colonie de la Couronne — serait exclu. Cependant ce projet échoua, en raison de l'opposition des chefs traditionnels malais, peu soucieux de perdre leur pouvoir. Il y avait aussi un facteur ethnique : c'était l'opposition entre les divers groupes (Malais : 46 % ; Chinois : 42 % ; Indiens : 12 %).

En 1957, les treize États de Malaisie, fédérés, sont proclamés indépendants. La Malaisie reste cependant membre du *Commonwealth* (mais elle ne participe pas à l'OTASE). Des accords particuliers de défense ont été signés entre le Royaume-Uni et la Malaisie. Le premier roi de la Fédération malaise fut le sultan de Negri Sembilan (Abdul Rahman) ; lui succèdent en 1960 le sultan de Selangor (Hissamudin Alam), puis, en 1961, le sultan de Perlis (Putra Jamalullai).

● *Le 16 septembre 1963* naissait la Fédération de Malaysia, groupant la Malaisie, Singapour et le Bornéo septentrional. La constitution prévoit que chacun des neuf sultans malais devient à son tour, pour une période de cinq ans, le chef suprême de l'État fédéral. Au Parlement fédéral, la majorité des sièges est accordée à l'élément malais (46 % de la population, contre 42 % de Chinois) ; les États membres conservant leur législation propre en matière scolaire et en matière de législation du travail. Le président élu le 21 septembre 1965 était le sultan Zainal Adidin, souverain de Treganu. L'histoire de la Malaysia a été marquée par son conflit avec l'Indonésie (1964-1966) et la sécession de Singapour (1965).

Le conflit avec l'Indonésie a été surtout le résultat de la politique du président indonésien Sukarno (voir ci-dessous) ; après quelques opérations de guérilla dans le Sarawak et le Sabah, et l'intervention des forces britanniques pour préserver la Malaysia, les hostilités cessent après la chute de Sukarno (accords de Bangkok en juin 1966 et de Djakarta en août 1966) ; une entente entre les deux États en ce qui concerne la politique à mener contre le communisme dans l'île de Bornéo est décidée. Cependant, le problème du statut des États du Bornéo septentrional qui font partie de la Fédération de la Malaysia est remis en cause : les Malais doivent reconnaître les droits à l'autodétermination du Sabah et du Sarawak, et ne plus demander la protection britannique ou australienne sur ces territoires.

La sécession de Singapour a eu pour cause la divergence de vues entre le Premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, et le Premier ministre de la Fédération, le président Tunku Abdul Rahman, le premier fondant son action sur des bases idéologiques, tandis que le second envisageait une politique de type ethnique (un parti chinois, un parti malais, un parti indien). D'autre part, l'infériorité économique et politique de Singapour par rapport au reste de la Malaisie dans la Fédération a contribué aussi à cette sécession (août 1965, voir ci-après).

Le problème profond de la Malaysia est celui de l'opposition des nationalités chinoise et malaise. Le conflit avec l'Indonésie a consolidé la position du président Tunku Abdul Rahman qui dispose au Parlement fédéral d'une majorité absolue (123 sièges sur 144) et qui peut appliquer une politique d'autorité, notamment en ce qui concerne les problèmes du Bornéo septentrional (proclamation de l'état d'urgence au Sarawak le 14 septembre 1966). Depuis 1966, la péninsule constitue la Malaysia occidentale, elle est séparée de la Malaysia orientale (Bornéo septentrional).

Depuis 1969, évolution de la Malaysia dans le sens de l'anticommunisme ; les principaux événements sont rappelés dans la chronologie ci-après. En juillet 1981 c'est Mahathir Mohamed qui succède à Hussein bin Onn dans les fonctions de Premier ministre.

Dates	Événements
Mai 1969	L'opposition entre Malais et Chinois donne lieu, à Kuala Lumpur, à des émeutes violentes, réprimées par l'armée. L'état d'urgence est proclamé. Le prince Abdul Rahman forme un gouvernement provisoire. Nombreuses arrestations dans l'opposition.
21 sept. 1970	Le sultan Abdul Halim Mu'azzam shah succède à Ismail Nasiruddin shah.
31 mai 1974	Établissement de relations diplomatiques avec la Chine (politique de Tun Abdul Razak, Premier ministre).
1976	Arrivée au pouvoir de Hussein Onn, Premier ministre, conservateur et anticommuniste.
Mai 1977	Accord anticommuniste avec la Thaïlande.
Juil. 1978	Élections législatives : victoire du *Front national,* parti du Premier ministre Hussein bin Onn (130 sièges sur 154).

L'Asie du Sud-Est (États continentaux).



Aperçu ethnographique.

La population de la Malaysia est de l'ordre d'une dizaine de millions d'habitants, dont 46 % de Malais, 42 % de Chinois, 12 % d'Indiens et de « naturels » de Bornéo. Dans la péninsule malaise proprement dite, les Malais représentent 50 % de la population, et les Chinois environ 37 % (ils sont concentrés dans des États occidentaux, les villes, tandis que les Malais se rencontrent surtout à l'est et dans les zones rurales ; les Indiens sont citadins). Dans le Sarawak, on rencontre des *Dayaks,* des *Mélanésiens* et des minorités tribales ; dans l'État de Sabah : les aborigènes *Doussoun, Mourout, Badjaou,* etc., forment les deux tiers de la population.

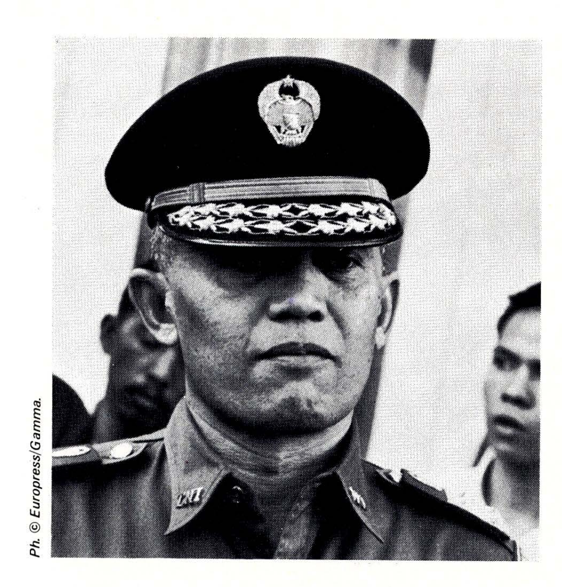
On trouve aussi dans la péninsule malaise des tribus dont les dialectes sont malaisiens ou khmers selon les cas et que l'on a classées en quatre catégories : les *Temiar,* les *Senoï,* les *Semang* et les *Orang-laout.* Il existe même à proximité de Malacca une communauté linguistique portugaise.

L'État de Singapour.

L'État de Singapour est né le 9 août 1965, de la sécession avec la Malaysia. Cet État, qui fait partie du *Commonwealth,* fonde l'essentiel de son activité sur sa position commerciale garantie par une série d'accords avec les États occidentaux, l'URSS et la Chine. La politique de son Premier ministre, Lee Kwan Yew (encore en place en 1983), est rigoureusement neutraliste ; le président de la République est Yusof Bin Ishak (élu en 1959, réélu en 1964), Lee Kwan Yew a refusé de permettre aux États-Unis d'utiliser la base navale britannique de Singapour, dans le cadre de son neutralisme. Mais le problème actuel de la protection de ce petit État, surtout depuis que la Grande-Bretagne a décidé de ne plus se maintenir à l'est de Suez, n'est pas sans poser des problèmes graves qui divisent aussi bien l'opinion que les hommes politiques.

L'Indonésie.

L'Indonésie est un vaste État insulaire qui groupe à peu près toutes les îles situées entre l'océan Pacifique et l'océan Indien, au sud de la presqu'île indochinoise. Les principales îles sont : Sumatra, Java, Bali, Bornéo (en partie seulement), les Célèbes, les Moluques, Lombok, Sumbawa, Sumba, Timor, Florès, Céram, la partie occi-



Ph. © Europress/Gamma.

Le général Suharto, président de la République et président du Conseil de l'Indonésie, depuis le 27 mars 1968.

dentale de la Nouvelle-Guinée. Au total, environ 1 500 000 km² et un peu plus de 100 millions d'habitants. La capitale est Djakarta ; l'Indonésie est une république souveraine et indépendante après avoir été pendant longtemps une colonie néerlandaise.

L'Indonésie avant l'indépendance.

● *Les populations aborigènes* étaient sans doute négroïdes ; elles ont été submergées par des immigrants indochinois ; plus tard, arriveront des Chinois et des Indiens. Après avoir été morcelé en une multitude de petits royaumes, l'archipel est unifié au XIIIe siècle par l'ancien royaume de Java (le royaume de Madjapahit), immense empire maritime dont la prospérité était liée au commerce des épices. L'islām fait son apparition au XIIIe siècle à Sumatra, puis à Malacca et à Java (XVe siècle). Les hindouïstes et les bouddhistes se réfugient à Bali, tandis que l'islām se répand à travers tout l'archipel, à partir du XVe siècle.

● *À la suite de l'islām,* ce sont les Occidentaux qui pénètrent dans l'archipel indonésien : les Portugais fondent un comptoir dans les Moluques (1521), après qu'Albuquerque s'est emparé de Malacca (en 1511) ; à partir de la fin du XVIe siècle, les Hollandais apparaissent à leur tour et la Compagnie hollandaise des Indes orientales (fondée en 1602) élimine tous ses concurrents occidentaux.

● *Les Indes néerlandaises* ont été l'objet de conflits importants entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, surtout à partir de 1795 (la « République batave » alliée de la France était par conséquent ennemie de l'Angleterre). Les Hollandais s'installent définitivement dans les Indes néerlandaises après des guerres coloniales difficiles (Sumatra en 1838, Bali en 1906-1908, etc.) et placent leurs colonies sous le régime de l'administration directe. A la différence du colonialisme français ou britannique, le colonialisme néerlandais est un colonialisme d'exploitation systématique (les cultures forcées imposées aux indigènes enrichissent les compagnies mais réduisent les indigènes à la famine). À partir de la fin du XIXe siècle, l'exploitation de l'archipel s'intensifie : on y produit en grande quantité du café, du tabac, du quinquina, du thé, du caoutchouc, de l'étain. Ce système colonial a subsisté jusqu'en 1945.

La République indonésienne.

Le mouvement de résistance nationale n'a véritablement commencé qu'au début du XXe siècle : création du *Serekat Islam Indonesia* (1911), du parti communiste indonésien (1920) et d'un parti national indonésien à tendance socialiste (1927) par le Dr Sukarno. La plupart des chefs nationalistes sont emprisonnés ; l'occupation japonaise (1942-1945) les libère, et le 17 août 1945, l'indépendance indonésienne est proclamée par le Dr Sukarno. Après une période de conflits entre les Pays-Bas, qui ne veulent pas renoncer à leur empire colonial, et les nationalistes indonésiens, un cessez-le-feu intervient le 3 août 1949, imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU, et la Hollande transfère sa souveraineté à la république des États-Unis d'Indonésie le 27 décembre 1949, à l'exception de la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée dont le statut devait être déterminé dans l'année suivante.

● *La constitution provisoire du 14 décembre 1949* prévoyait un État fédéral, groupant seize États. Cette constitution fut transformée en une constitution unitaire en août 1950.

● *De 1950 à 1960,* le président Sukarno se heurte aux multiples tendances sécessionnistes qui se font jour dans l'archipel et au parti musulman conservateur qui lui reproche de ne pas être suffisamment anticommuniste. Il est amené à adopter une politique systématique de nationalisations (pour éliminer les influences hollandaises qui étaient encore présentes dans le domaine économique), à faire face à un certain nombre de petites guerres civiles (aux Moluques en 1950-1952, à Sumatra en 1957-1958), et à accentuer le caractère neutraliste de sa politique internationale. A partir de mars 1959, il transforme le régime en une démocratie présidentielle, dissout le Parlement (10 janvier 1960) et assume alors pratiquement tous les pouvoirs (parti unique).

● *L'attitude de Sukarno* n'est pas uniquement dictée par l'ambition personnelle, mais par la crainte qu'il a de voir les militaires instaurer eux-mêmes une dictature dès que l'occasion s'en présenterait. Ses efforts internationaux sont couronnés de succès : les derniers Néerlandais quittent l'archipel en 1957, les relations diplomatiques sont rompues avec les Pays-Bas en 1960, et Sukarno dirige une campagne intense pour le rattachement de la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée (Irian) à l'Indonésie. Il obtient d'ailleurs gain de cause à l'ONU (1er mai 1963).

Les premiers échecs internationaux de Sukarno ont lieu à l'occasion du conflit avec la Malaysia (voir p. 62) à laquelle il reproche d'incorporer le Sarawak et le Sabah, qui sont des territoires situés sur l'île de Bornéo. Néanmoins, son prestige intérieur demeure intact (il est « le père de la patrie » et, en mai 1963, l'Assemblée consultative du peuple le nomme président à vie).

● *La chute de Sukarno* a eu pour cause la fin de son attitude neutraliste. Sukarno envisage en effet, notamment à partir de 1965, de se rapprocher de la Chine populaire et il s'appuie pour cela sur le PKI (le parti communiste indonésien) dont le chef est Aïdit (1923-1965). Cette politique favorable à une entente avec la Chine populaire aboutit au *mouvement du 30 septembre* (1965), qui n'est autre qu'un putsch suscité peut-être par le PKI et organisé par le lieutenant-colonel Untung. Ce dernier se proclame « autorité suprême de l'État » et fait exécuter six généraux (anticommunistes) sous le prétexte de protéger Sukarno contre un complot militaire. On assiste alors à un brutal renversement de politique de la part de Sukarno (qui craint sans doute de ne plus pouvoir contrôler la situation) : interdiction du parti communiste (octobre 1965), exécution (?) d'Aïdit, répression systématique (plus de 300 000 morts). Les artisans de la répression sont les généraux Suharto et Nasution.

La position de Sukarno est alors difficile : dans la politique de bascule qu'il menait entre le parti communiste et l'armée, il lui manque maintenant le contrepoids communiste. Obligé d'accorder une série de concessions, Sukarno remet tous ses pouvoirs le 12 mars 1966 aux militaires, et il se voit imposer un rôle purement décoratif de président du gouvernement (27 mars 1966, le pouvoir réel dépendant des six vice-premiers ministres, dont le général Suharto, Adam Malik et le sultan de Jogjagarta). Les collaborateurs de Sukarno sont jugés et condamnés à mort (en particulier, le ministre des Affaires étrangères Subandrio), Sukarno lui-même est déchu en mars 1967 de son titre de chef de l'État, qui revient au général Suharto. En mars 1968, le général Suharto est nommé président de la République par le congrès consultatif du peuple.

● *Le nouveau gouvernement* renverse la diplomatie de Sukarno : la paix avec la Malaysia est signée (juin 1966, voir p. 62), l'Indonésie retrouve son siège à l'ONU (qu'elle avait quittée de son plein gré le 7 janvier 1965), noue des relations avec les États-Unis et rompt ses relations diplomatiques avec Pékin (novembre 1967).

Il faut noter que, depuis 1965, l'Indonésie traversait une crise économique extrêmement grave, conséquence de la politique de nationalisation du gouvernement Sukarno. Les entreprises étrangères avaient certes été « chassées » de l'Indonésie, mais au prix d'indemnisations extrêmement élevées (60 % pour les pétroles). En janvier 1966, l'Indonésie est dans l'obligation de suspendre ses paiements et le général Suharto a dû revenir à une politique plus libérale vis-à-vis des investissements étrangers en Indonésie.

Pour l'histoire récente de l'Indonésie (1966-1982), se reporter à la p. 139 de l'*Annexe.*

La république des Philippines.

Les Philippines ont été découvertes par Magellan en 1521 et conquises par l'Espagne en 1565. Après la guerre américano-espagnole, elles furent cédées aux États-Unis (10 décembre 1898) après un essai malheureux d'indépendance en 1896.

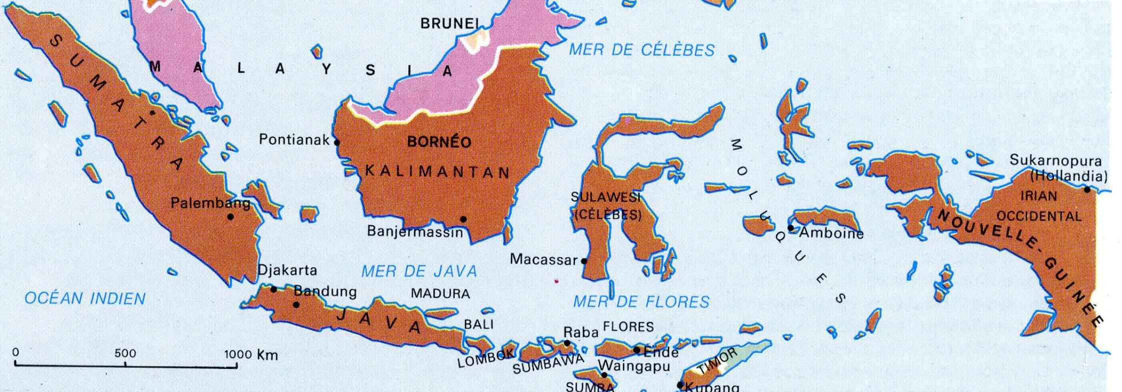
En 1934-1935 est établi un régime provisoire, ratifié par le plébiscite du 14 mai 1935 : la république des Philippines, considérée comme le « Commonwealth des Philippines », devait accéder à l'indépendance après dix ans. Le premier président de la République (novembre 1935) fut le nationaliste Manuel Quezón. A ce parti nationaliste s'opposait le parti communiste philippin, fondé en 1930 par Evangelista qui entre dans la clandestinité à partir de l'occupation japonaise (1941) ; le maquis le plus important est le maquis des *Huks.*

L'indépendance de la république des Philippines est officiellement proclamée le 14 juillet 1946 ; les premiers chefs d'État (le président Roxax, qui meurt en 1948, le président Querino, de 1948 à 1954, et le président Magsaysay, qui meurt en 1957) ont à lutter dès 1949 contre le mouvement huk, qui est écrasé en 1950-1954.

Au président Magsaysay succèdent le président Diosdado Macapagal (élu en 1961) et le président Ferdinand E. Marcos, élu le 9 novembre 1965, encore au pouvoir en 1982.

La situation intérieure aux Philippines est gâtée par les difficultés économiques, l'importance de la corruption et de la criminalité, la renaissance du mouvement huk et de l'oppposition communiste soutenue par la Chine. Le président Marcos a fait appel à l'aide américaine pour assurer la réussite de son programme (conférence de Manille, en octobre 1966 : aide des Philippines dans le conflit contre le Viêt-nam du Nord, en échange de l'assistance économique américaine). Voir aussi la chronologie de l'histoire récente des Philippines à la p. 140 de l'*Annexe.*

L'Asie du Sud-Est (l'archipel indonésien et la partie insulaire de la Malaysia).



histoire de l'Afrique



Ph. © René Burri/Magnum.

L'Afrique des kermesses se confond parfois avec l'Afrique des révolutions.

GÉNÉRALITÉS

Nous avons renoncé à employer systématiquement les règles scientifiques de translittération des noms propres (surtout en ce qui concerne les noms géographiques) afin de ne pas trop déconcerter le lecteur qui ne reconnaîtra pas nécessairement dans Hawwarī Abū Maydan, par exemple, le nom arabe de Hanari Boumediene.

Les divisions de l'Afrique.

L'un des faits les plus notables du xxe siècle est l'éveil du continent africain à la vie politique, éveil qui s'est manifesté par la mise en place d'institutions locales évoluant progressivement vers l'autonomie. Il est cependant capital de retenir que cette évolution n'a pas eu la même ampleur dans toutes les régions de l'Afrique, en raison de la pression plus ou moins forte des anciennes puissances coloniales. De ce point de vue, on peut isoler trois grandes zones africaines :

● *Dans la partie septentrionale* (Afrique du Nord proprement dite, Libye, Éthiopie, République arabe unie), la destinée politique des États promus à l'indépendance a été en grande partie orientée par les problèmes du monde arabe et l'équilibre des forces mondiales ; les pays ont opté — selon les cas — pour le camp socialiste ou pour le camp capitaliste ; l'*Afrique blanche,* dans l'ensemble est une Afrique engagée.

● *Dans la partie méridionale* (République sud-africaine), la domination des anciens colonisateurs est totale ; ce sont les colons eux-mêmes qui ont organisé leur indépendance. C'est une Afrique noire par le peuplement, blanche par l'organisation politique et économique.

● *A peu près tout le reste du continent africain* — l'Afrique noire — s'est affranchi de ses maîtres, parfois non sans difficultés. Les États ainsi constitués forment une portion notable de ce qu'on appelle, depuis la Seconde Guerre mondiale, le *Tiers Monde,* dans lequel on intègre les pays en voie de développement. Cette jeune Afrique, qui traverse dans bien des cas une sorte de Moyen Âge politique, n'a pas rompu tous les liens avec les anciens pays colonisateurs ; si certains États ont choisi l'indépendance absolue, la plupart — ne serait-ce que par leur système monétaire et parfois la langue officielle — ont conservé des liens avec les anciens pays colonisateurs.

La décolonisation.

Pour l'Afrique dite blanche, nous étudierons la décolonisation dans chaque pays séparément. Les observations qui suivent ne concernent que l'Afrique noire.

Le panafricanisme.

Les empires coloniaux se sont étendus sur l'Asie et l'Afrique. La *décolonisation,* qui a été un des phénomènes politiques les plus remarquables de l'après-guerre (à partir de 1945), s'est d'abord manifestée, pendant la guerre elle-même, au Moyen-Orient ; puis le mouvement a atteint successivement l'Asie du Sud-Est (1947), l'Afrique du Nord (1955), et en 1957 seulement, l'Afrique noire (le Ghana, l'ancienne Gold Coast britannique, premier État indépendant le 6 mars 1957). Il est intéressant d'examiner les causes et les conditions de ce processus de décolonisation.

● *L'arrivée des Européens en Afrique* a bouleversé un équilibre social millénaire : la société africaine, dans son ensemble, était à la fois une et multiple. Son unité, elle la tenait du *communautarisme* des clans et des tribus, de son organisation, décrite autrefois comme « primitive » (Frazer, Lévy-Bruhl, Durkheim) et sur laquelle l'anthropologie moderne jette une lumière nouvelle. Politiquement, par contre, c'est une société morcelée : tribus et villages s'ignorent et se combattent, vivent en régime d'économie fermée (autarcie) un peu à la manière des sociétés antiques décrites dans les poèmes homériques. Enfin, cette société est imprégnée de religiosité. Avec la colonisation, la société communautaire laisse la place à la société étatique ; les voies de communication se multiplient et la vie économique, à base monétaire, se développe. Les croyances animistes sont combattues par les missions et, fait dominant, la hiérarchie sociale des pays industrialisés se plaque sur l'organisation sociale traditionnelle (salariés, propriétaires, commerçants, fonctionnaires) ; l'enseignement — aussi timide soit-il — forme les éléments d'une classe d'Africains européanisés.



L'Afrique politique
1. Maroc. — 2. Algérie. — 3. Tunisie. — 4. Libye. — 5. Égypte. — 6. Sahara occidental, actuellement occupé par le Maroc et revendiqué par le « peuple sahraoui ». — 7. Mauritanie. — 8. Mali. — 9. Haute-Volta. — 10. Niger. — 11. Tchad. — 12. Soudan. — 13. Éthiopie. — 14. République de Djibouti. — 15. Somalie. — 16. Sénégal. — 17. Gambie. — 18. Guinée-Bissau. — 19. Guinée. — 20. Sierra Leone. — 21. Libéria. — 22. Côte-d'Ivoire. — 23. Ghāna. — 24. Togo. — 25. Bénin. — 26. Nigeria. — 27. Cameroun. — 28. République centrafricaine. — 29. Guinée équatoriale (capitale : Malabo). — 30. Gabon. — 31. Zaïre. — 32. République populaire du Congo. — 33. Ouganda. — 34. Rwanda. — 35. République du Kenya. — 36. Burundi. — 37. Tanzanie (capitale : Dodoma). — 38. Angola. — 39. Zambie. — 40. Zimbabwe. — 41. Malawi (capitale : Lilongwe). — 42. Mozambique. — 43. Namibie. — 44. Botswana. — 45. République d'Afrique du Sud. — 46. Lesotho. — 47. Swaziland. — 48. Madagascar.

● *Les premières révoltes* naissent chez les « élites indigènes ». Qu'il s'agisse des anciens cadres de la société (chefs, aristocraties locales) ou des éléments formés par les Européens eux-mêmes, ces élites se sentent, plus ou moins clairement, écartées par les Blancs qui les repoussent (même s'ils les comprennent ou s'ils ne sont pas consciemment « racistes »), qui vivent mieux qu'eux et qui, très souvent, les traitent en inférieurs (il ne faut pas oublier que beaucoup de ceux qui ont joué aux pionniers en Afrique n'étaient guère plus que des aventuriers, indifférents à la subtilité des problèmes humains, et que la majorité des colonisés forme un véritable prolétariat, tremblant devant le Blanc tout-puissant). Un exemple de cette révolte des élites est le complot dit de la VVS à Madagascar, fomenté par des étudiants en médecine de Tananarive (voir p. 94).

De plus, les élites indigènes découvrent des idéologies européennes en accord avec leurs sentiments anticolonialistes. Le christianisme proclame l'égalité devant son Dieu des Blancs et des Noirs et les missions — catholiques ou protestantes — traitent les Africains sur le même plan que les non-Africains. Le marxisme considère l'impérialisme colonial comme un des maux du capitalisme ; dès 1920, les Soviétiques proclament et promettent leur soutien à la décolonisation lors de la Conférence des Peuples opprimés, à Bakou.

● *A côté de ces idéologies étrangères* à l'Afrique et souvent mal comprises — dans leur but ou dans leurs moyens — par les Africains (avant les années 30 du moins), il faut citer un mouvement proprement noir : le *panafricanisme,* dont les racines sont à rechercher aux États-Unis. L'initiateur du mouvement fut un avocat de Trinidad, Sylvester Williams, qui protesta en 1900 contre l'accaparement des terres coutumières par les Européens (conférence de Londres) ; mais le véritable fondateur du panafricanisme fut le sociologue William Edward Burghardt du Bois (1868-1963) qui, en 1908, créa le NAACP *(National Association for the Advancement of Coloured People),* tentant de regrouper dans un même combat pour l'égalité des races les « Noirs de tous les pays » sur la base du panafricanisme. Du Bois était un intellectuel, et malgré tous les efforts qu'il mena dans sa longue vie, il ne toucha guère les masses noires américaines. Par contre, un illuminé, né à la Jamaïque, Marcus Garvey (1885-1940), déclencha, avec une habile démagogie, un mouvement exalté, violent, parfois appelé le « sionisme noir » :

> *La religion des Blancs n'est pas faite pour les nègres... Il faut permettre de croire à un Dieu noir, avec un Christ noir, un ciel noir et des anges noirs...*

Garvey, propagateur du racisme noir, fonda l'*Église africaine orthodoxe* (les anges étaient noirs, Satan était blanc), lança la *Déclaration des droits des peuples nègres dans le monde* (1926), créa une ligne d'aviation commerciale (la *Black Star Line*) destinée à regrouper dans la mère patrie (l'Afrique) tous les Noirs d'Amérique et se livra à une propagande échevelée, où le charlatanisme se mêlait à la sincérité et qui eut pour effet de dresser contre lui du Bois et une bonne partie de la société noire américaine. Il fut condamné à la prison pour escroquerie en 1923, reprit à différentes reprises son projet de terre promise noire en Afrique et mourut dans le dénuement et l'oubli à Londres en 1940. Le panafricanisme fut aussi un mouvement culturel, illustré par des anthropologues, des historiens et des écrivains comme Jean Price-Mars ou Léopold Sédar Sanghor (né en 1906), qui ont tenté de définir la notion de *négritude.* Une tentative de mise en forme théorique a été risquée par l'Antillais George Padmore (1903-1961) : mais les constructions de ce juriste, journaliste, conseiller personnel du Dr Nkrumah, sont fortement critiquées pour leur subjectivité et leur ignorance des réalités économiques.

Les modalités de la décolonisation.

Les premiers congrès panafricains (Paris, 1919 ; Londres, 1921 et 1923 ; New York, 1927) furent surtout théoriques et idéologiques ; il faut attendre le *Ve Congrès* (Manchester, 1945) pour voir se dessiner des vœux nettement politiques (indépendance absolue) ; de nouveaux leaders font leur apparition, en particulier Kwame Nkrumah (Côte de l'Or) et Jomo Kenyatta (Kenya, animateur du mouvement *mau-mau*). À l'issue du Ve Congrès est créé le Secrétariat national d'Afrique Occidentale *(West African National Secretary).*

Il ne peut y avoir d'indépendance nationale que s'il y a, d'abord, une nation. Or, lorsque les Européens étaient arrivés en Afrique, il n'y avait pas à propement parler de nations africaines. Lorsque le système tribal éclata, que des villes se bâtirent et que les étudiants africains redécouvrirent l'histoire africaine, ses héros et ses premiers « rassembleurs de terre » (Samory-Touré au Soudan, mort en 1900 ; Béhanzin, « roi du Dahomey », qui vécut de 1844 à 1900, etc.), naquit progressivement et confusément le nationalisme africain, favorisé par le découpage territorial des colonisateurs. Le passage de l'état colonisé à l'état indépendant se fit, en général, par des moyens politiques : il n'y eut presque pas de *guerres de décolonisation,* aussi bien dans l'Empire colonial français que dans le Commonwealth britannique, qui soient comparables aux guerres des Indes, du Viêt-nam ou d'Algérie.

● *En France,* on hésita longtemps entre l'*assimilation* des populations colonisées à l'ensemble des citoyens français (avec les mêmes droits et les mêmes devoirs) et le *fédéralisme* (plusieurs États autonomes groupés dans une fédération dont la France métropolitaine dirigerait la politique extérieure et l'économie). L'*Union française* (créée par la constitution de 1946) répartit les pays en *territoires* et *départements d'outre-mer,* dont les habitants sont tous, de droit, citoyens français, et en *États et territoires associés* qui conservent leurs institutions locales. La solution est donc à la fois assimilatrice et fédérale. On voit au Parlement des représentants des anciennes colonies africaines siéger comme députés ou comme sénateurs. Cependant, cette assimilation ne fut que formelle. En fait, en Afrique, le dernier mot restait à l'administration colonisatrice... ou parfois aux colons. Très vite, les élites africaines — qui avaient l'exemple politique des territoires associés (comme le Togo ou le Cameroun) possédant leur autonomie dans le cadre de l'Union française — réclament avec insistance qu'on en revienne, pour les territoires d'outre-mer, à un système fédéraliste (recommandé par la Charte de l'ONU). C'est cette solution, commandée par l'évolution naturelle des choses, qui prévalut dans la constitution de 1958 (De Gaulle, Houphouët-Boigny) : à l'*Union française* fut substituée la *Communauté.* L'amendement du 4 juin 1960 donnait en outre aux États membres la possibilité de devenir totalement indépendants (transfert des compétences communes), ce qui fut réalisé pour les treize États membres (France comprise).

● *Pour la Grande-Bretagne,* le système du Commonwealth était au point depuis 1931 ; il suffit d'y faire entrer, les uns après les autres, les différents États africains (le dernier à bénéficier de ce statut fut le Zimbabwe, en 1980).

● En ce qui concerne les autres puissances colonisatrices (Belgique, etc.), les problèmes ont souvent été plus complexes ; ils seront examinés avec l'histoire particulière des États africains qui en sont issus.

Les problèmes des jeunes États africains.

Le passage du statut colonial ou semi-colonial à l'indépendance a soulevé, dans la plupart des États africains, une multitude de problèmes qui sont loin d'être résolus et qui, à l'heure actuelle, déchirent encore l'Afrique.

● *Sur le plan politique et administratif,* il a fallu d'abord liquider la colonisation. Pour cela, il était nécessaire de disposer d'un personnel politique et administratif africain. Or les « élites » n'étaient guère nombreuses dans ces contrées où régnait encore l'analphabétisme (l'effort colonialiste en faveur du développement de l'instruction a été réel mais limité, du moins jusqu'à 1945 ; l'initiative en a souvent appartenu aux missions). Les nouveaux cadres, civils ou militaires, sortaient en général des rangs subalternes de l'administration ou des armées coloniales (il y eut, évidemment, de brillantes exceptions) et n'étaient pas toujours à la hauteur de leurs tâches. Ils s'embarrassaient souvent d'un formalisme désuet et le nationalisme de leurs proclamations résonnait à la manière des belles envolées oratoires du XIXe siècle européen. De plus, ils ont eu à faire face au difficile problème des *rivalités tribales :* l'Afrique des villages, des clans, des tribus et des *chefferies,* dont les dissensions avaient été étouffées par la domination colonialiste qui plaçait tout le pays sous le même joug, va resurgir, et, avec elle, l'anarchie et les guerres civiles, meurtrières, spectaculaires, mais, tout compte fait, ni plus ni moins « sauvages » que les guerres des Blancs entre eux.

La politique intérieure de bien des États africains est donc menacée d'instabilité ou de dictature ; on y croit aux vertus du suffrage universel, mais, lorsque l'occasion s'en présente, on ne recule pas devant le moteur politique traditionnel de toute société dans l'enfance : le coup de force, le putsch, le coup d'État. Tout se passe comme si l'on se retrouvait placé dans l'ambiance politique de la Rome impériale sur son déclin, ou au stade des luttes mérovingiennes. C'est ainsi qu'on a vu de véritables « idoles » africaines déboulonnées de leur piédestal et vilipendées. Ce fut le cas, par exemple, de Kwane Nkrumah au Ghāna, de Bokassa en Centrafrique, d'Idi Amin Dada en Ouganda, de Modibo Keita au Mali, etc.

● *Sur le plan économique,* les difficultés sont tout aussi sérieuses. Les pays qui ne possèdent pas de richesses naturelles se mettent plus ou moins sous la dépendance des États européens, des États-Unis ou de la Chine pour éviter la misère nationale ; on voit alors s'y

développer le *néocolonialisme.* Ceux qui peuvent se suffire à eux-mêmes ou qui détiennent des richesses minières ou pétrolières deviennent l'objet des convoitises des grandes puissances qui tentent de s'y implanter en intervenant dans les luttes intestines, que souvent elles entretiennent (exemples : Zaïre, la Nigeria, où les Ibo ont formé — par sécession — la « république du Biafra », et du Soudan méridional où les Noirs christianisés se sont révoltés contre l'islamisation imposée par le pouvoir central de Khartoum, le Tchad, etc).

● *L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA)* a été créée le 23 mai 1963 à la conférence d'Addis-Abeba (22-25 mai 1963), qui réunissait les chefs d'État et de gouvernement des différents pays africains. Ses buts principaux sont : la poursuite de l'unité africaine, la coordination des politiques (économiques, culturelles, etc.) africaines, l'élimination du colonialisme et la lutte contre le racisme. Les organes de l'OUA sont au nombre de quatre : la *Conférence des chefs d'État et de gouvernement,* le *Conseil des ministres des Affaires étrangères,* le *Secrétariat général,* une *Commission de conciliation et d'arbitrage.* Les langues officielles de l'OUA sont les langues africaines, le français et l'anglais.

Un certain nombre d'organismes plus restreints ont été mis sur pied. Ce sont, par ordre chronologique :

— 23 juin 1959 : *Conférence des chefs d'État d'Afrique équatoriale* (République centrafricaine, Congo, Gabon, Tchad).

— Décembre 1960 : *Organisation Africaine et Malgache de Coopération Économique* (OAMCE : Cameroun, République centrafricaine, Zaïre, République Populaire du Congo, Côte-d'Ivoire, Bénin (ex-Dahomey), Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Mauritanie, Niger, Ruanda, Sénégal, Tchad) ; devient en 1964 l'UAMCE et est remplacée en 1966 par l'OCAM.

— Avril 1961 : *Conseil de l'Entente* (Côte-d'Ivoire, Bénin, Haute-Volta, Niger, Togo).

— 1961 : *Groupe de Monrovia.*

— 1961 : *Groupe de Casablanca* (Algérie, Égypte, Ghāna, Guinée, Libye, Mali, Maroc).

— 1961 : *Union des États Africains* (Ghāna, Guinée, Mali).

— 12 mai 1962 : *Union Monétaire Africaine* (Côte-d'Ivoire, Bénin, Haute-Volta, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo). Monnaie unique : le Franc CFA = 0,02 Franc.

— 8 décembre 1964 : *Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale* (UDEAC : Cameroun, République centrafricaine, Congo, Gabon, Tchad).

— Juin 1966 : *Organisation Commune Africaine et Malgache* (OCAM) groupant quatorze pays africains (Cameroun, Congo, Bénin, Zaïre, Côte-d'Ivoire, Bénin, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Niger, République centrafricaine, Ruanda, Sénégal, Tchad et Togo).

— Décembre 1967 : Communauté est-africaine (Kenya, Ouganda, Tanzanie).

— Février 1968 : Union des États d'Afrique Centrale (UEAC), réduite au Tchad et au Zaïre.

— Avril 1973 : Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO : Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal ; le Bénin et le Togo sont « membres observateurs »).

LES ÉTATS BARBARESQUES LA TUNISIE ET LA LYBIE

AVANT L'ÈRE COLONIALE

L'Afrique du Nord avant l'islam.

La Berbérie.

Le peuplement de l'Afrique du Nord est une question obscure et controversée ; les travaux des historiens et des archéologues permettent d'envisager les conclusions suivantes.

● *Les plus anciens vestiges* d'occupation « humaine » ont été mis au jour par le Français Arambourg en 1954-1956, à Ternifine (Algérie) : ils caractérisent l'*Atlanthropus* (« l'homme de l'Atlas »), qui vécut il y a quelque 450 000 années et qui présente des affinités avec les préhominiens de Pékin *(Sinanthrope)* et de Java *(Pithécanthrope).* Les hommes proprement dits *(Homo sapiens)* apparaissent beaucoup plus tard ; on peut les classer en trois groupes : la « race » dite de « Mechta el-Arbi » (dans le Tell algérien) au Xe millénaire av. J.-C. environ (on retrouve le même type chez les *Guanches* des îles Canaries), des Méditerranéens dont la civilisation est appelée civilisation *gafsienne* (de Gafsa, en Tunisie, où on a retrouvé des petits silex géométriques) entre le XIe et le VIe millénaire, des *Afro-Alpins* venus sans doute du Sud-Ouest asiatique, en même temps que les précédents. On peut en outre envisager la présence de peuples négroïdes (sahariens). La fusion de ces types humains a produit un type nouveau : le type *berbère.*

● *Vers 3200 ans av. J.-C.,* le Sahara s'est asséché et l'Afrique du Nord est isolée du reste du continent africain (« l'île de la Berbérie »). À cette époque, les « Berbères » occupent donc tout le pays. Ils amorcent un glissement vers l'ouest au IIe millénaire (?). Il faut souligner que le mot « Berbère » ne désigne pas un type ethnique (il n'y a pas de race berbère) et que seul le critère linguistique a une signification pour les savants (qui préfèrent d'ailleurs parler de *berbérophones*). Enfin, notons que les cultures libyco-berbères du néolithique (à partir du IVe millénaire) nous ont laissé de nombreuses gravures et peintures rupestres, en particulier dans les sites suivants : Djebel Auenat (en Libye), Tassili des Ajjer, Tibesti, Fezza Ennedi (Sahara central).

Le Tassili des Ajjer est un massif montagneux au nord du Hoggar où l'on a retrouvé de nombreux vestiges néolithiques remontant à une période située entre le VIe et le IIIe millénaire avant Jésus-Christ. Ci-dessous, un aspect de ces « fresques du Tassili ».



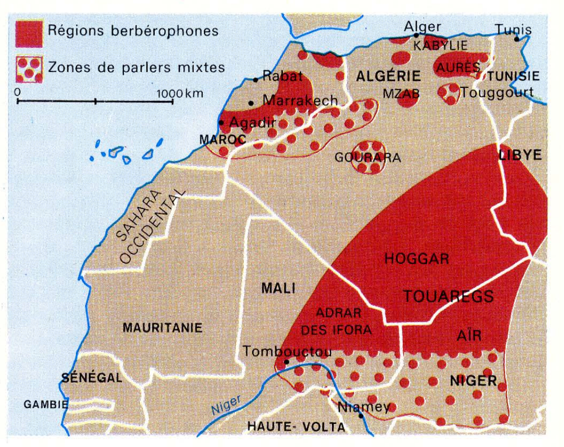
Ph. © Lajoux-Rapho.

Carthage, Rome et Byzance.

● *A partir du XIIe siècle av. J.-C.,* la Berbérie entre dans l'histoire avec l'arrivée des Phéniciens qui fondent, sur ses côtes, des escales et des comptoirs. La colonie phénicienne qui devait avoir le plus grand destin fut celle de Carthage (fondée en 814 av. J.-C., selon la tradition). À vrai dire, la cité punique ne commence à jouer un rôle « africain » qu'au IVe siècle av. J.-C., selon les écrits ; jusqu'alors, elle n'est qu'une cité modeste, une escale un peu plus importante que les autres, sans plus. Mais en 332 av. J.-C., Tyr — la métropole — est rayée de l'histoire : dès lors, Carthage va prendre de l'importance puis devenir la capitale d'un grand empire méditerranéen. En même temps, elle se constitue un domaine territorial qui recouvre la Tunisie septentrionale et le Constantinois jusqu'à Bône et Tébessa ; les Berbères sont petit à petit repoussés à l'ouest et cette « déberbérisation » de la Tunisie se poursuivra jusqu'à la période arabe.

● Les *guerres puniques* (conflit Rome-Carthage) permettent aux tribus berbères (les *Numides*) de jouer un rôle positif — et éphémère — dans l'histoire ; mais après 146 av. J.-C. (ruine de Carthage), l'occupation romaine s'étend à la partie méditerranéenne de la Berbérie. L'Afrique romaine atteint son apogée sous Septime Sévère (lui-même Tripolitain) et la prospérité se prolonge tandis que s'implante le christianisme, illustré par Tertullien (né à Carthage, vers 155-200), saint Cyprien (vers 210-258,

L'Afrique berbérophone.



	Maghrīb occidental (Maroc)	Maghrīb central (« Algérie »)	Ifrīqiya (Tripolitaine-Tunisie)
800	**Les Idrīsides (788-974)** Idrīs descendant de ʿAlī. Capitale : Walīla, puis Fès. Guerres intestines, difficultés avec les Umayyades d'Espagne.	**Les Rustamides (775-908)** Royaume ibāḍite (fondé par ʿAbd ar-Raḥmān b. Rustam : théocratie ; importance de l'islām khāridjite.	**Les Aghlabides (800-909)** Prospérité : mosquées de Tunis, Kairouan, Sousse. Vie intellectuelle et théologique.
900	**974**	**908**	**909**
		Les Fāṭimides	
1000	Domination khāridjite des Zanāta (Berbères).	Les Kutāma de Petite-Kabylie (chiites) accueillent ʿUbayd Allāh comme le Mahdī et permettent aux Fāṭimides de dominer le Maghrīb et de conquérir le califat en Égypte. Représentent les Fāṭimides.	
	1055 **Les Almoravides** (1055-1147) Menés notamment par Ibn Tašufīn (Marrakech : 1060 : invasion de l'Espagne : 1086-1108 ; expédition vers l'Algérie).	**Les Ḥammādides** Capitale : Ašīr.	**Les Zīrides** Capitale : al-Mahdiyya, puis Manṣūriyya. Invasion des Banū Hilāl (Arabes pillards) puis des Normands.

	Maghrīb occidental (Maroc)	Maghrīb central (« Algérie »)	Ifrīqiya (Tripolitaine-Tunisie)
	1147	**Les Almohades (1147-1269)**	**1160**
1200	Les Almohades *(al-Muwaḥḥidūn,* « les Unitariens ») étendent leur domination à tout le Maghrīb (ʿAbd al-Muʾmin) et à l'Espagne.		
	1269 **Les Mārīnides (1269-1544)**	**1236** **Les ʿAbd al-Wādides (1236-xvie s.)**	**1228** **Les Ḥafṣides (1228-1587)**
1300 / 1400	Tribu zanāta de nomades sahariens. Rejetés d'Espagne, ils conquièrent Tlemcen (1377) et occupent un moment l'Ifrīqiya, appuyés sur une légion arabe *(djund).* À partir de 1420, le pouvoir est exercé par une branche collatérale (les Wattāsides). Le Maroc se morcelle politiquement et l'autorité est exercée par des chefs descendant de Mahomet (les *šurafāʾ* = « chérifs »).	*L'émir de Tlemcen crée le royaume zanāta. Relations avec les Catalans qui se répandent en Méditerranée. Lutte contre les Mārīnides de Fès qui prennent Tlemcen. Les ʿAbd al-Wādides tombent sous les coups des Turcs d'Alger et des chérifs saadiens du Maroc.*	*Se déclarent indépendants des Almohades. Capitale : Tunis ; monarchie absolue. Les Ḥafṣides ont dominé à certaines époques tout le Maghrīb jusqu'à Tanger et l'Espagne musulmane. Relations avec le monde méditerranéen et le Moyen-Orient ; milice « chrétienne », appui de l'Aragon.*
1500	**Les chérifs saadiens**		**1587 : régime turc.**

Chronologie schématique de l'histoire du Maghreb.

Le découpage Maroc-Algérie-Tunisie est artificiel, puisque à diverses reprises les dynasties maghrébines ont étendu leur domination sur tout le Maghreb à partir de Fès, Tlemcen ou Tunis. La région « algérienne » a souvent fait les frais des désirs de conquête de ses deux voisins. À partir du XVIe siècle a lieu le réveil de l'islām et la formation des États barbaresques (voir texte).

évêque de Carthage), saint Augustin (né à Thagaste, aujourd'hui Sūq al-Aḥras, de mère berbère, 354-430).

● *Au ve siècle,* les Vandales de Genséric, venus d'Espagne, conquièrent à leur tour la Berbérie. Ils n'ont pas beaucoup de mal à vaincre les forces romaines, d'ailleurs harcelées par les soulèvements indigènes. Leur empire dure un siècle (429-534) ; encore sont-ils surtout cantonnés autour de Carthage et doivent-ils reculer devant les raids qu'effectuent les nomades en Numidie (c'est l'époque où se généralise l'usage du dromadaire). Dans ces conditions, la reconquête byzantine fut relativement aisée. C'est à cette époque que les tribus berbères se groupent en trois grandes « fédérations » décrites par l'historien arabe Ibn Khaldūn (1332-1406) : les *Lewāta* à l'Est, les *Ṣanhādja* à l'Ouest dont font partie les *Kutāma* de la Petite Kabylie, les Zwāwa de la Grande Kabylie, les *Ghumāra* du Rif, les Zanāta du littoral algérien, les nomades du Sud marocain et du Sahara occidental.

L'islām et les États barbaresques.

Les dynasties musulmanes d'Afrique du Nord.

La conquête du *Maghreb (= Maghrib)* par les Arabes date de la fin du VIIe siècle (voir p. 23). L'islām se répand rapidement parmi les Berbères dont l'ardeur belliqueuse est détournée sur l'Espagne, tandis que se constitue une classe d'indigènes arabisés de plus en plus nombreuse. À partir du IXe siècle, trois ensembles politiques se différencient : la Tripolitaine-Tunisie (= l'*Ifrīqiya),* l'Algérie *(= Maghrib al-Awsa),* le Maroc *(= Maghrib al-Aqṣā).* La chronologie schématique ci-dessus résume l'histoire maghrébine du IXe au XVIe siècle ; elle est marquée par un nombre important de dynasties, généralement d'origine « berbère » (ce qui ne veut plus rien dire du point de vue ethnique, nous l'avons déjà souligné), qui cherchent à imposer leur domination à l'ensemble du Maghreb. On constate, au XIVe siècle, un effritement progressif du pouvoir, notamment à l'ouest, et l'importance croissante des Aragonais, des Catalans et des Portugais à partir du XVe siècle. Les Portugais sont à Mazagan, Arzila, Ceuta (Maroc atlantique) ; les Espagnols ont des garnisons algériennes et tunisiennes (Oran, Bougie, La Goulette).

À cette époque, les Européens n'envisagent pas de conquérir territorialement le Maghreb ; ils se bornent à tenir quelques ports afin d'assurer la sécurité de la Méditerranée occidentale menacée par les Ottomans (prise de Tunis par Charles Quint en 1535, mais échec du même souverain à Alger en 1541). L'arrivée des chrétiens provoque un vaste mouvement religieux, notamment au Maroc où les *cheikhs* (le mot arabe est *shaykh*) et les *marabouts* (le mot arabe est *murābiṭ*) organisent la résistance à l'envahisseur, ce qui a pour effet de mettre fin à la période mérinide et d'installer au pouvoir les *chérifs* (le mot arabe est *sharīf,* qui fait au pluriel *ashrāf* et *shurafāʾ* ; il signifie « noble », et, dans un sens plus spécial, il qualifie les descendants du Prophète).

La domination turque et les Barbaresques.

Le fait le plus important est l'intervention des Turcs (Ottomans) au Maghreb central et oriental (Algérie, Tunisie, Tripolitaine) ; sous leur contrôle vont se constituer les États qu'on a appelés en Europe les « États barbaresques ».

● *L'Algérie* était divisée en une multitude de petits États souverains, de terres « maraboutiques » — c'est-à-dire contrôlées par un chef religieux — et de ports libres dont l'activité essentielle était la *course,* autrement dit : la piraterie. Lorsque les Espagnols interviennent sur le littoral algérien, ce sont des corsaires turcs redoutés dans toute la Méditerranée qui viennent au secours des ports maghrébins, les frères que les Occidentaux ont appelé Barberousse ; l'aîné, Arūdj, avait installé son quartier général dans l'île de Djarba (Djerba des Occidentaux) et, avec la bénédiction du sultan hafside auquel il versait de substantielles *royalties* pour ses prises, écumait la Méditerranée. Maître d'Alger en 1516, puis de Tlemcen, il périt non loin de cette capitale après la prise de la ville par les troupes de Charles Quint en 1518. A peu près à la même époque, les Turcs Ottomans occupaient Le Caire (22 avril 1517) et transformaient l'Égypte en province ottomane. Le second Barberousse, Khayr ad-Dīn, qui avait recueilli la succession de son frère, fit acte de soumission au sultan ottoman (Soliman le Magnifique, successeur, en 1520, de Selīm Ier). Dès lors, l'Algérie devient une province ottomane, dépendant du gouvernement de la Sublime Porte. Elle est dirigée par un gouverneur (*pacha,* qu'on devrait écrire *pasha*), nommé seulement pour trois ans et assisté d'une milice d'occupation. Bien entendu, l'activité principale — la course en mer — est encouragée et l'« amiral » des corsaires — le *dey* — est un personnage officiel : il devient peu à peu le véritable maître du pays (voir p. 78).

● *En Tunisie et en Tripolitaine,* la domination turque intervient plus tardivement et la destinée de la colonisation ottomane fut différente. Tunis, après avoir été occupée par Charles Quint, devient une base turque en 1574 (Tunis était une première fois tombée entre les mains des Ottomans en 1534). A partir de 1587, le régime turc est imposé à la Tunisie (un *pacha* secondé par un *dey*). L'activité principale, ici aussi, est la course qui enrichit l'État et les ports ; cependant — à la différence de l'Algérie — la Tunisie acquiert rapidement une autonomie de fait et se détache peu à peu de l'Empire ottoman. Les relations commerciales avec l'Europe s'organisent (Espagnols, Italiens de Livourne, négociants marseillais), et se maintiennent malgré la résistance de la piraterie.

Évolution des rapports avec les Européens.

L'organisation systématique de la piraterie sous le contrôle des Turcs a eu deux conséquences importantes, l'une sur le plan de l'évolution intérieure, l'autre en ce qui concerne les rapports avec les nations européennes.

Alors que les régions côtières se développent et que les villes s'enrichissent, les tribus mènent une vie difficile, nomadiforme. L'occupant ottoman est détesté et les Turcs, craignant la guérilla indigène, ne s'aventurent même pas à collecter les impôts : ils en chargent certaines tribus qu'ils exonèrent fiscalement.

Avec les nations européennes, les relations sont ambiguës : les pirates d'Alger, de Tripoli, de Tunis et les corsaires de Salé (au Maroc) pillent les côtes de la Méditerranée, capturent les vaisseaux chrétiens, vendent équipages et voyageurs sur des marchés d'esclaves ou exigent des rançons qui ne sont pas toujours payées. Les puissances maritimes ne réagissent guère : l'Espagne, qui a besoin de l'assistance des corsaires pour faire la contrebande du blé, ferme les yeux sur leurs agissements ; la France protège sa flotte de commerce grâce à une flotte de guerre organisée par Colbert (les galères, employées en Méditerranée, avaient des équipages de rameurs — la *chiourme* — composés d'esclaves turcs ou de condamnés). De temps à autre, une expédition punitive est organisée, mais les représailles (bombardement des côtes tunisiennes ou algériennes) sont inefficaces et, jusqu'au XIXe siècle, les pirates barbaresques et les corsaires de Salé peuvent exercer impunément leurs activités.

LA TUNISIE ET LA LIBYE.

Le protectorat français en Tunisie.

La régence turque.

Les pouvoirs du *pacha* de Tunisie passent, en 1590, entre les mains d'un *dey* élu par la milice des Janissaires turcs (voir p. 42) ; en 1705, c'est un *agha* (dignitaire), Ḥusayn b. ʿĀlī (mort en 1740) qui supplante le *dey* et assume, avec le titre de *bey,* la régence de la Tunisie (la charge de *bey,* le *beylicat,* est héréditaire).

Les *beys* vont modifier la structure de la Tunisie. En 1811, le bey Ḥamūda organise le massacre des Janissaires, dont la turbulence paralyse l'administration du pays ; à partir de 1819, la piraterie — dont la suppression fut imposée au Congrès de Vienne — commence à disparaître. Enfin, lorsque les Français occupent Constantine (1837), les rapports entre le bey de Tunis et la France prennent une tournure nouvelle. Le fait le plus marquant de l'influence française en Tunisie est la décision prise par Muḥammad aṣ-Ṣādiq Bey, d'octroyer à la Tunisie une constitution (1861), la première qui fut promulguée dans



Ph. © Boudot-Lamotte.

Kairouan a été fondée en 670 ; sur l'emplacement de la mosquée construite à cette époque, a été bâtie au IXe siècle la splendide mosquée des Aghlabides dont la salle de prière compte 17 nefs.

un État musulman. Cette initiative avait des causes économiques et politiques complexes. Les souverains tunisiens, encouragés par les consuls, les banquiers et les usuriers, menaient une existence fastueuse qui ruinait peu à peu le pays ; les puissances européennes, dont la France, particulièrement intéressées par l'évolution de la situation en Tunisie, exigent alors du *beylicat* une mise en ordre du régime, d'où une augmentation des charges fiscales et des réformes politiques (*Pacte fondamental* de 1857, constitution de 1861). Ces réformes furent sans effet. Les tribus y virent surtout des mesures d'oppression administrative imposées par les étrangers et se révoltèrent (1864). La constitution de 1861 fut suspendue et le pays plongé dans une semi-anarchie dont allait profiter la France.

Le traité du Bardo et ses conséquences.

En Tunisie, la France n'a qu'une rivale : l'Italie. La Grande-Bretagne, en effet, est occupée en Égypte et vient d'annexer Chypre (1878). Quant à Bismarck, il encourage les Français à se tourner vers la Tunisie où ils pourront oublier toute idée de revanche. Reste donc l'Italie qui considère la Tunisie comme une sorte de prolongement de la Sicile et qui multiplie les demandes de concessions économiques par l'intermédiaire de son consul, Maccio, auquel s'oppose le consul français Roustan.

En métropole, le promoteur de la colonisation française en Tunisie est Jules Ferry qui y voit la « clé » de l'Algérie où les Français sont installés alors depuis un demi-siècle. Prétextant une incursion de tribus de pillards tunisiens sur les frontières algériennes (les *Khroumirs*), il envoie les troupes françaises en Tunisie (deux colonnes franchissent la frontière algéro-tunisienne, d'autres troupes débarquent à Bizerte). Il n'y eut pratiquement pas de combat et le *bey* accepta de reconnaître le protectorat français (traité de *Kassar-Saïd* appelé aussi *traité du Bardo,* mai 1881). Il y eut quelques soulèvements de tribus dans les régions de Sfax et Kairouan, énergiquement réprimés par les armes. La *convention de la Marsa* (8 juin 1883) renforça le traité de 1881.

● *Le régime colonial.* Contrairement à l'Algérie où l'on avait établi un régime d'annexion pure et simple, la Tunisie bénéficie d'un statut colonial original à l'époque : elle conserve son gouvernement (la dynastie beylicale), son administration indigène, mais tous les services de l'État sont dirigés par des fonctionnaires français. Le véritable maître de la Tunisie est le résident général auprès du bey (le premier d'entre eux fut Paul Cambon). Ce régime subsistera jusqu'à la reconnaissance de l'indépendance de la Tunisie par la France (1956) ; le dernier bey, Sidi Lamine, abdiquera en 1957.

● *Économiquement,* la Tunisie fut surtout pour la France une colonie d'exploitation, mise en valeur par une minorité de colons indépendants (au début du XXe siècle, il y avait en Tunisie environ 2 millions de Tunisiens, pour quelque 100 000 Italiens et 71 000 Français). Le pays retrouve sa prospérité antique et produit blé, huile, fruits, phosphates et minerais ; une seule ombre au tableau : les richesses sont partagées entre les colons et une aristocratie locale de propriétaires terriens qui imitent leurs méthodes. La grande masse du peuple tunisien ne participe pas à cette prospérité, pas plus que l'aristocratie et la bourgeoisie tunisiennes ne participent au gouvernement du pays. Les villes sont évidemment les grandes bénéficiaires de l'essor colonial : elles s'européanisent, s'agrandissent et se fortifient (port de guerre français à Bizerte).

● *Le mouvement nationaliste* est né à la veille de la Première Guerre mondiale (parti *Jeune-Tunisie* en 1913) ; il se traduit par une campagne d'agitation au demeurant peu importante, dont les faits les plus saillants furent la publication, en 1920, d'un pamphlet collectif, intitulé *La Tunisie Martyre,* et par la création d'un *parti libéral constitutionnel* (le *Destour,* de *dustūr :* « constitution ») en 1920 (le mouvement Destour lui-même avait pris naissance en 1918) et une réforme (1922) institua les *conseils locaux* constitués de notables indigènes et le *Grand Conseil* pour l'ensemble du pays. Le Destour lui-même allait bientôt se scinder en deux tendances, le *Vieux Destour* et le *Néo-Destour,* dont l'animateur était un avocat passionnément nationaliste, Habib Bourguiba : à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, le Néo-Destour comptait près de 60 000 adhérents ; il avait réussi à organiser une grève générale en 1937.

La Tunisie contemporaine.

L'indépendance.

La guerre de 1939-1945 a fait de la Tunisie un champ de bataille : occupée en 1942 par les puissances de l'Axe, elle est libérée par les troupes alliées venant de Libye et d'Algérie après la campagne de 1943. Le bey Munṣif abdique en 1943 en faveur de Sidi Lamine.

C'est alors que recommence l'agitation nationaliste, animée par le « Combattant suprême », Ḥabib Bourguiba (= al-Ḥabīb Abū Rugayba), et son parti, le Néo-Destour. Le monde entre dans la phase de décolonisation, prêchée par la Charte de l'ONU, encouragée à la fois par les États-Unis et l'URSS pour des motifs d'ailleurs différents. Le mouvement pour l'indépendance de la Tunisie a un double caractère : il est nationaliste, c'est-à-dire qu'il réclame le départ des Français et la restitution au peuple tunisien des terres de colonisation (500 000 hectares environ) et des biens de production ; il est, d'autre part, républicain et libéral, réclamant la fin du beylicat et l'instauration d'un régime parlementaire. Cela explique que l'agitation ait un caractère populaire et que la haute bourgeoisie indigène fasse preuve d'une certaine réserve à l'égard du Néo-Destour. Grèves, émeutes parfois sanglantes, « terrorisme » de ceux que les autorités françaises appellent les « bandits de grands chemins » (*fellaghas,* de l'arabe *fallāk,* terme au sens mal défini, qu'on traduit souvent par « coupeur de route »), heurts avec les troupes françaises d'occupation, toutes ces formes de l'agitation ont un caractère révolutionnaire. Les grandes étapes de la lutte pour l'indépendance sont indiquées sur le tableau ci-dessous.

Il faut évidemment rapprocher l'émancipation politique de la Tunisie des autres mouvements autonomistes du monde arabe. Le Néo-Destour a été appuyé par la Ligue arabe et Bourguiba a participé à la création du *Bureau du Maghreb* au Caire en 1947 ; d'autre part, il a pu s'appuyer sur l'*Union Générale des travailleurs tunisiens* (UGTT), créée par Fehrat Hachet en 1947. Par son intransigeance, Bourguiba a obtenu du résident général français (Jean Mons) les premières concessions qui devaient décider Lamine bey à suivre — malgré ses réticences — la politique du Néo-Destour et à confier le gouvernement à Chenik, que soutient le parti de Bourguiba. Une maladresse (voulue ?) du gouvernement français qui qualifie (15 décembre 1951) de « définitif » le lien qui rattache la Tunisie à la France provoque le durcissement de l'attitude du Néo-Destour et les émeutes de 1952 (voir tableau ci-dessous).

Dates	Événements
1947	Vague d'attentats et de terrorisme.
1950	Mise en place du ministère Chenik qui bénéficie du soutien du Néo-Destour.
1952	Émeutes de Bizerte et de Ferryville, suivies d'une répression sévère et parfois féroce; grève générale à Tunis. Les chefs du Néo-Destour et les chefs communistes sont arrêtés; le bey confie la présidence du gouvernement à Baccouche.
Juill. 1954	Le gouvernement français (Pierre Mendès-France) en accord avec Habib Bourguiba proclame l'autonomie interne de la Tunisie. Tahar ben Ammar devient président du Conseil.
1955	Protocole franco-tunisien. Bourguiba est autorisé à retourner en Tunisie.
20 mars 1956	Reconnaissance par la France de l'indépendance de la Tunisie; Habib Bourguiba devient président du Conseil.
25 juill. 1957	L'Assemblée constituante abolit la monarchie. Destitution du bey.
1er juin 1959	Proclamation de la Constitution instituant la république de Tunisie.

La Tunisie de Habib Bourguiba.

La constitution du 1er juin 1959 prévoit un président de la République, qui est en même temps le chef du gouvernement, et une Assemblée nationale. Le président et l'Assemblée sont élus pour cinq ans au suffrage universel direct ; le président ne peut être réélu plus de trois fois. Habib Bourguiba a été élu président provisoire en 1957, puis réélu en 1959 et en 1964. Le pays est divisé en *gouvernorats* divisés eux-mêmes en délégations, communes et cheikhats. Le Néo-Destour, parti officiel, s'appelle depuis octobre 1964 le *parti socialiste destourien.*

● *Jusqu'en 1963,* la République tunisienne a évolué dans le sens de la décolonisation et de la socialisation des moyens de production. A peu près tous les secteurs de l'économie du pays ont été étatisés; certaines branches de l'industrie sont contrôlées par l'État et une société nationale d'investissements a été créée. La nationalisation des transports (1959-1960) a complété cet ensemble de mesures et un plan triennal (1962-1964) a prévu la mise en place de l'agriculture nationale (récupération des terres coloniales, environ 500 000 hectares) et des infrastructures. Cette « tunisification » de l'économie n'est pas complète, l'aide étrangère (capitaux français et américains) est encore importante (pétrole, industrie chimique, constructions mécaniques).

● *En 1963,* les derniers vestiges de la colonisation française disparaissent (évacuation de la base militaire de Bizerte par les Français le 15 octobre 1963; les premiers incidents avaient éclaté en juillet 1961). Les dernières terres appartenant à des colons sont nationalisées, l'aide financière de la France cesse. Après la dévaluation du dinar tunisien (1964), une nouvelle orientation se dessine : l'appel aux capitaux américains, qui couvrent plus de la moitié des investissements publics. Dès lors, la voie politique de la Tunisie se trouve toute tracée. Intérieurement, elle intensifie l'effort de planification tout en restant, malgré tout, dépendante des capitaux étrangers; extérieurement, Bourguiba cherche une « ouverture vers l'Occident » et rompt, en conséquence, avec les pays arabes progressistes, rupture qui s'aggrave à propos du conflit israélo-arabe. Ces remarques générales permettent de comprendre les faits suivants :

— la « tournée » politique de Bourguiba en Europe en juillet 1966 (ambition : associer la Tunisie au Marché commun) et le resserrement des liens avec l'Afrique noire (mouvement en faveur de la francophonie); les accords passés avec le Canada (1968) et la visite officielle du président Bourguiba à Washington (mai 1968);

Al-Ḥabīb Abū Rugayba, plus connu sous le nom de Ḥabīb Bourguiba, est né à Monastir en 1903. Avocat formé à la Faculté de Droit de Paris, a mené à partir de 1927 à Tunis une campagne politique réclamant l'assimilation. Rattaché au Destour, il y tient une place originale par la conception d'un État laïc (le Destour était d'origine religieuse). En 1934, la scission se produit entre le Vieux-Destour et le Néo-Destour dont il prend la tête. Condamné pour son activité politique par le gouvernement gaulliste en 1943, il reprend sa liberté d'action en 1946, puis il est à nouveau mis en résidence surveillée de 1952 à 1954. C'est à cette époque que le président Mendès-France le reconnaît comme le leader indiscutable de la Tunisie moderne et c'est à ce titre qu'il participe aux conférences conduisant à la reconnaissance par la France de l'indépendance de la Tunisie le 20 mars 1956.



Ph. © Kay Lawson Rapho

— le conflit avec la République arabe unie (1966) et le retrait de la Tunisie de la Ligue arabe : ce conflit s'aggrave à propos de la guerre israélo-arabe, mais, là aussi, la politique tunisienne est pro-occidentale, Bourguiba reprochant aux « pays frères » leur manque de réalisme concernant notamment le fait qu'Israël était reconnu par la plupart des pays;

— à l'intérieur, les progressistes reprochent à Bourguiba ses complaisances vis-à-vis du capitalisme américain; le parti communiste est interdit en 1962, le secrétaire général de l'UGTT *(Union Générale des Travailleurs Tunisiens),* Habib Achour, est arrêté en 1966 (mais il sera bientôt remis en liberté) et le droit de grève réglementé. Il est incontestable que Bourguiba, soucieux d'assurer une continuité de l'effort tunisien, cherche à sortir son pays du sous-développement. Mais l'avenir reste sombre : la Tunisie, au sein d'une communauté arabe satellisée par l'URSS, entrerait-elle seule dans le camp « capitaliste »? L'opposition progressiste intérieure (travailleurs, étudiants) impose à Bourguiba de rendre son régime plus autoritaire : mais n'est-ce pas la porte ouverte au coup de force? Le problème de la succession est ainsi à l'ordre du jour. Un Conseil de la République a été créé en 1966 pour choisir un président en cas de disparition ou d'indisponibilité du « Combattant suprême », mais en 1968 Bourguiba a annoncé qu'il désignerait lui-même son successeur.

● *De 1968 à 1983,* l'évolution politique de la Tunisie s'est faite dans le sens d'une démocratisation plus poussée. La constitution de 1959 a été amendée trois fois (1969, 1975, 1976). Ḥabib Bourguiba, réélu en 1969 président de la République, a fait accepter la réforme constitutionnelle qui le transforme, en 1974, en président à vie; il désigne alors son Premier ministre, Hedi Nouira, comme son successeur (mais celui-ci, malade, sera remplacé à la tête du gouvernement par Muḥammad M'zali le 8 novembre 1981). Le seul incident notable de la vie politique du pays est l'opposition syndicale menée par l'UGTT; cette opposition conduit même à de graves émeutes (janvier 1978) qui débouchent sur le procès des dirigeants syndicalistes (nouvelle arrestation de Ḥabib Achour en octobre 1978; il sera libéré en août 1979).

À partir de 1981, une nouvelle force vient menacer le régime, qui s'est bien libéralisé; il s'agit du mouvement intégriste appelé *Mouvement de la tendance islamique* (MTI), qui s'oppose tout autant au marxisme qu'au « bourguibisme ». La politique de Maḥammad M'zali s'appuie sur le pluralisme des partis (le Parti communiste tunisien, interdit depuis 1963, est autorisé en 1981) pour lutter contre l'intégrisme musulman.

Sur le plan extérieur, la Tunisie reste dans le camp occidental, et entretient avec la France des rapports privilégiés. La sécurité de la Tunisie n'est pas menacée, si ce n'est par les prétentions de la Libye en ce qui concerne la délimitation du plateau continental. La Libye a aussi fomenté une sorte de complot contre le régime en janvier 1980 (attaque de la ville de Gafsa par un commando de Tunisiens), complot qui s'est terminé par la condamnation de ceux qui y avaient participé (onze exécutions).

La Libye.

La colonisation italienne.

Les Turcs ont pris Tripoli en 1551 et s'y sont maintenus jusqu'en 1912. Les populations arabes de Libye avaient cependant joui d'une semi-autonomie jusqu'en 1835, date à laquelle la Sublime Porte a rétabli son autorité sur le pays.

● *L'Italie,* devenue au début du XXe siècle une grande puissance, en vertu notamment de ses progrès économiques, cherche à se constituer, elle aussi, un empire colonial. Évincée de la Tunisie par le traité franco-tunisien du Bardo (1881), elle voudrait trouver des compensations du côté de l'Éthiopie (occupation de l'Érythrée et de la Somalie, 1882-1890); après la défaite italienne d'Adoua (1896), la question éthiopienne semble réglée définitivement. C'est alors que se dessine, à la faveur de la démission du chef du gouvernement italien Crespi, le rapprochement franco-italien et un accord entre les deux gouvernements est signé en ce quiconcerne la répartition des zones d'influence des deux pays en Afrique du Nord : la France se réserve le Maroc et laisse la Tripolitaine (qui sera plus tard la Libye) aux Italiens. Des accords du même genre sont pris avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

● *Après le « coup d'Agadir »* et les accords franco-allemands sur le Maroc et le Congo (voir p. 76), l'Italie juge le moment venu de s'emparer de la Tripolitaine et déclare la guerre à la Turquie : Tripoli est occupée le 7 décembre 1911, puis — aux dépens de la Turquie — Rhodes et les îles du Dodécanèse. Le 18 octobre 1912, la Turquie reconnaissait l'annexion par l'Italie de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque (traité d'Ouchy). Le retrait des Turcs n'élimina d'ailleurs pas la résistance libyenne : la secte des *Sénoussis* (fondée en 1837) avait appelé à la guerre sainte contre l'envahisseur. L'Italie dut donc mener une lourde guerre coloniale qui se prolongea au cours du conflit mondial de 1914-1918 : attaques des Sénoussis contre les Anglo-Égyptiens en 1915, dans le Sud tunisien et au Sahara contre la France en 1916-1917 (mort du Père Charles de Foucauld à Tamanrasset), reconquête (par les Sénoussis) de la Cyrénaïque et du Fezzan.

Après la Grande Guerre, la lutte reprend, menée par les fascistes italiens qui reconquièrent la Tripolitaine (1924) et le Fezzan (1930). Le dernier acte de cette guerre meurtrière fut l'occupation de Koufra (1931).

La Libye indépendante.

● *Au cours de la Seconde Guerre mondiale,* la Libye servit de point de départ aux troupes de l'Axe pour la conquête de l'Égypte en vue de contrôler tout le Moyen-Orient et la route des Indes. L'importance stratégique de l'Égypte imposa aux Britanniques et aux Germano-Italiens (commandés à partir de 1941 par Rommel) une guerre farouche qui se termina en 1943 par la capitulation de l'*Afrika Korps.*

Dès 1945, la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan, occupés et administrés par les Franco-Britanniques, forment un nouvel État : la *Libye,* dont l'émir Muḥammad Idrīs as-Sanusī est reconnu comme souverain fédéral le 3 décembre 1950. L'indépendance fut proclamée le 24 décembre 1951 et un traité d'amitié avec le Royaume-Uni conclu en 1953.

● *Situation politique de la Libye.* Du point de vue intérieur, la Libye — grand producteur de pétrole — a transformé son statut fédéral (les trois provinces de Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan ayant chacune leur gouvernement et leur Conseil législatif) en un *statut unitaire* (avril 1963); le régime était celui d'une monarchie constitutionnelle jusqu'au coup d'État militaire qui a chassé l'émir de son trône et instauré la république (septembre 1969). Du point de vue extérieur, la Libye est restée sous l'influence du Royaume-Uni et des États-Unis. L'industrie pétrolière a imposé des accords entre le gouvernement libyen et trente-deux grandes compagnies de pétrole; le gouvernement républicain (pronassérien) a promis de les garantir. Des accords ont été signés avec la Grande-Bretagne en vue de l'évacuation des troupes britanniques, et avec les États-Unis (évacuation de la base de Wheelus Field).

● *Création de la République arabe libyenne.* Le coup d'État de septembre 1969 a renversé la monarchie en Libye. Il a été mené par de jeunes officiers, dans un esprit « arabe et socialiste » — comme le prétendent les proclamations du Conseil de la révolution. Le coup d'État était surtout dirigé contre l'éminence grise du roi Idrīs, qui a tenté — sans succès d'ailleurs — de rallier les puissances occidentales (et pétrolières) à la cause de la monarchie.

Le nouveau régime, reconnu d'abord par les pays arabes, l'a été ensuite par les pays du groupe socialiste puis par les grandes nations du « bloc » occidental. Les deux personnalités du premier gouvernement républicain de Libye sont le Premier ministre, Maḥmūd Sulaymān al-Maghribī, et le commandant en chef des forces armées, le colonel Muḥammad al-Kadhafi, un jeune officier de 27 ans. Le nouveau gouvernement s'est rapproché du bloc de l'Est.

● *L'histoire de la Libye entre 1969 et 1983* est difficile à écrire, car nous n'avons à notre disposition que des événements et nous ne possédons pas de schéma directeur pour les interpréter, à moins de se livrer à des hypothèses peu scientifiques sur le personnage de Kadhafi.

Sur le plan intérieur, les choses sont assez faciles à comprendre. Après le coup d'État, et selon un processus classique, il est mis en place un Conseil du commandement de la révolution, avec, à sa tête, le colonel Kadhafi, le gouvernement de Maḥmūd Sulaymān a pour rôle d'exécuter les décisions du Conseil. Le programme du colonel Kadhafi est net : assurer l'indépendance économique de la Libye en nationalisant, notamment, les sociétés pétrolières, se dégager à la fois de l'influence soviétique et de l'influence américaine en choisissant une « troisième voie » entre le marxisme et le capitalisme, participer avec le reste du monde arabe à la lutte contre Israël. Ce programme est mis en route en 1970-1971, après l'élimination des opposants (tenants de l'ancien régime et extrême-gauche). En janvier 1970, le colonel Kadhafi assume en outre lui-même les fonctions de Président du conseil; le

Muʿammar al-Kadhafi (né à Syrte, en 1942), chef de file de la révolution qui mit fin au régime monarchique de la Libye, devenue, sous sa direction, la République arabe populaire libyenne. Il a démissionné de toutes ses fonctions officielles en mars 1979, mais il est resté le véritable chef de l'État libyen.

Ph. © P. Frilet/SIPA-PRESS.

deuxième personnage de l'État est le vice-président Abdel Salam Jalloud (orthographe occidentale usuelle). Toute révolution connaît les moments d'hésitation, et il faut, à temps donné, radicaliser le régime : c'est ce qui se passe à partir d'avril 1972, lorsque le colonel Kadhafi lance la « révolution culturelle » libyenne et proclame, le 22 novembre 1976, la République arabe populaire libyenne socialiste. Le 1er mars 1979, le colonel Kadhafi est démissionnaire de toutes ses fonctions, mais il reste le véritable chef de l'État; son adjoint est toujours Abdel Salam Jalloud et, en janvier 1981, le gouvernement — qui s'intitule maintenant Comité général populaire — est dirigé par Jadallah Azouz al-Tahli (orthographe occidentale). La crise économique, qui touche aussi la Libye, a sans doute rendu nécessaire cette radicalisation qui enrégimente les couches populaires et les jeunes dans le mouvement révolutionnaire.

Sur le plan extérieur, le fil directeur est beaucoup moins net. L'antiaméricanisme en est la caractéristique constante, mais avec de nombreuses nuances (accords avec certains États du bloc occidental ; par exemple : achats d'armes à la France) ; une des conséquences de cette attitude est l'appui qu'offre la Libye aux mouvements révolutionnaires de toutes les parties du monde, ce qui explique l'accusation portée par certains (dont les chefs politiques américains) qui voient dans Tripoli le centre du terrorisme international (ce qui est sans doute une simplification hâtive). L'antisoviétisme de 1970 s'est bien adouci depuis que, en mai 1974, le colonel Kadhafi a été reçu à Moscou. De même, les positions dures du dirigeant libyen relatives à Israël ont évolué : en 1970-1971, il était partisan d'une guerre à outrance contre l'État juif, destiné à être détruit, et de la création d'un État palestinien dont les actuels Israéliens seraient des citoyens minoritaires, et c'est pourquoi il a critiqué la stratégie de la guerre du Kippour ; à partir de 1974 — sans doute sous l'influence des conseils soviétiques — le colonel Kadhafi assouplit sa position et envisage d'accepter la fameuse résolution 242 des Nations Unies concernant Israël.

Reste la question de l'isolement international de la Libye. Le colonel Kadhafi a tenté d'en sortir par divers moyens : le panarabisme, l'ingérence dans les conflits africains par exemple. Mais sa politique manque de continuité : jusqu'en 1974, il cherche à se rapprocher de l'Égypte et de la Tunisie, proposant à ces deux nations de fusionner avec elles (ce qui est toujours resté lettre morte) ; puis il s'éloignera de l'Égypte lorsque le président Sadate commencera à négocier avec Israël (il y a même eu une guerre de quatre jours entre l'Égypte et la Syrie en juillet 1977) et il fomentera des complots contre le régime du président Bourguiba. Inversement, adversaire du roi Hassan II du Maroc, à qui il reproche ses visées sur le Sahara occidental (ce qui le conduit à soutenir les efforts du peuple Sahraoui pour créer un État dans cette partie de l'Afrique), il normalise ses relations avec le Maroc (et avec l'Arabie Saoudite) en 1974/1975, au moment même où il rompt avec l'Égypte. A partir de 1978, Kadhafi tente de s'imposer en Afrique ; il échoue en Ouganda, s'oppose à la France au Tchad et obtient enfin sa première victoire internationale en permettant l'installation du gouvernement de Goukouni Oueddeï à N'Djamena le 15 décembre 1980 (victoire sans lendemain, puisque Kadhafi ne pourra réaliser l'unité tchado-libyenne à laquelle il avait rêvé et puisque l'adversaire de Goukouni Oueddeï reprendra N'Djamena en juin 1982 (voir p. 86).

En résumé, l'effort isolé du colonel Kadhafi semble désespéré, même si son maintien au pouvoir n'est pas en question à l'heure actuelle. Toutes proportions gardées (et avec la richesse pétrolière en plus) l'isolement de la Libye ressemble à celui de l'Albanie en Europe. Mais l'Albanie n'a pas d'ambitions internationales.

L'ÉGYPTE

L'ÉGYPTE JUSQU'À LA FIN DE LA MONARCHIE.

L'Égypte avant l'ère coloniale.

L'islām en Égypte.

● *L'Égypte est, assurément, le plus vieil État du monde,* auquel le Nil donne son unité et que les déserts environnants ont préservé sinon des invasions, du moins de l'intégration dans d'autres ensembles nationaux. L'Égypte pharaonique, après être tombée successivement aux mains des Perses (Cambyse, en 525 av. J.-C.), d'Alexandre le Grand, auquel a succédé la dynastie des Lagides (306-30 av. J.-C.), des Romains (Octave, en 30 av. J.-C.), devient une province byzantine dont l'histoire, aux IVe et Ve siècles, est surtout faite de querelles religieuses (Arius et l'hérésie arienne à Alexandrie à partir de 323, en conflit avec Athanase, patriarche de la ville, en 325, « symbole » de Nicée confirmé par le concile de Constantinople en 381). C'est en Égypte que le monophysisme (hérésie qui consiste à ne voir en Dieu qu'une seule nature et non l'union d'une nature humaine et d'une nature divine) rencontre le plus de succès (conflit « nationaliste » avec Constantinople). A la fin du VIe siècle, il y a à Alexandrie deux patriarches : le patriarche impérial, appuyé par l'empereur, et le patriarche jacobite (monophysite) soutenu par la ferveur populaire. C'est à cette époque que le grec cesse d'être employé par l'Église égyptienne au profit du copte. A la veille des invasions arabes, le pays est dans un état de misère extrême : fléaux naturels (sauterelles, épidémies) ou politiques (exactions des gouverneurs, persécution contre les monophysites, pillages par les tribus berbères) s'abattent sur l'Égypte à tel point que la domination musulmane fut considérée par beaucoup comme une délivrance.

● *Les Arabes passent en Égypte en 640,* après avoir occupé la Syrie. L'artisan de la conquête fut un ancien compagnon de Muḥammad, ʿAmr b. al-ʿĀṣ (mort vers 663) ; il dut son succès non seulement à la force des armes mais aussi à sa diplomatie (il rechercha l'alliance des ennemis intérieurs de l'empereur byzantin, en particulier des coptes). Un camp retranché, al-Fusṭāṭ, fut bâti par les Arabes sur l'emplacement actuel de la ville du Caire. Peu à peu, grâce au système fiscal des musulmans (les convertis à l'islām ne payent pas d'impôts), le pays se déchristianise, la langue arabe se répand et une civilisation arabo-musulmane se dessine, les cadres militaires et politiques restant arabes.

Cet état de choses se prolonge jusqu'à la chute des Umayyades (750) ; l'Égypte fait alors partie d'un empire centralisé et ne connaît pas de destin national. Mais lorsque les *ʿAbbāssides* s'emparent du califat (voir p. 24) et transfèrent leur capitale à Baghdād, les provinces africaines tendent à se constituer en États autonomes (voir p. 67). L'Égypte va alors être gouvernée par des dynasties locales (ou importées) indépendantes de Baghdād. Vont se succéder les *Tūlūnides* (fondateur : Aḥmad b. Tūlūn de 879 à 905 ; les *Ikhshīdides* (de *Ikhshīd :* « serviteur ») de 935 à 969 ; les *Fātimides* (venus du Maghreb ; c'est le quatrième calife fātimide, al-Muʿizz, qui fonde Le Caire, en arabe *al-Qāhira :* « la dominatrice ») ; de 969 à 1171, les *Ayyūbides* (nom du père de Saladin, Ayyūb), de 1171 à 1250, et enfin les *Mamlūks* (du nom de la milice du Caire composée en majorité de Turcs) de 1250 à la conquête ottomane, en 1517. Les deux premières dynasties, liées à la seule personnalité de leur fondateur, furent éphémères ; les suivantes, dont les fondements nationaux et religieux étaient solides, eurent une influence décisive sur l'histoire de l'Égypte et du monde musulman au Moyen Age.

Les trois grandes dynasties égyptiennes.

● *Les Fātimides* (voir aussi p. 67). Ils dominent indiscutablement le Maghreb dont la « police » est assurée par les tribus *Sanhādja* (branche de tribus berbères du groupe des Brânes, voir p. 67) qui leur sont fidèles, et ils se considèrent comme les véritables successeurs des premiers califes, les *ʿAbbāssides* étant présentés comme des usurpateurs. Les Fātimides remettent en honneur les anciennes règles administratives et favorisent l'essor économique et culturel de l'Égypte (mosquée *al-Azhar* bâtie en 970 au Caire, qui supplante Baghdād) ; les coptes participent activement à ce renouveau ; la philosophie et la science de l'ancienne Grèce sont enseignées au Caire. C'est à cette époque que les croisés, venus d'Occident, envahissent le Moyen-Orient et établissent des royaumes de type féodal (voir p. 132 de l'*Annexe*). La lutte contre les armées de la chrétienté épuise la dynastie des Fātimides et provoque sa chute en 1171. Rarement d'ailleurs révolution fut moins sanglante. Un vendredi, le *muezzin* qui appelait à la prière publique n'eut qu'à remplacer le nom du Fātimide régnant par celui de Ṣalāḥ ad-Dīn Yūsuf (Saladin pour les Occidentaux), fils d'Ayyūb, pour que fût réalisé le changement de dynastie.

● *Les Ayyūbides.* Saladin (né à Takrit, sur le Tigre, en 1138 ; mort en 1193) adressa un hommage de pure forme au calife ʿabbāsside qui le confirma dans son



***L'armée de Saladin, d'après un manuscrit anonyme (1337), le* Roman de Godefroy de Bouillon.**



Ph. B.N. © Arch. E.B.

titre de sultan d'Égypte. D'origine kurde (voir p. 47), c'était un musulman rigoureux, orthodoxe, hostile aux déformations philosophiques de l'islām (celle, par exemple, des Motazilites et qui combattit les croisés (3e Croisade) avec une ardeur et une intelligence remarquables. Ce n'était pas tellement aux Occidentaux en tant que chrétiens qu'il s'attaquait, mais en tant qu'envahisseurs « barbares ». Les armées de la chrétienté se comportèrent en effet en Terre sainte avec une brutalité et une sauvagerie dont furent victimes même les chrétiens autochtones que l'islām ne persécutait point, conformément au principe de la tolérance religieuse. Saladin reprit en 1187 Jérusalem que les armées féodales des Allemands, des Lorrains (Baudouin de Hainaut et Godefroi de Bouillon), des Français du Nord (duc de Normandie, comte de Vermandois), des Provençaux (comte de Toulouse, Adémar de Monteil), des Italo-Normands (Tancrède, Bohémond de Tarente) avaient conquise en 1099. Cette reconquête de la Ville sainte déclencha la 3e Croisade, prêchée par l'archevêque de Tyr et menée par l'empereur Frédéric Barberousse, le roi de France Philippe Auguste et Richard the Lion-Hearted (Cœur de Lion). Saladin ne put expulser totalement les croisés de Palestine mais il réduisit leurs territoires à une bande côtière allant d'Antioche à Jaffa, avec liberté de navigation pour les navires musulmans (traité signé en 1192 avec Richard Cœur de Lion). Les croisés découvrirent alors un nouveau visage de l'islām : celui d'un chef généreux et d'un grand politique ; ils contribuèrent eux-mêmes à la légende de Saladin. Après Saladin, les Ayyūbides doivent à nouveau mener la lutte contre les croisés, qui profitent des querelles successorales et des divisions du monde musulman pour augmenter leurs territoires en Orient (prise de Damiette en 1249 par le roi de France Louis IX — Saint Louis — capturé ensuite à Mansourah par les Égyptiens). A la guerre les Ayyūbides préfèrent d'ailleurs la négociation, suivis en cela par certains Occidentaux (par exemple, l'empereur Frédéric II de Hohenstaufen qui traite avec le sultan al-Malik al-Kāmil en 1229).

● *Les Mamlūks.* Les Mamlūks étaient des soldats (turcs pour la plupart) enrégimentés depuis l'enfance et qui constituaient la milice des Ayyūbides. Lorsque ceux-ci firent preuve d'une trop grande faiblesse, ils renversèrent la dynastie au prix d'une révolte sanglante, et c'est une armée encadrée par eux qui arrêta les progrès des Mongols (ʿAyn Djālūt, 1260). La force des armes va de nouveau l'emporter sur l'art de la négociation ; un officier turc, Baybars, prend le pouvoir (1260-1277) et donne à la puissance égyptienne un éclat qu'elle n'avait pas encore connu : expulsion des croisés installés à Antioche, Jaffa, Césarée, conquête de la Cilicie, soumission de la secte des « Fumeurs de hachisch » (*Hashīshiyya* ou *Assassins*) qui pratiquaient le meurtre politique rituel, lutte contre les Mongols, réorganisation de l'économie égyptienne (voies de communication, postes, etc.). Sous les Mamlūks, l'Égypte connaît une prospérité dont Le Caire est le symbole : la ville se développe et devient un centre commercial de première grandeur (commerce des épices). La seconde dynastie mamlūk (Burdjites : 1382-1517) est d'origine arcanienne.

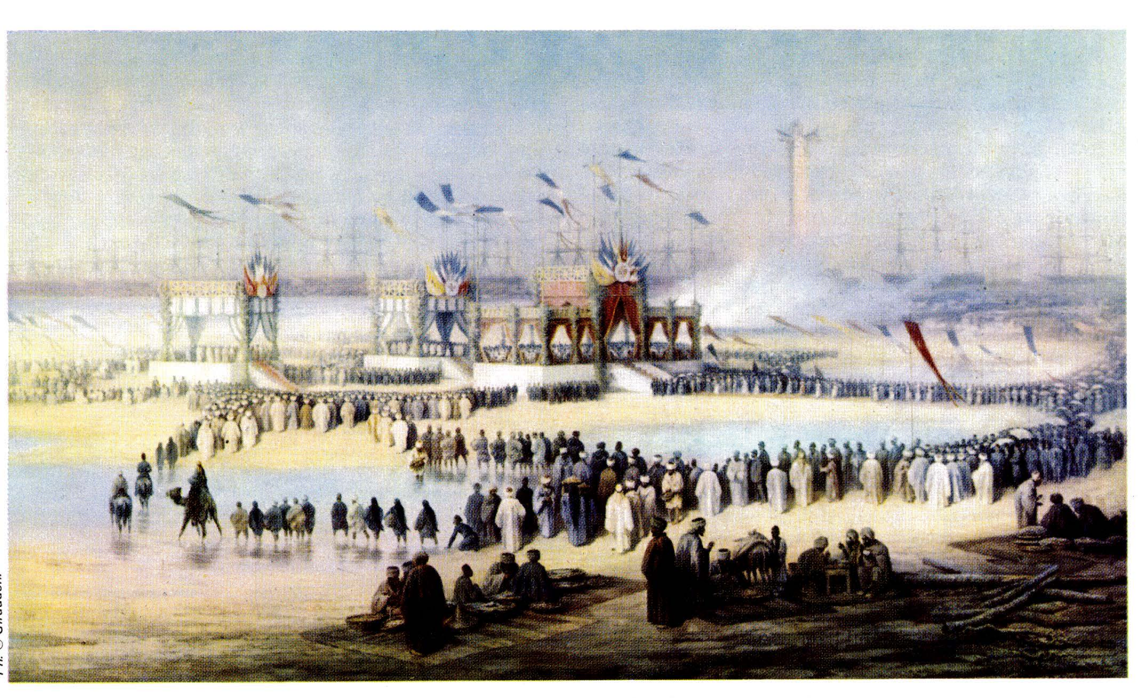
Les conquêtes de Tamerlan au XIVe siècle (voir p. 54), sans atteindre directement l'Égypte, l'ont néanmoins ruinée (disette, dépréciation de la monnaie, exactions des hauts fonctionnaires, etc.). Cependant, sous les derniers souverains de la période mamlūk (Barsbāy, Qāʾitbāy), l'Égypte connaît une renaissance certaine.

● *La conquête ottomane* eut lieu après les premiers échecs économiques égyptiens (les Portugais avaient organisé le blocus de la mer Rouge et barraient ainsi la route des Indes aux navires égyptiens). Le sultan turc Selīm Ier, après avoir réduit la Perse à sa merci (1513), écrase sans difficulté l'armée égyptienne du dernier sultan Mamlūk (Qānsūh al-Ghūrī) près d'Alep et, en 1517, l'Égypte devient une province turque. Elle est administrée par un *pacha* (gouverneur) et par des *beys* relativement peu contrôlés par Constantinople qui n'exige que le paiement régulier des impôts. L'Égypte entre peu à peu dans l'ère de l'arbitraire et de l'anarchie. La situation devait aller en empirant jusqu'à la fin du XVIIIe siècle.

De Bonaparte au protectorat britannique.

L'expédition française en Égypte (1798-1801).

Elle a été voulue par Bonaparte et l'idée en fut soutenue par Talleyrand, alors ministre des Relations extérieures. Son but stratégique était de reprendre pour le compte de la France la politique portugaise du XVIe siècle : barrer la route des Indes aux Anglais, et tarir ainsi la source des richesses de la Grande-Bretagne ; son but idéologique (?) était de répandre les idées révolutionnaires de par le monde (la libération des esclaves musulmans de l'île de Malte soulève l'enthousiasme en Afrique du Nord). Il n'est pas impossible non plus que Bonaparte, jeune général victorieux, ait envisagé de créer un empire méditerranéen, œuvre qui aurait immortalisé son nom. Quoi qu'il en soit, on embarqua vers l'Égypte non seulement des canons et des militaires, mais aussi des savants et des idées : c'est sans doute la seule expédition des temps modernes qui ait eu des ambitions civilisatrices. On sait que Bonaparte, après la victoire de Nelson à Aboukir, qui le privait de sa flotte (1er août 1798), fut prisonnier de sa conquête, qu'il dut renoncer à ses intentions de propager le long du Nil « le progrès et les lumières » et qu'il se rembarqua, le 22 août 1799, pour la France après avoir livré bataille sur bataille aux Turcs — alliés des Russes et des Anglais — en Syrie ; il laissait derrière lui Kléber (assassiné le 14 juin 1800), une situation politique et militaire incertaine qui devait tourner sinon au désastre, du moins à l'échec (reddition du général Menou, assiégé par la flotte britannqiue à Alexandrie, le 30 août 1801). Cette expédition manquée a eu pour l'Égypte des conséquences importantes, car elle lui a fait entrevoir ce qu'était un État moderne. Bonaparte avait installé au Caire un *Conseil général* (*oulemas,* notables, représentants des provinces) chargé de gouverner le pays sous le contrôle des autorités françaises d'occupation ; après son départ, Kléber mit en place une administration française chargée de percevoir les impôts et les droits de douane, et le général Menou — converti à l'islām — entreprit un recensement des terres et des personnes, une réorganisation de la justice, du commerce, etc. Le fait le plus remarquable est l'importance accordée aux notables et surtout aux *oulemas* — « docteurs de la foi » — et la mise à l'écart des anciens cadres ottomans et mamlūks. Ainsi se dessinait une réaction nationale égyptienne anti-ottomane dont profitera Muḥammad ʿAlī, que les Occidentaux appellent Mehmet Ali ou Méhémet Ali.



Ph. © Giraudon.

Inauguration du canal de Suez par l'impératrice Eugénie le 17 novembre 1869 (peinture de E. Rion). Un premier canal avait été construit au VIIe siècle av. J.-C., reliant le Nil à la mer Rouge, par le pharaon Nechao ; il fut achevé 300 ans plus tard environ. L'idée de construire un canal dans l'isthme de Suez fut reprise au XIXe siècle à partir de l'expédition de Bonaparte ; de nombreuses études eurent lieu, mais seules les démarches entreprises par Ferdinand de Lesseps auprès de Saʿīd aboutirent à la construction de cette grande voie de navigation. Les travaux commencèrent en avril 1859 et, après de nombreuses difficultés techniques, économiques et politiques, le canal fut ouvert par l'impératrice Eugénie le 17 novembre 1869. Depuis un siècle, le canal est devenu une voie de première importance, surtout à partir du moment où les puissances occidentales ont exploité le pétrole du Moyen-Orient. Concurrencé par les pipe-lines, endommagé par la guerre israélo-arabe, le canal de Suez a perdu actuellement sa prépondérance économique.

Muḥammad ʿAlī, dit Méhémet Ali (1769-1849), vice-roi d'Égypte de 1804 à 1849.



Ph. © Giraudon.

Muḥammad ʿAlī.

C'est un officier albanais, né en 1769, enrôlé dans l'armée turque et devenu en 1801 général d'une brigade albanaise. Après le départ des Britanniques (11 mars 1803), Méhémet Ali va intervenir avec astuce dans le conflit triangulaire qui oppose les Turcs Ottomans, les Mamlūks et les *oulemas,* récemment promus au rang de « force politique » par l'occupation française. C'est en s'appuyant sur ces derniers que Méhémet Ali se substitue au pacha turc (choix confirmé par la Sublime Porte le 9 juillet 1805) et se consacre pendant deux ans à la chasse aux Mamlūks (il finira par massacrer complètement les 470 chefs, le 1er mai 1811, après les avoir attirés dans un guet-apens sous prétexte d'une fête de réconciliation générale). Les *oulemas,* qui l'avaient porté au pouvoir, seront aussi éliminés, par la mort ou par l'exil.

● *Politique intérieure de Méhémet Ali.* Avec le concours de spécialistes étrangers (en particulier français), Méhémet Ali sort lentement l'Égypte de son état médiéval, sans s'embarrasser de scrupules moraux ou juridiques. L'administration centrale est confiée à des ministères (Intérieur,Guerre, etc.) ; le pays est divisé en *gouvernorats,* eux-mêmes divisés en départements et en villages *(balad)* ; le système fiscal et le cadastre sont réorganisés. Dans ces cadres modernisés, l'économie peut se développer, sous le contrôle rigoureux du souverain qui se réserve un domaine personnel de 400 000 hectares, ainsi que le monopole de l'exportation du coton et de la canne à sucre (cultures imposées aux paysans). Des

barrières protectionnistes sont élevées qui provoquent les protestations des puissances étrangères et même de la Porte. Le « dirigisme » économique de Méhémet Ali s'étend d'ailleurs à tous les secteurs, agricoles ou industriels : l'Égypte a sans doute été, entre 1815 et 1830, le premier pays du monde à connaître une *économie planifiée.* Méhémet Ali ne néglige pas non plus la lutte contre l'analphabétisme : il crée des écoles primaires, des établissements d'enseignement supérieur (dont l'École de Médecine et les écoles militaires), envoie en Europe des *boursiers* qu'il place ensuite à la tête des principaux services de l'État. Certes, toutes ces réformes, menées avec une énergie et un sens de l'efficacité remarquables, n'ont pas de très grands effets : le peuple égyptien est, pour 90 %, formé de *fellahs* (« paysans ») amorphes et illettrés, les richesses naturelles ne sont pas considérables et les puissances étrangères obtiennent peu à peu l'abaissement des barrières douanières. Lorsque Méhémet Ali meurt, en 1849, après avoir placé sur le trône en 1847 son fils Ibrāhīm, la modernisation de l'Égypte est considérablement freinée — directement ou indirectement — par les puissances européennes : il n'en reste pas moins que, par ses intentions et par ses efforts, Méhémet Ali a été le plus grand chef d'État que l'Égypte ait connu.

● *Politique extérieure.* Elle est guidée par le désir de faire pression sur le sultan turc en conquérant — pour lui — de nouvelles provinces et par l'ambition impérialiste de Méhémet Ali. C'est l'aspect le moins positif de l'œuvre de ce souverain, car les guerres ont eu pour effet d'augmenter l'hostilité des puissances européennes vis-à-vis de l'Égypte. Résumons-les : conquête de l'Arabie (1811-1818), du Soudan (1820-1823, fondation de Khartoum en 1823), répression des révoltes en Crète (1823) et en Morée (1825-1826) — guerre qui lui coûte sa flotte, détruite à Navarin le 20 octobre 1827 par les puissances européennes alliées — enfin guerres de Syrie en 1831-1833, contre les Russes et les Turcs, et en 1839.

Les campagnes syriennes sont liées à la question d'Orient (voir p. 42). La première guerre syrienne a eu pour effet d'installer les Russes sur la ligne du Bosphore (traité d'Unkiar-Skelessi entre la Russie et la Turquie en juillet 1833). La seconde voit, après la victoire de Méhémet Ali sur les Turcs, une levée de boucliers des puissances européennes — sauf la France qui, isolée politiquement, soutient l'Égypte. Le 27 novembre 1840, Méhémet Ali doit accepter les accords de Londres, réduire son armée, rester sous la souveraineté du sultan et lui restituer sa flotte ; en échange il obtient l'hérédité du pouvoir en Égypte et la gestion du Soudan.

● *Les successeurs de Méhémet Ali.* Ibrāhīm est régent en 1847-1848, après avoir été le brillant lieutenant de son père. Son neveu ʿAbbās Ier (1849-1854), antimoderniste, renvoie les techniciens européens et ferme les usines ; il périt assassiné. Saʿīd (quatrième fils de Méhémet Ali, 1854-1863) revient à la politique de son père et met en chantier, en 1859, le percement du canal de Suez ; il accorde à la *Compagnie universelle* de Ferdinand de Lesseps une concession de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du jour de l'inauguration (répartition des 400 000 actions : 200 000 à la France, 176 000 à l'Égypte, 1 353 au Piémont, 1 083 à Venise, les autres à Barcelone et aux Pays-Bas). Ismāʿīl (1863-1879), fils d'Ibrāhīm, poursuit une politique de modernisation et permet l'achèvement du canal (inauguré en 1869). Son règne — il avait acheté au sultan le titre de *khédive* (du persan *khadiv* = « seigneur ») — fut brillant, mais coûta fort cher à l'Égypte, puisque Ismāʿīl dut vendre à la Grande-Bretagne, en 1875, ses 176 000 actions du canal de Suez : cela devait aboutir à la domination britannique en Égypte sous le règne de son successeur, Tawfiq (1879-1892).

La domination britannique.

● *La politique de grandeur d'Ismāʿīl* a ruiné les finances de l'État égyptien ; une *Commission de la dette publique* est imposée par les puissances européennes (1876) pour surveiller les recettes fiscales et veiller au remboursement des emprunts faits à l'étranger ; deux contrôleurs — un Britannique et un Français — sont chargés d'équilibrer les revenus et les dépenses de l'Égypte. Cette mise en tutelle fut mal acceptée et Ismāʿīl — pourtant digne continuateur de la politique moderniste de Méhémet Ali — fut contraint d'abdiquer en faveur de son fils le 25 juin 1879. Tawfiq apparaît à l'opinion publique égyptienne comme l'homme des Anglais et la classe dirigeante — c'est-à-dire les intellectuels, les officiers et les grands propriétaires fonciers — s'insurge. Un officier égyptien, ʿArābī Pasha, organise une agitation nationaliste qui entraîne l'intervention militaire de la Grande-Bretagne (juillet-septembre 1882) dont les troupes débarquent à Alexandrie et, après de brefs combats, occupent le canal de Suez et Le Caire. La France n'avait pas participé à l'intervention, la Chambre des députés ayant refusé les crédits nécessaires (par 417 voix contre 75). Cette abstention fit de la Grande-Bretagne la seule puissance bénéficiaire de l'opération ; Gladstone avait bien promis que l'occupation serait provisoire : le soulèvement religieux du Soudan oriental où des *Mahdistes* s'étaient emparés de Khartoum (défendu par Gordon) donne aux Britanniques le prétexte de rester dans la vallée du Nil (expédition anglo-égyptienne conduite par lord Kitchener en 1896-1898).

Le problème égyptien rejoint d'ailleurs la politique internationale que dirigeait alors Bismarck. Si la France s'est abstenue d'intervenir en Égypte en 1882, c'est parce qu'elle craignait l'action de l'Allemagne ; lorsqu'on constata que l'Angleterre ne quittait pas l'Égypte, les rapports entre Paris et Londres se tendirent. Ils devaient d'ailleurs — après la chute de Bismarck en 1890 — se tendre davantage au moment de l'expédition de lord Kitchener au Soudan oriental, région convoitée par la France et où fut envoyée une « mission d'étude » commandée par le capitaine Marchand. La rencontre Marchand-Kitchener à Fachoda (septembre-novembre 1898) fut le dernier grand conflit franco-britannique avant l'Entente cordiale.

● *Le statut politique de l'Égypte* demeura le même de 1882 à 1914 (province turque) sous les règnes de Tawfiq (1879-1892) et de ʿAbbās II (1892-1914). En fait, c'est une colonie d'exploitation que la politique économique de la Grande-Bretagne voue à la seule culture du coton, étouffant ainsi la révolution industrielle tentée par Méhémet Ali. Le *consul général* britannique est un gouverneur de fait (lord Cromer de 1883 à 1907, Gorst en 1907, lord Kitchener de 1911 à 1914) et le parti nationaliste égyptien est muselé. Les opposants sont exilés. Cependant, en 1900, le journal nationaliste *al-Liwāʾ (L'Étendard),* de Muṣtafā Kāmil, est autorisé ; le *parti national* (fondé en 1894) se reconstitue (Muṣtafā Kāmil puis, en 1908, Muḥammad Farīd).

Le protectorat britannique (1914-1922).

Le 17 décembre 1914, les Britanniques établissent leur protectorat sur l'Égypte sous le prétexte que l'Égypte est alliée aux empires centraux qu'ils combattent. Le consul général est remplacé par un haut-commissaire (successivement : MacMahon, Wingate, Allenby) ; ʿAbbās II est remplacé par Ḥusayn (avec le titre de *sultan,* ce qui marque, symboliquement, le détachement par rapport à la Turquie), auquel succède en 1917 son frère Fuʾād Ier (né en 1868 ; roi de 1922 à 1936), père du roi Fārūq (= Farouk, 1936-1952) qui devait être le dernier souverain d'Égypte (détrôné) ; son fils Fuʾād II (né en 1952), fut proclamé roi la même année puis écarté du trône l'année suivante.

Le protectorat britannique vit renaître — surtout après 1918 — le nationalisme égyptien. Saʿd Zaghlūl, dit Zaghloul Pacha, organise « une délégation » (en arabe : *wafd*) pour négocier à Londres l'indépendance de l'Égypte. L'agitation est intense en 1918-1919 et, malgré l'arrestation de Zaghloul Pacha et des dirigeants du *Wafd* (le nom désigne maintenant le parti nationaliste), la Grande-Bretagne doit s'incliner devant la colère populaire : le 28 février 1922, elle reconnaît l'Égypte comme État souverain indépendant. Ce n'est qu'une étape de pure forme, car les troupes britanniques restent dans le pays, le haut-commissaire subsiste, le gouvernement de Sa Majesté s'assurant de la bonne volonté du monarque en place (Fuʾād Ier, puis Fārūq).

L'Égypte indépendante de 1923 à 1952.

L'entre-deux-guerres.

● *Les forces en présence.* Il y en a quatre dont le jeu explique l'évolution de la politique égyptienne à partir de 1923.

— *Les Britanniques* qui occupent le pays, contrôlent sa vie politique et participent, avec profit, à son développement économique.

— *Le roi* (Fuʾād, jusqu'en 1936) est acquis à la Grande-Bretagne qui soutient son pouvoir et le préserve des revendications populaires apparentées au socialisme ; son but est de gouverner seul, sans le contrôle du Parlement (la monarchie est constitutionnelle : constitution du 19 avril 1923) où il n'a qu'un seul adversaire : le *Wafd.* Sa lutte contre le Parlement consiste à le dissoudre et à imposer constamment de nouvelles élections générales (il y en eut six en douze ans de règne).

— *Le Wafd* (dirigé par Saʿd Zaghlūl, puis, à partir de 1927, par Nahhas Pacha) est une force politique qui a l'audience de toutes les couches de la nation ; mais il n'a pas de programme social. Il se heurte au *parti constitutionnel* (grands propriétaires fonciers) favorable aux Britanniques et partisan, naturellement, du gouvernement personnel du roi qui excelle dans l'art de distribuer ses faveurs. Il s'oppose aussi au parti *saadiste* (créé en 1937), antianglais, qui représente les industriels capitalistes égyptiens.

— *La banque Miṣr* (fondée en 1920) draine pratiquement tous les capitaux indigènes. Avec l'aide de l'État, ce groupe financier, dont le conseil d'administration comprend des ministres et des hauts fonctionnaires, contrôle en fait la plupart des activités économiques de l'Égypte, pour le plus grand profit de ses actionnaires et souvent aux dépens du pays.

● Lorsque l'Italie fasciste annexe l'Éthiopie (1936), la Grande-Bretagne qui craint l'effet des propagandes totalitaires en Égypte, d'autant plus qu'elles s'appuient sur l'anglophobie des nationalistes égyptiens, se décide à conférer à l'Égypte son indépendance totale (26 août 1936) et à mettre fin au *régime des capitulations* (c'est-à-dire au traité donnant à certaines puissances, dites *capitulaires,* un régime préférentiel) qui remontait à la période ottomane (accords de Montreux, 8 mai 1937). Signalons, enfin que le roi Fārūq qui a succédé à son père en 1936 est favorable, au début de son règne, à l'Allemagne nazie ; il possède d'ailleurs une milice de type fascisant, dont il se sert pour lutter contre le *Wafd* qui réclame une solution nationale au problème du canal de Suez.

La guerre et ses conséquences (1945-1952).

● *La guerre.* L'Égypte a un intérêt stratégique fondamental (voir p. 69) et la Grande-Bretagne a donc intérêt à soutenir le *Wafd* (antinazi) contre le roi Fārūq et ses ministres (pro-allemands). Paradoxalement, c'est aux Britanniques que le parti nationaliste le plus antibritannique doit de prendre le pouvoir en 1942 ; il en profite pour redorer son blason populaire en décidant une série de mesures sociales (légalisation des syndicats, lois sur le travail et les salaires) qui le rendent suspect aux milieux industriels, qui jusque-là le soutenaient (scission : création du *bloc wafdiste indépendant* avec Makram Beid). En 1944, la Grande-Bretagne a gagné la guerre en Afrique, elle n'a plus besoin du *Wafd.* Elle laisse le roi congédier le ministère wafdiste. Quelques mois plus tard, Fārūq n'a plus qu'à déclarer la guerre à l'Allemagne et au Japon (en 1945 !) pour obtenir, à l'ONU, un siège pour l'Égypte.

● *Après la guerre,* les difficultés économiques et politiques se multiplient, les problèmes internationaux deviennent de plus en plus aigus et le nationalisme égyptien va s'exprimer plus violemment que jamais. Pour comprendre ce qui s'est passé en Égypte dans cette période, il ne faut pas perdre de vue l'essentiel : la faiblesse croissante de la position britannique qui perd la face auprès des nations arabes au Moyen-Orient, et les inconséquences de la monarchie où s'étalent les plus basses compromissions. En outre, il faut souligner l'influence de l'ambiance internationale (mouvement de décolonisation ; influence de l'URSS ; problème israélien — l'Égypte et ses alliés arabes ont été vaincus par les Israéliens en 1949), la crise économique et sociale que traverse l'Égypte et le jeu des intérêts étrangers opposés. Troubles et désordres se succèdent jusqu'au coup d'État de juillet 1952.

Le roi Fārūq — dont les journaux européens content surtout les aventures sentimentales et les parties de


Karsh-Camera/Holmès-Lebel

Le raʾīs Djamāl ʿAbd an-Nāsır (Nasser, 1918-1970), président de la République égyptienne ; il a nationalisé le canal de Suez et est devenu le leader du monde arabe qu'il a entraîné dans une guerre dramatique contre le jeune État d'Israël. Sa mort a bouleversé l'Égypte et le monde arabe.

baccara — révoque le cabinet wafdiste (au pouvoir depuis janvier 1950), appelle successivement ʿAlī Maher (février 1952), puis Naguib al-Hilālī (mars). C'est d'ailleurs la dernière tentative politique de Fārūq. De mai à juillet 1952, les ministres se succèdent au sein d'un désordre politique et social généralisé. L'armée elle-même — écœurée par les compromissions du roi et du *Wafd* avec l'occupant britannique — prend ouvertement parti pour un changement de régime : le coup d'État aura lieu le 23 juillet 1952. Ce sera une « révolution blanche ».

L'ÉGYPTE CONTEMPORAINE DEPUIS 1952.

L'orthographe des noms de personnes est, en général, celle qui est adoptée usuellement en Occident.

Le régime nassérien.

Le coup d'État du 23 juillet 1952.

Il est organisé par le *Comité des officiers libres,* créé en 1949, après la défaite palestinienne, par le commandant Nasser et ʿAbd al-Hakīm Amīr (devenu plus tard le maréchal Amer) ; la tête représentative du mouvement est le général Muḥammad Nāguib (= Néguib). Les événements sont rapides. Le 23 juillet 1952, l'armée prend le pouvoir ; le 26 juillet, le roi est contraint d'abdiquer au profit de son fils nouveau-né, Fuʾād, et de s'exiler ; le 16 janvier 1953, les partis politiques sont dissous et remplacés, le 23 janvier, par un parti unique *(Rassemblement de la libération) ;* une constitution est promulguée le 10 février 1953 ; la monarchie est définitivement abolie le 18 juin 1953. Le général Nāguib cumule les fonctions de président de la République et de président du Conseil.

Nasser n'apparaît officiellement qu'en juin 1953 (vice-président du Conseil). La lutte d'influence entre Nasser et Nāguib, marquée par diverses péripéties, se termine par l'élimination complète de Nāguib (14 novembre 1954) après que Nasser a signé avec la Grande-Bretagne un accord sur l'évacuation des troupes britanniques de la zone du canal (19 octobre 1954). Maître du pouvoir, Nasser — le raʾīs — va devenir la principale figure politique du monde arabe.

Politique intérieure.

● *La constitution du 16 janvier 1956* instaure un régime présidentiel rigoureux (constitution et élection de Nasser approuvées par référendum : 99,84 % de oui !). Le *Rassemblement de la libération* change de nom et devient l'*Union nationale* (mai 1957). Son programme est d'instaurer une république démocratique, socialiste et coopérative ; son organisation est pyramidale (organisations locales élues au suffrage universel, organisations régionales, provinciales et nationales choisies par élections internes, comité suprême nommé par le président de la République).

En février 1958 (constitution provisoire), la Syrie et l'Égypte se fondent en une *République arabe unie* (capitale : Le Caire) à laquelle se joint, fédérativement, le Yémen. La Syrie, systématiquement défavorisée, rompt avec l'Égypte et reprend son autonomie en septembre 1961. Nasser s'incline devant le fait accompli, mais conserve pour l'Égypte la dénomination de République arabe unie — avec l'espoir — de plus en plus vain — de voir un jour l'union se reconstituer. Il considère, en effet, que l'échec de sa politique est dû aux puissances impérialistes et capitalistes (en fait, elle est le résultat de l'autoritarisme délirant des Égyptiens vis-à-vis des Syriens).

● *En 1962,* après une politique de nationalisations et de confiscations, Nasser fait approuver une *charte nationale* révisant — après autocritique — les principes de la révolution qu'il a accomplie. Il remplace l'*Union nationale* par l'*Union socialiste arabe* et intensifie l'effort dirigiste et socialiste. Des modifications constitutionnelles (27 septembre 1962, 23 mars 1964) précisent, après de nombreux tâtonnements, la nature présidentielle du régime. Le 14 mars 1965, le mandat du *raʾīs* est renouvelé par référendum (6 847 014 voix pour Nasser ; 65 voix contre !).

● *Les problèmes économiques et sociaux* sont nombreux dans la République arabe unie ; ils existaient déjà avant la Seconde Guerre mondiale, mais ils n'apparaissaient pas avec la même acuité (sinon chez les paysans — les *fellahs* — classe traditionnellement « sacrifiée » depuis l'époque pharaonique). Voici les principales difficultés qui se présentent :

— La démographie galopante est le mal le plus sérieux. À l'époque de Méhémet Ali, il y avait 3 millions d'habitants en Égypte ; il y en avait 12 millions à la fin de la Première Guerre mondiale, 19 millions à la fin de la Seconde, 42 millions au début des années 1980. Cette situation pose le double problème du chômage (entre 16 et 20 % de la population active) et du ravitaillement. Les préjugés religieux et l'arriération des masses rendent difficile le contrôle des naissances.

— L'économie planifiée (plan décennal en deux parties : 1960-1965 et 1965-1970) est perturbée par cet accroissement démographique, mais aussi par une bureaucratie envahissante. Dans ces pays où la corruption a été pendant longtemps la règle générale, les dirigeants ont pensé pouvoir lutter contre elle en employant la vieille arme des « formalités » imitées des anciens régimes administratifs européens. Malheureusement l'imitation est devenue souvent caricature et, là aussi, l'ignorance et l'incapacité des fonctionnaires subalternes freinent le progrès.

— La balance des paiements est en constant déficit, alourdi par les charges militaires (guerre d'Israël, guerre du Yémen, intervention au Soudan). Les recettes du canal (20 % des devises annuelles) ne suffisent pas à combler ce déficit, d'où les emprunts de la République arabe unie à l'étranger (États-Unis, République fédérale allemande, URSS).

● *Après la mort du président Nasser* (28 septembre 1970), c'est le vice-président de la République, Anwar as-Sādāt (Anouar al-Sadate pour les Occidentaux) qui lui succède à la tête de l'État (élu le 16 octobre 1970) ; pendant onze ans, jusqu'à sa mort, le 6 octobre 1981 (il a été assassiné par un groupe d'extrémistes religieux au cours d'une cérémonie militaire), il a occupé les fonctions de chef de l'État.

L'orientation de sa politique intérieure a été fonction de sa politique extérieure (voir ci-dessous, p. 74). Sadate rencontre en effet trois oppositions potentielles :

— les adversaires de sa politique de rapprochement avec les États-Unis ;

— les adversaires de sa politique israélienne (négociation et non plus guerre) ;

— les extrémistes musulmans — peu nombreux en 1970, mais dont le mouvement s'amplifie à partir de 1976/1977.

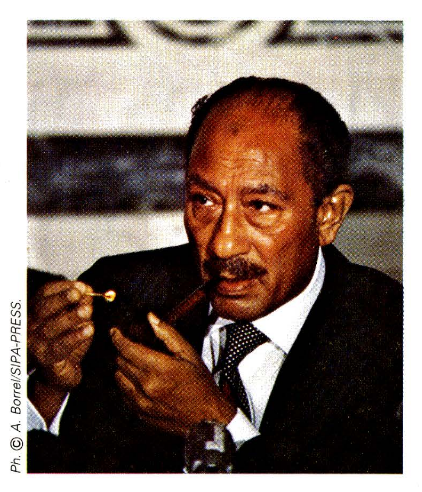
Enfin, il faut ajouter à cela les problèmes intérieurs de l'Égypte : manque de matières premières, crise économique permanente, surpopulation, etc.

Les premières mesures prises par le président Sadate vont donc concerner l'élimination politique des radicaux (limogeage du vice-président Ali Sabri et épuration de l'*Union socialiste arabe,* prosoviétique, en mai 1971). Les perspectives d'union avec les républiques syrienne et libyenne sont écartées et, après un référendum constitutionnel, la République arabe unie de Nasser devient la *République arabe d'Égypte* (1er septembre 1971). Un nouveau gouvernement est formé le 16 janvier 1972, sous la présidence de Aziz Sedki qui démissionnera le 24 mars 1973 (après l'expulsion des 20 000 « conseillers militaires » soviétiques en juillet 1972 et le passage de l'Égypte dans le camp occidental). A partir de cette date, et jusqu'en 1976, Sadate assume le double rôle de président de la République et de Premier ministre. Il a, comme vice-président, le général Hosni Moubarak.

De 1973 à 1981, les succès extérieurs du président Sadate confortent son pouvoir : il est évidemment réélu président de la République en 1976, il obtient une ratification spectaculaire du traité de paix conclu avec Israël (référendum du 19 avril 1979 : 99,95 % de « oui » au traité de paix) et ses partisans triomphent aux élections législatives de juin 1979 (le parti national démocrate obtient 343 sièges sur 382). Toutefois, l'opposition se fait entendre dans ses journaux, aussi bien chez les progressistes que chez ceux qui appartiennent à la droite réformiste (Parti socialiste du travail) ; un *Front national égyptien* rassemble les opposants au régime qui vivent à l'étranger (créé en 1980 par le général Saadeddine Chazli) et appelle au renversement de Sadate par tous les moyens ; en Égypte même, les extrémistes religieux (intégristes musulmans, dont la formation la plus modérée est celle des *Frères musulmans* d'Omar Telemsani) fomentent des petits complots et des émeutes (attentats contre les chrétiens coptes qui représentent près de 15 % de la population égyptienne). Le président Sadate, avec l'aide d'un gouvernement qui le suit fidèlement sous les directions successives de Maḥmūd Salem et de Muṣṭafā Khalīl, emploie tour à tour la répression et la politique de compréhension pour faire face à cette opposition grandissante. Mais, le 6 octobre 1981, un groupe d'extrémistes, dirigé par un jeune officier (le lieutenant Istambouli), l'abat au cours d'un défilé militaire : les quatre meurtriers et l'idéologue du groupe (Abd-es-Salam Farraj) sont condamnés à mort et exécutés (15 avril 1982) ; plusieurs centaines d'extrémistes musulmans sont emprisonnés.

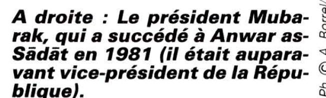
Le successeur d'Anouar al-Sadate est son vice-président, élu président de la République le 13 octobre 1981, Hasni Moubarak (il était candidat unique). Celui-ci a, évidemment, dirigé le procès contre les assassins de Sadate, mais il entreprend une politique d'apaisement (libération d'opposants progressistes et de quelques extrémistes religieux emprisonnés en septembre 1981 par le président assassiné) et choisit comme Premier ministre Fouad Mohieddine (janvier 1982). Il n'en reste pas moins que l'intégrisme musulman est — beaucoup plus que les mouvements progressistes et nassériens — la force la plus dangereuse pour le régime et, en mai 1982, la peine de mort a été requise contre plus de deux cents extrémistes religieux.

● *L'AFM.* Il faut dire ici quelques mots de l'*Association des Frères musulmans* (AFM), l'organisation intégriste sunnite la plus ancienne (elle a été créée en 1928, à Ismāʿīlīyya, en Égypte, par un instituteur, Ḥasan al-Bannāʾ (1906-1949), fils d'un docteur de l'Islām, attiré par le soufisme lorsqu'il était encore adolescent, militant infatigable, opposant aux différents gouvernements et finalement assassiné par ses adversaires en février 1949). L'AFM — dont le nom arabe est *Djam ʿiyyat al-Ikhwān al-Muslimīn* — a d'abord été une confrérie religieuse et sociale qui a essaimé en sections à travers toute l'Égypte (fondation d'écoles, cours d'instruction religieuse, hôpitaux, etc.). Après la signature du traité anglo-égyptien (1936), l'AFM soutient la cause des Arabes de Palestine et al-Bannaʾ organise une violente campagne anti-britannique au Moyen-Orient ; il avait sans doute créé des milices secrètes, attendant une occasion favorable de prendre le pouvoir et luttait à la fois contre les Britanniques et contre les communistes et la gauche égyptienne. C'est un Frère musulman qui assassina, le 28 décembre 1948, le chef du gouvernement Égyptien d'alors, a-Nuqrāshī et le meurtre d'al-Bannāʾ qui suivit peut être considéré comme une représaille (bien qu'aucune enquête n'ait été ordonnée sur ce crime). A partir de 1952, l'Égypte de Nasser ne considère plus l'AFM comme un adversaire politique, mais, dès 1953, les Frères musulmans s'opposent au régime et à la politique de Nasser (qui échappe de peu à un attentat commis contre lui le 26 octobre 1954 par un Frère). Le successeur d'al-Bannāʾ, al-Huḍaybī fut condamné à la prison à vie et plusieurs militants arrêtés ou exécutés ; un nouveau « Guide suprême » (titre du chef de la confrérie) fut choisi par les Frères : ʿUmar



Ph. © A. Borrel/SIPA-PRESS.

A gauche : Anwar as-Sādāt (= Anouar al-Sadate), né en 1918, assassiné en 1981, successeur de Nasser (1970) à la tête de l'Égypte dont il a fait un État musulman modéré. Ses adversaires lui reprochaient essentiellement d'avoir signé, avec Israël, les accords de Camp David.



A droite : Le président Mubarak, qui a succédé à Anwar as-Sādāt en 1981 (il était auparavant vice-président de la République).



Ph. © A. Borrel/SIPA-PRESS.

Telemsani (en 1970), lorsque Sadate redonna droit de cité au mouvement, pour lutter contre l'opposition marxiste et nassérienne. A l'heure actuelle, l'AFM compte environ un million d'adhérents/sympathisants en Égypte, où elle constitue le groupe de pression le plus puissant ; il y a des associations similaires en Syrie et au Soudan, et les Frères musulmans jouissent de larges sympathies dans le monde musulman.

La doctrine de l'AFM est résumée dans la formule du premier Guide suprême : *« L'Islām est dogme et culte, patrie et nationalité, religion et État, spiritualité et action, Coran et sabre. »* Cette formulation explique leur position anti-israëlienne dure, anti-occidentale et anti-communiste. L'AFM a été assez puissante pour imposer l'amendement de mai 1980 à la constitution égyptienne (la loi musulmane fondement de la législation). Elle est à l'origine des persécutions contre les coptes et — peut-être indirectement — du meurtre/exécution de Sadate.

La politique extérieure de l'Égypte.

Ligne générale.

● *La politique nassérienne* est une politique neutraliste que la guerre contre Israël a progressivement transformée. L'Égypte a refusé d'adhérer au pacte de Baghdād (voir p. 46) et s'est entendue avec les pays afro-asiatiques à la conférence de Bandoeng en 1955. Depuis cette date, la République arabe unie a entretenu avec l'URSS des relations de plus en plus étroites, et cela jusqu'à l'avènement du président Sadate, le successeur de Nasser, n'hésitant pas à invectiver l'impérialisme et le colonialisme d'Occident, ce qui lui confère un prestige considérable auprès de l'opinion publique, particulièrement sensible aux démonstrations oratoires (cette remarque n'est pas ironique : l'opinion publique italienne et l'opinion publique allemande ont été littéralement envoûtées par les proclamations du Duce et du Führer, d'autant plus efficaces qu'elles étaient plus démagogiques).

Vis-à-vis des nations arabes, Nasser tente d'orienter la Ligue arabe dans le sens de sa politique personnelle ; il y est d'ailleurs parvenu avec succès et n'a pas hésité à donner des gages de la solidarité égyptienne à l'égard des pays frères (assistance au mouvement de libération algérien, intervention au Yémen et lors du conflit frontalier entre l'Algérie et le Maroc) ; son désir de se présenter comme le « chef de file » du tiers monde le conduit parfois à une politique de prestige (exemple : l'aide au Congo).

Mais toutes ces lignes directrices s'effacent devant le problème fondamental : Israël (voir p. 49). Vis-à-vis de ce pays, Nasser a pris une position irréductible, soutenu plus ou moins ouvertement par l'URSS. Les graves échecs militaires qu'il a subis et qu'il a fait subir à ses alliés (Syrie et surtout Jordanie) n'ont pas entamé son prestige : après avoir été considéré comme le chef tout-puissant qui allait reconquérir la Terre Sainte de l'islām, il a été regardé comme la victime glorieuse des impérialistes et des colonialistes. Cet état de choses se déroule dans un climat oratoire particulièrement violent qui n'est pas sans rappeler les envolées patriotiques et revanchardes du boulangisme ou les discours impérialistes de Disraeli et de Chamberlain, selon qu'il s'agit de venger l'injure faite aux armes égyptiennes ou de s'élancer dans une guerre considérée comme juste et noble. C'est d'ailleurs cette certitude aveugle de représenter la bonne cause — l'adjectif « aveugle » a été employé par Habib Bourguiba — qui rend dramatique la situation internationale au Moyen-Orient.

● *Le conflit israëlo-arabe* est à la base de la politique extérieure de l'Égypte, qui a subi trois défaites importantes en 1947-1949 (occupation du Néguev par Israël aux dépens de la Jordanie), lors du conflit de 1956 qui a motivé l'intervention franco-anglaise et lors de la guerre des Six jours, en 1967 (occupation du Sinaï égyptien par Israël, qui menace directement le Canal de Suez). Le panarabisme de Nasser, ses efforts pour unir le monde arabe divisé, tout cela a échoué et le conflit armé entre Jordaniens et Palestiniens, en 1970 (« septembre noir ») est peut-être le signe le plus dramatique de cette division.

Le président Sadate a changé de politique. Il ne se faisait sans doute guère d'illusions sur une possible unité du monde arabe à court terme, et il a choisi de se tourner vers les États-Unis, renonçant à l'aide militaire soviétique (expulsion des conseillers militaires soviétiques en juillet 1972). Il lance une quatrième guerre israëlo-arabe (guerre du Kippour, 6-22 octobre 1973) qui permet à l'Égypte, alliée à la Syrie, de reconquérir une partie du Sinaï (accord dit « du kilomètre 101 » le 18 janvier 1974). À la même époque l'OPEP *(Organisation des pays exportateurs de pétrole)* décide d'utiliser contre Israël l'arme pétrolière (premier « choc pétrolier », 16 octobre 1973). En 1974-1975, le président Sadate développe sa politique pro-américaine (reprise des relations diplomatiques, aide financière des États-Unis à l'Égypte), qui débouche sur la réouverture du Canal de Suez, fermé depuis la guerre des Six jours (5 juin 1975), sur la réconciliation avec la Jordanie (janvier 1977) et sur les négociations avec Israël (visite de Sadate à Jérusalem, le 19 novembre 1977, signature des accords de Camp-David le 17 septembre 1978, voir p. 49, et traité de paix israëlo-égyptien du 27 mars 1979).

Cette politique, continuée par Hosni Moubarak, a eu pour effet d'isoler l'Égypte du monde arabe (Sadate a été considéré comme un « traître » par rapport à l'islām) et de renforcer l'agitation intégriste, comme on l'a dit plus haut. On peut d'ailleurs se poser la question de la valeur d'une paix séparée entre l'Égypte et Israël : certes, à première vue, c'est un pas en avant dans le sens de la paix, mais c'est peut-être une politique à courte vue, une politique cosmétique, qui cache une guerre latente qui pourrait être une tragédie pour l'Égypte (les accords de Münich avaient aussi satisfait les pacifistes ; ils n'ont fait que retarder la guerre mondiale).

Les grandes crises.

● *La question du Soudan* — sous domination anglo-égyptienne — a été à l'origine des premiers échecs de la politique nassérienne. L'Égypte avait reconnu au Soudan le droit à l'autodétermination, mais avec l'espoir que triompheraient les tendances unionistes (union à l'Égypte). C'est d'ailleurs celles-ci qui l'emportent aux élections de 1953, mais le revirement est brutal (manifestations antiégyptiennes en mars 1954) et, après de longues négociations, l'indépendance absolue du Soudan est proclamée le 1er janvier 1956.

● *L'affaire de Suez* est plus grave. Elle a pour origine un différend américano-égyptien : mécontents de l'accord passé par Nasser avec la Tchécoslovaquie, les États-Unis décident de ne plus apporter leur aide (et leurs fonds) à la construction du barrage d'Assouan. Le 26 juillet 1956, Nasser riposte en nationalisant le canal de Suez. Israël — à qui le canal a toujours été interdit — décide de se mêler à ce conflit entre l'Égypte et les trois « Grands » occidentaux (États-Unis, Grande-Bretagne, France) et de se livrer à une « guerre préventive » pour mettre fin à la guérilla incessante des commandos arabes sur son territoire. La France — engagée dans la guerre contre le *Front de libération national* d'Algérie que soutient Nasser — et la Grande-Bretagne donnent leur accord. Le 29 octobre, les troupes israéliennes foncent à travers le Sinaï ; deux jours plus tard, la Royal Air Force et l'Armée de l'Air française bombardent les aérodromes égyptiens ; Port-Saïd est attaqué alors que, manœuvre de désespoir, Nasser fait obstruer le canal. Le 6 novembre, les combats cessent sous la pression ferme de l'ONU, des États-Unis et de l'URSS ; les « casques bleus » de l'ONU s'installent sur la ligne de démarcation entre Israéliens et Égyptiens. Le prestige de Nasser sort grandi de cette affaire (il a résisté victorieusement aux grandes puissances et mis un terme à la vieille « politique de la canonnière ») ; Israël de son côté obtient l'ouverture du port d'Eilat et le droit de navigtion sur la mer Rouge.

● *La troisième crise concerne directement l'État d'Israël.* La guerre des Six jours (juin 1967, voir p. 49) provoque le resserrement des liens avec l'URSS (visite de Podgorny en juin 1967), des transformations à l'intérieur de l'équipe dirigeante (suicide du maréchal Amer en 1968) et la réunion d'une conférence à quatre (États-Unis, URSS, France et Grande-Bretagne) pour l'examen de la situation au Moyen-Orient.

● *La quatrième crise est encore israélo-arabe.* Cette fois-ci, c'est l'Égypte, alliée à la Syrie, qui a lancé une offensive surprise dans le Sinaï (guerre du Kippour, 6-22 octobre 1973). En voici la chronologie :

La guerre du Kippour et ses prolongements diplomatiques.

Dates	Événements
6 octobre 1973	Déclenchement des opérations militaires ; avance des troupes égyptiennes dans le Sinaï et des troupes syriennes sur le plateau du Golan.
10 octobre 1973	Contre-offensive israélienne dans le Golan (général Tsahal).
12-15 octobre 1973	Contre-offensive israélienne vers le Canal de Suez (général Sharon et général Bren).
22 octobre 1973	Cessez-le-feu.
21 décembre 1973	Ouverture de la Conférence de Genève sur le Proche-Orient (Égypte, Jordanie, Israël ; l'Iraq et la Syrie n'y participent pas ; la Conférence se tient à l'initiative des États-Unis et de l'URSS).
18 janvier 1974	Accords « du Kilomètre 101 » définissant la ligne de démarcation entre forces égyptiennes et forces israéliennes dans le Sinaï ; création d'une « zone tampon » contrôlée par l'ONU.
31 mars 1974	Accord de désengagement partiel sur le Golan.

L'ÉTHIOPIE ET LA SOMALIE

L'ÉTHIOPIE.

L'Éthiopie (anciennement l'Abyssinie) est actuellement un État africain qui englobe en outre la province maritime de l'Érythrée, sur la mer Rouge. Son histoire ancienne remonte à l'époque pharaonique ; son histoire moderne au règne de Théodoros II (1855-1868).

Des origines à Théodoros II.

Le royaume d'Aksūm.

Le peuplement du plateau abyssin et de la Somalie est de caractère mixte. En dépit de la couleur noire de leur peau, les Éthiopiens se différencient des Noirs africains par leur chevelure (non crépue), l'absence de prognathisme (la mâchoire n'est pas allongée en avant) et le modelé du nez (parfois busqué). En raison de nombreux métissages, les caractères négroïdes sont plus nets vers le sud et disparaissent vers le nord. La classification des peuples de cette région ne peut guère se faire qu'à partir de critères linguistiques et culturels.

Territoire plus ou moins vassal de l'Égypte pharaonique, le pays reçoit, vers le XIIe siècle av. J.-C., des immigrants sémites venus d'Arabie du Sud (du royaume de Saba, voir p. 22) ; une tribu yéménite, les *Ḥabashat*, donne son nom à la région (l'Abyssinie). Autour de la ville d'Aksūm (au nord du Tigré, en Érythrée), avec Adolis comme port (sur la mer Rouge), se développe un royaume, dont le souverain porte le titre de *negusa nagast* (« roi des rois » négus), où l'on parle la langue *guèze* (dérivée du sudarabique) et qui connaît son apogée au début de l'ère chrétienne. Le royaume d'Aksūm est en relations commerciales avec Alexandrie et le monde hellénistique ; la religion est un mélange de cultes hellénistiques (Arès, Poséidon, Phoïbos) et orientaux (Ishtar).

Le fait le plus important est l'évangélisation du royaume d'Aksūm au IVe siècle ap. J.-C. par Frumentius et Aedesius, sous le règne du négus Aezanas (320-342). L'Église éthiopienne (dont le chef se nomme l'*abouna*) sera rattachée à l'Église copte égyptienne, mais conservera des rites originaux (influences africaines et hébraïques). Sur le plan « international », retenons la victoire du négus chrétien d'Aksūm sur le royaume égyptien de Meroë (350), et l'invasion de l'Arabie du Sud par le négus Ellesbaas (524). Le déclin d'Aksūm commence avec le développement de l'islām, au VIIe siècle. La langue guèze subsistera comme langue littéraire et sacrée.

L'Éthiopie ancienne.

● *Devant la poussée de l'islām* sur les côtes de la mer Rouge, les « Aksūmites » s'enfoncent dans l'intérieur et se mêlent aux habitants du Tigré, du Choa et de l'Amhara, les *Agaw*, qui sont des païens et qu'ils christianisent peu à peu, adoptant progressivement leur langue (l'*amharique*). Ainsi se constitue le royaume chrétien d'Éthiopie où la dynastie *agaw* des *Zagwé* prend le pouvoir en 1137 (règne de saint Lalibala, 1190-1225). Les Zagwé résistèrent avec bonheur à l'islamisation.

● *Le pouvoir change de mains en 1270.* Le fondateur de la nouvelle dynastie est *Yekuno Amlak* (1270-1285) ; il s'installe sur le trône par un coup de force (meurtre du dernier souverain Zagwé ou — selon une

version légendaire — abdication de ce souverain à la demande d'un moine vénéré comme un grand saint, Takla Haymanot). À la fin du XIIIe siècle, se crée la légende que la dynastie de Yekuno Amlak descend en ligne directe de Salomon et de la reine de Saba. Cette légende est trop célèbre pour que nous la passions sous silence : la reine de Saba (au Yémen), appelée aussi Bilqīs, attirée par la renommée du roi Salomon, aurait été lui rendre visite à Jérusalem. Le successeur de David aurait réussi à partager sa couche en usant d'un stratagème et de ses rapports avec la reine de Saba serait né un fils, Ménélik, ancêtre de Yekuno Amlak. Il s'agit, évidemment, d'une pure légende, répandue sans doute pour les besoins de la cause ; elle figure dans l'épopée nationale éthiopienne, la *Kebra Nagast (« La Gloire des rois »)*, écrite au XIVe siècle. En 1941, un décret du négus (Hailé Sélassié), qui venait de reconquérir son Empire, lui a donné valeur officielle (il n'est pas impossible que cette décision ait eu des motifs politiques voisins de ceux qui avaient présidé à la création de la légende).

La dynastie salomonide eut surtout à lutter contre l'islām. Nous passerons sur les détails des guerres sans nombre que menèrent les négus contre les musulmans, pour retenir quelques faits essentiels.

— Les musulmans s'installent dans l'Est, c'est-à-dire vers la Somalie moderne (Adal, Harar, Ifat). Les régions du Sud-Est — païennes — se convertissent facilement à l'islām, par réaction contre la poussée éthiopienne.

— C'est du Harar que partit l'imam Aḥmad Grān b. Ibrāhīm (Aḥmād le Gaucher) qui conquit en 1530-1531 le royaume chrétien d'Éthiopie, où il se maintint jusqu'en 1543.

— Les Éthiopiens furent sauvés de l'islām par les Portugais (Christophe de Gama). Les relations entre l'Éthiopie et la chrétienté européenne remontent d'ailleurs au XIIe siècle : il circulait en Europe des légendes sur le royaume du « Prêtre Jean », personnage mystérieux désignant sans doute le négus. Avec les Portugais apparurent en Éthiopie les jésuites qui entreprirent de convertir le pays au catholicisme romain et ne réussirent qu'à y introduire les désunions et les guerres religieuses entre monophysites, orthodoxes et catholiques.

— C'est à la faveur de ces guerres que les *Galla* — en provenance du Harar — ravagent le plateau abyssin. Les négus fixent alors leur capitale, jusque-là itinérante, à Gondar et le pays s'enfonce dans l'anarchie : guerre féodale entre les *ras* (seigneurs provinciaux) et le négus, invasion et soulèvement des tribus galla, guerres religieuses. Il n'y a plus de souverain légitime. A partir de la fin du XVIIIe siècle, les *ras* placent sur le trône des « négus fainéants », les assassinent lorsqu'ils ne leur conviennent plus, etc.

L'Éthiopie moderne.

Théodoros II (1855-1868).

Le fils d'un *ras* de Kouara, Kassa, mit fin à l'anarchie qui régnait en Éthiopie et se fit couronner négus sous le nom de Théodoros II en 1855. Avec énergie, il tenta d'unifier le pays, de faire cesser les luttes religieuses et de moderniser l'État. Bien conseillé par le consul britannique Plowden (assassiné en 1860 ; pour le venger, Théodoros II fit exécuter 15 000 personnes), il échoua dans ses tentatives en raison des intrigues des missionnaires et des puissances européennes qui commencent à s'intéresser à l'Éthiopie depuis que le canal de Suez est à l'ordre du jour. Théodoros II se suicide en 1868.

Ménélik II (1889-1913).

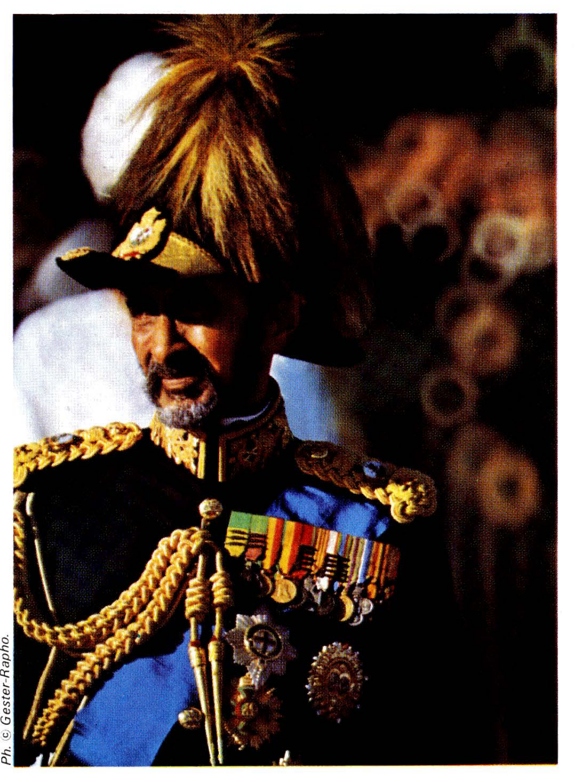
Après l'ouverture du canal de Suez, les Européens se ruent sur l'Éthiopie qui est de nouveau retombée dans l'anarchie. La France s'installe à Obok, sur la côte des Somalis (1881) et à Djibouti (1885) ; l'Italie à Assab (1882) et à Massoua (1885). Les Britanniques soutiennent le nouveau négus, Jean IV (1872-1889) auquel ils ont fourni les moyens de prendre le pouvoir aux dépens de l'héritier légal du titre, le « Salomonide » Ménélik II (né en 1844). Ménélik tient le centre du pays (le Choa) sur lequel il règne depuis 1865. Il laisse Jean IV combattre les musulmans mahdistes du Soudan menés par Muḥammad Aḥmad b. ʿAbd Allāh, qui se dit le *Mahdī* et se tourne vers les Italiens qui lui vendent des armes avec lesquelles il conquiert le Harar et le pays *galla* (de 1883 à 1890). C'est dans cette période que l'Éthiopie, le paradis des trafiquants d'armes, reçoit le plus illustre d'entre eux, illustre pour d'autres raisons, fort heureusement : le poète Arthur Rimbaud. A la mort de Jean IV, en 1889, Ménélik est le souverain officiel (et réel) de l'Éthiopie qu'il a agrandie par ses conquêtes. L'événement le plus important de son règne est la guerre contre les Italiens. Ménélik avait accordé un régime préférentiel à l'Italie (droits sur l'Érythrée, contrôle de la politique extérieure de l'Abyssinie) en échange de crédits pour équiper son armée (traité d'Ucciali, négocié par son frère, le *ras* Makonnen). En 1893, il dénonce le traité (après avoir remboursé l'emprunt). L'Italie (gouvernée par Crespi) envoie une armée commandée par le général Baratieri pour punir le négus et conquérir l'Abyssinie. En 1895, Baratieri marche donc sur Addis-Abeba (capitale de Ménélik depuis 1894), rencontre l'armée éthiopienne à Adoua le 1er mars 1896 et subit une défaite retentissante (sur 17 500 hommes, les Italiens eurent 12 000 tués et 4 000 prisonniers). Cette victoire préserva sans doute l'Éthiopie du sort des autres pays africains. Addis-Abeba reçut des délégations des principaux pays d'Europe ; des traités furent signés définissant les frontières de l'Abyssinie, dont l'intégrité fut garantie par les puissances européennes en 1906.

Hailé Sélassié.

Ménélik mourut en 1913, mais de 1907 à sa mort le pouvoir avait été exercé par un *Conseil du trône* en raison de son état de santé (attaque d'hémiplégie en 1907). A sa mort, le prince héritier (Lidj Yasū) converti à l'islām, ayant été déposé, le royaume fut gouverné par un « trio » composé de l'impératrice Zaouditou, du général Habta Gyorgis (mort en 1926) et du neveu de Ménélik, le *ras* Tafari. Ce dernier, préoccupé surtout de politique extérieure, fit admettre l'Abyssinie à la Société des Nations (1923), élimina Zaouditou du pouvoir (1928), réprima les soulèvements *galla* et les soulèvements de l'Ogaden (1928-1931). A la mort de Zaouditou en 1930, Tafari se fit couronner empereur sous le nom de Hailé Sélassié (2 avril 1930). Il régna jusqu'en 1974 sur l'empire d'Éthiopie.

Son règne a été interrompu en 1936 par la conquête de l'Éthiopie décidée par Mussolini. Le 5 mai 1936, le négus, que la SDN avait été impuissante à secourir, partait pour l'exil : il devait y rester cinq ans. L'occupation italienne a été pour l'Éthiopie un bienfait politique et — paradoxalement — l'Italie fasciste a peut-être plus fait pour l'unité du pays que le négus Ménélik. Les Italiens ont construit des moyens de communication, tenté d'éliminer les féodalités ; lorsque Hailé Sélassié put reprendre sa couronne, à la faveur de la Seconde Guerre mondiale (10 avril 1941) et avec l'assistance des Britanniques, il élimina les leaders musulmans qui avaient toujours menacé l'unité éthiopienne et qui avaient « collaboré » avec l'occupant italien. En jouant avec habileté le jeu diplomatique, il obtint même d'agrandir son empire jusqu'à la mer en y intégrant l'Érythrée italienne (province fédérée à l'Éthiopie en 1952, partie intégrante de l'empire unitaire d'Éthiopie en 1960).

L'empereur Hailé Sélassié (1892-1975). Chassé de son pays de 1935 à 1941 par la conquête italienne, il fut déposé par les militaires en 1974 à la suite d'une crise qui souleva tout le pays.



Ph. © Gester-Rapho.

Souverain absolu, le négus a libéralisé le régime politique en 1966 en augmentant les droits du Premier ministre (qui nomme maintenant lui-même les membres du Cabinet) et ceux du Parlement (amendements à la constitution de 1955). Sur le plan extérieur, le prestige de l'Éthiopie s'accroît, en raison du choix d'Addis-Abeba comme siège de l'Organisation de l'Unité Africaine ; les conflits frontaliers avec les États voisins (Somalie, Soudan, Kenya) s'apaisent pendant cette période et l'Éthiopie se réconcilie avec l'Italie (novembre 1970).

A partir de 1971/1972, la situation politique se dégrade. Le gouvernement du négus est contesté et une junte militaire le dépose en septembre 1974. Un conseil gouvernemental provisoire est mis en place ; les leaders révolutionnaires se succèdent au pouvoir (général Andom, général Teferi Bante, lieutenant-colonel Mengistu, encore en place à la fin de 1982). La junte doit faire face à la situation économique désastreuse (l'Éthiopie est un des pays les plus pauvres du monde), aux oppositions de toutes sortes, aux mouvements sécessionnistes (l'Érythrée, depuis 1970, mais aussi de nombreuses provinces éthiopiennes) ; la méthode répressive semble être la seule que sache appliquer le lieutenant-colonel Mengistu, qui s'appuie sur l'URSS et sur la Libye. La chronologie ci-après résume quelques événements importants.

L'Éthiopie de 1970 à 1982.

Dates	Événements
Nov. 1970	Réconciliation avec l'Italie. Répression de la rébellion en Érythrée.
Février 1974	Début d'une grave crise intérieure (agitation, grèves, mutineries militaires) ; Endalkachew Makonnen Premier ministre.
12 sept. 1974	Le négus Hailé Sélassié est déposé par une junte militaire (général Aman Andom). Instauration d'un Conseil militaire gouvernemental provisoire.
23 nov. 1974	Élimination d'Andom, exécuté avec une soixantaine de personnalités politiques (dont Makonnen). Le général Teferi Bante (modéré) lui succède.
20 déc. 1974	Publication d'un programme socialiste de gouvernement (réforme agraire, nationalisations, administration régionale). Par ailleurs, Teferi Bante mène une lutte serrée contre la rébellion sécessionniste d'Érythrée.
1975	De nombreuses tendances sécessionnistes apparaissent dans différentes provinces (Afars d'Éthiopie, tribus somalies de l'Ogaden, au Godjam, en pays Galla, etc.).
3 fév. 1977	Coup d'État militaire : Teferi Bante est tué ; le lieutenant-colonel Mengitsu Hailé-Mariam président du Conseil militaire gouvernemental provisoire ; nombreuses exécutions. Réduction de l'aide américaine à l'Éthiopie. La guerre au Godjam et au pays Galla s'intensifie.
1977-1980	Le régime du colonel Mengistu est particulièrement dur (plusieurs dizaines de milliers de prisonniers politiques, arrestations et exécutions arbitraires) ; il n'a pas résolu les problèmes posés par les guerres d'indépendance qui se déroulent en Érythrée et en Ogaden.
Août 1981	Pacte de coopération militaire signé à Aden par l'Éthiopie, le Yémen du Sud et la Libye.
Mars 1982	Rupture des relations avec la France, accusée de soutenir les menées séparatistes de l'Érythrée.

LA SOMALIE ET LA CÔTE DES SOMALIS.

La Somalie.

La *république démocratique de Somalie* est née le 1er juillet 1960 de la fusion de deux territoires : le *protectorat britannique de Somaliland* et l'ancienne *Somalie italienne* colonisée à partir de 1885 et administrée par l'Italie jusqu'en 1960.

Ce jeune État, dirigé successivement par Adan ʿAbd Allāh ʿUthmān (1960-1967) et ʿAbd ar-Rashīd ʿAlī Shermake (élu en 1967), se développe, en particulier, grâce à l'aide soviétique. La vie intérieure est contrôlée par la *Somali Youth League (Ligue somalie de la jeunesse)* qui détient 69 sièges sur 123 à l'Assemblée (élections en 1967). La politique extérieure est axée sur des revendica-

tions territoriales. La Somalie réclame en effet des provinces à l'Éthiopie, au Kenya et à la France (la Côte française des Somalis). Ces revendications ont entraîné des conflits frontaliers (en 1964 avec l'Éthiopie, en 1968 avec le Kenya) et diplomatiques (rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne en 1963 au sujet des provinces sud-est du Kenya, réclamation à l'ONU de l'indépendance de la Côte française des Somalis en 1966).

Après l'assassinat de ʿAlī Shermake (15 octobre 1969), le général Muḥammad Syaad Barré prend le pouvoir (21 octobre 1969). Jusqu'en 1977, il gouverne en fondant sa politique sur un rapprochement avec l'URSS (accords du 11 juillet 1974) ; en 1976, le Conseil suprême de la révolution, institué après le coup d'État de 1969, transmet ses pouvoirs au *Parti socialiste révolutionnaire somalien* (PSRS), dont le général Syaad Barré est le secrétaire général. Depuis 1977, la Somalie se rapproche du bloc occidental : expulsion des techniciens soviétiques en novembre 1977, adoption d'une constitution le 25 août 1979 (Muḥammad Syaad Barré élu président de la République le 26 janvier 1980), location aux États-Unis de la base militaire de Berbera (1982).

La politique extérieure régionale de la Somalie est marquée par des revendications territoriales sur le Nord du Kenya, la province éthiopienne d'Ogaden (dans ce conflit, l'Éthiopie est soutenue par l'URSS), le territoire des Afars et des Issas (maintenant indépendant, voir ci-dessous). L'Éthiopie soutient les partis d'opposition du gouvernement en place ; des mutineries et des émeutes se produisent en 1981-1982 : elles laissent présager de graves remous politiques.

La République de Djibouti.

● *Phase coloniale.* Cette région de la « corne de l'Afrique » a été occupée par la France à la fin du XIXe siècle (à Obok, en 1881) ; elle est alors appelée « Côte française des Somalis », puis, en 1967, « Territoire français des Afars et des Issas », avec, comme capitale, Djibouti. Le pays est habité par deux ethnies : les Afars et les Somalis, les premiers partisans du rattachement à la France et les seconds partisans de l'indépendance ; enfin les États voisins (Somalie, Éthiopie) convoitent Djibouti, port important sur la mer Rouge.

● *L'État indépendant.* L'indépendance a été acquise en 1977 (référendum du 8 mai 1977 ; proclamation de la République de Djibouti le 27 juin 1977). Le jeune État (130 000 habitants) est doté d'une constitution républicaine ; le président de la République est Hassan Gouled Aptidon (en place au début de 1983) et le Premier ministre est Barkat Gourad Hamadou. L'opposition vient du *Parti populaire djiboutien* (PPD), créé en 1981, à Paris, par deux anciens Premiers ministres ; en octobre 1981, une loi instituant le parti unique a été votée.

LE MAROC

LE MAROC AVANT L'ÈRE COLONIALE.

Des origines au XIXe siècle.

Les dynasties berbères.

La partie occidentale de l'Afrique du Nord a été, à l'origine, peuplée par les Berbères. Le Maroc actuel correspond à la *Maurétanie Tingitane* (Tanger) des Romains (42 apr. J.-C.) qui y fondèrent notamment la ville de *Volubilis*. Après les conquêtes vandale, byzantine et wisigothique, le Maroc fut islamisé (709) ; la conquête arabe ne put assimiler complètement les populations berbères indigènes (40 % de la population est encore berbérophone).

Ce sont d'ailleurs des dynasties berbères qui dominent le Maroc après la première dynastie arabe (celle des *Idrīssides*) ; nous avons résumé l'histoire du Maroc et de ses dynasties successives jusqu'au XVIe siècle p. 67, où se trouve aussi la carte de la berbérophonie. Au XVe siècle, les *Waṭṭāssides* (branche collatérale des *Marīnides* au pouvoir depuis 1269) étendent leur domination sur le Maroc et maintiennent la civilisation originale développée par les Marīnides sous l'influence des immigrants d'Andalousie (Fès-la-Neuve, Meknès, Tétouan).

Après l'arrivée des Portugais (prise d'Agadir en 1505, de Safi en 1508), l'autorité des Waṭṭāssides s'écroule. La guerre sainte contre les envahisseurs chrétiens est menée par les chefs religieux locaux *(chérifs*, de l'arabe *Sharīf*, au pluriel : *Shurafāʾ*).

Les chérifs.

Les *chérifs saadiens* (les *Saʿdides*) supplantent les Waṭṭāssides vers 1545, et le chérif Muḥammad ash-Shaykh est le maître du Maroc en 1554. Ce sont les Saadiens qui mettent en déroute les troupes portugaises du roi Sébastien à la bataille de al-Qasr al-kabīr (1578) après laquelle le chérif Aḥmad al-Manṣūr (mort en 1603) fait figure de grand monarque. Ce n'est cependant qu'en 1650 qu'est fondée la *dynastie marocaine (dynastie chérifienne)* avec Mawlāy ʿAlī (1650-1655).

Le Maroc, dorénavant un royaume ayant à sa tête un *sultan*, est alors gouverné par la dynastie des chérifs ʿalawīdes installée sur le trône en 1659 après l'évincement des Saadiens (Mawlāy ar-Rashīd, sultan de 1666 à 1672). La dynastie s'est maintenue au sultanat jusqu'à nos jours, conservant jusqu'à la période coloniale le Maroc dans un état féodal plus ou moins anarchique.

L'Empire chérifien jusqu'au début du XXe siècle.

L'anarchie marocaine, due à l'insoumission des grands chefs de tribus provinciaux, au soulèvement périodique des montagnards, aux crises successorales, n'a cependant pas empêché la dynastie ʿalawīde de se maintenir au pouvoir. L'anarchie était d'ailleurs officielle depuis les chérifs saadiens, qui avaient déjà divisé le Maroc en deux parties : le *Balad al-Makhzen* (mot à mot : « pays du trésor public »), c'est-à-dire le territoire contrôlé par le pouvoir central, et le *Balad as-Siba* (« pays dissident ») des tribus insoumises chez lesquelles on ne pouvait récolter les impôts. L'Europe connaissait bien cet état de choses et la description que donne Voltaire (dans *Candide*) de l'Empire chérifien n'est même pas une caricature :

Cinquante fils de l'empereur Moulay Ismaïl [qui régna de 1672 à 1727] *avaient chacun leur parti, ce qui produisait en effet cinquante guerres civiles, de noirs contre noirs, de noirs contre basanés, de basanés contre basanés, de basanés contre mulâtres, de mulâtres contre mulâtres : c'était un carnage continuel dans toute l'étendue de l'empire.*

Les principaux souverains de cette période sont : Mawlāy Ismāʿīl (1672-1727), chef énergique qui expulsa les Espagnols de leurs possessions côtières, les Anglais de Tanger, et qui entretint avec Louis XIV des rapports amicaux en échange des armes et des munitions qui lui étaient livrées par les trafiquants français ; Mawlāy Muḥammad (1757-1790), qui reprend Mazagan aux Portugais et signe avec la plupart des pays européens des traités de commerce ; Mawlāy Slīmān (1792-1822) ; ʿAbd ar-Raḥmān (1822-1859), qui soutient la résistance d'Abd el-Kader (= ʿAbd al-Qādir) à la conquête coloniale française, ce qui provoqua la première guerre franco-marocaine (1843-1844 : bataille de l'Isly, bombardement de Tanger et de Mogador, traité de Tanger) ; Muḥammad IV (1859-1873), Mawlāy Ḥasan (1873-1894) et Mawlāy ʿAbd al-ʿAzīz (1894-1908).

L'ÈRE COLONIALE ET L'INDÉPENDANCE.

Le protectorat français.

La conquête du Maroc.

L'isolement du Maroc à la fin du XIXe siècle est lié en partie à sa situation géographique : il est protégé par les massifs de l'Atlas et du Rif ; les communications avec l'Algérie se font par le couloir de Taza. Cependant sa position stratégique (détroit de Gibraltar) en fait un territoire convoité par les nations européennes. A la fin du XIXe siècle, les seuls Européens installés au Maroc sont les Espagnols qui ont quelques garnisons *(présides)* sur la côte du Rif à Ceuta et à Melilla.

● *Les conditions de l'intervention française.* La France, installée en Algérie et en Tunisie, a évidemment intérêt à s'installer au Maroc, ou tout au moins à éviter qu'une autre puissance européenne ne s'y installe ; il lui faut en outre garantir la sécurité de la frontière algéro-marocaine. Le gouvernement français n'a cependant pas les mains libres au Maroc en raison des évolutions de la politique internationale. On a vu qu'à la fin du XIXe siècle la France sort de son isolement continental, ce qui contrecarre les intentions politiques de l'empereur d'Allemagne, Guillaume II. Celui-ci saisira en particulier l'occasion de l'expansion française au Maroc pour faire échec à l'impérialisme français en internationalisant la question marocaine : nous allons voir que la politique de Guillaume II échoua.

● *Les étapes de la conquête.* La pénétration de la France au Maroc fut à la fois pacifique et militaire. En ce qui concerne les régions frontalières, la question fut réglée pacifiquement en vertu d'accords franco-marocains conclus en 1901-1902. Le général Lyautey (1854-1934) fut chargé de la pacification du territoire frontalier de ʿAyn Sifrā. Par contre, à Casablanca, l'intervention fut purement militaire (occupation du port et de la région de la Shāwiya (= Chaouïa) en 1907-1908). En 1908, le sultan Mawlāy ʿAbd al-ʿAzīz est détrôné et remplacé par Mawlāy Ḥafīẓ qui ne parvient pas plus que son prédécesseur à dominer l'anarchie permanente qui règne dans l'Empire chérifien. Assiégé dans Fès, avec les Européens qui s'y trouvaient, par les tribus rebelles, il réclame le secours des Européens ; l'Espagne et la France interviennent (avril 1911), intervention qui provoque le « coup d'Agadir ». Après le traité franco-allemand du 4 novembre 1911 le protectorat français sur le Maroc est reconnu et consacré officiellement par la convention de Fès (1912). Lyautey est nommé résident général : jusqu'en 1925, il va « pacifier » le Maroc où les seigneurs régionaux, les *caïds*, mènent contre l'envahisseur français une guerre sainte. La guerre marocaine, marquée par la prise de Marrakech (1912), l'occupation de Taza (1914) et la campagne du Rif (1925-1926), a été une guerre coloniale particulièrement meurtrière, dominée par la formule célèbre de Lyautey : « Étaler la force pour n'avoir pas à s'en servir. »



L'empereur Guillaume II à Tanger en 1905. Le Kaiser a été reçu à Tanger le 31 mars 1905 par l'oncle du sultan ; sa présence au Maroc a été interprétée comme un défi politique à la France, défi souligné par ses déclarations : « ... Je suis décidé à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc puisque je considère le sultan comme souverain absolument libre. »



Ph. © Keystone.

ʿAbd al-Karīm dit Abd el-Krim (1882-1963). Après avoir soulevé le Rif contre l'Espagne, il envahit le Maroc français où il fut notamment combattu par le maréchal Pétain. Il fut déporté à La Réunion en 1926.

Les crises marocaines.

● *La crise de Tanger (1905).* Elle eut lieu au moment où une mission française négociait un accord avec le sultan Mawlāy ʿAbd al-ʿAzīz ; l'empereur Guillaume II se rendit à Tanger où il fit des déclarations interprétées comme antifrançaises.

Cet incident provoqua une crise internationale et obligea la France à accepter d'examiner le problème du Maroc dans une conférence internationale à Algésiras (janvier-avril 1906). La diplomatie allemande fut d'ailleurs déçue : la prépondérance française au Maroc fut sinon reconnue juridiquement, du moins reconnue comme un fait (encadrement de la police chérifienne par des officiers français et espagnols).

● *Le « coup d'Agadir » (1911).* Malgré la reconnaissance par l'Allemagne des intérêts de la France au Maroc (accord franco-allemand de février 1909), l'Allemagne saisit l'occasion de l'expédition française à Fès (voir p. 76), en avril 1911, pour intervenir à son tour. En envoyant des troupes à l'intérieur des terres, la France dépassait les limites d'intervention qui lui avaient été accordées à la conférence d'Algésiras. L'Allemagne envoie à Agadir une canonnière, la *Panthère,* sous le prétexte de protéger les entreprises allemandes de la région : ce fut ce qu'on appela le « coup d'Agadir ». La crise fut réglée par l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 (négocié par J. Caillaux) aux termes duquel la France offrait à l'Allemagne, en compensation de sa liberté d'action au Maroc, une partie du Congo. Cette cession d'un territoire considéré comme français, aviva l'antagonisme franco-allemand qui devait aboutir à la guerre de 1914-1918.

● *La guerre du Rif.* Le Maroc, pacifié par Lyautey, ne perdit pas pour autant son caractère féodal et la lutte contre l'occupant prit un aspect nationaliste sous la direction d'un chef énergique, ʿAbd al-Karīm (= Abd el-Krim) (1882-1963) qui fonda la *république du Rif* et résista jusqu'en 1921 aux Espagnols (qu'il vainquit à la bataille d'Anoual) et à la France (il envahit le Maroc français en 1925). Vaincu, il fut déporté à la Réunion (1926) où il resta vingt ans. A l'occasion de son transfert en France en 1947, ʿAbd al-Karīm parvint à se réfugier au Caire où il devait mourir, en 1963, après avoir participé aux mouvements nationalistes qui soulevaient toute l'Afrique du Nord.

Nationalisme et indépendance du Maroc.

Les formes du nationalisme marocain.

Le protectorat français eut pour effet de moderniser techniquement le Maroc, d'agrandir ses villes (croissance de Casablanca), mais il n'effaça pas les sources de la division traditionnelle du pays, à savoir la puissance des grands féodaux. Sous le règne de Mawlāy Yūsuf (1912-1927) et sous celui de Muḥammad V, son fils (1909-1961, sultan en 1927, déposé en 1953, rappelé en 1955) se développe le nationalisme marocain : le théologien ʿAllāl al-Fāsī crée en 1934 l'*Action marocaine,* mouvement qui groupe un certain nombre d'intellectuels occidentalisés ; le but du mouvement est non seulement la réforme des institutions, mais aussi l'indépendance (*istiqlāl,* nom qui deviendra celui du mouvement). Des émeutes importantes éclatent en 1944 ; la même année paraît le *manifeste de l'Istiqlāl* dont les chefs sont exilés ou emprisonnés.

Le mouvement pour l'indépendance prit au Maroc l'aspect d'un conflit entre la monarchie et les grands féodaux. Le sultan Muḥammad V b. Yusūf comprit qu'en s'appuyant sur le désir de libération de son peuple, il parviendrait à annihiler la puissance des grands seigneurs et des chefs locaux que le protectorat français avait conservés et qui étaient souvent attachés à la France, dans la mesure où celle-ci préservait leurs droits et leurs privilèges. Dans un discours qu'il prononça en 1947 à Tanger, le sultan réclama pour son pays l'indépendance et l'unité, considérées comme les droits légitimes du peuple marocain. Cette position, qui devait faire de lui l'un des héros de l'indépendance du Maroc, dressa contre lui les *caïds* et en particulier le pacha de Marrakech. Émeutes et manifestations se succèdent, en particulier en 1952 à Casablanca, et le sultan est exilé en 1953 par le gouvernement français qui met à sa place sur le trône son cousin Muḥammad b. ʿArafa (= Ben Arafa). C'est alors que commence une rébellion systématique qui, partie des villes, atteint les tribus ; il se constitue une armée de libération nationale et les attentats contre les Français se multiplient.



Ph. © Holmès-Lebel.

Muḥammad V b. Yusūf (1909-1961). Sultan du Maroc en 1927, déposé par la France en 1953, rétabli en 1955 et proclamé roi du Maroc en 1957.

L'indépendance.

L'année cruciale pour le Maroc fut l'année 1955. Trois résidents généraux se succèdent dans la même année : G. Grandval, Boyer de la Tour et Dubois. Après les entretiens franco-marocains d'Aix-les-Bains, Ben Arafa se retire en faveur de Muḥammad b. Yusūf rétabli en novembre 1955. La mort du pacha de Marrakech, en 1956, élimine l'adversaire le plus sérieux de l'unité chérifienne. Le 3 mars 1956 l'indépendance du royaume chérifien est proclamée et le 7 avril 1956 l'Espagne abandonnait aussi son protectorat sur le Maroc espagnol. Restait le problème de Tanger, ville internationale depuis 1923, et dont le statut fut aboli le 29 octobre 1956. Le Maroc tout entier, sous la direction de Muḥammad V, avait recouvré son intégrité et son indépendance.

● *Le premier acte* de Muḥammad V fut, sur le plan intérieur, de changer son titre de sultan contre celui de « roi », marquant par là la rupture avec le passé et son désir de transformer les institutions chérifiennes dans un sens *unitaire.* Pendant les quatre années qui lui restaient à vivre (il est mort en 1961) le roi entreprit de bâtir les bases d'un État moderne.

● *Son fils Ḥasan II* (né en 1929) lui succède en mars 1961. Il établit une monarchie constitutionnelle (constitution approuvée par le référendum du 7 décembre 1962) avec un Parlement (deux Chambres), prévoyant la nomination du Premier ministre par le roi. Le Maroc vient à connaître alors, après les divisions féodales, les divisions politiques. Trois partis sont alors en présence : le parti gouvernemental (*Front pour la Défense des Institutions Constitutionnelles,* FDIC) que dirige Aḥmad Guedira et les partis de l'opposition : l'*Istiqlāl* de ʿAllāl al-Fāsī et l'*Union nationale des Forces populaires* que dirige un intellectuel (professeur de mathématiques) né à Rabat en 1920 : al-Mehdi Ben Barka.

Les difficultés du Maroc contemporain.

Ḥasan II a commencé par exercer l'ensemble des pouvoirs (en 1962 c'est lui qui assume les fonctions de Premier ministre). Devant l'importance de l'opposition (agitation, complot contre le roi), Ḥasan II fait arrêter de nombreux militants de l'UNFP (Ben Barka se réfugie à l'étranger) et, après les manifestations d'étudiants de mars 1965 à Casablanca, manifestations qui se déroulent dans un climat de difficultés économiques et sociales, une répression particulièrement sévère est dirigée par le ministre de l'Intérieur (le général Oufkir), jusqu'à ce que, le 13 avril, le roi proclame le décret d'amnistie. L'état d'exception est décrété en juin 1965 et le roi assume tous les pouvoirs jusqu'en juillet 1967, date à laquelle il nomme comme Premier ministre Muḥammad b. Ḥimā.

● *C'est le 29 octobre 1965* que le leader Ben Barka, condamné à mort par contumace en raison notamment de son attitude lors du conflit algéro-marocain en 1963, fut enlevé à Paris peu de temps avant son départ pour La Havane où devait se tenir la Conférence tricontinentale (janvier 1966). Le rapt de Ben Barka eut lieu dans des conditions mystérieuses ; y participèrent deux policiers français, un agent du service de renseignements et des repris de justice ; depuis cet enlèvement, Ben Barka a disparu et on a tout lieu de penser qu'il a été tué. « L'affaire Ben Barka » a été un des événements les plus graves de l'histoire intérieure contemporaine du Maroc, car elle a provoqué une crise aiguë entre le royaume chérifien et la France (le directeur général adjoint de la Sûreté nationale du Maroc, Dlimi, et le général Oufkir se trouvaient en France au moment de l'enlèvement de Ben Barka et ont été mis en cause dans « l'affaire » ; au procès qui eut lieu en avril-juin 1967 Dlimi fut acquitté, mais le général Oufkir, qui avait fait défaut, fut condamné à la réclusion criminelle à perpétuité ; il devait, par la suite, entreprendre d'autres actions criminelles).

À partir de 1970, le roi met en route un processus de démocratistion (référendum sur le changement de constitution en juillet 1970 ; nouvelle constitution adoptée en mars 1972, modifiée et approuvée par référendum en mai 1980 ; le Premier ministre est Maati Bouabid depuis 1977 : il a succédé à Aḥmad Osman). Cette démocratisation est nécessaire, car le roi doit pouvoir s'appuyer sur le

Le roi Ḥasan II (né en 1929), roi du Maroc depuis 1961.



Ph. © Sabine Weiss-Rapho.

peuple pour résister aux factions : il a en effet été victime de deux attentats, l'un au palais de Skhirat (10 juillet 1971, instigateur : le général Medbuh), l'autre le 16 août 1972, fomenté par le général Oufkir, ministre de la Défense. Dans les deux cas, les menées criminelles ont échoué, leurs auteurs exécutés et même parfois, abattus sur-le-champ (exemple : Oufkir), les complices jugés et punis. Aux élections législatives de juin 1977, le parti gouvernemental des *Indépendants* et l'*Istiqlāl* triomphent (ils conquièrent respectivement 81 et 45 sièges sur 145). En 1980, une forme d'opposition populaire se manifeste et, en juin 1981, de graves émeutes éclatent à Casablanca (intervention de l'armée ; on parle de 600 morts). Le développement économique du Maroc stagne, le budget de l'État est déficitaire et la guerre saharienne (voir ci-dessous) est pesante.

● *Sur le plan des relations extérieures,* le problème le plus grave concerne les rapports avec l'Algérie (querelles frontalières qui ont conduit à des combats en octobre 1963 et qui ne sont pas encore résolues). Les difficultés diplomatiques franco-marocaines ont eu pour conséquence la suspension de l'aide française et, en contrepartie, des ouvertures vers les milieux d'affaires américains.

Les conséquences de l'affaire Ben Barka ont entraîné la rupture des relations diplomatiques avec la France, relations qui ont été rétablies en décembre 1969. Toutefois, les difficultés économiques du Maroc et les charges de la guerre saharienne ont conduit le roi Ḥasan II à se tourner vers les États-Unis (mai 1982), favorables à des accords stratégiques avec le royaume chérifien, dans le cadre de leurs visées sur le contrôle de la Méditerranée occidentale. Ce rapprochement inquiète la France et, pour des raisons évidentes, l'Algérie et la Mauritanie.

Le problème principal qui se pose au Maroc concerne le Sahara occidental. Cette région, ancienne colonie espagnole, possède un sous-sol extrêmement riche en phosphates ; elle a été partagée entre le Maroc et la Mauritanie en 1975 (accords de Madrid le 14 novembre 1975). Toutefois, cette « décolonisation » n'a pas été admise par les populations nomades de la région qu'on désigne sous le terme global de Sahraouis ; un Front pour la libération de la Saguint al-Hamra et du Rio de Oro (POLISARIO) s'est constitué, et une longue guerre a commencé, opposant le Polisario, soutenu par Alger, à la Mauritanie et au Maroc. La Mauritanie a renoncé au Sahara et a conclu un traité de paix avec le Polisario (5 août 1979) ; le Maroc continue de lutter contre les « rebelles » sahraouis, dans des conditions de plus en plus difficiles : l'État Sahraoui (*République arabe sahraouie démocratique* proclamée le 27 février 1976) a été reconnu par 45 États et l'Organisation de l'Unité africaine préconise un référendum au Sahara occidental et le retrait des troupes marocaines ; l'opinion publique marocaine soutient, dans l'ensemble, la politique du roi Ḥasan II, mais la guerre est de plus en plus dure, le Polisario étant maintenant doté de missiles et d'armements lourds. De plus, le Maroc se trouve isolé diplomatiquement dans ce conflit ; seuls les États-Unis lui accordent une aide militaire, alors que le nombre des États qui reconnaissent la République sahraouie est de plus en plus grand.

L'Organisation de l'Unité Africaine a invité les parties intéressées à cesser le feu et à utiliser les voies du référendum (mai 1981) ; mais le POLISARIO a passé outre et relancé la guerre en attaquant victorieusement la garnison de Guelta-Zemmour (août 1981). Les perspectives d'un règlement négocié semblent reculer, d'autant que le Secrétaire général de l'OUA (Edem Kodjo) prend l'initiative d'admettre la République sahraouie dans l'Organisation (février 1982), ce qui provoque une scission de celle-ci : le Maroc et onze pays se retirent des travaux du Conseil des ministres de l'OUA à Addis-Abeba, et dix autres États, partisans de la République sahraouie, en font autant à Dakar (mars 1982).

L'ALGÉRIE

L'ALGÉRIE AVANT LA GUERRE D'INDÉPENDANCE.

Avant la colonisation.

Pour l'histoire de l'Algérie jusqu'à la régence turque, voir p. 66. A partir du XVIe siècle, le Maghreb central est sous le contrôle des Turcs ; c'est une base de piraterie méditerranéenne (la « corporation des *raʾīs* », composée de « Turcs de naissance et de Turcs de profession »), dirigée par un *dey* (chef militaire).

Le pays, au début du XIXe siècle, est divisé en quatre zones : le « territoire du sultan » *(dār as-sulṭān)* autour d'Alger, soumis directement à l'administration du dey, et trois provinces (le Constantinois, l'Oranais et la région de Médéa) gouvernées par des *beys* assistés de *khalīfa* (« lieutenants »). Chaque province est à son tour divisée en circonscriptions administratives que contrôlent des *caïds* turcs ou indigènes (arabo-berbères). Les villes sont surtout côtières ; elles sont habitées par une petite bourgeoisie artisanale (Maures d'Andalousie et Juifs). Dans les campagnes nomadisent Bédouins et tribus. L'essentiel des richesses est fourni par le « commerce » des corsaires dont les banquiers exclusifs sont les Juifs livournais.

Socialement, les « gens des villes » *(baladiyya)* s'opposent aux « gens des tribus » *(qabīla)*, et les tribus ne reconnaissent comme chefs que leurs *cheikhs* et leurs *marabouts* : des régions entières, à l'intérieur, sont pratiquement indépendantes de l'oligarchie turque. On ne peut pas donner d'indications démographiques précises, mais on peut estimer à environ 3 000 000 d'habitants la population de ce qui sera appelé, à partir de 1834, « l'Algérie » par les Européens, mais que les Arabes appelaient *Barr al-Djazāʾir*.

Abd el-Kader (1808-1883).
Le héros de la résistance algérienne à la conquête française entre 1832 et 1847 (peinture par Tissier).

Ph. © Giraudon.

Quelques questions sur la conquête de l'Algérie.

Questions	Réponses
Qui a décidé l'expédition d'Algérie ?	Jules-Armand de Polignac (1780-1847), président du Conseil et ministre des Affaires étrangères sous Charles X, en janvier 1830.
Pourquoi cette expédition ?	Non pas — comme on le dit parfois — par mesure de représailles contre le dey d'Alger (Ḥusayn) qui avait frappé d'un coup de chasse-mouches, en 1827, le consul de France, fonctionnaire douteux mêlé à une histoire compliquée de créances dans laquelle étaient impliqués deux négociants juifs d'Alger, mais pour faire diversion aux difficultés politiques intérieures de la France en 1830, difficultés qui devaient entraîner la chute des Bourbons en juillet 1830 et l'avènement de la monarchie de Juillet (Louis-Philippe).
Comment débuta l'expédition ?	Il y avait eu, dès 1827, des représailles, après l'incident du chasse-mouches (blocus maritime d'Alger). Polignac était, en outre, favorable à une conquête du Maghreb barbaresque par l'énergique pacha d'Égypte, Méhémet Ali. L'affaire ne se fit pas, en raison du *veto* turco-anglais. Le 14 juin 1830, les troupes françaises commandées par le général de Bourmont (37 000 hommes) débarquent à Sidi-Ferruch ; le 5 juillet, elles prennent Alger. Le gouvernement français, qui n'avait alors que faire de la terre nord-africaine, envisageait de remettre Alger et son territoire au sultan turc, en échange de quelques concessions côtières (en particulier, l'occupation du port de Bône). Le général de Bourmont prit l'initiative — qui lui fut ensuite reprochée — de brouiller les cartes : il annonça aux Berbères et aux Arabes qu'il venait les délivrer du joug turc et il organisa immédiatement cette libération en créant un gouvernement provisoire avec des Maures et des Arabes, tout en élargissant ses conquêtes (Bône, Blida, Bougie, Oran).
Comment réagit alors la monarchie de Juillet ?	Louis-Philippe et ses ministres (Casimir Perier) furent surtout embarrassés de cet état de choses. Ils avaient d'ailleurs bien d'autres problèmes à résoudre en métropole. Quant à l'opinion publique, elle fut totalement indifférente. On rappela donc de Bourmont, et l'Algérie, comme on commençait à la nommer en France, est abandonnée à l'initiative des généraux qui conduisent chacun leur propre politique : le général Clauzel cherche à utiliser les chefs musulmans et manque de déclencher une guerre contre le Maroc ; son successeur, le général Berthezène, s'abstient de toute initiative politique ; le général Savary (décembre 1831-avril 1833), ancien ministre de la police sous Napoléon Ier, met en pratique des méthodes répressives et sanguinaires (exécution de chefs arabes, à Alger avec des sauf-conduits), plus proches des « traditions » turques que de la « civilisation » française ; ses successeurs (Avizard, Voirol) tendront à atténuer les conséquences de cette politique.
Peut-on parler d'une colonisation de l'Algérie entre 1830 et 1834 ?	Il n'y a pas encore de véritable colonisation de l'Algérie, mais des initiatives de proconsuls militaires, souvent contradictoires.

La conquête de l'Algérie par la France (1830-1847).

Les origines de la conquête (1830-1834).

Nous résumons dans le tableau ci-contre les principales questions qui se posent à propos de cette guerre coloniale, la plus longue qu'ait eu à mener la France.

La première guerre d'Algérie (1835-1847).

L'Algérie, en 1834, était une « terre militaire » ; c'est, pour les généraux qu'on y envoie, un cadeau empoisonné car il n'est plus question d'abandonner ce qui a été conquis, mais il est tout aussi impossible d'envisager une administration ou une exploitation quelconque du territoire algérien en raison du soulèvement général des tribus de l'intérieur que les Turcs n'avaient pu eux-mêmes dominer.

● *Les thèses en présence.* A partir de 1835, la question d'Algérie agite les milieux politiques français,

surtout à partir de la défaite infligée par ʿAbd al-Qādir (= Abd el-Kader) aux troupes françaises à la Macta (28 juin 1835). Plusieurs solutions sont alors proposées :

— maintenir la présence française par des expéditions de petite envergure, en pratiquant une contre-guérilla (c'est la thèse du général Clauzel, devenu, entre-temps, maréchal) ;

— se limiter à l'occupation des ports (Alger, Oran, Bône) et de leur arrière-pays ; laisser le reste de l'Algérie à des chefs indigènes que l'on opposerait les uns aux autres (diviser pour régner) : c'est la thèse gouvernementale, adoptée par le général de Damremont (tué en 1837 après l'assaut de Constantine) ;

— faire la guerre à outrance pour aboutir à la conquête totale (thèse adoptée tardivement par le général Bugeaud, vers 1840 ; auparavant, Bugeaud était hostile à la conquête de l'Algérie, « l'entreprise des Bourbons »).

● *Les deux principaux acteurs* de la guerre algérienne furent ʿAbd al-Qādir et Bugeaud.

ʿAbd al-Qādir (1808-1883) naquit près de Mascara ; il s'était fait acclamer « sultan des Arabes » par quelques tribus de la région. Il fut l'un des premiers *marabouts* à prôner la guerre sainte contre les envahisseurs infidèles. Le général Desmichels traita avec lui en février 1834, le considérant comme *l'émir des Croyants* et reconnaissant sa souveraineté locale dans l'Oranais. ʿAbd al-Qādir infligea au général Trézel, successeur de Desmichels, la sérieuse défaite de la Macta qui émut l'opinion française. L'émir mena ensuite la guerre contre les Français auxquels il infligea de nombreux échecs ; il fut finalement vaincu par Bugeaud et Lamoricière auxquels il se rendit le 23 décembre 1847. Interné à Toulon, à Pau puis à Amboise, il fut libéré en 1853 et mourut à Damas en 1883.

Le maréchal Bugeaud de la Piconnerie (1784-1849) a d'abord été un « homme de paix ». Vainqueur de l'émir à la Sikkak (6 juillet 1836), il était partisan de la négociation. Persuadé de l'inutilité de la conquête, il signa avec ʿAbd al-Qādir le traité de la Tafna (30 mai 1837) qui reconnaissait à l'émir la souveraineté sur la quasi-totalité de l'Algérie, réservant à la France Alger, le Sahel et une petite partie de la Mitidja, Oran, Mostaganem, Arzew et Mazagran. Bugeaaud retourna en Algérie comme gouverneur général en 1841, convaincu cette fois-ci de la nécessité de la guerre de conquête qu'il mena à bien, soutenu par le ministère Soult-Guizot et assisté des généraux Pélissier et Lamoricière.

● *Les étapes de la conquête.*

Juill. 1835-févr. 1837	Contre-guérilla du maréchal Clauzel (prise de Mascara, de Tlemcen, mais siège du camp français à Rachgoun).
6 juill. 1836	Victoire de la Sikkak (général Bugeaud et le corps expéditionnaire français) sur les troupes de l'émir.
30 mai 1837	Traité de la Tafna (Bugeaud-ʿAbd al-Qādir).
13 oct. 1837	Prise de Constantine par le général Valée, nommé maréchal puis gouverneur (jusqu'en décembre 1840).
1837-1840	La domination française s'étend et se heurte à l'expansion d'ʿAbd al-Qādir vers le Sud-Oranais (massacre des Kouloughlis de l'Oued Zeitoun, etc.). ʿAbd al-Qādir profite de la trêve instaurée par le traité de la Tafna pour organiser son armée régulière, constituer son royaume et se préparer à résister à la guerre coloniale.
Oct.-nov. 1839	Reprise de la guerre par ʿAbd al-Qādir, qui considère que la France a violé le traité de la Tafna.
Févr. 1841	Arrivée de Bugeaud en Algérie.
6 août 1844	Bombardement de Tanger par le prince de Joinville.
14 août 1844	Victoire de Bugeaud sur les troupes marocaines à la bataille de l'Isly.
1845	Extension de la guerre ; apparition d'un nouveau chef religieux, Bou Mahza (« l'Homme à la Chèvre »).
1847	Reddition de Bou Mahza aux Français.
23 déc. 1847	Reddition de ʿAbd al-Qādir au général Lamoricière. Fin de la première guerre d'Algérie.

● *Conclusion.* La soumission de ʿAbd al-Qādir mit fin à la première guerre d'Algérie, mais la pacification totale fut tardive. Il fallut d'abord, pour les Français, venir à bout des Berbères de Kabylie (opérations du général Randon, 1857) qui se soulevèrent d'ailleurs à nouveau en 1871 (révolte de Sidi Moqrānī) et des oasis du Sud (Laghouat, Touggourt, Ouargla, l'Oued Rhir), ce qui ouvrait le Sahara à l'expansion française.

On insiste parfois sur le caractère impitoyable de la conquête ; Bugeaud, qui put disposer d'une armée d'environ 100 000 hommes, a utilisé le système des *colonnes mobiles* (dévastation systématique des régions insoumises, pratique de la « terre brûlée »). Les opérations de ratissage, la « chasse à l'homme », entraînèrent les troupes françaises à violer ce qu'on appellerait aujourd'hui les lois de la guerre. Mais il est bon d'insister de même sur le caractère tout aussi sanguinaire de la résistance arabe à l'agression. Ce serait une erreur que de « juger » les faits de guerre, parfois atroces, qui ont eu lieu en Algérie de 1830 à 1847, avec notre « bonne conscience » d'Européens de 1983. Les « insoumis » torturaient jusqu'à la mort les soldats français qu'ils capturaient, conformément à leurs traditions guerrières et à l'idée qu'ils se faisaient de la lutte contre les infidèles ; de leur côté, les troupes françaises ne se sentaient vraisemblablement pas en état de respecter les formes juridiques de la guerre, qualifiée par le général Bugeaud lui-même de véritable « chouannerie ».

L'Algérie coloniale.

L'Algérie a été pour la France une colonie d'exploitation et aussi de peuplement, peuplement auquel tous les autres pays européens ont participé. D'abord organisée et encadrée par des militaires, le plus souvent sincères dans leur effort pour sauvegarder la société musulmane (peu évoluée et opprimée pendant trois siècles par l'oligarchie turque), la colonisation a été, à partir de la fin du second Empire, l'œuvre des civils (administrateurs et colons). Elle a donné au pays un essor et une prospérité indiscutables, dont les musulmans ont certainement bénéficié ; mais la politique coloniale s'est exercée presque systématiquement dans le sens de l'intérêt des colons et aux dépens des indigènes. Cet état de choses a été accepté jusqu'en 1930 environ ; de nombreux *caïds* avaient d'ailleurs une situation enviable, garantie par la présence française et, dans les villes qui se développèrent très rapidement, une petite bourgeoisie musulmane se constituait. Une société relativement homogène s'était ainsi formée dont la prospérité était liée à l'agriculture (le blé et surtout la vigne). Elle renfermait cependant des ferments de contradiction qui devaient mûrir dans les années 30 et provoquer, après la Deuxième Guerre mondiale, l'explosion qui a conduit, à travers une guerre meurtrière (1954-1962), à l'Algérie indépendante, née des *accords d'Évian* (18 mars 1962).

La politique coloniale française.

● *Le peuplement de la colonie.* La colonisation fut d'abord internationale (Français, Italiens, Espagnols, etc.) ; les colons étrangers n'ont pas toujours adopté la nationalité française (en 1926, par exemple, il y a 833 000 Européens en Algérie dont 176 000 étrangers et 657 000 Français). Le gouvernement français a tenté d'attirer en Algérie des *colons ruraux* en distribuant des terres et des concessions, en accordant aux « pionniers » des privilèges fiscaux et juridiques. A ces « petits colons » — métropolitains défavorisés qui découvraient un genre de vie nouveau — s'ajoutent les colons libres, les spéculateurs et les colons militaires (la théorie du « soldat laboureur »). Ces colons, petits ou grands, finirent par posséder la quasi-totalité des terres cultivées.

● *Le régime politique de la colonie.* Le régime militaire auquel fut soumis l'Algérie a connu un indéniable succès entre 1852 et 1858 (sous le général Randon) : développement des « villages de colonisation » et, sous la direction des *Bureaux arabes* (organisation militaire de gouvernement local), tentative de créer une *colonisation indigène* (en fixant au sol les nomades pour en faire des paysans). La conjoncture économique favorable à cette période permit le succès de l'expérience.

Quelques renseignements quantitatifs sur le peuplement de l'Algérie coloniale.

Années	Population européenne totale	Population française	Population musulmane
1839	25 000	11 000	3 000 000 ?
1851	131 000	66 000	2 340 000 (sans la Kabylie)
1872	280 000		2 733 000
1890	450 000	230 000	3 577 000
1926	833 000	657 000	5 150 000
1954	984 000		8 450 000 (dont environ 1 600 000 citadins)

— Les colons sont, dans l'ensemble, hostiles à cette politique qui, en limitant le « territoire civil », c'est-à-dire les superficies où peut s'exercer la colonisation libre, les frustre. Ils sont partisans du régime dit de l'*assimilation :* l'Algérie doit être assimilée à la métropole, avec, pour les colons, les mêmes droits que pour les citoyens français (mais pas les mêmes devoirs : les « exemptions » étaient en quelque sorte la *prime* à la colonisation) ; quant à la société indigène, au lieu de la préserver — comme faisaient les militaires — il faut la disloquer, désagréger les tribus et supprimer les institutions musulmanes (cantonnement des Arabes sur certaines terres).

— Napoléon III a imposé une vue très différente des choses qui, malheureusement, n'a pas eu de suite. Dans une lettre célèbre (16 février 1863), il s'expliquait ainsi :

> *L'Algérie n'est pas une colonie proprement dite, mais un royaume arabe. Les indigènes ont, comme les colons, un droit égal à ma protection... Je suis aussi bien l'empereur des Arabes que l'empereur des Français... Ce qui importe, ce n'est pas de peupler l'Algérie d'individus misérables et avides, mais de favoriser les grandes associations de capitaux européens en vue de vastes entreprises...*

Il ordonna en conséquence qu'on arrêtât les spoliations dont étaient victimes les tribus, imposa non pas l'assimilation mais l'*association* et favorisa le renouveau des institutions musulmanes. Il accorda des crédits importants pour les travaux publics (routes, ports, réservoirs) et permit la mise en place d'une infrastructure économique dont la IIIe République allait récolter les fruits. Le régime du « royaume arabe » fonctionna mal ; d'autant plus que la conjoncture économique était défavorable (crise de 1867-1868, sécheresse, disettes, épidémies : environ 300 000 musulmans morts de faim ou de maladie). Aussi, ce régime honni par les colons s'effondra-t-il avec l'Empire en 1870.

● *L'âge d'or de la colonisation* (1870-1930). Dès le 9 mars 1870, une loi abolit l'administration militaire et la politique du royaume arabe. La politique d'assimilation reprend ses droits, réclamée avec force par les colons et leurs représentants politiques. L'Algérie est alors le théâtre d'une double insurrection : les colons (Vuillermoz et les « comités de défense » des villes d'Algérie) refusent par l'émeute les gouverneurs militaires que leur envoie la métropole (amorce d'un mouvement séparatiste algérien), tandis que les musulmans, voyant se reconstituer le régime civil contre lequel ils avaient lutté, constatant la disparition des chefs militaires français qui les comprenaient, apprenant que les israélites avaient obtenu les mêmes droits que les colons, se soulèvent (Sidi Moqrānī soulève la Kabylie en mars-juillet 1871). L'écrasement du soulèvement marque le point de départ de la politique résolument « colonialiste », malgré les efforts du dernier général gouvernant l'Algérie (Chanzy, 1873-1879). Après lui, l'Algérie est *rattachée* et gouvernée à partir de la métropole (division des territoires civils en *communes de plein exercice* — « l'exploitation de l'indigène à ciel ouvert » selon la formule de Jules Ferry — et *communes mixtes* à population musulmane, et destinées à devenir des communes de plein exercice).

A partir de 1896 (Jules Cambon, gouverneur de l'Algérie de 1891 à 1897), le statut se transforme. L'Algérie, divisée depuis 1870 en trois départements, avec ses préfets, ses députés et ses sénateurs élus (par les citoyens français), est administrée par un gouverneur général. Elle a un budget distinct du budget de la nation, voté par les *délégations financières* (où siègent Européens et indigènes, ceux-ci en minorité).

● *Le statut de l'indigénat* place les musulmans sur un plan différent de celui des colons. Le *code de l'indigénat* (1881) définit les infractions « spéciales aux indigènes » et donne aux administrateurs civils et aux juges de paix le droit de sanctionner sans possibilité d'appel, de prendre arbitrairement toute mesure nécessaire d'internement administratif, de séquestre, etc. Un permis de circulation est imposé à tout déplacement en dehors du *douar* (village musulman) jusqu'en 1919. Enfin, les musulmans sont astreints à une double imposition : les impôts dits « arabes » et les impôts et taxes français (les colons ne payaient que les impôts français).

L'évolution des musulmans.

La situation des musulmans n'était cependant pas aussi déplorable que le simple résumé précédent laisserait supposer.

● *La colonisation* a indiscutablement élevé le niveau de vie général des indigènes ; même « exploités » par les colons, ils améliorent leurs conditions de vie et la porte s'ouvre sur la civilisation occidentale. Ce qui est choquant — pour nos consciences modernes — c'est



Ph. © Nicolas Tikhomiroff/Magnum.

La guerre d'Algérie : les soldats français se battent contre un peuple qui vient de découvrir le sens du nationalisme. La force des armes a dû s'incliner devant celle des âmes.

l'écart qui existe entre les musulmans (qui possèdent, selon les évaluations administratives, le tiers de la fortune algérienne) et les colons, surtout dans les villes où se développe un abondant prolétariat.

● *L'effort scolaire,* combattu par les colons qui refusèrent longtemps les crédits nécessaires à la scolarisation, a pu se réaliser à partir de la fin du XIXe siècle. Il ne faut pas négliger, non plus, parmi les facteurs d'évolution des populations musulmanes, le rôle de l'émigration vers la France, mouvement qui se dessine à partir de 1910, et celui de la guerre de 1914-1918 (les musulmans, qui réclamaient avec passion d'être astreints au *service militaire,* furent enrôlés et firent preuve, en 1914-1918, d'un grand loyalisme ; 173 000 recrues, 25 000 morts sur les champs de bataille).

● *Le nationalisme algérien* naîtra plus tard, dans les années 1930, lorsque la scolarisation, les contacts culturels nés de l'émigration, la constitution d'une petite bourgeoisie musulmane auront produit leurs effets. Le problème des rapports avec la France métropolitaine est intéressant, car il éclaire les divisions ultérieures entre Français.

L'Algérie, financièrement autonome, administrée *sur place* par les administrateurs civils et les colons, a cessé d'être un sujet de discussion politique à partir de 1900. Elle évolue en vase clos, et les parlementaires, préoccupés par les questions purement françaises, n'évoquent que rarement les problèmes qui s'y posent. Les excès administratifs sont sanctionnés (par exemple en 1903, lorsque Combes destitue le gouverneur général Révoil) et les gouverneurs réformateurs sont soutenus (exemple : Jonnart, gouverneur en 1900-1901, de 1903 à 1911 et de 1918 à 1920, qui fut l'un des artisans du *boom* économique de l'Algérie et que les colons ont surnommé le « *Musulman* »).

● *Dans la période de 1920-1930,* les aspirations des Jeunes-Algériens sont donc déçues ; cependant leur audience s'étend et de nouveaux leaders, écoutés, apparaissent : Farḥāt ʿAbbās (= Ferhat Abbas), Ben Djellūl, l'émir Khālid (petit-fils de ʿAbd al-Qādir). Mais les Européens d'Algérie imposent aux gouvernements successifs des mesures « colonialistes » : rétablissement du statut de l'indigénat (1920-1921), limitation de l'émigration vers la France (qui faisait monter les salaires en Algérie et compliquait le problème du chômage en France), le rappel en 1927 du gouverneur Violette qui voulait accorder le droit de vote aux musulmans (« Violette l'Arabe »). Le même Violette publie en 1931 un livre au titre prophétique : *L'Algérie vivra-t-elle ?* dans lequel il exposait que, si la France continuait d'ignorer les aspirations des musulmans, elle ouvrirait la porte à un nationalisme incoercible et passionnel et il posait la question : « Allons-nous en faire des Français ou des révoltés ? »

Le nationalisme algérien et la deuxième guerre d'Algérie.

Transformation de l'Algérie.

A partir de 1930, la physionomie politique et sociale de l'Algérie se transforme. Économiquement, le développement du secteur industriel et commercial, la modernisation de l'agriculture ont provoqué un *exode rural* concentrant dans les villes 80 % des populations européennes et laissant dans les campagnes une population musulmane en plein accroissement démographique dont l'âge moyen est très jeune (plus de 50 % des musulmans ont moins de 20 ans) et qui émigre vers la métropole (14 % des adultes). C'est dans les milieux métropolitains que se développe le nationalisme algérien.

— En 1926 se fonde l'*Étoile Nord-Africaine* (organisation d'origine communiste), dirigée en 1927 par Meṣṣālī al-Hādj (= Messali Hadj) (né en 1898) ; le mouvement s'implante en Algérie en 1936 (fondation en 1937 du *Parti Populaire Algérien,* P.P.A.).

— Les Jeunes-Algériens constituent en 1927 la *Fédération des élus indigènes* (Farḥāt ʿAbbās, Ben Djellūl) qui réclame l'indépendance pure et simple de l'Algérie.

— En 1931 se crée en Algérie une association d'*oulémas* réformateurs, apolitiques, liée au mouvement de renaissance de l'islām qui triomphe au Moyen-Orient. Les oulémas, théoriciens de l'islām et historiens, introduisent l'idée de *patrie algérienne.*

— En mars 1935 est fondé le *Parti Communiste Algérien* (PCA).

Ces mouvements n'ont qu'une efficience mineure ; un instant écoutés par le gouvernement du Front populaire (le projet dit Blum-Violette de donner un droit de vote à certaines catégories de musulmans ne fut même pas examiné par le Parlement), les nationalistes algériens ne voient aucune de leurs aspirations satisfaite.

L'évolution après la Deuxième Guerre mondiale.

La guerre et le débarquement des Alliés en Afrique du Nord en 1942 ont accéléré le processus nationaliste, d'autant plus que les hommes politiques de tous bords étaient prêts à tout promettre pour obtenir la collaboration des musulmans à l'effort de guerre. C'est à cette époque que Farhāt ʿAbbās — qui s'imposait de plus en plus comme le leader nationaliste — rédige le *Manifeste du peuple algérien* et c'est pour répondre à ses aspirations, avec un grand réalisme politique, que le général De Gaulle signe l'ordonnance du 7 mars 1944, accordant aux musulmans les mêmes droits qu'aux citoyens français et leur donnant accès, enfin, au collège électoral. Ces mesures, si elles avaient été prises dix ans plus tôt, auraient réalisé l'assimilation et freiné le nationalisme ; malheureusement, en 1944, les dés étaient presque jetés, d'autant plus que la IVe République retomba dans les erreurs de la IIIe et ne sut imposer aux Français d'Algérie le régime qui leur aurait évité, dix-huit ans plus tard, d'être expulsés de la terre qu'ils avaient contribué à enrichir et du pays qu'ils avaient bâti.

L'évolution de la situation fut la suivante :

Dates	Événements
7 mars 1944	Ordonnance du général De Gaulle, refusée par les chefs nationalistes (ils réclament alors l'indépendance pure et simple).
Mars 1945	Meṣṣālī al-Hādj salué comme principal leader du peuple algérien.
25 avr. 1945	Exil de Meṣṣālī al-Hādj.
8-13 mai 1945	Émeutes du Constantinois (Sétif, Guelma) : 103 Européens massacrés, plusieurs blessés, viols, etc. Répression extrêmement violente (1 500 morts selon les affirmations officielles françaises, estimation très au-dessous de la vérité).
17 août 1945	Ordonnance augmentant la représentation musulmane au Parlement.
1946	Création de l'*Union démocratique du Manifeste algérien* (UDMA) dirigée par Farḥāt ʿAbbās, préconisant une République algérienne autonome dans le cadre de l'Union française. Le projet fut repoussé par le gouvernement français et l'Assemblée nationale.
Fin 1946	Fondation du MTLD *(Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques),* parti de Meṣṣālī al-Hādj (qui s'oppose alors à l'UDMA et aux communistes algériens).
20 sept. 1947	Projet de statut de l'Algérie discuté au Parlement : les *délégations financières* sont transformées et prennent le nom d'Assemblées algériennes (leurs attributions sont essentiellement financières, mais certaines questions non financières sont de leur compétence ; la représentation est paritaire : 60 délégués pour le collège électoral musulman (1 500 000 électeurs) et 60 délégués pour le collège électoral français (464 000 électeurs français et 58 000 électeurs musulmans).
Oct. 1947	E. Naegelen gouverneur de l'Algérie. Élections pour l'Assemblée algérienne favorables aux musulmans modérés, et qui écartent le MTLD et l'UDMA.
1954	Création du *Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action* (CRUA) groupant les cadres de la future insurrection armée (Ben Bella, Aït Aḥmad, Boussouf, Boudiaf, etc.). Mise sur pied de l'*Armée de Libération Nationale* (ALN). Le MTLD met sur pied l'organisation « administrative » de la rébellion : division de l'Algérie en cinq *willaya.* Date du soulèvement fixée au 1er novembre 1954.

Quelques renseignements quantitatifs sur la scolarisation en Algérie.

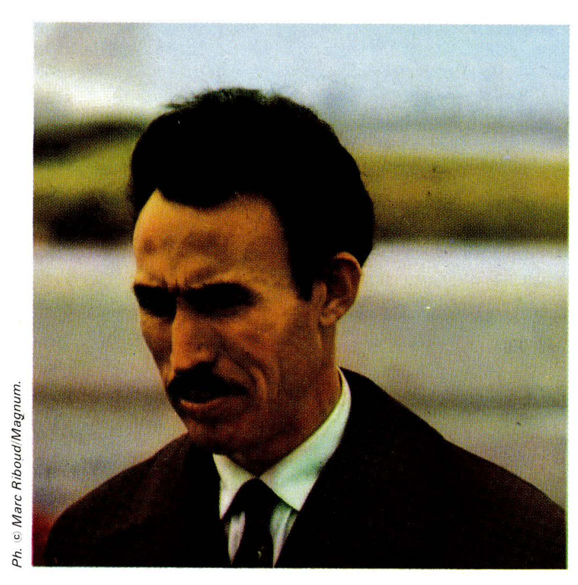
Années	1890	1908	1914	1929	1944	1954	1964
Taux de scolarité (% de la population d'âge scolaire présente dans les écoles primaires).	1,9	4,3	5	6	8,8	14,6	70 environ
Élèves de l'enseignement primaire.	10 000	33 400	47 650	60 600	110 000	302 000	1 400 000
Élèves de l'enseignement secondaire.			150		1 400	6 620	82 000
Élèves de l'enseignement supérieur.					89 (en 1940)	590	environ 8 000

L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE.

La deuxième guerre d'Algérie et les accords d'Évian.

La guerre d'Algérie.

Elle fut menée par le *Front de libération nationale* (FLN) créé au Caire par les dirigeants du mouvement insurrectionnel. Le déclenchement de l'insurrection eut lieu dans l'Aurès ; le but des rebelles était l'anéantissement du


Ph. © Marc Riboud/Magnum.

Le colonel Houari Boumediene, en arabe : Hawwārī Abū Madyan (né à Guelma en 1925), ministre de la Défense en 1962 dans le gouvernement de Ben Bella ; il a pris le pouvoir le 19 juin 1965 et l'a conservé jusqu'à sa mort, en 1978.

colonialisme et la « restauration de l'État algérien ». Le gouvernement français fit immédiatement procéder à la dissolution du MTLD et à l'arrestation des partisans de Meṣṣālī al-Hadj, qui étaient étrangers au mouvement insurrectionnel. Ceux-ci formèrent d'ailleurs un nouveau parti, le *Mouvement national algérien* (MNA) : pendant toute la durée de la révolte algérienne, le conflit entre FLN et MNA menacera l'unité de la résistance nationaliste.

Les autorités françaises cherchèrent à lutter politiquement et militairement contre l'insurrection.

● *Politiquement,* on en revint d'abord à la vieille thèse de l'intégration (J. Soustelle) puis, après la reconnaissance de la « personnalité algérienne » par le gouvernement du Front républicain (1956), on tenta de mettre en œuvre une politique de réformes. Pour réaliser cette politique, furent nommés successivement comme gouverneurs : le général Catroux et René Lacoste. Les Français d'Algérie manifestèrent agressivement contre cette orientation de la politique métropolitaine (échec de Guy Mollet à Alger le 6 février 1956). C'est à cette occasion que le président du Conseil français obtint de l'Assemblée nationale l'octroi de pouvoirs spéciaux pour rétablir l'ordre en Algérie (12 mars 1956).

● *Sur le plan militaire,* on commença par combattre la guérilla en envoyant dès février 1955 les effectifs du contingent (gouvernement Mendès-France) en Afrique du Nord. Après le vote des pouvoirs spéciaux, en mars 1956, on grossit encore les effectifs (56 000 hommes en 1954, 83 000 hommes en 1955, 400 000 hommes en 1956) et la contre-guérilla devint une véritable guerre algérienne. L'armée prit peu à peu en main la plupart des problèmes algériens : on en retournait, toutes proportions gardées, à la « politique du sabre » d'avant 1860. La lutte contre les *fellagha* fut une guerre dure et impitoyable, et, dans les deux camps, les pires excès furent commis. Dès la fin de 1956, les chances de négociations étaient sérieusement compromises par l'interception d'un avion marocain dans lequel se trouvaient Ben Bella, Aït Aḥmad, Boudiaf et Khider, les principaux dirigeants de l'insurrection. 1956 est d'ailleurs l'année où les nations arabes voient leur audience internationale s'agrandir (États-Unis, URSS).

● *En Algérie même,* le fossé entre les Européens et les musulmans se creuse. Les Européens ne comprennent pas la révolte musulmane, considérant que les « Arabes » leur devaient la prospérité économique du pays et l'amélioration générale de leurs conditions de vie ; ils n'ont jamais admis leur prétention à l'égalité politique et encore moins leur prétention à l'indépendance. Très vite, dans l'atmosphère particulièrement tendue des villes algériennes, se crée un mouvement d'*ultras,* partisans de l'action à outrance contre les nationalistes, persuadés qu'avec l'aide énergique de l'armée la rébellion pourrait être écrasée. De son côté le FLN a recours au « terrorisme urbain » : les attentats se sucèdent, notamment à Alger, et le gouverneur Lacoste donne l'ordre aux unités de parachutistes de détruire les commandos terroristes, ce qui fut fait après ce qu'on a appelé « la bataille d'Alger » (janvier-septembre 1957). Cette victoire indiscutable sur l'insurrection eut pour conséquence de surexciter le sentiment national et de faire naître même chez les musulmans qui jusqu'alors étaient restés relativement passifs, un sentiment antifrançais particulièrement violent. Pendant qu'en Algérie le climat d'incompréhension totale entre « Pieds Noirs » et « musulmans » se développait, en métropole des divisions politiques graves se manifestaient : partisans du maintien coûte que coûte en Algérie, partisans de l'indépendance s'accusaient réciproquement de tous les crimes. En 1958 l'aviation militaire française bombarde le village tunisien de Sakhiet-Sidi-Youssef, en représailles contre l'activité de l'*Armée de libération nationale* algérienne, ce qui manque de provoquer l'internationalisation du problème algérien (la Tunisie réclame les « bons offices » des États-Unis et de la Grande-Bretagne).

Le 13 mai 1958.

Le 13 mai 1958 les activistes algériens, appuyés par l'armée qui menait depuis quatre ans une guerre difficile et parfois inhumaine, imposent, par la rébellion, la transformation du régime politique de la France. L'agitation activiste était particulièrement aiguë depuis la conférence maghrébine de Tanger, qui avait assuré le FLN de l'appui total des « pays frères » arabes. Les colons, persuadés que la France allait finir par accorder à l'Algérie musulmane l'indépendance qu'elle réclamait, constituent, selon la tradition des anciennes émeutes algéroises, des Comités de défense et un Comité de salut public appuyés par l'armée (dont le général en chef était à l'époque Salan). C'est ce coup de force algérois qui plaça le général De Gaulle au pouvoir le 13 mai 1958.

La guerre algérienne n'en fut pas finie pour autant : elle devait durer encore quatre ans.

— Les musulmans, qui avaient constitué un *Gouvernement provisoire de la République algérienne* (GPRA), durcirent, après l'échec des pourparlers de Melun (juillet 1960), leur position et se tournèrent vers la Chine de Mao (qui avait reconnu l'indépendance algérienne en septembre 1958).

— La France métropolitaine, malgré l'autorité de son nouveau gouvernement, se heurte aux Européens d'Algérie qui créent un *Front national français* (FNF) activiste (Ortiz, Susini) et tentent de provoquer un nouveau 13 mai, mais ils ne sont pas suivis par l'armée (janvier 1960) : les chefs militaires (généraux Challe, Jouhaud, Salan, Zeller) tentent un *putsch* le 22 avril 1961 ; leur tentative échoue et l'on entre alors dans une période trouble (formation de l'OAS, *Organisation Armée Secrète,* qui organise une guérilla contre la guérilla et provoque une flambée de violence). Il semble d'ailleurs que les chefs nationalistes arabes aient été inquiets de cette intervention physique et non plus oratoire des colons, d'autant plus que le commandant de la willaya 4, Si Salah, avait tenté de négocier directement avec les autorités françaises avant les pourparlers et que des dissensions éclataient au sein du GPRA (opposition entre les militants et les partisans d'une part, et ceux qu'on appelait les « potiches » comme Farḥāt ʿAbbās, d'autre part).

Les accords d'Évian.

Le déchaînement de l'OAS qui se livra sur le territoire métropolitain à de nombreux attentats monta une bonne partie de l'opinion publique métropolitaine contre les « Pieds Noirs » ; le gouvernement français renonça alors à créer une Algérie où les communautés musulmane et non musulmane vivraient sur un pied d'égalité et, après un colloque entre ministres français et algériens en février 1962 (aux Rousses) eut lieu la seconde conférence d'Évian qui aboutit, le 18 mars 1962, au cessez-le-feu et à la signature des accords d'Évian.

Par ces accords la France reconnaissait la souveraineté algérienne sur les quinze départements algéro-sahariens, promettait un référendum algérien au sujet de l'avenir de l'Algérie et assurait la transition par un exécutif provisoire nommé par le gouvernement français. Un certain nombre d'aménagements ont été prévus pour les colons français et européens et le maintien de forces militaires françaises sur les aérodromes du Sahara et dans la base navale de Mers el-Kébir. Une coopération technique et culturelle était envisagée.

L'OAS tenta alors une manœuvre désespérée pour provoquer une reprise de la guerre (manifestation de la rue d'Isly, le 26 mars 1962 : la troupe tire sur les manifestants européens). Mais déjà la parole n'était plus aux armes, du moins en Algérie. Le 1er juillet le référendum d'autodétermination donnait les résultats suivants : 5 975 581 suffrages en faveur de l'indépendance, 16 534 suffrages contre l'indépendance.

Évian, 1962 : les négociations entre les représentants du gouvernement français et les délégués du GPRA, touchent à leur fin. On reconnaît de gauche à droite : Ben Yahia, Belkacem Krim, Ben Mostefa, Ben Tobbal Malek et Yazid.


Ph. © Keystone.

L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE

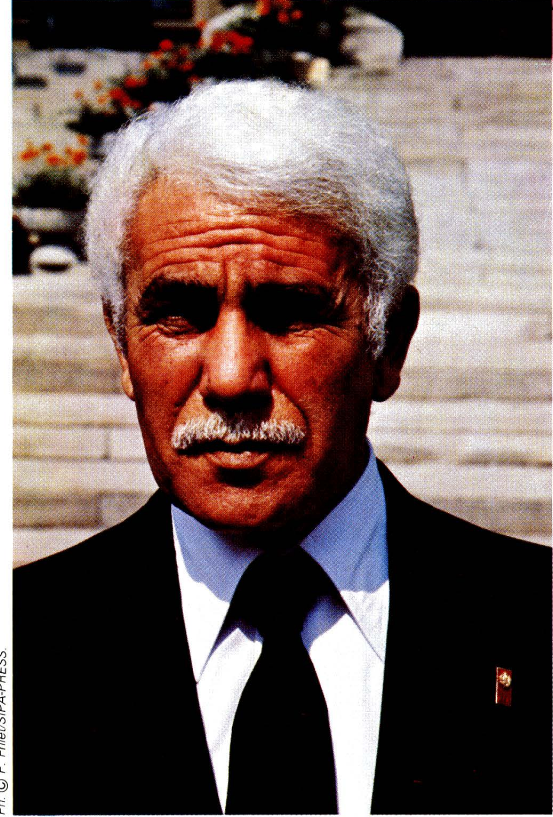
Pour les conséquences de la libération de l'Algérie sur le plan de la politique intérieure française, retenons que le nouveau statut de l'Algérie donna lieu en France métropolitaine à un référendum (8 avril 1962) et qu'il fut accepté avec les résultats suivants : — 17 505 473 *oui ;* — 1 794 553 *non ;* — 6 580 772 abstentions.

L'évolution politique de la République algérienne démocratique et populaire.

L'histoire de l'Algérie indépendante est liée à ses divisions politiques (dominations successives des leaders traditionnels, menés par Farḥāt ʿAbbās ; des « combattants » menés par Ben Bella et Boumediene, de Boumediene seul de juin 1965 à décembre 1978 ; présidence de Chadli Bendjedid depuis le 7 février 1979) et à ses difficultés économiques croissantes qui lui imposent de faire appel à l'aide et aux capitaux étrangers (France, URSS, Chine).

● *Le gouvernement de Farḥāt ʿAbbās.* Proclamée indépendante le 3 juillet 1962, l'Algérie élit son Assemblée nationale. Farḥāt ʿAbbās, exclu du GPRA en 1961, élu député de Sétif en 1962, devient président de cette Assemblée en septembre 1962, démissionne en août 1963 et est arrêté en août 1964. Le chef du premier gouvernement algérien est Aḥmad Ben Bella. La tâche de ce gouvernement fut d'une part de réduire l'opposition intérieure (lutte contre les messalistes et les communistes), d'élaborer une constitution (constitution du 8 septembre 1963) et de faire face aux difficultés économiques créées par le départ des Européens (plus d'un million d'hectares de terre pris en charge par des *Comités de gestion* agricoles).

● *Le gouvernement de Ben Bella.* La constitution de 1963 établit un régime présidentiel avec parti unique (le FLN). Le candidat unique, Ben Bella, fut élu à la présidence. Ben Bella a tenté d'instaurer un socialisme agricole : prise en charge des « biens vacants » abandonnés par le départ des colons, autogestion par les travailleurs des entreprises agricoles nationalisées (propriétés ayant plus de 50 hectares) et des principales entreprises industrielles et commerciales. Cette socialisation a sans doute été trop rapide, car le pays manquait de cadres administratifs et techniques et « l'idéalisme » de Ben Bella a perdu de vue, peut-être, les réalités. Ben Bella a été aussi le partisan d'une « arabisation » à outrance, surtout sur le plan linguistique, mais il s'est heurté ici à l'existence d'un courant francophone très solide. Sur le plan extérieur, il s'est heurté à ses voisins tunisiens (qu'il inquiète par sa théorie du Maghreb arabe unifié) et marocains (conflit à la frontière saharienne, réglé par la


Ph © P. Frilet/SIPA-PRESS

Le colonel Chadli b. Djedid (né en 1929), élu président de la République algérienne en février 1979.

conférence de Bamako). Mais les plus graves difficultés du gouvernement Ben Bella furent intérieures : il eut à combattre le *Front des forces socialistes* (Aït Aḥmad), une dissidence en Kabylie, une révolte de l'armée (exécution du colonel Chaabani en juillet 1964). On reproche essentiellement à Ben Bella son gouvernement trop personnel et il est finalement renversé par un coup d'État militaire (19 juin 1965) qui, avec le colonel Houari Boumediene, établit un *Conseil de la Révolution.*

● *Le gouvernement de Boumediene.* Le colonel Houari Boumediene a instauré un régime socialiste sévère et resserré les liens de son pays avec la République arabe unie (voyage au Caire, novembre 1966). Gouvernant collégialement, Boumediene est parvenu à éliminer les principaux leaders de son opposition, soit qu'ils aient fui l'Algérie (comme Mohammed Khider, qui fut d'ailleurs assassiné à Madrid en janvier 1967), soit qu'ils aient été emprisonnés (Ben Bella), soit qu'il ait engagé contre eux une action judiciaire par contumace (par exemple contre Belkacem Krim qui a fondé en 1967 le *Mouvement démocratique du renouveau algérien,* MDRA à Paris, condamné à mort par contumace en 1969). Sur le plan extérieur, le gouvernement Boumediene a rompu les relations diplomatiques avec les États-Unis et avec la Grande-Bretagne, augmenté les relations commerciales avec l'URSS. La nationalisation des pétroles en 1967-1968 s'est accompagnée d'une tension des rapports entre la France et l'Algérie et a eu pour conséquence la diminution de l'aide française.

A partir de 1970, le régime se radicalise et les rapports avec la France s'aggravent (embargo sur les chargements pétroliers français à partir de janvier 1971 ; contrôle majoritaire des compagnies pétrolières françaises le 24 février 1971 ; etc.) ; cette situation persistera jusqu'en 1979. Par ailleurs, fort de ses premiers succès diplomatiques et économiques (amélioration de la balance commerciale), le président Boumediene fait approuver par référendum une nouvelle constitution (République démocratique et populaire) instaurant un régime présidentiel (19 novembre 1976) ; il est évidemment élu président de cette nouvelle République (10 décembre 1976), et le parti unique (le FLN) obtient, aux élections législatives de février 1977, 261 sièges sur 261 (on se demande comment il aurait pu en être autrement).

Sur le plan extérieur, le fait le plus marquant de cette dernière période est le différend avec le Maroc et la Mauritanie au sujet du Sahara occidental (l'Algérie soutient le peuple sahraoui daans ses revendications ; voir p. 78).

● *La présidence de Chadli Bendjedid.* Houari Boumediene meurt le 27 décembre 1978 (il avait 46 ans) ; Chadli Bendjedid, ancien officier de l'ALN, lui succède (élu le 7 février 1979). Le nouveau président entame un processus de libéralisation du régime (les anciens leaders, tels Bouteflika — ex-ministre des Affaires étrangères — ou Muḥammad Salah Yahiaoui, sont écartés des responsabilités politiques ; libération de Ben Bella) ; la constitution est révisée le 30 juin 1979 et, à partir de 1979/1980, l'Algérie de Chadli Bendjedid renoue avec la France les relations interrompues en 1971 (François Mitterrand, président de la République française, est reçu à Alger en décembre 1981).

A l'intérieur, Chadli Bendjedid est confronté à la double opposition des intégristes musulmans et du nationalisme berbère (grèves et émeutes en Kabylie ; refus de l'arabisation). Sur le plan extérieur, l'Algérie soutient ouvertement la République Sahraouie contre le Maroc.

L'AFRIQUE CENTRALE DU NORD

Nous étudions ici la partie de l'Afrique Noire située au nord de l'équateur ; les États qui sont « à cheval » sur l'équateur sont étudiés aux pp. 88 à 91. Les noms de peuples ou peuplades (San, Peul, etc.) sont écrits comme des mots invariables (notamment au pluriel : les Peul, les Baoulé, etc.) sauf lorsque le féminin existe en français (les Bantou*s*, parce qu'on dit : une femme bantou*e*).

AVANT L'ÈRE COLONIALE.

Les origines.

La préhistoire.

L'Afrique, occupée dès les plus anciens moments de la préhistoire humaine, voit apparaître l'*homo sapiens* à la fin du gamblien (entre 90 000 et 10 000 ans avant notre ère). On a retrouvé en Afrique à peu près les mêmes étapes préhistoriques qu'en Eurasie (*pebble-culture,* chelléen, etc.). Le néolithique (âge de la pierre polie, poterie) fait son apparition vers le Vᵉ millénaire (Nil, Sahara, Soudan, puis Congo) ; à partir du IVᵉ millénaire se développe dans la vallée du Nil la civilisation égyptienne pharaonique dont les seuls rapports avec l'Afrique Noire qui nous soient connus concernent la Nubie (le *pays de Kouch,* avec notamment le *royaume de Méroë* qui conquiert l'Égypte au VIIᵉ siècle av. J.-C. : dynastie dite éthiopienne).

Les Noirs africains.

Si l'homme africain est aussi vieux que l'homme eurasiatique — certains paléontologues pensent même aujourd'hui que l'espèce humaine est née en Afrique — le Noir africain (ou Négro-Africain : le terme « nègre » est devenu péjoratif en français ; on dit couramment maintenant : *mélanoderme,* c'est-à-dire homme à la peau noire, mais le terme n'est pas extrêmement précis, car il s'applique aussi aux Éthiopiens qui ne sont pas des *négrides*) est d'origine récente (10 000 ans av. J.-C. seulement ?).

On faisait autrefois venir les peuples mélanodermes d'Asie (Dravidiens) ou d'Océanie (Mélanésiens). Actuellement, les savants sont plus réservés sur ce point et l'on aurait tendance à penser que la « race noire » (caractérisée par la couleur de la peau, les cheveux crépus, le prognathisme plus ou moins accentué, les lèvres fortes et le nez large, les jambes longues et maigres, les hanches étroites) se serait développée dans le Sud-Sahara. Ces peuples de chasseurs seraient devenus progressivement éleveurs et agriculteurs, expulsés vers le sud et vers le golfe de Guinée par l'assèchement du Sahara (ou par de nouveaux arrivants ?). On peut schématiquement résumer de la sorte l'expansion des négrides :

● *Les premiers habitants* des steppes qui entourent la forêt tropicale seraient les *Pygmées,* repoussés vers les savanes humides et la grande forêt équatoriale par l'invasion des négrides, en provenance du nord-est. Les uns se seraient métissés, les autres se seraient enfoncés dans la forêt.

● *Les négrides* se seraient répandus vers le golfe de Guinée et vers le Nil ; on disait autrefois qu'il s'agissait d'un peuplement *soudanais,* mais c'est là une distinction fondée sur un critère plus linguistique qu'anthropologique.

● *Le groupe bantou* (terme, lui aussi, linguistique) se serait répandu à partir du Cameroun vers le sud-est (c'est-à-dire vers le lac Tanganyika) en traversant la grande forêt équatoriale ; de là les Bantous auraient essaimé vers la région sud de l'Afrique, refoulant les premiers occupants des plateaux du sud-est vers les régions les moins hospitalières de l'Afrique du Sud : les montagnes du sud et les déserts du sud-ouest.

● *Les prédécesseurs des Bantous* en ces lieux étaient des nomades chasseurs (*San* ou *Bochimans*), ou éleveurs (*Khoi* ou *Hottentots*). C'est aux San que l'on

devrait les œuvres rupestres (gravures, peintures) dont certaines évoquent les luttes contre l'envahisseur bantou et qu'on rencontre en Afrique méridionale.

● *A une époque tardive* (XIe siècle apr. J.-C.) s'établissent au Sénégal des peuples d'origine berbère ou éthiopide qui s'étendent peu à peu vers l'est : ce sont les *Peul* ou *Foulbé* (Guinée, Mali).

Du Moyen Âge au XIXe siècle.

Au sud du Sahara et du désert libyen on trouve le Sahel qui précède une zone de steppe et de savane conduisant progressivement à la grande forêt équatoriale. Cette « bande » qui s'étend de l'Atlantique à la haute vallée du Nil avait été baptisée par les Arabes Soudan (de l'arabe *sūdun* : « noir »), c'est-à-dire le pays des Noirs. On distingue généralement le Soudan occidental, à l'ouest du Tchad, le Soudan central entre le Tchad et la vallée du Nil et le Soudan oriental qui correspond à l'actuelle république du Soudan.

Soudan occidental.

● *Les grands empires féodaux du Moyen Âge.* Dans la partie occidentale du Soudan se sont développés, entre le IXe et le XVIe siècle, de grands empires dont les principaux sont le Ghana, le Mali et le Songhaï. Ces empires et les royaumes périphériques qui les prolongent sont plus ou moins islamisés à partir du VIIIe siècle, mais l'islām n'y a jamais été fanatique et les croyances religieuses locales (paganisme animiste) se sont souvent maintenues. La société n'est hiérarchisée que dans les grands États, comme le Mali ou le Songhaï (le roi et sa « cour », ses ministres, une noblesse faite de chefs de guerre, les guerriers, les artisans et les agriculteurs); ailleurs règne l'*anarchie familiale,* c'est-à-dire une structure sociale faite de clans autonomes plus ou moins sédentarisés. La vie économique est active ; le commerce se fait par caravanes avec les Arabes et les Berbères ; la principale richesse est constituée par les mines d'or de la haute vallée du Niger. L'activité essentielle est la guerre (ou la chasse), comme chez les féodaux européens. L'armée songhaï, avec ses cavaliers vêtus d'armures et ses fantassins-archers, ressemble d'ailleurs aux armées européennes du XIIIe siècle. Voici les principaux de ces royaumes.

— Vers les VIIIe-IXe siècles se constituent les petits royaumes de *Tekrour* (métissage des négroïdes et de Peul : les *Toucouleurs*) et de *Ghana* (fondé par des Blancs, remplacés par les Noirs *Sarakollé*). Le Ghana est absorbé par les Almoravides (voir p. 67) en 1076 ; il n'en subsistera que le petit royaume *Sosso* dans l'ouest.

— Au XIIe siècle, le peuple mandingue des *Malinké,*dominé par le clan *Keita,* fonde l'empire du Mali, dont la richesse essentielle est les *mines d'or* (commerce avec le Sud marocain, la Libye et l'Égypte par les routes passant par Tombouctou, puis Gao). Les grands centres d'échange sont : Kangaba, Niani, Mali, Tombouctou. Les rois du Mali (Soundiata Keita, mort en 1255 ; son fils Mansa Oulé ; Kankan Moussa vers 1325) agrandissent leur empire, qui est bien administré mais que menacent les peuples voisins (notamment les *Mossi* et les peuples du *Songhaï*). Au XVe siècle, le Mali tombe sous la domination de l'empire songhaï.

— L'empire songhaï a des origines anciennes (fondé au VIIe siècle par Za al-Hyamen, peut-être un Arabe yéménite, ou un Libyen). Au XIe siècle sa capitale est Gao, il est plus ou moins vassal du Mali. L'ascension du Songhaï date du XVe siècle (prise de Mali par le roi Ma Dogo en 1400 ; organisation de l'empire, fondé sur une féodalité militaire, par le roi Ali le Grand, 1465-1493 ; Mamadou Touré, 1493-1528 ; Daoud, 1549-1589). L'empire songhaï tombe entre les mains des Marocains (le pacha Djouder) après la défaite de Tondibi (12 avril 1591).

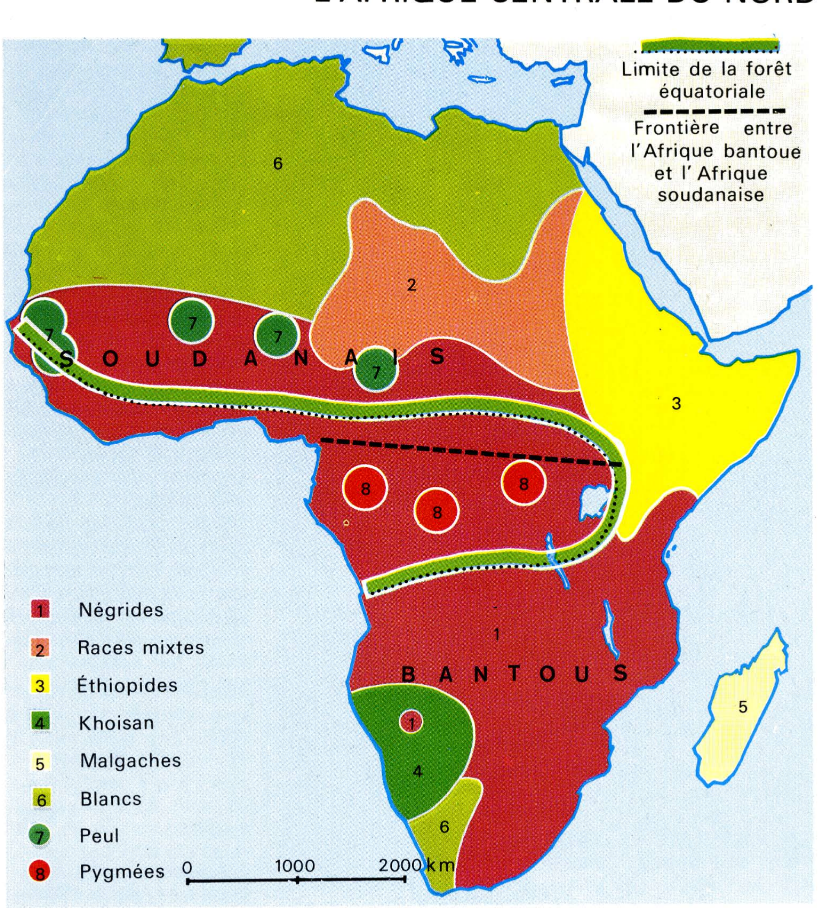
— Autour de ces grands empires se multiplient les petits royaumes, plus ou moins vassaux des grands, qu'ils attaquent ou par qui ils sont attaqués : les *Mossi* (guerriers qui furent les artisans du déclin du Mali), les *Haoussa* (du Xe au XVe siècle), les *Serer* et les *Ouolof* à l'ouest (à la place du Tekrour ; encadrement mandingue). Le royaume ouolof a été fondé par N'Dia dia ne N'Diaye. L'ancien royaume de Tekrour est devenu le *Fouta* (Peul).

● *Les temps modernes* (du XVIIe au XIXe siècle) sont caractérisés par les traits généraux suivants.

— Les Peul (ou Foulbé) que nous avons déjà rencontrés dans le Tekrour au Moyen Âge vont se répandre d'ouest en est parmi les différents groupes ethniques ; leur activité est spécialisée (élevage) et quand ils s'infiltrent parmi les indigènes c'est d'abord comme pasteurs de leurs troupeaux. Leur expansion se fait pacifiquement (métissage) ou par la conquête. C'est ainsi qu'ils finissent par dominer notamment le plateau de Fouta Djalon (Ibrahima Sori, mort vers 1784), la Macina (où, à partir de 1818, Hamadou Sékou crée un royaume peul-bambara qui sera plus tard annexé par al-Ḥādjdj ʿUmar) et la région située entre le Niger et le lac Tchad (Ousmane dan Fodio à la fin du XVIIIe siècle installe sa capitale à Kano ; son fils Mohammed Bello règne à Sokoto). D'une façon générale la domination peul s'accompagne d'un renforcement des idées religieuses (islām).

— Dans la vallée du Sénégal se constituent de nombreux États, où se mêlent parfois les ethnies ; ces petits royaumes (Fouta-Toro, Ouolof, etc.) sont à structure féodale et parfois théocratique (gouvernement par une classe religieuse).

— Sur les ruines du Mali et du Songhaï se bâtirent les royaumes bambara, dans le courant du XVIIe siècle (Biton Kouloubali, 1712-1755, a été le principal souverain bambara). Les Bambara sont des peuples de langue mandingue (comme les Malinké) et, au XVIIe siècle, d'autres peuplades appartenant au même groupe linguistique essaiment dans la région (royaume *Kong* autour de Bobo-Dioulasso et Bondoukou par exemple).

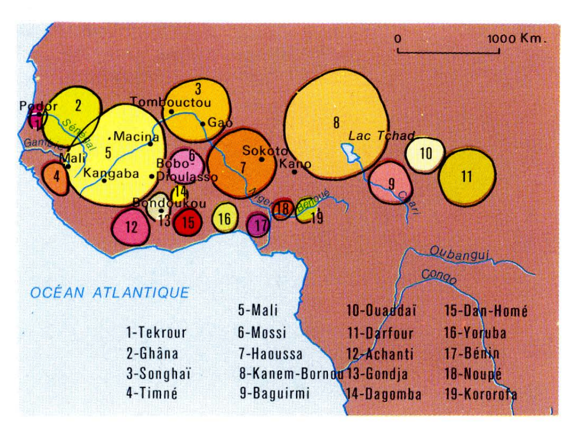


Les grandes divisions ethniques de l'Afrique. On remarque, sur cette carte, la division assez nette de l'Afrique noire en une Afrique « soudanaise » et une Afrique bantoue avec une zone orientale éthiopide. La forêt équatoriale n'est pas habitable, sinon dans les clairières ou le long des fleuves. Les Pygmées, habitants primitifs de l'Afrique, s'y sont réfugiés en îlots ethniques (d'ailleurs mal définis). Cette carte est évidemment très schématique : au Soudan, notamment, et en Afrique-Orientale, les métissages ont été fréquents.

L'islām a pénétré fort avant en Afrique. Ci-dessous, la mosquée de Djenné, au Mali (Djenné est l'ancienne capitale de l'empire songhaï).



Ph. © Naud/Afrique-Photo.



Le Soudan occidental et central à la veille de la colonisation.

Le Soudan central et oriental.

● *Au VIIIe siècle, dans la région du lac Tchad,* se fonde le royaume du Kanem (dynastie *téda*), islamisé au siècle suivant et peuplé par les *Kanembou* (métissage entre les *Téda* et les populations locales). Au XIVe siècle, les Kanembou s'étendent à l'ouest du Tchad (royaume de *Bornou*). Le royaume de Kanem-Bornou connaît son apogée au XVIe siècle, lorsque Idriss Alaoma (1571-1603) soumet les Berbères de l'Aïr et les Haoussa, menaçant l'empire peul qui se constitue entre Niger et Tchad.

● *A l'est du Tchad* se sont formées, entre le XVIe et le XIXe siècle, des unités politiques bien structurées comme le *Ouaddaï,* base de départ des expéditions vers les pays au sud du Ouaddaï où se faisaient des razzias d'esclaves pour le compte du pacha égyptien et du sultan turc. C'est une rivalité entre négriers égyptiens et trafiquants ouaddaï qui provoqua un conflit qui marque le point de départ de la domination égyptienne sur le Soudan oriental (conquête de Mohammad as-Sanoussi).

Enfin, en Nubie et dans la région du Nil, se constitue une série de petits royaumes (voir carte) qui déclinent à partir du XVIIe siècle (Darfour, Kordofan, Foundj, etc.) ; le Soudan oriental sera conquis par l'Égypte, sous Méhémet Ali, en 1820-1822.

Les civilisations forestières du golfe de Guinée.

Dans la région correspondant aux États modernes de la Gambie, de la Sierra Leone, du Liberia, de la Côte-d'Ivoire, du Ghana (bien plus vaste que l'ancien royaume sarakollé), du Togo, du Dahomey, de la Nigeria et du Cameroun se sont développés une multitude de petits royaumes qui, à partir du XVIe siècle, sont en relation avec les négociants européens (surtout portugais) qui baptisent les « côtes » du golfe en fonction des ressources qu'ils tiraient du pays : Côte-de-l'Or, Côte-d'Ivoire, Côte des Esclaves (Dahomey), etc. Les grandes richesses africaines étaient, à l'époque, l'or et les esclaves (exportés surtout en Amérique : cinquante mille par an au XVIIIe siècle). Les esclaves étaient capturés par les chefs des tribus côtières qui étaient ainsi les premiers maillons de l'ignoble chaîne de négriers — le dernier anneau étant l'exploitant chrétien et bien-pensant d'Amérique. La géographie humaine de la région est fixée dès le XVIe siècle. Un empire comparable à ceux du Soudan occidental est établi au XIIIe siècle par les *Bono* au sud de la Volta Noire, avec Bono Mansu pour « capitale », mais le grand État africain de la région fut celui des *Ashanti,* fondé par Osey Toutou (1695-1731) et son successeur Apoukou Waré autour de Kumasi (Koumassi). Les Ashanti, qui offrirent aux Britanniques une valeureuse résistance lors de la conquête de la Côte-de-l'Or, ont repoussé vers l'ouest les groupes qui ne se pliaient pas à leur domination et qui s'installent en Côte-d'Ivoire : *Agni* et surtout *Baoulé.*

Les Baoulé ont une des civilisations les plus brillantes de l'Afrique occidentale et leur influence sur les peuples voisins est certaine. A l'heure actuelle encore ils forment l'aristocratie politique de la Côte-d'Ivoire. L'art baoulé est l'un des plus raffinés du continent ; ses statues, gracieuses et humoristiques, sont parmi les chefs-d'œuvre de l'art africain, ainsi que ses masques dont le caractère expressif a toujours été admiré. Les bijoux en or, les objets en bronze, les meubles et les étoffes sont aussi d'une variété et d'une qualité rares.

Au Dahomey et au Togo se sont installés les *Fon* et les *Evhé.* Ces derniers se sont dispersés au XVIIIe siècle ; par contre les Fon au Dahomey ont constitué un royaume puissant au XVIIe siècle (Allada, Porto Novo, le Dahomey proprement dit). Parmi les souverains les plus importants citons : Akaba (1680-1708), Agbadja (1708-1729), Agonglo (1789-1797) — célèbre par ses réformes fiscales —, Gézo (1818-1858) qui a substitué au commerce des esclaves — ressource principale des Dahoméens — l'activité agricole (l'huile de palme), Glé-Glé (1858-1889).

Au Moyen-Dahomey se forment le royaume *yorouba* (capitale Oyo, organisation politique empruntée à l'Afrique Blanche), le royaume du *Bénin* dominant en particulier le peuple *Edo* et dont la capitale (Eko) devait devenir plus tard Lagos (capitale de la Nigeria moderne). Les États du Yorouba et du Bénin ont été puissants et civilisés (bronzes du Bénin du XVIIe siècle, tissus, etc.). A l'est du cours inférieur du Niger vivent les *Ibo,* dont la société est nettement moins évoluée, politiquement, que celle des Yorouba ou des habitants du Bénin ; avec les *Idjo* (delta du Niger), les *Ibibio* et les *Ehoi,* ils sont la « matière première » du commerce des esclaves qui se fait à Boni et à Calabar.

Enfin, dans le Cameroun, se trouvent des peuples bantous ou bantoïdes ; c'est un pays de chefferies et de villages. Un État important : le royaume *bamoun* (capitale Foumban), dont le roi Njoya (1895-1923) avait créé le seul alphabet véritablement africain pour transcrire la langue de son pays (les langues africaines qui ont été fixées par écrit — comme le *swahili* par exemple, au XVIe siècle — utilisaient l'alphabet arabe).

L'ÈRE COLONIALE.

Après les Arabes, qui interdisaient jusqu'au XIVe siècle l'accès de l'Afrique, puisqu'ils tenaient la Méditerranée et la mer Rouge, les Européens ont pénétré en Afrique où ils se taillèrent de vastes empires coloniaux dans le courant du XIXe siècle. Leur infiltration s'est faite en deux temps :

— une phase précoloniale, marquée par l'établissement de comptoirs et le commerce des esclaves (du XIVe siècle à 1815) ;

— une phase impérialiste (le « dépeçage » de l'Afrique au XIXe siècle).

L'ère des comptoirs, des négriers et des explorateurs.

La phase portugaise.

Après les Normands, qui ont fondé en 1364, près de Rufisque au Sénégal, le fort de Petit-Dieppe, ce sont les Portugais qui créent les premiers comptoirs européens en Afrique, au XVe siècle. Les initiateurs de ce mouvement d'implantation furent Henri le Navigateur (1394-1460) et Jean II (1455-1495). La politique portugaise n'est pas, alors, uniquement préoccupée par la conquête. Elle procède d'un certain esprit de croisade : les Portugais recherchent l'alliance des païens — qu'ils tentent de convertir au christianisme — contre les musulmans (qui sont aussi leurs ennemis économiques, puisqu'ils contrôlent la route des Indes). On a déjà signalé le rôle des jésuites en Éthiopie (voir p. 75).

Très rapidement cette politique d'évangélisation qui, au début, a permis des rapprochements entre Européens et Africains, cesse pour plusieurs raisons :

— parce que l'Amérique, avec ses mines d'or, est une colonie bien plus intéressante que l'Afrique, où il suffit de conserver des positions fortifiées, le long des côtes, pour les navires qui font route vers les Indes à la recherche des épices ;

— parce que les religieux portugais adoptent une politique dont l'intolérance fait aujourd'hui sourire (l'*Inquisition* en Afrique) ;

— parce que le commerce des esclaves devient fructueux et que les Noirs représentent un gibier à pourchasser et non des hommes à qui proposer les bienfaits de la civilisation. L'Inquisition est d'ailleurs un excellent fournisseur d'esclaves.

A partir de la fin du XVIe siècle, l'influence portugaise, qui aurait pu être bénéfique, est devenue presque négligeable (métissage, petits apports culturels) ; Dieppois, Espagnols, Anglais, Hollandais, Français, etc., se joignent aux Portugais pour réaliser le commerce des esclaves, la *traite,* qui se développe en même temps que croît en Amérique l'*économie de plantations.*

La traite des Noirs.

La traite a d'abord été le monopole des Portugais. Le roi de Portugal en confie l'administration à des fermiers (les *contratadores*) qui, en échange d'une taxe, accordent à des « spécialistes » des *avenças,* c'est-à-dire des « licences d'importation », dans les possessions portugaises d'Amérique latine. Aux Indes de Castille, un contrat, l'*asiento,* est passé entre le roi et ses fermiers ; au XVIIe siècle le monopole espagnol des importations est accordé — par un traité d'*asiento* — à des pays étrangers.

Les esclaves sont rarement capturés directement sur le sol africain. Les négriers traitent avec des chefs locaux (les *sovas*) qui leur vendent leurs prisonniers de guerre en échange d'armes, de bimbeloterie, de tabac, d'eau-de-vie, de coquillages *(zimbos),* etc. Les esclaves sont alors baptisés, en groupes ou individuellement, et embarqués sur des navires (le « chargement » varie entre 200 et 500 esclaves). Le voyage Afrique-Amérique dure un ou deux mois ; la moitié des esclaves meurent souvent en route, asphyxiés dans les cales des vaisseaux, ou bien atteints par des maladies diverses (quand il y a épidémie, on massacre tout le contingent d'esclaves afin d'éviter que l'épidémie ne se répande). Arrivés à destination, les négriers rassemblent leur « marchandise » dans un camp ; les esclaves se reposent, sont nettoyés et soignés, puis vendus aux enchères. Le prix dépend de l'âge, du sexe, des qualités du sujet et aussi du cours pratiqué sur le marché.

La traite a amené ainsi en Amérique du Nord, du Centre et du Sud un million et demi d'esclaves qui ont fait souche : Noirs purs ou sang-mêlé que l'on nomme :

— métis = noir × blanc,
— quarteron = métis × blanc,
— octavon = quarteron × blanc.

L'art baoulé (Côte-d'Ivoire) est l'un des plus raffinés de l'Afrique : ci-dessous, deux pendentifs en or particulièrement expressifs.



Ph. © Giraudon.



Ph. © Giraudon.

La traite s'exerce surtout sur les régions côtières (du reste l'exploration de l'Afrique intérieure commence à peine au XVIIIe siècle) ; le Sénégal, le golfe de Guinée fournissent les « cargaisons d'ébène » qui enrichissent les négriers. A la fin du XVIIe siècle, le Bénin, le Gabon, le Cameroun, puis le Congo et l'Angola seront ainsi mis en coupe réglée par les trafiquants européens.

L'abolition de la traite fut d'abord décidée par le Danemark (1792) ; puis l'Angleterre l'imposa à partir de 1815. En fait, le trafic clandestin se poursuivit pendant tout le XIXe siècle, à destination non plus de l'Amérique, mais de l'Éthiopie et de l'Orient arabe où il a persisté jusqu'à nos jours (la traite a été *officiellement* abolie en Arabie saoudite en 1941 seulement...).

La colonisation française en Afrique centrale.

En 1815, l'empire colonial français en Afrique se limite à quelques établissements sur la côte du Sénégal (Saint-Louis) et à l'île de la Réunion (« l'île Bourbon », dans l'océan Indien).

L'expansion coloniale française jusqu'au second Empire.

● *Sous la Restauration,* la politique coloniale se fait selon le *système Portal,* du nom du directeur des Colonies au ministère de la Marine (il n'existe pas encore, à l'époque, de « ministère des Colonies »), le baron Portal (de 1815 à 1821). Mais l'essentiel de son action en Afrique consiste à reprendre possession des colonies abandonnées sous la Révolution et l'Empire (comptoirs du Sénégal, de Madagascar, principaux postes algériens) et à se rallier au principe de l'abolition de la traite des Noirs (la suppression de l'esclavage ne date que de 1848). Le système Portal a abouti aussi à créer le principe administratif du gouvernement des « colonies ». Schmaltz (1817-1820) et le baron Roger (1822-1827) élargissent l'implantation française au Sénégal.

● *Sous le second Empire,* la politique mercantile antérieure à 1848 est abandonnée au profit d'une politique dite « impérialiste ». Le général Faidherbe (1818-1889), gouverneur de 1854 à 1861 et de 1863 à 1865, entreprit de « pacifier » le Sénégal. Il se heurta à al-Ḥādjdj ʿUmar (voir ci-dessus) qui vint assiéger le poste français de Médine (1857), où la résistance de Paul Holl (pendant plus de trois mois) donna le temps à Faidherbe de remonter le fleuve et de débloquer la place. Al-Ḥādjdj ʿUmar, vaincu, fut rejeté vers le Niger. La conquête de Faidherbe a introduit en Afrique un mode de colonisation particulier : établissement de postes fortifiés à l'intérieur du pays, traités de protectorat conclus avec des chefs indigènes, enrôlement de ceux-ci comme auxiliaires des troupes régulières (tirailleurs et spahis sénégalais), enseignement donné aux enfants des notables, respect des coutumes autochtones.

Le général Louis Faidherbe (1818-1889). Colonisateur du Sénégal où il créa le port de Dakar. Il fut un des rares généraux français à tenter de résister à l'avance allemande en 1870 (vaincu avec l'armée du Nord à Saint-Quentin le 19 janvier 1871).



Ph. © Giraudon.

L'expansion sous la IIIe République.

● *Conquête du Soudan occidental.* L'expansion ne reprit véritablement qu'à partir de 1880 dans la direction suggérée par Faidherbe, celle de la vallée du Niger. Les expéditions françaises se heurtèrent ici, d'une part, au royaume musulman de Ahmadou, le fils d'al-Ḥādjdj ʿUmar, qui régnait à Ségou, et surtout à l'empire mandingue de Samory Touré, créé autour de Bissandougou, entre 1870 et 1875, vers les sources du Niger. Ahmadou fut combattu entre 1888 et 1892 par le colonel Archinard qui détruisit son empire. La conquête des territoires contrôlés par Samory Touré, qui avait levé une armée de 40 000 hommes, qui était ravitaillé en armes modernes et dont l'administration était tout à fait remarquable, fut plus longue. Elle ne prit fin que par la capture de Samory lui-même par le capitaine Gouraud en 1898. Samory Touré fut déporté au Congo où il mourut en 1900. L'année suivante, les Fançais pénétraient à Tombouctou.

● *Dans la région du golfe de Guinée,* la progression fut alors plus facile ; le capitaine Binger s'assura le contrôle de l'arrière-pays de la Côte-d'Ivoire.

● *Au Dahomey,* où la France tente de s'assurer des positions (dans la région de Cotonou), il fallut aussi mener une guerre coloniale qui dura deux ans (1892-1894) contre le roi Béhanzin. La campagne fut conduite par le colonel Dodds après avoir été préparée par Victor Ballot. L'armée de Béhanzin, qui comprenait plus de 15 000 hommes et un corps spécial de soldats féminins (les « Amazones du Dahomey »), résista sous la direction intelligente et efficace de son chef qui se rendit aux autorités françaises le 25 janvier 1894, non sans avoir tenté d'obtenir un appui britannique en lançant un appel dans la presse de langue anglaise par l'intermédiaire d'un journaliste yorouba, Dosciovo Kagadou. Après sa reddition, Béhanzin fut déporté par les Français à la Martinique, puis en Algérie où il mourut.

Ainsi, le Soudan occidental formait un vaste empire français dans lequel s'encastraient, sur le golfe de Guinée, les possessions britanniques (Nigeria, Côte-de-l'Or) et allemandes (Cameroun).

● *La conquête du Tchad,* entreprise dès 1891 par une mission qui remontait la vallée du Chari et qui fut d'ailleurs massacrée, se heurta à la résistance du chef musulman Rabah contre lequel la guerre dura près de dix ans (jonction de trois colonnes françaises venues du nord, du sud et de l'ouest sur les rives du lac Tchad en 1900) et ne fut définitivement victorieuse qu'en 1912).

● *De 1907 à 1917,* la Mauritanie et les régions situées à l'ouest du Tchad (Ouaddaï, Kanem-Bornou) furent occupées progressivement.

● *L'expansion dans la zone équatoriale* fut liée aux initiatives d'un officier de marine, Savorgnan de Brazza (1852-1905), qui réalisa, par des moyens plus pacifiques qu'au Soudan, la conquête du Congo. Brazza relia le Congo — qui était sous le contrôle du chef noir Makoko — aux possessions gabonaises entre 1875 et 1885 (voir ci-après p. 89), la délimitation de la colonie congolaise). Il eut un rival sérieux en la personne du Gallois Stanley, qui, agissant pour le compte du roi des Belges Léopold II, reconnaissait alors le cours du Congo.

Les colonies africaines françaises furent groupées en deux ensembles : l'Afrique-Occidentale française (AOF), créée en 1904, et l'Afrique-Équatoriale française (AEF), créée en 1910. L'AOF et l'AEF furent essentiellement des colonies d'exploitation (et non, comme l'Algérie, par exemple, des colonies de peuplement) et l'AOF, en particulier, devint assez rapidement un pays très actif.



Ph. © Roger-Viollet.

Béhanzin (1844-1900). Fils de Glé-Glé, il fut le dernier roi du Dahomey, exilé par la France à la Martinique, puis en Algérie.

La colonisation britannique.

Si l'on excepte le protectorat sur l'Égypte et la domination du Soudan dit anglo-égyptien (conquis sur les mahdistes, voir p. 72), l'Angleterre ne possède dans la partie septentrionale de l'Afrique que quatre colonies au XIXe siècle : la Gambie, la Sierra Leone, la Gold Coast, le Nigeria.

La Gambie et la Sierra Leone.

● *La Gambie* a été découverte par les Portugais. Dans le courant du XVIIe siècle, des compagnies à charte y avaient établi différents comptoirs le long de la rivière de Gambie. A partir de 1821, cette région était contrôlée à partir de la Sierra Leone. La Gambie devint une colonie de la Couronne en 1843 et fit partie en 1866 des territoires de l'Afrique occidentale, pour devenir à nouveau, en 1888, une colonie séparée.

● *La Sierra Leone* a pour origine la vente à des Britanniques, en 1787, de territoires appartenant à des chefs indigènes. La Sierra Leone servit par la suite à recueillir les Africains qui cherchaient à fuir les négriers. L'arrière-pays est devenu un protectorat britannique en 1896.

La Côte-de-l'Or et le Nigeria.

● *La Gold Coast* correspond à l'actuel Ghana. Les Britanniques s'intéressèrent à ces territoires dont le sous-sol recèle d'importants gisements d'or, de manganèse, de bauxite et de diamant ; le territoire de la Côte-de-l'Or devint colonie britannique en 1874. Les accords conclus avec les Allemands sur le Togo (1889) et avec les Français (1898) ont défini les frontières de la colonie.

● *La ville de Lagos* fut cédée en août 1861 à la Couronne britannique par le roi Docemo et placée sous le contrôle du gouverneur de la Sierra Leone. En 1874, le Nigeria et la Gold Coast sont séparées de ce gouvernement et, en janvier 1886, le Nigeria constitue une colonie indépendante sous le nom de *colonie et protectorat de Lagos.* A peu près au même moment, les intérêts britanniques dans la vallée du Niger sont défendus par la Compagnie Nationale Africaine qui obtient une charte et devient la *Compagnie Royale du Niger (Royal Niger Company)* en 1886. Cette compagnie rendit sa charte à la Couronne en 1899 et, le 1er janvier 1900, la plus grosse partie des territoires qu'elle contrôlait constituèrent le protectorat du Nigeria du Nord. La région côtière devint le protectorat du Nigeria du Sud. En février 1906, le protectorat de Lagos et le Nigeria du Sud se fondirent en la colonie et protectorat du Nigeria du Sud. C'est le 1er janvier 1914 seulement que l'ensemble des territoires sous protectorat britannique, du Nord et du Sud, étaient unifiés pour constituer la colonie et protectorat du Nigeria avec un seul gouverneur. Il est intéressant de souligner la constitution en plusieurs étapes de cette colonie dont l'unité humaine est artificielle et qui se transforma en un État fédéral (1954) avant d'atteindre à l'indépendance (1er octobre 1960).



Ph. © Ian Berry/Magnum.

Ghana, avril 1966 : Nkrumah, jusqu'alors considéré comme un demi-dieu, vient d'être renversé. Ces Africaines n'ont pas été longues à brûler l'ancienne idole et à souhaiter longue vie au Conseil de Libération.

LES ÉTATS INDÉPENDANTS DE L'AFRIQUE CONTEMPORAINE ET LEURS PROBLÈMES.

Depuis l'accès à l'indépendance du Ghana (6 mars 1957), toutes les anciennes colonies françaises, britanniques et allemandes de l'Afrique sont devenues des États indépendants (cela est vrai aussi des possessions belges et italiennes, étudiées les unes pp. 90-91, les autres — Somalie italienne — p. 75). Nous avons passé en revue p. 64 les problèmes généraux qui se posent aux États africains et qui sont le moteur — ou le frein — de leur destin historique actuel. Nous nous limiterons ici à quelques renseignements descriptifs complémentaires pour la période 1957-1970 ; les États sont présentés dans l'ordre alphabétique. Une chronologie globale pour la période 1970-1982 est donnée à la p. 87.

● *Bénin* (ancien nom : *Dahomey*). Indépendance : le 1er août 1960. Chef d'État : Hubert Maga, appuyé par le *Parti dahoméen de l'unité* (PDU, parti unique) ; renversé le 27 octobre 1963 par le général Christophe Soglo, lui-même renversé le 17 décembre 1967 par un putsch militaire organisé par le commandant Kouandété. Le lieutenant-colonel Alphonse Alley est président de la République jusqu'au vote de la nouvelle constitution (31 mars 1968). Dans le cadre de troubles politiques extrêmement confus qui conduisent l'armée à écarter la candidature à la présidence les anciens présidents de la République et différentes personnalités, les militaires désignent, le 27 juin 1968, le Dr Émile Zinsou comme successeur du colonel Alley. Problèmes fondamentaux : le pays se débat dans une situation économique et financière désastreuse (c'est un des pays les moins industrialisés du monde ; la production d'électricité est, proportionnellement à sa population, l'une des plus faibles du monde ; le chômage est considérable). Capitale : Porto-Novo.

● *République fédérale du Cameroun.* Indépendance de la portion sous administration française depuis 1919 : le 1er janvier 1960. Rattachement à la république du Cameroun des districts méridionaux du Nigeria : 1er octobre 1961. Lutte contre le colonialisme menée par l'*Union des populations du Cameroun* (UPC), fondée en 1948 par Um Nyobé (mort en 1958) et dirigée ensuite par Félix Moumié. Deux provinces : Cameroun oriental (ancien Cameroun français) et Cameroun occidental (ancienne possession britannique) ; chaque province a ses propres assemblées et son propre exécutif. Président fédéral : Ahmadou Ahidjo (appartenant à l'*Union camerounaise*), élu en 1960, réélu en 1965. Vice-président : John Ngu Foncha (leader du *Kamerun National Democratic Party* qui fusionne en 1966 avec l'Union camerounaise pour constituer l'*Union nationale camerounaise* ou UNC). Principaux problèmes intérieurs : domination politique et économique des Bamileké sur les autres ethnies (d'où des soulèvements) ; opposition (parfois armée) de l'UPC au gouvernement légal. Politique extérieure : importante assistance technique, culturelle et financière de la France ; accords de coopération avec l'URSS, assistance des États-Unis, de l'Allemagne occidentale et de l'Italie. Capitale : Yaoundé.

● *Îles du Cap-Vert.* État formé d'un archipel d'îles, dans l'Atlantique, à l'ouest du Sénégal. Ancienne colonie portugaise, indépendante depuis le 5 juillet 1975 ; capitale : Praia. Contrôlée (comme la Guinée-Bissau) par le *Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert* (PAIGC). Chef de l'État : Aristides Maria Pereira (réélu le 12 février 1981) ; Premier ministre : Pedro Verona Rodriguez Pires.

● *Centrafrique.* Indépendance : le 13 août 1960. Cet État, constitué par la réunion des trois anciens territoires de l'Afrique-Équatoriale française, a été gouverné jusqu'en 1966 par David Dacko (qui avait succédé au premier chef de l'État centrafricain : Barthélemy Boganda, mort en mars 1959). Dacko avait instauré un système présidentiel avec parti unique et obligatoire ; il avait orienté sa politique dans le sens d'un gouvernement autoritaire. Dans la nuit du 31 décembre 1965, le cousin de Dacko, le colonel Bokassa, renverse le régime par un coup d'État, abolit la constitution de 1959, dissout l'Assemblée et prend en main tous les pouvoirs (le parti unique reste toujours le même : le *Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique Noire* ou MESAN). L'un des premiers actes du gouvernement Bokassa a été la rupture avec la Chine populaire et le rattachement de son pays à une unité économique et douanière comprenant le Tchad et le Congo-Kinshasa (Union de l'Afrique centrale). Capitale : Bangui.

● *Côte-d'Ivoire.* Indépendance : le 8 août 1960. Constitution de type présidentiel ; président de la République et chef du gouvernement : Félix Houphouët-Boigny, réélu en 1965. Parti unique : le *Parti démocratique de la Côte-d'Ivoire* (PDCI) ; principaux problèmes intérieurs : faire face aux groupes d'opposition qui se manifestent notamment depuis 1963. La Côte-d'Ivoire est sans doute l'un des États africains qui ait le mieux réussi son indépendance, grâce à l'habileté et à l'intelligence politique de son président dont l'autorité morale est considérable, en particulier parmi les *pays francophones.* La Côte-d'Ivoire est aussi le pays le plus stable politiquement et le plus évolué économiquement de l'Afrique Noire, d'où l'importance de son rôle sur le plan international. Capitale : Abidjan.

● *Gambie.* Indépendance : le 18 février 1965 (autonomie interne : le 4 octobre 1963). Le projet de constitution républicaine est rejeté par un référendum : la souveraineté du pays appartient donc toujours à la reine Élisabeth II. Le chef du gouvernement est David K. Jawara (appuyé sur le *Parti progressiste du peuple*). Les relations entre le Sénégal et la Gambie sont étroites (il a même été question, en 1967, d'une fusion et de la création d'un État : la Sénégambie ; ce projet n'a abouti qu'en décembre 1981 (Confédération du Sénégal et de la Gambie) Capitale : Banjul.

● *Ghana.* Indépendance : le 6 mars 1957. République proclamée le 1er juillet 1960 ; chef de l'État : Kwame Nkrumah (voir p. 64). Principaux problèmes intérieurs : Nkrumah a été le partisan du panafricanisme intégral (il aurait voulu créer les États-Unis d'Afrique) ; il a organisé à l'intérieur une politique centrée sur le culte de sa personnalité (son surnom : le « Rédempteur ») et il a gouverné en s'appuyant sur un parti unique (*Parti démocratique de Guinée, Convention People's Party* à partir de 1964). Sa politique extérieure était orientée vers les États socialistes (relations économiques et culturelles avec l'URSS). Les difficultés intérieures, les conflits avec les États voisins, la baisse du cours du cacao qui provoque une dégradation de la situation financière, tout cela contribue à affaiblir la position de Nkrumah, renversé le 24 février 1966 par un putsch militaire, alors qu'il était en voyage en Chine. Il se constitua alors un Conseil national de libération, présidé par le général Ankrah ; une constitution est en préparation. Le nouveau gouvernement évolue vers un certain libéralisme (relâchement des liens avec la Chine et Moscou, dénationalisations). Sur le plan extérieur, il faut souligner la difficulté des relations entre le Ghana et la Guinée où s'est réfugié Kwame Nkrumah en 1966 ; le gouvernement guinéen ayant refusé l'extradition de Nkrumah réclamée par le Ghana, des incidents ont éclaté entre les deux pays. Capitale : Accra.

● *Guinée.* Indépendance : le 2 octobre 1958. Président de la République et président du gouvernement : Sékou Touré, réélu le 1er janvier 1968 ; parti unique : le *Parti démocratique de Guinée* (PDG). Problèmes intérieurs : régime à tendance socialiste en bonnes relations avec le Mali et le Ghana jusqu'à la chute de Nkrumah ; opposition latente dangereuse, au point que Sékou Touré hésite à se rendre à l'étranger, craignant de subir le sort du président Nkrumah. Sur le plan extérieur, après une politique de rapprochement avec les États socialistes, Sékou Touré oriente son pays vers le neutralisme à partir de 1962, puis signe, en 1963, les accords d'assistance avec les États-Unis. La Guinée a subi aussi les répercussions du coup d'État du Ghana et ses rapports avec les États-Unis et la France se sont tendus (rupture avec Paris en 1965, esquisse d'un rapprochement à partir de 1967). Malgré les difficultés intérieures et extérieures que connaît la Guinée, Sékou Touré est cependant élu président de l'Organisation des États riverains du fleuve Sénégal en 1968 (Mali, Sénégal, Mauritanie, Guinée). Capitale : Conakry.

● *Guinée-Bissau.* Ancienne possession portugaise, indépendante depuis le 24 septembre 1973. Un coup d'État militaire y a porté au pouvoir le général Joao Bernardo Vieira (novembre 1980). Capitale : Bissau.

● *Guinée équatoriale.* Ancienne province espagnole (Rio Muni et Fernando Póo). Indépendance : 12 octobre 1968. Chef d'État : Francisco Macias Nguema. Capitale : Holobo.

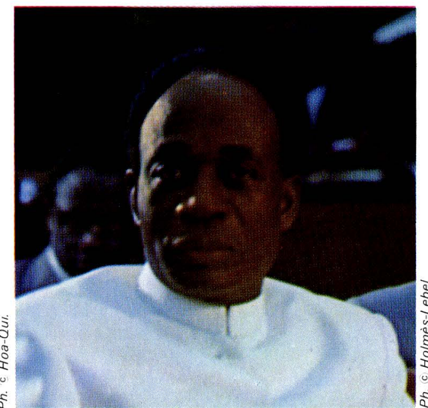
● *République de Haute-Volta.* Indépendance : le 5 août 1960 ; président de la République : Maurice Yaméogo, renversé le 3 janvier 1966 par le général Sangoule Lamizana qui suspend la constitution. Alors que

Félix Houphouët-Boigny (né en 1905). Président de Côte-d'Ivoire depuis 1960.



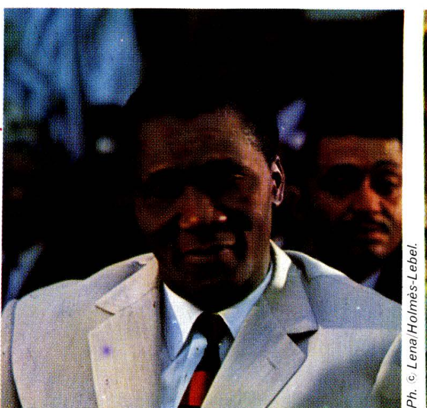
Ph. © Hoa-Qui.

Kwamé Nkrumah (né en 1909), le « rédempteur », renversé en 1966.



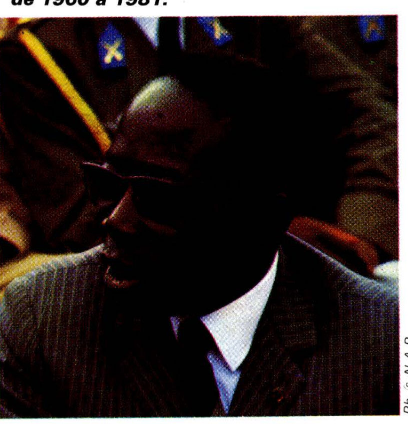
Ph. © Holmès-Lebel.

Sékou Touré (né en 1922). Président de la république de Guinée depuis 1958.



Ph. © Lena/Holmès-Lebel.

Léopold Sédar Senghor (né en 1906). Président de la république du Sénégal de 1960 à 1981.



Ph. © N.A.P.

Yaméogo avait orienté la politique de son pays vers la coopération avec la France et les États-Unis, le général Lamizana semble s'orienter vers les pays socialistes (politique d'austérité, interdiction de toute activité politique, accords de coopération signés en février 1967 avec l'URSS). Capitale : Ouagadougou.

● *Liberia.* Ancien établissement recueillant les esclaves noirs des États-Unis libérés, la République de Liberia a été proclamée indépendante en 1847. Dans ce pays, où, pour voter, il faut être de race noire et propriétaire immobilier, la compagnie américaine *Firestone* s'est fait concéder 450 000 hectares de plantations de caoutchouc ; l'influence de cette compagnie a sauvé le Liberia de la tutelle sous laquelle voulait le placer la SDN en 1930, lorsque éclata le scandale des ventes de main-d'œuvre indigène à Fernando Póo. Enclave américaine en Afrique Noire, le Liberia est dirigé depuis 1943 par William Tubman (parti unique : *True Whig Party*). Capitale : Monrovia.

● *Mali.* Indépendance : le 22 septembre 1960. Président de la République et chef du gouvernement : Modibo Keita ; parti unique : l'*Union soudanaise.* Modibo Keita a orienté sa politique vers un régime socialiste, ce qui n'a pas été sans difficultés (émeutes de 1962 à Bamako). Les difficultés financières intérieures (dévaluation du franc malien de 50 % en mai 1967) ont imposé une politique d'austérité. A l'extérieur : politique orientée vers les États socialistes (accords de coopération avec l'URSS et la Chine notamment) ; mais des accords équivalents avaient été signés avec les pays du bloc occidental (États-Unis, Allemagne de l'Ouest). Un accord financier a été conclu avec la France en décembre 1967. Sur le plan africain, le Mali est dans la ligne de la Guinée, de l'Algérie et de la République arabe unie. Capitale : Bamako.

● *Mauritanie.* Indépendance : le 28 novembre 1960 ; régime présidentiel (constitution de 1961). Parti unique : le *Parti du peuple mauritanien.* Le président de la République et Premier ministre est alors Moktar Ould Daddah (réélu le 7 août 1966 à la quasi-unanimité des suffrages). Problèmes intérieurs : opposition ethnique entre les Maures et les Noirs (conflit linguistique en 1965 au sujet de l'enseignement obligatoire de l'arabe). Politique extérieure : revendications sur le Sahara espagnol ; rapprochement avec la Chine maoïste (visite officielle en octobre 1967 à Pékin de Ould Daddah). Capitale : Nouakchott.

● *Niger.* Indépendance : le 3 août 1960 ; régime présidentiel ; président de la République et chef du gouvernement : Hamani Diori, réélu en septembre 1965 ; parti unique : le *Parti progressiste nigérien.* Problèmes intérieurs : lutte contre l'opposition d'extrême gauche (parti *Sawaba,* interdit depuis 1959) que dirige de l'extérieur Djibo Bakary. Politique extérieure : conflit de frontière avec le Dahomey (1963-1965) ; tension avec le Ghana à l'époque de Nkrumah. Relations étroites avec la France. Capitale : Niamey.

● *Fédération du Nigeria.* Indépendance : 1er octobre 1960 ; république proclamée le 1er octobre 1963 ; constitution en 1967 (après le coup d'État du 15 janvier 1966). Capitale : Lagos.

L'histoire de la fédération du Nigeria est marquée par une instabilité politique considérable due à la multiplicité des tendances ethniques et au caractère artificiel de cette fédération. Le premier chef du gouvernement, Abubakar Tafawa Balewa, et le chef de l'État, Azi Kiwe, ont tenté de maintenir une structure fédérale qui fut d'ailleurs transformée en 1967. Mais cette unité a été immédiatement menacée par trois forces de dissension, sociale, ethnique et politique. Sur le plan politique, on rencontrait : l'*Action Group* (AG), parti gouvernemental initial ; le Parti du peuple uni (*United People's Party,* UPP), formé par division à partir de l'AG ; la Convention nationale des citoyens nigériens (*National Convention of Nigerian Citizens,* NCNC), parti dominant chez les Ibo ; le *Northern People's Congress* (NPC), coalition gouvernementale créée par Balewa et alliée à la NCNC ; le *Nigerian National Democratic Party* (NNDP), adversaire du NCNC. En 1964, les alliances se situaient de la sorte : le NPC, le NNDP et les autres partis nigérians formaient le groupe conservateur ; il s'opposait à une coalition comprenant le NCNC et l'AG. Les conservateurs ont donné la victoire à Balewa aux élections de 1964. Sur le plan social, les syndicats déclenchent de nombreuses grèves qui aggravent la situation économique du pays. Sur le plan ethnique, une rivalité très nette existe entre les tribus du Nord, les Haoussa, islamisés, et celles du Sud, en particulier les Ibo, christianisés et constituant, avec les Yorouba, les cadres intellectuels du Nigeria.

Toutes ces tensions provoquent un coup d'État militaire, le 15 janvier 1966, qui aboutit à la prise du pouvoir par le général Ironsi et l'exécution de Balewa (NPC), d'Akintola (NNDP) et de nombreuses personnalités. Le général Ironsi interdit tous les partis politiques, décide de mettre fin au régime fédéral et interdit toute activité syndicale. Il ne parvient cependant pas à réaliser l'unité, bien problématique, du Nigeria et il est victime à son tour d'une mutinerie militaire dirigée par le lieutenant-colonel Yakubu Gowon qui décide de rétablir, le 1er septembre 1966, le système fédéral (division du Nigeria en douze États fédérés).

Gowon est un homme du Nord (Haoussa), un conservateur comme l'étaient les leaders du NPC et du NNDP massacrés par Ironsi. Son arrivée au pouvoir coïncide avec l'extermination systématique, dans le Nigeria du Nord, des minorités Ibo (à Kano). A la suite de ces massacres, les Ibo qui ont pu y échapper émigrent vers l'est du pays qui est leur pays d'origine. Dans le Nigeria oriental auront lieu d'ailleurs, en représailles contre les massacres des minorités ibo du Nord, des massacres de minorités originaires du Nord (Haoussa). Le lieutenant-colonel Ojukwu prend la tête du mouvement ibo et déclare la région orientale du Nigeria indépendante sous le nom de république du Biafra le 30 mai 1967, quinze jours après la division en douze États de la Fédération nigérienne. Il manqua même d'entraîner dans cette sécession la région dite du Midwest, peuplée surtout par des Yorouba dont le leader, Awolowo, se ralliera au pouvoir central. Dès lors commence une des plus horribles guerres civiles de l'histoire contemporaine, qui oppose le gouvernement fédéral légal de Yakubu Gowon (Lagos) aux rebelles ibo qu'on appelle les « Biafrais » (Enugu). La république du Biafra, qui a été reconnue par la Tanzanie, le Gabon, la Côte-d'Ivoire et la Zambie, a été formellement désavouée par la plupart des États africains, opposés par principe à tout nouveau morcellement de l'Afrique ; cependant, l'opinion africaine et internationale s'est émue

L'Afrique centrale du Nord, de 1970 à 1982.

États	Dates	Événements
Bénin (ex-Dahomey)	**10 déc. 1969**	Coup d'État qui renverse le président Zinsou ; après un directoire, dirigé par P.E. de Souza, création d'un Conseil présidentiel que préside (7 mai 1972) Justin Ahomadeghé (autres membres : Sourou Migan Apithy et Hubert Maga).
	26 oct. 1972	Coup d'État militaire, à orientation socialiste ; nouveau chef d'État : le commandant Mathieu Kerekôu.
	18 oct. 1973	Création d'un Conseil national de la Révolution (CNR).
	30 nov. 1975	Le Dahomey devient la *République populaire du Bénin.*
	1977	Nouvelle constitution : Mathieu Kerekôu président de la République.
Cameroun	**21 mai 1972**	Référendum : oui à la République *unie* (et non plus fédérale, comme en 1961) du Cameroun. Président : Ahmadou Ahidjo ; Premier ministre : Mouna Tandeng.
	3 juil. 1972	Suppression du poste de Premier ministre.
	5 avr. 1975	Ahmadou Ahidjo réélu président de la République pour 5 ans.
	5 avr. 1980	Ahmadou Ahidjo réélu président de la République (cinquième mandat) ; il doit faire face, notamment, au problème des réfugiés tchadiens.
Cap-Vert	**5 juil. 1975**	Proclamation de l'indépendance. Le nouvel État, dirigé par Aristide Pereira et le Premier ministre Pedro Pires, est administré en commun avec la Guinée-Bissau par le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert).
	14 sept. 1980	Coup d'État en Guinée-Bissau ; dissolution du PAIGC, remplacé par le PAICV, dont Pereira est élu Secrétaire général (janvier 1981).
	Déc. 1980	Élections législatives ; succès du parti gouvernemental (93 % des suffrages exprimés).
	12 fév. 1981	A. Pereira réélu chef de l'État.
Centrafrique	**Février 1972**	Le général Bokassa nommé président à vie.
	4 déc. 1976	Nouvelle constitution instaurant une monarchie parlementaire (Empire centrafricain) ; empereur Bokassa Ier ; Premier ministre : Ange Patasse.
	4 déc. 1977	Couronnement de l'empereur Bokassa Ier.
	21 sept. 1979	Coup d'État (avec appui de la France) évinçant Bokassa au profit de David Dacko ancien président de la République et début des poursuites contre l'ex-empereur.
	1er fév. 1981	Référendum approuvant la constitution républicaine.
	15 mars 1981	David Dacko élu président de la République ; Premier ministre : Simon Narcisse Bozanga.
	1er sept. 1981	Coup d'État militaire ; le général Kolingba devient chef de l'État et Premier ministre.
Côte-d'Ivoire	**29 nov. 1970**	F. Houphouët-Boigny réélu président de la République.
	Déc. 1971	Réconciliation avec le Sénégal.
	16 nov. 1975	F. Houphouët-Boigny réélu président de la République.
	Mars 1979	Accords ivoiro-guinéens.
	1980	Perspectives d'exploitation pétrolière.
	12 oct. 1980	F. Houphouët-Boigny réélu président de la République (5e mandat).
	25 nov. 1980	Modification de la constitution : création d'un poste de vice-président de la République (qui sera élu en même temps que le président lors des prochaines élections) ; ouverture du problème de la succession de F. Houphouët-Boigny.
Djibouti	**27 juin 1977**	51e État africain parvenu à l'indépendance : c'est l'ancien territoire français des Afars et des Issas. Président de la République : Hassan Gouled Aptidon (élu le 24 juin).
	12 juin 1981	Hassan Gouled Aptidon réélu président de la République ; le Premier ministre démissionne le 30 juin ; il est remplacé par Barkat Gourad Hamadou.
	Août 1981	Constitution, à Paris, du Parti populaire djiboutien (PPD), opposé à Hassan Gouled Aptidon.
Gambie	**23 avr. 1970**	Proclamation de la constitution ; chef de l'État et chef du Gouvernement : Daouda Jawara (Parti progressiste du peuple).
	29 mars 1972 et 5 avr. 1977	Réélection de Daouda Jawara.
	Oct. 1980 et Juil. 1981	Tentatives de putsch, qui échouent grâce à l'intervention des troupes sénégalaises.
	14 nov. 1981	Accord créant la confédération de Sénégambie (association du Sénégal et de la Gambie), dont le président est Abdou Diouf (président du Sénégal) et le vice-président Daouda Jawara.
	5 mai 1982	Daouda Jawara réélu chef d'État de la Gambie.
Ghana	**22 août 1969**	Constitution républicaine ; président : Akuffo-Addo ; Premier ministre : Kofi Busia.
	13 janv. 1972	Coup d'État militaire : chef de l'État et Premier ministre : colonel Acheampong, qui commence par interdire les partis politiques.
	5 juil. 1978	Coup d'État du général William Fred Akuffo, qui évince Acheampong.
	4 juin 1979	Coup d'État sanglant du capitaine Jerry Rawling (exécution de Acheampong, de Akuffo et de nombreux officiers supérieurs) ; mise en place d'un *Conseil révolutionnaire des forces armées.*
	9 juil. 1979	Élection du civil Hilla Liman à la présidence de la République ; fin des exécutions sommaires.
	31 déc. 1981	Nouveau coup d'État portant au pouvoir le capitaine Jerry Rawlings.
Guinée	**1er janv. 1968**	Sékou Touré réélu président de la République.
	Avr. 1972	Création du poste de Premier ministre, attribué à Lansana Beavogui.
	Mai 1972	Réconciliation avec le Sénégal.
	27 déc. 1974	Troisième mandat de Sékou Touré.
	1977-1978	Réconciliation avec la France (la dissension remontait à l'opposition de Sékou Touré à De Gaulle, en 1958).
	9 mai 1982	Sékou Touré réélu président de la République (5e mandat).

Guinée-Bissau	**24 sept. 1973**	Proclamation de l'indépendance de la Guinée-Bissau, ancienne colonie portugaise.
	2 nov. 1973	Reconnaissance par l'ONU. Constitution de 1973 ; président du Conseil d'État : Luis Cabral de Almeida.
	10 nov. 1974	Indépendance reconnue par le gouvernement portugais.
	13 mars 1977	L. Cabral réélu président de la République.
	14 nov. 1980	Coup d'État militaire renversant Luis Cabral ; institution d'un Conseil de la révolution présidé par le général Joao Bernardo Vieira.
Guinée équatoriale	**29 sept. 1968**	Président de la République : Francisco Macias Nguema, qui fait régner sur le pays un sévère régime dictatorial.
	14 juil. 1977	F. Nguema nommé président à vie.
	3 août 1979	Coup d'État militaire mettant en place un *Conseil militaire suprême*, présidé par le colonel Teodoro Obiang Nguema Mbasogo ; procès et exécution (29 septembre 1979) de Francisco Macias Nguema, accusé de génocide.
Haute-Volta	**14 juin 1970**	Révision de la constitution.
	Fév. 1974	Le président de la République (général Lamizana) suspend la constitution et dissout l'Assemblée nationale ; il interdit tous les partis et instaure le régime du parti unique.
	27 nov. 1977	Nouvelle constitution (présidentielle).
	Mai 1978	Le général Sangoulé Lamizana élu président de la République (pour 5 ans).
	25 nov. 1980	Coup d'État militaire portant au pouvoir le colonel Saye Zerbo.
Liberia	**23 juil. 1971**	Mort à Londres, de William Tubman ; le vice-président William Tolbert lui succède.
	12 avr. 1980	Coup d'État du sergent-chef Samuel K. Doe, qui fait assassiner William Tolbert, procède à une « épuration » brutale ; il s'appuie sur les classes les plus défavorisées du pays (sous-prolétariat de Monravia, tribus rurales).
Mali	**19 nov. 1968**	Coup d'État militaire : le lieutenant Moussa Traoré prend la place de Modibo Keita. Il instaure un sévère régime dictatorial, après une rude épuration politique.
	2 juin 1974	Nouvelle constitution.
	28 fév. 1978	Épuration de l'armée et de l'administration décidée par le président Moussa Traoré et le *Comité militaire de libération nationale.*
	19 juin 1979	Réélection de Moussa Traoré à la présidence.
Mauritanie	**8 août 1971**	Moktar Ould Daddah réélu pour la troisième fois président de la République.
	1973	Dénonciation des accords de coopération avec la France.
	1975	Accords de Madrid sur la question du Sahara Occidental.
	8 août 1976	Réélection de Moktar Ould Daddah (4e mandat).
	1976-1979	La Mauritanie doit faire face à la rébellion du peuple Sahraoui (Sahara occidental), animée par le *Front Polisario.* La *République démocratique sahraouie* est proclamée le 27 février 1976 et reconnue par une dizaine de pays africains progressistes (dont l'Algérie).
	1977-1979	Guerre au Sahara contre le Polisario (voir chronologie du Maroc).
	10 juil. 1978	Coup d'État militaire du colonel Mustapha Ould Mohamed.
	1978-1979	Salek renverse le président Moktar Ould Daddah ; rapprochement avec l'Algérie.
	Avr. 1979	Le pouvoir passe aux mains du colonel Ahmed Ould Bouceif, qui meurt accidentellement le mois suivant (27 mai) ; il est remplacé à la tête de l'armée mauritanienne par le colonel Ould Louly.
	5 août 1979	Accords de paix avec le Polisario : la Mauritanie renonce à ses droits sur le Sahara occidental.
	4 janv. 1980	Coup d'État destituant le colonel Ould Ouly, remplacé par le colonel Mohammed Ould Heydalla.
	25 avr. 1981	Le lieutenant-colonel Maaouya Ould Sidi Ahmed chef du gouvernement militaire. Rupture des relations diplomatiques avec le Maroc.
Niger	**1er oct. 1970**	Troisième mandat du président Hamani Diori.
	Avril 1974	Coup d'État militaire, par le lieutenant-colonel Seyni Kountche.
Nigeria	**Janvier 1970**	Fin de la guerre du Biafra ; Ojukwu se réfugie en Côte-d'Ivoire.
	29 juil. 1975	Le général Mohammed renverse le régime du général Yakubu Gowon.
	13 fév. 1976	Coup d'État : le général Mohammed est tué ; le général Olusegun Obasanjo lui succède.
	1er oct. 1979	Le président Olusegun Obasanjo remet le pouvoir aux mains des autorités civiles, représentées par Alhaji Shehu Shagari, élu président de la République le 16 août 1979 (la dictature militaire nigériane est restée en place de 1968 à 1979).
	Janv. 1981	Rupture avec la Libye, après de graves troubles religieux à Kano (plus de 2 000 morts).
São Tomé et Principe		Ancienne colonie portugaise, devenue indépendante le 12 juillet 1975. Chef de l'État : Miguel Pinto da Costa.
	1979	Élimination de Miguel Trovoada, Premier ministre, artisan de l'indépendance et pro-occidental ; le président da Costa accueille un corps expéditionnaire angolo-cubain et s'aligne sur les pays de l'Est.
Sénégal	**28 janv. 1973**	Quatrième mandat de Léopold Sédar Senghor.
	28 fév. 1978	Cinquième mandat présidentiel de Léopold Sédar Senghor, dont le parti obtient 82 % des suffrages aux élections législatives ; Premier ministre : Abou Diouf.
	31 déc. 1980	Démission de Léopold Sédar Senghor, qui se retire de la vie politique ; le Premier ministre Abou Diouf lui succède à la présidence de la République.
	Août 1981	Création de la Sénégambie (voir *Gambie*).
Sierra Leone	**21 avril 1971**	Modification de la constitution ; président de la République et Premier ministre : Siaka Probyn Stevens, réélu le 26 mars 1976.
Soudan	**13 août 1971**	Constitution provisoire, instituant la République démocratique du Soudan.
	12 oct. 1971	Nemeiry élu président de la République ; vice-président : Abel Alier.
	1972	Neutralisation du PC soudanais (arrestations, procès, etc.).
	9 août 1976	Nemeiry abandonne le poste de chef de Gouvernement à Rachid el Takir Bakr.
	3 avril 1977	Nemeiry réélu président de la République.
Tchad	**15 juin 1969**	François Tombalbaye réélu président de la République.
	13 avril 1975	Coup d'État militaire, organisé par le général Félix Malloum ; Tombalbaye est tué.
	27 mars 1978	Accord de cessez-le-feu entre le gouvernement du général Malloum et les « rebelles » du *Frolinat* (soutenus par la Libye) ; la France soutient — politiquement et militairement — le général Malloum.
	Juin 1978	Attaque libyenne dans le Nord du pays ; le chef « rebel » (ethnie toubou) Hissène Habré nommé Premier ministre (29 août 1978).
	23 mars 1979	Élimination du général Malloum (exilé au Nigeria) ; mise en place d'un *Conseil de la révolution* par le Frolinat, dirigé par Goukouni Oueddeï.
	29 avr. 1979	Oueddeï remplacé par Lol Mohammed Shawwa, chef d'État et Premier ministre.
	21 août 1979	Accord de réconciliation nationale signé à Lagos entre les différentes factions politiques du pays dans lequel s'opposent les mouvements dirigés par Hissène Habré (le FAN), Goukouni Oueddeï (FAP) et le colonel Kamougué (FAT).
	Mai 1980	Évacuation des troupes françaises ; intervention de plus en plus puissante — militairement et politiquement — de la Libye, qui appuie Goukouni Oueddeï, chef d'État depuis le 10 novembre 1979.
	7 juin 1982	Les *Forces armées du Nord* (FAN) font leur entrée à N'Djamena ; Hissène Habré devient chef de l'État tchadien.
Togo	**9 janv. 1972**	Référendum confirmant les fonctions du général Eyadema, qui a suspendu la constitution.
	30 déc. 1979	Adoption d'une nouvelle constitution (présidentielle) ; chef de l'État et chef du gouvernement : le général Ghansimgbe Eyadema.

de l'aspect dramatique de cette guerre (on a parlé de *génocide* perpétré par les Nigérians contre les Ibo) où les massacres, la famine et les épidémies ont fait en deux ans plusieurs centaines de milliers de victimes. En vain, l'ONU s'est proposée en faveur d'un cessez-le-feu ; la situation est d'autant plus compliquée que le gouvernement fédéral est soutenu, dans son effort militaire, par la Grande-Bretagne et l'URSS ; les sécessionnistes ibo reçoivent une assistance internationale en particulier, celle de la Croix-Rouge) ; les sécesionnistes biafrais ont dû s'incliner devant le gouvernement fédéral, et le peuple Ibo a été presque totalement exterminé.

● *São Tomé et Principe.* État insulaire ; ancienne colonie portugaise, indépendante depuis le 12 juillet 1975. Capitale : São Tomé.

● *Sénégal.* Indépendance : le 20 août 1960. Régime présidentiel établi par la constitution de 1963 ; président de la République et chef du gouvernement : Léopold Sédar Senghor. Le Sénégal s'est lié, du 20 janvier 1959 au 20 août 1960, à la fédération du Mali, avec le Soudan. Le président Senghor a réalisé au Sénégal une république démocratique sur le modèle occidental ; sur le plan intérieur, il a eu à faire face à une opposition politique de type socialiste (tentative de coup d'État du président du Conseil Mamadou Dia le 17 décembre 1962), à une certaine agitation sociale et à des manifestations d'étudiants (à l'université de Dakar). Néanmoins, en 1967, grâce à une conjoncture économique excellente (la fermeture du canal de Suez a presque doublé le trafic du port de Dakar et la récolte des arachides, ressource essentielle du pays, a été excellente, 1 200 000 tonnes), la stabilité politique est rétablie. Réélu président de la République le 25 février 1968, pour la troisième fois, à l'unanimité des suffrages exprimés, le président Senghor a dû faire face en 1968 à des émeutes universitaires et à des troubles sociaux (grève générale) qui furent le prolongement sénégalais de la crise française de 1968. Sur le plan extérieur, le Sénégal est neutraliste, mais l'essentiel de sa vie économique est lié à la France, son principal partenaire commercial. Il faut enfin signaler que le président Senghor a lancé en 1965 l'idée d'une communauté francophone. Capitale : Dakar.

● *Sierra Leone.* Indépendance : le 27 avril 1961. Premier ministre : sir Milton Margai puis, à sa mort (1964), son frère Albert Margai. La politique de Margai rapproche la Sierra Leone des pays socialistes ; sous la pression des militaires, Margai doit abandonner le pouvoir au colonel Andrew Juxon Smith (23 mars 1967). Le pays n'a pas retrouvé sa stabilité politique, puisque, en avril 1968, un nouveau putsch (fomenté par des sous-officiers dirigés par des officiers supérieurs) renverse Juxon Smith et le remplace par un Conseil national intérimaire (Premier ministre : Siaka Stevens). Capitale : Freetown.

● *République du Soudan.* Voir p. 74. Capitale : Khartoum.

● *République du Tchad.* Indépendance le 11 août 1960. Constitution de 1962 (régime présidentiel). Président de la République et président du Conseil : François Tombalbaye (élu le 22 avril 1962) ; parti unique : le *Parti progressiste tchadien.* Les difficultés intérieures (complots, etc.) sont souvent inspirées ou encouragées par le Soudan (musulman), ou bien encore par les tribus nomades qui acceptent difficilement les autorités gouvernementales. Ces bandes irrégulières, animées par un *Front de libération nationale du Tchad* (FLNT), provoquent des accrochages locaux, notamment dans les régions de la frontière soudanaise, avec les troupes gouvernementales. Capitale : N'Djamena (ex-Fort-Lamy).

● *Togo.* Indépendance : le 27 avril 1960. Gouvernement présidentiel dont l'histoire intérieure est marquée par la rivalité entre les partisans du premier président (Olympio, assassiné le 13 janvier 1963) et ceux de son adversaire, le président Grunitzky, qui a pratiqué une politique libérale, orientée vers les nations occidentales (accords de 1963 avec la France). En janvier 1967, Grunitzky est renversé par un putsch militaire mené par le lieutenant-colonel Eyadema qui s'empare de tous les pouvoirs. Eyadema avait été mêlé au meurtre d'Olympio, qui était lui-même le beau-frère du président Grunitzky. Capitale : Lomé.

● *L'Afrique de 1969 à 1983.* A partir de 1969, l'histoire africaine est agitée. En effet, les grandes puissances s'intéressent au continent africain soit pour des raisons économiques (matières premières), soit pour des raisons stratégiques, soit enfin par idéologie. On assiste, un peu partout, à des révolutions progressistes ou à des coups d'État militaires. Seuls quelques États, comme la Côte-d'Ivoire ou le Sénégal, échappent à la tourmente.

Le tableau ci-contre relève quelques événements importants, dont la signification ne peut être encore déterminée, car nous manquons de documents et de recul.



L'AFRIQUE CENTRALE DU SUD

Au sud d'une ligne qui va de Douala au lac Victoria, l'Afrique Noire a été peuplée par les peuples *bantous* ou *bantoïdes* qui ont refoulé vers le sud-ouest les *Hottentots* et les *Bochimans.*

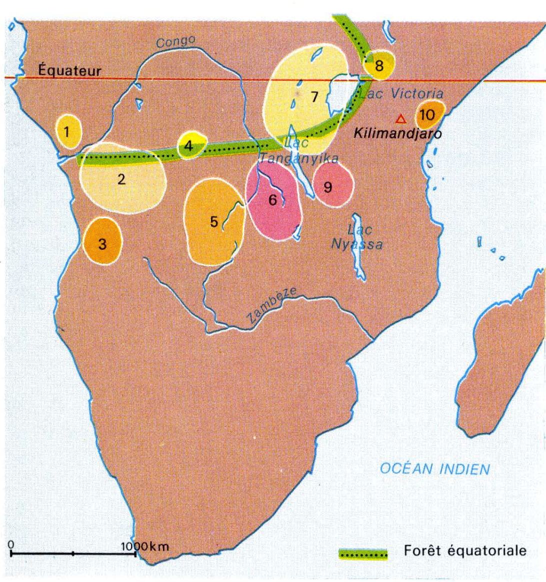
(Remarque : il est traditionnel de ne pas faire figurer les préfixes *ba-, mi-,* etc., qui précèdent les noms de peuples en bantou ; nous écrirons donc les *Louba* et non les *Balouba,* les *Tshogo* et non les *Mitshogo,* etc.).

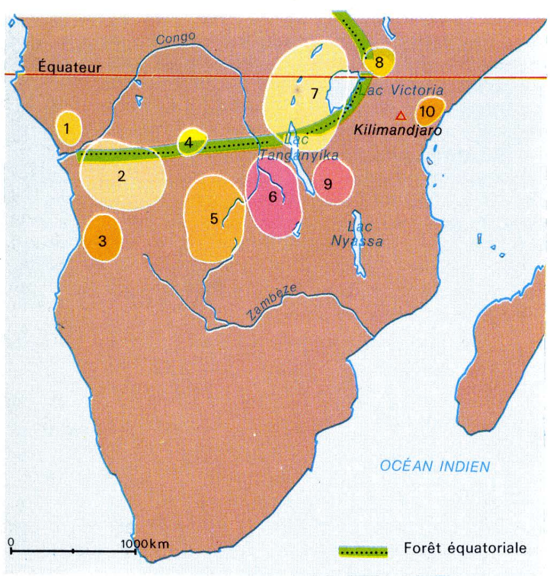
GÉNÉRALITÉS.

Les Bantous.

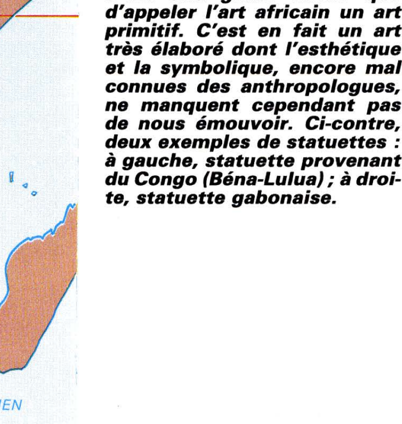
Répartition.

● *Par « Bantous »,* on entend désigner les peuples africains qui n'ont pas en commun des caractères anthropologiques, mais l'appartenance à un même domaine linguistique. A l'exception des *Khoi-San,* les Noirs de l'Afrique sud-équatoriale parlent des langues de la même famille. Le mot lui-même *(Bantu)* est le terme général signifiant « les hommes ».





Les royaumes de l'Afrique sud-équatoriale.
1 - Loango. 2 - Congo (Manicongo). 3 - Angola. 4 - Kouba. 5 - Lounda. 6 - Louba. 7 - Hima. 8 - Ouganda. 9 - Ounyanwesi. 10 - Zanzibar.



C'est une grave erreur que d'appeler l'art africain un art primitif. C'est en fait un art très élaboré dont l'esthétique et la symbolique, encore mal connues des anthropologues, ne manquent cependant pas de nous émouvoir. Ci-contre, deux exemples de statuettes : à gauche, statuette provenant du Congo (Béna-Lulua) ; à droite, statuette gabonaise.

● *L'origine géographique des Bantous* est à rechercher dans les environs du mont Cameroun, aire à partir de laquelle ils se dispersèrent, se fixant dans les vallées de la cuvette congolienne ou poussant plus loin, jusqu'au lac Tanganyika, second centre de dispersion d'où ils se seraient propagés vers l'est et le sud. Il y eut, bien entendu, des métissages plus ou moins importants avec les peuplades forestières (Pygmées) et nilotiques (Éthiopiens) ; les mélanges ont eu des conséquences non seulement anthropologiques physiques, mais aussi culturelles.

Les principaux royaumes de l'Afrique sud-équatoriale.

Leur emplacement est indiqué sur la carte ci-dessus. Rappelons que l'embouchure du Congo a été reconnue par Diogo Cam (1483) qui avait baptisé le fleuve : « Zaïre ».

● *Le Loango.* Ce royaume était déjà sur son déclin à l'arrivée des Portugais. Au XVIe siècle, il devient tributaire des *Téké* qui pratiquent la métallurgie du cuivre. Vidé par la traite, le Loango se désagrège au XVIIIe siècle (dernier roi : Ménéve Bwatu, vers 1787).

● *Le Congo* — appelé aussi *Manicongo* par confusion avec le titre du souverain *(mani)* — est le plus important des royaumes de l'Afrique sud-équatoriale. A l'arrivée des Portugais, en 1483, le roi Lziga Nkouvou se convertit au christianisme, tandis que les fils des chefs et des notables étaient envoyés au Portugal. Le roi suivant — Alfonso Ier (1505-1540) — développa le christianisme (son fils, Henri, reçut la dignité épiscopale) et l'un de ses successeurs, Alvaro Ier, repoussa avec l'aide des Portugais l'invasion des *Yaka,* venus du nord, et qui s'emparèrent de la capitale (San Salvador ; autrefois, Mbali) en 1569. A la fin du XVIe siècle, la traite, le départ des Portugais, les attaques des *Yaka* et des *Téké* provoquent la désagrégation et le déclin du Congo, réduit, vers 1880, à n'être plus qu'une chefferie sous Pedro V (1879-1891) tenta en vain de développer à nouveau.

● *L'Angola* était le « pays des *Ngola* ». Les Portugais s'installèrent à Luanda, centre de la traite vers le Brésil, et créèrent au XVIIe siècle Benguela. Le royaume Matamba, sur le fleuve Kouango, fut rattaché à l'Angola. L'un et l'autre furent ravagés par la traite et les incursions des *Djaga,* pillards nomades qui ont fondé plusieurs petits royaumes dans la région.

● *Le Kouba* a été peuplé par les *Bushongo* qui venaient du Soudan et qui se sont mêlés aux autochtones (*Mbala, Ngongo, etc.*). Le fondateur légendaire du royaume est le roi Woto ; le souverain le plus étonnant fut Chamba-Bolongono (début du XVIIe siècle, contemporain de Louis XIII) qui fut un protecteur des arts et imposa un désarmement général de son peuple. Le royaume — réduit par les attaques de ses voisins, notamment les *Louba (= Balouba)* — subsista jusqu'à la conquête coloniale, conservant pour les arts (notamment la sculpture) un attachement traditionnel.

● *Le royaume Lounda* a été fondé par des guerriers chasseurs *Louba* au XVIe siècle ; au XVIIe siècle, d'autres royaumes Lounda se créent (Tchokwé, Louéna). Organisés en États féodaux, avec un roi élu par un conseil et une reine mère considérée comme le deuxième personnage de l'État, les royaumes Lounda se sont dissociés au XIXe siècle (guerre entre les Tchokwé et les Lounda en 1885, appelée « guerre de la flèche de bois »).

● *Les Louba* sont le produit d'un mélange complexe, ce qui explique la variété des éléments culturels. Au XVe siècle, les *Songé,* venus du nord, soumettent les autochtones (eux-mêmes mêlés aux Pygmées) ; le fonda-

teur du royaume fut un certain Kongolo. Au XVIIe siècle, le territoire louba s'étendait jusqu'au lac Tanganyika ; mais les querelles dynastiques, les assauts des Tchokwé, des Tétéla et des Téké le désagrégèrent (il fut restauré en partie par la colonisation belge).

● *Autour des grands lacs* se sont créés de nombreux royaumes caractérisés par une aristocratie de pasteurs d'origine éthiopide (Hima, Toutsi, etc.) dominant des agriculteurs bantous. Sept royaumes hima ont été constitués dont le plus important fut l'Ouganda, fondé par un certain Kintou (souverain mythique) et dont le trente-cinquième roi (ou *kabaka*), Moutesa Ier (1860-1884), avait une armée bien entraînée et un sens aigu de la diplomatie (bon accueil réservé aux « étrangers » : Speke, Stanley, Grant). Converti au christianisme romain, il mena de véritables guerres de religion contre les protestants et les musulmans, guerres qui atteignirent leur sommet entre 1885 et 1892, sous le règne de son successeur Mwanga qui finit par se convertir au protestantisme. Les autres royaumes hima sont : l'Ounyoro (dynastie *Bito* — nilotique — au XVIIIe siècle), l'Ankolé, le Kiziba, le Ruanda et l'Urundi.

● *L'Ounyanwesi (Tanganyika),* au sud de l'Urundi, a d'abord été une confédération de chefferies vaguement unifiées au XVIIe siècle. Un chef de la tribu Yéké, Msiri, s'empara au XIXe siècle du Katanga (et de ses mines de cuivre) ainsi que des provinces orientales du royaume Louba ; sa capitale Bunkeya était un important centre commercial (cuivre, fer, ivoire, esclaves).

● *A l'est des grands lacs, sur les plateaux du* Kenya et du Tanganyika — fendus par la *Rift Valley* — il n'y a pas eu de véritable unité politique, mais des chefferies ou des tribus vivant côte à côte, les unes composées d'éleveurs nomades (Nilotiques), les autres d'agriculteurs-éleveurs (Bantous). Au XVIIe siècle, des *Nilo-Chamites* (peuples apparentés à la fois aux Nilotiques et aux Éthiopiens) s'enfoncent dans la *Rift Valley* et contrôlent toute la région : ce sont les *Massaï*, qui ne furent véritablement annihilés qu'au XIXe siècle.

● *La zone côtière* est plus asiatique qu'africaine par son histoire. Colonisée au début de l'ère chrétienne par des Arabes du Sud, recevant au Moyen Âge des apports indiens, indonésiens et même chinois, elle fut marquée par l'islâm, surtout entre le VIIe et le XIIIe siècle. Les Noirs *(Zendj),* expédiés en Asie (Iraq) comme esclaves, se révoltèrent et prirent Bassora à la fin du IXe siècle (voir p. 25) ; de nombreux petits royaumes musulmans se fondèrent sur le littoral (en particulier *Kiloa*, créé en 957 par les Perses de Chiraz).

Au XIIIe siècle, la fusion entre Indo-Persans (les *Chirazi*) et Africains est réalisée ; une autre ville s'est créée : *Paté*, et une langue nouvelle se développe, née de la fusion de l'arabe et du bantou, le *swahili*.

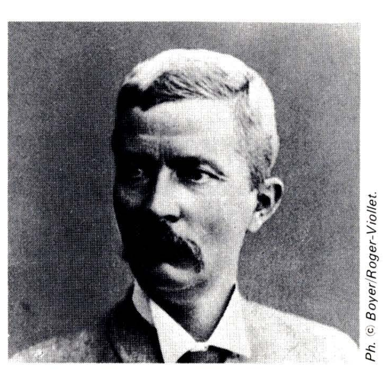
Aux XVe et XVIe siècles, arrivent les Portugais (Almeida prend Sofala et Kiloa en 1505, puis Mombasa qui — après plusieurs révoltes — ne fut définitivement conquise qu'en 1590). La domination portugaise décline au XVIIe siècle et le sultan d'*Oman*, traditionnellement intéressé par la côte orientale de l'Afrique, reprend Mombasa en 1660 (définitivement en 1783). De cette influence des *Omani* devait naître, en 1832, l'État indépendant de Zanzibar (voir p. 91).



Pierre Savorgnan de Brazza (1852-1905) Il a conquis pacifiquement le « Congo français ».



David Livingstone (1813-1873) Ce fut sans doute le plus humain des « colonisateurs ».



John Rowlands Stanley (1841-1904).

La pénétration européenne et la colonisation.

Si la France s'est taillé la part du lion au nord de l'équateur, l'Afrique sud-équatoriale est, par contre, convoitée par l'ensemble des nations européennes qui envoient explorateurs, marins et troupes coloniales à l'assaut de ces régions après 1870. Cette course aux colonies n'est pas sans provoquer des tensions diplomatiques : la mainmise britannique sur le Lesotho en Afrique méridionale (1868) fait naître des inquiétudes chez les Sud-Africains, les tentatives de Brazza au Gabon et au Congo créent une rivalité franco-belge (1875-1885), la reconnaissance par Thompson du Kenya et de l'Ouganda (1881-1883) précède de peu l'entrée de l'Allemagne dans le jeu colonial (1883-1884). Toutes ces frictions diplomatiques se règlent par des accords coloniaux, en 1885, 1890 et 1898.

Un cas est intéressant à étudier : celui du Congo.

● *En 1875, Savorgnan de Brazza* (né à Castel Gandolfo en 1852, naturalisé français, mort en 1905) remonte l'Ogooué avec le dessein d'atteindre le fleuve Congo. L'année suivante, en 1876, le roi de Belgique Léopold II crée une *Association Internationale Africaine* (AIA), dont le programme est de combattre la traite des esclaves (interdite mais pratiquée notamment par des trafiquants arabes). Il engage alors l'explorateur Stanley — qui avait exploré la région de 1871 à 1877 — et le charge de prendre possession du Congo au nom d'une autre société qu'il avait fondée pour les besoins de la cause : l'*Association Internationale du Congo* (AIC).

● *Le personnage de Stanley* est illustre dans l'histoire de la colonisation ; de son véritable nom John Rowlands, Stanley était un Gallois qui s'embarqua tout jeune pour les États-Unis où il prit part à la guerre de Sécession (du côté des sudistes ; il était installé à la Nouvelle-Orléans). Énergique jusqu'à la brutalité, efficace, il se fit mandater par le *New York Herald* pour rechercher en Afrique le missionnaire protestant Livingstone (1813-1873), dont on était alors sans nouvelles (Livingstone a été l'un des premiers explorateurs à considérer les Africains comme des hommes égaux aux Blancs, à les aimer et à se faire aimer d'eux ; il avait fini par vivre parmi eux, sur les bords du lac Tanganyika). Stanley retrouva Livingstone et connut une renommée mondiale (son arrivée et ses méthodes brutalement dominatrices n'ont pas été particulièrement appréciées, il faut le souligner, de Livingstone).

● *Stanley reconnut donc le bassin du Congo* (1878-1884), tandis que Brazza explorait la rive droite du fleuve et les Portugais son embouchure. A la conférence de Berlin (fin 1884-1885), la France reçut les territoires de la rive droite, l'*Association internationale du Congo* devint propriétaire de l'*État indépendant du Congo* dont Léopold II fut le souverain. En 1890, ce dernier légua contre une avance de 25 millions le Congo au royaume de Belgique (il devint alors une colonie, le Congo belge).

L'exploitation du Congo par Léopold II et la société privée qu'il avait créée à cet effet fut un chef-d'œuvre de brutalité et d'inhumanité ; elle souleva l'indignation collective des puissances européennes et même un scandale international (les plus virulents furent les Britanniques, animés non seulement de bons sentiments, mais aussi de ressentiment et de jalousie). Devenu colonie belge, le Congo fut soumis à un régime légèrement plus humain sur lequel s'accordèrent les grandes sociétés capitalistes qui l'exploitaient, les missions et le gouvernement belge. Cette attitude colonisatrice « paternaliste » a été l'une des causes de la brutale rébellion anticolonialiste de 1960.

LES ÉTATS MODERNES DE L'AFRIQUE SUD-ÉQUATORIALE.

Les États.

● *Angola (capitale : Luanda).* Ancienne colonie du Portugal (depuis le XVe siècle), devenue État indépendant le **11 novembre 1975**, après quatorze années d'insurrection nationaliste ; plusieurs mouvements se sont disputés le pouvoir, qui revient en définitive au MPLA *(Mouvement populaire de libération de l'Angola),* dont le chef, Agostinho Neto devient président de la République. **De 1977 à 1982** : renforcement des liens avec les pays de l'Est, maintien du corps expéditionnaire cubain qui lutte contre les guérilleros du mouvement UNITA *(Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola)* ; rapprochement avec le Zaïre ; difficultés avec l'Afrique du Sud au sujet de l'aide apportée par l'Angola aux nationalistes de Namibie. A la mort de Neto **(1979)**, le MPLA désigne comme chef de l'État et chef de l'exécutif José Eduardo Dos Santos.

● *Botswana (capitale : Gaborone).* Ancien Bechuanaland, indépendant depuis le **30 septembre 1966** (c'était auparavant un protectorat britannique). Régime présidentiel (constitution de **1969**). Président de la République et Premier ministre : Seretse Khama (mort en 1980), puis Quett Masire (élu en juillet 1980).

● *Burundi (capitale : Bujumbara).* Ancien territoire de l'Urundi, colonie allemande jusqu'en 1916, puis territoire sous mandat belge, indépendant depuis le **30 septembre 1962 ;** monarchie, puis république en novembre **1966,** après le coup d'État du 28 novembre 1966 qui renverse le roi Ntaré V (9 juillet-28 novembre 1966) qui avait lui-même renversé son père, le roi Mwambutsa IV.

1966-1976 : président de la République : général Michel Micombero, renversé par le coup d'État du 1er novembre 1976. **1976-1982** : le colonel Bagaza au pouvoir (président de la République et chef de l'exécutif). **18 novembre 1981** : adoption par référendum de la nouvelle constitution. Incident politique le plus grave : révolte des *Hutus*, en **1972,** écrasés sanguinairement par les *Tutsis* (ethnie dominante, au pouvoir).

● *Comores (capitale : Moroni).* Ancien territoire français (archipel de l'océan Indien) qui se proclame indépendant le **6 juillet 1975 ;** reconnu comme tel par la France le 31 décembre 1975 ; chef de l'État : Ali Soilih. **8 février 1976** : l'île de Mayotte choisit de rester française (par référendum). **13 mars 1978** : coup d'État portant au pouvoir Ahmed Abdallah. **1er octobre 1978** : constitution instaurant la République fédérale et islamique des Comores, dont Ahmed Abdallah est le premier président (élu le 22 octobre 1978) ; il choisit successivement comme Premier ministre Salim ben Ali, puis Ali Mroudjrae (février 1982).

● *Congo (capitale : Brazzaville).* Ancienne colonie française (1891-1958). **1956** : l'abbé Fulbert Youlou crée l'UDDIA *(Union démocratique de défense des intérêts africains)* ; indépendance proclamée le **28 novembre 1958** (République du Congo ; président : Fulbert Youlou). **15 août 1960** : indépendance totale. **Août 1963 :** chute de Fulbert Youlou, avènement de Alphonse Massemba-Debat qui s'oriente vers les pays socialistes ; le Premier ministre est P. Lissouba, remplacé par A. Noumazalay, plus radical, d'avril 1966 à juin 1968, date à laquelle Massemba-Debat prend la charge de chef de l'exécutif. **1969** : Marien Ngouabi succède à Massemba-Debat. **3 janvier 1970** : constitution instaurant la République populaire du Congo ; chef de l'État et de l'exécutif : Marien Ngouabi. **18 mars 1977** : assassinat de Marien Ngouabi ; exécution de Massemba-Debat, accusé d'avoir fomenté le complot. **3 avril 1977** : nouveau chef de l'État, le colonel Joachim Yhombi-Opango. **31 mars 1980** : le colonel Denis Sassou-Nguesso succède à Yhombi-Opango, démissionnaire ; il fait adopter la nouvelle constitution le 8 juillet 1979 ; Premier ministre : colonel Louis-Sylvain Goma. **1981-1982** : affaiblissement des relations avec l'URSS, rapprochement avec la France ; essor économique (exploitation des richesses pétrolières).

● *Gabon (capitale : Libreville).* Occupé par les Français depuis 1839 (colonie en 1886), le Gabon devient une République autonome le **28 novembre 1958** et un État indépendant le **17 août 1960,** avec comme président de la République Léon M'Ba. **Décembre 1967** : mort de M'Ba, auquel succède Omar Bongo, réélu à la présidence en **1973** et en **1979** et qui instaure le régime du parti unique *(Parti démocratique gabonais).* A partir de **1973** :

développement économique lié à l'exploitation des richesses pétrolières (gisement de Grondin) et des mines de manganèse (Moanda); construction du chemin de fer transgabonais. **15 avril 1975** : constitution instaurant un régime présidentiel; Premier ministre Léon Mebiane. **1981-1982** : rapprochement avec la France.

● *Kenya (capitale : Nairobi).* Possession britannique depuis 1888; la libération et l'indépendance du pays est due au mouvement nationaliste dirigé par Jomo Kenyatta (révolte des Mau-Mau en 1952-1956). **12 décembre 1963** : indépendance (chef de l'État : Jomo Kenyatta); **12 décembre 1964** : proclamation de la République, dont Kenyatta est élu président en 1964, en 1969 et en 1974. **1978** : mort de Kenyatta, auquel succède Arap Moï (élu le 10 octobre 1978).

● *Lesotho (capitale : Maseru).* Ancien territoire du Basutoland, devenu indépendant le **4 octobre 1966** (monarchie; souverain : Moshoeshoe II); le Premier ministre est Leabua Jonathan. **Février 1970** : la constitution monarchique est suspendue; Leabua Jonathan exerce tous les pouvoirs depuis cette date.

● *Malawi (capitale : Zomba).* Ancienne possession britannique (Nyassaland), autonome en **1958**, indépendant en **1964** (chef de l'État : Kamuzu Banda). **6 juillet 1966** : proclamation de la République; constitution présidentielle : le D[r] Kamuzu Banda nommé président à vie, chef du *Malawy Congress Party,* parti unique. La première consultation électorale a eu lieu 14 ans après l'indépendance, en juin 1978.

● *Île Maurice (capitale : Port-Louis).* Cette île de l'océan Indien fut tour à tour hollandaise (1598, Maurice de Nassau), française (1710, île de France) et anglaise (1810, île Maurice). C'est un État indépendant depuis le **12 mars 1968,** dans le cadre du Commonwealth. Représentant de la Couronne : John Rennie **(1968)**; Sir Abdul Rahman Mohammed **(1972)** et Sir Dayendranath Burrenchobay **(1982).** L'exécutif a appartenu, de 1968 à 1982, au travailliste Seewoosagur Ramgoolam; les élections de **juin 1982** ont vu la victoire des partis de gauche, unis contre le parti travailliste (*Mouvement militant mauritien,* MMM; *Parti socialiste mauritien,* PSM); le nouveau Premier ministre est Aneerood Jugnauth, leader du MMM.

● *Mozambique (capitale : Maputo).* Ancienne possession du Portugal (1490-1975; Maputo est le nom de l'ancienne Lourenço Marques). **25 juin 1975** : État indépendant (République populaire; chef de l'État : Samora Moïses Machel).

● *Ouganda (capitale : Kampala).* Ancien protectorat britannique (1894). **9 octobre 1962** : indépendance; État fédéral (Premier ministre : Obota) gouverné par le roi Mutesa, qui doit s'enfuir en 1966. **8 septembre 1967** : proclamation de la République unitaire de l'Ouganda; M. Obote chef de l'État. **25 janvier 1971** : coup d'État militaire du général Idi Amin Dada, qui établit une dictature sanglante (extermination de la tribu des Languis, à laquelle appartenait Obote; exécutions et coups de force internationaux; rupture avec Israël en 1971; prise de position en faveur de l'OLP en 1972/73). Amin Dada se fait nommer président à vie le 25 juin 1976. **11 avril 1979** :



Ph. © A. Mingam/SIPA-PRESS.

Le maréchal Idi Amin Dada (né en 1925) chef de l'État et du gouvernement de l'Uganda de 1971 à 1979, date à laquelle il fut renversé. Il a laissé l'image d'un dictateur mégalomaniaque et sanguinaire, mais son bref passage dans l'histoire africaine symbolise quelques-uns des problèmes posés par la décolonisation du continent.

Amin Dada est renversé; gouvernements provisoires de Yusuf Lule, puis de Godfrey Binaisa. **12 mai 1980** : coup d'État militaire; retour du président Obote qui redevient président de la République le **10 décembre 1980** (vice-président : Paulo Muwanga, instigateur du coup d'État).

● *Rwanda (capitale : Kigali).* Ancienne possession allemande (1896-1916), passée aux mains des Belges; État indépendant depuis le **1[er] juillet 1962** (la République avait été proclamée en 1961). Chef de l'État : Grégoire Kayibanda (constitution présidentielle). **5 juillet 1973** : coup d'État militaire portant au pouvoir le général Juvénal Habyarimana, qui fait adopter une nouvelle constitution **(17 décembre 1978).**

● *Îles Seychelles (capitale : Victoria).* Cet archipel, possession de la Couronne britannique de 1814 à 1976, est devenu indépendant le **28 juin 1976.** Constitution de 1979, instaurant un État socialiste à régime présidentiel, avec parti unique. Président de la République : France-Albert René (qui a renversé en 1977 l'ancien président James Mancham).

● *Swaziland (capitale : Mbabane).* Royaume bantou devenu possession britannique (1902), indépendant depuis le **6 septembre 1968;** monarchie dont le souverain, Solhuza II, s'est attribué tous les pouvoirs depuis **1973.**

● *Tanzanie (capitale : Dodoma).* Ancienne possession britannique composée du Tanganyika (ex-colonie allemande confiée à la Grande-Bretagne en 1922) et du sultanat de Zanzibar (sous protectorat depuis 1890). **1961** : indépendance du Tanganyika; **1963** : indépendance de Zanzibar; 29 octobre 1964 : proclamation de la République unie de Tanzanie, avec comme chef d'État Julius Nyerere, artisan de l'indépendance. **1965-1967** : rupture avec la Grande-Bretagne; instauration d'un régime socialiste à parti unique. Julius Nyerere a été réélu président en 1965, 1970, 1975 et 1980.

● *Zaïre (capitale : Kinshasa).* Ancienne possession personnelle du roi des Belges Léopold II (1885), puis de la Belgique (1908), sous le nom de « Congo belge », le Zaïre est devenu indépendant en 1960, après quatre années d'effervescence nationaliste. **30 juin 1960** : indépendance; chef de l'État : Joseph Kasarubu; chef du gouvernement : Patrice Lumumba. **1960-1963** : sécession de la province du Katanga, avec à sa tête Moïse Tschombé. **Novembre 1965** : coup d'État portant au pouvoir le général Mobutu; constitution de **1969,** amendée en **1970,** donnant pratiquement tous les pouvoirs au président Mobutu (réélu en 1970, puis en 1977) qui a instauré le parti unique. **27 août 1971** : la République démocratique du Congo prend le nom de République du Zaïre. **Mars 1977** : agitation au Katanga (tentative d'invasion par des éléments venus d'Angola); le Congo obtint l'aide militaire du Maroc et de la France (les parachutistes français à Kolwezi en **mai 1978**). **1981-1982** : intervention zaïroise au Tchad.

● *Zambie (capitale : Lusaka).* Ancienne possession britannique (Rhodésie du Nord), devenue indépendante le **24 octobre 1964** sous le nom de Zambie; régime présidentiel; chef de l'État : Kenneth David Kaunda (réélu en 1968, 1972, 1978 et 1982). La constitution a été amendée en 1973.

Problèmes économico-politiques.

Il s'est écoulé une trentaine d'années, environ, depuis que les États africains ont conquis leur indépendance, et la plupart d'entre eux n'ont pas encore résolu les problèmes fondamentaux évoqués pp. 64 à 66 : leur situation économique est mauvaise, sinon dramatique, même lorsqu'il existe des richesses pétrolières (Gabon, Congo) ou minières (uranium du Zaïre); les régions politiques sont d'une stabilité douteuse et le néocolonialisme (des Français, des Britanniques, des Américains, des Soviétiques) pèse sur leur organisation intérieure. Quant à la situation politique, elle ne peut être étudiée scientifiquement (manque de données; archives non consultables); on la comprendra avec un peu de recul, dans une trentaine d'années. Pour l'instant, on ne peut qu'enregistrer les faits (coups d'État, changements de régime, etc.) et en laisser les commentaires aux non-historiens.

L'AFRIQUE AUSTRALE

AVANT LA PÉNÉTRATION EUROPÉENNE.

Bochimans et Hottentots.

L'Afrique australe n'a été peuplée par des peuples mélanodermes qu'à une date récente (au XVII[e] siècle, les Hollandais qui s'installent au Cap ont pour voisins des Hottentots et non pas des Noirs). Les premiers semblent avoir été des Bochimans *(San)* qui ont laissé des traces de leur présence dans toute l'Afrique australe; ces habitants de l'Afrique des steppes ont été chassés vers le sud du continent par les invasions noires, tout comme les Hottentots (*Khoi* ou *Nama*) qui viennent des plateaux d'Afrique orientale. Bochimans et Hottentots ont des caractères anthropologiques communs : peau jaune (très ridée chez les sujets âgés), mains et pieds extrêmement petits, cheveux crépus disposés en spirale et laissant voir, entre les touffes, le cuir chevelu, visage plat et court d'aspect nettement mongoloïde. Les Hottentots se distinguent des Bochimans par leur taille supérieure (environ 10 à 15 cm de plus) et leur visage plus allongé (effet d'un métissage avec des Éthiopides qui ont importé en Afrique du Sud l'élevage des bovidés). Bochimans et Hottentots, refoulés et massacrés par les Bantous, refoulés et massacrés ensuite par les Blancs, puis — lorsque la pénétration européenne fut moins dévastatrice — cantonnés dans les régions inhospitalières du Kalahari et du Namib, sont à l'heure actuelle en voie de disparition. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale on en dénombrait quelques milliers (environ 7 500 Bochimans et quelque 14 000 Hottentots).

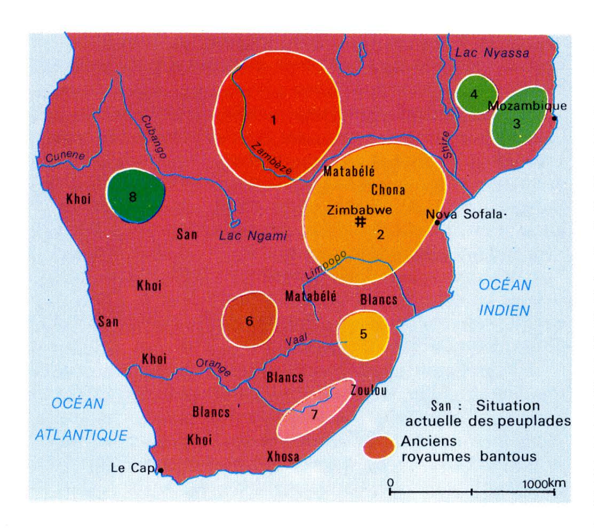
De la civilisation bochimane il faut isoler les fameuses *peintures sur roches* qui révèlent une tradition continue depuis les productions préhistoriques (paléolithique). De leur histoire, on ne peut retenir que leur fuite devant les envahisseurs plus nombreux et plus puissants : les Bantous et les Blancs.

Les royaumes bantous de l'Afrique australe.

L'arrivée des Bantous date du X[e] siècle; certains viennent du nord, par la savane congolaise, mais la plupart sont des pasteurs venant d'Afrique orientale.

La civilisation rhodésienne.

On désigne ainsi un type de civilisation née sur les rives de l'océan Indien et qui a pénétré en Afrique australe en remontant la vallée du Zambèze. Le berceau de cette culture dont les origines remontent peut-être au VI[e] siècle est situé au sud du Zambèze : il s'agit de l'ancien royaume du *Monomotapa* dont l'apogée se place au X[e] siècle (ruines cyclopéennes de Zimbabwe) et qui fut en relation avec l'Inde et la Perse par le port de Sofala. Entre le XI[e] et le XIII[e] siècle arrivent du nord des Bantous à haute civilisation (métallurgie, art de la maçonnerie)



Les Bantous en Afrique australe.
1 - Lozy (Rotsé) ; 2 - Monomotapa (Shona) ; 3 - Makwa ; 4 - Yao ; 5 - Sotho ; 6 - Tchouana (Bétchouana) ; 7 - Ngoni (Zoulou) ; 8 - Herero.

qu'on désigne par le terme collectif de *Shona* (les Karanga, les Zezourou, etc.). C'est un roi *shona* du XVe siècle (Monomotapa) qui a donné son nom au royaume, agrandi jusqu'à l'Atlantique par son fils Matopo. La décadence du Monomotapa débute avec l'installation de Portugais à Sofala (1505). Au XVIIIe siècle il n'y a plus qu'un agrégat de chefferies.

Au XVIIe siècle des Bantous en provenance de la région des lacs, les Rotsé (ou *Barotsé,* ou encore *Louyi, Lozy*), fondent un royaume qui domine très rapidement ses voisins. L'instaurateur de la dynastie *Lozy* s'appelait Ngombala. En 1841, la tribu des Kololo (dont le chef, Sébitouané, était un ami de l'explorateur britannique Livingstone) renverse les Lozy qui reprennent cependant le pouvoir en 1864 (le roi Sépopo, remplacé ensuite par Léwanika, ouvre le pays aux missionnaires européens et accepte le protectorat britannique en 1890).

Les autres royaumes bantous.

Ils sont plus des fédérations plus ou moins hiérarchisées de chefferies que des États organisés, du moins avant la création de l'empire zoulou au XIXe siècle. La carte ci-dessus donne quelques renseignements sur la situation des différents groupes bantous dans l'Afrique australe.

— Les Makwa et les Yao ont pour système politique l'organisation en chefferies qui regroupent des « anarchies familiales », cellules de base. En rapport avec les Arabes, ces Bantous leur fournissent des esclaves.

— Les Sotho (ou Basouto) s'installent au nord du fleuve Orange aux XVIe-XVIIe siècles ; ils ont refoulé et massacré les San (Bochimans) et les péripéties de ces luttes ont été fixées par les peintures rupestres bochimanes. Vers 1820, un chef sotho — Moshesh Ier — a donné à son peuple une unité politique grâce aux conseils d'un pasteur français : Casalis. Il échappa à l'annexion par les Boers en acceptant le protectorat britannique (1868) ; les Anglais nommèrent ce territoire le *Basutoland.*

— Les Tchouana sont apparentés aux Sotho. Convertis au christianisme sous le règne de Khama (chef de la principale tribu, celle des Bamangwato) ; son petit-fils, Seretse Khaba, est devenu président de la République de l'État indépendant du Botswana, nom qui a été donné au protectorat britannique du *Bechuanaland* (francisé : Bétchouanaland ; protectorat établi en 1885).

— Les Herero, pasteurs nomades venus de l'Afrique orientale, se sont heurtés aux Khoi qu'ils ont refoulés vers l'ouest.

Le fait dominant est la constitution d'un empire zoulou au début du XIXe siècle par un personnage exceptionnel, Tchaka (1786-1828). Le peuple auquel appartient ce conquérant, les Ngoni, occupe la côte orientale de l'Afrique australe dès le XVe siècle, où ils ont été précédés des Xosa et suivis des Swazi. Les Ngoni étaient des pasteurs de bovidés ; leurs villages familiaux étaient bâtis en cercle autour de l'enclos du bétail. Les familles appartiennent à des clans strictement hiérarchisés (clans royaux, etc.). Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, les Ngoni vivaient comme les autres Bantous africains, sous le régime des chefferies et des villages.

C'est alors que survint Tchaka, chassé de sa tribu par son père et qui fut protégé par le chef de son clan, Dingiswayo, qui utilisa ses capacités en le nommant commandant de son « armée ». Vers 1810, à la mort de Dingiswayo, Tchaka devint à son tour chef du clan qu'il nomma le clan *zoulou* (« ciel »). Tchaka transforma sa tribu en une armée où la discipline était draconienne : interdiction aux hommes de se marier avant trente ans, éducation à la spartiate, entraînement quotidien (lancement du javelot, tir à l'arc, etc.), mise à mort de tout guerrier qui revenait vaincu d'une expédition, etc. Avec ce régime, les conquêtes allèrent bon train les jeunes gens du pays conquis étaient incorporés de force à l'armée modèle de Tchaka, tous les autres habitants étaient massacrés. En peu de temps fut ainsi fondé l'empire zoulou. Tchaka fut assassiné en 1828 par ses frères qui craignaient sa folie sanguinaire. Ses successeurs (Dingaan, Cetewayo) conservèrent l'organisation militariste zoulou, en l'adoucissant : ils purent ainsi résister très efficacement aux Britanniques et aux Boers jusqu'en 1879. Les contrecoups des conquêtes zoulou furent en particulier la destruction de ce qui restait du Monomotapa (1840), un refoulement des Swazi et le repliement des Sotho du roi Moshesh dans la montagne, tandis que le groupe sotho des Kololo s'emparait du royaume lozy.

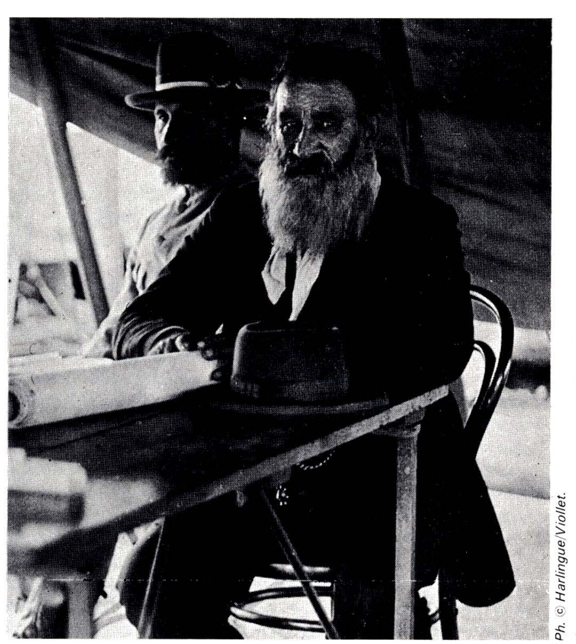
LA CONQUÊTE EUROPÉENNE.

Hollandais, Britanniques, Afrikaanders.

Les Hollandais.

Les Hollandais se sont installés dès le XVIIe siècle au Cap, où ils ont fait souche (au début ils prirent des épouses hottentotes, d'où de nombreux métis, appelés par les colons : *Bastaards*) ; leurs descendants ont été appelés les *Boers* (mot néerlandais signifiant : « paysans »). La colonie s'augmenta, lors de la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV, d'un apport huguenot important (Cévenols et Provençaux). Dans leur expansion, à partir de 1779, les Hollandais se heurtèrent aux « Cafres » (de l'arabe *kafir,* « infidèles » ; le terme désigne notamment les Ngoni). Lorsque les Britanniques s'emparèrent du Cap (1806), les Boers émigrent vers les plateaux de l'intérieur d'où ils chassent les Bochimans et Hottentots et fondent deux républiques : l'Orange (au nord du fleuve Orange) et le Transvaal (au-delà du Vaal, affluent de l'Orange). Cette émigration (le *Trek*) se fit à partir de 1835 seulement, après trente ans d'occupation britannique au Cap ; ce qui semble avoir déclenché cet exode massif, c'est l'abolition de l'esclavage, imposée par la Grande-Bretagne (la colonie hollandaise, à la veille de l'arrivée des Anglais, comptait 22 000 Blancs et 25 000 esclaves). Les chefs boers qui avaient organisé le *Trek* (Pretorius, Retief, Maritz), poussèrent aussi vers le Natal : mais ils se heurtèrent aux Zoulou de Dingaan qu'ils écrasèrent à la bataille de Blood River (1838)). Le Natal, « pays de Noël », devient alors une possession des Boers. Après quelques tiraillements militaires et diplomatiques (annexion du Natal, en 1845, par Sir George Napier), la Grande-Bretagne reconnaît l'indépendance du Transvaal (1852) et de l'Orange (1854).

Paul Kruger (1825-1904) et, derrière lui, le général Botha (1862-1919) : ils furent les artisans de la résistance des Boers à la domination britannique.



Ph. (c) Harlingue/Viollet.

Les Britanniques.

Vers 1867 on découvrit dans l'Orange et le Transvaal des mines d'or et de diamant, ce qui attira immédiatement les Britanniques qui occupèrent le district de Kimberley et annexèrent le Transvaal (1877). Les Boers se soulevèrent et le gouvernement britannique (Gladstone) dut leur accorder l'autonomie politique (en 1881).

La politique britannique consista alors à isoler l'Orange et le Transvaal en occupant les territoires qui l'entourent. A l'est ils achevèrent, en 1897, la conquête du Zoulouland, c'est-à-dire de l'ancien empire de Tchaka, ce qui isolait le Transvaal de l'océan indien. Au sud, la colonie du Cap, britannique officiellement depuis 1815, complétait cet encerclement qui se termina par l'occupation du Bechuanaland. La région située au nord du Zambèze fut colonisée par les soins d'une compagnie privée fondée par Cecil Rhodes (1853-1902) qui avait obtenu une charte gouvernementale lui donnant le droit d'annexer et d'administrer les territoires au nord du Transvaal (1889) ; Rhodes avait fondé la *Compagnie anglaise du Sud de l'Afrique,* analogue à l'ancienne Compagnie des Indes. L'ensemble des territoires conquis par Rhodes fut baptisé *Rhodesia.* Dès lors les États boers étaient complètement encerclés par les possessions britanniques.

La guerre des Boers.

● *Les causes de la guerre des Boers.* Les richesses du Transvaal (ses mines de diamant) en font une proie tentante pour la Grande-Bretagne. Il était cependant impossible d'annexer militairement le Transvaal ; il fallait donc un prétexte. Le prétexte, ce fut la situation des immigrants étrangers (les *Uitlanders*) au Transvaal ; leur nombre était sans cesse croissant ; il s'agissait surtout d'une population industrielle (mineurs, constructeurs de voies ferrées) opposée aux aspirations agricoles traditionnelles des Boers. Ces immigrants avaient une situation particulière : ils n'avaient pas les mêmes droits politiques que les citoyens du Transvaal, et ils se plaignaient de ce que le président Kruger (1825-1904) s'opposât à leurs entreprises. Cecil Rhodes tenta d'ailleurs de créer un mouvement insurrectionnel parmi les Uitlanders, en 1896, en utilisant les menées d'un agent de sa compagnie, Jameson (le *raid Jameson*). Cette tentative échoua.

En 1899, après avoir conclu avec la France un accord colonial et reconquis le Soudan égyptien sur les mahdistes (voir p. 72), la Grande-Bretagne exigea du président Kruger des mesures en faveur des Uitlanders ; ces mesures furent refusées et la Grande-Bretagne déclara la guerre au Transvaal (octobre 1899). L'Orange s'allia immédiatement à la république sœur.

● *Les Boers,* connaissant admirablement le pays, combattant à cheval (ce qui leur permettait de se déplacer extrêmement rapidement, alors que les Anglais manquaient de cavalerie et devaient faire venir leurs troupes et leur matériel de Grande-Bretagne ou d'Australie), opposèrent aux Britanniques une résistance exceptionnelle et envahirent même le Natal. La guerre dura ainsi près de trois ans. Du côté boer, les généraux De Wet et Botha pratiquèrent une véritable guérilla, multipliant les coups de main et utilisant la rapidité d'intervention de leur cavalerie et la qualité de leurs tireurs (c'est de la guerre des Boers que date la superstition selon laquelle il ne faut pas allumer trois cigarettes avec la même allumette ; les Britanniques avaient coutume de dire qu'à la première cigarette le Boer, dans l'obscurité, épaulait son arme ; à la seconde il visait et à la troisième il tirait et tuait le troisième fumeur). Du côté britannique, le généralissime lord Roberts et le chef d'état-major lord Kitchener, disposant d'un corps expéditionnaire important (450 000 hommes), menèrent une guerre impitoyable, détruisant les fermes, saccageant le pays, parquant les populations civiles dans des camps de concentration où, en raison des mauvais traitements, du manque de soins et du manque de nourriture, la mortalité fut considérable. L'opinion européenne et mondiale se déchaîna contre la Grande-Bretagne, on signa des pétitions, on organisa des campagnes en faveur des Boers, mais personne n'intervint et les Boers finirent par accepter la paix de Vereeniging (31 mai 1902) par laquelle le Transvaal et l'Orange étaient incorporés dans les possessions de la Couronne. En 1906-1907, le Transvaal et l'Orange devinrent autonomes, dans le cadre du Commonwealth britannique.

L'Union sud-africaine et la Rhodésie.

L'Union sud-africaine.

● *Le dominion sud-africain de 1910 à 1939.* La réconciliation entre les Britanniques et les Boers se fit progressivement, en partie grâce à la générosité du vainqueur, en partie en raison des intérêts communs des uns et des autres. Lord Selborne, haut commissaire britannique en Afrique du Sud, met sur pied entre 1907 et 1909 une fédération des quatre territoires (Le Cap, le Natal, l'Orange et le Transvaal); le *South African Act,* accepté par les quatre colonies, voté par le Parlement, entre en vigueur le 31 mai 1910. Ainsi fut créé un nouvel État, l'Union sud-africaine, dont le pouvoir central est représenté par un Parlement (deux chambres siégeant au Cap), un ministère (à Pretoria) et un gouverneur général nommé par le gouvernement britannique. Chaque province a en outre son propre gouvernement local, qui règle les problèmes scolaires, sociaux, etc. L'anglais et le hollandais sont les deux langues officielles.

Se succèdent alors à la tête de l'Union sud-africaine, avant la Seconde Guerre mondiale, le général Botha (un Afrikaander : on appelle ainsi les blancs d'origine non britannique; ils sont généralement ruraux et grands propriétaires terriens) de 1910 à 1919, Smuts (1919-1924) et le général Hertzog (1924-1939). Les deux premiers gouvernements ont été modérés et probritanniques; par contre le général Hertzog était le chef du parti nationaliste antibritannique réclamant en particulier l'indépendance totale vis-à-vis de la Grande-Bretagne. L'indépendance nationale ayant été confirmée par le statut de Westminster (1931), les difficultés de tous genres liées à la crise économique internationale provoquent une fusion des nationalistes et des modérés (1934), tandis qu'une branche extrémiste des nationalistes, dirigée par le docteur Malan, fonde le *Parti nationaliste unifié.*

● *Dans cet État* entièrement créé par des Blancs, défendu par des Blancs, le problème racial s'est posé avec acuité, en raison de la disproportion qui existait entre la population blanche et la population non blanche (1 contre 10). La suprématie des Blancs fut assurée par des mesures racistes : refus de droits politiques aux Noirs, interdiction aux Noirs d'acquérir des propriétés en dehors de certaines zones (les *réserves*), limitation des salaires des Noirs (loi de 1911), interdiction aux Noirs de vivre dans les villes où ils ne sont pas employés (ségrégation ou, en afrikaans — langue qui a remplacé le hollandais en 1925 — *apartheid*). D'autre part l'Union sud-africaine reçut en 1920 de la Société des Nations un mandat sur le Sud-Ouest africain, territoire occupé avant la guerre par une minorité d'Allemands et dont la population blanche restera très attachée au germanisme et même au national-socialisme.

● *Croissance du racisme et du nationalisme (1939-1961).* La Seconde Guerre mondiale met en échec la politique antibritannique du général Hertzog et redonne le pouvoir au maréchal Smuts (1939-1948). Après la guerre, avec l'appui des éléments nazis venus d'Allemagne ou d'Europe centrale, le parti nationaliste intensifie son racisme encouragé par les pasteurs de l'Église hollandaise d'Afrique du Sud; le principal thème de leur propagande est le suivant : dans la grande bataille économique internationale de l'après-guerre, l'Union sud-africaine ne peut maintenir des prix concurrentiels qu'à la condition d'avoir une main-d'œuvre à bon marché, c'est-à-dire de maintenir les Noirs — principaux salariés des paysans afrikaanders — dans leur situation inférieure. C'est ainsi que le docteur Malan prend le pouvoir en 1948 et relance la politique autoritaire et ségrégationniste : interdiction des mariages mixtes, restriction des libertés politiques accordées aux Blancs (en particulier aux modérés et aux partisans du Commonwealth), multiplication des mesures ségrégationnistes. Les successeurs du docteur Malan (Strijdom, 1954-1958, et Verwoerd, 1958-1961) poursuivent avec intensité cette politique rétrograde. Condamnée à l'ONU en 1946 pour sa politique dans le Sud-Ouest africain, critiquée pour son *apartheid* par tous les États du Commonwealth, l'Union sud-africaine décide de quitter le Commonwealth (15 mars 1961) après un référendum (850 458 voix *pour,* 775 878 voix *contre*). Elle se proclame alors officiellement *République d'Afrique du Sud* (31 mai 1961); le premier président de ce nouvel État fut C.R. Swart (élu en 1961).

La République d'Afrique du Sud.

L'établissement de la nouvelle république n'a évidemment rien changé au problème ségrégationniste, bien au contraire. Une simple anecdote marquera la puissance de l'apartheid dans ce pays : le Zoulou Albert Luthuli, qui lutte depuis 1935 contre la ségrégation et qui a reçu le prix Nobel de la Paix en 1960 pour sa contribution dans la lutte contre le racisme, a obtenu à grand-peine une autorisation de quelques jours pour se rendre à Stockholm recevoir son prix ! Depuis 1961, les militants pour l'abolition de l'apartheid, les leaders africains sont emprisonnés, assignés à résidence, et cela parfois sans jugement (ce que la loi permet depuis les émeutes de 1960 et de 1963). Au président Swart a succédé, en 1968, le président J.J. Fouché (entrée en fonction : 10 avril 1968); au Premier ministre Verwoerd, assassiné par un Blanc en septembre 1966, a succédé J.B. Vorster, ancien ministre de la Justice. Le parti national avec 126 députés sur 166 (élections de 1966) et 41 sénateurs sur 54 peut continuer à prôner l'apartheid, sans courir aucun risque politique, et cela malgré les recommandations de l'ONU qui a demandé aux États membres de rompre les relations diplomatiques avec la République d'Afrique du Sud.

A partir de cette époque, le boycott progressif de l'Afrique du Sud va se développer, en particulier chez les Européens. Isolée, réglant ses problèmes en vase clos, traitant les conflits raciaux qui éclatent comme de vulgaires émeutes, l'Afrique du Sud se maintient dans un immobilisme politique douteux. Se succèdent à la tête de l'État : Jim Fouché (jusqu'en 1975), Nicolaas Diederichs (1975-1978), J.B. Vorster (20 septembre 1978-3 juin 1979 : Vorster, Premier ministre pendant douze ans, de 1966 à 1978, doit démissionner à la suite d'un scandale concernant le détournement de fonds secrets) et Marais Viljoen (élu le 19 juin 1979, en place au début de 1983). Les élections législatives portent régulièrement au pouvoir le parti nationaliste, que dirige J.B. Vorster qui maintient la politique de l'apartheid, et dont la politique extérieure est surtout orientée par la surveillance de ses frontières, freinant l'accession à l'indépendance de la Namibie (ex-Sud-ouest africain) et luttant contre les guérilleros de la SWAPO namibienne (organisation pour l'indépendance du Sud-ouest africain). C'est Vorster qui a envisagé de créer un État sud-africain multinational composé d'un État « blanc » et d'États bantous *(bantoustans)* autonomes ou indépendants créés sur le territoire d'anciennes « réserves » d'autochtones (conférence de Prétoria, 6 mars 1974); ainsi furent fondés (mais non reconnus par le consensus des nations) : le *Transkei* (1975), le *Bophutatswana* (1977), le *Venda* (1979) et le *Ciskei* (1981). Vorster a dû en outre faire face, avec violence, aux émeutes raciales de Soweto (à Johannesburg) en juin 1976. Le successeur de Vorster à la tête du gouvernement sud-africain est Pieter Willem Botha.

La Rhodésie.

Jusqu'à 1923, les deux Rhodésies, la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud, étaient administrées par la *British South Africa Company.* Depuis le 1er octobre 1923, la Rhodésie du Sud a été dotée d'un gouvernement responsable (un gouverneur, un conseil de l'exécutif, un Parlement) dans le cadre colonial. La Rhodésie du Nord (l'actuelle Zambie) devenait un protectorat britannique. Cette différence de destin était liée à une différence de population : le Sud est habité surtout par des Blancs, qui craignaient d'être submergés par les populations noires qui vivent dans le Nord. En 1953, sur l'initiative de la Rhodésie du Sud, le Parlement britannique groupe trois territoires, la Rhodésie du Nord, le Nyassaland et la Rhodésie du Sud en une fédération *(fédération de Rhodésie et du Nyassaland).* Le gouvernement fédéral est entre les mains des colons du Sud (Sir Godfrey Huggins de 1953 à 1956, Sir Roy Welensky de 1956 à 1962).

C'est alors que la Fédération éclate : le Nyassaland et la Rhodésie du Nord deviennent indépendants sous les noms respectifs de Malawi et de Zambie en 1964. L'ancienne Rhodésie du Sud devient alors la Rhodésie, avec le statut d'une colonie à gouvernement autonome dans le cadre du Commonwealth. Le chef du gouvernement rhodésien est, depuis le 13 avril 1964, Ian Smith. C'est alors que se déroule un conflit dramatique entre la Grande-Bretagne et sa colonie. Le gouvernement britannique met comme condition à l'indépendance la révision de la loi électorale (qui jusqu'alors enlevait à peu près tout moyen d'expression aux Noirs) et la suppression de l'apartheid (qui existe en Rhodésie au même titre qu'en République sud-africaine). Après un certain nombre de tractations, le 11 novembre 1965, la Rhodésie, par la voix de son Premier ministre Ian Douglas Smith, se déclare indépendante de la Grande-Bretagne et cela unilatéralement. La Grande-Bretagne fait appel à l'ONU et des sanctions économiques sont prises contre la Rhodésie (embargo sur le pétrole rhodésien, etc.). Ce blocus économique a été surmonté par la Rhodésie grâce à l'assistance que lui ont apportée ses voisins « racistes » : l'Afrique du Sud et les colonies portugaises (Angola et Mozambique). En avril 1967, le parti gouvernemental rhodésien proclame ne plus reconnaître son allégeance envers la Couronne britannique.

Séparée de la Couronne, la Rhodésie s'érige en République (2 mars 1970). Ian Smith, Premier ministre de 1964 à 1979, après avoir tenté de s'opposer aux mouvements nationalistes africains, finit par signer avec eux un compromis (mars 1978) en vue de leur installation au pouvoir, ce qui a lieu en avril 1979 : la Rhodésie s'appelle, depuis décembre 1979, la République du Zimbabwe et sa capitale — l'ex-Salisbury — est baptisée Harare. Voici une brève chronologie de cette évolution.

Le Zimbabwe de 1970 à 1982

Dates	Événements
2 mars 1970	Proclamation de la République. Dissolution du Parlement. La Grande-Bretagne demande la réunion du Conseil de sécurité qui adopte une résolution de compromis.
10 avril 1970	Les élections législatives donnent la majorité au parti de M. Ian Smith.
14 avril 1970	M. Clifford Dupont est élu président de la République.
24 nov. 1971	Accord anglo-rhodésien signé à Salisbury.
Mai 1972	Remise en cause des accords de Salisbury par les nationalistes noirs : ceux-ci réclament des droits politiques majoritaires, que les accords ne leur garantissent pas explicitement.
10 déc. 1975	John Wrathall nommé chef de l'État.
Juin 1976	Ouverture de la Conférence de Genève avec la Grande-Bretagne, renvoyée *sine die* le 14 décembre.
1976-1977	Nombreux troubles raciaux; affrontements frontaliers avec le Mozambique, le Botswana et la Zambie.
Mars 1978	Signature d'un compromis entre le gouvernement de Ian Smith et les mouvements nationalistes en vue de l'installation d'un pouvoir africain; les leaders du *Front patriotique* (extrémiste) refusent ce compromis et poursuivent le combat armé.
Avr. 1979	Élections législatives qui portent au pouvoir l'évêque noir Abel Muzorewa (Premier ministre le 29 mai 1979). La Rhodésie prend dorénavant le nom de Zimbabwe-Rhodésie; le président de la République, élu le 28 mai 1979) est Josiah Gumede.
Déc. 1979	La Grande-Bretagne lève les sanctions économiques à l'égard de l'ex-Rhodésie; préparation des élections et de l'indépendance définitive. Cessez-le-feu général. Le nouvel État prend le nom de République du Zimbabwe.
Fév.-avr. 1980	Victoire du parti du Front patriotique, dont le leader Robert Mugabe devient Premier ministre; le Révérend Canaan Banana élu président de la République (11 avril). Indépendance proclamée le 18 avril 1980.

MADAGASCAR

Madagascar avant la colonisation.

Les origines.

La situation de cette île dans l'histoire de l'humanité est particulière. Son rattachement à l'Afrique est très artificiel, car on ne peut comparer ni les deux faunes ni les deux flores; il est tout aussi impossible de la rattacher à l'Asie. Géologiquement cependant, Madagascar s'est séparée de l'Afrique à l'ère secondaire et de l'Asie à l'ère tertiaire.

Le peuplement de l'île est lui-même très récent (il n'y a pas de fossiles malgaches, ni de traces de civilisation lithique, c'est-à-dire d'un âge de pierre). Il semble que l'île ait été habitée au début de l'ère chrétienne par des Malais, venus « en famille » de l'Asie du Sud-Est et qui formèrent, sur la côte orientale de l'île, des clans et des villages groupés ensuite en tribus (une vingtaine à peu près). A ces premiers immigrants se superposèrent des éléments indiens puis, entre le VIe et le XIIe siècle des Arabes (en provenance des Comores et de Zanzibar).

● *Parmi les tribus malgaches* (une vingtaine environ : *Betsimisaraka, Tsimihetys, Sitranaka, Bara, Sakalava,* etc.), isolons sur la côte orientale celle des *Antai-*

moro (Témuru), fortement islamisée, et qui entreprit de rédiger des « chroniques » en langue malgache (transcrite avec des caractères arabes). Nous connaissons ainsi le nom du premier chef des immigrants, le roi Ramakararo, au pouvoir vers 1147 et dont le fils Alimboaziri aurait entrepris la conquête des régions voisines. La région centrale de l'île et l'Ouest n'ont été peuplés qu'entre le XIIIe et le XVe siècle (voir carte). Les tribus les plus importantes sont celles des *Mérina* qu'on appelle aussi les *Hova.* Dans le courant du XVIe siècle, sous l'influence vraisemblable d'éléments antaimoro, l'organisation sociale des Mérina se perfectionne (régime des castes : les nobles ou *andriana,* les hommes libres ou *hova,* les esclaves ou *andevo*).

● *A la fin du XVIe siècle et au début du XVIIe siècle* les rois mérina (Andriamanelo, Ralambo — contemporain d'Henri IV — Andrianjaka) étendent leur domination, prennent la capitale d'une tribu ennemie (aujourd'hui disparue), Analamanga, et la rebaptisent Tananarive. Dans la même période, le royaume sakalave (avec une dynastie d'origine arabe) fondé au XVe siècle sur la côte ouest s'étend vers le nord (fondation de Majunga au milieu du XVIIIe siècle). A la fin du XVIIIe siècle, si l'on excepte la partie sud de l'île où règne l'anarchie familiale, Madagascar est divisée en royaumes plus ou moins importants, indépendants les uns des autres, avec une société hiérarchisée et pratiquant particulièrement le culte des ancêtres.

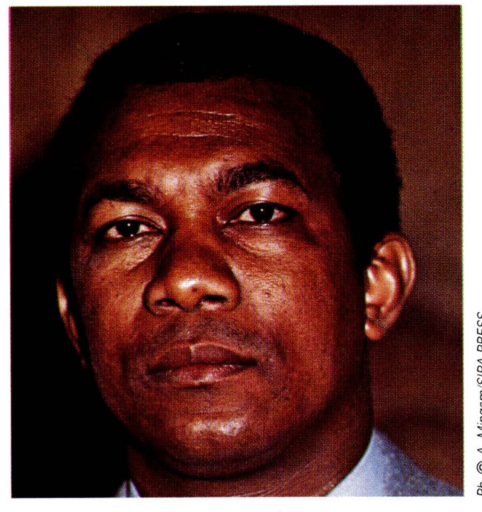
Les premiers rapports avec les Européens.

Les géographes arabes décrivaient déjà cette île qu'ils nommaient l'*île de la Lune,* mais le premier Européen à reconnaître ses côtes fut le Portugais Diego Diaz, en l'an 1500. A son retour au Portugal, le roi conclut que cette île devait être Madagascar, nom qu'il avait vu mentionné dans le livre de Marco Polo (Marco Polo n'avait pas connu Madagascar, mais il en avait entendu parler au cours de son séjour en Chine, et il l'avait baptisée : l'île de *Mogadiscio*). Au XVIe siècle les Portugais, Dieppois, Anglais et Hollandais installent des escales dans l'île, mais ce sont les visées françaises qui, dès le XVIIe siècle, sont les plus précises. Sur l'initiative de Richelieu, un établissement permanent est fondé dans le Sud de l'île (Fort-Dauphin, en 1643) ; puis, à part quelques initiatives particulières, la colonisation de l'île fut abandonnée (vers 1674) et elle devint le repaire de pirates de toutes nationalités. En même temps que son installation à Madagascar, la France avait pris possession de l'île Bourbon (1638) (= la Réunion) et de l'île Sainte-Marie (1750).

Le royaume hova.

C'est le roi Andrianampoinimerina qui unifia en 1787 l'ensemble des territoires mérina ; il instaura un gouvernement autoritaire, en transformant l'organisation sociale (création d'une administration, développement de l'économie de rizières). Son fils Radama Ier lui succède en 1810 ; il continue l'œuvre d'expansion de son père, aidé par les Européens (le sergent Brady, Britannique, et le sergent Robin, Français). Avec une armée bien organisée il conquiert une grande partie de l'île ; en souverain avisé, il accueille les missions protestantes anglaises (1818) qui transmettent au royaume mérina les éléments culturels européens fondamentaux (techniques, transcription en caractères latins de la langue malgache). Radama Ier obtient même de l'Angleterre (représentée par le consul Hastie) une aide financière et technique en échange de l'interdiction de la traite. A la mort de Radama Ier (en 1828), c'est son épouse Ranavalona Ire qui lui succède. Cette coutume se poursuivra, et jusqu'à la conquête française Madagascar sera dirigée par une reine appartenant à la caste *andriana* (caste noble), mariée à un Premier ministre appartenant à la caste *hova* (caste des hommes libres) ; peu à peu les *hova* supplanteront les *andriana* à la tête de l'État, et cela explique que lorsque les Français firent la conquête de l'île, ils prirent l'habitude d'appeler Hova ce peuple qui en fait s'appelait Imérina. Ranavalona Ire régna de 1828 à 1861 en menant une politique systématiquement xénophobe et antimissionnaire (elle considérait, avec raison, que la christianisation de l'île entraînerait la destruction de l'organisation sociale de l'empire mérina). Français et Anglais furent donc expulsés, arrêtés, ou même exécutés (surtout sur la fin du règne) ; une exception fut faite en faveur d'un artisan français que la reine avait pris en amitié, Jean Laborde.

Lorsque son fils Rakoto monta sur le trône (nom de règne Radama II), il pratiqua une politique intégralement opposée à celle de sa mère, autorisant à nouveau l'implantation des missions dans l'île et signant avec le gouvernement français, en 1862, un accord donnant à la France une situation privilégiée. Ses décisions soulevèrent contre lui les nationalistes malgaches, peut-être excités par les agents britanniques qui se trouvaient lésés par la préférence accordée à la France, et Radama II fut assassiné en 1863. Trois reines devaient se succéder à la tête du royaume malgache : Rasoherina (1863-1868), Ranavalona II (1868-1883) et Ranavalona III (1883-1896). En fait, pendant toute cette période, c'est le frère de Rasoherina (Rainilaiarivony) qui exerça réellement le pouvoir avec le titre de Premier ministre et qui, pratiquant une politique de bascule entre les nations européennes et les États-Unis, élabora une série de réformes heureuses : liberté des cultes, promulgation de codes, interdiction de l'alcool et de la polygamie, instauration du repos hebdomadaire obligatoire, développement de l'enseignement (plus de mille écoles, une école normale et une académie de médecine à Tananarive), etc.



Didier Ratsiraka (né en 1936), président de la République démocratique de Madagascar depuis 1975.

La colonisation française.

Les causes de l'intervention.

La France bénéficiait, théoriquement, d'une situation privilégiée à Madagascar, mais les traités et les accords passés entre le gouvernement français et le gouvernement imérina n'avaient jamais fait l'objet d'une stricte application. D'autre part, après la chute de Napoléon III, l'influence française dans l'île connaissait un recul très net. Le prétexte d'une intervention militaire fut trouvé à propos de la liquidation de la succession de Jean Laborde (mort en 1878) et d'un appel à l'aide de chefferies sakalaves que les Imérina avaient annexées en 1881. Ces prétextes n'étaient d'ailleurs pas suffisants, il fallait aussi s'assurer de la neutralité de la Grande-Bretagne, qui était la grande rivale de la France en ce qui concernait la colonisation de l'île : ce fut chose faite à l'occasion de l'intervention britannique en Égypte (en 1882, voir p. 72).

Dès que Jules Ferry fut au pouvoir (1883), il fit occuper Majunga, Tamatave et Diego-Suarez par la marine (amiraux Pierre, Galiber et Miot), et imposa à Ranavanola III le traité de Tamatave (17 décembre 1885) qui, tout en reconnaissant la souveraineté mérina sur l'île, donnait à la France un certain contrôle des relations extérieures malgaches. En fait, ce traité instaurait un protectorat français, protectorat que voulaient éviter les Malgaches qui espéraient l'aide britannique. Le destin de l'île fut lié à l'entente franco-anglaise (août 1890), traité par lequel la Grande-Bretagne laissait, en 1894, le protectorat français s'installer à Madagascar en échange d'un protectorat britannique sur Zanzibar.

Dès lors les incidents entre représentants du gouvernement français et du gouvernement malgache se multiplièrent ; en 1894, le consul Larrouy fut molesté et l'intervention militaire décidée en 1895.

L'expédition de Madagascar.

● *Le corps expéditionnaire* (15 000 hommes) débarqua à Majunga. Plus du tiers de cette armée fut exterminé par les fièvres avant d'arriver, en septembre 1895, devant Tananarive où la reine Ranavalona se rendit après le deuxième coup de canon. Le Premier ministre Rainilaiarivony fut arrêté et déporté en Algérie ; la reine dut signer le traité de protectorat. L'année suivante, le 6 août 1896, Madagascar fut déclarée colonie française.

● *La conquête achevée,* il fallut pacifier et organiser l'île : ce fut l'œuvre de Gallieni. Celui-ci imposa l'ordre français avec des méthodes brutales : deux ministres furent exécutés, la reine déportée en 1897 à la Réunion, et les rebelles poursuivis et anéantis (selon les estimations anticolonialistes la « pacification » aurait fait 100 000 victimes en neuf ans ; selon les estimations officielles, elle n'aurait fait que 10 000 victimes ; la vérité se trouve sans doute à mi-chemin). La pacification s'accompagna d'une réorganisation de l'administration : unification du pays, élimination de l'influence imérina, nomination de ministres indigènes.

Le mouvement nationaliste malgache.

Madagascar fut, comme toutes les colonies de cette période impérialiste, une colonie d'exploitation ; la politique administrative française déçut à la fois les Imérina et les « autres races » : les Imérina, anciens dépositaires du pouvoir, ne se voyaient plus offrir que des postes subalternes dans l'administration ou dans le commerce ; les tribus jadis dominées par les Imérina, bien moins évoluées qu'eux, bien moins habituées à la vie administrative et économique, ne purent supplanter leurs anciens maîtres malgaches dans la « course aux emplois ».

De tout cela résultèrent inévitablement des sursauts nationalistes ; le premier fut le complot dit de la VVS (initiales de *Vy Vato Sakelika,* en malgache : « Fer, Pierre, Bifurcation »). Ce mouvement naquit à l'École de médecine de Tananarive en 1915 et correspondait à deux tendances : chez les Imérina, l'aspiration à l'autonomie et le nationalisme ; chez les non-Imérina : l'aspiration à l'assimilation. Le « complot » fut très sévèrement réprimé et toutes réformes libérales ou assimilatrices écartées de la politique administrative française à Madagascar.

L'indépendance de Madagascar.

L'île fut occupée en 1942 par les troupes britanniques, puis restituée à la France libre en 1943. Après la guerre, Madagascar fut touchée par le grand mouvement nationaliste et anticolonialiste qui se répandait en Afrique ; la constitution de 1946 avait mis en place des députés nationalistes dont l'influence, relativement à celle de l'administration coloniale, était extrêmement faible et par cela même, décevante. Le parti nationaliste provoqua en 1947 une rébellion sur la côte orientale ; cette insurrection fut réprimée avec énergie — certains disent même : brutalité — par le général P. Garbay. Le parti nationaliste fut dissous, ses chefs exilés ou emprisonnés. Il fallut attendre 1954 pour que des élections libres soient rétablies et 1956 pour voir se former un gouvernement malgache, présidé par un instituteur : le président Tsiranana. Le 14 octobre 1958, Madagascar était proclamée État membre de la Communauté ; elle devint, dans ce cadre, un État indépendant le 26 juin 1960.

La République malgache *(Repoblika Malagasy)* est définie par la constitution du 29 avril 1959 (régime présidentiel). Le président Tsiranana, élu en 1958, est réélu en 1965 (avec 97 % des suffrages exprimés) ; son parti (le parti social démocrate) dispose de 104 sièges sur 107 à l'Assemblée. Madagascar, sur le plan extérieur, entretient des relations très étroites avec la France, a adopté une position antisoviétique et joue un rôle capital dans l'*Organisation commune africaine et malgache* (OCAM).

C'est vers la fin de son deuxième mandat que le président Tsiranana commence à devoir compter avec l'opposition : celle des conservateurs, qui lui reprochent ses faiblesses vis-à-vis des socialistes, et celle de la gauche. En 1971, il déjoue un complot fomenté par M. Resampa, vice-président de la République et, le 30 janvier 1972, il entame son troisième mandat. Mais son élection est suivie de violentes émeutes étudiantes à Tananarive et l'homme fort de la situation est alors le général Ramantsoa. Un référendum (8 octobre 1972) lui accorde les pleins pouvoirs pour cinq ans ; la constitution de 1959 est abrogée ; un *Conseil national populaire* tient lieu de Parlement. En 1975, la situation devient plus grave : le général Ramantsoa passe ses pouvoirs au colonel Ratsimandrava, qui est assassiné le 11 février de la même année ; un *Comité national de direction militaire* est créé, sous la direction du général Andriamahoza qui fait arrêter les leaders socialistes. Le 15 juin 1975, les militaires du Comité national désignent Didier Ratsiraka comme chef de l'État et comme Premier ministre ; le Comité lui-même est remplacé par un *Conseil suprême de la Révolution.* Une nouvelle constitution, approuvée par référendum le 21 décembre 1975, institue la République démocratique de Madagascar ; le Premier ministre est Désiré Rakotoarijaona. Entre 1975 et 1982, le régime évolue dans le sens autoritaire, dans une ambiance de complots, de troubles sociaux et de désordre (émeutes, banditisme) et de crise économique.

histoire de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale



Ph. © E.R.L.

La « Prairie » nord-américaine, dans la région du lac Supérieur, vue par le peintre américain George Catlin (1796-1872) qui a intitulé ce tableau : **Paysage vert.** *Catlin a fait plus de 500 tableaux ou dessins relatifs aux tribus indiennes de la* **Plaine.**

LE CANADA

LE CANADA AVANT L'AUTONOMIE.

La colonisation française.

A l'arrivée des Européens, le Canada est peuplé de tribus nomades plus ou moins sédentarisées qu'on peut diviser en trois catégories : les Indiens des forêts et de la prairie (chasseurs nomades, de dialectes algonquins), les Indiens du Pacifique (pêcheurs sédentaires) et les Indiens des Grands Lacs : Hurons, Iroquois, les mieux organisés, sédentaires, pratiquant l'agriculture, chasseurs, pêcheurs à l'occasion.

La colonisation française.

● *La reconnaissance du pays ne commence qu'au* xv*e siècle (voir tableau ci-après).*

● La véritable colonisation ne commence qu'avec Samuel de Champlain (1567-1635), qui cherchait en Amérique du Nord un moyen d'ouvrir la route des expéditions vers la Chine. Les premiers établissements de colons eurent lieu en Nouvelle-Écosse, vers 1604-1605, mais le véritable point de départ de la colonisation française fut Québec, fondée en 1608. En 1627, Richelieu constitua la *Compagnie de la Nouvelle-France* qui avait pour charge de peupler le pays et à qui était accordé le monopole perpétuel du commerce des fourrures.

L'essor de la colonie n'eut pas lieu immédiatement en raison des hostilités franco-anglaises. Ville-Marie, près de Hochelaga et qui deviendra Montréal, n'est créée qu'en 1642 (par Maisonneuve) ; mais, après le rattachement de la Nouvelle-France au domaine royal (1663), l'envoi en 1665 d'un intendant de la Nouvelle-France (Jean Talon) et d'un corps expéditionnaire destiné à protéger les colons et à lutter contre les Iroquois, la colonie prit de l'importance. La Nouvelle-France, divisée en *seigneuries,* administrée politiquement et fiscalement par des gouverneurs nommés par le roi, contrôlée spirituellement par l'Église (jésuites, sulpiciens, ursulines), connaît une expansion lente, marquée par la découverte progressive du pays (en particulier par les jésuites, par Cavelier de la Salle qui atteint, en 1682, l'Illinois et le Mississippi), par l'établissement de positions militaires dirigées non seulement contre les Indiens, mais aussi contre les Anglais qui revendiquent la Nouvelle-Écosse et dont les positions sur le littoral de la baie James et de la baie d'Hudson sont bien assurées.

Samuel de Champlain (vers 1567-1635). Fondateur de Québec en 1608.



Ph. © Giraudon.

La rivalité franco-britannique.

A la différence des territoires de la Nouvelle-France (arrêt de l'immigration systématique à la fin du XVIIe siècle), les colonies anglaises voisines sont très peuplées ; de plus, les gouverneurs anglais ont pratiqué une politique d'alliance intelligente avec les Iroquois (en particulier sir William Johnson). Le conflit franco-britannique est

Les débuts de la présence européenne au Canada.

1497	Le Vénitien Jean Cabot (1450-1498) atteint le Labrador pour le compte du roi d'Angleterre Henri VII.
1524	Verrazano, envoyé par la France, baptise le Labrador « Nouvelle France ».
1534-1535	Le Français Jacques Cartier (1491-1557) reconnaît, au cours de deux voyages, les côtes de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick, remonte le Saint-Laurent et atteint le village indien d'Hochelaga où se développera par la suite Montréal.
1541	Première tentative de colonisation du pays, appelé la Nouvelle-France ; mais les hommes chargés de cette colonisation s'intéressent bien plus aux activités économiques (pêche, commerce de fourrures) qu'au transport de colons, au demeurant peu nombreux.

inévitable dès la fin du XVIIe siècle et, dès 1713 (traité d'Utrecht), son issue ne fait plus de doute. Il faudra cependant attendre la guerre de Sept Ans pour que la Nouvelle-France passe aux mains des Anglais. Par le Traité de Paris (1763), la France abandonne ses possessions canadiennes et les 63 000 Français qui les peuplent.

La domination britannique.

Du traité de Paris à la guerre anglo-américaine (1763-1815).

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, le Canada devait être administré selon les règles élaborées par le colonel Guy Carleton, le *Quebec Act* (1774), qui mettait fin aux difficultés qui s'étaient élevées (notamment dans la province de Québec) entre Canadiens d'origine française, catholiques, et Canadiens anglais, protestants : réintégration des catholiques dans les fonctions publiques, reconnaissance des droits de l'Église romaine (l'Église d'Angleterre étant l'Église établie), gouvernement de la colonie par un gouverneur assisté d'un Conseil législatif de 17 à 23 membres (7 catholiques sur 22 en 1775), adaptation de la législation française en matière civile et de la législation anglaise en matière criminelle.

La révolution des « Treize colonies » (voir p. 105) eut des conséquences importantes sur les structures de la société canadienne. Resté fidèle à la monarchie, le Canada accueillit ceux des Américains qu'on a appelés les *loyalistes.* Plusieurs milliers d'immigrants aux idées neuves arrivèrent ainsi en Nouvelle-Écosse, dans l'île du Prince Édouard et dans la région du lac Ontario. Ils contribuèrent à orienter la politique britannique au Canada ; toujours conseillé par Guy Carleton, devenu lord Dorchester, le gouvernement de Londres promulgua le *Constitutional Act* (1791) qui divisait le Canada en deux provinces : le Haut-Canada (capitale : York ; lieutenant-gouverneur : J. G. Simcoe) et le Bas-Canada (capitale : Québec ; lieutenant-gouverneur : Clarke).

● *Le Haut-Canada* est peu peuplé (80 000 habitants environ, sur une population totale de 600 000 habitants pour l'ensemble du Canada britannique). Autour des loyalistes à la mentalité de pionniers sont venus se grouper des immigrants écossais (venus soit des États-Unis, soit directement d'Écosse) et des Allemands ; la capitale, York, est encore une petite agglomération (elle brûlera en 1812 au cours de la guerre anglo-américaine ; sur son site se bâtira Toronto). Les problèmes qui vont se poser dans la première moitié du XIXe siècle sont d'ordre religieux (opposition entre catholiques et protestants) et économique.

Sur le plan économique et social, on voit s'opposer les agrariens (la loi avait prévu que chaque colon aurait droit à 200 arpents de terre ; en fait, il s'est instauré rapidement un régime de grands propriétaires terriens) et un groupe de parvenus, qui s'étaient enrichis surtout par le commerce des fourrures et qui constituent la classe privilégiée qu'on a appelée ultérieurement le *Family Compact.* Ce sont eux qui contrôlent le Conseil législatif, l'administration et la distribution des terres ; ils dressent contre eux les mécontents, petits colons, partisans d'une politique réformiste, qui se manifestent à l'*Assemblée* (la *Chambre Basse* du régime).

● *Le Bas-Canada* présente une figure différente. Il est d'abord beaucoup plus peuplé (environ 500 000 habitants). Les Britanniques ont maintenu la structure des *seigneuries* instaurées au XVIIe siècle par les Français. Les « seigneurs », propriétaires du sol, voient ici aussi les négociants et les professions libérales des villes, de Montréal ou de Québec, prendre le pas sur eux. Les chefs politiques du Bas-Canada se recrutent parmi les avocats, les notaires, les juristes citadins ; ils dirigent l'opposition contre le Conseil législatif à l'Assemblée ; le plus célèbre d'entre eux fut Louis-Joseph Papineau (1786-1871), nommé *speaker* en 1815 ; l'opposition au Conseil et aux négociants britanniques se manifeste aussi dans une presse efficace, en particulier dans le journal *Le Canadien* qui paraît à partir de 1806.

Le régime unitaire (1840-1867).

De 1815 à 1840, les conflits entre conservateurs et réformateurs, anglicans et non-anglicans, nantis et mécontents, se développent. Dans le Haut-Canada, la population augmente (80 000 habitants en 1815, 340 000 en 1835) ; le *Family Compact,* mené par John Stranchan voit le parti des immigrants dirigé par W. L. Mackenzie se dresser contre lui avec une vigueur accrue. Dans le Bas-Canada, où l'opposition est dirigée par Papineau, s'intensifie le conflit entre l'Assemblée et le pouvoir exécutif, notamment sous le gouverneur lord Dalhousie (1820-1838). Des troubles graves ont lieu à Montréal en 1832 et la troupe doit même intervenir contre les émeutiers (« massacre de Montréal » : trois morts). En 1837, Papineau puis Mackenzie durent fuir aux États-Unis, tandis que le ministre britannique Melbourne confiait à lord Durham le soin d'enquêter sur la situation au Canada (mission Durham : 28 mai - 1er novembre 1838). De cette enquête sortit le régime unitaire de l'*Acte d'union* (juillet 1840).

Selon cette disposition, les deux provinces du Haut et du Bas-Canada étaient unies sous un même gouvernement comprenant un gouverneur général (nommé par Londres), un Conseil législatif (nommé) et une Assemblée (élue) ; la capitale du nouvel État devait être Kingston. Le nouveau régime, repoussé par les Canadiens français qui y voyaient un pas de plus dans le sens de l'assujettissement à la Couronne, et par le Haut-Canada qui le trouvait trop timide, conduisit progressivement à une situation de *self-government,* acquise sous le gouvernorat de lord Elgin (1847-1854). Voici, résumée dans un tableau, l'évolution politique du Canada dans cette période :

Le Canada ou le régime unitaire.

Dates	Gouverneur	Évolution politique
1840-1842	Poulett-Thomson devenu lord Sydenham	Un conseil exécutif, composé de conservateurs et de réformateurs modérés, laisse à l'écart des Canadiens français antiunionistes.
1842-1843	Sir Charles Bagot	M. Baldwin (Haut-Canada) et Hippolyte Lafontaine (Bas-Canada), tous deux partisans du *self-government,* sont introduits au Conseil exécutif.
1843-1854	Sir Charles Metcalfe	Retour à un gouvernement de type colonial. Attitude libérale, reconnaissance du *self-government* ; constitution d'un ministère Baldwin-Lafontaine. Création de partis radicaux avancés : les *Rouges* (Bas-Canada) et les *Clear Grits* (Haut-Canada). Ministère MacNab et Morin (1854) ; fin du *Family Compact* ; accord de réciprocité commerciale avec les États-Unis.
1854-1867	Les gouverneurs britanniques n'influent plus sur la vie politique du Canada.	Le gouvernement est dirigé par les *leaders* des partis politiques canadiens (Morin, MacNab, Taché, Cartier, John A. MacDonald, Galt).



Bataille sur les rives du Château Guay, petit affluent du Saint-Laurent, où les Canadiens parvinrent à repousser les Américains en 1813.

Ph. © Archives Publiques du Canada.

LA CONFÉDÉRATION ET LE DOMINION.

Formation, expansion du dominion.

Le *British North-America Act.*

Pendant la guerre de Sécession, on put craindre un instant qu'un conflit éclatât entre la Grande-Bretagne et les États-Unis ; les provinces canadiennes envisagèrent alors de s'unir plus étroitement, malgré les particularismes qui opposaient les provinces maritimes à l'Union canadienne. La conférence de Québec (1864) définit les grandes lignes du nouveau régime fédéral qui fut proclamé le 28 mars 1867 par le *British North-America Act,* voté par le parlement de Westminster.

Il était institué par cet Acte un régime fédéral groupant initialement quatre provinces : la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Québec et l'Ontario, chaque province disposant, comme les États de l'Union, d'une certaine autonomie et de son gouvernement propre. Un gouvernement fédéral comprenait un gouverneur général, un ministère et un parlement avec deux chambres, selon le système britannique ; le français et l'anglais étaient reconnus tous deux comme langues officielles ; les pouvoirs du gouvernement fédéral étaient plus importants que ceux du gouvernement fédéral des États-Unis.

L'expansion du dominion.

L'expansion vers l'ouest était bloquée par les privilèges territoriaux de la *Compagnie de la baie d'Hudson* dont les territoires séparaient le Canada de la Colombie britannique, colonie fondée en 1858. D'autre part, les intérêts de la Compagnie se heurtaient de plus en plus à ceux des métis de la Rivière Rouge, spécialisés dans le commerce des fourrures. En 1869, la Terre de Rupert, c'est-à-dire les territoires du nord-ouest qui appartenaient à la *Compagnie de la baie d'Hudson,* devenait terres canadiennes moyennant une forte indemnité. A partir de ce moment, la Confédération canadienne va s'agrandir progressivement : du Manitoba le 15 juillet 1870, de la Colombie britannique le 20 juillet 1871, de l'île du Prince Édouard le 1er juillet 1873 ; en 1905, c'était le tour de l'Alberta et du Saskatchewan ; enfin, le 31 mars 1949, celui de Terre-Neuve. Entre-temps, le Canada avait acquis les territoires du Yukon et du Nord-Ouest (cédés par le Royaume-Uni).

Cette expansion ne se fit pas toujours sans difficultés (exemple : la révolte des métis sous la direction de Louis-David Riel, en 1869, lors de la constitution du Manitoba). Mais l'obstacle majeur à la colonisation était l'absence de voies de communication : encore en 1880, les pionniers ne pouvaient se déplacer que dans les charrettes tradition-

nelles aux roues cerclées de fer, protégées des intempéries par des bâches. La pratique d'une politique d'immigration analogue à celle des États-Unis *(homesteaders)* ne put vraiment prendre son essor qu'avec la construction d'une voie ferrée transcontinentale, la *Canadian Pacific Railway,* compagnie dont le principal animateur fut un Hollando-Américain, sir William van Horne (1882-1886).

Avec le développement de l'immigration et le peuplement de l'Ouest canadien et de la Prairie, d'autres voies ferrées se constituèrent : la *Canadian Northern* (1902), la *Grand Trunk Pacific* (1928). Le Canada, qui ne comptait qu'un peu plus de deux millions d'habitants en 1851, en comptait le double en 1891, et plus de sept millions en 1911 (21 089 000 habitants en 1969).

Évolution politique du Canada.

Avant la guerre de 1914.

● *Le premier gouvernement* du Dominion canadien se forma sous la présidence de Sir John Macdonald (1815-1891), qui était l'un des « pères de la Confédération » ; son parti groupait les conservateurs de l'Ontario et les modérés libéraux de la province de Québec, c'était un parti franco-britannique. Macdonald sut, avec habileté, grouper au sein de son ministère les tendances les plus opposées, en apparence, sur le plan religieux ou racial ; son gouvernement se maintint au pouvoir de 1867 à 1891, avec une éclipse entre 1873 et 1878. L'œuvre principale des conservateurs fut la construction d'une voie ferrée transcontinentale *(Canadian Pacific Railway).*

Sur le plan extérieur, Macdonald adopta une politique protectionniste, avec tarifs douaniers préférentiels pour la Grande-Bretagne : c'était une politique résolument nationaliste dans le cadre de l'Empire britannique.

● *Le parti libéral,* qui avait remporté une brève victoire électorale en 1873 sous la direction d'Alexander Mackenzie à la suite de scandales financiers qui avaient momentanément ralenti les succès des conservateurs, parvint à s'installer au pouvoir de 1896 à 1911, avec, comme Premier ministre, Wilfrid Laurier (1841-1919).

Sa chute, en 1911, eut pour cause l'orientation de sa politique commerciale : Laurier envisageait de signer avec les États-Unis un traité de réciprocité combattu par les conservateurs. Ceux-ci y voyaient un premier pas dans le sens de l'annexion du dominion par la grande République nord-américaine.



Ph. © Archives Publiques du Canada.

A partir de 1854 (ministère McNab et Morin), l'évolution politique du Canada est rapide : suppression du régime seigneurial dans le Bas-Canada, déclin du pouvoir des gouverneurs britanniques, déclin du régime unitaire. Le projet d'une Confédération canadienne se développe aussi bien chez les délégués de l'Union canadienne (Haut et Bas-Canada) que chez ceux des provinces maritimes. La question de la Fédération fut débattue dans deux grandes conférences à Charlottetown puis à Québec (sous la présidence de sir Étienne Taché, en septembre et octobre 1864). Ce sont les Pères de la Confédération qui sont représentés sur cette photographie autour de sir Étienne Taché.

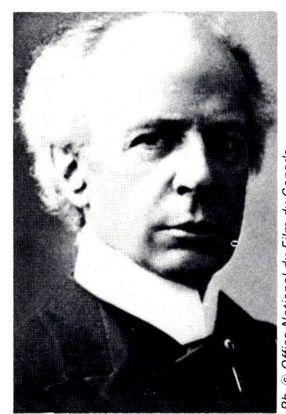
● *De 1911 à la Première Guerre mondiale,* ce sont les conservateurs qui reviennent au pouvoir (Sir Robert Borden) et qui s'allient aux libéraux dans un ministère de coalition, en 1917. Le Canada participa à la Grande Guerre non seulement d'une façon économique, mais aussi par l'envoi d'un corps expéditionnaire de 600 000 hommes ; cela lui valut de participer à la signature du traité de Versailles.

L'entre-deux-guerres.

● *Les libéraux sont vainqueurs aux élections* de 1921 (William Lyon Mackenzie King, 1874-1950) ; ils resteront au pouvoir jusqu'en 1957, avec une interruption de

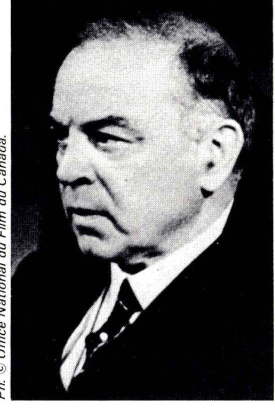
La marche vers l'ouest, fait dominant de l'expansion nord-américaine, a été permise par la création de voies ferrées traversant le continent d'est en ouest. Le Canada, après les États-Unis, se lança dans la construction de chemins de fer transcontinentaux (avec l'aide de capitaux européens et américains). La première de ces voies fut le **Canadian Pacific Railway** ***achevé en 1885, reliant la rive nord du lac Supérieur à Vancouver.***

Ph. © City Archives, Vancouver.



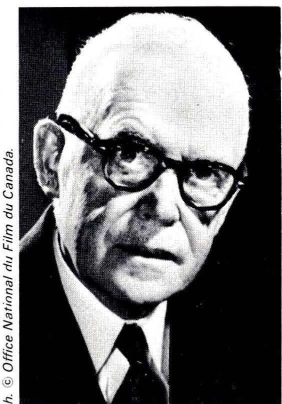
Ph. © Office National du Film du Canada.

Sir Wilfrid Laurier (1841-1919) Premier ministre de 1896 à 1911 (libéral).



Ph. © Office National du Film du Canada.

Sir W.L. Mackenzie King (1874-1950) Premier ministre de 1921 à 1930 et de 1935 à 1948 (libéral).



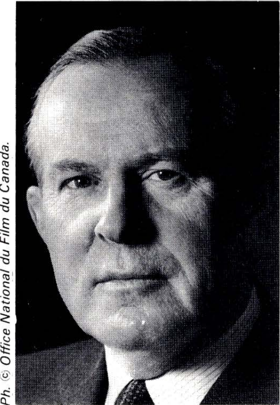
Ph. © Office National du Film du Canada.

Louis Stephen Saint-Laurent (1882-1973). Premier ministre de 1948 à 1957 (libéral).



Ph. © Office National du Film du Canada.

John G. Diefenbaker (1895-1979) Premier ministre de 1957 à 1963 (conservateur).



Ph. © Ambassade du Canada.

Lester Bowles Pearson (1887-1972). Premier ministre de 1963 à 1968 (libéral).



Ph. © Ambassade du Canada.

Pierre Elliott Trudeau (né en 1921) Premier ministre depuis avril 1968 (libéral).

1930 à 1935, due aux conséquences de la grande crise de 1929 (ministère conservateur de Richard Bedford Bennett, 1870-1947).

Le Canada a connu toutes les difficultés propres aux grandes nations : recherche de nouveaux marchés extérieurs, développement industriel rapide, marasme économique après 1929, conflits politico-sociaux entre conservateurs et libéraux d'une part, socialistes d'autre part. Un parti travailliste se fonde au lendemain de la guerre et la crise de 1929 fait naître un parti socialiste agraire (*Fédération de Coopération Communautaire,* FCC).

● *Sur le plan extérieur,* le Canada devient autonome en 1926 (c'est une « collectivité autonome » de statut égal à celui de la Grande-Bretagne) ; cette indépendance est confirmée et généralisée en 1931 par le Statut de Westminster. Le Canada, État fédéral indépendant (10 provinces) n'a en commun avec la Grande-Bretagne que la Couronne (le roi d'Angleterre est roi du Canada), représentée à Ottawa, la capitale, par un haut commissaire ; il a accrédité des ministres plénipotentiaires auprès des autres gouvernements étrangers.

Le Canada contemporain.

Le Canada a déclaré la guerre à l'Allemagne hitlérienne et apporté aux Alliés un soutien économique et alimentaire considérable. L'entrée dans la Seconde Guerre mondiale souleva les mêmes problèmes que la participation à la guerre de 1914-1918. En 1914 les Canadiens français, tout en acceptant l'idée de l'entrée en guerre contre l'Allemagne, étaient opposés à l'établissement du service militaire obligatoire qui les aurait plus touchés que les Canadiens de souche anglo-saxonne.

● *Le Québec.* Ces remarques nous conduisent tout naturellement à souligner l'une des difficultés majeures du Canada contemporain, le conflit nationaliste du Québec. Les Canadiens dont la langue maternelle est le français (et qui sont en général de religion catholique) représentent un peu moins du tiers de la population totale du pays ; ils sont surtout concentrés dans la province du Québec (87 % de la population) et le Nouveau-Brunswick (38 % de la population). Or il se trouve que la mise en valeur du Québec a été le fait d'entreprises anglo-saxonnes ; en s'industrialisant, la province a perdu ses traditions rurales (et religieuses), les masses ouvrières des grandes villes constituent une force politique qui échappe au contrôle des autorités religieuses, traditionnellement puissantes au Québec. On se trouve donc en présence de deux communautés :

— une communauté immensément majoritaire (87 %), de langue française, à dominante rurale (qui a été relativement sous-développée en comparaison des autres régions agricoles du Canada), acceptant le contrôle de l'Église catholique, mais nettement défavorisée, économiquement, par rapport à l'autre partie de la population ;

— une seconde communauté, minoritaire, de langue anglaise, non catholique, à dominante ouvrière et technique, affiliée aux mouvements syndicalistes et travaillistes d'Amérique du Nord, économiquement favorisée.

Les efforts de la première communauté pour rattraper la seconde ont été insuffisants : les Canadiens français, longtemps prisonniers d'un système d'enseignement religieux désuet, de traditions rurales périmées, de préjugés religieux, semblaient partir battus dans la course au progrès il y a encore une quinzaine d'années.

Depuis 1968, les choses ont changé. Les problèmes ne se posent plus en termes de « course au progrès », mais en termes d'expansion puis de crise économique. D'autre part, le dynamisme nationaliste du Québec a fait des progrès : alors que le Premier ministre de cette province de 1969 à 1976, Robert Bourassa, était partisan d'un maintien du Québec dans le cadre fédéral, les idées séparatistes gagnent du terrain. Elles sont proposées par le Parti québécois, formation de centre gauche que dirige René Levesque. Celui-ci est d'ailleurs vainqueur des élections provinciales de 1976 et, en 1980, un référendum pour ou contre l'indépendance est proposée aux Québécois ; René Levesque essuie son premier grand échec : 59,55 % des électeurs se prononcent pour le maintien des lois fédérales. Son deuxième grand échec, le Premier ministre du Québec l'a subi en octobre 1981, lorsque le Premier ministre fédéral (P.E. Trudeau) fait voter le projet constitutionnel qui renforce le pouvoir fédéral (voir ci-après).

● *Évolution politique depuis 1945.* A Mackenzie King succède, en 1948, un autre libéral : le Franco-Irlandais Louis Saint-Laurent qui reste au pouvoir jusqu'en 1957. A ce moment, les élections sont favorables au parti conservateur progressiste (nouvelle dénomination du parti conservateur) de John George Diefenbaker (Premier ministre jusqu'en 1963) ; celui-ci bénéficie de l'appui, inattendu, des électeurs québécois (deux ministres canadiens français au gouvernement). Diefenbaker, renversé en 1963 pour sa politique extérieure antiaméricaine, est remplacé par le libéral Lester Pearson, auquel succède en avril 1968 le libéral Pierre Elliott Trudeau.

De 1968 à 1982, P.E. Trudeau est resté au pouvoir treize ans (son parti a été battu aux élections législatives de 1979, gagnées par les conservateurs dont le chef, Joe Clark, a été Premier ministre de mai 1979 à février 1980). La vie politique du Canada est en effet marquée par le bipartisme (Parti libéral, Parti conservateur), avec arbitrage, si la situation le permet, par le Nouveau parti démocratique (NPD). L'action de P.E. Trudeau — qui a dû constituer trois ministères différents entre 1968 et 1982 — a été surtout dominée par le problème constitutionnel. Le but qu'il poursuit est le suivant : affirmer la souveraineté intégrale du Canada en *rapatriant* à Ottawa l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* (1867), et modifier cette constitution dans le sens de l'accroissement du pouvoir fédéral et de l'affaiblissement des pouvoirs provinciaux. Devant l'hostilité des gouvernements provinciaux, P.E. Trudeau décide le rapatriement unilatéral de l'AANB par le pouvoir fédéral agissant seul. A l'exception de deux (Ontario et Nouveau-Brunswick), toutes les provinces se dressent contre ce qu'elles considèrent comme un coup de force (1980-1981) ; mais, le 2 décembre 1981, le projet Trudeau est adopté : le Québec se retrouve isolé face à une coalition du gouvernement fédéral et des neuf autres provinces.

● *Sur le plan extérieur,* la politique canadienne est alignée, dans l'ensemble, sur celle des États-Unis (Alliance atlantique). Mais le Canada n'a pas rompu les relations diplomatiques avec Cuba et entretient des relations commerciales avec les pays du groupe communiste (vente de blé à la Chine, accords commerciaux avec la Tchécoslovaquie et la Pologne, par exemple).

LE MEXIQUE ET L'AMÉRIQUE CENTRALE

LE MEXIQUE.

Le Mexique est une république fédérale à la manière des États-Unis d'Amérique ; il comprend vingt-neuf États, deux territoires et le district fédéral de Mexico.

La période précolombienne.

Avant l'arrivée des Espagnols, se sont succédé les civilisations dites précolombiennes ; elles ont débordé parfois sur l'Amérique centrale, comme ce fut le cas pour celle des Maya.

Les Maya.

Aux tribus de chasseurs nomades qui apparaissent 15 000 ou 20 000 ans avant l'ère chrétienne, venant d'Amérique du Nord, font suite, au IVe millénaire av. J.-C., les premières peuplades sédentaires qui, vers l'an 1000 av. J.-C., cultivent le maïs et connaissent l'art du tissage et de la céramique. La première civilisation historique, la plus brillante aussi, est celle des *Maya,* dont la zone d'action s'étend jusque sur l'Amérique centrale.

Leur histoire commence sans doute avec l'ère chrétienne, mais les deux dates les plus anciennes que nous possédions sont 292 (stèle de Tikal, au Guatemala) et 320 (plaque de jade de la même région ; au musée de Leyde). On distingue deux grandes périodes :

— L'ancien Empire maya, du IVe siècle au Xe siècle (traditionnellement, de 320 à 987). Plus de cent cités furent bâties dans le sud du Mexique, le Guatemala et le Honduras ; on a pu comparer leur organisation politique à celle de la Grèce classique (cités-États gouvernées par un chef héréditaire entouré d'un conseil de prêtres et de chefs ; ligues entre les cités). Les principaux centres où subsistent encore des vestiges archéologiques, parfois importants, sont ceux de Tikal, Palenque, Yaxchilán et Piedras Negras. Au Xe siècle, l'ancien Empire maya s'écroule, les villes sont abandonnées sans qu'on sache la cause de cet effondrement.

— Le nouvel Empire maya s'est développé dans le


Ph. © Giraudon.


Ph. © Boudot-Lamotte.

Ci-dessus à gauche, divinités aztèques : Tezcatlipoca et Quetzalcoatl dévorant un homme.
A droite, Chichén Itza, au Mexique, a été l'un des plus grands centres du nouvel Empire maya. La photographie ci-dessus représente la pyramide à degrés consacrée à Tlaloc, dieu de la pluie. Dans le temple rectangulaire qui la surmonte, avaient lieu des sacrifices humains.

nord du Yucatán, à partir du xe siècle. A cette renaissance participent des peuplades venues du Mexique central, les *Toltèques.* Les grandes cités du nouvel Empire furent Chichén Itza, Uxmal et Mayapán qui formèrent, pendant deux siècles, la *ligue de Mayapán.* A partir de 1194, Mayapán, puis Chichén dominent successivement le pays ; puis des guerres civiles (xve siècle) marquent le début d'une décadence générale. C'est alors qu'arrivent les Espagnols qui eurent entre les mains des manuscrits maya (des annales) : malheureusement, le premier évêque de Mérida, Diego de Landa, les fit brûler en 1531.

● *L'écriture* maya est de type hiéroglyphique ; nous la trouvons sur les murs des temples et des palais, les stèles commémoratives et trois manuscrits qui ont échappé à la destruction de 1531. Elle n'a pas encore été déchiffrée, sauf en ce qui concerne les nombres et la mesure du temps (système de numération de base 20).

● *La société* maya était hiérarchisée. Les nobles fournissent les chefs locaux (les *caciques*) ; les prêtres *(ahkin)* étaient chargés du culte, de l'écriture, des sciences et de la divination ; le peuple et les esclaves (prisonniers et criminels) formaient les couches inférieures de la société dirigée par un chef héréditaire *(halath qulit),* les chefs locaux *(batab)* et une classe de fonctionnaires *(tupiles).*

● *La civilisation* maya est remarquable par son haut niveau culturel (le comput du temps suppose une observation astronomique aussi méticuleuse que celle des anciens Babyloniens) et la qualité de son art (architecture, sculpture, peinture), représenté notamment par de splendides temples et palais bâtis au sommet de plates-formes auxquelles on accédait par des escaliers latéraux (pyramides tronquées d'Uxmal).

● *La religion* était naturiste et dualiste (dieux bienfaisants et dieux malfaisants). Le créateur du monde est *Hunab ;* il a pour fils *Itzmna,* divinité du jour et de la nuit, inventeur de l'écriture et du calendrier, et dont le culte est associé à celui du soleil, *Kinsh Ahn.* Autres divinités importantes : la divinité de la pluie *(Chaah),* le dieu du maïs, le dieu du vent *(Kulkan), Ek Chuah* (dieu de la guerre), *Ah Puch* (dieu de la mort). Le culte comprenait des offrandes et un rituel très strict ; les sacrifices humains n'apparaissent qu'au nouvel Empire, dans le Yucatán.

La civilisation du plateau mexicain : les Aztèques.

● *Les vestiges* des grandes civilisations qui ont précédé celle des Aztèques ont été retrouvés sur le haut plateau mexicain.

— Avant l'ère chrétienne, on trouve des traces d'occupation humaine dans les sites de Copilco et de Cuicuilco, ainsi que sur les rives du lac Texcoco (à Zacatenco).

— Un peu avant l'ère chrétienne et jusqu'au xe siècle apr. J.-C., se développe la brillante civilisation de Teotihuacán dont on a retrouvé des vestiges importants (une citadelle, la pyramide du Soleil — 60 mètres de haut — et celle de la Lune). Le dieu principal de cette civilisation est *Tlaloc,* dieu de la pluie, figuré à côté du dieu Serpent à plumes *(Quetzalcoatl)* qu'on retrouve chez les Toltèques.

— Les tribus *nahua* qui forment l'essentiel de la population des Toltèques apparaissent au xe siècle. Deux dynasties se sont succédé : celle de Mixcoatl (jusqu'en 999) et celle de Matlacxochitl qui se maintint jusqu'en 1168 à Tula. Les Toltèques ont développé le culte du dieu Serpent à plumes et ont introduit un système de calcul et de calendrier différent de celui des Maya.

— Au xiie siècle les Chichimèques envahissent la région. Une longue période d'anarchie et d'émiettement suit.

● *Les Aztèques* (ou *Mexica*) sont les dernières venues des peuplades barbares. Ils fondèrent plusieurs cités-États, guerroyant les unes contre les autres : Tenochtitlán (l'actuelle Mexico) ; Texcoco, Azcapotzalco, Colhuacán, Tlacopán, etc. Toutes les tribus avaient en commun la langue des Toltèques (le *nahauatl*), ainsi que l'essentiel de leurs mœurs. La principale d'entre elles, établie à Tenochtitlán, devait dominer tout le plateau mexicain, constituant ainsi l'Empire aztèque que dut combattre l'envahisseur espagnol.

— L'histoire des Aztèques est une perpétuelle conquête, dont le point de départ fut une alliance entre trois cités : Tenochtitlán, Texcoco et Tlacopán. Elle commence vers 1325 et s'orne des noms des grands chefs aztèques : Moctezuma Ier (1390-1440), son fils Axayacatl, Tizoc (mort en 1486), Ahuitzotl, Moctezuma II (1466-1502), mort prisonnier des Espagnols, et le héros de la résistance à l'invasion étrangère, Cuauhtemoc (pendu en 1525).

— La société aztèque, gouvernée par des prêtres et des militaires, était savamment hiérarchisée (prêtres, guerriers, agriculteurs, artisans, marchands, serviteurs et esclaves). Chaque clan avait une activité spécialisée et se voyait assigner un quartier déterminé de la ville. La vie économique reposait sur le commerce (troc) et l'agriculture : Tenochtitlán était un marché réputé.

— La civilisation des Aztèques est d'un très haut niveau culturel (art, architecture, écriture hiéroglyphique, calendrier original, cosmogonie). Leur religion, fusion de plusieurs traditions préexistantes, repose sur une conception dualiste de la réalité. L'humanité a deux créateurs, *Tezcatlipoca* et *Quetzalcoatl ;* le dieu tribal est le « sorcier colibri » *Huizilopochtli.* Mais, à côté de ces divinités le premier plan, une multitude de dieux et de déesses sont adorés, selon un rituel complexe : le dieu des étoiles, de la terre, de l'eau, de la pluie, du *pulque* (boisson cérémonielle). Citons en particulier : *Tlaloc* (dieu de la pluie et maître de l'enfer, le Tlalocan), *Chalchiuhtlicue,* les divinités mâle et femelle du maïs (*Cinteotl* et *Chicomecoatl*), celles des fleurs (*Xochipelli* et *Xochiquetzal*), le dieu du printemps *Xipe Totec* (« notre seigneur l'Écorché »), etc. Toutes ces divinités sont d'origines diverses ; le nouveau venu est *Huizilopochtli,* dieu du soleil et de la guerre, maître du monde, auquel on immole rituellement des victimes choisies parmi les prisonniers de guerre.



Situation du Mexique et des États d'Amérique centrale. Le Mexique est un État qui appartient à l'Amérique du Nord, fait qu'on oublie parfois quand on dit : « les Américains ». Par sa langue, sa population et sa civilisation, il est en relations étroites avec l'Amérique latine.

Le sacrifice le plus célèbre avait lieu en l'honneur de Tezcatlipoca : un jeune homme, représentant symboliquement le dieu, révéré pendant une année comme tel, était uni à quatre vierges, puis immolé sur un autel placé au sommet de la pyramide sacrée : maintenu par quatre prêtres, il avait la poitrine ouverte par un cinquième qui en arrachait le cœur et l'offrait à la divinité.

•Les autres civilisations mexicaines précolombiennes.

● *Sur la côte atlantique du Mexique* se sont développées trois civilisations : la civilisation olmèque (500-100 av. J.-C.) avait sans doute son principal centre dans l'État actuel de Tabasco ; les Totonaques (Ve-XIIe siècles) ont occupé l'État de Veracruz (pyramide d'El Tajin dont les faces sont creusées de 365 niches, une pour chaque jour de l'année, sculpture et céramique) ; la civilisation des Huaxtèques, proche de celle des Maya, s'est développée au nord de celle des Totonaques (ruines cyclopéennes de Coltonac, statues gigantesques de Monte-Alban et de Uxpanan).

● *Le sud du Mexique* a abrité les Zapotèques dont la civilisation est proche de celle des Maya (Monte Alban, dans l'État d'Oaxata) puis, à partir du IVe siècle au XVe siècle, les Mixtèques (qui ont introduit au Mexique le travail de l'or).

● *L'ouest et le nord-ouest du Mexique* ont vu s'épanouir les civilisations encore mal connues des anciens Tarasques (lac Patzcuaro, apogée au XVe siècle), de Colima et de Nayrit.

De Cortés à Porfirio Díaz.

La colonisation espagnole.

● *La conquête du Mexique* a été l'œuvre d'un petit hidalgo turbulent, Hermán Cortés, né à Medellín (Estrémadure) en 1485, parti pour les Antilles à 19 ans et fixé à Cuba, où il exploitait une plantation de cannes à sucre. Les Espagnols avaient tenté de pénétrer au Yucatán (1517, Hernandez Cordoba) mais en avaient été rejetés par les guerriers maya. Le gouverneur de Cuba, Velasquez, soupçonnant qu'il existait là un empire riche et mystérieux, envisagea de monter une expédition de grande envergure dont il donna le commandement à Cortés. Celui-ci non seulement assuma les frais de l'expédition, mais œuvra avant tout pour lui-même et appareilla sans le consentement de Velasquez, le 18 février 1519, pour les côtes du Yucatán, avec 11 navires, 10 canons et 500 hommes d'armes.

De toutes les conquêtes espagnoles, celle de l'Empire aztèque fut la plus spectaculaire et la plus dramatique. Cortés débarqua à Veracruz où le roi, Moctezuma II, dépêcha des ambassadeurs porteurs de présents : la tradition religieuse aztèque n'avait-elle pas annoncé le retour, par les côtes orientales, du dieu Serpent à plumes, Quetzalcoatl, retour qui serait fatal aux Aztèques adorateurs de Huizilopochtli. Le conquistador exploita la terreur des Indiens et, guidé par des Totonaques, marcha avec sa petite troupe sur la capitale, Tenochtitlán, où il fut reçu avec crainte et logé avec ses hommes dans un quartier de la ville. Il repart alors vers le littoral combattre l'expédition que Velasquez a lancée contre lui pour tenter de lui ravir sa conquête. En son absence, son second, Pedro de Alvarado, entre en conflit avec les Aztèques au cours d'une fête religieuse. Après ce drame, les Espagnols se barricadent dans leur palais de Tenochtitlán, où Cortés, avec quelques renforts, vient les délivrer, puis par une nuit orageuse, en organise l'évacuation non sans subir des pertes énormes (tous ses auxiliaires indigènes et la moitié des Espagnols). Ce fut ce que la littérature espagnole a appelé la « Nuit triste », la *Noche triste.*

Après cela, ce fut la guerre à outrance ; la destruction des villes aztèques, la prise de Tenochtitlán défendue quartier par quartier par Cuauhtémoc, le neveu de Moctezuma II. En 1521, l'Empire aztèque n'existait plus (Cuauhtémoc, héros de la résistance aztèque, eut la vie sauve après la prise de Tenochtitlán, mais Cortés le fit pendre quatre ans plus tard, craignant qu'il ne reprenne la lutte). De 1521 à 1527, la conquête du Mexique, du Guatemala et du Honduras fut achevée. Les Indiens qui ne se soumettaient pas étaient massacrés ou réduits en esclavage ; les autres se voyaient imposer la conversion au christianisme. Cortés distribua des terres à ses principaux compagnons de lutte et leur attribua un contingent d'Indiens soumis pratiquement aux travaux forcés (système de l'*encomienda*). Mais déjà le Mexique lui échappait ; il allait devenir la proie de la Couronne espagnole et du haut clergé.

● *L'organisation de la conquête.* Le royaume conquis par Cortés fut appelé, en 1522, la Nouvelle-Espagne. Le conquistador reçut de Charles Quint le titre de gouverneur et de capitaine général. À partir de 1527, le gouvernement et l'administration passent à une assemblée *(audiencia)* à laquelle se superpose, en 1535, un vice-roi (Antonio de Mendoza fut, de 1535 à 1550, le premier des soixante-deux vice-rois qui allaient gouverner la Nouvelle-Espagne). Les rapports avec Madrid sont très étroits ; la bureaucratie est contrôlée par la métropole qui envoie régulièrement des inspecteurs *(visitadores)* et des commissions d'enquête pour lutter contre la corruption et la prévarication. Le système, malgré ses défauts, se maintint jusqu'en 1821.

En même temps, le domaine mexicain s'agrandit. Cortés, évincé du gouvernement mais maintenu dans ses fonctions militaires après 1530, organise des expéditions vers le nord-ouest, avant de repartir pour l'Espagne où il meurt en 1547. L'expansion se fait vers le nord : Nuño de Gustam, Estevan, Coronado explorent le Nouveau-Mexique, l'Arizona, le Kansas. Vers la fin du XVIe siècle, la quasi-totalité de ce qu'on appelle aujourd'hui le Mexique était occupée par les Espagnols, leurs armées, leurs colons, leurs fonctionnaires, leurs prêtres.

Les « apôtres » du Mexique furent surtout les franciscains, les dominicains et les augustins. Ils ont bâti à travers tout le pays couvents, églises, hôpitaux ; ils ont baptisé à tour de bras, répandu la foi et le culte chrétien avec une ardeur qui ne faillit jamais (Pierre de Gand, Martin de Valence, Sahagun, Toribio de Benavente). L'exploitation de la colonie se fit comme pour les terres d'Amérique du Sud : régime de grandes propriétés foncières aux mains de quelques milliers d'Espagnols ou de créoles, exploitation systématique des Indiens et, à un moindre degré, des métis.

De l'indépendance à la révolution (1821-1910).

● *La guerre d'indépendance* a duré une dizaine d'années, de 1811 à 1821. Le soulèvement contre la domination des Espagnols — les *gachupines* — a eu plusieurs aspects et ne ressemble pas à la révolution américaine : c'est une lutte des notables créoles (on nomme ainsi l'aristocratie blanche d'origine espagnole mais si fortement implantée dans le pays qu'elle n'a plus que des rapports lointains et impatients avec la métropole) contre les Espagnols qui monopolisent honneurs et profits, tant dans l'Église que dans l'armée et dans l'administration ; c'est une révolte de type social des Indiens et des métis exploités par la classe possédante ; c'est enfin — pour un très petit nombre d'esprits touchés par les idées généreuses des révolutions américaine et française — un mouvement national et libéral. L'occasion de la révolution fut fournie par l'abdication des Bourbons d'Espagne (Ferdinand VII) en 1808, après l'entrée des troupes napoléoniennes à Madrid.

— La première phase de la lutte pour l'indépendance fut dirigée par un curé de village, Hidalgo y Costilla (1753-1811), qui fut l'âme du complot dit de Querétaro (1810), visant à faire de la Nouvelle-Espagne un État indépendant sous la couronne de Ferdinand VII. L'insurrection (16 septembre 1810) fut surtout le fait des Indiens et des métis ; elle eut un caractère particulièrement violent et les excès de toute sorte en écartèrent les créoles. En février 1811, l'armée du vice-roi avait rétabli la situation ; Hidalgo fut fusillé le 31 juillet.

— A la révolution succède la guérilla. Un autre curé de village, le métis Morelos (1765-1815), donne au soulèvement une structure militaire solide. Pendant quatre ans, il fut pratiquement maître de la région montagneuse du Guerrero et d'Acapulco (prise en 1813). Mais, ici aussi, force resta à l'armée régulière (Morelos fut fusillé le 22 décembre 1815, à Mexico).

— La dernière étape de la conquête de l'indépendance est politique. La semi-pacification du pays avait donné aux créoles le moyen de prendre le pouvoir, surtout après la constitution libérale établie en Espagne par la révolution en 1820. Le haut clergé et les conservateurs, par crainte de perdre leurs privilèges, s'entendirent avec les révolutionnaires. Le meneur de jeu de cette dernière phase fut le métis Iturbide (1783-1824). Ainsi fut signé l'accord de Cordoba (24 août 1821) qui prévoyait ce qu'on appelle les *Trois Garanties* : l'indépendance du Mexique, la religion catholique (religion d'État), l'égalité de tous les Mexicains.

La révolution sociale d'Hidalgo et de Morelos avait échoué ; la révolution « conservatrice » d'Iturbide — acclamé à tort comme le libérateur du Mexique — avait réussi : mais elle n'avait réglé aucun problème fondamental.

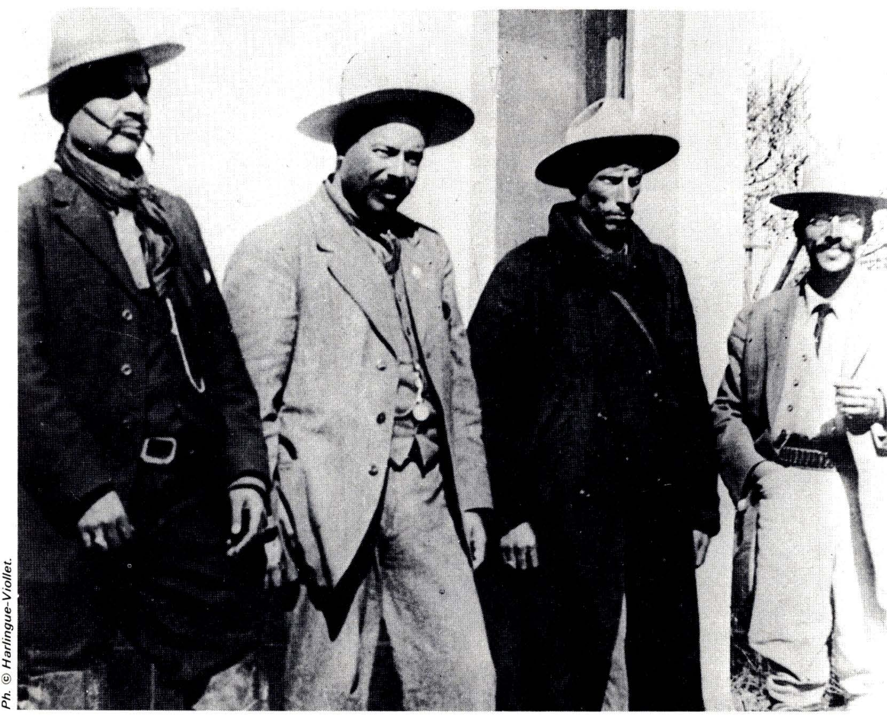
● *L'histoire du Mexique de 1821 à 1906* est celle de tous les États de l'Amérique latine. Une classe de nantis (les grands propriétaires fonciers) tente de maintenir ses privilèges en s'appuyant sur la religion *(religión y fueros)* ; à peu près tous les hommes qui participent au pouvoir ont en vue l'accroissement de leurs richesses et utilisent tous les moyens pour satisfaire leurs ambitions, alors qu'un peuple ignorant, amorphe, composé en grande partie d'Indiens, voit sa misère et son avilissement croître de jour en jour. Après Iturbide, qui sous le nom d'Augustin Ier fut empereur du Mexique du 18 mai 1822 au 19 mars 1823, le Mexique devint une république où s'opposèrent les fédéralistes *(puros)*, libéraux, et les centralistes *(moderados)*, partisans d'un régime fort, voisin de la dictature militaire. L'histoire monotone des *pronunciamientos*, des guerres civiles, est résumée p. 143, dans le tableau n° 18 de l'*Annexe*. Trois étapes méritent d'être isolées dans cette période :

— De 1834 à 1855, l'histoire du Mexique est dominée par la personnalité d'un militaire sans scrupules, audacieux, ambitieux, cynique : Antonio López de Santa Anna (1795-1876). Plusieurs fois renversé, reprenant périodiquement le pouvoir, Santa Anna — comme la plupart des dictateurs mexicains — se préoccupait d'abord de ses intérêts personnels. Il a affaibli, par ses exactions, la jeune République mexicaine qui fut incapable de résister aux Américains lorsque ceux-ci entreprirent de conquérir le Texas. Les Mexicains, battus, cèdent (par le traité de Guadalupe Hidalgo, 1848) le Texas, la Californie et le Nouveau-Mexique aux États-Unis.

— De 1855 à 1876, deux hommes se trouvent placés au premier plan de la vie politique : Benito Juárez (1806-1872) et Comonfort (1812-1863), qui renversent la dictature de Santa Anna et promulguent la constitution de 1857, instituant une république fédérale et abolissant les *fueros* du clergé et de l'armée. Après une guerre civile contre les conservateurs catholiques (1858-1861), Juárez doit suspendre le paiement des intérêts dus aux créanciers étrangers. Cette mesure détermina l'intervention de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne en 1861 ; en 1862, l'Angleterre et l'Espagne retirèrent leurs troupes, tandis que Napoléon III, voulant fonder un empire latin au Mexique, en offre la couronne au frère de l'empereur d'Autriche, l'archiduc Maximilien, et donne à ses troupes l'ordre de marcher sur Mexico. La guerre dura cinq ans. Les Français, d'abord repoussés à *Puebla* (1862), finirent par prendre Mexico (Forey, Bazaine ; combat de Camerone, 1863) ; Maximilien est proclamé empereur (1864). Alors commença une *guérilla* menée par les juaristes contre les troupes françaises d'occupation, mais après 1865, devant les menaces américaines (fin de la guerre de Sécession) et le danger prussien qui monte en Europe (Bismarck), Napoléon III rappelle ses troupes (1866-1867). Maximilien, abandonné à son sort, est fusillé à Querétaro le 19 juin 1867.

Porfirio Díaz (1828-1915). Il a donné 35 ans de paix au Mexique et il a permis à son pays de participer à la révolution technique de la fin du XIXe siècle. C'est grâce au Porfiriato, président de la république de 1876 à 1880 et de 1884 à 1911, que le Mexique doit d'être, de loin, le pays le plus évolué de l'Amérique latine.




Ph. © Harlingue-Viollet.

Pancho Villa (assassiné en 1923), bandit de grand chemin, devenu révolutionnaire au grand cœur : Madero en fit le fer de lance de la révolution.

La victoire de Juárez et des réformistes se prolonge sur le plan politique par la dictature déguisée de Juárez qui meurt en 1872. Quatre ans plus tard, son adversaire, Porfirio Díaz (1828-1915), s'empare du pouvoir.

— De 1876 à 1911, Porfirio Díaz est le chef tout-puissant du Mexique. Président de la République de 1876 à 1880 et de 1884 à 1911, éliminant brutalement les opposants, réprimant sévèrement les agitations, il instaure un régime de « dictature éclairée », truquant régulièrement les élections en sa faveur. Il abrogea les mesures anticléricales de Juárez, s'entoura d'un *brain-trust* composé d'intellectuels plus ou moins disciples d'Auguste Comte (les *scientificos*) et favorisa l'essor économique du Mexique (monométalisme or en 1905, voies ferrées, ports, usines, or, argent, cuivre, pétrole, etc.). Il dut, pour cela, laisser les capitaux des États-Unis s'implanter dans son pays (en 1910, les trois quarts des richesses minières appartenaient à des étrangers).

La révolution et le Mexique contemporain.

Zapata et Pancho Villa.

En 1910, Porfirio Díaz avait 80 ans; aux élections présidentielles, il se vit confronté pour la première fois à un candidat d'opposition, Francisco Madero, qui appartenait à une riche famille créole du Nord. Díaz, sous prétexte de complot, le fit arrêter un mois avant le scrutin et relâcher après sa réélection. Madero, réfugié au Texas, appela les Mexicains à la révolte. C'était un idéaliste généreux ; mais pour triompher, il lui fallait un homme de guerre : il le trouva en la personne d'un aventurier qui mit sa force et son audace au service de l'idéal de Madero : Pancho Villa (1877-1923). Celui-ci tint en échec les troupes fédérales et un armistice fut conclu le 21 mai 1911. Díaz s'exila après avoir démissionné. La révolution de Madero était politique ; un paysan de l'État de Morelos, Emiliano Zapata (1880-1919), envisagea de lui donner un caractère socialiste (restitution des terres aux villages indiens et démembrement des *haciendas*). Cependant, le parti des « porfiristes » se ressaisissait et Félix Díaz, neveu du dictateur, aidé par le général Huerta, réussit un *pronunciamiento;* Huerta arrêta Madero, mais ne put s'opposer à la reprise de la guerre civile menée par tous ceux qui voulaient rétablir la légalité : Carranza, gouverneur de l'État de Coahuila ; Alvaro Obregón, général de l'armée « constitutionnaliste » ; Pancho Villa, Zapata. Le combat s'étendit à tout le pays et devant le triomphe inévitable des constitutionnalistes, Huerta dut s'enfuir (juin 1914).

Cela ne signifiait pas la fin de la révolution. A Carranza, incompétent et corrompu, s'opposaient les partisans de Pancho Villa et de Zapata qui tenaient Mexico. Conseillé intelligemment par Obregón, Carranza réunit une convention à Querétaro et promulgua, le 5 février 1917, une constitution qui reprenait en les amplifiant les dispositions de la constitution de 1857 : anticléricalisme, programme socialiste (limitation du droit de propriété des étrangers : plantations et mines ; protection théorique des travailleurs : durée du travail, salaire minimum, droits syndicaux).

Quant aux rivalités individuelles, elles se réglèrent par des assassinats : meurtre de Zapata, en 1919, par un colonel à la solde de Carranza, ce qui provoqua une violente agitation et une rupture entre Carranza et Obregón. Celui-ci, soutenu par l'opinion populaire, marcha sur Mexico ; Carranza fut assassiné ; Pancho Villa, qui s'était rallié à Obregón, reçut une *hacienda* pour prix de sa soumission et, en novembre 1920, le général Alvaro Obregón devenait le premier président de la nouvelle République mexicaine. La révolution était terminée ; elle eut pour épilogue l'assassinat de Pancho Villa, en 1923.

Le Mexique, de 1917 à nos jours.

L'histoire de cette période est résumée dans le tableau chronologique ci-dessous.

1917	Constitution d'inspiration socialiste de Carranza (assassiné en 1920).
1920-1924	Présidence d'Obregón ; timide réforme agraire ; recul de l'Église. Restauration des traditions indiennes.
1924-1928	Présidence de Plutarco Elias Calles ; anticléricalisme. Elias Calles est le candidat du *Parti révolutionnaire institutionnel,* d'où seront issus tous les présidents de la République jusqu'à l'actuel président Hurtado élu en 1982.
1928-1934	Assassinat d'Obregón (1928) ; présidences d'Emileo Portes Gil, de Pascual Ortiz Rubio, puis du général Rodriguez. En fait, Calles, appuyé par le *Parti national révolutionnaire,* dirige la politique mexicaine.
1934-1940	Présidence du général Lázaro Cárdenas : exil de Calles, réforme agraire et irrigation, nationalisation des compagnies pétrolières (1938). Essor industriel du Mexique.
1940-1946	Présidence de Manuel Avila Camacho ; influence de penseurs et d'hommes politiques comme Torrès-Bodet, Vasconcelos, etc.
1946-1952	Présidence de Miguel Aleman Yaldés.
1952-1958	Présidence d'Adolfo Ruiz Cortines (rigidité politique entraînant, pendant cette période, une agitation sociale).
1958-1964	Lópes Mateos ; ouverture vers les États-Unis, investissements industriels étrangers ; ralentissement de la réforme agraire.
1964-1970	Présidence de Gustavo Díaz. Accroissement des investissements nord-américains, mais indépendance politique vis-à-vis des États-Unis (liens avec Cuba). Scission entre le gouvernement et le parti révolutionnaire (1965).
1970-1976	Présidence de Luis Echeverria Alvarez.
1973	Élections confirmant la prééminence du PRI face à la montée des partis de gauche.
1976-1982	Présidence de José Lopez Portillo.
1979	Élections législatives (le PRI obtient 296 sièges sur 400).
1982	Miguel de la Madrid Hurtado élu président de la République (PRI) ; fusion des cinq partis de gauche dont le Parti communiste.

L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES ANTILLES.

Les États d'Amérique centrale.

Les États de l'Amérique centrale, depuis le Mexique au nord jusqu'à la Colombie au sud, sont les suivants : Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panama.

Ces territoires, où se succédèrent les civilisations maya, toltèque (XIIe siècle) et aztèque (à partir du XIVe siècle), ont été conquis pour le compte de l'Espagne par Pedro de Alvarado. L'Amérique centrale, de 1544 à 1821, forma la capitainerie générale du Guatemala.

Un instant incorporée dans l'Empire mexicain (jusqu'en 1823), la capitainerie constitue les Provinces-Unies d'Amérique centrale jusqu'en 1839 ; elle se morcelle alors en cinq États indépendants plus Panama et, récemment, le Bélize (ancien Honduras britannique).

Le Guatemala.

Sa grande figure politique au XIXe siècle est celle de Justo Rufino Barrios qui se maintient au pouvoir de 1873 à 1885 et qu'on a comparé à Porfirio Díaz. C'est ensuite la société privée *United Fruit Company* (UFC) qui devient pratiquement la maîtresse du pays où elle multiplie les plantations de bananes, car l'UFC appuie tout gouvernement local qui respecte ses intérêts. Ce protectorat de fait a contribué à l'installation de dictatures locales généralement inefficaces sur le plan politique et social, comme celle de Manuel Estrada Cabrera (1898-1920) ou du général Jorge Ubico (1931-1945). Une tentative pour échapper à la domination de l'UFC a été faite par le colonel Jacobo Arbenz Guzmán (élu président de la République en 1951), qui confisqua en 1953 cent mille hectares appartenant à l'UCF. Arbenz fut renversé par une « révolution » fomentée par les services américains ; le colonel Carlos Castillo Armas, à la tête d'un groupe d'exilés rassemblés dans le Honduras, renverse le régime Arbenz en juin 1954, est élu président en octobre et abroge la réforme agraire d'Arbenz. La suite de l'histoire du Guatemala est très agitée : assassinat d'Armas en juillet 1957, prise du pouvoir par le général Ydigoras Fuentes, renversé en mars 1963 par le colonel Azurdia qui interdit l'activité des partis politiques. Aux élections de 1966, le parti dit « révolutionnaire » (en fait, c'est un parti modéré libéral) triomphe et son candidat, Julio Cesar Mendez Montenegro, parvient à la présidence.

Ce schéma rapide mérite d'être comparé à l'histoire récente de Cuba (voir ci-après p. 102). Le renversement d'Arbenz par Armas ressemble à la tentative de renversement de Fidel Castro en avril 1961 : mais, au Guatemala, l'opération a réussi. Cependant, l'atmosphère politique reste agitée. Le terrorisme qui s'est développé en 1968 oppose notamment les organisations d'extrême gauche (*Forces armées rebelles* et *Mouvement du 13 Novembre*) à celles d'extrême droite *(Main blanche, Armée secrète anticommuniste)*.

Depuis 1970, le climat de violence et d'instabilité politique est devenu plus pesant. Les chefs d'État successifs (colonel Carlos Araña Odio, 1970-1974 ; général Kjell Laugerud Garcia, 1974-1978 ; général Romeo Lucas Garcia, 1974-1982) ne dominent pas la situation. Un coup d'État réformiste (23 mars 1982), fomenté par de jeunes officiers, porte au pouvoir le général Efraim Rios Montt ; la nouvelle junte abolit la constitution de 1965 et reste impuissante devant les progrès de la guérilla révolutionnaire. Les forces de la guérilla sont d'ailleurs unifiées, depuis février 1982, en une *Unité nationale révolutionnaire guatémaltèque* (UNRG).

Salvador.

Cet État fit partie de la Fédération d'Amérique centrale de 1821 à 1838 ; il se déclara république indépendante en 1841. Le Salvador est aussi une « propriété » de l'UFC. Son histoire est celle d'une longue lutte entre quelques libéraux éclairés qui désirent la reconstitution de la Fédération d'Amérique centrale et les conservateurs qui poussent la plupart du temps au pouvoir des dictateurs comme M. H. Martinez (1931-1944) qui — hostile aux Indiens — se comporta en fidèle soutien du nazisme jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis (1941) auxquels il se rallia alors. Le libéral Osorio, qui dirigea le pays de 1948 à 1956, fit un timide essai de réunification de l'Amérique centrale (élaboration de l'*Organisation des États de l'Amérique centrale* en 1951) ; il eut comme successeurs à la tête du Salvador : le colonel Lemus (1956-1960), le colonel Julio Rivera (1962-1967) et le colonel F. Sanchez Hernandez (élu en 1967). La politique

de ces différents « chefs d'État » consiste essentiellement à protéger les intérêts des quelques familles influentes qui contrôlent le pays. Le Salvador, l'État le plus petit et le plus dense démographiquement de l'Amérique centrale, a connu un grave échec militaire dans le conflit qui l'a opposé au Honduras en 1969.

Les présidents suivants (colonel Arturo Molina, 1972-1977 ; général Carlos Humberto Romero Mana, déposé après le coup d'État du 11 octobre 1979), ne savent utiliser que la répression violente. Depuis l'installation d'une junte militaire au pouvoir (Napoléon Duarte président de 1980 à 1982 ; Alvaro Magna président par intérim puis président élu depuis avril 1982), la guerre civile s'intensifie et les atrocités guerrières font suite à la violence (plusieurs dizaines de milliers de morts en trois ans). La junte — qui est aidée par l'Argentine, le Venezuela et les États-Unis — se signale par le caractère meurtrier de son action ; l'ascension politique du commandant d'Aubuisson (qualifié de « tueur » et de « malade mental » par certains spécialistes américains) ne semble pas devoir améliorer une situation qui fait du Salvador un des points noirs de l'histoire contemporaine.

Le Honduras.

Ancien territoire des Maya (Copán) envahi au XVe siècle par les Aztèques (les *Pipils*) et les Mosquitos, le Honduras devient indépendant en 1838, s'unit un temps avec le Salvador et le Nicaragua au sein d'une Confédération (1842-1844), connaît pendant un demi-siècle le régime des *caudillos* locaux, avant de devenir, lui aussi, propriété de l'UFC. Après une occupation militaire américaine (1911-1933), le pays connaît une série de dictateurs tolérés par l'UFC dans la mesure où ils respectent ses intérêts : Tiburcio Carías Andino (1933-1949), Juan Manuel Gálvez (1949-1954), Julio Lozano Díaz (1954-1956) et, enfin, Ramón Villeda Morales (président en 1957, destitué en 1963 au profit du colonel Oswaldo López Arellano).

Se succèdent ensuite au pouvoir : Ramon Crūz, déposé en mars 1971, neuf mois après son élection, et les militaires qui organisent coup d'État sur coup d'État ; le général López Arellano (décembre 1972) ; le colonel Juan Alberto Molgar Castro (22 avril 1975) ; le colonel Policarpo Alvarez Cruz et le lieutenant-colonel Amilcar Zelaya Rodriguez (7 août 1978). Le pouvoir est remis aux civils par les militaires en novembre 1981 (élection du président de la République Roberto Suazo Cordova).

Le Nicaragua.

Autonome en 1821-1823, au sein de la Fédération d'Amérique centrale en 1838, ravagé ensuite par une guerre civile entre les « libéraux » de León et les « conservateurs » de Granada, le Nicaragua devint la proie des flibustiers (Walker) et des dictateurs (Zelaya, 1893-1909, a été l'un des plus énergiques ; il s'opposait en particulier à l'influence américaine). Comme les trois États précédents, le Nicaragua est devenu l'un des fleurons de l'UFC, occupé militairement par les États-Unis de 1912 à 1933 (avec une éclipse en 1925-1926). Après le départ des troupes américaines, le pouvoir passe à Anastasio Somoza (1933-1956) dont la dictature représente, selon l'opinion de l'historien P. Chaunu, « le plus bel exemple d'une association de malfaiteurs... s'emparant durablement d'un pays, pour le mettre en coupe réglée ». Somoza fut assassiné en 1956 ; son fils lui succéda en 1957 et, en 1963, le libéral René Schick fut élu président de la République. Schick, un client du clan Somoza, ne transforma guère la politique nicaraguayenne. A sa mort (1966), malgré les efforts des démocrates-chrétiens et des conservateurs, c'est le fils aîné de Somoza, Anastasio (surnommé Tachito), qui est « élu » président de la République. Il continue la politique désastreuse de son père.

En 1971, une junte militaire s'empare du pouvoir ; elle comprend dans ses rangs le frère du président sortant, Anastasio Somoza, réélu en septembre 1974. A partir de 1978 se développe l'opposition *sandiniste* (du nom de César Augusto Sandino, 1898-1934, héros de l'indépendance nationale). Elle entame une guérilla impitoyable contre le gouvernement Somoza qui doit quitter le pouvoir en juillet 1979. Après l'intérim du président Francisco Urcuyo Mariano, une junte de reconstruction nationale est mise en place ; elle fonde, en principe, son action sur le pluralisme démocratique et le non-alignement. Toutefois, les difficultés économiques, les contrecoups de la guerre salvadorienne et les menées somozistes (qui agissent à partir du Honduras), ont conduit les sandinistes à radicaliser leur politique et à s'appuyer sur l'URSS.

Costa Rica.

Costa Rica est une république indépendante depuis l'explosion de la Fédération d'Amérique centrale en 1838. D'abord orientée vers la culture du café par son président Braulio Carrillo, elle passa dans le camp des *Bananas Republics* lorsqu'en 1871 le président Guardia accorda à l'UFC, qui venait d'être fondée par Minor C. Keith, la première concession pour l'exploitation de bananeraies. À la différence cependant des autres États d'Amérique centrale, Costa Rica, en grande partie peuplé par de petits agriculteurs descendant des colons espagnols du XIXe siècle, a connu une vie politique moins tourmentée que ses voisins. Principaux chefs d'État : José Maria Castro (1847-1849 et 1866-1868), Viquez (1906-1910 et 1928-1932), Ricardo Jiménez Oriamuno (1910-1914, 1924-1928 et 1932-1936), Mario Echandi Jiménez (1958-1962), Francisco Orlich Bolmarich (1962-1966), José Joaquén Tréjos Fernandez (1966-1970), José Figueres Ferrer (1970-1974), Daniel Oduber Quirós (1974-1978), Rodrigo Carazo Odio (1978-1982), Luis Alberto Monge (élu en février 1982).

La politique intérieure de Costa Rica est anticommuniste, antiréformiste (d'où des accords avantageux avec l'UFC) ; sur le plan extérieur, les gouvernements successifs de Costa Rica ont eu à faire face à de nombreux incidents de frontière provoqués par l'ancien dictateur nicaraguayen Somoza.

Panama (Panamá).

Panama a été, jusqu'en 1903, intégré dans les États-Unis de Colombie. La tentative de Ferdinand de Lesseps pour y creuser un canal entre l'Atlantique et le Pacifique donna à cette région un intérêt économique certain. Après l'échec des Français en 1889, Washington entreprend de creuser le canal et inspire un mouvement séparatiste qui aboutit à la déclaration d'indépendance de Panama le 3 novembre 1903 (la Colombie attendit 1914 pour la reconnaître). Le canal fut creusé entre 1904 et 1914 par le génie militaire américain (colonel Gorgas, colonel Gœthals).

La vie politique du pays est relativement calme puisqu'il n'a connu qu'une seule révolution, sans violence, en 1930. Les rapports avec les États-Unis posent périodiquement des problèmes financiers : Washington, conformément aux accords de 1903, révisés en 1936, verse en effet à la République panaméenne une rente annuelle qui fut relevée à 1 990 000 dollars le 23 août 1955, sous la présidence de Ricardo Arias Espinosa.

Une autre crise, de type nationaliste, éclata entre les États-Unis et Panama en 1964 ; des manifestations d'étudiants eurent lieu dans la zone du canal, parce que les bâtiments publics n'y arboraient pas le drapeau panaméen, ce qu'exigeait un accord signé en 1962. Ces émeutes firent vingt et un morts. Depuis 1964, l'agitation se poursuit ; mais les États-Unis menacent de construire un nouveau canal à travers d'autres États, ce qui ruinerait Panama. Chefs d'État successifs : le général Omar Torrijos (1969-1978), Aristides Royo (1978-en poste en 1983).

Mais un problème crucial demeure, celui des affrontements ethniques intérieurs, les minorités noires (venues pour construire le canal), chinoises et antillaises ayant tendance à la turbulence.

Le Belize.

C'est l'ancien Honduras britannique, autonome depuis 1964, et qui a pris le nom de Belize en 1973. Indépendant depuis le 21 septembre 1981, le Belize est gouverné actuellement par George Cadle Price.

Cuba et les Antilles.

On appelle *Antilles* l'archipel qui sépare l'océan Atlantique de la mer des Antilles, dénommée aussi mer des Caraïbes. On distingue les *Grandes Antilles* au nord (Cuba, Haïti, Jamaïque, Porto Rico) et les *Petites Antilles* à l'est et au sud, qui s'étendent en arc de cercle depuis Porto Rico jusqu'au Venezuela et qui comprennent des possessions françaises (Guadeloupe, Marie-Galante, Dominique, Martinique) et britanniques, dont certaines sont devenues indépendantes récemment.

La république de Cuba.

● *Découverte en 1492 par Christophe Colomb,* terre espagnole à partir de 1511, dépendant de la capitainerie générale de Porto Rico, Cuba resta sous la domination espagnole jusqu'au traité de Paris, qui fit suite à la guerre hispano-américaine, le 22 décembre 1898. Durant toute cette période espagnole, Cuba se développa grâce à la culture du tabac, des plantes tinctoriales et surtout de la canne à sucre. L'économie de plantation eut pour conséquence une traite active, qui se poursuivit d'une façon clandestine même après son abolition en 1817. Il fallut de nombreuses révoltes, de nombreuses luttes, et surtout l'intervention des Américains (intéressés par les plantations sucrières) pour libérer Cuba de la tutelle hispanique. Au traité de Paris, Cuba devint une république souveraine qui adopta sa première constitution le 21 février 1901 ; cette constitution était de type présidentiel ; le Congrès des États-Unis lui avait imposé *l'amendement Platt* (abrogé par Roosevelt en 1934) donnant en fait à Washington le contrôle de la politique extérieure de la jeune république. Le premier gouvernement cubain « libre » fut constitué sous la présidence de Tomas Palma.

● *De 1902 à 1934,* les liens qui unissaient les États-Unis à Cuba furent très étroits, non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan économique. Avant la Première Guerre mondiale, les troupes américaines intervinrent deux fois dans la vie intérieure du pays, entre 1906 et 1909, lorsque le parti libéral, dirigé par Miguel Gómez, tenta de se soulever contre Palma, réélu en 1906, puis contre le général Mario Garcia Menocal (1913-1921) de 1917 à 1919. Après la Première Guerre mondiale, la situation sociale se dégrade, ce qui permet au général Gerardo Machado y Morales de prendre le pouvoir et d'instaurer une véritable dictature, de 1925 à 1933, jusqu'au coup d'État auquel participa un sous-officier, le sergent Batista, qui devint, au lendemain de la révolution, général. Bien qu'il ne prît pas immédiatement le pouvoir, Batista domina la vie politique de Cuba jusqu'à la révolution castriste de 1959, notamment après l'instauration d'une dictature militaire (coup d'État du 10 mars 1952).

● *L'épopée castriste.* Fidel Castro est né en 1927, à proximité de Santiago de Cuba. Le 26 juillet 1953, il échoue dans une tentative de soulèvement contre Batista et se réfugie au Mexique. Le 2 décembre 1956, il débarque avec un petit nombre de partisans dans la province de l'Oriente — qui est sa province natale — et prend le maquis dans la région montagneuse de la Sierra Maestra, à l'ouest de Santiago de Cuba. La guérilla révolutionnaire de Castro, qui s'appuyait sur un grand mouvement d'opposition paysanne, triomphe finalement de Batista (offensive de Noël 1958). La révolution castriste porta à la présidence Manuel Urrutia, puis, après la démission de ce dernier, le 17 juillet 1959, Oswaldo Dorticós Torrado. Fidel Castro lui-même, devenu Premier ministre et Premier secrétaire du Parti communiste cubain, est en fait le véritable chef du gouvernement. Il a entrepris une vaste réforme politique, économique et sociale qui a fait de Cuba une enclave communiste dans l'univers capitaliste américain.

— Sur le plan politique, les différentes organisations révolutionnaires (en particulier, le *Parti socialiste populaire* et le *Mouvement du 26 Juillet*) se fondent, en décembre 1961, en un parti unique : le *Parti uni de la révolution socialiste* (PURS) ; le PURS devient ensuite (3 octobre 1965) le *Parti communiste cubain* (PCC).

— Sur le plan social, Fidel Castro procéda à une réforme agraire en plusieurs étapes, interdisant les propriétés d'une superficie supérieure à 40,5 hectares, et distribuant le surplus par petits lots, aux paysans dépourvus de terres. En octobre 1963, la surface maximale d'une propriété particulière fut réduite à un peu moins de 5 hectares. A la fin de 1963, à peu près 70 % des exploitations agricoles appartenaient à l'État, le reste était la propriété de deux cent mille petits agriculteurs, membres de l'*Association nationale des petits agriculteurs.* En même temps étaient nationalisées les raffineries de sucre et de pétrole qui étaient essentiellement contrôlées par des capitaux américains ; une planification du développement industriel fut confiée à un médecin argentin qui avait pris contact avec Fidel Castro au cours de son exil au Mexique : Ernesto Guevara, surnommé le « Che ».

— Sur le plan idéologique, Fidel Castro lutta contre l'Église et la classe « bourgeoise » composée en grande partie de membres des professions libérales qui cependant eurent la possibilité de s'exiler (en 1965, il y avait près de 300 000 exilés cubains aux États-Unis, pour une population globale de 8 033 000 habitants). C'est parmi ces milieux d'émigrants que se fomenta une tentative de renversement du régime castriste, avec l'aide de la CIA : le 17 avril 1961, 2 000 Cubains émigrés, extrêmement bien armés, débarquent dans la baie des Cochons, à la *Playa Giron.* Cette tentative n'aboutit pas et les castristes firent plus de 1 500 prisonniers.

Économiquement, la longue période de restrictions économiques, due à une mauvaise planification agricole (sucre) et à des récoltes sucrières désastreuses, touche à sa fin, en raison, principalement, de la hausse du prix du sucre sur le marché mondial en 1974-1975. Politiquement, l'île a obtenu une constitution le 24 février 1976, mais comme dans les Républiques populaires de l'Est, l'opposition ne peut guère s'exprimer. Fidel Castro cumule les fonctions de président de la République, Premier ministre et Premier Secrétaire du Parti. Diplomatique-


Ph. © Burt Glinn/Magnum.

En juillet 1953, Fidel Castro mettait la « révolution » sous le signe de José Marti (1853-1895), poète et héros de la résistance cubaine contre l'Espagne. Néanmoins, sous l'influence de son frère Raoul Castro et surtout de son ministre de l'économie, Ernesto Che Guevara, le « castrisme » est devenu rapidement une révolution marxiste. Le 1er mai 1961, en se proclamant « Première république démocratique socialiste d'Amérique latine », Cuba devenait une sorte d'antenne du monde communiste en territoire américain. Ci-dessus : premier discours de Fidel Castro à La Havane, en janvier 1959.

ment, Cuba s'ouvre vers le monde non communiste, et renoue des relations avec les États-Unis (qui ont levé l'embargo sur le commerce cubain), divers États américains et européens.

Cuba devient, de plus en plus, une force importante dans le cadre de l'agitation révolutionnaire internationale; le gouvernement de Fidel Castro intervient — directement ou indirectement — dans presque tous les affrontements qui agitent les pays africains (exemple : l'Érythrée, l'Angola) ou latino-américains. Une certaine détente commence à se manifester dans les rapports entre Cuba et les États-Unis (libération de prisonniers politiques, autorisation de quitter Cuba accordée à tous les opposants au régime, etc.).

● *La politique extérieure de Cuba,* depuis la révolution castriste, a d'abord été caractérisée par une position nettement antiaméricaine; en janvier 1961, les relations diplomatiques entre Washington et La Havane furent rompues. En même temps, Cuba se rapprochait des États socialistes : l'URSS, la Chine, les démocraties populaires. Ce rapprochement eut pour effet l'une des plus graves crises internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : *la crise de Cuba.* Les Soviétiques avaient en effet installé en octobre 1962 des rampes de lancement de missiles à Cuba, ce qui provoqua une prise de position extrêmement sévère des États-Unis (embargo sur les armes destinées à Cuba et blocus de l'île décidés le 22 octobre 1962). Quelques jours plus tard — le 28 octobre — l'URSS décidait le démantèlement de ses bases cubaines.

En ce qui concerne les rapports avec les pays du groupe socialiste, la politique castriste a évolué d'une façon caractéristique. Trois grandes lignes directrices peuvent y être isolées.

— Le discours, prononcé par Fidel Castro le 1er décembre 1961, précise la position du leader cubain : attachement au socialisme marxiste et désir de lutter jusqu'au bout contre l'impérialisme, en particulier contre l'emprise nord-américaine sur l'Amérique latine.

— La conférence tricontinentale de La Havane (3-15 janvier 1966), réunie sur l'initiative de Fidel Castro, correspond à cette préoccupation anti-impérialiste : 512 délégués d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont étudié le problème du développement et de la solidarité des mouvements révolutionnaires des pays du tiers monde. Cette conférence adopta un certain nombre de résolutions aboutissant à la création d'une *Organisation de Solidarité des Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine* (OSPAAAL) dont le siège est à La Havane.

— Fidel Castro a été ensuite amené à durcir sa position anti-impérialiste, en s'appuyant notamment sur la personnalité semi-légendaire de « Che » Guevara. La conférence de solidarité latino-américaine de l'été 1967 à La Havane réunit des représentants de la plupart des mouvements de guérilla et de certains partis communistes d'Amérique du Sud. Le conflit avec la ligne politique soviétique devient alors plus net : c'est un conflit entre les partisans de la libération par la lutte *révolutionnaire* (point de vue castriste et guevariste) et les partisans d'une attitude *légaliste,* attitude défendue en particulier par Moscou. Après cette conférence, les relations entre l'URSS et Cuba se dégradent jusqu'en 1970; elles se sont renouées par la suite.

Les autres Antilles :

Quelques points de repère sur l'histoire des Antilles.

Iles ou États et statut	Points de repère historiques
Antigua. *État indépendant, membre du Commonwealth.*	1er novembre 1981 : indépendance; Premier ministre : Vere C. Bird. La capitale est Saint John's.
Antilles françaises : Martinique Guadeloupe et dépendances. *Départements d'Outre-Mer (France).*	1502 : découverte par Christophe Colomb. 1635 : colonisation française. 1759-1763, 1794 et 1809-1814 : occupation britannique. 1814 : retour à la France. 1946 : statut départemental.
Antilles néerlandaises (3 îles : Curaçao, Aruba, Bonaire). *État autonome (le souverain des Pays-Bas est le chef de l'État).*	Gouvernement intérieur autonome depuis 1954.
Bahamas. *État indépendant, membre du Commonwealth.*	1973 : indépendance; capitale Nassau. 1979 : Premier ministre : Lynden O. Pinding.
Barbade (Bridgetown). *État indépendant, membre du Commonwealth.*	1625 : colonisation britannique. 1691 : autonomie interne. 30 nov. 1966 : indépendance. 1971 : travaillistes au pouvoir (Errol Walton Barrow en 1971; Tom Adams en 1976).
République dominicaine (Saint-Domingue). *État indépendant dans l'île de Haïti.*	1697 : partage de l'île entre la France et l'Espagne (traité de Ryswick). 1795 : l'île à la France seule. 1814-1821 : les Espagnols reprennent la partie orientale de l'île. 1821 : indépendance de la partie espagnole. 1822-1844 : invasion haïtienne. 1844 : fondation de la République dominicaine. 1861-1865 : domination espagnole. 1865 : indépendance. 1916-1924 : occupation par les États-Unis. 1930-1961 : dictature de Rafaél Trujillo qui met la République dominicaine en « coupe réglée ». 30 mai 1961 : assassinat de Trujillo. 1961-1965 : conflit puis guerre civile entre libéraux (Bosch, Caamaño) et Balaguer (du clan Trujillo). 1966 : triomphe de Balaguer (appuyé par les États-Unis) réélu en 1970 et 1974. 1978 : Antonio Guzman. 1982 : Salvador Jorge Blanco.
République de la Dominique. *État indépendant.*	1978 : indépendance (c'est une ancienne colonie britannique); capitale : Roseau. Chef de l'État : Aurelius Marie (élu en 1980).
Grenade. *État indépendant, membre du Commonwealth.*	1974 : indépendance; capitale : Saint George's. 1974-1979 : Eric Matthew Gairy Premier ministre. 1979 : coup d'État portant au pouvoir Maurice Bishop.
Haïti (Port-au-Prince). voir ci-dessus : *République dominicaine. État indépendant (république).*	1492 : découverte par Christophe Colomb *(Hispaniola).* 1697 : traité de Ryswick. 1791-1794 : révolte des Noirs, dirigée par Toussaint Louverture. 1804 : indépendance proclamée par Dessalines. 1808-1820 : division de l'île (Henri Christophe, « roi » du Nord; S. Pétion fonde une république dans le Sud). 1822 : unification par J.-P. Boyer. 1844 : séparation de la République dominicaine. 1849-1859 : « Empire » d'Haïti (Faustin Ier). 1915-1934 : occupation américaine. 1950-1956 : constitution; politique de coopération avec les États-Unis du colonel Magloire. 1957 : Duvalier au pouvoir (président); régime autoritaire et corrompu. 1964 : Duvalier, « président à vie ». 1971 : mort de Duvalier, auquel succède son fils Jean-Claude, qui reste président à vie et maintient la dictature et le népotisme.
Jamaïque (Kingston). *État indépendant, membre du Commonwealth.*	1494 : découverte par Christophe Colomb. 1509-1655 : occupation espagnole. 1670 : traité de Madrid (la Jamaïque à la Grande-Bretagne). 1944 : *self-government.* 6 août 1962 : indépendance.
Puerto Rico (avant 1932 : **Porto Rico).** *Commonwealth de Puerto Rico.*	1511-1898 : colonie espagnole. 1898 : cession aux États-Unis. 1952 : constitution; les Puertoricains ont la citoyenneté américaine, mais n'ont pas le droit de vote aux élections américaines. 1967 : plébiscite entraînant le maintien du statut (39 %, seulement, de voix pour la transformation en un 51e État des États-Unis).
Sainte-Lucie. *État indépendant, membre du Commonwealth.*	1979 : indépendance; capitale : Castries. Premier ministre depuis 1982 : John Compton.
Saint-Vincent. *État indépendant, membre du Commonwealth.*	1979 : indépendance; capitale : Kingstown; Premier ministre : Robert Milton Cato.
Trinité et Tobago (Port of Spain). *État indépendant, membre du Commonwealth.*	1498 : découverte par Christophe Colomb, puis occupation espagnole. 1802 : cession aux Anglais (traité d'Amiens). 1888 : Tobago, rattachée à la Trinité. 31 août 1962 : indépendance.



William Penn, quaker britannique, a fondé en 1682 une colonie qui prit son nom : la Pennsylvanie. On le voit ici, d'après une peinture naïve d'un anonyme du XIXe siècle, traiter avec les Indiens (fait rare pour l'époque : on préférait alors conquérir et massacrer).

Ph. © Giraudon.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

NAISSANCE D'UNE NATION.

La période coloniale.

● *C'est alors que Portugais et Espagnols* s'étaient taillé un vaste empire colonial en Amérique du Sud et en Amérique centrale que la côte orientale de l'Amérique du Nord s'est ouverte aux premiers colons européens. L'un des favoris de la reine Élisabeth, sir Walter Raleigh (vers 1552-1618), dépense une grande partie de sa fortune pour établir une colonie britannique sur les côtes américaines ; en 1587, il y laisse un groupe de colons (quatre-vingt-dix-neuf hommes, dix-sept femmes) qui ne fut pas retrouvé en 1589 lorsqu'une expédition de ravitaillement leur fut envoyée. Néanmoins la « colonie » était déjà baptisée par la reine : *Virginia.* En 1607, le territoire virginien est officiellement transformé en colonie d'exploitation, gérée par la *Compagnie de Virginie.*

Quelques années plus tard (1620), l'Angleterre est le théâtre d'un conflit religieux. L'Église d'Angleterre est partagée en trois partis :

— une *Haute Église* qui adopte le rituel de l'Église anglicane (c'est-à-dire l'*organisation épiscopale*) et qui a toutes les faveurs du roi Jacques Ier, partisan d'une Église fortement hiérarchisée qui soutient la monarchie (*« Pas d'évêques, pas de roi »,* disait-il) ;

— un parti qui accepte, en se résignant, l'organisation épiscopalienne, mais qui espère, progressivement, la « démocratiser », c'est-à-dire la transformer en une *Église presbytérienne :* c'est celui des *non-réformistes ;*

— un parti qui refuse l'anglicanisme, qui réclame pour chaque homme le droit de choisir ses croyances et ses rituels ; c'est le parti des *protestants indépendants.*

Devant la ferme volonté, exprimée par le roi, d'imposer l'anglicanisme, les indépendants émigrent d'abord en Hollande (1608). Un petit groupe (cent deux personnes) revient à Southampton et s'embarque vers l'Amérique sur le *Mayflower.* Partis le 6 septembre de Southampton, ils espéraient se fixer en Virginie. Mais les incertitudes de la navigation les poussèrent plus au nord, au cap Cod en Nouvelle-Angleterre (21 novembre 1620) où ils fondèrent Plymouth (21 décembre 1620). Ces premiers *pèlerins* constituèrent un noyau de peuplement grossi d'année en année par de nouveaux arrivants qui préféraient émigrer plutôt que de renoncer à leur foi. Le peuplement anglais se fit ensuite, soit par des groupes isolés, soit par compagnies par actions, constituées à cet effet.

● *Pendant un siècle et demi,* les émigrants d'Europe arrivent ainsi sur les côtes américaines, tantôt plus au nord, tantôt plus au sud. Ils ne viennent pas tous d'Angleterre : des Hollandais fondent, en 1623, New Amsterdam ; cette colonie passera, quarante ans plus tard, aux Anglais qui la débaptiseront pour l'appeler New York (1664) ; en 1637, le Delaware est colonisé par des Suédois qui seront délogés par les Anglais en 1667. Arrivent aussi des Irlandais, des Allemands et quelques Français. Notons enfin qu'en 1643 le Massachusetts, le Connecticut, le New Hampshire et Rhode Island se groupent en une *Confédération de la Nouvelle-Angleterre.*

Vers 1750, échelonnées sur plus de 2 000 km du nord au sud, se succèdent ainsi les *Treize colonies* (ou comme on dit encore, les Treize « plantations ») de l'Angleterre. Peuplés, selon le recensement de 1770, de 3 millions d'habitants (2 500 000 blancs et 500 000 noirs importés) concentrés autour des ports, aux embouchures des fleuves ou le long des vallées, ces territoires sont cernés par les possessions françaises du Canada, vers l'ouest et le nord, et par les possessions espagnoles vers le sud. Ces dernières ne sont guère un obstacle à l'expansion vers l'intérieur qui est le mouvement naturel de la colonisation ; le grand danger, pour les colonies anglaises, vient des « Indiens » qui s'opposent à la progression vers l'ouest, et des Français du Canada (qui soutiennent parfois les Indiens contre les colons britanniques). Les colons américains allaient-ils rester Anglais ou devenir sujets français ? Leur avenir semble d'abord être la Grande-Bretagne, puisque la guerre de Succession d'Espagne (1713) donne à cet État Terre-Neuve, à l'embouchure du Saint-Laurent, et l'Acadie, et que le traité mettant fin à la guerre de Sept Ans (traité de Paris, 1763) consacre l'abandon de l'Amérique du Nord par la France. Il semblait donc, en 1763, que l'on s'acheminât vers une Amérique anglaise : treize ans plus tard cependant les Treize colonies se révoltaient contre leur métropole et de cette révolte devait naître, en 1783 (traité de Versailles), une nation indépendante : les États-Unis d'Amérique.

L'indépendance.

Les causes de la Révolution américaine.

● *La guerre de Sept Ans* a d'abord été un conflit entre colons anglais d'Amérique et colons français du Canada. Les heurts de ce genre ont été nombreux aux XVIIe et XVIIIe siècles, car les Français avaient intérêt à unir leurs possessions du nord (Canada) à celles du sud (Louisiane) et interdisaient par conséquent la progression vers l'ouest des colons américains. Mais l'originalité du conflit, en 1756-1763, réside dans l'intervention sur le sol américain des forces militaires britanniques. La victoire anglaise donnait à la Couronne les possessions françaises du Canada, ce qui imposait le maintien d'une armée d'occupation (environ 10 000 hommes) pour parer à une révolte éventuelle des Canadiens français : cette présence anglaise, d'abord souhaitée par les colons américains, devient rapidement un fardeau :

— C'est un fardeau politique et administratif : l'existence sur place d'une armée régulière donne au gouverneur britannique une puissance nouvelle et renverse, partiellement, sa situation par rapport aux assemblées coloniales. En particulier, le gouvernement britannique considère que les territoires conquis sur les Français (des Appalaches au Mississippi) lui appartiennent, et il interdit aux colons américains de s'y établir. Autrement dit, après avoir vu leur expansion brimée par la présence française, les colons la voient maintenant stoppée par la présence anglaise.

— C'est un fardeau financier : Londres considère que la guerre et l'entretien des troupes d'occupation doivent être en partie payés par des colons qui en sont les principaux bénéficiaires. Ceux-ci, au nom du sacrosaint principe britannique que nul impôt ne peut être exigé si les intéressés — représentés par leurs députés — n'y ont pas consenti, refusent toute taxation nouvelle (les impôts étaient décidés par le parlement de Westminster, mais les colonies n'y avaient pas de représentants).

● *L'autonomie de fait* que possédaient les Treize colonies avant la guerre de Sept Ans est en outre limitée, au profit de la métropole, par la remise en vigueur du pacte colonial : commerce exclusif avec l'Angleterre et taxes sur toutes les négociations de « contrebande » (en particulier, sur les importations de mélasse d'origine

antillaise). C'est autour de ces taxes nouvelles décidées à Westminster sans l'avis des intéressés que tournent les discussions à partir de 1765. Le conflit comprend plusieurs phases :

— Un premier sursaut a lieu en 1765, lorsque Londres décide que les papiers de commerce et les journaux devraient payer un *droit de timbre (Stamp Act)*. La décision déclenche les premières réactions coloniales : les délégués de neuf colonies, réunis à New York, repoussent catégoriquement le principe de l'impôt sans consentement ; ils sont appuyés par l'opinion publique et obligent le gouvernement britannique à retirer le *Stamp Act ;* mais, l'année suivante, de nouvelles taxes sont votées à Westminster (thé, plomb, papier, verre). L'agitation reprend ; à Boston, des douaniers sont bousculés, les soldats anglais doivent faire face à l'émeute, ils tirent et tuent trois citoyens de Boston (5 mars 1770) : la cause de l'indépendance venait d'avoir ses premiers martyrs et l'incident fut baptisé le *massacre de Boston.* Londres cède à nouveau et abolit toutes les taxes sauf la taxe sur le thé, pour maintenir le principe de la supériorité de la métropole (la décision — prise à une voix de majorité seulement — avait été proposée par le Premier ministre de Sa Majesté George III, lord North).

— De 1770 à 1773, les incidents cessent, mais les esprits s'échauffent. Les plus exaltés des coloniaux se nomment des « patriotes », ils réclament plus que l'abolition de la taxe sur le thé : ils veulent l'indépendance totale par rapport à la métropole. C'est à cette époque que se créent un peu partout des centres de propagande révolutionnaire, les *Comités de correspondance.*

— En 1773, deuxième sursaut : la *Compagnie anglaise des Indes* avait des stocks excédentaires de thé ; le gouvernement britannique lui accorde le monopole de la vente du thé aux colonies, ce qui lèse les marchands américains. Les incidents recommencent (boycottage, contrebande) et, le 16 décembre 1773, a lieu à Boston ce qu'on appelle la *tea party :* des protestants américains, déguisés en Peaux-Rouges, envahissent un bâtiment de la Compagnie des Indes et en jettent 340 caisses de thé à la mer. La répression ne se fait pas attendre : des *lois de coercition* frappent le grand port colonial et le Massachusetts (fermeture du port, nomination de fonctionnaires britanniques après déposition des fonctionnaires coloniaux, etc.). Réponse américaine : les autres colonies se déclarent solidaires du Massachusetts et décident (congrès de Philadelphie, 5 septembre 1774) d'étendre le boycottage des produits métropoliains. Deux partis s'opposent alors chez les coloniaux : les « patriotes » (aristocratie de Virginie, classe moyenne, peuple) partisans de la résistance, menés par Samuel Adams et John Hancock, et les « loyalistes » (aristocratie terrienne du Sud, grande bourgeoisie).

La guerre d'Indépendance.

A partir de ce moment, l'insurrection se prépare. Une *Association* se forme, qui coordonne la résistance à l'Angleterre. Une assemblée groupant les représentants des Treize colonies, le *Congrès continental,* se constitue. Les milices se préparent, sous le commandement du général Washington, et l'on commence à stocker les armes, les munitions, de la poudre.

● *Le premier acte de la guerre insurrectionnelle* a lieu le 19 avril 1775. Un détachement britannique (2 500 hommes) est envoyé par le général Gage à Concord, un petit village proche de Boston, pour arrêter Samuel Adams et John Hancock. Les soldats anglais — les « habits rouges » — sont arrêtés par une cinquantaine de « patriotes » au village de Lexington. La fusillade — inévitable — fait huit morts chez les *Insurgents* (« Insurgés »). A Concord, le détachement britannique se heurte à la milice, doit rebrousser chemin et, harcelé par les *Insurgents* sur le chemin du retour, perd deux cent quarante-sept hommes, soit le dixième de son effectif. La guerre d'Indépendance a commencé ; elle va durer huit ans.

● *La guerre* fut longue et monotone, entrecoupée d'épisodes devenus légendaires (la trahison du major Arnold, etc.). Comme toutes les guerres révolutionnaires elle s'est chargée — après coup — d'épopée, une épopée qui a été contée non par des troubadours ou des aèdes, mais par les cinéastes d'Hollywood. Retenons-en quelques faits saillants :

— Le 15 juin 1775, le Congrès continental désigne George Washington — qui s'était illustré aux côtés des Anglais lors de la guerre contre la France — commandant en chef de l'*armée continentale* (elle n'a jamais dépassé 20 000 hommes).

— Le 7 juin 1776, un député de la Virginie, Richard Henry Lee, propose de constituer une fédération américaine indépendante.



Formation territoriale de l'Amérique anglo-saxonne (Canada et États-Unis).

— Le 4 juillet 1776 *(Independance Day),* est adoptée par le Congrès la *Déclaration d'Indépendance* (rédigée en grosse partie par Thomas Jefferson).

— La lutte des *Insurgents* a enthousiasmé quelques Européens (le Prussien Steuben, le Français La Fayette, le Polonais Kosciuszko) ; le rôle de la France, sollicitée par l'ambassadeur Benjamin Franklin, a été important : envoi d'armes, de munitions et d'un corps expéditionnaire de 8 000 hommes commandé par Rochambeau.

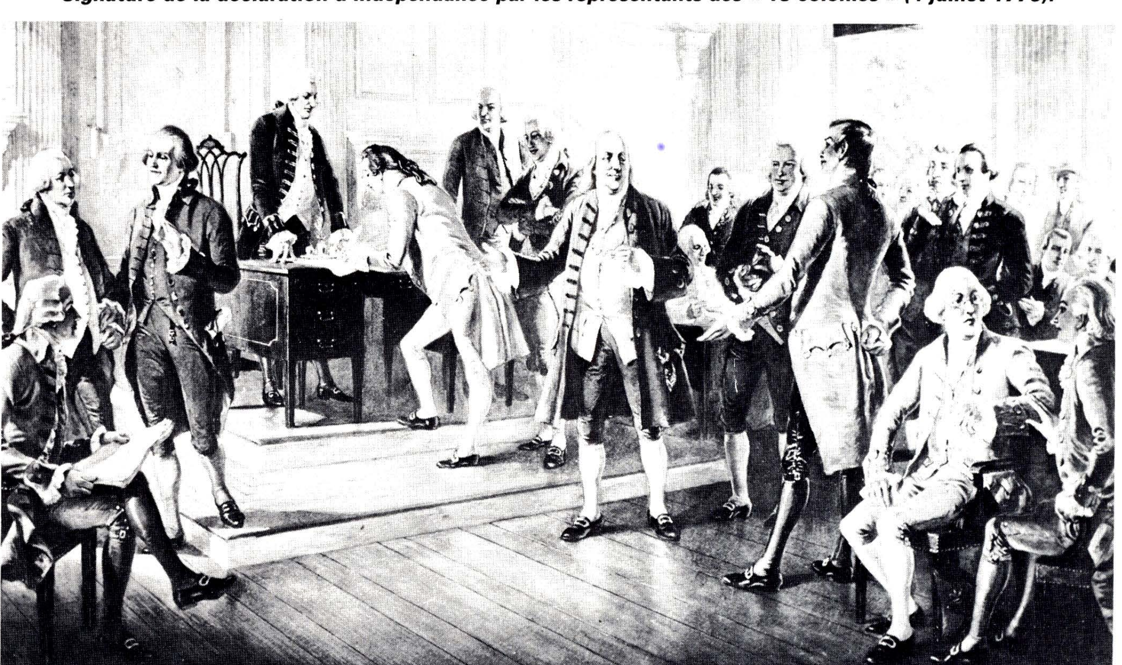
— Deux grandes victoires américaines encadrent la guerre : celle de Saratoga (17 octobre 1777) où l'armée anglaise du général Burgoyne capitule en rase campagne, et celle de Yorktown (19 octobre 1781).

● *La paix* fut négociée à Versailles (3 sept. 1783). Le traité reconnaissait l'indépendance des États-Unis, des Grands Lacs jusqu'au Mississippi, et imposait à l'Angleterre de restituer Minorque et la Floride à l'Espagne, Saint-Pierre et Miquelon, Sainte-Lucie, Tobago, Gorée et le Sénégal à la France.

La constitution des États-Unis d'Amérique.

Il y a près de deux siècles, alors que les États-Unis n'étaient qu'une petite nation de quatre millions d'habitants, au bord de l'anarchie, a été établie à Philadelphie par ce que les historiens appellent « l'Assemblée des demi-dieux » une constitution qui — à quelques amendements près — régit aujourd'hui une nation cinquante fois plus peuplée qui est, par sa puissance et par sa richesse, la première du monde.


Signature de la déclaration d'indépendance par les représentants des « 13 colonies » (4 juillet 1776).



● *Comment fut votée la constitution.* Quand les Treize colonies s'érigent en États indépendants en 1776, rien n'est encore prévu concernant la nature des liens intercoloniaux. En fait, chaque gouvernement, jaloux de son autorité et de son indépendance, ne semblait pas disposé à se soumettre à l'autorité d'un supra-État émanant du Congrès continental et cela explique que les *Articles de la Confédération* (1781) définissent une ligue assez lâche, impuissante à régler les problèmes d'ensemble qui se posent. Parmi ceux-ci, le plus grave est le problème financier ; la dette publique est énorme (quarante-deux millions de dollars, dont huit sont dus à l'étranger) et l'homme qui avait dirigé les finances de la Confédération pendant la guerre d'Indépendance, Robert Morris, démissionne en 1783 pour ne pas devenir « le ministre de l'Injustice ». Comment, en effet, définir un principe de taxation supra-national, alors que beaucoup de gouvernements refusent d'abdiquer la moindre parcelle de leur autorité ? Il y a, en outre, une multitude de problèmes « internationaux » qui se posent : frontières, règlements de navigation, réglementation commerciale, etc.

De nombreuses personnalités américaines pensent alors que la ligue de 1781 est insuffisante et qu'il faut lui substituer une constitution reliant davantage les États les uns aux autres. Dans ce but a lieu à Philadelphie (mai 1787) une *Convention* (« Assemblée ») de cinquante-cinq députés de douze États américains (le treizième, Rhode Island, d'autant plus soucieux de sa souveraineté qu'il est peu étendu, s'abstient). L'Assemblée comprend en particulier : George Washington (président), James Madison, Edmund Randolf, George Mason et George Whythe pour la Virginie, Benjamin Franklin, Gouverneur Morris, James Wilson pour la Pennsylvanie, Rufus King, Elbridge Gerry et Caleb Strong pour le Massachusetts, Alexander Hamilton (New York), William Paterson (New Jersey), etc. Le seul grand absent fut Thomas Jefferson, en mission en France.

On envisage plusieurs solutions (le « plan virginien », le « plan New Jersey », etc.), notamment en ce qui concernait la représentativité des États dans les assemblées supra-nationales (les grands États devaient-ils avoir plus de députés que les petits États, etc.) et l'on parvint à un compromis, adopté le 17 septembre 1787 qui devait devenir la constitution des États-Unis. Le 4 mars 1789, après que la constitution eut été ratifiée par tous les États, le premier gouvernement fédéral des États-Unis entrait en fonction, élisant à l'unanimité George Washington comme président des États-Unis. Une série d'amendements devait préciser la constitution, sans d'ailleurs la modifier profondément ; les dix amendements connus sous le nom de « Déclaration des droits » *(Bill of rights)* furent votés en 1791. Le dernier amendement (le vingt-cinquième) date du 10 février 1967 ; il concerne la succession présidentielle.

● *La constitution* proprement dite établit, par-dessus les gouvernements locaux des différents États, un super-État, l'État fédéral dont l'autorité est souveraine en matière d'impôts, de taxes diverses, de politique extérieure, de commerce extérieur et intérieur, de finances (banques nationales, monnaie, poids et mesures, etc.), de crimes contre les États-Unis, d'affaires militaires, etc. L'administration intérieure de chaque État particulier est le fait d'un gouvernement local.

— Le pouvoir exécutif appartient au président des États-Unis, élu pour quatre ans en même temps qu'un vice-président, par les électeurs présidentiels de chaque État (ces grands électeurs sont eux-mêmes élus au suffrage universel ; chaque État élit autant d'électeurs présidentiels qu'il a de représentants au Congrès). Le premier vote a lieu le *mardi* qui suit le premier lundi de novembre, tous les quatre ans ; le second vote (de pure forme, car les électeurs présidentiels sont liés chacun à l'un des candidats à la présidence) a lieu le *lundi* qui suit le second mercredi de décembre ; le nouveau président est investi le 20 janvier suivant à 12 heures (depuis le XXe amendement ; auparavant l'investiture avait lieu au printemps). En cas de mort, d'absence, de démission, d'incapacité d'exercer, etc., du président, c'est le vice-président des États-Unis qui prend sa place, jusqu'à la fin du mandat présidentiel en cours. Le président sortant est rééligible (un seul cas de réélection depuis 1951).

Le président gouverne assisté d'un exécutif fédéral comprenant des *départements* (ministères) et de nombreuses *agences* ou *commissions* (exemple la CIA, *Central Intelligence Agency,* service d'espionnage et de contre-espionnage, la *Commission des tarifs,* etc.) ; les chefs des principaux départements forment le cabinet (les « ministres » sont appelés des « secrétaires ») : les plus importants sont le *secrétaire d'État,* le *secrétaire au Trésor* et l'*attorney général* qui dirige l'administration judiciaire et pénitentiaire ainsi que la police fédérale



Ph. Guillet-Lagache © Arch. E.B.

George Washington (1732-1799) : ce Virginien, né dans le comté de Westmoreland, fut d'abord le vainqueur des Anglais à Yorktown (1781) ; il fit voter la Constitution de 1787 et fut élu président de l'Union en 1789 et en 1792.

(*Federal Bureau of Investigation* ou FBI) ; les autres fonctions ministérielles ont été créées après 1789 ; la dernière — secrétariat aux Transports — date de 1967.

— Le pouvoir législatif appartient au *Congrès* composé du *Sénat* (deux sénateurs par État, élus, renouvelables par tiers tous les deux ans) et de la *Chambre des représentants* (actuellement 438 membres élus tous les deux ans ; chaque État possède un nombre de députés proportionnel à sa démographie, établie par un recensement décennal). Les élections se font au suffrage universel, sans discrimination de race, de sexe ou de couleur, mais la loi électorale varie d'un État à l'autre : dans vingt États, par exemple, il faut faire la preuve qu'on sait lire pour avoir le droit de voter ; dans d'autres États sudistes, il faut en outre expliquer le passage qu'on a lu (cette mesure cache une discrimination raciale : dans les onze États sudistes, en 1960, seulement 28 % des Noirs en âge de voter ont été admis réellement à voter).

— Le pouvoir judiciaire fédéral appartient à la *Cour Suprême* qui contrôle des juridictions fédérales installées dans les différents États, parallèlement aux juridictions locales. Le droit américain définit la compétence de ces différentes Cours.

● *Le gouvernement local.* L'Union comprend cinquante États : les treize premiers États dont nous avons parlé plus haut, plus tous ceux qui ont été admis progressivement dans l'Union par le Congrès. Chaque État a sa propre constitution (républicaine), son droit, sa réglementation particulière, l'exécutif est assuré par le gouverneur (élu au suffrage universel) ; le législatif par deux chambres (Sénat et Chambre des représentants) qui sont à l'image des chambres fédérales (le Nebraska n'a qu'une chambre depuis 1937).

La ville de Washington — capitale du gouvernement fédéral — est située dans le *District de Columbia* (DC), cédé par le Maryland en 1791. Le district de Columbia a un statut politique et administratif spécial (pas d'assemblée municipale, pas de corps législatif, administration depuis 1960 par un *maire* et un *Conseil* de neuf membres désignés par le président ; un député à la Chambre des représentants, mais sans droit de vote).

Les possessions de l'Union (le « Commonwealth » de Puerto Rico, Guam et les îles Vierges) ont un gouvernement local (chambres élues, gouverneur nommé par le président, sauf à Puerto Rico).

Conclusion.

Dès les premières années de leur histoire, les États-Unis voient se former deux partis : les *fédéralistes* (conservateurs), favorables à un renforcement du pouvoir fédéral, parfois même monarchistes (ils avaient créé un « ordre » héréditaire, celui des *Cincinnati* — allusion au Romain Cincinnatus), et les *républicains-démocrates* partisans de limiter le pouvoir fédéral, rêvant d'une république à la Jean-Jacques Rousseau, admirant la Révolution française (celle de 1791).

Les thèses fédéralistes l'emportent d'abord (Hamilton, Washington). L'une des conséquences les plus importantes de ces succès est du domaine de la politique extérieure : les fédéralistes désapprouvent la Révolution française et cherchent à dégager les États-Unis de leur alliance avec la France (qu'ils appellent l'*Entangling Alliance*). Le résultat est la conclusion en 1795 d'un traité anglo-américain : le traité Jay, du nom de son réalisateur, qui choque l'opinion publique, mais que le Congrès ratifie cependant.

En 1800, c'est le parti républicain-démocrate (Jefferson, Madison, Monroe) qui l'emporte sur les fédéralistes. Mais déjà l'opposition entre les deux partis n'a plus le même sens. Les « jeffersoniens » en tiennent — comme leurs adversaires — pour un pouvoir fédéral fort ; par contre leur conception de la vie politique est différente : refusant la contrainte, le pouvoir aveugle de l'État, croyant à l'éducabilité de l'homme, les premiers présidents démocrates (républicains-démocrates) ont mis la nation américaine sur la voie de la véritable liberté politique.

LES GRANDES LIGNES DE L'HISTOIRE AMÉRICAINE APRÈS L'INDÉPENDANCE.

Le lecteur se reportera à la p. 142 de l'*Annexe* pour la chronologie des événements.

Les Indiens.

Qui sont les Indiens ?

Lorsque les Européens mettent le pied en Amérique, ils trouvent le continent tout entier occupé par des populations extrêmement variées vivant les unes au bord de la mer, les autres dans les forêts, les autres sur les plus hautes montagnes, parlant des dialectes prodigieusement divers, organisées sur le mode tribal (plus de quatre cents groupes tribaux importants, avec d'innombrables subdivisions, vivant les uns en sédentaires, les autres en nomades). Comme les premiers navigateurs pensaient avoir atteint les Indes en abordant en Amérique, ces « sauvages » furent appelés des *Indiens ;* le terme de *Peaux-Rouges* est réservé à certaines peuplades nord-américaines dont le teint cuivré et les peintures rituelles sur le corps et le visage avaient frappé les anciens explorateurs ; celui de *Pueblos* concerne les Indiens situés vers la frontière mexico-américaine.

On admet en général que ces Indiens descendent de peuplades dont l'origine n'est pas américaine. On a formulé l'hypothèse d'une origine asiatique et de migrations importantes par le détroit de Bering. De nombreux spécialistes pensent que cette route polaire fut ouverte il y a environ 20 000 ans. Quoi qu'il en soit, les plus anciens vestiges humains nord-américains ont été découverts près de la petite ville de Folsom (Nouveau-Mexique), dans les monts Sandia près d'Albuquerque (Nouveau-Mexique) et à proximité d'Abilene (Texas) : les différentes couches de ces sites archéologiques ont entre 10 000 et 25 000 ans d'âge. Les derniers arrivants furent sans doute les Esquimaux, il y a environ 2 000 ans.

A l'arrivée des Européens, si l'on excepte le Canada et le Groenland, le futur territoire des États-Unis abritait une population indienne d'environ un million d'individus. En 1860, le *census* indique qu'il n'y a plus que 44 021 Indiens aux États-Unis ; cent ans après, en 1960, ils sont 523 591 (il faut tenir compte des agrandissements territoriaux des États-Unis après 1860). Dans la même période, la population totale du pays est passée d'environ 30 millions d'habitants à 180 millions d'habitants.

Classification et histoire.

Une classification des tribus indiennes d'Amérique a été établie d'après un critère linguistique. Le premier travail d'ensemble sur la question a été réalisé par J. W. Pawell (1891) : il distingue cinquante-huit groupes linguistiques (dont cinquante-trois étaient déjà éteints) auxquels il donne le nom de la tribu complété par le suffixe *-an* (par exemple, le langage des *Sioux* est le *siouan ;* celui des Iroquois, l'*iroquoian,* etc.). Cette classification a été reprise par E. Sapir (1929) qui a réparti les cinquante-trois groupes de Pawell en six grandes catégories : le groupe

eskimo-aléoutien, le groupe *algonquin-wakashan* (Cree, Delaware, Cheyennes, Wakashan), le groupe *na-dene* (Apaches, Navaho), le groupe *penutian,* le groupe *hokan-siouan* (Iroquois, Iowa, Creek, Seminoles, Natchez, etc.), le groupe *aztèque-tanoan* (Comanches, Hopi, etc.).

Les premiers arrivants européens ont rencontré des tribus nomades (les *Apaches* de la plaine, entre le Rio Grande et Wichita, et surtout les *Comanches* et les *Kiowa,* tribus de cavaliers arrivées du nord-ouest au début du XIXe siècle et qui ont disloqué les villages d'Indiens sédentaires du Minnesota et du Dakota du Nord *(Cheyennes, Arapaho).* De même les Sioux (sédentaires) du Dakota sont chassés de leurs villages par les Indiens *Chippewa* (en provenance du Canada) auxquels les Français avaient donné des armes à feu. Finalement, lorsque se constituent les premières colonies américaines, il n'y a presque plus de tribus sédentaires; les Indiens sont presque tous devenus des « cavaliers » et des « chasseurs », les plus habiles en la matière étant les tribus de la plaine : Comanches, Pieds-Noirs, Gros-Ventres, Sarsi, Assiniboins, Kiowa.



La marche des pionniers vers l'ouest : une imagerie d'Épinal, largement exploitée par les « westerns » du cinéma américain. Ce n'en fut pas moins une épopée.

Ph. © U.S.I.S.

Les États-Unis avant la guerre de Sécession.

La démocratie et l'*Ère des bons sentiments* (1801-1829).

A partir de 1801, les républicains-démocrates sont au pouvoir, le parti fédéraliste décline et disparaît. L'élection de Jefferson à la présidence, en novembre 1800 (son mandat débute en mars 1801), marque un premier tournant dans l'histoire des États-Unis; avec l'avènement des républicains-démocrates, disparaissent les forces qui rattachaient encore le pays à son passé colonial : l'attachement affectif à l'Angleterre, l'hostilité à une banque centrale (la première banque avait été l'objet d'une longue polémique au Congrès en 1791; la seconde est fondée en 1816 sans rencontrer d'opposition), une tendance à la hiérarchisation de la société. La disparition des grands conflits politiques caractérise ce que les historiens américains ont appelé l'*Ère des bons sentiments.* L'expression n'est d'ailleurs pas très heureuse, car, en fait, de nombreux problèmes apparaissent à cette période, fondés essentiellement sur l'opposition entre les États du Nord, industriels et protectionnistes, et les États du Sud, agricoles, esclavagistes et libre-échangistes.

● *Les États du Nord* ont une économie traditionnelle, concurrencée par celle de l'Europe. Après avoir conquis leur autonomie économique par une « seconde guerre d'Indépendance » contre la Grande-Bretagne (1812-1814), les États-Unis ont tendance à élever des barrières douanières contre les concurrents européens; c'est le *Congrès* qui décide de la fixation des tarifs et, à la Chambre des représentants, les Nordistes — les *Yankees* — sont en majorité.

L'intérêt des Sudistes est au contraire de voir les barrières douanières s'abaisser : cultivant presque exclusivement le coton, qu'ils vendent à la Grande-Bretagne, les planteurs sudistes voient leur prospérité liée à l'importance du commerce extérieur; ils sont menacés d'asphyxie par les relèvements des tarifs douaniers.

● *Le deuxième point de friction* est celui de l'esclavage. La richesse du Sud reposait entièrement sur l'existence de cette pénible institution et l'entrée dans l'Union de nouveaux États (la Louisiane, achetée pour quinze millions de dollars en 1803 à la France; le Missouri en 1821, etc.) posait déjà le problème de la délimitation de l'esclavage. Après de laborieuses discussions, le *Compromis du Missouri* (1820) délimite la frontière géographique de l'esclavage à la latitude de 36° 30′ nord : mais cette concession des Nordistes à un principe qui leur répugnait était lourde de menaces pour l'Union.

La marche vers l'ouest et le développement des États-Unis.

● *Les pionniers.* Dès 1787, la *Charte de l'Ouest* avait décidé que les immenses territoires de l'Ouest seraient graduellement transformés en États souverains membres de l'Union. Autrement dit, les émigrants européens (pour les Américains, des *immigrants*) qui s'installeraient dans ces régions encore inhospitalières pouvaient espérer devenir un jour citoyens à part entière des États-Unis. Les conditions d'installation sont avantageuses : la terre est vendue par l'administration fédérale à bas prix (1 dollar l'*acre*); elle peut même être occupée gratuitement *(squatters).* Sur ces terres vierges où les frontières sont tirées au cordeau, le flot des *pionniers* déferle sans discontinuer pendant tout le XIXe siècle. Descendant l'Ohio sur des bateaux ou des radeaux, avec leur famille, terminant en chariots le long chemin de la colonisation, ces « hommes seuls » défrichent, plantent des palissades, fondent çà et là un petit village avec son école, son église, son temple, son tribunal — qui est en même temps un poste de police. Puis les routes se construisent, un courrier postal s'établit avec l'intérieur, avec les grandes villes de l'Est. Cette aventure — mille fois contée dans les *« westerns »* qui sont l'*Iliade* et l'*Odyssée* de l'Amérique — se reproduit en des centaines de points.

La société qui s'est constituée ainsi est fruste, brutale; on y défend son droit par les armes et non par la loi. Cependant les liens avec la partie « civilisée » de l'Union commencent à se resserrer; ce fut sans doute la chance des États-Unis que l'expansion vers l'ouest ait eu lieu parallèlement aux progrès des techniques (voies ferrées).

● *Le problème des Indiens.* Les terres que les pionniers défrichent sont celles sur lesquelles nomadisent les tribus indiennes. On voit alors se répéter cent fois le même drame : les Indiens attaquent un campement de pionniers, un petit village, massacrent les occupants, incendient les installations, torturent les miliciens. L'armée de l'Union intervient, réprime, massacre à son tour, et ainsi de suite. Voici quelques points de repère dans l'histoire indienne de l'Ouest :

— En 1830, les tribus Cherokee et Seminole sont repoussées à l'est du Mississippi *(Removal Act) :* le problème indien est « résolu » pour un quart de siècle.

— La découverte des mines d'or de Californie repose la question indienne : ces territoires sur lesquels on les avait relégués se révélaient immensément riches! De 1850 à 1876 recommencent les attaques, les expéditions punitives, les guérillas (massacre de Custer et de ses hommes par les Sioux et les Cheyennes en 1876), jusqu'à ce que le chef rebelle qui avait longtemps tenu en échec les armées de l'Union, Géronimo, soit fait prisonnier en 1887.

— L'*Allotment Act* de mai 1887 cantonne les Indiens dans les territoires qui leur sont alloués à l'ouest.

— Le mouvement dit de la *« Danse du Fantôme » (Ghost Dance)* : un Indien *Paiute,* du nom de Wovoka, répandait la prophétie que les Indiens retourneraient un jour au pays de leurs ancêtres; des chants, des danses, des cérémonies sacrées se répandent alors dans la Prairie. Les autorités fédérales, ameutées, organisent à nouveau la guerre (dans le Sud-Dakota); un régiment de cavalerie massacre deux cents Indiens (hommes, femmes et enfants) après voir tué le chef du mouvement, le fameux Sitting Bull (15 décembre 1890).

● *L'expansion territoriale des États-Unis* se fait aussi aux dépens des pays étrangers.

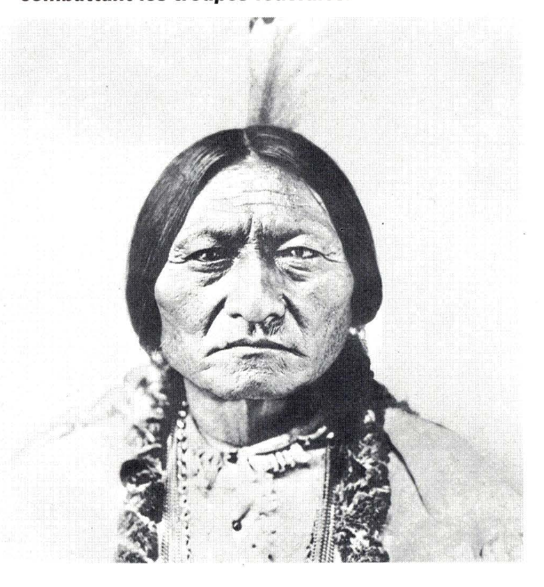
— A l'Espagne est prise la Floride après une campagne menée en 1818-1819 par Andrew Jackson (1767-1845); l'annexion fut camouflée en achat (cinq millions de dollars) par le traité Adams-Onis (1819). Il semble que Jackson ait pris sur lui d'attaquer cette possession espagnole, bien qu'il ait toujours prétendu en avoir reçu l'autorisation tacite du président Monroe.

— L'annexion des territoires situés entre le golfe du Mexique et le Pacifique s'est faite aux dépens du Mexique. A l'origine de cette expansion, il y a le désir des planteurs sudistes de coloniser de nouveaux territoires sur lesquels ils pourraient instituer l'esclavage, tout en restant dans le cadre du compromis du Missouri (voir ci-dessus), c'est-à-dire au sud de la ligne de démarcation de l'esclavagisme. Cela explique l'active colonisation du Texas à partir de 1830 (le Texas était territoire mexicain depuis 1823), puis la déclaration d'Indépendance de la république du Texas (1835) et son rattachement à l'Union (1845). Pourquoi ces dix années d'antichambre? Parce que le président en exercice en 1835 (Andrew Jackson) craignait des complications intérieures et extérieures. A l'intérieur, il fallait s'attendre à l'opposition des Nordistes qui n'accepteraient pas si facilement l'entrée dans l'Union d'un aussi grand État esclavagiste (le Texas est l'État le plus étendu de l'Union, après l'Alaska intégré seulement en 1959). A l'extérieur, on pouvait craindre une réaction mexicaine; celle-ci eut lieu d'ailleurs, comme prévu : la guerre contre le Mexique (1845-1848) se termine par la victoire américaine et le traité de Guadalupe Hidalgo (cession aux États-Unis de la Californie, de l'Utah, de l'Arizona et du Nouveau-Mexique).

— Enfin, l'Oregon — territoire co-administré par la Grande-Bretagne et les États-Unis depuis 1818 — devient possession américaine (convention de 1846), puis État de l'Union (1859).

● *La politique américaine à partir de 1829 se transforme.* La victoire d'Andrew Jackson est celle d'une Amérique qui tourne le dos à la tradition des sages présidents virginiens : successivement agriculteur, avocat, instituteur, chasseur d'Indiens, général, il est le type même de « l'homme de l'Ouest ». Ce qu'on appelle l'*ère jacksonienne* marque l'entrée des États-Unis dans la véritable démocratie : un peu partout le suffrage devient universel, même — et surtout — lorsqu'il s'agit d'élections présidentielles; les privilèges des minorités politico-

Tatanka Yotanka, plus connu sous le nom de Sitting Bull (« Taureau assis ») : chef des Sioux du Dakota, né vers 1834, mort en 1890 en combattant les troupes fédérales.



Ph. © U.S.I.S.

sociales sont abolis (c'est ce qu'on appelle « le système des dépouilles », *spoils system*) ; bref, les États-Unis prennent le visage que Charles-Alexis de Tocqueville révèle à l'Europe dans son livre célèbre, *De la Démocratie en Amérique* (1835).

Mais c'est surtout dans le domaine économique que l'Amérique change d'aspect. Nous avons déjà signalé le développement rapide des moyens de transport dans cette période ; à cette « révolution des transports » correspond une mutation de l'économie : la société rurale héritée de la colonisation devient une société en mouvement, l'économie agricole se transforme en une *économie de marché* (échanges entre les États et avec les nations européennes), ce qui donne au *problème de la banque* une place capitale.

Notons enfin que la politique extérieure des États-Unis est fixée, dans cette période, par la doctrine de Monroe (président de 1817 à 1825) qu'on résume parfois sous la formule inexacte : « L'Amérique aux Américains ». En fait, il s'agit d'une doctrine formulée par Monroe dans son message annuel de décembre 1823 : le continent américain — aussi bien l'Amérique du Nord que l'Amérique du Sud — n'est plus, et ne sera jamais plus un but « colonial » pour les puissances européennes (Monroe faisait allusion aux guerres d'Indépendance que livraient les colonies sud-américaines à l'Espagne). En refusant de participer au conflit entre l'Europe et l'Amérique latine, les États-Unis s'isolent politiquement dans une attitude de non-interventionnisme qui se transformera plus tard en *isolationnisme.*

La guerre de Sécession (Civil War) : *1861-1865.*

On appelle ainsi la guerre civile qui a opposé, de 1861 à 1865, les États du Sud, esclavagistes, aux autres États de l'Union, partisans de l'abolition de l'esclavage (les historiens américains préfèrent l'expression *Civil War* — « guerre civile » — à « guerre de Sécession »).

Les causes.

● *Causes économiques.* Le Sud produit presque exclusivement du coton. Or la demande européenne est de plus en plus importante ; au XIXe siècle, les exportations américaines (par Charleston et Savannah d'abord, puis par la Nouvelle-Orléans, Memphis et Mobile) augmentent sans cesse (178 000 *balles* en 1810, 1 348 000 balles en 1840, 2 136 000 balles en 1850, 3 841 000 balles en 1860). Plus on produit de coton, plus on a besoin d'esclaves, dont le prix augmente avec la demande et qui constituent un capital précieux. Or les Nordistes, en colonisant les territoires de l'Ouest, attirent les esclaves dans des États où ils deviennent des hommes libres : cette perte de « marchandise humaine » menace de ruiner, à la longue, la prospérité des États du Sud.

● *Causes politiques.* Le compromis du Missouri n'est plus appliqué automatiquement à partir de 1850, lorsque Stephen Douglas impose en 1854 un nouveau règlement : dans l'État à venir, ce sont les assemblées représentatives locales qui décideront du régime (esclavagiste ou non esclavagiste), et non pas la situation de ces États au nord ou au sud du parallèle 36°30'. Ainsi la Californie, État du Sud, est un État libre en vertu de la décision de sa législature ; mais les difficultés soulevées à propos du Kansas — où colons nordistes et sudistes se heurtent en une farouche guerre civile de 1854 à 1857 qui est comme une répétition générale de la guerre de Sécession — montrent que l'opposition entre *esclavagistes* et *abolitionnistes* est un ferment intérieur de dissociation pour l'Union. La lutte politique aux États-Unis tourne, dès lors, autour du problème de l'esclavage : le nouveau *parti républicain* qui se constitue à ce moment (février 1854 ; c'est celui qui s'oppose, de nos jours, au parti démocrate) devient le parti anti-esclavagiste et l'arrivée au pouvoir du républicain Abraham Lincoln (1861) provoquera les premières réactions de sécession.

● *Causes idéologiques.* La prise de position contre l'esclavage est aussi le fait de toutes les âmes généreuses, plus ou moins enthousiastes, plus ou moins fanatiques, qui s'appuient sur la Bible ou simplement sur les sentiments humains les plus normaux pour combattre le mal qui pourrit le Sud : Garrison, les pasteurs William Channing et Charles Finney, le politicien Horace Greeley, etc., ont illustré cette lutte idéologique qui franchit les frontières de l'Union avec le roman de Mrs. Beecher-Stowe, *La Case de l'Oncle Tom,* œuvre d'imagination et non pas roman-reportage, mais dont le succès prodigieux montre combien puissant était le courant d'opinion. Il faut souligner que les campagnes abolitionnistes n'ont eu d'efficacité qu'en raison de l'arrière-plan économique et politique sur lequel elles se dessinaient ; Mrs. Stowe se trouve, par rapport à la guerre de Sécession, dans la même situation que Rousseau par rapport à la Révolution française.

Le déclenchement.

Plusieurs événements ont contribué à donner à l'opposition abolitionnistes-esclavagistes un caractère aigu, générateur de la guerre civile :

— L'affaire « Dred Scott », un esclave du Missouri qui avait porté son problème devant la Cour Suprême, dont l'arrêt (le 6 mars 1857) a déçu le Nord : la Cour considérait les esclaves comme des *biens* et non comme des *hommes.*

— L'affaire « John Brown » : John Brown (1800-1859) avait organisé dans le Kansas une bande de hors-la-loi abolitionnistes, menant aux esclavagistes une guérilla romantique et généreuse. En 1859, il s'empare de l'arsenal de Harper's Ferry (Virginie), mais, capturé par les autorités sudistes, il est jugé et pendu à Charleston. Un chant populaire a célébré son action :

> *John Brown's body lies a-mouldering in the grave*
> *But his soul goes marching on.*
> (« Le cadavre de John Brown dort enterré dans la tombe,
> Mais son âme continue sa marche en avant. »)

— Le 20 décembre 1860, après l'annonce de l'élection d'Abraham Lincoln à la présidence, la Caroline du Sud (gouverneur : W. H. Gist) déclare officiellement abolis les liens qui la reliaient à l'Union. Cette *sécession* est suivie de celle du Mississippi, de la Floride, de l'Alabama, de la Georgie, de la Louisiane et du Texas.

— Le 12 avril 1861, la garnison fédérale du fort de Sumter à Charleston est attaquée par des forces sudistes : la guerre civile est commencée.

Le déroulement de la guerre civile.

La guerre entre les États du Nord (23 États, 22 millions d'habitants) et du Sud (11 États, 9 millions d'habitants) a duré quatre ans, en dépit de la disproportion des forces. Elle a fait 600 000 morts et a coûté 8 milliards de dollars. Il est traditionnel d'en souligner les caractères « techniques » :

— L'ampleur des armées en présence (800 000 hommes pour le Sud, près de 2 millions d'hommes pour le Nord à la fin de la guerre ; Abraham Lincoln avait dû instituer le service militaire obligatoire).

— La stratégie dite de la « guerre totale » : les armées fédérales, longtemps tenues en échec par les Sudistes, moins nombreux mais plus « guerriers », utilisent tous les moyens d'anéantissement de l'adversaire (destruction des voies de communication, des habitations, des populations, etc. ; anéantissement psychologique, propagande, etc.).

— Enfin, la guerre de Sécession est un préliminaire aux grandes guerres du XXe siècle par l'emploi de techniques modernes (fusils rayés, tranchées, transports de troupes par le train).

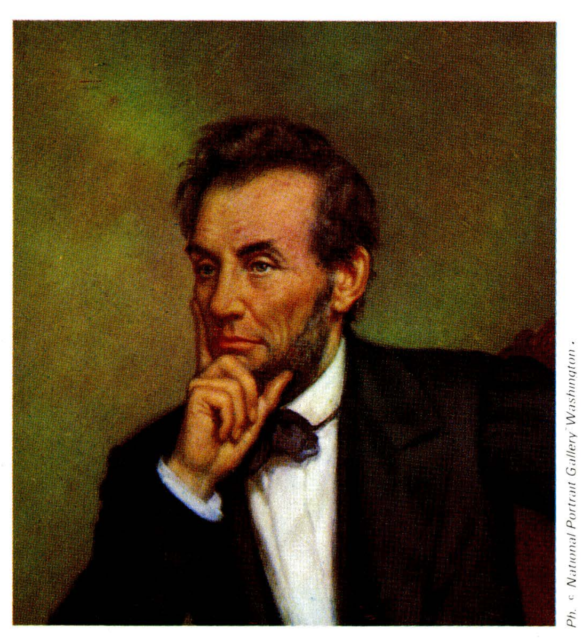
La défaite de la Confédération sudiste n'est pas due spécialement à la supériorité des généraux fédéraux (Grant, Sherman) sur ceux du Sud (Robert Lee, Johnston), mais à la déficience de ses dirigeants politiques (Jefferson Davis) en comparaison notamment de l'habileté et de la noblesse d'Abraham Lincoln ; les Sudistes ont aussi été vaincus par l'asphyxie économique que provoquait le blocus des côtes par les Fédéraux et par la plus rapide dépression de leur monnaie (le Nord, lui, disposait des mines d'or de l'ouest et du Nevada).

La fin de la guerre est marquée par la reddition du général Lee au général Grant, le 9 avril 1865, à Appomatox, et par celle du général Johnston le 26 avril. Entre ces deux événements militaires se place le dramatique assassinat de Lincoln par un fanatique (14 avril 1865).

Les États-Unis de 1865 à 1914.

La Reconstruction.

La guerre de Sécession terminée, il fallait rebâtir l'unité politique et morale de la nation ; les Américains ont appelé *Reconstruction* cette phase de l'histoire des États-Unis (1865-1877). Lincoln avait imposé, avant sa mort, une politique de conciliation : les États du Sud, pour être réintégrés dans l'Union, devaient désavouer la sécession et abolir l'esclavage (13e amendement à la constitution des États-Unis). Malheureusement, le successeur de Lincoln, Andrew Johnson, n'avait pas l'audience du Congrès, qui opta, à partir de 1866, pour une politique de rigueur et de revanche vis-à-vis des Sudistes. C'est ainsi que fut proposé (juin 1866) le 14e amendement à la constitution qui — en donnant aux Noirs le droit de vote — enlevait pratiquement aux Blancs du Sud tout pouvoir politique.

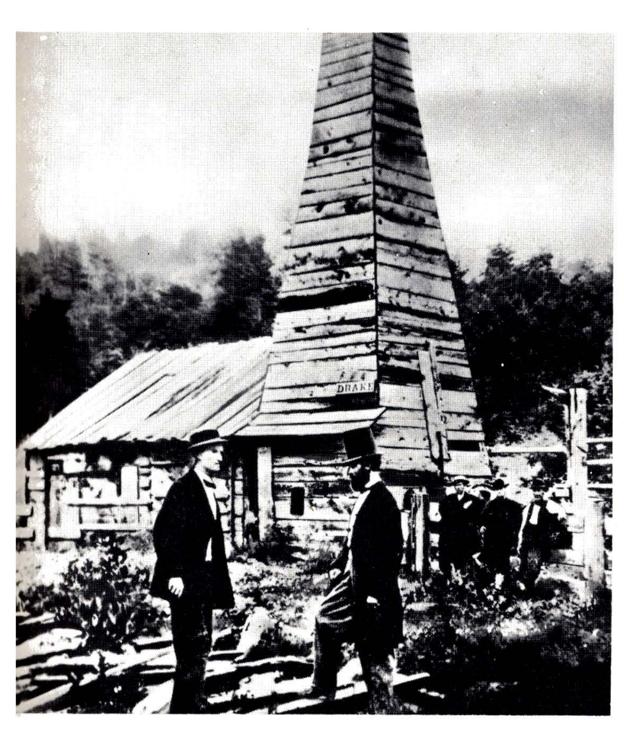


Ph. © National Portrait Gallery Washington.

Abraham Lincoln (1809-1865) : originaire du Kentucky, il fut élu président des États-Unis en 1860, élection qui provoqua, dès 1861, les premières réactions de sécession de la part des Sudistes. Il est mort, assassiné par un fanatique, cinq jours après que le général Lee eut signé, le 9 avril 1865, à Appomatox, en Virginie, l'acte de reddition au général Grant (illustration de droite : toile du peintre Chappel).



Ph. © U.S.I.S.



E.L. Drake (1819-1880) fut le premier à exploiter industriellement à Titusville (Pennsylvanie) ce qui devait devenir la plus grande richesse des États-Unis : le pétrole.

Les Sudistes refusèrent dans l'ensemble de ratifier cet amendement. Pour les contraindre à céder, le Congrès imposa une occupation et une administration militaires du Sud (20 000 hommes de troupes fédérales), s'appuyant sur des aventuriers qui venaient tenter fortune (les *carpet-baggers,* c'est-à-dire « les hommes au sac de couchage »), sur les Noirs et sur les « collaborateurs sudistes » (les *scalawags*). De nouveaux gouvernements, entièrement entre leurs mains, acceptèrent, entre 1868 et 1870, de ratifier le 14e amendement.

Pendant la période de la Reconstruction les nouveaux nantis exploitèrent le pays d'une façon éhontée et provoquèrent la formation d'une « résistance » sudiste (création du Ku-Klux-Klan en 1865 à Nashville, Tennessee). La situation se maintint ainsi jusqu'à l'arrivée à la présidence, en 1877, du républicain Hayes (1822-1893) qui mit fin à l'occupation militaire (compromis de 1877) et, par contrecoup, à l'autorité des gouvernements collaborateurs. Cette période a laissé des traces profondes dans la nation américaine ; elle a vu la fin d'une brillante civilisation : celle des planteurs esclavagistes, les « Bourbons » (cf. M. Mitchell : *Autant en emporte le vent*) ; elle a alimenté le ressentiment permanent du Sud à l'égard du Nord. Enfin, par la façon dont le Nord a réglé la question de l'esclavage, cette époque marque le début d'un problème autrement grave : le problème noir (voir p. 113).

L'Age d'or *(Gilded Age).*

● *L'immigration.* L'accroissement considérable de la population des États-Unis (taux d'accroissement décennal moyen : 34,6 % de 1800 à 1860 ; 25,1 % de 1860 à 1900) est dû en partie à l'arrivée massive d'immigrants.

Population des États-Unis de 1830 à 1910.

Année	Population totale	Population noire	Nombre d'immigrants dans l'année
1830	12 866 020	2 328 642	23 322
1840	17 069 453	2 873 648	84 066
1850	23 191 876	3 638 808	369 980
1860	31 443 321	4 441 830	153 640
1870	39 818 449	5 392 172	387 203
1880	50 155 783	6 580 793	457 257
1890	62 947 714	7 448 676	455 302
1900	75 994 575	8 833 994	448 572
1910	91 972 266	9 827 763	1 041 570

Population des États-Unis de 1830 à 1910

Ce tableau impose quelques remarques :

— Une loi de 1862 accordait à chaque chef de famille un lot de 64 hectares de terre à condition qu'il s'y installe et le cultive pendant cinq ans. De 1860 à 1900, environ quatorze millions d'immigrants arrivèrent aux États-Unis ; à la veille de la Première Guerre mondiale, le nombre annuel d'arrivées dépassait le million.

— Jusqu'à 1890, les Anglo-Irlandais, les Allemands, les Scandinaves fournissent la plus grande part du contingent annuel d'immigrants. A partir de 1890, ce sont les Slaves, les Latins, les Juifs orientaux et les Asiatiques qui dominent (près de 500 000 Slaves en 1910, plus de 200 000 Italiens). Ces immigrants s'entassent dans les villes, déjà surpeuplées. Ils sont souvent « mal vus » des Américains indigènes qui leur reprochent d'être à l'origine de la corruption de la société américaine (les « gangsters » siciliens, la prohibition, l'affaire des deux anarchistes italiens Sacco et Vanzetti, condamnés à mort en 1921 et exécutés en 1927, etc.). Il est d'ailleurs exact que les Slavo-Latins s'intégraient difficilement dans la société anglo-saxonne protestante.

Devant les difficultés de l'assimilation des nouveaux venus, le gouvernement fédéral ferma d'abord aux Japonais et aux Chinois l'entrée des États-Unis, puis le Congrès vota les lois de 1921 et 1924 contre l'immigration. A partir de 1927, le nombre total des immigrants admis chaque année ne doit pas dépasser 150 000 (120 000 en 1968), avec établissement d'un *quota* (chaque pays a droit à un contingent égal, au plus, au 2/100 du nombre de ses nationaux établis aux États-Unis en 1890 ; cette date favorise les pays anglo-saxons et germaniques).

● *La société industrielle.* Un territoire immense, des richesses naturelles prodigieuses, une main-d'œuvre abondante, tout concourt à faire des États-Unis une grande puissance économique. A ce point de vue, on peut retenir les remarques suivantes :

— Traditionnellement on place le démarrage de l'industrie américaine *(take-off)* à l'époque de la guerre de Sécession, considérée comme la lutte victorieuse de l'économie industrielle contre l'aristocratie agricole et esclavagiste. Des travaux récents (Rostow, Douglas D. North) tendent à le reporter aux années 1840. Jusqu'en 1839, les États-Unis sont un pays agricole où la culture du coton est prépondérante ; c'est elle qui stimule le marché américain, provoquant l'expansion vers l'ouest (cultures alimentaires) et la création de moyens de transport et de services financiers (chemins de fer, bateaux à vapeur, canaux, banques). Après la crise de 1837, le coton perd ce rôle ; les secteurs qui étaient à son service deviennent les plus importants. Enfin la découverte des mines d'or de Californie en 1848 (la ruée vers l'or) est la troisième étape du *take-off* et contribue à développer le marché financier.

— La construction des grandes voies ferrées transcontinentales est une réalisation décisive pour l'essor des États-Unis. La première voie fut construite par l'*Union Pacific* (vers l'ouest, en partant d'Omaha) et par la *Central Pacific* (vers l'est, en partant de Sacramento). Les travaux commencent en 1862 et les deux lignes se rejoignent à Promontory (Utah) le 10 mai 1869. Trois autres lignes transcontinentales sont construites entre 1870 et 1900 : vers le sud de la Californie par la *Southern Pacific* et l'*Atchison, Topeka and Santa-Fe Company* en 1881 ; vers l'Oregon, en 1873, par Henry Villard ; et vers le nord-ouest (1878-1893). Le développement des chemins de fer (plus de 400 000 km de voies ferrées) a permis la conquête et la mise en valeur de l'Ouest.

— L'essor industriel — contrairement à ce qu'on pourrait penser — n'a pas eu comme seule origine le capitalisme privé. Si, dans certains États comme la Pennsylvanie, la compétition individuelle a été la règle, dans de nombreux cas les gouvernements locaux ou même le gouvernement fédéral ont participé aux premiers investissements (ainsi en Georgie, en 1860, l'État possédait 50 % des actions des chemins de fer). D'une manière générale les collectivités locales (municipalités, districts, États) ont été les promoteurs de l'expansion économique et l'on peut à coup sûr parler — du moins au départ — de l'existence parallèle d'un secteur privé et d'un secteur d'économie mixte.

— L'industrie américaine a connu à partir de 1870 l'ère des *trusts,* c'est-à-dire de l'association de compagnies fabriquant des produits similaires sous la direction d'une entreprise plus puissante que les autres. Le premier exemple important est celui de la *Standard Oil,* créée en 1870 par John D. Rockefeller dans l'Ohio. Cette compagnie, après avoir acquis le contrôle des raffineries de pétrole et des moyens de distribution *(pipe-lines),* transforme ses structures à partir de 1879 : les sociétés qu'elle possède en dehors de l'Ohio sont confiées à des administrateurs *(trustees)* qui les gèrent pour le compte de Rockefeller. La *Standard Oil* devient alors un *trust* (1882). En 1892, une loi interdit les trusts dans l'Ohio ; la *Standard Oil* éclate alors en vingt sociétés théoriquement indépendantes (c'est-à-dire qui ont chacune leur conseil d'administration, leurs actions, leur siège social), mais en fait gérées en commun jusqu'à ce qu'en 1899 le trust se reconstitue dans l'État de New Jersey *(Standard Oil of New Jersey)* où il n'y a pas de loi antitrust (à cette époque la *Standard Oil* raffine 87 % du pétrole américain).

D'autres trusts de ce genre se créeront à la fin du XIXe siècle : les communications téléphoniques sont entre les mains de l'*American Bell Telephone ;* Pierpont Morgan et Carnegie, en groupant une dizaine de sociétés fondent le trust de l'acier *(United States Steel),* dont le capital dépasse le milliard de dollars ; le trust des tabacs est l'*American Tobacco Company ;* celui du sucre, la *Sugar Refining Company.*

Comment les travailleurs ont-ils réagi à la constitution d'une telle société industrielle ?

— Les milieux ruraux ont été sérieusement touchés : les prix agricoles baissent (de 50 % entre 1870 et 1896) et les frais d'exploitation (mécanisation, transport) augmentent d'autant plus que les trusts, en éliminant toute concurrence, sont les maîtres du marché. Ainsi vont se créer des mouvements de revendication paysanne qui réclament l'interdiction des monopoles et le relèvement des prix agricoles par recours à l'inflation, c'est-à-dire par la création de papier-monnaie (comme le réclament les *greenbackers,* c'est-à-dire les partisans des « dollars au dos vert ») ou par l'instauration de la frappe libre de l'argent. De ces divers mouvements *(grangers, greenbackers)* sortira, en 1892 le parti populiste qui se manifestera lors des élections de 1896 en soutenant le démocrate W.J. Bryan contre le républicain McKinley, candidat des milieux d'affaires. McKinley l'emportera de peu : par un écart de quelques centaines de milliers de voix sur 13 600 000 suffrages exprimés.

— Les ouvriers se sont mieux adaptés à la société industrielle ; elle leur fournit des salaires élevés, des biens de consommation en abondance. C'est pourquoi il est traditionnel de dire que la société américaine est une



La Frontière : *les pionniers l'ont fait sans cesse reculer vers l'ouest, jusqu'au Pacifique. Pour de nombreux historiens américains, la « Frontière » expliquerait la destinée étonnante des États-Unis, elle aurait engendré la démocratie américaine, par opposition au régime aristocratique des pays de plantations, l'individualisme et l'esprit d'entreprise si efficace qui a caractérisé la révolution industrielle de l'autre côté de l'Atlantique, au XIXe siècle.*





***Ci-dessus à gauche, le bureau du coton à La Nouvelle-Orléans, toile célèbre de Degas (1873). A droite : le jeudi 24 octobre 1929 a été surnommé le* jeudi noir *: les cours s'effondrèrent à la Bourse de New York et le* krach *se poursuivit en prenant rapidement des allures de catastrophe. C'est pour surmonter cette grave crise économique, cause lointaine de la Seconde Guerre mondiale, que Roosevelt lança le* New Deal.**

société sans lutte de classes. Et effectivement, l'activité syndicale se résume, pour la période qui nous occupe, à une sorte de franc-maçonnerie professionnelle (le *Noble Ordre des Chevaliers du Travail,* fondé en 1869) et l'*American Federation of Labour* (AFL, 1881), dirigée notamment par Samuel Gompers (1850-1924), qui n'a jamais eu d'action politique. Cette conception traditionnelle doit être nuancée.

En effet, d'une part l'AFL est loin d'être représentative de l'ensemble des ouvriers des États-Unis (effectif en 1914 : environ trois millions d'adhérents) et, d'autre part, il faut tenir compte des « minorités permanentes » (Pelling), à savoir : les Noirs, les Slaves, les Juifs, repoussés alors par les syndicats. Au début du XXᵉ siècle, des *syndicats de masse* se sont constitués qui organisent de grandes grèves (grève des mineurs en 1902 ; grèves de 1919).

● *La vie politique.* Il est classique de souligner l'*atonie politique* des États-Unis à la période dite de l'Âge d'or. Les citoyens américains laissent aux politiciens le soin des affaires publiques et ne se réveillent qu'au moment des élections présidentielles. À partir de la guerre de Sécession, deux grands partis dominent la vie politique de l'Union : le *parti républicain* et le *parti démocrate* dont les positions opposées sont résumées dans le tableau ci-contre.

De la vie politique américaine jusqu'à la Première Guerre mondiale, on peut retenir les traits suivants.

— Chacun des deux partis couvre le pays d'assemblées administratives ou électorales, qui sont, de bas en haut : les assemblées primaires, les conventions de district, les conventions d'État, la convention nationale. Ces comités proposent les candidats aux différentes fonctions électives (législatives ou judiciaires, locales ou fédérales). Dans chaque ville un groupe de politiciens, le *ring,* contrôle les élections et l'administration municipale par une corruption telle que Théodore Roosevelt la compara à un « véritable sabbat de sorcières ».

— Lorsque la présidence passe d'un parti à un autre, le nouveau président destitue tous les hauts fonctionnaires fédéraux nommés par le président sortant et les remplace par des membres de son parti (*spoils system* ou « système des dépouilles » inauguré par Jackson en 1829). A partir de la fin du XIXᵉ siècle, le régime change : les *rings* font progressivement place à des commissions administratives surveillées par les électeurs et les fonctionnaires fédéraux sont choisis plus pour leur compétence que pour leur appartenance politique.

— Le mouvement réformiste qui se développe à la fin du XIXᵉ siècle est né dans l'Ouest (sous la forme du *populisme*) ; mais il est aussi le fait de la bourgeoisie aisée et évoluée des villes (professions libérales). Dirigé contre le monde des affaires et la dictature industrielle, soutenu par des présidents de la République énergiques (Cleveland, Theodore Roosevelt, Wilson), le réformisme a eu pour effet d'accroître le pouvoir du gouvernement fédéral (tendance au régime présidentiel) ; cela était nécessaire pour imposer aux différents États de l'Union des réformes comme le *Sherman Act* (loi antitrust, 1890), le contrôle des tarifs ferroviaires (qui favorisaient les industriels aux dépens des paysans), le contrôle de l'émission monétaire *(système fédéral de réserves),* la création de l'impôt sur le revenu, les lois sur le travail (lois Clayton, 1914).

Grands problèmes	Républicains	Démocrates
Rôle du gouvernement fédéral	Partisans du renforcement du pouvoir fédéral.	Refusent tout progrès du gouvernement fédéral (position qui s'atténuera par la suite et ira même jusqu'à se renverser de nos jours).
Tarifs douaniers	Droits élevés protégeant les entreprises des grands industriels de l'Est et augmentant les ressources fédérales (vote du tarif douanier dit tarif McKinley en 1890 et du tarif Dingley en 1897).	Les tarifs protectionnistes paralysent les exportations des produits agricoles de l'Ouest et du Sud. Les démocrates n'obtiendront qu'en 1913 l'abaissement des tarifs douaniers (promis cependant dès 1908 par les républicains).
Monnaie	Un seul étalon : l'or (monométallisme), ce qui convenait aux relations commerciales et financières avec l'Europe. Le *Gold Standard Act* (4 mars 1900) consacre le monométallisme or.	Partisans du bimétallisme (il y a des mines d'argent dans l'Ouest). Les démocrates obtiennent gain de cause en 1878 et en 1890; Bryan défend la frappe libre de l'argent en 1896; mais le monométallisme triomphe (4 mars 1900).
Politique extérieure	Politique active tendant à l'impérialisme (Theodore Roosevelt).	Politique de paix extérieure. Non-interventionnisme.
Présidents (de 1865 à 1921)	A. Johnson, Grant, Hayes, Garfield, Arthur, Harrison, McKinley, Theodore Roosevelt, Taft.	Cleveland, Wilson.

Les grandes oppositions entre les républicains et les démocrates.

Il faut noter que les positions s'atténueront de part et d'autre dans le courant du XXᵉ siècle et que républicains et démocrates s'accorderont en particulier en ce qui concerne l'attitude antitrust, génératrice de troubles graves, et la tendance à la centralisation fédérale (régime présidentiel).

De l'isolationnisme à l'impérialisme.

Jusqu'au début du XXᵉ siècle, les États-Unis prirent pour principe de ne pas se mêler des affaires européennes et de limiter leurs interventions extérieures au seul continent américain (doctrine de Monroe), achetant notamment l'Alaska à la Russie pour 7 200 000 dollars.

A partir du début du XXᵉ siècle, les États-Unis sortent de leur isolationnisme. Theodore Roosevelt (1901-1909) justifiera cette évolution par la nécessité pour l'Union de se faire respecter et de propager la civilisation dans son ère d'influence, au besoin par la force (politique du *big stick,* « gros bâton ») ; son successeur (Taft, 1909-1913) fondera l'impérialisme américain sur la *diplomatie du dollar,* considérant que la politique étrangère doit ouvrir des débouchés à l'économie américaine ; Wilson (1913-1921) interviendra au nom de la morale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Jusqu'à la Première Guerre mondiale l'impérialisme américain s'exerce dans deux directions : le Pacifique et la mer des Antilles ; le soulèvement cubain contre la domination espagnole fournira un alibi à ses ambitions.

Après une contre-guerre, l'Espagne vaincue (1898) doit céder aux États-Unis les Philippines, Guam (Pacifique), Puerto Rico (Antilles) ; elle doit, en outre, reconnaître l'indépendance de Cuba. Par la suite, des débarquements de troupes à Saint-Domingue, Haïti, au Honduras et au Nicaragua, l'ouverture du canal de Panama sous leur contrôle font des Américains les maîtres de la région des Caraïbes.

En Extrême-Orient, les États-Unis s'efforcent de sauvegarder l'intégrité de la Chine, menacée par les Européens, en leur opposant le principe de la « porte ouverte ». En outre, ils surveillent le Japon dont ils soupçonnent les ambitions.

Enfin les États-Unis se mêlent des affaires européennes (en particulier au cours de la crise marocaine de 1905-1906).

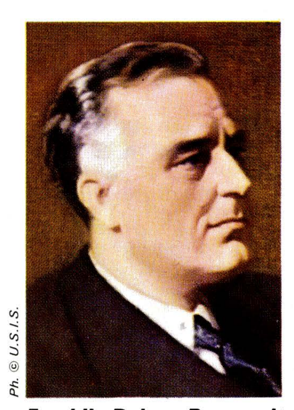
Les États-Unis depuis la Première Guerre mondiale.

Histoire intérieure.

● *Avant 1929.* Les États-Unis connaissent une période de prospérité inouïe : la production atteint des niveaux records, les réserves d'or représentent 60 % des réserves mondiales et *Wall Street* — la Bourse de New York — ravit à la Bourse de Londres le premier rang mondial. Cette prospérité eut de nombreuses conséquences politiques et sociales :

— Au réformisme de la période précédente se substitue une vague réactionnaire. Le nationalisme et l'isolationnisme américain s'expriment à nouveau, à la fois par la fermeture à l'immigration européenne (lois de 1921 et de 1924) et par le refus du Congrès de ratifier le traité de Versailles et d'adhérer à la Société des Nations. C'est l'époque de la renaissance du Ku-Klux-Klan, de l'affaire *Sacco-Vanzetti,* condamnés beaucoup plus parce qu'ils étaient étrangers (Italiens) et « radicaux » que pour les crimes dont on les accusait sans preuves formelles. On voit alors se répandre aux États-Unis la peur du communisme, le racisme, l'antisémitisme.

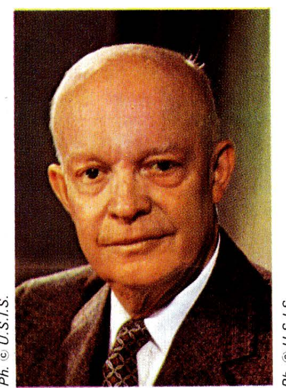
— L'évolution économique : l'exploitation de nouveaux puits de pétrole (Texas, Oklahoma, Californie), l'électrification intensive (70 % du secteur industriel en


Ph. © U.S.I.S.

Franklin Delano Roosevelt (1882-1945) Démocrate.



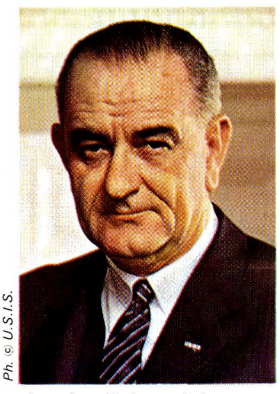
Harry S. Truman (1884-1972) Démocrate.


Ph. © U.S.I.S.

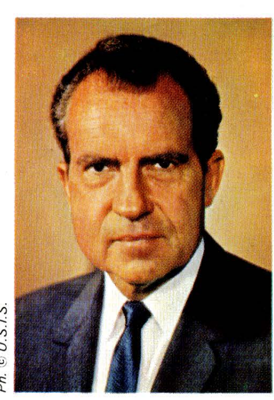
Dwight David Eisenhower (1890-1969) Républicain.


Ph. © U.S.I.S.

John Fitzgerald Kennedy (1917-1963) Démocrate.


Ph. © U.S.I.S.

Lyndon Baines Johnson (1908-1973) Démocrate.


Ph. © U.S.I.S.

Richard Milhous Nixon (né en 1913) Républicain.

1929), le taylorisme (Frederik Taylor, 1856-1915, promoteur de l'organisation sociale du travail) contribuent à développer l'économie de consommation, d'autant plus que la politique des salaires favorise le pouvoir d'achat des travailleurs. En 1928, une personne sur cinq possédait une automobile (contre 1 pour 43 en Grande-Bretagne et 1 pour 325 en Italie).

— La société américaine se détériore. Les *rings,* les groupements financiers reprennent le contrôle de la vie sociale; les individus s'endettent considérablement en raison des facilités de crédit. Enfin la criminalité progresse dans des proportions effrayantes, favorisée par la *prohibition* de la fabrication et de la vente des boissons alcoolisées sur le territoire de l'Union (29 janvier 1919). C'est l'époque tristement célèbre des *gangs* (l'« empire » d'Al Capone à Chicago : alcool, drogue, jeu, prostitution) contre lesquels la justice semble impuissante ; cependant le gangstérisme devait sinon disparaître, du moins s'apaiser, après l'abolition du « régime sec ».

● *La crise d'octobre 1929.* Un fantastique krach bancaire, en 1929, entraînant à sa suite des dizaines de milliers de faillites et réduisant au chômage près de 14 millions de personnes, a sonné le glas de la politique républicaine antiréformiste. En novembre 1932, le démocrate Franklin Delano Roosevelt est élu triomphalement à la Maison-Blanche où il succède au républicain H.C. Hoover. Pour mettre fin à la crise, aidé par une équipe de conseillers techniques (le *brain trust :* « trust des cerveaux ») il lance le *New Deal* (« la nouvelle donne »).

— Le premier New Deal correspond au programme dit des trois R (*relief, recovery, reform,* c'est-à-dire assistance, redressement, réformes); il fut lancé presque entièrement dans les trois premiers mois qui suivirent l'accession de Roosevelt à la présidence (les *Cent Jours*) : création d'une administration fédérale d'assistance (la FERA), du corps de conservation civile (CCC), aide aux banques *(Emergency Banking Act),* aide pour la réadaptation de l'agriculture (AAA), aide à l'industrie nationale (NIRA), participation du gouvernement fédéral à de grands travaux d'équipement (*Tennessee Valley Authority,* ou TVA). A ces mesures s'ajoute la dévaluation du dollar (janvier 1934, 39,6 % de sa valeur). Les résultats furent décevants (encore 11 millions de chômeurs en 1934, prix agricoles plus bas qu'en 1929).

De plus la Cour Suprême annula plusieurs des mesures du New Deal (NIRA) comme anticonstitutionnelles. Après sa triomphale réélection de 1936, F.D. Roosevelt applique un second New Deal qui, tout en renonçant à attaquer de front les trusts et les concentrations financières, améliore le climat social : création de la Sécurité Sociale, du Bureau national des relations industrielles (NIRB), vote de la loi Wagner (légalisation des syndicats). Le second New Deal n'a pas permis de surmonter véritablement la crise et les historiens actuels soulignent le caractère de *demimesure* des décisions de F.D. Roosevelt. Ils lui reprochent en particulier d'avoir ignoré toute une partie de la population : les Noirs, les habitants des taudis (les « petits Blancs »), qui ont peu à peu constitué un prolétariat non ouvrier dangereux pour l'équilibre de la société américaine.

● *La Seconde Guerre mondiale* a modifié les problèmes des États-Unis en mettant au premier plan ses responsabilités internationales (voir ci-après p. 112). Après la victoire, nombreux étaient ceux qui espéraient un retour à la normale, c'est-à-dire au non-interventionnisme du gouvernement fédéral dans le domaine économique et social. En fait, il n'en fut rien; sous la pression des nécessités extérieures, les États-Unis ont progressé dans le sens d'un engagement toujours plus important de l'État sur le plan intérieur.

Les présidents des États-Unis.

Dates	Présidents	Partis
1789-1797	George Washington (1732-1799)	F
1797-1801	John Adams (1735-1826)	F
1801-1809	Thomas Jefferson (1743-1826)	D-R
1809-1817	James Madison (1751-1836)	D-R
1817-1825	James Monroe (1758-1831)	D-R
1825-1829	John Quincy Adams (1767-1848)	C
1829-1837	Andrew Jackson (1767-1845)	D
1837-1841	Martin van Buren (1782-1862)	D
1841	William H. Harrison (1773-1841)	W
1841-1845	John Tyler (1790-1862)	W
1845-1849	James K. Polk (1795-1849)	D
1849-1850	Zachary Taylor (1784-1850)	W
1850-1853	Millard Fillmore (1800-1874)	W
1853-1857	Franklin Pierce (1804-1869)	D
1857-1861	James Buchanan (1791-1868)	D
1861-1865	Abraham Lincoln (1809-1865)	R
1865-1869	Andrew Johnson (1808-1875)	R
1869-1877	Ulysses Grant (1822-1885)	R
1877-1881	Rutherford B. Hayes (1822-1893)	R
1881	James A. Garfield (1831-1881)	R
1881-1885	Chester A. Arthur (1830-1886)	R
1885-1889	Grover Cleveland (1837-1908)	D
1889-1893	Benjamin Harrison (1833-1901)	R
1893-1897	Grover Cleveland (1837-1908)	D
1897-1901	William McKinley (1843-1901)	R
1901-1909	Theodore Roosevelt (1858-1919)	R
1909-1913	William H. Taft (1857-1930)	R
1913-1921	Thomas W. Wilson (1856-1924)	D
1921-1923	Warren G. Harding (1865-1923)	R
1923-1929	Calvin Coolidge (1872-1933)	R
1929-1933	Herbert C. Hoover (1874-1964)	R
1933-1945	Franklin D. Roosevelt (1882-1945)	D
1945-1953	Harry S. Truman (1884-1972)	D
1953-1961	Dwight D. Eisenhower (1890-1969)	R
1961-1963	John F. Kennedy (1917-1963)	D
1963-1969	Lyndon B. Johnson (1908-1973)	D
1969-1974	Richard M. Nixon (né en 1913)	R
1974-1977	Gerald Ford (né en 1913)	R
1977-1981	Jimmy Carter (né en 1924)	D
1981	Ronald Reagan (né en 1911)	R

F = Fédéraliste ; **D-R** = Démocrate-Républicain ; **C** = Coalition ; **W** = Whig ; **D** = Démocrate ; **R** = Républicain.

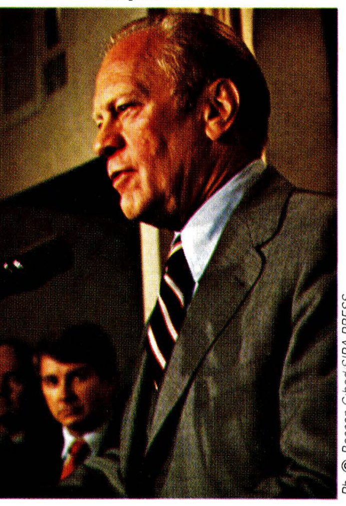
— Le *Fair Deal* (la « bonne donne ») est lancé dès 1945 par le président Truman succédant à F.D. Roosevelt à la mort de celui-ci (12 avril 1945) : généralisation de l'aide sociale, programme de grands travaux de type TVA, soutien des prix agricoles par des subventions aux fermiers, électrification des campagnes, garanties salariales, accession des Noirs aux droits civiques sont les thèmes essentiels de ce programme. Bien qu'elles aient été limitées par le Congrès de 1948-1949 (le *Taft-Hartley Bill*), ces mesures ont atténué les injustices du système américain. Elles ont d'ailleurs été plus ou moins reconduites par les républicains lorsqu'ils reprirent le pouvoir en 1952 (élection d'Eisenhower), et qu'ils durent faire face à la dépression économique de 1957 où l'on vit réapparaître faillites, chômage (5,4 millions de chômeurs en 1957) et troubles sociaux (grande grève de l'acier, 1959).

— A la fin du second mandat d'Eisenhower (1960), les démocrates triomphent de justesse (élection de J.F. Kennedy) ; leur succès est dû à la fois aux difficultés intérieures (récession économique, problèmes raciaux) et aux problèmes internationaux (crise de Suez, retard sur les Soviétiques pour la conquête de l'espace). De plus le 22e amendement (1951) interdisait à Eisenhower de briguer une troisième fois la présidence. Le programme démocrate a été défini par J.F. Kennedy dans son discours d'investiture le 13 juillet 1960 : le combat doit être mené à l'intérieur des États-Unis contre la pauvreté, l'ignorance et l'injustice qui doivent être repoussées au-delà de la *nouvelle frontière.* Les démocrates ont donc mis en œuvre une active politique fiscale (allégements fiscaux aux entreprises au titre de l'investissement, de l'amortissement et de la recherche : *Revenu Act* de 1962), économique (relance de la consommation par réduction de l'impôt personnel et augmentation des dépenses fédérales, surtout dans le domaine aérospatial) et monétaire (abaissement du taux de réserve des banques).

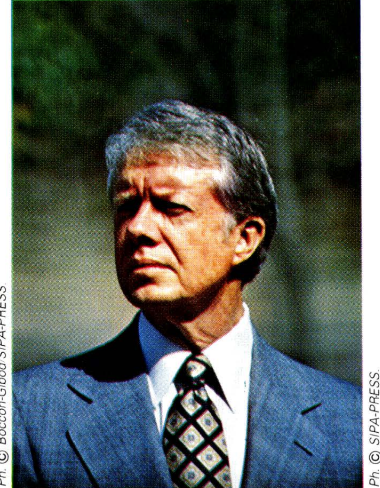
Les résultats de cette politique permettent un retour à l'expansion économique, et, tout compte fait, les adversaires de l'interventionnisme fédéral, les financiers et les industriels, y trouvent leur avantage.

Sur le plan social les catégories défavorisées (fermiers, salariés noirs) sont aidées par des lois nouvelles sur la reconstruction (*Housing Bill* de Johnson, 1965), sur la formation professionnelle (*Vocational Education Act,* 1963), et par la mise en œuvre d'un programme en faveur

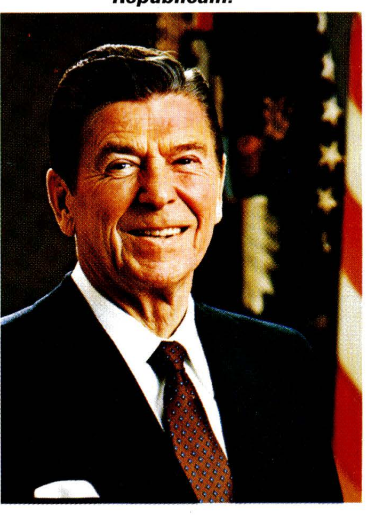
Gerald Ford (né en 1913) Républicain.


Ph. © SIPA-PRESS.

James Carter (dit Jimmy Carter) (né en 1924) Démocrate.


Ph. © Boccon-Gibod SIPA-PRESS

Ronald Reagan (né en 1911) Républicain.


Ph. © SIPA-PRESS.



Une campagne présidentielle aux États-Unis n'est pas seulement un événement politique : c'est un phénomène social sans pareil dont nul anthropologue n'a encore démêlé l'écheveau.

de la jeunesse, connues sous le nom de *lois contre la pauvreté* (*Economic Opportunity Act*, 11 août 1964) combattues par les républicains et les milieux d'affaires. En ce qui concerne le problème noir, voir p. 113.

— La lutte contre le communisme n'a jamais cessé. Un *Bureau de contrôle de la loyauté*, créé en 1947, fut chargé d'étudier le cas des Américains suspects de sympathie pour le communisme (six millions de personnes examinées entre 1947 et 1952). La « chasse aux sorcières », comme on a baptisé cette forme moderne de l'Inquisition, atteint son sommet entre 1950 et 1954, avec les campagnes du sénateur du Wisconsin (Joe MacCarthy, mort en 1957).

— Les événements les plus dramatiques de l'histoire intérieure des États-Unis ont été deux assassinats politiques : celui de J.F. Kennedy, le 22 novembre 1963 à Dallas (meurtrier présumé : Lee Oswald), et celui du pasteur noir Martin Luther King, le 4 avril 1968 à Memphis (meurtrier : le Blanc James Earl Ray, condamné à 99 ans de prison). Les enquêtes sur ces deux meurtres, en particulier celle de la commission Warren sur le meurtre de J.F. Kennedy, ont fourni des résultats contradictoires et confus et ne permettent pas de se faire une idée objective sur les buts et les origines de ces attentats.

Les États-Unis de 1968 à 1982.

Dates	Événements
5 nov. 1968	Élection de Richard M. Nixon comme président de la République.
Juillet 1969	Débarquement sur la Lune des deux astronautes d'*Apollo XI*, Armstrong et Aldrin.
Février 1970	Visite du Président Pompidou aux États-Unis ; reprise des bonnes relations avec la France.
Avril-Mai 1970	Intervention américaine au Cambodge.
17 juin 1971	Accords avec le Japon sur la restitution d'Okinawa, prévue pour 1972.
15 août 1971	Annonce de la cessation de la convertibilité du dollar ; instauration d'une taxe de 10 % sur les importations. Dans les mois qui vont suivre, on assiste à un effondrement du dollar (près de 30 %) ; le déficit de la balance commerciale dépassera les 8 milliards de dollars (niveau jamais atteint depuis la crise de 1929).
26 août 1971	Les États-unis votent pour l'admission de la Chine à l'ONU.
6 déc. 1971	Entretiens Nixon-Trudeau.
Déc. 1971-Janv. 1972	Entretiens du Président Nixon avec la France (G. Pompidou), la Grande-Bretagne (E. Heath), la RFA (W. Brandt) et le Japon (Sato).
21-28 avril 1972	Voyage de Nixon en Chine ; entretiens Nixon-Mao Tsé-toung.
23 mai 1972	Premiers entretiens Nixon-Brejnev ; accords sur des problèmes non politiques (écologie, lutte contre le cancer).
17 juin 1972	L'arrestation de cinq personnages, anciens agents du FBI ou de la CIA, pour espionnage du *Comité national démocrate*, dans l'immeuble du Watergate, à Washington, lance un grand scandale politique dans lequel est impliquée la plus grande partie de l'entourage du Président Nixon et Nixon lui-même.
7 nov. 1972	Nixon réélu président des États-Unis avec 60,7 % des voix, contre 37,6 % des suffrages à son adversaire démocrate. Néanmoins, tant au Sénat qu'à la Chambre des représentants, la majorité est démocrate.
23 janv. 1973	Henry Kissinger (pour les États-Unis) et Lê Duc Tho (pour le Nord Viêt-Nam) signent les *accords de Paris* mettant fin à la guerre du Viêt-Nam.
Fév.-mars 1973	Nouvelle baisse du dollar sur les places européennes et au Japon.
17 oct. 1973	Les pays arabes producteurs de pétrole décident de réduire leurs livraisons aux États-Unis, en raison de l'aide que ceux-ci apportent à Israël : cette décision ouvre officiellement la *crise de l'énergie* qui va accélérer l'inflation et la hausse des prix.
13 nov. 1973	Suppression du double marché de l'or.
15 nov. 1973	Les États-Unis réduisent leur aide à Israël (fin du « pont aérien »).
Mars 1974	Les pays arabes lèvent l'embargo sur les livraisons de pétrole aux États-Unis.
8 août 1974	Démission de Richard Nixon (à la suite de l'affaire du *Watergate*) ; Gerald Ford lui succède à la Maison Blanche.
20 août 1974	Nelson Rockefeller désigné comme vice-président des États-Unis.
5 nov. 1974	Élections générales, traduisant une nouvelle avance des démocrates à la Chambre (291 sièges, contre 144 aux républicains) et au Sénat (61 démocrates contre 39 républicains).
29 déc. 1974	Rencontre Ford-Brejnev à Vladivostok : accord sur la limitation des armements stratégiques.
31 déc. 1974	L'or en vente libre aux États-Unis.
Début 1975	La défaite indochinoise est accueillie avec indifférence par la majorité du pays. Par contre, les problèmes politiques reprennent toute leur acuité : commission d'enquête sur les agissements de la CIA et du FBI, condamnation des principaux inculpés dans l'affaire du *Watergate*.
Août 1976	H. Kissinger aborde les problèmes de l'Afrique du Sud (tournée en Tanzanie, en Zambie, en Afrique du Sud).
2 nov. 1976	Élection du démocrate Jimmy Carter à la présidence des États-Unis (40 828 587 suffrages contre 39 147 613 à Gerald Ford ; 40 % d'abstentions). Le cabinet du président Carter comprend notamment : Cyrus Vance au Département d'État, Harold Brown à la Défense. Le vice-président est Walter Mondale.
1977	La politique étrangère américaine est marquée par les points suivants : reconnaissance partielle des droits des Palestiniens, affirmation de la priorité des droits de l'homme (ce qui entraîne la rupture des États-Unis avec l'Éthiopie, l'Argentine et l'Uruguay par exemple), intérêts croissants en Afrique noire, rétablissement des relations avec Cuba. La politique économique concerne la crise de l'énergie et la relance de l'économie (le taux de chômage aux États-Unis oscille entre 7 et 8 % de la population active).
12 août 1977	Premier vol libre de la navette spatiale.
6 sept. 1978	Début des entretiens de Camp David entre Carter, Begin et Sadate.
10 sept. 1978	A la veille de la révolution iranienne, le président Carter garantit son soutien au Chah d'Iran.
17 sept. 1978	Signature des accords de Camp David (voir chronologie d'Israël).
29 janv.-3 fév. 1979	Visite officielle de Deng Xiaoping à Washington.
26 mars 1979	Signature du traité de paix israëlo-égyptien à Washington, en présence du président Carter.
17 juil. 1979	Démission générale des ministres et des conseillers du président Carter.
22 oct. 1979	Le Chah d'Iran est hospitalisé à New York.
4 nov. 1979	Des étudiants islamiques envahissent l'ambassade des États-Unis à Téhéran et retiennent le personnel de l'ambassade en otage : ils réclament l'extradition du Chah et la restitution à l'Iran de sa fortune. Cette affaire durera jusqu'en janvier 1981, époque à laquelle les otages ont été libérés (au début du mandat du président Reagan).
12 nov. 1979	Représailles anti-iraniennes : arrêt des importations de pétrole en provenance d'Iran et gel des avoirs iraniens aux États-Unis.
29 déc. 1979	Reprise des livraisons d'armes au Pakistan après le coup de force soviétique à Kaboul.
4 janv. 1980	Sanctions contre l'URSS : arrêt des exportations de blé et boycottage des Jeux Olympiques d'été (ce boycottage ne sera que partiel).
1er fév. 1980	Les États-Unis condamnent, à l'ONU, l'implantation de colons israëliens dans les territoires occupés par Israël.
7 avr. 1980	Rupture des relations diplomatiques avec Téhéran, dans le cadre de l'affaire des otages.
Juin 1980	A la fin des *primaires* présidentielles, deux candidats en présence : Jimmy Carter pour les démocrates et Ronald Reagan pour les républicains ; c'est ce dernier qui sera élu en novembre 1980.
1980-1982	Le mandat de Ronald Reagan s'annonce difficile ; le président est victime d'une tentative d'assassinat le 30 mars 1981 et il doit faire face à la crise intérieure (inflation) et aux graves problèmes internationaux (Salvador, Afghanistan, guerre anglo-argentine, Pologne, Moyen-Orient, discussions sur les accords de limitations d'armement avec l'URSS, etc.). La remontée spectaculaire du dollar en 1981-1982 (où il dépasse, en France, la cote de sept francs) n'est peut-être pas significative d'un réel redressement économique.

Les faits les plus remarquables de l'histoire des États-Unis entre 1968 et 1982, sont assurément la fin de la guerre indochinoise, la crise du dollar, l'intervention de la diplomatie américaine au Proche-Orient, le rapprochement avec la Chine et la politique de détente avec l'URSS : tous ces processus que l'on peut considérer comme positifs, se sont déroulés pendant les deux mandats présidentiels du républicain Richard Nixon, qui a succédé au démocrate Lyndon B. Johnson aux élections du 5 novembre 1968, et dont le Secrétaire d'État, Henry Kissinger, a été le principal collaborateur.

Paradoxalement, malgré ces réussites en politique extérieure, Nixon ne terminera pas son second mandat présidentiel et disparaîtra de la scène politique, balayé par un scandale intérieur savamment exploité par ses adversaires. Il a eu pour successeur le pâle Gérald Ford, vice-président, puis le démocrate Jimmy Carter, auquel a succédé, en janvier 1981, le républicain Ronald Reagan.

Histoire extérieure.

Elle est entièrement dominée par la position des États-Unis vis-à-vis du communisme international. Après avoir envisagé une politique de refoulement *(roll back)*, préconisée par John Foster Dulles, les États-Unis devant les échecs de cette politique, en Corée notamment, ont adopté la politique dite du *containment* (empêcher l'expansion du communisme international). C'est au nom de cet anticommunisme, et pour maintenir l'équilibre des forces mondiales, que le gouvernement fédéral impose au pays un effort militaire considérable. Voir le rôle des États-Unis dans les relations internationales et se reporter aux passages du présent ouvrage concernant les pays où les États-Unis sont intervenus directement depuis la Seconde Guerre mondiale (Corée, Viet-Nâm, Sud-est asiatique, Afrique, Moyen-Orient, Amérique centrale et Amérique du Sud). En fait, l'histoire de la politique extérieure des États-Unis se confond avec celle du monde entier, un monde plus ou moins partagé entre les deux « super-puissances » américaine et soviétique.

LE PROBLÈME NOIR.

Ses origines : l'esclavage.

● *Les premiers Noirs débarqués en Amérique* du Nord le furent, semble-t-il, en 1619, à Jamestown (Virginie). Par la suite, plusieurs dizaines de milliers de Noirs furent « importés » d'Afrique, des Antilles et du Brésil ; ils constituaient la main-d'œuvre indispensable aux plantations du Sud. Ces Noirs eurent, dès le début du XVIIIe siècle, un statut d'*esclaves :* ils appartenaient au planteur qui les avait « achetés » et leur condition était héréditaire. La *traite* des Noirs et le commerce des produits coloniaux ont contribué, pour une bonne part, à l'enrichissement des États du Nord-Est américain.

● *Au moment de l'indépendance,* il y a aux États-Unis environ 550 000 Noirs, dont 90 % au Sud. La constitution des États-Unis, dans sa forme de 1787, n'aborde pas la question de l'esclavage et laisse chaque État maître de ses décisions en la matière. Quant au Congrès, il se limite à abolir en 1808 l'introduction des esclaves : le « commerce » intérieur reste libre. Mais l'esclavage lui-même devait s'étendre avec les progrès de la culture du coton (4 millions d'esclaves en 1860, dont la moitié dans les États producteurs de coton).

Dans les États du Nord, l'esclavage a disparu très tôt et les Noirs y ont un statut d'hommes libres, avant même le compromis du Missouri (voir ci-dessous). Mais ils sont, la plupart du temps, l'objet d'une véritable *ségrégation.*

● *Entre 1830 et 1860,* le mouvement pour l'abolition de l'esclavage se développe non seulement dans les milieux blancs (Garrison, W. Phillips, le R.P. Bushnell), mais dans les milieux noirs eux-mêmes (Frederick Douglass). L'opposition entre le Nord et le Sud aboutit à la guerre de Sécession et aux conséquences que l'on sait (voir ci-dessous).

La pseudo-liberté : la ségrégation.

Libres, les Noirs n'étaient guère préparés cependant à l'autonomie sociale, économique et politique après des générations d'esclavage. Ceux qui rachetèrent des terres aux planteurs s'endettèrent et s'aliénèrent à nouveau, eux et leur famille. Beaucoup devinrent les métayers *(sharecroppers)* des anciens colons. Soumis à des mesures vexatoires, victimes du Ku-Klux-Klan qui organisa contre les Noirs et les *carpet-baggers* attentats, exécutions sommaires (lynchages) et tortures, les Noirs, que les Sudistes appelaient péjorativement les *Jim Crow,* retombèrent progressivement sous la domination des Blancs.

● *Après 1877,* lorsque les anciens planteurs reprirent le pouvoir, les mesures de discrimination raciale augmentèrent encore, jusqu'à obtenir une ségrégation légale.

— Le droit de vote leur fut pratiquement ôté par des lois qui, sans violer le 14e amendement sur les droits civils accordés aux affranchis, le contournaient : obligation de savoir lire et écrire pour voter, de pouvoir interpréter correctement un article de la constitution. La clause la plus célèbre fut *la clause du grand-père* (Louisiane, 1890) : seuls pouvaient voter ceux dont le grand-père votait en 1867. Par ces moyens le suffrage des Noirs fut éliminé (le nombre des électeurs noirs tomba de 150 000 à 5 000 en Louisiane, de 180 000 à 3 000 en Alabama).

— Les lois dites « Jim Crow » — dont certaines sont encore en vigueur — ont établi la ségrégation : interdiction des mariages mixtes, interdiction de fréquenter les mêmes lieux publics (hôtels, théâtres, restaurants, églises) que les Blancs, d'utiliser les mêmes moyens de transport, de vivre dans les mêmes quartiers urbains. Ces dispositions, qui remontent à la fin du XIXe siècle et ont été reconnues par la Cour Suprême, l'instance juridique la plus élevée des États-Unis, s'accompagnèrent d'un déferlement de violence (plus de 2 500 lynchages de 1884 à 1900 ; émeutes raciales d'Atlanta, de Brownsville, de Springfield).

— Pendant la Première Guerre mondiale eut lieu une vaste migration noire du sud vers le nord et l'ouest des États-Unis, surtout après la ruine des plantations cotonnières ravagées par le charançon en 1910-1915 (environ 500 000 Noirs ont émigré entre 1910 et 1920). Cet exode a provoqué la constitution de *ghettos* noirs dans les grandes villes. A New York par exemple, 800 000 Noirs sont concentrés dans Harlem et une partie du Bronx ; les 400 000 Noirs de Chicago sont parqués dans le quartier de South-Side.

● *La réaction noire* a connu à cette époque trois aspects principaux (voir aussi p. 65).

— Booker T. Washington (1858-1915) préconisait une doctrine *passive :* développer les aptitudes professionnelles des Noirs qui, en acceptant la domination des Blancs, devaient envisager une promotion sociale à très long terme.

— L'antiségrégationisme a surtout été développé par W.E.B. Du Bois (1868-1963) qui fut le premier grand leader noir (mouvement de *Niagara Falls,* Canada, en 1905). Il réclamait l'égalité politique et sociale des Noirs et des Blancs. De là, sortit l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur (NAACP) en 1909.

— Après la Première Guerre mondiale le racisme se développe à nouveau aux États-Unis et le Ku-Klux-Klan reprend ses activités dirigées non seulement contre les Noirs, mais encore contre les Juifs et même les catholiques (79 lynchages en 1919). Dans cette ambiance de violence se dessine une troisième solution préconisée par Marcus Garvey (1885-1940) : le *séparatisme.*

Depuis la Seconde Guerre mondiale.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale la position des Noirs aux États-Unis a évolué sur le plan politique et social. Le Congrès confirme en 1957 le 15e amendement reconnaissant le droit de vote à tous les citoyens américains ; une Commission des droits civils *(Commission of Civil Rights)* a été créée pour faire respecter l'égalité civique. D'autre part, à partir de 1948, le gouvernement fédéral a pris des mesures contre la ségrégation, dans l'armée (1948), dans les écoles publiques (17 mai 1954), dans les moyens de transport (1956). Cependant ces décisions ne sont guère appliquées, surtout dans les États du Sud (Virginie, Caroline du Sud, Géorgie, Alabama, Mississippi). Leur application se heurte chez les Blancs à une mauvaise volonté notoire. Il existe, en effet, même chez les plus libéraux de ceux-ci, une réaction d'autodéfense qui trouve une pseudojustification dans la déchéance du prolétariat noir, alcool, drogue, instabilité (50 % des enfants noirs sont illégitimes). En réalité ce sont les résultats de la misère, de l'ignorance et de la ségrégation elle-même.

— Les Noirs représentent près de 11 % de la population totale des États-Unis, soit environ 22 millions d'individus. La majeure partie de cette population constitue un clan socialement inférieur d'ouvriers agricoles, d'ouvriers non qualifiés, de manœuvres, de chômeurs ; une minorité de Noirs appartiennent aux classes moyennes et supérieures, mais ils représentent moins de 5 % de la population noire globale des États-Unis.

— Il faut souligner d'autre part les divisions qui règnent parmi les Noirs en ce qui concerne leur action politique. Les uns sont *intégrationnistes* et réclament l'abolition réelle de la ségrégation et la participation effective des Noirs à la vie américaine ; les autres sont *séparatistes* et aspirent à la création d'un État noir (dans le cadre ou hors du cadre de la Fédération). La division existe aussi en ce qui concerne les moyens d'action pour parvenir au but fixé : légalisme, non-violence et propagande de masse (à la manière des campagnes de désobéissance civile de Gandhi aux Indes), action violente et révolutionnaire.

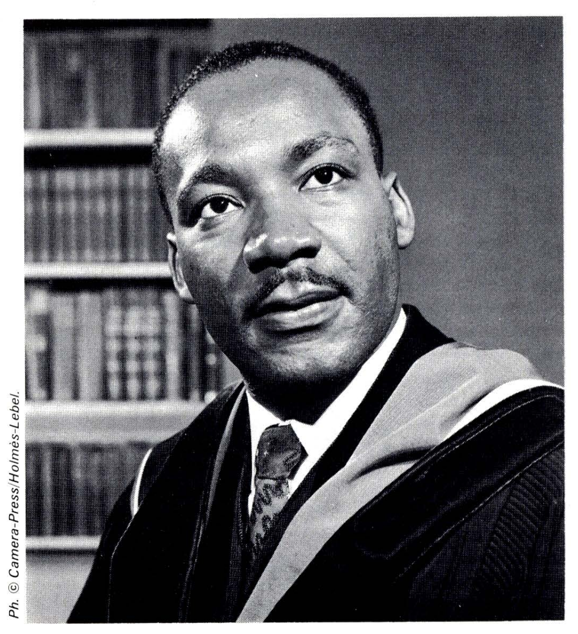
— Les principales organisations pour la libération des Noirs sont : la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP, 1909 ; on lui doit l'arrêt de 1954 contre la ségrégation scolaire), la *Ligue urbaine* (1911), le *Congress of Racial Equality* (CORE, 1942 ; organisateur des *sit-in,* manifestations consistant pour les Noirs à s' « installer » dans les lieux publics réservés aux Blancs), la *Southern Christian Leadership Conference* (1956 ; Martin Luther King), le *« Snick »* (Stoke Carmichaël), les *Black Muslims* (ou « Musulmans noirs » ; mouvement religieux séparatiste, réclamant la création d'un État noir américain ; Eligiah Mohammed, Malcolm X), le *Revolutionnary Action Movement* (Robert Williams ; mouvement séparatiste, violent) ; le mouvement des *Black Panthers,* de tendance marxiste. Le *Black Power* (« Pouvoir noir ») est moins un mouvement qu'un slogan adopté par de nombreuses organisations : si 11 % de la population américaine est noire, il devrait y avoir 11 % de Noirs au Congrès, dans les postes administratifs supérieurs, etc.

L'année 1969 fut particulièrement violente en explosions raciales et la position des Noirs se radicalise d'année en année. De 1970 à 1982, tout en restant préoccupant, le problème noir est passé au second plan, derrière le problème économique.



Ph. © Curtis-Holmès-Lebel.

Ku-Klux-Klan : une légende voudrait que ce soit une onomatopée macabre (les trois bruits d'une carabine qu'on arme, qu'on charge et avec laquelle on tue). Les trois lettres KKK recouvrent un mouvement raciste (anti-noir), conservateur jusqu'à la bêtise et qui cherche à se prouver à lui-même sa grandeur en ayant recours à une mise en scène à base de cagoules, de réunions nocturnes et de grands serments. On pourrait presque en rire s'il n'était un réel danger politique, une sorte de cancer social que l'Amérique n'a pas su résorber. A la violence meurtrière du KKK, certains ont voulu répondre par la raison et la froide modération, comme le pasteur Martin Luther King (né à Atlanta en 1929), assassiné par un homme de main, en 1968, parce qu'il luttait pour l'intégration des Noirs dans la société blanche.



Ph. © Camera-Press/Holmès-Lebel.

histoire de l'Amérique du Sud

GÉNÉRALITÉS

DE LA CONQUÊTE AUX GUERRES D'INDÉPENDANCE.

Comment Christophe Colomb a découvert l'Amérique.

Christophe Colomb est sans doute un Génois, né entre 1450 et 1451 (on l'a fait naître aussi à Savone, en pays catalan et même en Corse !). A travers toutes les légendes qui ont couru sur ce personnage très mal connu, retenons ce qui semble le plus assuré. Avec son frère Barthélemy il a lu l'ouvrage d'un théologien français, Pierre d'Ailly (1350-1420) : *Imago Mundi (L'Image du Monde),* dans lequel l'auteur pose le problème de la rotondité de la Terre. Or, à cette époque, il est très important pour les nations européennes de s'assurer de bonnes voies commerciales vers les Indes, avec lesquelles se fait le *commerce des épices :* le poivre, le gingembre, le girofle, etc., valent leur pesant d'or sur le marché européen. A la fin du xve siècle il n'y a qu'une route vers les Indes, celle de la Méditerannée orientale jusqu'à Suez, continuée par la traversée terrestre de l'isthme de Suez, la navigation en mer Rouge et en océan Indien. Cette route est longue, dangereuse à cause de la présence des Turcs, mal commode parce que la traversée de Suez limite les chargements. Les navigateurs européens cherchent donc une voie entièrement maritime ; pour cela ils ont deux itinéraires possibles à envisager :

— partir vers le sud en longeant l'Afrique (avec l'espoir de la contourner pour se retrouver dans l'océan Indien) : c'est ce que font les navigateurs portugais ;

— partir vers l'ouest, par l'océan Atlantique, en supposant que la Terre est « ronde » et qu'il n'y a pas de terres entre l'Espagne et l'Asie : c'est ce que décide de faire Christophe Colomb, qui faisait reposer ses hypothèses sur une mauvaise interprétation des distances géographiques d'après la lecture d'un géographe latin, Marin de Tyr (Ier siècle).

Après avoir surmonté de nombreux obstacles, Christophe Colomb obtient de la reine Isabelle la Catholique l'autorisation d'armer trois caravelles : la *Santa-Maria,* la *Pinta* et la *Niña,* pour découvrir la route occidentale des Indes. Parti de Palos le 3 août 1492, il arrive le 12 octobre aux îles Bahamas, le 28 à Cuba puis à Saint-Domingue (île qu'il baptise *Hispaniola*). Le 15 mars 1493, il rentre en triomphateur en Europe ; Christophe Colomb fera trois autres voyages dans ce « nouveau Monde » : en 1498 en particulier il explore la côte de l'Orénoque que d'autres navigateurs espagnols (Juan de la Cosa, le Florentin Amerigo Vespucci, l'amiral Hojeda) baptisent en 1499 la « petite Venise » (Venezuela). En 1503 son frère Barthélemy dresse une carte des terres découvertes qu'il nomme pour la première fois Nouveau Monde. Au cours de son troisième voyage (1498-1500), Christophe est mis aux fers par le représentant du gouvernement espagnol, Francisco de Bodadilla, en raison de son attitude trop pacifique (et pas assez évangélisatrice) à l'égard des autochtones. Quand il mourut en 1506, Christophe Colomb était persuadé qu'il avait découvert la route des Indes et il ignorait la portée prodigieuse de sa découverte. Sa dernière infortune fut posthume : en 1507 un géographe de Saint-Dié, Martin Waldseemüller, attribue par erreur ses découvertes à Amerigo Vespucci et le nom *America* apparaît dans le sous-titre de la *Cosmographie* de Waldseemüller (réédition de 1522).



Christophe Colomb a « découvert » l'Amérique en 1492, mais il n'en a rien su : quand il mourut, il était persuadé d'avoir découvert la route des Indes. Le temps d'une génération — de 1492 à 1530 environ — Portugais et Espagnols se taillèrent un empire territorial prodigieux qu'ils ne surent pas exploiter : on a figuré sur cette carte les principales étapes de la conquête de l'Amérique latine.

Les conquistadores.

De l'Amérique indienne à l'Amérique espagnole.

Le continent américain a été profondément marqué par la colonisation espagnole et portugaise.

● *La première conséquence de la colonisation* a été la destruction des civilisations extrêmement brillantes de l'Amérique précolombienne. A la différence de ce qui a parfois eu lieu ailleurs, lorsque les conquérants vivant au sein de peuples asservis ont assimilé les coutumes des vaincus, les civilisations précolombiennes n'eurent à peu près aucune influence sur le développement de la civilisation sud-américaine à ses débuts. La cassure provoquée fut très nette en raison de l'aspect religieux que prit la conquête coloniale et surtout de l'influence du facteur temps. La civilisation née de la conquête eut trois siècles pour se développer ; durant cette longue phase des mélanges de races, des afflux de populations d'origine espagnole ou portugaise se réalisèrent et le continent sut trouver les moyens de son unité, dont le facteur le plus frappant est la langue (l'espagnol est parlé dans toute l'Amérique du Sud, sauf au Brésil où l'on parle le portugais).

● *Il faut aussi souligner* l'organisation administrative remarquable imposée aux habitants du continent. On ne doit pas oublier que le Brésil, lorsque fut réalisée l'union dynastique de l'Espagne et du Portugal (1580-1640), mit en place une administration qui dans ses structures et son fonctionnement se rapprochait beaucoup de l'administration « métropolitaine ».

Missionnaires ou aventuriers ?

Mis à part quelques débarquements suivis d'installations précaires ou sommaires de Portugais sur les côtes du Brésil au début du xvie siècle, c'est aux Antilles que s'organisent les premières implantations ibériques. Les îles conquises allaient constituer des bases de départ pour des expéditions vers le continent inconnu. Quelques aventuriers débarquent sur les côtes ; d'autres hommes, à la tête de petites troupes, s'enfoncent à l'intérieur des terres : tel est, presque toujours, le début de l'épopée des *conquistadores.* Ces hommes, dont le métier est celui des armes, sont attirés par l'aventure. Fréquemment en butte à l'hostilité diffuse et parfois tatillonne de l'administration en place dans les îles, ils ne réalisent leurs projets que par une persévérance et une audace dont les motivations sont

bien plus la cupidité que le désir d'enrichir de terres nouvelles la patrie ou la chrétienté. Ils ont été fascinés par la perspective d'un butin dont il était sans doute facile de s'emparer. Sans parler de Hernán Cortés, dont l'œuvre a été étudiée p. 100, que dire d'un personnage comme Francisco Pizarro, militaire illettré que les guerres d'Italie n'ont pas satisfait et qui s'associe, à l'âge de cinquante ans, avec un autre aventurier, Almagro, et un prêtre nommé Luque pour conquérir le « Pérou » (le fleuve *Biru* devait, selon une tradition, conduire à une terre inconnue où s'entassaient les trésors les plus fabuleux). Après avoir conquis par la ruse et par la violence le royaume étonnant des Inca, Pizarro fait égorger froidement le roi inca Atahualpa qui était son prisonnier (1533) et se saisit du trésor fabuleux. Puis l'aventurier et ses compagnons, divisés par la haine et la cupidité, s'entretuent entre 1538 et 1542. Il ne faut pas se faire d'illusion : bien que leur personnalité ait fait rêver plus d'un amateur d'aventures, les conquistadores étaient des bandits de grand chemin, sans foi ni loi ; ils ont volé, détruit, massacré : ils n'ont rien construit.

Organisation de l'empire ibéro-américain.

A partir de 1550, on peut considérer que l'ère de la conquête est close. Non que toutes les terres aient été reconnues sinon conquises, mais, dès cette date, il est possible de cerner les principales caractéristiques de l'organisation politique et économique qui se met en place et qui subsistera jusqu'à l'indépendance des différents États de l'Amérique du Sud.

Organisation politique.

Les Espagnols et les Portugais ont mis en place une administration locale, dépendant de l'administration centrale européenne ; mais il ne faut pas oublier que le voyage aller et retour d'Amérique latine vers l'Espagne ne durait pas moins d'un an à l'époque ; la longueur des circuits de transmission entre la métropole et ses colonies a donc donné en réalité plus de pouvoirs aux administrations locales qu'elles n'en avaient théoriquement.

● *L'administration centrale.* Elle est formée de deux institutions placées sous l'autorité des rois d'Espagne :

— la *Casa de Contratación* (créée en 1503) est une organisation à compétences multiples (administration du courrier, contrôle de la rentrée des impôts, surveillance des relations commerciales entre l'Amérique et la péninsule, compétence judiciaire dans le domaine du droit commercial) ;

— le *Conseil des Indes* (créé en 1511) : préparation et promulgation des lois et des ordonnances relatives aux colonies.

● *L'administration locale.* Les « Indes » comprennent des *vice-royaumes* gouvernés chacun par un vice-roi. Au XVIe siècle sont créées la vice-royauté de la Nouvelle-Espagne (en 1535, siège : Mexico) et celle de la Nouvelle-Castille (en 1543, capitale Lima, compétences sur l'ensemble des colonies d'Amérique du Sud). Au XVIIIe siècle de nouvelles vice-royautés étaient créées, dont celle des pays de la Plata. Les vice-royaumes sont divisés en *capitaineries générales.* Dans toutes ces divisions administratives, le pouvoir est exercé par des hommes (nommés par le roi d'Espagne après qu'ils ont acheté leur charge, et parfois fort cher !) assistés d'un organisme nommé l'*audiencia,* aux compétences administratives et judiciaires.

● *Les villes* (fondées généralement à l'époque précolombienne) ont en général leur propre administration et possèdent une certaine autonomie (comme c'était le cas au Moyen Âge en Europe par rapport aux seigneurs). L'évolution allait voir s'atténuer les franchises municipales, parallèlement à une évolution analogue dans la métropole.

Organisation économique.

● *Agriculture et élevage.* D'immenses domaines ont été octroyés aux conquistadores et à leurs compagnons qui deviennent les personnalités dominantes des pays colonisés ; ce type de grand propriétaire colonial s'appelle *fazendeiro* au Brésil, *encomiendero* en territoire espagnol ; il n'exploite jamais son domaine lui-même, car il a à son service des *majordomes* (ce sont souvent des métis) dont l'autorité sur les travailleurs indiens et les esclaves noirs attachés au domaine est sans limite.

Dans la pampa sont élevés de grands troupeaux de bovidés qui appartiennent aux *estancieros ;* les gardiens de troupeaux sont les *gauchos.*

● *Richesses minières.* Christophe Colomb était parti vers l'ouest avec l'espoir de ramener des épices ; cinquante ans plus tard, ce qui attire les Espagnols au Nouveau Monde c'est la recherche minière. En un sens on peut dire que l'existence des richesses minières en Amérique du Sud a certainement sauvé du massacre des centaines de milliers d'Indiens. L'aventurier espagnol ou l'émigrant de petite noblesse méprise le travail manuel et impose aux colonisés un travail forcé au fond des mines, la *tanda* ou *mita,* système de corvées qui s'étend d'ailleurs aux domaines agricole (sucrerie) et industriel (tissage du drap). Le fait le plus important en matière de richesses minières a été la découverte en 1545 dans le Haut-Pérou des mines d'argent du Potosi : de 1545 à 1560, la production moyenne annuelle de l'Amérique du Sud atteint, selon certaines estimations, 166 200 kilogrammes d'argent, contre 31 000 avant la découverte du Potosi ! C'est à partir de cette époque que le *métal jaune* perd sa prépondérance monétaire en Europe au profit du *métal blanc.*

Il n'est pas inutile de souligner aussi que la relation entre l'Espagne et ses colonies était régie par ce qu'on a appelé le *Pacte colonial :* les colonies n'avaient pas le droit de commercer entre elles, les seuls échanges autorisés concernaient chacun des vice-royaumes d'Amérique et la métropole. Il faut attendre 1778 (règne du roi Charles III) pour que le monopole andalou soit aboli et que soit autorisé le commerce intracontinental de colonie à colonie (mais le commerce entre les colonies et le monde extérieur, autre que l'Espagne, reste interdit jusqu'à l'acte du 18 novembre 1797 qui débarrasse le commerce américain de cette dernière entrave).

Vers l'indépendance.

Le passage de l'état de colonie à l'état de pays indépendant s'est fait extrêmement rapidement dans le premier quart du XIXe siècle. L'exemple donné par les « Treize colonies » anglaises d'Amérique du Nord en 1776 (voir p. 105) a sans doute contribué à saper la domination espagnole en Amérique du Sud. Cet exemple a provoqué l'explosion d'une charge de dynamite sociale qui couvait depuis longtemps. Les représentants les plus actifs de la vie économique sud-américaine, les créoles, supportaient de plus en plus mal la pesante tutelle de l'administration espagnole ; nous verrons dans les différents chapitres qui suivent comment les guerres d'indépendance ont eu pour théâtre toute l'Amérique du Sud et comment, à partir de 1817, grâce à l'aide de l'Angleterre, grâce à l'énergie de grands chefs militaires qui ont étudié l'art de la guerre en Espagne (Simon Bolivar, San Martin) l'Amérique du Sud se trouvera soudain libérée de la domination ibérique en 1826.

Traits communs aux États latino-américains après l'indépendance.

Les structures.

● *La structure agraire archaïque* (grands domaines, ou *latifundios*) fonde une société quasi féodale ; les grands propriétaires, hostiles à l'urbanisation qui viendrait réduire leur puissance économique et politique, maintiennent efficacement leur domination en s'opposant à toute tentative de réforme agraire.

● *Les chefs politiques locaux* (*caciques* en Amérique espagnole, *coroneles* au Brésil) dominent la vie politique ; le suffrage démocratique (universel) qui est paradoxalement la règle dans les États sud-américains, est neutralisé par l'influence des caciques et des notables ruraux qui sont les véritables arbitres des consultations électorales. Un des aspects importants du système est la place accordée aux chefs militaires locaux, les *caudillos,* chefs de bandes souvent démagogues, d'origine sociale variée, et dont l'action a contribué à la *centralisation* des nations sud-américaines.

● *Le fait urbain a été tardif :* après la Seconde Guerre mondiale, les villes connaissent une croissance démographique démesurée (34 % de la population totale est citadine en 1940 ; 50,3 % en 1965, contre une moyenne mondiale de 33 %). L'industrialisation n'a pas suivi l'urbanisation, d'où le caractère « malsain » de l'exode rural (les « ceintures de misère »). La démographie générale de l'Amérique du Sud est d'ailleurs « galopante » : 15 millions d'habitants vers 1800, près de 300 millions à l'heure actuelle, et sans doute, à la fin du siècle, 650 millions !

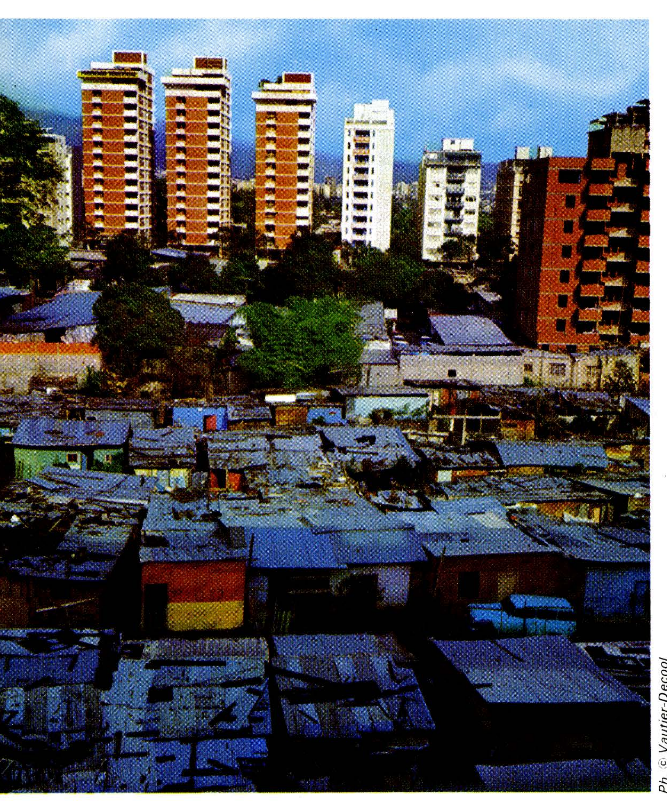
Les forces politiques.

Les partis politiques peuvent se classer en cinq catégories :

● *Les partis populistes.* Ils mettent en avant la personnalité d'un chef propre à satisfaire le besoin de protection des populations urbaines déracinées. D'inspiration souvent dictatoriale, ces mouvements sont enclins à la démagogie et au nationalisme. Le précurseur en a certainement été Irigoyen (au pouvoir en république Argentine en 1916). Les régimes de Vargas au Brésil, de Perón en Argentine, de Paz Estanssoro en Bolivie appartiennent à cette veine populiste. Il faut noter que ces régimes accordent aux populations urbaines des avantages sociaux qui dépassent souvent les possibilités économiques du pays ; ils ont donc des résultats de surface parfois spectaculaires mais ils ne modifient pas

L'Amérique du Sud est sans doute la région du monde où l'injustice sociale a conservé un caractère médiéval ; on pourrait en dire autant de certains aspects de son économie : cette photographie a été prise en Bolivie, en 1968.





Ph. © Vautier-Decool

Caracas : au premier plan les « bidonvilles » qui entourent si souvent les cités sud-américaines; la bonne conscience est mieux logée, elle a droit aux gratte-ciel de l'arrière-plan.

profondément les structures nationales. Ils se désintéressent par ailleurs de la situation dramatique des masses paysannes.

● *Les partis progressistes.* Ce sont des partis dont les doctrines sociales et politiques sont souvent très avancées et même extrémistes ; mais elles n'ont guère reçu d'application dans les faits (à ce genre de parti s'apparente par exemple l'*Action démocratique* de Rómulo Betancourt au Venezuela).

● *La démocratie chrétienne.* Le succès d'Eduardo Frei à la présidence du Chili a mis en vedette son mouvement réformiste. Ce courant chrétien rejoint un renouveau de l'Église catholique en Amérique du Sud. Cette dernière, toute-puissante pendant la période coloniale, a souvent été l'instrument du gouvernement et du conservatisme social ; une évolution sensible apparaît chez un grand nombre de prêtres, et c'est là un des aspects les plus récents de l'évolution religieuse en Amérique latine.

● *Les partis socialistes.* Ce terme recouvre des doctrines extrêmement différentes : le parti socialiste est un parti conservateur au Brésil, alors que c'est un parti d'extrême gauche au Chili.

● *Les partis communistes.* Voir ci-dessous.

Le communisme en Amérique latine.

Il est impossible de parler de parti communiste en Amérique du Sud au sens où on en parle en Europe ; il est préférable d'employer l'expression : mouvements communistes ; un seul exemple illustrera la diversité du communisme latino-américain : il existe neuf mouvements communistes au Pérou.

Selon les pays, le (ou les) parti communiste est autorisé (Chili, Colombie), interdit (Argentine, Brésil), interdit mais toléré (Pérou). Dans tous les cas l'importance numérique de ces partis est faible et leur influence n'atteint pas directement les masses rurales ni les masses populaires. Leur attraction est plus forte sur les classes moyennes et les intellectuels. La stratégie politique est presque toujours celle du noyautage, qui consiste à introduire des éléments particulièrement actifs au sein des organisations clés (en particulier dans les partis populistes, les syndicats et les associations d'étudiants).

● *Les partis communistes* latino-américains ont été partagés entre deux schémas révolutionnaires, notamment à partir des années 1960.

— Le schéma *soviétique* est un schéma *légaliste* : la prise du pouvoir doit se faire par le moyen démocratique ou, à la rigueur, par une action armée reposant sur une large assise sociale (par exemple les paysans et la classe moyenne soutenus par une partie de l'armée).

— Le schéma *chinois* préconise une prise du pouvoir à partir des campagnes après la création de « zones libérées » ayant force d'entraînement.

Ces deux conceptions opposées de l'action révolutionnaire ont provoqué des dissensions à l'intérieur de nombreux partis (en particulier au Chili, au Venezuela, au Pérou, en Colombie et au Brésil) : l'influence chinoise l'emportait chez les esprits avides d'action, mais les « réalistes » comprenaient fort bien que l'aide matérielle soviétique était indispensable. Un certain rapprochement des deux courants s'est amorcé à la conférence des partis communistes de La Havane en 1966.

● Les *guérilleros.* Ce sont des révolutionnaires qui se situent en dehors du courant soviétique et du courant maoïste. Ils se recommandent de l'exemple *cubain* (voir p. 102) et des théories de « Che » Guevara exposées dans *La Guerre de guérilla* (1960). Selon cette doctrine, la guerre révolutionnaire peut être menée non seulement en dehors du légalisme, conformément au schéma maoïste, mais encore indépendamment de toute assise sociale. Autrement dit, même si les conditions d'une révolution n'existent pas encore, il faut les créer volontairement, et cette création doit être le fait d'un petit nombre de guérilleros ; comme l'écrit un « guévariste » français, Régis Debray :

> *L'avant-garde indispensable à un mouvement révolutionnaire n'est pas nécessairement le parti marxiste-léniniste (La Révolution dans la Révolution,* Paris, 1967).

Cette conception volontariste et subjectiviste de l'action révolutionnaire se heurte à la position chinoise qui critique l'accent mis sur une minorité et non sur la masse. Elle se heurte aussi aux partis communistes d'obédience soviétique qui réclament le droit de déterminer eux-mêmes le modèle propre à leur pays, sans être obligés de souscrire au schéma cubain ou guévariste.

En résumé l'opposition entre les partis communistes sud-américains est une opposition entre les tenants des mouvements insurrectionnels et les partisans d'un *front national.* Il semble que les grands partis communistes (Venezuela, Brésil, Argentine, Équateur) s'orientent davantage vers la dernière solution, tandis que les autres partis proclament « le droit et le devoir des peuples d'Amérique latine de faire la révolution » (décision de la première conférence de l'OLAS : Organisation Latino-Américaine de Solidarité. Il est symptomatique que l'Union soviétique n'ait envoyé à cette conférence aucun message).

Les *guérilleros* sud-américains, comme on le verra, n'ont encore véritablement réussi leur révolution qu'à Cuba. La mort du « Che » en Bolivie (1967) est suivie d'un essoufflement des guérillas en Amérique latine (extinction progressive au Venezuela, en Colombie ; fin des expériences péruvienne et bolivienne). On voit même une évolution d'un type nouveau se dessiner : certains mouvements progressistes, noyautés par des *guérilleros,* ont lancé une entreprise d'occupation des terres avec formation d'un syndicalisme agricole indien (ce qui s'est passé dans la région de Cuzco, au Pérou, sous l'action du révolutionnaire Hugo Blanco). Dans l'état actuel des choses ces mouvements qui espéraient profiter de l'éveil de la conscience indienne aux problèmes de la terre pour élargir leurs bases d'action (et se rapprocher ainsi, dans un certain sens, de la stratégie maoïste), n'ont guère eu de succès ; ils surestiment la conscience politique des intéressés qui se révèlent inaccessibles à une idéologie qu'ils ne comprennent pas.

Le panaméricanisme.

Depuis l'accession à l'indépendance, le continent américain recherche son unité. L'idéologie qu'on a nommée le *panaméricanisme,* c'est-à-dire une doctrine affirmant l'unité et la solidarité des différents États américains, ne voit le jour, officiellement, qu'en 1926 au *Congrès de Panama.*

● *L'obstacle nord-américain.* Si, vers la fin du XIXe siècle, les États-Unis ont envisagé un instant une union plus ou moins fédérative des deux Amériques, à partir de 1900 la fièvre impérialiste qui les secoue les écarte de cette voie. Parmi les aspects les plus caractéristiques de cet impérialisme nord-américain soulignons la politique du *big stick* (« gros bâton ») de Theodore Roosevelt, la *diplomatie du dollar* (notamment aux Caraïbes), la création en Amérique centrale d'un véritable *empire de la banane* (voir p. 101), la politique isolationniste de *bon voisinage* de Franklin D. Roosevelt.

● *La Seconde Guerre mondiale,* à partir du bombardement de Pearl Harbor, resserre les liens qui unissent les divers pays du continent américain. L'*Acte de Chapultepec* (1945) établit un plan de défense commune en cas d'agression ; la sécurité collective américaine est garantie par le *Traité d'Assistance Réciproque* de Rio-de-Janeiro en 1947. Mais les lendemains de la guerre sont difficiles, les Latino-Américains s'estiment lésés par la répartition de l'aide nord-américaine (plan *Marshall*). De plus les éléments de division s'intensifient entre les tenants de l'*ibéro*-américanisme, ceux de l'*indo*-américanisme et les partisans d'une alliance étroite avec les États-Unis.

● *L'Organisation des États Américains (Organization of American States).* La IXe Conférence internationale des États Américains, qui se tenait à Bogota en Colombie, a adopté le 30 avril 1948, malgré tous ses tiraillements, la Charte de l'*Organisation des États Américains* (OEA). Le but de l'OEA est de promouvoir la solidarité américaine et d'assurer l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des États. L'OEA est en quelque sorte une agence régionale des Nations-Unies.

Tous les États membres ont chacun une voix au Conseil de l'Organisation et à chacun de ses organes (voir ci-dessous) ; à la fin de 1967, les membres de l'OEA étaient : l'Argentine, la Barbade, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, Costa Rica, la République dominicaine, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, Panama, le Paraguay, le Pérou, la Trinité et l'île de Tobago, les États-Unis d'Amérique, l'Uruguay, le Venezuela.

A l'exception de Cuba, tous les membres de l'OEA ont signé le 17 août 1961 la Charte de Punta del Este (en Uruguay) établissant l'*Alliance pour le progrès.* Ce programme prévoit la mise en place de plans nationaux, l'établissement de réformes agraires et un réaménagement des fiscalités en vue d'une mobilisation accrue des ressources consacrées à l'investissement (investissement annuel : dix milliards de dollars ; création d'une banque interaméricaine de développement pour gérer ces fonds). L'OEA, perturbée à propos de l'exclusion de Cuba (le 30 janvier 1962, par quatorze voix contre une et six abstentions) ne dispose d'aucun instrument militaire comparable par exemple à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ; les chefs d'états-majors se rassemblent cependant en une *Junte Interaméricaine de Défense* (JID) qui n'a aucun statut diplomatique officiel et qui est chargée de coordonner la lutte contre la révolution castriste.

Les organes qui permettent à l'OEA de réaliser son programme sont :

— la *Conférence Interaméricaine* (réunie tous les cinq ans) ;

— la *Réunion consultative des ministres des Affaires étrangères ;*

— le *Conseil de l'Organisation,* qui siège à Washington ;

— l'*Union Panaméricaine* (organe permanent, siège à Washington) ;

— des organisations et des conférences spécialisées qui sont mises sur pied pour étudier certains problèmes spécifiques comme les problèmes féminins, l'agriculture, l'hygiène et l'enfance.

LE BRÉSIL

HISTOIRE POLITIQUE.

Le Brésil a été découvert par le navigateur portugais Pedro Alvarez Cabral qui y aborda le 22 avril 1500. A la fin du XVIe siècle les Portugais ont mis en place une dizaine d'établissements côtiers (en particulier Bahia et Pernambouc) où l'activité principale est la culture de la canne à sucre, à laquelle sont employés les esclaves importés d'Afrique. L'administration du pays est assurée par un *gouvernement général du Brésil,* la colonie étant divisée en capitaineries (voir p. 115). A la fin du XVIIe siècle les chasseurs d'esclaves se transforment en chercheurs d'or (ces aventuriers s'appellent les *bandeirantes*). Remontant les voies d'eau, ils occupent progressivement les plateaux, tandis que les jésuites commencent la colonisation et l'évangélisation de l'Amazonie, continuée, après leur expulsion, en 1661, par le gouvernement général.

Lorsqu'en 1808, après l'occupation du Portugal par Napoléon Ier, la famille royale portugaise se replie à Rio de Janeiro, la colonie est déclarée « royaume » (en 1815).

L'empire du Brésil.

« L'indépendance ou la mort ! »

Lorsque le roi du Portugal Jean VI retourne en Europe en 1821, il laisse à son fils cadet, Dom Pedro, la régence du Brésil. Celui-ci lance le fameux cri d'Ypiranga, le 7 septembre 1822 : *« L'indépendance ou la mort ! »*, et il est proclamé empereur constitutionnel et défenseur perpétuel du Brésil le 12 octobre 1822 (couronné le 1er décembre à Rio). Il abdique en 1831, au profit de son fils Pedro II, lorsqu'il exprime le désir de retourner au Portugal pour succéder à Jean VI.

Un despote éclairé sud-américain : Pedro II.

Ce nouvel empereur n'avait que cinq ans. Après une période de régence, au cours de laquelle sont accordées des concessions de type parlementaire (*bipartisme* à la mode anglaise), le Brésil commence lentement son expansion économique (favorable à la grande aristocratie foncière). Les questions essentielles qui se posent en cette période sont les suivantes :

— le problème des frontières (détermination de la frontière bolivienne ; délimitation de la frontière sud, après la guerre du Paraguay, de 1864 à 1870) ;

— l'importance de la traite des Noirs qui, malgré son interdiction internationale, ne s'arrête pas : en 1835, plus de 50 % de la population brésilienne était noire (le métissage est rapide et la proportion des mulâtres importante). La loi *« aurea »* abolissant l'esclavage date de 1888 ; élaborée avec autorité par Pedro II, elle soulève contre lui les grands propriétaires du Nord qui lui retirent son soutien ;

— Pedro II vit aussi se dresser contre lui le clergé qui appréciait peu l'esprit maçonnique de cet empereur, fin érudit, ami du philosophe français Renan.

Ayant perdu ainsi l'appui des libéraux par son autoritarisme et celui des conservateurs par son attitude intellectuelle, l'empereur est renversé par le *pronunciamiento* du 15 novembre 1889 qui instaure la république.

Il n'est pas inutile de souligner que même Pedro II ne croyait plus guère aux vertus de la monarchie ; les universitaires, les militaires et l'entourage de l'empereur subissent l'influence de la philosophie positiviste (le « parti » positiviste est dirigé par Magalhães).



L'un des paradoxes du Brésil est d'être le plus riche des pays pauvres. Les richesses naturelles abondent, mais il n'y a ni hommes, ni moyens pour les exploiter, pas de force politique suffisamment cohérente pour mettre fin à l'âge féodal ou lutter contre l'inertie économique. En construisant une nouvelle capitale dans une région à peu près inhabitée, le président Kubitschek a donné le signal de la décentralisation : Brasilia, créée sur un territoire vierge, voudrait être le symbole d'un renouveau économique et politique ; mais nombreux sont ceux qui pensent que sa fondation n'a été qu'une « bonne affaire » de plus pour les puissants de l'heure.

Ph. © Michel Hétier - Atlas-Photo.

La République fédérative jusqu'en 1945.

Avant la crise de 1929.

La constitution de 1891 ouvre une ère libérale qui va durer jusqu'à la grande crise de 1929-1930. Le Brésil s'enrichit lentement (exportation du café), voit sa population s'augmenter des immigrants européens et les douze présidents qui se succèdent de 1894 à 1930 donnent au régime de cet État une façade de bon aloi. En fait, comme on l'a dit p. 115, la vie politique reste l'apanage d'un groupe restreint de notables : c'est l'âge d'or du *coronelisme.*

De 1930 à la Deuxième Guerre mondiale.

La crise de 1929 atteint fortement le Brésil qui dépend étroitement du marché américain. Les propriétaires fonciers voient leur actif se dévaluer dans la proportion des deux tiers. Une révolution militaire qui porte au pouvoir un homme du Sud, le chef des libéraux Getulio Vargas met fin au régime des notables. Luttant contre l'excessive autonomie des États (le « sécessionisme » a toujours menacé le Brésil), Vargas impose une nouvelle constitution (1934) fondée sur le corporatisme et le nationalisme. Il reconnaît officiellement l'existence des syndicats, mais son régime à tendance dictatoriale est notamment combattu par les communistes que dirige Luis Carlos Prestes.

Vargas devient alors le « Mussolini » du Brésil. Il suspend la constitution, la remplace en 1937 par une disposition jetant les fondations de l'*Estado novo* (l'État nouveau), fondé sur le corporatisme et prévoyant la création de syndicats d'État. Vargas élabore une législation sociale très avancée pour les travailleurs de l'industrie, sans toucher aux structures agraires. Malgré ses sympathies pour les dictatures fasciste et nazie, il envoie un corps expéditionnaire combattre avec les Alliés en Italie (en 1942) et bénéficie de crédits importants de la part des États-Unis, ce qui favorise l'expansion industrielle. Néanmoins, le 30 octobre 1945 les généraux l'obligent à quitter le pouvoir et instaurent en 1946 un régime démocratique et fédéraliste.

LES DIFFICULTÉS POLITIQUES DU BRÉSIL CONTEMPORAIN.

● *L'action politique de Vargas,* généreuse envers les populations urbaines mais indifférente aux masses rurales, ne s'inscrit cependant pas dans le cadre d'une administration efficace (voir ce que nous avons dit au sujet des partis « populistes », p. 115). Utilisant la corruption et la démagogie, il a laissé se perpétuer les tares qui marqueront pour longtemps la vie politique brésilienne. Vaincu par les généraux, qui mettent en 1947 le parti communiste hors la loi, Vargas a repris le pouvoir en organisant deux partis fort différents dans leurs visées.

— Le *Parti social démocratique,* lié aux vieilles structures rurales, repose sur le pouvoir des *coronels* locaux. C'est le parti du « système » politique brésilien par excellence.

— Le *Parti travailliste brésilien* (PTB), tourné vers les masses urbaines par l'intermédiaire des syndicats, est financé en partie par les entreprises publiques. C'est en s'appuyant sur ces deux partis et sur le mouvement des *marmiteiros,* ainsi qu'en attirant sur lui les sympathies communistes que Vargas est réélu président de la République en 1950, avec une écrasante majorité. Vargas, ayant renoncé à ses conceptions autoritaires d'avant la guerre, a poursuivi une politique démagogique avec l'aide du ministre du Travail, João Goulart. Accusé d'avoir trempé dans un attentat politique contre le « leader » de l'Union démocratique nationale, Carlos Lacerda, Vargas est à nouveau sommé d'abdiquer par les chefs militaires et il se suicide le 24 août 1954.

● *La mort dramatique de Vargas* a poussé au pouvoir le « leader » du *Parti social démocrate,* Juscelino Kubitschek, qui a dirigé le Brésil comme une entreprise industrielle, limitant les ingérences de capitaux étrangers dans les mines ou les industries, donnant l'exemple de la décentralisation en fondant une nouvelle capitale, Brasilia, au cœur des terres.

● *Kubitschek* n'a eu ni la faconde, ni l'assurance, ni — en conséquence — la popularité de Vargas. Aux élections de janvier 1961, il est remplacé par Janio Quadros, de l'*Union démocratique nationale,* qui démissionne après sept mois de gouvernement pour laisser le pouvoir à João Goulart, l'ancien ministre du Travail de Vargas, « leader » du *Parti travailliste brésilien.* La situation politique était donc ambiguë puisque le suffrage avait porté au pouvoir un « démocrate » et que celui-ci cédait



Dans certains États de l'Amérique du Sud existe, à l'heure actuelle, un problème indien : les tribus, nomades ou à demi-sédentarisées, sont décimées par la médiocrité des conditions d'existence, la maladie... ou les massacres auxquels se livrent certains « civilisés », et sur lesquels l'Administration ferme souvent les yeux.

Ph. © Holmès-Lebel.

sa place à un « populiste ». L'armée, force politique décisive, a imposé un amendement à la constitution de 1946 (la cinquième depuis la proclamation de la république) limitant le pouvoir présidentiel et instaurant un régime de type parlementaire. Mais un référendum, en 1963, a rétabli le régime présidentiel (le président Goulart, désireux de promouvoir des réformes de structure, s'appuyait sur les syndicats et les paysans du Nord-Est). En avril 1964, l'armée renversait le régime et plaçait à la présidence de la République le maréchal Humberto Castelo Branco, auquel a succédé en 1967 le maréchal Arthur Da Costa e Silva. Le 15 mars 1969, après un coup d'État, un triumvirat militaire prend le pouvoir et donne la présidence à G. Medici.

Les mesures d'exception prises par Castelo Branco (interdiction de tous les partis politiques à l'exception de l'*Alliance rénovatrice nationale gouvernementale* — ARENA — et le *Mouvement démocratique brésilien* — opposition modérée) ont été prorogées par l'actuel président du Brésil. Dans tous les domaines, à peu près, le régime se durcit :

— Le gouvernement entre en conflit avec les étudiants soutenus par une partie importante de l'Église (le clergé « progressiste »). La contestation du régime se traduit par des manifestations et une violente répression. Déjà au mois d'août 1967, dix prêtres de São Paulo avaient été arrêtés sous l'accusation d'avoir prêté leurs locaux à l'*Union nationale des étudiants* (interdite comme la plupart des associations au Brésil) afin qu'ils y tiennent leur Congrès.

— Le pouvoir est aussi en conflit avec les partis traditionnels ; on assiste, au début de 1968, à une alliance entre Carlos Lacerda, Kubitschek et João Goulart qui représentent le « système ».

— La situation politique se pourrit graduellement ainsi qu'en témoigne la révélation, au début du mois de janvier 1968, d'un génocide accompli dans l'Amazonie et dans l'État de Bahia (massacre de milliers d'Indiens par des *fonctionnaires* chargés de la protection des Indiens ; près de trois cents inculpations ; les tribus étaient exterminées par des tueurs au service de grandes compagnies qui pensaient s'approprier des terres indiennes ; les méthodes les plus ignobles, telles que les procédés bactériologiques, ont été mises en application dans ce génocide qui est un des scandales du monde latino-américain contemporain).

● *De 1969 à 1982,* le pouvoir est aux mains des militaires, qui ont instauré, à partir du 15 mars 1969, une sévère dictature militaire. Le tableau ci-après résume les principaux événements de l'histoire du Brésil.

● *Administrativement et politiquement le Brésil* est composé de vingt-deux États, de quatre territoires fédéraux (Amapá, Fernando de Noronha, Rondônia, Roraima) et d'un district fédéral. Chaque État a sa propre constitution, ses lois particulières et une organisation législative, judiciaire et administrative autonome en rapport avec les principes constitutionnels de l'Union. D'après la constitution de 1969, l'administration fédérale est dirigée par un président (élu tous les quatre ans ainsi que le vice-président) qui gouverne avec le Sénat (élu pour huit ans) et avec la Chambre des députés (élue pour quatre ans). Le pays qui s'appelait autrefois *États-Unis du Brésil,* s'appelle maintenant : Brésil *(Brasil).*

Face au Brésil portugais, l'Argentine est le pays sud-américain de culture espagnole le plus important. Son histoire contemporaine date de 1853, époque où un gouvernement « stable » put enfin s'établir dans l'Argentine indépendante.

Dates	Événements
Déc. 1968	Dissolution du Parlement par le maréchal Costa e Silva, qui instaure une dictature sévère. Arrestations massives.
1er sept. 1969	Un triumvirat militaire remplace le maréchal Costa e Silva.
7 oct. 1969	Le général Garrastazu Medici est nommé chef de l'État par les militaires.
30 oct. 1969	Nouvelle constitution : régime présidentiel ; le parti au pouvoir (l'ARENA) interdit pratiquement toute opposition. Seul parti toléré : le *Mouvement démocratique brésilien* (MDB).
1970-1973	Sous l'autorité du général Medici, le développement du Brésil se poursuit, avec un taux de croissance qui atteint et dépasse parfois 10 % par année.
15 janv. 1974	Le général Ernesto Geisel succède au général Medici ; il poursuit la politique rigoriste et répressive de son prédécesseur.
15 nov. 1974	Élections législatives : le MDB progresse très sensiblement (160 sièges contre 204 à l'ARENA à la Chambre des Députés, 16 sièges contre 6 au Sénat).
1976-1977	Renforcement du pouvoir de l'État après le demi-échec des élections municipales, en novembre 1976.
1er avril 1977	Le Parlement est suspendu jusqu'au 18 avril (conséquence de l'opposition du MDB à la réforme du pouvoir judiciaire).
15 oct. 1978	Jean-Baptista de Figueiredo élu président de la République : il doit régler les problèmes posés par l'inflation et l'agitation syndicale et assurer le retour à la vie démocratique normale (amnistie, fin du bipartisme).

L'ARGENTINE ET LA PATAGONIE

L'ARGENTINE JUSQU'AU MILIEU DU XIXe SIÈCLE.

L'ère coloniale.

Découverte et premières installations.

C'est le navigateur espagnol Juan Diaz de Solis qui découvre en 1516, alors qu'il cherchait un passage vers l'océan Pacifique, la « rivière d'argent », le río de la Plata. En 1534, Pedro de Mendoza est envoyé par le roi d'Espagne pour prendre en charge « las tierras del río de la Plata » et, en 1536, il fonde la ville de Santa-Maria del Buen Aire, à l'emplacement de l'actuelle Buenos Aires. Attirés par la réputation de « pays doré » (Eldorado) qu'avait l'Amérique du Sud, les aventuriers affluent, non seulement d'Europe, mais aussi de Bolivie (fondation de Mendoza en 1561, de Tucumán en 1565, de Córdoba en 1573). Le pays, qui n'est au début qu'un vaste territoire en liaison avec les mines des Andes, est soumis à l'autorité du vice-roi de Lima et appartient à la province d'Asunción (Paraguay). Buenos Aires, fondée en 1580 par Juan de Garay, ne devient une capitale régionale à part entière qu'en 1617 et ce n'est qu'en 1776 que les pays du río de la Plata sont érigés en vice-royauté.

Les guerres d'indépendance.

● *Les causes des guerres d'indépendance* en Argentine sont les mêmes que dans la plupart des pays d'Amérique du Sud : dans ce pays où l'activité économique est essentiellement la culture des céréales et l'élevage du bétail et des bêtes de somme (avec, comme conséquence, les débuts d'une industrie du cuir), le *Pacte colonial* (voir p. 115) est ressenti comme un corset, d'autant plus que l'Angleterre encourage fortement les colons à réclamer l'abolition du monopole commercial de l'Espagne. Au malaise économique s'ajoute le mécontentement des créoles à l'égard de l'administration espagnole et des influences plus diffuses (Révolution française, révolution américaine, rôle de la franc-maçonnerie). Ce qui engagea définitivement l'Argentine dans la voie de l'indépendance fut l'occupation de l'Espagne par les troupes napoléoniennes. A l'annonce de la prise de Séville, le vice-roi est déposé (25 mai 1810), une assemblée révolutionnaire se constitue à Buenos Aires tandis que les chefs de valeur, San Martín et Belgrano, mènent la lutte contre les troupes espagnoles. Le héros de l'indépendance de l'Argentine fut le général San Martín qui avait d'ailleurs servi en Espagne contre Napoléon ; après avoir réorganisé l'armée, il conçoit un plan dont les étapes furent successivement réalisées : franchissement des Andes, libération du Chili en 1817-18, attaque décisive contre les Espagnols solidement installés au Pérou en 1821.

● *Il convient de s'arrêter un instant* sur le personnage exceptionnel que fut le général San Martín. Né en 1778, dans une bonne famille créole, il servait dans l'armée espagnole lorsqu'il fut informé de la révolution argentine ; il quitte alors l'Espagne (où il était colonel) pour combattre aux côtés de ses compatriotes. Il a été l'un des fondateurs de la loge maçonnique du Lautaro et l'organisateur de l'armée argentine. En effet, dans ce pays où la vie militaire était presque inconnue, où chaque région avait sa milice, désordonnée et indisciplinée, la tâche principale de San Martín fut de créer un noyau de troupes régulières et disciplinées, bien différentes de ces organisations de *guérilleros* qui pratiquaient l'embuscade, le pillage et parfois le massacre et qui étaient incapables d'une action régulière et continue. En décidant d'étendre la guerre d'indépendance au Chili et au Pérou, San Martín a fait preuve d'un remarquable sens politique. Mais ce personnage grave et silencieux, admirateur des philosophes stoïciens, qu'on a considéré comme le « Washington » sud-américain, s'est effacé devant la personnalité brillante et envahissante de Simon Bolivar. Ce n'est qu'en juillet 1822 cependant que les deux « libérateurs » se rencontrèrent, à Guayaquil ; San Martín, qui refusait de participer aux luttes politiques, proposa à Bolivar de servir sous ses ordres, mais celui-ci refusa et San Martín, soit par humilité devant la figure exceptionnelle de Bolivar, soit par lassitude, considérant son œuvre militaire comme à peu près terminée, renonça, en septembre 1822, à son titre de protecteur du Pérou et se retira aux Pays-Bas puis en France où il mourut (à Boulogne-sur-Mer, en 1850).

Les débuts de la république Argentine.

Les premiers conflits.

Les trente premières années de l'Argentine libre sont agitées ; elles sont marquées par un conflit entre partisans d'un système fédéral, fondé sur les *caudillos* locaux, et les tenants d'un régime centralisé au profit de Buenos Aires (ceux qu'on appelait les *unitaires*). En 1829, c'est un *caudillo,* issu de l'ancienne noblesse espagnole, Rosas, qui prend le pouvoir. Ce personnage étonnant, qui faisait l'admiration des *gauchos* par ses prouesses de cavalier, a « régné » sur l'Argentine par le cynisme et la terreur pendant trente ans. Fédéraliste, il avait organisé une police secrète puissante qui espionnait les unitaires, et il donna libre cours à sa cruauté : les prisonniers étaient torturés avec raffinement, les chefs rebelles avaient la tête coupée puis suspendue à la porte d'une ville, etc. On ne doit cependant pas faire de Rosas une simple brute sanguinaire ; il fallait sans doute un peu de cette tyrannie pour rétablir l'ordre, pour soumettre les *caudillos,* et même pour tenir tête à l'étranger (parfois avec trop de cynisme, ce qui amena la France à bloquer le río de la Plata en 1838 et une seconde fois, avec la Grande-Bretagne, en 1845) ; San Martín, qui était sans doute un bon juge en la matière, légua son épée au dictateur. Celui-ci fut renversé par le *caudillo* Urquiza en 1852.

Les États de l'Amérique du Sud.



La constitution de 1853.

Cette constitution, inspirée de celle des États-Unis et élaborée par le congrès de Santa Fe, fut jusqu'au 16 mars 1949 la constitution de la république Argentine, avec quelques modifications apportées en 1860, 1866 et 1898. Le pouvoir central appartient à un gouvernement fédéral (président élu pour six ans) et à un *Congrès* composé de deux chambres élues. Le pouvoir judiciaire est dévolu à une cour suprême de justice. En fait, en raison de l'étroitesse de la clientèle politique et de la modification des structures économiques, l'Argentine n'a connu qu'épisodiquement la démocratie idéale voulue par les constituants ; les régimes « tyranniques » ont été fréquents et l'on pourrait dresser une liste interminable d'« hommes providentiels » qui, de Rosas au général Perón (voir ci-dessous), en ont été les maîtres.

LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE DEPUIS 1853.

Développement de l'Argentine.

Transformation de l'économie agricole.

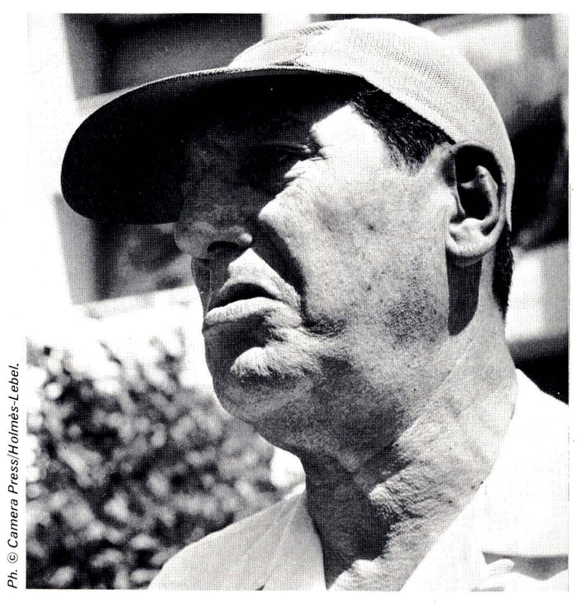
L'image de l'Argentine actuelle est profondément marquée par l'évolution économique qui s'est produite durant la seconde moitié du XIXe siècle. A la civilisation du *gaucho,* dont le royaume s'étendait sur les terres sans limites de la *pampa,* succède une économie de céréales. Les frontières de ce qu'on pourrait appeler « l'Argentine utile » reculent à l'est vers les Andes et au sud vers la Terre de Feu, ouvrant aux troupeaux de moutons la route de la Patagonie (le territoire a été partagé en 1881 avec le Chili). L'Argentine peut alors exporter du blé vers l'Europe (c'est l'un des principaux exportateurs mondiaux au XXe siècle, avec le Canada et les États-Unis).

Les progrès de la navigation et l'invention des « frigorifiques » en 1876 donnent aussi un élan prodigieux aux exportations de viande vers l'Europe. L'Angleterre voit ainsi se réaliser ses vœux : elle peut acheter aux pays neufs les matières premières industrielles et agricoles et en contrepartie leur vendre ses produits manufacturés. L'Europe d'ailleurs investit des capitaux en Argentine (construction du port de Rosario par les Français, capitaux franco-anglais dans les chemins de fer, etc.).

L'évolution politique de l'Argentine jusqu'en 1945.

Le développement économique de l'Argentine n'aurait pas été aussi spectaculaire si l'accueil des immigrants n'avait été organisé. Plus de six millions d'Européens se sont installés en Argentine, grâce à des mesures accueillantes, entre 1850 et 1939, et parmi eux trois millions d'Italiens et deux millions d'Espagnols.

Ce constant afflux d'immigrants permet à la fin du XIXe siècle la constitution d'une classe moyenne que ne satisfait pas l'organisation politique traditionnelle ; le parti radical qui est né à cette époque bénéficie de l'appui des immigrants et des créoles et met à son programme la reconnaissance du suffrage universel. Sous la pression des radicaux, le président Sáenz Peña promulgue une loi électorale (1912) rendant le vote secret et obligatoire. En 1916, bénéficiant des avantages économiques créés par la neutralité de la république Argentine dans le conflit mondial, le parti radical est vainqueur aux élections présidentielles et son candidat, Hipólito Irigoyen, est au pouvoir de 1916 à 1922 et de 1928 à 1930. On pourrait croire que l'avènement du parti radical au pouvoir aurait pu être l'occasion d'un renouvellement des méthodes politiques, dans le cadre du suffrage universel. Il n'en a rien été. La clientèle du parti était trop hétéroclite, comportant aussi bien des électeurs socialement avantagés, que des membres de la classe moyenne aspirant à influencer la politique de leur pays et des prolétaires exigeant des réformes sociales. La crise mondiale de 1929-1930 a porté un coup funeste aux intérêts des exportateurs argentins et le pays entre dans l'ère des coups d'État : c'est l'armée (dirigée par Campo de Mayo) qui porte au pouvoir le général Uriburu (1930) et qui contrôle les présidences de Justo (1932-38), d'Ortiz (1938-1942) et de Castillo (1942-1943). Ces gouvernements de type militaire n'apportent aucune solution aux problèmes économiques et sociaux qui se posent à l'Argentine et c'est dans ces conditions qu'eut lieu, le 4 juin 1943, le coup d'État dit « des colonels » (celui de 1930 était le coup d'État « des généraux »).


Ph. © Camera Press/Holmès-Lebel.

Juan Domingo Perón (1895-1973), père du justicialisme.

Le justicialisme.

On appelle ainsi le programme du dictateur Juan Domingo Perón qui gouverna l'Argentine de 1945 à 1955.

Naissance du justicialisme.

● *Le 4 juin 1943,* les « colonels » renversent les « généraux ». Les jeunes officiers qui portent au pouvoir Ramirez et Farrell se targuent d'une certaine fidélité envers les traditions historiques de l'Argentine. Mais, partageant les sentiments antidémocratiques et antisémites du reste de l'armée, influencés par le fascisme européen, ils envisagent d'instaurer un régime reposant sur une industrialisation importante du pays et un renforcement inévitable de la police. Ils pensent ainsi amener l'Argentine à prendre la tête des États d'Amérique latine.

● *Le colonel Perón* était alors secrétaire d'État au Travail. Orateur habile, ayant le sens de la mise en scène (comme Mussolini), démagogue quand il le fallait, il gêne par sa personnalité et sa popularité ses associés au pouvoir. Quand ceux-ci veulent l'évincer, il soulève les « sans chemise » *(descamisados)* de Buenos Aires et de sa banlieue, sous la direction d'Eva Duarte, qui deviendra d'ailleurs son épouse et qui sera la *pasionaria* du régime. Après la fameuse journée du 17 octobre 1945, il se fait élire légalement président de la République (1946) ; il gardera le pouvoir jusqu'en 1955.

Le programme politique de Perón.

● *A l'intérieur,* il cherche, par une politique sociale spectaculaire accompagnée d'interventionnisme économique, à trouver une troisième voie entre le capitalisme de style nord-américain et le collectivisme. Son programme de politique extérieure est résolument hostile aux États-Unis ; les sentiments *« anti-yankee »* ont toujours été en Amérique du Sud un excellent moteur politique et Perón sut admirablement s'en servir, d'autant plus que, les États-Unis ayant dénoncé, dans le *Livre bleu,* son rôle favorable aux puissances de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale, il pouvait se targuer d'être le champion de l'indépendance latino-américaine. Dans ce domaine, son succès dépasse les frontières de l'Argentine et il peut s'appuyer sur les sentiments de solidarité qui existent virtuellement dans la plupart des pays de l'Amérique du Sud.

● *Dans la réalité,* sa politique était moins brillante et plus hésitante que ses discours. Il faut reconnaître que les importantes réformes sociales qu'il a accomplies ont fait de lui, du moins dans les premières années du justicialisme, l'*idole* du peuple : contrats collectifs de travail prévoyant des augmentations de salaires et la diminution de la durée hebdomadaire du travail, création — à l'instigation d'Eva Perón — d'une *fondation d'aide sociale* qui avait pour mission de venir en aide aux vieillards, aux femmes et aux enfants, neutralisation de l'oligarchie du pays. Mais nous allons voir que, sur le plan proprement économique et dans le domaine de la politique étrangère, l'action de Perón a été commandée par les événements bien plus que par le dictateur lui-même.

Politique économique et internationale.

● *Perón a décidé d'appliquer à l'économie* argentine le principe des *plans quinquennaux.* Il nationalise la Banque centrale, renforce le contrôle gouvernemental sur les établissements de crédit et favorise la création de sociétés nationales. Il obtient ainsi ses premiers succès : les prix agricoles sont fixés à un très bas niveau, ce qui développe les exportations (d'autant plus que, à l'exception des États-Unis, le monde entier a besoin de produits alimentaires après la Seconde Guerre mondiale) ; la prospérité du trésor argentin permet alors de financer l'industrialisation du pays.

Mais en 1948-49 l'Europe retrouve progressivement son équilibre alimentaire ; les exportations de l'Argentine s'effondrent et la balance commerciale devient déficitaire. L'ambitieuse politique nationaliste de Perón (il avait nationalisé la société des chemins de fer qui était franco-anglaise et racheté les installations téléphoniques qui appartenaient à la compagnie nord-américaine Bell) n'est plus possible : Perón nomme un « dictateur » aux questions économiques (Miranda) et fait appel aux capitaux étrangers, renonçant à ses idées d'indépendance absolue de l'Argentine.

● *C'est sa politique étrangère « anti-yankee »* qui a causé la chute de Perón. Il y eut d'abord (en Bolivie, au Paraguay, en Équateur, au Chili) des mouvements de type peroniste ; ces États ont cherché à promouvoir une politique moins inféodée à la politique nord-américaine et cela a contribué certainement à consolider l'hostilité des États-Unis à l'égard de l'Argentine. Après les élections de 1951 — pourtant favorables au péronisme — les échecs de Perón s'accumulent : il entre en conflit avec l'Église catholique ; il est obligé de signer avec une compagnie américaine (la *Standard Oil of New Jersey*) un accord qui provoque un réel malaise dans l'opinion populaire. A partir de 1952, l'armée le suit de moins en moins. Il suffira d'une simple démonstration navale (été 1955) pour chasser le dictateur qui doit s'exiler.

Les difficultés de l'Argentine après le départ de Perón.

La fin du justicialisme ouvre une crise d'instabilité politique qui n'est pas encore résolue. Pour rétablir l'équilibre économique et social dans le pays, les dirigeants ont le choix entre deux politiques : la politique d'austérité financière, comportant le contrôle des changes et le dirigisme, et celle faisant appel aux capitaux étrangers (renonçant ainsi en partie à l'indépendance du pays). La masse, hantée par le souvenir encore proche du péronisme, refuse à la fois l'austérité et la perte de l'indépendance ; les milieux d'affaires sont hostiles au dirigisme et au désordre, suivis, sur ce dernier point, par l'Église. Il semble donc bien difficile de satisfaire les aspirations de toutes ces forces en même temps et cela explique les nombreux sursauts politiques de l'Argentine depuis 1955. Nous les énumérons ci-dessous.

● *Le général Leonardi,* l'un des auteurs du coup d'État de juin, prend la tête du gouvernement le 23 septembre 1955. Il met sur pied une politique d'austérité financière, mais ne semble pas suffisamment antipéroniste aux militaires les plus « durs » et il est déposé le 13 novembre 1955.

● *Son successeur,* le général Aramburu, poursuit la politique d'austérité financière ; il reste au pouvoir jusqu'aux élections de février 1958.

● *En 1958,* le suffrage des électeurs se porte, tout naturellement, sur le candidat de l'opposition, Arturo Frondizi, qui appartient au parti radical et qui est soutenu plus ou moins ouvertement par les péronistes encore nombreux dans le pays. Frondizi se tourne vers les capitaux étrangers pour rétablir la situation économique (c'était d'ailleurs ce qu'avait commencé de faire Perón à la fin de sa dictature). Accusé de faiblesse à l'égard du castrisme (l'Argentine, qu'il représentait à la conférence des États sud-américains de Punta del Este en janvier 1962, faisait partie des quatorze nations qui s'étaient abstenues dans le vote sur l'exclusion de Cuba de l'Organisation des États Américains), il est déposé par l'armée.

● *Le conflit éclate entre les deux factions* de l'armée : l'une en tient pour la dictature, l'autre est « légaliste » ; c'est ce parti qui l'emporte : le président du Sénat, le Dr José Maria Guido, est choisi comme président de la République. Les élections de 1963 donnent le pouvoir au candidat du parti radical, Arturo Illia. Celui-ci retourne à une politique d'austérité financière, rétablissant le contrôle des changes et adoptant une attitude dirigiste en matière d'économie ; cette politique est inefficace, le chômage grandit, ce qui sert l'agitation péroniste et progressiste.

● *Un nouveau coup d'État* a lieu le 27 juin 1966 ; il est encore l'œuvre des militaires, qui ont pour eux la marine et la force aérienne. Le 29 juin 1966, le pouvoir est accordé au lieutenant-général Onganía, ancien chef d'état-major de l'armée argentine. Immédiatement les partis politiques sont tous interdits, la censure de la presse est instaurée et les communistes ou sympathisants communistes sont exclus de toute charge publique, de toute fonction dans les syndicats et dans l'enseignement public ou privé. Le général Onganía reçoit l'appui de l'Église, tout au moins de sa partie non progressiste, et de certains milieux d'affaires. Néanmoins, en 1968, le régime de la dictature militaire rencontre de nombreuses difficultés :

— Le régime a été incapable de faire face à la dégradation de la situation économique (dévaluation de 40 %).

— La législation anticommuniste et antiprogressiste est devenue délirante, appuyée par une transformation centralisatrice de l'administration (les gouverneurs des provinces qui étaient élus avant 1966, sont maintenant nommés par le président). C'est évidemment dans les milieux intellectuels (universités) que le régime rencontre la plus grande opposition (mise à l'index et destruction des ouvrages « subversifs », violentes manifestations étudiantes en juin 1968).

— Il existe une partie du clergé qui s'oppose à la dictature ; c'est en particulier le cas de Mgr Podesta qui a dû démissionner de son poste après une campagne calomnieuse menée contre lui par les milieux gouvernementaux et conservateurs ; la lutte contre la partie du clergé favorable aux mouvements syndicaux et aux réformes sociales, s'intensifie chaque jour.

— La position anticommuniste du général Onganía l'a évidemment rendu systématiquement pro-américain. Leur anticommunisme commun a rapproché les gouvernements en place en Argentine, en Bolivie et au Paraguay. Il faut souligner que son attitude pro-américaine est critiquée dans les milieux ultra-nationalistes argentins.

— Signalons enfin, dans le cadre de la politique étrangère du général Onganía, un conflit avec la Grande-Bretagne relatif aux îles Falkland et la signature d'un accord d'armement franco-argentin.

● *De 1970 à 1982,* l'Argentine a vu sa situation intérieure se dégrader, son économie et sa monnaie s'écrouler et son prestige international se discuter. Un bref renouveau du péronisme (1971-1973) a préparé l'accession au pouvoir d'une junte militaire qui porte, en outre, la responsabilité du conflit désastreux des îles Falkland (îles Malouines). La chronologie ci-après résume les principaux événements.

Dates	Événements
Juin 1970	Un coup d'État renverse le général Onganía.
23-26 mars 1971	L'armée destitue le général Levingston et nomme le général Lanusse à la présidence de la République.
1972	Progrès des mouvements « péronistes », partisans d'un retour au pouvoir du général Perón (77 ans), en exil en Espagne.
17 nov. 1972	Retour du général Perón en Argentine.
11 mars 1973	Élection présidentielle : Hector Campora, délégué personnel de Perón, élu sans difficulté.
Juillet 1973	Démission de Campora, qui laisse les fonctions de président de la République à Perón, élu triomphalement le 21 septembre 1973 (61,8 % des suffrages). Il impose sa femme, Isabelita Perón, comme vice-présidente.
1973-1974	Le président Perón entame une politique répressive contre ses adversaires marxistes ; léger redressement économique.
1er juil. 1974	Mort de Perón ; Isabelita Perón chef de l'État ; elle est assistée par López Rega, ministre du Bien-être social, qui est le véritable président de l'Argentine.
Été 1975	Départ de López Rega ; Isabelita Perón perd peu à peu le contrôle de l'État.
24 mars 1974	Une *junte* militaire renverse Isabelita Perón et désigne le lieutenant Jorge Rafael Videla comme chef de l'État.
1976-1977	La *junte* militaire lutte avec violence contre les partis de gauche (et notamment les *Monteneros*) ; un climat de guerilla civile s'installe, à tel point que les États-Unis retirent l'aide militaire à l'Argentine. Économiquement, le pays est dans une situation critique.
1978	Crise de conscience internationale du problème posé par la dictature de Videla à l'occasion de la Coupe du monde de Football *(Mundial)* qui se déroule en Argentine.
8 janv. 1979	Accord avec le Chili sur le canal de Beagh.
29 mars 1981	Le général Roberto Viola succède au général Videla à la tête de l'État ; mais il est destitué par la junte en novembre, après avoir échoué dans la lutte contre le Front d'opposition qui réclame la démocratisation de la vie politique.
Décembre 1981	Le général Galtieri nouveau président de la République.
1er avril 1982	Le général Galtieri fait occuper les îles Falkland, possession britannique que l'Argentine revendique historiquement depuis 1833. Cette opération permet à Galtieri de retourner l'opinion en sa faveur.
Avril-juin 1982	« Guerre des Malouines ». Le gouvernement britannique (Mrs. Thatcher) envoie aux Falkland des forces aéro-navales qui reconquièrent les îles (fin de la guerre : 14 juin 1982). Cette défaite provoque la destitution du général Galtieri le 17 juin 1982 et son remplacement par le général Reynaldo Bignone (22 juin 1982).



La junte militaire argentine, de gauche à droite : le général Viola, le général Galtieri, le brigadier Grafigna et l'amiral Lambruschini (en août 1982). Le bilan du régime est désastreux : effondrement économique, paralysie de l'industrie, défaite militaire aux Iles Malouines.

Ph. © Ila/Gamma.

LE CHILI

LE CHILI D'HIER.

L'ère coloniale.

A partir de 1535, Almagro, compagnon de Pizarro, entreprend la conquête progressive du Chili (le pays était occupé au nord par les Indiens Atacameños qui avaient envahi à partir du XIe siècle les Diaguites, les Quibcha et les Quechua, au sud par les Araucans que menaçaient depuis le XVe siècle les Quechua). Ce sont les Araucans qui ont mené la résistance contre la pénétration espagnole ; ils subsistèrent jusqu'à la fin du XIXe siècle.

Province dépendante du Pérou, le Chili devient en 1778 une *capitainerie générale* et reste une dépendance de Lima. Le Chili se déclare État indépendant le 18 septembre 1810 (Martínez de Rozas et Bernardo O'Higgins), mais doit d'abord livrer une guerre d'indépendance dans laquelle s'illustrent O'Higgins, le jeune révolutionnaire José Miguel Carrera et enfin San Martín qui, parti d'Argentine, franchit les Andes et bat les Péruviens à Chacabuco (1817) et Maipo (1818). La chute de Lima (1821 ; O'Higgins et San Martín avaient été aidés par l'amiral britannique Cochrane) marque définitivement le point de départ de l'indépendance chilienne.

La République chilienne avant 1925.

Les premières années de la République chilienne furent agitées et il faut attendre l'arrivée au pouvoir d'un chef autoritaire, Diego Portales, en 1830, pour que le pays connaisse une tranquillité nouvelle. Une constitution promulguée en 1833 reste en vigueur jusqu'en 1925.

Le pays devint rapidement prospère et a joui, plus qu'aucun autre État d'Amérique du Sud, d'une relative stabilité politique. Une guerre victorieuse contre le Pérou et la Bolivie en 1879 (la guerre du Pacifique), permet au Chili de s'agrandir de la province de Tarapacá et du district d'Arica ; ces territoires étaient particulièrement riches en nitrates, minerais qui sont l'une des richesses du Chili.

La période critique de la République chilienne se situe vers 1891 lorsque, au régime présidentiel qui avait été jusque-là la règle, se substitue un régime parlementaire auquel l'opinion publique et les forces politiques n'avaient pas été préparées ; la toute-puissance du président est maintenant contrebalancée par l'assemblée législative *(Congrès)*. Ce nouveau régime a été marqué par une instabilité ministérielle constante qui n'a cependant pas empêché l'heureuse évolution économique du Chili, favorisée, comme dans un grand nombre d'États sud-américains, par ses exportations (nitrates) pendant la Première Guerre mondiale.

LE CHILI D'AUJOURD'HUI.

Les structures économiques et sociales.

Jusqu'en 1970, la situation du Chili ne s'est guère modifiée sur ce plan par rapport au siècle précédent : dans le domaine de l'agriculture, huit cents grands propriétaires détiennent les trois cinquièmes du sol ; dans le domaine industriel, les mines sont exploitées, pour une large part, par des sociétés nord-américaines. Ces structures ont commencé à être ébranlées par l'action politique du parti démocrate chrétien, dont le « leader », Eduardo Frei, occupe la présidence de la République de 1964 à 1970. L'élection d'un gouvernement socialo-communiste en 1970 accentue le processus de mutation des structures auquel la dictature militaire du général Pinochet met une fin brutale.

Le pouvoir économique détenu par l'oligarchie a correspondu jusqu'en 1891 au pouvoir politique et a permis de consolider le régime présidentiel. Ce sont précisément les projets trop avancés du président Balmaceda (élu en 1886) qui ont provoqué la révolution (purement politique) de 1891.

La situation politique actuelle.

● *Le commerce du nitrate,* qui a considérablement enrichi le Chili pendant la Première Guerre mondiale, a redonné aux milieux d'affaires et aux milieux industriels le contrôle de la vie politique ; il en est résulté la constitution de 1925 (un président élu pour six ans au suffrage direct, un Sénat et une Chambre des députés élus aussi au suffrage universel selon un principe de représentation proportionnelle ; il s'agit en fait d'un régime présidentiel).

● *Le parti conservateur* a perdu progressivement de son importance politique ; en 1938, un candidat du Front populaire (Pedro Aguirre Cerda) est élu président de la République et le président Videla (1946-1952) va même jusqu'à faire appel à des ministres communistes, ce qui est un fait unique dans l'histoire de l'Amérique du Sud.

● *Aux élections de 1964,* le Parti démocrate chrétien vient au pouvoir (Eduardo Frei a succédé à Jorge Alessandri Rodriguez, président de 1958 à 1964). L'expérience politique d'Éduardo Frei est d'autant plus intéressante qu'il a cherché — comme Perón en Argentine, mais avec des moyens et des méthodes démocratiques — à trouver une solution politique intermédiaire entre l'alignement sur le capitalisme nord-américain et la révolution de type castriste ; son programme, exposé dans son livre *Religion, révolution et réforme,* propose une « révolution dans la liberté », en partant de ce principe que « la démocratie chrétienne implique en premier lieu une rupture avec l'ordre établi ». Eduardo Frei a fait voter en conséquence un projet de réforme agraire qui prévoit la création d'ici 1970 — terme de son mandat — de cent mille nouveaux propriétaires grâce à la répartition d'un million d'hectares ; dans le domaine industriel son « réformisme » consiste à racheter les actions des sociétés nord-américaines propriétaires de gisements de cuivre au Chili, telle la société de la *Braden Copper Company,* ou, à tout le moins, augmenter la participation de l'État dans le capital de ces sociétés (c'est ce qu'on appelle la *chilianisation* du cuivre) ; il a même été jusqu'à nationaliser la compagnie nord-américaine concessionnaire de l'exploitation du réseau électrique dans les régions centrales du Chili (la *Chilectrica*). On voit immédiatement quels sont les deux dangers que court la politique réformiste d'Éduardo Frei : si les réformes sont trop timides, pourra-t-il empêcher une révolution de type castriste d'éclater ? D'autre part, si les réformes sont trop progressistes, ne risque-t-il pas de tomber sous les foudres conjuguées de l'oligarchie économique et de l'armée ? L'évolution actuelle de la situation politique au Chili met en lumière ces difficultés.

— L'opposition de type révolutionnaire se renforce chez les socialistes qui en tiennent pour la lutte armée ; ils se heurtent d'ailleurs au parti communiste que ce « gauchisme » effraie et qui s'est rapproché, dans le courant de l'année 1968, de la politique du président Frei (un rapprochement parallèle, sur le plan international, se dessine entre le Chili et l'URSS).

— La politique de nationalisation et de rachat des actions des mines de cuivre par l'État a provoqué une crise à l'intérieur du Parti démocrate chrétien et a imposé au président Frei de renoncer à un projet de loi limitant le droit de grève et instituant un service national et obligatoire.

— Il existe ausi une tension entre le gouvernement et l'armée en ce qui concerne la question de la solidarité inter-américaine (rendue d'ailleurs difficile par les conflits frontaliers qui opposent le Chili à la Bolivie et à l'Argentine) ; le président Frei n'interprète pas la doctrine de la solidarité inter-américaine de la même façon que l'armée, si l'on en croit le discours qu'il prononçait au lendemain de sa victoire électorale :

> *Dans le domaine extérieur, il faut prévoir une politique de non-alignement et l'établissement de rapports commerciaux avec tous les pays, quel qu'en soit le régime économique et social.*

— La situation s'est clarifiée en 1970 par l'accession au gouvernement d'une équipe marxiste, proche de l'URSS et hostile au castrisme ou à l'action révolutionnaire violente, celle du socialiste Salvador Allende.

● *De 1970 à 1982,* l'histoire du Chili est marquée par l'échec de Salvador Allende et par l'établissement d'une dictature militaire. La chronologie ci-après résume les principaux événements de cette période.

Dates	Événements
4 sept. 1970	Succès de Salvador Allende (socialiste) aux élections présidentielles.
24 oct. 1970	Salvador Allende est élu à la présidence par le Congrès.
8 juin 1971	La démocratie chrétienne retire son soutien au gouvernement.
1971-1972	Le régime marxiste d'Allende inquiète les États-Unis, affectés par les nationalisations décidées par le gouvernement chilien ; d'où l'arrêt des prêts américains au Chili et une guerre économique dont on prévoit facilement qui sera le vainqueur.
11 sept. 1973	Coup d'État militaire, au cours duquel le président Allende est assassiné. Le général Augusto Pinochet institue une dictature sévère.
Début 1974	Les États-Unis accordent au gouvernement Pinochet l'aide financière qu'ils avaient refusée à Salvador Allende.
1974-1975	Le général Pinochet et son gouvernement entreprennent une politique systématique de répression et de redressement économique.
12 mars 1976	Dissolution de tous les partis politiques qui subsistent.
9 mars 1977	Condamnation du Chili par la Commission des Droits de l'homme de l'ONU (résolution votée par les États-Unis).
1978-1980	Libéralisation très limitée du régime, efforts du Chili pour sortir de son isolement politique (provoqué, notamment, par le non respect des droits de l'homme), difficultés politiques avec l'Argentine et la Bolivie.
1980-1982	Le général Pinochet se maintient au pouvoir et améliore les relations du Chili avec l'Argentine. Il amorce aussi une légère libéralisation du régime (libération de prisonniers politiques) ; mais le Chili n'en demeure pas moins une des plus dures républiques sudaméricaines. Signalons la mort d'Eduardo Frei, ancien leader de la démocratie chrétienne, le 25 janvier 1982.

LA BOLIVIE

Les grandes lignes du passé historique de la Bolivie.

Ancienne partie de l'empire des Inca (voir p. 123), colonisée par les Espagnols (Pedro Anzúrez, en 1538, établit une colonie dans la ville qui allait devenir la capitale actuelle, Sucre) qui exploitent à partir de 1545 les mines d'argent du Potosí, elle dépend d'abord de la vice-royauté du Pérou puis, en 1776, de la vice-royauté de La Plata. C'est à Sucre, qui s'appelait alors Chuquisaca, que débuta la rébellion contre l'Espagne, menée à bien par un lieutenant de Simon Bolivar, le général Sucre. La république de Bolivie est proclamée le 6 août 1825, avec Bolivar comme président et Sucre comme vice-président. Après le gouvernement du général Santa Cruz, qui se termine en 1839, la Bolivie entre dans une période de révoltes et de guerres civiles sans fin jusqu'à la fin du XIXe siècle. Les événements essentiels avant l'époque contemporaine sont :

● *En 1879-1884,* un conflit avec le Chili au sujet de la région d'Atacama (voir ci-dessus p. 120) à l'issue duquel la Bolivie abandonne au Chili ses provinces maritimes.

● *En 1903,* la cession au Brésil du territoire de l'Acre (caoutchouc).

● *En 1933-1935,* une guerre avec le Paraguay qui lui fait perdre à nouveau des territoires.

Ce sont ces revers de politique extérieure, notamment la guerre du Chaco avec le Paraguay, qui ont influencé l'évolution politique ultérieure du pays.

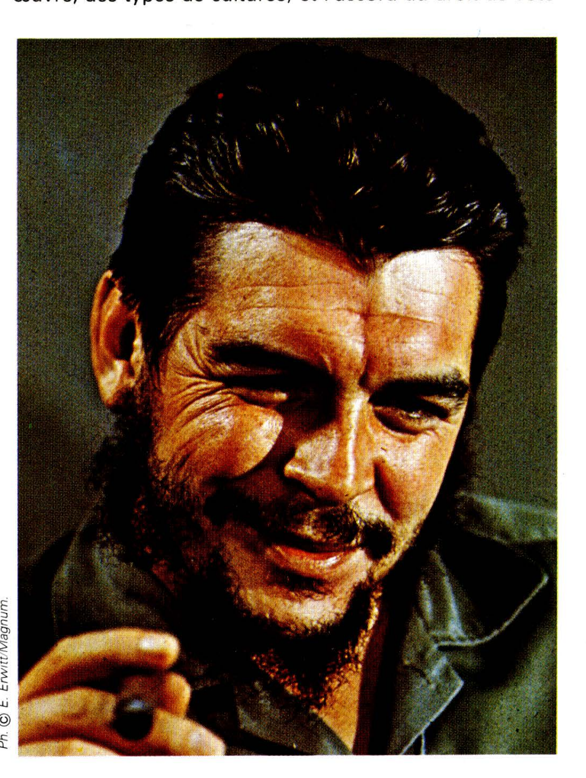
Les problèmes de la Bolivie moderne.

L'échec de la Bolivie dans la guerre ruineuse contre le Paraguay provoqua tout à la fois une longue grève ouvrière et un coup d'État militaire. Le colonel Toro manifesta pour la première fois des intentions sociales, tandis qu'à la même époque fut fondé le *Mouvement nationaliste révolutionnaire* (MNR) de Victor Paz Estanssoro, mouvement attiré, tout comme le péronisme en Argentine, par le fascisme.

● *Le problème des mines.* Une grève des mineurs (1943) réprimée impitoyablement par l'armée (quatre cents morts) révéla les conditions inhumaines du travail dans les mines d'étain. Les trois grandes entreprises minières (Aramayo, Patiño et Rothschild) ainsi que les éléments progressistes et communistes s'opposaient à tout arrêt du travail tant que la guerre contre les puissances de l'Axe durerait. Le problème resta donc non résolu jusqu'à l'arrivée du MNR au pouvoir en 1952. Paz Estanssoro confisqua les biens des trois grandes compagnies et nationalisa les gisements d'étain.

● *Le problème agraire.* En Bolivie coexistaient deux modes de propriété : les communautés agraires *(ayllu)* et les grands domaines ; la petite propriété était quasi inexistante. Cette structure rurale archaïque n'a pas résisté à l'augmentation de la population indigène agricole qui est passée, en un demi-siècle, de sept cent mille à deux millions de personnes.

Le MNR entreprit dès 1953 une réforme agraire prévoyant une redistribution des terres selon divers critères (nature de la région, des moyens mécaniques mis en œuvre, des types de cultures) et l'accord du droit de vote



Ph. © E. Erwitt/Magnum.

Ernesto Guevara, dit « Che » (1928-1967), est devenu le symbole d'un nouvel esprit révolutionnaire marxiste-léniniste, d'une révolution à la fois réaliste et romantique, qui voudrait tenir compte de l'individu concret. Né à Rosario, en Argentine, il fit d'abord des études de médecine qu'il termina à Buenos Aires en 1953, et plongea avec intelligence et efficacité dans l'océan révolutionnaire sud-américain. En 1954 il est au Guatemala, du côté d'Arbenz ; en 1956, après avoir rencontré les frères Castro au Mexique, il combat dans les maquis cubains et devient en 1959, après la victoire de Fidel Castro, l'artisan de l'organisation économique de Cuba comme ministre de l'Industrie. Après 1965 le Che disparaît de la scène politique ; du moins officiellement. Il devient une sorte de révolutionnaire ambulant, qui parcourt l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, portant « la Révolution dans la Révolution », selon le titre d'un ouvrage de R. Debray sur le castrisme. En 1967, du fond des maquis boliviens où il combattait avec une poignée de guérilleros, il envoya un Message aux Peuples du Monde publié par l'Organisation de Solidarité des Peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, dans lequel il exhortait les révolutionnaires du monde entier à prendre les armes contre le « capitalisme américain » et à créer « plusieurs Viêt-nam ». C'est dans les maquis de Bolivie qu'il a trouvé la mort, capturé le 8 octobre 1967 et exécuté par le capitaine Gary Prado Salgado le 9 octobre au matin, d'une rafale de mitraillette.


Ph. © Keystone.

L'Amérique du Sud, après avoir été la terre bénie des coups d'État, des colonels, des caudillos, des bandits, est devenue la terre des révolutions et des guérilleros (la photographie représente un four à pain dans les maquis boliviens).

aux paysans. Le système coopératif que les législateurs voulaient imposer, sur la base d'une tradition communautaire ancestrale, se révéla mal adapté à la mentalité du paysan bolivien (le *serrano*) qui, habitué à son lopin de terre, avait acquis une mentalité de propriétaire (on peut rapprocher les réactions du *serrano* des réactions du *moujik* lors de l'affranchissement des serfs en 1861 par le tsar Alexandre II). En outre, les ressources financières et les techniciens, qui auraient donné sa viabilité à la réforme, manquent.

Au total, malgré sa bonne volonté et son énergie, le gouvernement de Paz Estanssoro a échoué ; il s'est heurté à l'inertie des uns et surtout aux milices armées ouvrières du chef syndicaliste Lechin. Une révolution en 1964 a porté au pouvoir une *junte* militaire, commandée par le général Barrientos.

● *L'agitation révolutionnaire,* marquée par la présence, dans les maquis boliviens, de la figure légendaire de « Che » Guevara, se heurte à une répression énergique et impitoyable. Elle débouche, à partir de 1969, sur une succession de coups d'État militaires, que nous résumons dans le tableau chronologique ci-après.

Dates	Événements
26 sept. 1969	Alfredo Ovando Candia renverse le président Siles Salinas.
6 oct. 1970	Une junte militaire dirigée par le général MIranda renverse Ovando. Miranda est lui-même renversé le 7 par le général Torrès, avec l'appui des syndicats et des ouvriers.
22 août 1971	Coup d'État militaire : le colonel Bánzer Suarez prend le pouvoir. Il mène une politique rigoureuse et sévère, se maintient au pouvoir en réprimant les oppositions extrémistes.
9 juil. 1978	Le général Juan Pereda Ashum élu président de la République.
24 nov. 1978	Coup d'État militaire portant au pouvoir le général David Padilla Arancibia.
6 août 1979	Le Congrès désigne Walter Guevara Arce comme président intérimaire.
1er nov. 1979	Coup d'État militaire du colonel Alberto Natusch Busch.
16 nov. 1979	Mme Lidia Gueiler présidente de la République par intérim. Un nouveau coup d'État (17 juillet 1980) a renversé Mme Lidia Gueiler au profit du général Luis Garcia Meza, lui-même éliminé par le coup d'État du 3 août 1981 qui porte au pouvoir le général Celso Torrelio Villa.

LE PÉROU

LES INCA.

Lorsque Francisco Pizarro débarque à Tumbez en 1527, il découvre ce qu'on a appelé l'Empire inca. Cette civilisation, qui avait alors trois siècles d'existence, avait créé les structures agraires du Pérou, dont certaines subsistent encore à l'heure actuelle.

Généralités.

Qui étaient les Inca ?

Les plus anciennes traces d'habitation humaine au Pérou remontent au IIIe millénaire av. J.-C. Vers l'an 1200 apr. J.-C. se crée l'empire des Inca, dont la légende dit qu'il a vu le jour dans la vallée de Cuzco, à Paccari Tambo, sa future capitale. On sait maintenant que ces Indiens montagnards, tard arrivés dans la région qu'on appellera plus tard le Pérou et le Chili, ont succédé à d'autres peuples dont l'archéologie a pu relever les traces.

Les Inca ont, peu à peu, imposé leur domination aux peuples qui les ont précédés (le mot *inca* signifie « chef, souverain ») ; au XVe siècle leur empire s'étend sur plus d'un million de km^2 et dépasse les limites de l'actuel Pérou pour englober notamment les territoires de l'Équateur.

Il convient de noter que, jusqu'au XIXe siècle, on attribuait aux Inca une grande antiquité, et qu'on les considérait comme à l'origine de tous les vestiges archéologiques qui ont pu être trouvés au Pérou et en Bolivie ; certains faisaient même remonter leur origine au début de l'ère chrétienne (!). En outre, les premiers observateurs ont été frappés par le brillant de la civilisation des Inca : leur art, leur architecture, leurs institutions ressemblaient à ce que connaissaient déjà les historiens du Vieux Monde, à ce qu'on a découvert en Égypte, en Mésopotamie et en Extrême-Orient. Les travaux archéologiques dont l'Allemand Max Uhle a été l'initiateur, ont permis de réviser toutes les conceptions plus ou moins fantaisistes qui circulaient sur la grande civilisation précolombienne :

— Les Inca n'apparaissent qu'au XIIIe siècle de notre ère ; les renseignements proprement historiques ne remontent qu'au XVe siècle (vers 1438).

— L'Empire inca n'a duré qu'un siècle (jusqu'à la conquête espagnole) ; il fait suite à de nombreux États qui se sont succédé dans les régions andines et tout le long de la côte occidentale de l'Amérique du Sud. On a pu rapporter à ces sociétés indiennes *pré-incaesques* un nombre considérable de vestiges archéologiques (en particulier des tombes et des monuments funéraires). Héritiers d'une longue tradition qui avait accumulé les expériences humaines et sociales, mais qui avait peut-être épuisé son dynamisme, les Inca ont pu progresser avec rapidité, sans que cela impose de faire appel à une quelconque influence occidentale ou extrême-orientale sur l'origine de leur civilisation (ce n'est pas parce qu'il existe des rapports entre certaines institutions des Inca et celles de la Chine ou de l'Inde, ou de quelque autre pays extrême-oriental, qu'il faut y voir un rapport direct ; aucune des hypothèses et théories qui ont été bâties sur de possibles relations entre les Inca et l'Ancien Monde n'est prouvée).

Avant les Inca.

● *IIIe et IIe millénaires av. J.-C. :* la région côtière du pays (notamment la zone de Huaca Prieta, sur la côte nord) abrite des populations de pêcheurs sédentaires qui ignorent encore l'art de la poterie. La céramique n'apparaît que vers l'an 1200 av. J.-C., et la culture du maïs, élément important de la vie économique primitive, vers l'an 800 av. J.-C.

● *Du VIIIe siècle av. J.-C. au IIe siècle apr. J.-C.* apparaît une civilisation très évoluée dont les représentants savent construire des bâtiments importants (la ruine la plus célèbre a été appelée le *castillo :* c'est une architecture à terrasses dont les étages sont réunis par des rampes et des escaliers et dont les pans de mur sont décorés de représentations de félins stylisés ; le félin stylisé est caractéristique de cette civilisation). Cette période est dite civilisation de *Chavin* (du nom d'une localité dans le nord de la cordillère des Andes). On en décrit plusieurs aspects, chacun caractérisé par le nom d'une localité *(Cupisnique, Paracas).* Chavin était sans doute la capitale d'un petit État théocratique qui connaissait l'agriculture du maïs et l'économie artisanale (tissage, céramique).

● *D'autres civilisations* succèdent à celle de Chavin à partir du IIIe siècle apr. J.-C. ; elles présentent énormément d'analogie avec les précédentes, et dès cette époque les communautés rurales (en langage inca : les *ayllu*) ne sont plus seules à représenter les cellules humaines et économiques de base. Il se crée une véritable civilisation urbaine, avec ses palais et ses temples, son artisanat qui plus tard deviendra industrie chez les Inca. En même temps, l'agriculture s'enrichit de travaux délicats effectués sur les pentes des montagnes, transformant celles-ci en terrasses de culture ; les travaux d'irrigation, extrêmement importants, exigent pour leur création et leur entretien un pouvoir centralisé (comparer avec l'importance de l'irrigation en Égypte ancienne). Parmi ces civilisations, la plus importante est celle des *Mochica* (de 300 à 800 apr. J.-C., dans le Nord du Pérou). Les principaux vestiges mochica sont : le temple du Soleil et le temple de la Lune, à Moche (les pyramides du Soleil mesurent 23 m de haut) et des tombes où l'on a trouvé

Bijou chimu (en or) : les Chimu, dont l'apogée remonte au XIIIe siècle, furent incorporés dans l'empire inca au XIVe siècle; ils ont été de remarquables métallurgistes.


Ph. © Boudot-Lamotte.

d'innombrables vases de céramique dont la forme — vase à anse en étrier — existait encore à l'époque espagnole et qui sont prodigieusement décorés. Vers l'an 1200 (c'est l'époque des croisades en Europe ; en Grande-Bretagne, c'est l'époque où est promulguée la *Grande Charte*), les Mochica sont remplacés par un autre peuple, les *Chimú*. La société chimú était sans doute plus structurée que celle des Mochica : les Chimú semblaient avoir une justice extrêmement sévère, infligeant la peine de mort aux voleurs, aux femmes adultères et aux vierges impures ; les condamnés à mort étaient poussés dans un précipice et leurs cadavres dévorés par les oiseaux de proie. Les Chimú ont su travailler le cuivre, l'or, l'argent et le bronze ; on a découvert près de Lambayeque un « trésor chimú », le *trésor d'Illimo* (vases d'or, trois idoles représentant sans doute le chef Naymlap). La religion chimú était une religion astrale.

● *A partir de 1200,* arrivent les Inca qui vont profiter des progrès techniques et institutionnels de leurs prédécesseurs et établir l'empire dont nous décrivons maintenant les principaux caractères.


Ph. © Charles Lenars/Atlas Photo.

Les ruines imposantes de Machupicchu, au Pérou.

L'Empire inca.

Généralités.

L'originalité de la civilisation inca tient au fait qu'elle a surpassé les précédentes par les dimensions du territoire sur lequel elle allait se développer et par la qualité de ses institutions. Les Inca ont trouvé un territoire déjà occupé ; ils l'ont donc colonisé — avant les Espagnols — et leur méthode de colonisation est particulièrement intéressante : ils ont souvent ménagé les coutumes des pays vaincus, assimilant les éléments positifs des civilisations qu'ils dominaient (phénomène classique en matière de conquête dans l'histoire des civilisations).

L'histoire des Inca correspond aux règnes des « quatorze empereurs » dont les huit premiers sont plus légendaires qu'historiques ; en voici la liste : 1 - Manco Capac ; 2 - Sinchi Roca ; 3 - Lloque Yupanqui ; 4 - Mayta Capac ; 5 - Capac Yupanqui ; 6 - Inca Roca ; 7 - Yahuar Huaca ; 8 - Uiracocha ; 9 - Pachacutec Inca Yupanqui (1438-1471) ; 10 - Tupac Inca Yupanqui (1471-1493) ; 11 - Huayna Capac (1493-1527) ; 12 - Huascar (1527-1532) ; 13 - Atahualpa (1527-1532) ; 14 - Manco Capac II (1532-1537).

Organisation politique et administrative de l'Empire inca.

L'empire était extrêmement centralisé. A sa tête l'*inca* (c'est-à-dire, selon le sens premier du mot : le chef) était un descendant direct d'*Inti,* le dieu Soleil ; il participait à sa divinité. L'empire sur lequel il règne est divisé en quatre régions dont chacune est dirigée par un *apo* (c'est généralement un frère ou un oncle de l'*inca*). Les provinces ont à leur tête des gouverneurs de lignage impérial. Enfin des dignitaires, les *curacas,* sont des hauts fonctionnaires ou des dignitaires religieux ; ils sont souvent choisis au sein des communautés rurales (les *ayllu*).

Chaque année, au mois de mai, les gouverneurs et les *curacas* vont à Cuzco rendre compte de leur action et de leur administration à l'inca. L'organisation politique de l'empire est donc fondée sur un système de castes : l'empire est héréditaire, la situation de *curaca* est aussi héréditaire. En dehors de cette hiérarchie officielle où le fils prend la succession de son père, il existe un corps de représentants de l'empereur (tels les *missi dominici* de Charlemagne) dont l'autorité est à juste titre redoutée.

L'inca est à la fois chef civil, religieux et militaire. Son rôle et ses fonctions sont comparables à celles d'un pharaon égyptien.

Organisation économique et sociale.

Elle reflète étroitement les principes théocratiques sur lesquels est fondé l'Empire inca ; l'activité économique doit être orientée selon les desseins de l'inca, héritier du Soleil.

● *La base de l'organisation* est l'existence d'un « institut de la statistique » mené par un corps de fonctionnaires spécialisés. Il n'existe pas encore d'état civil proprement dit et le fonctionnaire recenseur (le *quipu kamyoc*) se borne le plus souvent à diviser les populations en fonction de leur âge apparent et de l'aptitude au travail. Dix classes d'âge sont ainsi dénombrées et les Inca se trouvent à même de connaître les forces humaines dont ils disposent pour les travaux publics ou les expéditions militaires.

● *Les terres* sont divisées en trois groupes. Le premier, le plus important, est composé de terres appartenant à l'*inca ;* le second rassemble tous les champs du dieu Soleil et le produit des terres sert à entretenir une classe sacerdotale importante ; le troisième est réservé à l'entretien et à la subsistance du peuple (on voit se dessiner une division de la société en noblesse, clergé et tiers état). Il n'existe pas de propriété privée, à l'exception des donations exceptionnelles faites par l'inca et les quelques huttes, animaux domestiques et instruments de travail que le peuple est autorisé à posséder. Tout appartient à l'État, personnifié par l'inca (ici aussi on peut comparer avec le système de l'Égypte ancienne).

● *L'organisation du travail* est fondée sur la *corvée.* Chaque homme marié est corvéable et, comme tel, il doit participer à des travaux collectifs. La terre de l'inca est entretenue par les communautés rurales ; l'élevage (troupeaux de lamas et d'alpagas) a lieu sur les hauts plateaux. Les produits des champs de l'inca et du dieu Soleil sont entreposés dans de vastes greniers, à proximité de voies de communication extrêmement importantes (les Inca ont construit 20 000 km de routes), et sont utilisés lors des mauvaises récoltes ; ils servent encore à l'entretien des fonctionnaires, des travailleurs en corvée et de l'armée.

● *La vie religieuse.* La divinité la plus importante est Inti, le Soleil, ancêtre de la dynastie. A Cuzco, les Inca lui élèvent un temple majestueux, le *Coricancha,* qui reçoit les visites de nombreux pèlerins. Dans toutes les régions et les provinces conquises, des temples à la gloire du Soleil sont édifiés. Les jours de fêtes religieuses sont nombreux ; les plus solennelles de ces fêtes se déroulent en septembre. Le peuple procède à la purification rituelle et chasse par ses prières les maux qui risquent de s'abattre sur le pays. Dans certaines occasions ont lieu des sacrifices humains, sans jamais atteindre cependant l'ampleur de ceux qu'ont connus les civilisations aztèque et maya (voir pp. 98 et 99).

En dehors d'Inti, les Inca adorent deux autres divinités : *Uiracocha,* le créateur ; *Inti Illapa,* le tonnerre et le dispensateur de la pluie. Des temples nombreux sont consacrés à ce dernier dieu, et les prières qu'on lui adresse sont ardentes, en particulier lorsque la sécheresse est menaçante.

La mort de l'Empire inca coïncide avec l'arrivée de Pizarro. Le conquistador profite de la dissension armée qui régnait entre les deux demi-frères Huascar et Atahualpa et parvient par traîtrise à capturer l'*inca* Atahualpa. Privé de son chef et de la caste qui l'administrait, l'empire s'écroule d'un seul coup.

Une tentative de restauration devait avoir lieu, non pas à Cuzco — puisque les Espagnols tenaient l'ancienne capitale — mais à Vitbos, dans les Andes. Elle n'eut pas de suite.

LE PÉROU MODERNE.

Le Pérou a été conquis pour le compte de la couronne espagnole par Francisco Pizarro en 1531-1533, et établi en vice-royauté par Charles Quint (1542) ; sa capitale, Lima, est fondée par Pizarro en 1535 et l'organisation coloniale est calquée sur l'organisation inca. L'histoire du Pérou à l'époque de la colonisation se résume en un effort des Espagnols pour éliminer progressivement les Indiens (ils n'y parviendront pas) et en l'exploitation du gisement d'argent du Potosí qui enrichit l'oligarchie coloniale. Le Pérou, initialement la seule vice-royauté d'Amérique du Sud, voit son territoire administratif se réduire peu à peu à ses limites actuelles, au fur et à mesure que les autres conquêtes coloniales évoluent. Ces réductions aboutissent à la création successive de nouvelles provinces administratives : vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, capitainerie du Venezuela, présidence de Quito se constituent à partir de 1718 ; la vice-royauté de La Plata groupe en 1776 l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et une partie de la Bolivie ; le Chili lui-même est une capitainerie autonome par rapport à Lima. Le Pérou se libère en 1821 (San Martín) et c'est l'armée de Simon Bolivar qui achève la libération militaire (1824) ; San Martín reçoit le titre de *protecteur du Pérou* et Bolivar le titre de *libérateur.*

Le Pérou jusqu'au début du XXe siècle.

● Le rêve du général métis Santa Cruz est d'unir le Pérou à la Bolivie ; il reçoit un début de réalisation en 1836 avec la proclamation de la Confédération des Deux-Pérous. Mais Santa Cruz se heurte à l'hostilité des puissances voisines, dominées par une aristocratie créole, et la Confédération est dissoute, grâce à l'appui de l'armée chilienne, en 1839.

● Sous la dictature du président Ramón Castilla qui supprime l'esclavage, l'économie se développe. Le ramassage du *guano* accumulé sur les côtes est à l'origine

d'une véritable *traite des Jaunes,* les ouvriers nécessaires étant des Chinois engagés pour huit ans à qui l'on payait seulement les frais de voyage. Cette immigration, mal vue de la population, cesse en 1874.

Après une intervention infructueuse des Espagnols en 1866, expédition après laquelle l'Espagne renoncera à toute reconquête coloniale, le Pérou et la Bolivie sont amenés à entrer en guerre contre le Chili (guerre du Pacifique, 1879-1883) qui convoite le salpêtre de Tarapacá. La guerre se termine par la victoire du gouvernement de Santiago et par la perte de la province en question (voir p. 121).

● La guerre du Pacifique a été durement ressentie par le Pérou qui est gouverné jusqu'à la fin du siècle par des militaires (général Iglesias jusqu'en 1890, général Cáceres de 1894 à 1895). L'économie se développe avec l'attribution de concessions minières et pétrolières à des sociétés étrangères (la *Peruvian Corporation*) ; l'agriculture se rationalise : laine, coton et sucre sont exportés par le canal de Panama qui s'ouvre en 1914. Jusqu'aux premières années du XXe siècle, le pouvoir demeure limité aux tractations entre l'armée et l'oligarchie terrienne divisées sur les mérites comparés du protectionnisme et du libre-échangisme. Quelques présidences illustres dans le développement du pays : José Balta, Manuel Pardo (1872-1876), qui fut le premier président civil, et Nicolas de Pierola.

Le Pérou au XXe siècle.

● La naissance d'un prolétariat urbain associé à une poussée des classes moyennes vient ébranler ce fragile édifice. Le président José Pardo est renversé en 1919, après une intervention armée contre des grévistes, et l'exploitation minière connaît un nouvel essor, sous la dictature de A. B. Leguía qui conserve pratiquement le pouvoir jusqu'en 1930.

● Entre-temps, un bouillonnement de clubs, de partis, avait sensibilisé les esprits aux problèmes politiques et syndicaux. L'un des « leaders » les plus prestigieux qui se révèlent à cette époque est Victor Rául Haya de la Torre qui fonde en 1924 l'APRA *(Alliance populaire révolutionnaire américaine).* Haya de la Torre se flatte d'avoir conçu une doctrine marxiste spécifiquement latino-américaine, fondée sur la considération de l'importance des populations indiennes (le problème indien est spécifique au Pérou : le Pérou peut se définir comme la cohabitation de deux communautés : 40 % de Blancs et de métis sur la côte, 60 % d'Indiens et de métis dans le reste du pays). Haya de la Torre se propose d'instaurer non pas une Amérique latine, mais une Indo-Amérique dont l'*ayllu* communautaire représente l'idéal socio-économique à réaliser. Autrement dit, l'émancipation nationale doit précéder, au Pérou, la révolution prolétarienne.

● La doctrine indianiste de Haya de la Torre eut beaucoup de succès, mais elle ne convainquit pas les marxistes purs qui fondèrent le Parti communiste péruvien en 1928 (fondateur : Mariategni). Le combat politique jusqu'à nos jours se résume en une lutte serrée entre ces quatre protagonistes : l'APRA, le parti communiste péruvien, l'armée et l'oligarchie (la *sociedad*).

● Après quinze années de dictature militaire, l'APRA triomphe aux élections de 1945. La ligne suivie par le gouvernement s'éloigne d'ailleurs fortement de la doctrine farouchement anti-impérialiste de Haya de la Torre et la déception est suffisamment grande pour permettre à l'armée de prendre le pouvoir (avec l'appui, ou tout au moins l'assentiment du parti communiste !). Le nouveau dictateur, le général Odria, après avoir mis hors la loi l'APRA et le parti communiste, reste au pouvoir jusqu'en 1956, date à laquelle la liberté des élections permet l'élection du libéral Prado Ugarteche (1956).

● Pour éviter un gouvernement présidé par Haya de la Torre, l'armée favorise alors en juin 1963 l'élection du candidat d'*action populaire,* Fernando Belaúnde Terry. Ce dernier président met sur pied une réforme agraire dont l'application se révèle difficile. Le problème de la main-d'œuvre indigène reste en effet non résolu, malgré les efforts de la *coopération populaire* pour mobiliser les Indiens en vue d'édifier des écoles, des ponts, des chemins de fer. F.B. Terry a été renversé par un *pronunciamiento* militaire en 1968.

La dictature militaire de Juan Velasco Alvarado s'est maintenue au pouvoir de 1968 à 1975 ; c'est une révolution nationaliste, d'inspiration socialiste (réformes agraires, nationalisations), qui a lutté contre l'extrémisme de droite et de gauche, avant de tomber par un coup d'État (29 août 1975), portant au pouvoir le général F. Morales Bermudez, auquel succède, en mai 1980, Fernando Belaúnde Terry, l'ancien leader du centre-droit, rentré d'exil en 1977.

LA COLOMBIE ET L'ÉQUATEUR

LA COLOMBIE.

Avant l'indépendance.

● Les Espagnols se sont installés en Colombie en 1510 (Darien) ; c'est Gonzalo Jiménez de Quesada qui fonda, en 1538, la *Ciudad Nueva de Granada* (près de l'actuelle Bogota) ; le territoire de la Nouvelle-Grenade a d'abord été sous le contrôle du vice-roi du Pérou (jusqu'en 1718), puis il constitua avec le Venezuela la vice-royauté de Terre-Ferme. La prospérité de la colonie fut assurée par l'exploitation des émeraudes. Comme partout ailleurs, il se constitua une aristocratie créole de propriétaires fonciers.

L'Église y fut rapidement puissante et riche ; elle a joué un rôle éducatif de premier plan (une université à Bogota dès le XVIe siècle).

● L'indépendance a été le fruit d'une guerre longue et sanglante (1810-1822), conduite par Simon Bolivar, qui créa — le 17 décembre 1819 — une *Grande Colombie,* groupant Panama, le Venezuela, l'Équateur et la Nouvelle-Grenade. L'union se morcela en 1830 et la Colombie devint un État isolé et indépendant.

Les grandes lignes de l'histoire.

La vie politique.

Elle est marquée par l'opposition entre les *conservateurs* (cléricaux et centralistes) et les *libéraux* (fédéralistes). Cette opposition, attisée par les particularismes locaux, a engendré une vie politique troublée ; elle a aussi paralysé, jusqu'au XXe siècle, l'évolution économique. En voici les principales étapes :

Dates	Événements
1830-1845	Constitution centraliste; le pouvoir est aux *conservateurs.*
1845-1854	Agitation *libérale* (présidences de López et d'Obando); guerre civile.
1854-1857	Dictature de Melo.
1857-1860	Rodriguez *(conservateur)* promulgue une constitution semi-fédérale.
1861-1867	Mosquera *(libéral)* : lois anticléricales; création des *États-Unis de Colombie* (1863).
1880-1894	Dictature du *conservateur* Rafael Núñez qui restaure le clergé dans ses prérogatives et gouverne en s'appuyant sur l'oligarchie des grands propriétaires. Constitution centraliste de 1886 instituant la *république de Colombie* (abrogée en 1957 seulement).
1894-1902	Guerres civiles.
1904-1930	Stabilité politique; les *conservateurs* au pouvoir (Nel Ospina en 1922, Abadia Méndez en 1926). Évolution économique de la Colombie; importance croissante de l'influence des États-Unis (pétrole, café, bananeraies).
1930-1945	Retour des *libéraux* au pouvoir après la crise de 1929 : Herrera (reprise des lois anticléricales) et Alfonso López Pumarejo (réforme agraire, lois sociales).
1946-1951	Après une tentative de gouvernement de coalition, les *conservateurs* imposent un régime militaire et policier (Ospina, Gómez, Roberto Urdaneta Arbeláez). Émeutes à Bogota après l'assassinat du leader libéral Gaitán (1948).
1953-1957	Dictature du général Rojas Pinilla. Opposition des *libéraux* et des *conservateurs.*
1957	Nouvelle constitution (une Chambre des députés et un Sénat, un président de la République; élection au suffrage direct tous les quatre ans).
1958-1962	Présidence d'Alberto Lleras Camargo (*Front national* : union des *libéraux* et des *conservateurs*).
1962-1966	Présidence de Guillermo León Valencia (*conservateur* modéré).
1966	Élection du *libéral* Carlos Lleras Restrero.
Juin 1968	Démission de C. L. Restrero.
1970	Élection du *conservateur* Missel Pastrana.
19 avril 1970	Misael Pastrona Borrero est élu président de la République.
Février 1971	Émeutes et proclamation de l'état de siège.
21 avril 1974	Alfonso Lópes Michelsen élu président de la République.
4 juin 1978	Julio Cesar Turbay Ayala élu président de la République 1978-1980. Développement de l'opposition de la guerilla, qui impose au gouvernement en place de s'appuyer de plus en plus sur l'armée.

Les difficultés actuelles.

Le jeu politique des libéraux et des conservateurs ne correspond pas, en réalité, à la Colombie d'aujourd'hui. Outre l'existence de partis extrémistes à droite (Rojas Pinilla) et à gauche (Alfonso Michelsen Lopez), il faut souligner l'existence d'une *guérilla* étendue à l'ensemble du pays, dont les racines sont rurales et dont les cadres (étudiants, intellectuels) sont surtout d'obédience castriste. Dès 1948-1950, les paysans s'étaient emparés de *latifundios* (exemple : celui de Marquetalia) ; en 1961, les « maquis » menaçaient de « cubaniser » la Colombie. Trois mouvements importants à citer : le *Mouvement ouvrier, étudiant et paysan,* les *Forces Armées Révolutionnaires de Colombie* (FARC) et l'*Armée de Libération Nationale* (ALN).

L'ÉQUATEUR.

● Peuplés de tribus indiennes (Quitos, Puruhas, Cayapas, Caras, etc.), les territoires de l'actuelle république de l'Équateur furent incorporés au XVe siècle dans l'Empire inca de Tupac Yupanqui. Pizarro et Bénalcazar firent la conquête de l'Équateur en même temps que celle du Pérou (1532-1533) auquel le territoire des *Quitos* et des *Caras* fut soumis administrativement avant d'être rattaché à la Nouvelle-Grenade (1739).

● L'indépendance date du 24 mai 1822 (victoire du général Antonio José Sucre sur les Espagnols au Pichincha) ; de 1822 à 1830, l'Équateur fit partie de la Fédération de Colombie et devint, en 1830, *la República del Ecuador.* Comme en Colombie, on vit se succéder, se combattre et s'unir conservateurs et libéraux : Flores (1830-1835 et 1839-1845, conservateur) et Rocafuerte (1835-1839, libéral) ont organisé et développé le pays.

● Le début du XXe siècle est marqué par des troubles politiques et sociaux ; la crise économique de 1929 fut durement ressentie, d'autant plus que les plantations de cacao — la seule culture d'exportation — furent ravagées par la maladie.

● Après la Seconde Guerre mondiale, le jeu politique reprend de plus belle : Velasco Ibarra (« libéral » devenu « autoritaire ») est au pouvoir de 1944 à 1947, puis de 1952 à 1956 et de 1960 à 1961. Son successeur, le vice-président Arosemena, accusé de sympathie vis-à-vis du communisme, est renversé par un coup d'État militaire, le 11 juillet 1963, mené notamment par le contre-amiral Castro Jijón. Mais, après quelques péripéties politiques (rivalités entre les membres de la *junte* militaire), Velasco Ibarra est élu à nouveau président de la République en 1968. Renversé par le coup d'État du 16 février 1972, Ibarra cède la place au général Lara, lui-même renversé par une junte militaire le 11 janvier 1976. Une nouvelle constitution (1978) permet l'élection à la présidence de la République de Jaime Roldos Aguilera auquel succède (après sa mort en 1981) Osvaldo Hurtado.

LE VENEZUELA

HISTOIRE POLITIQUE.

Le Venezuela avant l'ère pétrolière.

Les caudillos.

● L'indépendance de la capitainerie générale du Venezuela est proclamée le 5 juillet 1811. La lutte pour l'indépendance oppose Miranda, Bolivar, Páez chez les patriotes, au capitaine de frégate Monteverde et au général Morillo chez les Espagnols. La capitulation espagnole de Puerto Cabello (1821) met fin à cette guerre qui avait ravagé le pays.

● Le Venezuela est alors un pays pauvre, dominé par une oligarchie extrêmement restreinte. Les chefs militaires — *caudillos* — vont dominer le pays pendant près d'un siècle, un pays appauvri encore par une guerre civile entre unionistes et fédéralistes (1863-1870). Certains de ces *caudillos* laissèrent dans l'histoire leur silhouette pittoresque : Páez le *« llanero »,* le cruel José Monagas, le fastueux Guzmán Blanco, beau-père du duc de Morny, le général Castro dont l'impétuosité entraîna le bombardement du port de La Guaira par une force navale internationale (Italie, Angleterre, Allemagne).

Juan Vicente Gómez.

Ce métis andin prit le pouvoir en 1908; il devait gouverner lui-même, ou par personnes interposées, pendant vingt-sept ans. Surnommé le « tyran des Andes », il bénéficia le premier de l'exploitation des champs pétrolifères (premier forage en 1914, par la compagnie Shell, au lac Maracaïbo). Une rivalité économique opposa les Anglo-Hollandais aux Américains en vue d'obtenir le monopole du pétrole vénézuélien ; jusqu'à une date récente la production a été essentiellement répartie entre trois compagnies : la *Standard Oil* (compagnie créole), la *Shell de Venezuela* et la *Gulf Oil.* Ces « trois grands » ont fait entrer le Venezuela dans l'ère du pétrole.

L'ère de la prospérité.

L'action démocratique.

Le dictateur Juan Vicente Gómez est mort en 1935 ; au général Contreras qui lui succède, s'oppose la « génération de 1928 » qui a pour maître à penser l'écrivain Rómulo Gallegos. Celui-ci contribue à la création, en 1941, du Parti d'Action démocratique, dirigé par Romulo Betancourt, ancien membre du Parti communiste costaricain — attiré au Venezuela par les idées de l'APRA qui s'y répandaient. La clientèle de l'Action démocratique se recrute surtout parmi les classes moyennes, les étudiants, les jeunes officiers, les dirigeants syndicaux. C'est d'ailleurs un soulèvement de jeunes officiers, en octobre 1945, qui installe Betancourt à la présidence de la République.

Sous la présidence de Betancourt, les initiatives sociales sont nombreuses (premières tentatives d'une réforme agraire) ; mais les militaires se méfient des syndicats, les propriétaires terriens et les compagnies pétrolières craignent les réformes et les nationalisations. Lorsque les élections confirment l'orientation à gauche de l'électorat vénézuélien (élection de Gallegos en décembre 1947) les « colonels » s'emparent du pouvoir par deux coups d'État successifs (le colonel Chalbaud en novembre 1948, et, après l'assassinat de celui-ci, le colonel Perez Jimenez en 1952). Le programme de ces dictateurs est extrêmement simple : lutte à outrance contre les chefs syndicaux et contre les réformes agraires.

L'ère du pétrole.

La *junte* militaire adopte la politique facile résumée par la formule : « Semer le pétrole ». Avec le pétrole, viennent aussi les dollars : de grands travaux sont entrepris à Caracas et Maracaïbo qui se transforment en villes modernes, tandis qu'à travers tout le pays règnent le gaspillage, les entreprises de prestige, la spéculation et la corruption générale.

Le Venezuela a réussi le paradoxal tour de force de se détruire politiquement par sa richesse. Le mirage de pierre et de néon attire dans les villes le peuple des campagnes ; on assiste donc à une prolifération du prolétariat urbain, à une augmentation de la dette publique et, parallèlement, pour maintenir les colonels au pouvoir, à une répression policière. Tout cela finit par provoquer une réaction, tant de la part du peuple que de l'armée (janvier 1958). Le vice-amiral Larrazabal doit faire face à deux coups d'État, l'un de droite, l'autre de gauche.

Ayant accepté le soutien des communistes, il est battu aux élections de décembre 1958 qui consacrent Romulo Betancourt président de la République, auquel succède le président Rául Leoni (d'origine corse). Pendant dix ans, sous la houlette de l'Action démocratique, le Venezuela a donc connu le calme constitutionnel, sinon la paix civile. Les élections de 1968, après un long dépouillement, ont amené au pouvoir M. Caldera, « leader » démocrate chrétien.

Se succèdent ensuite à la tête de l'État les présidents Carlos Andrés Perez (1973-1978) et Luis Herrera Campins (démocrate chrétien).

LE VENEZUELA ET LE COMMUNISME.

Pendant les dix années où l'Action démocratique fut au pouvoir, la situation économique et politique se développa favorablement (suffisamment du moins pour pouvoir réprimer quatre soulèvements militaires). Mais le plus grand danger auquel dut faire face l'Action démocratique résida dans la guérilla castriste qui débuta dans les années 1961-1962.

● *La position des communistes.* Le parti communiste vénézuélien a été créé en 1937 ; il occupe des positions particulièrement importantes chez les professeurs et les étudiants, à défaut d'animer les syndicats contrôlés, eux, par l'Action démocratique. D'abord alliés à ce dernier parti en 1958, les communistes reprocheront ensuite à Betancourt de s'incliner devant les exigences des conservateurs et des Américains (qui protègent les compagnies pétrolières). En 1960 le mot d'ordre était, chez les communistes, de faire échec à l'expérience réformiste : lutte parlementaire, terrorisme urbain, guérilla rurale se succèdent. L'appui d'une fraction de l'Action démocratique, transformée en Mouvement de la gauche révolutionnaire, élargit la base d'action des communistes.

● *La guérilla.* Dès le printemps 1962, deux fronts avaient été constitués dans le Chaparral et l'État de Falcón. Un soulèvement militaire favorable à cette subversion échoue d'ailleurs la même année. En 1963, la cour suprême du Venezuela valide l'interdiction du Parti communiste et du Mouvement de la gauche révolutionnaire qui créent alors un Front de libération nationale (FLN) coiffant un organisme militaire, les Forces armées de libération nationale (FALN). Le FLN et les FALN étant en relation étroite avec Cuba, la rupture diplomatique entre ce pays et le Venezuela a lieu en 1961, tandis qu'en 1964 les dockers mettent l'embargo sur les navires des pays qui commercent avec la Havane.

Les *guerilleros* ne parviennent pas à troubler les élections de 1963. Les partisans font alors leur « autocritique » stratégique ; ils empruntent les théories du révolutionnaire « Che » Guevara (le foyer insurrectionnel et la guerre longue) et l'on assiste à des mouvements de guérilla urbaine, destinés à faire diversion pour alléger la pression sur les guérilleros dans les campagnes.

A partir de 1965 une scission se produit dans le parti communiste vénézuélien. Le chef guérillero Douglas Bravo lance en mars 1966 le *manifeste d'Iracara* qui dénonce le conservatisme du bureau politique ; c'est alors qu'a lieu l'évasion (opportune) des principaux dirigeants du parti communiste vénézuélien emprisonnés (février 1967), ce qui amène une rupture avec le parti communiste cubain et la condamnation par le parti communiste vénézuélien, en avril 1967, de la lutte armée : la guérilla s'essouffle.

L'URUGUAY ET LE PARAGUAY

L'URUGUAY.

● Ce pays a la réputation d'être, de tradition, le pays d'Amérique du Sud le plus libéral et démocratique. La vie politique, au cours du XIXe siècle, devait trouver son équilibre grâce au respect des règles constitutionnelles posées par le parti *colorado* vers les années 1830-1840, qui prévoyaient l'instauration d'un régime présidentiel. La vie économique était fondée sur une agriculture florissante. L'élevage s'était très développé : le cheptel, en 1890, était estimé à 23 millions de têtes.

● Cette prospérité et cet équilibre qu'a connus l'Uruguay au XIXe siècle ont mal résisté à l'épreuve du temps. La constitution présidentielle, jusqu'alors gage de stabilité politique, a pu être estimée dangereuse pour la démocratie. En 1919, le président Batlle créait donc un Conseil national d'administration, composé des représentants du parti majoritaire — le parti *colorado* — et du parti d'opposition — le parti *blanco.* La répartition des compétences entre le Conseil et le président de la République allait s'effectuer de la manière suivante : le président conservait une pleine autorité sur la politique intérieure, les Affaires étrangères et la Défense nationale ; le Conseil avait la responsabilité de ministères plus techniques. Cette modification de la constitution entraîna une paralysie de l'exécutif. Aussi bien, un référendum devait récemment restaurer la fonction de président de la République dans sa pleine autorité.

A l'heure actuelle, on assiste sur le plan économique à une stagnation de la production agricole et de l'élevage. En second lieu, le processus d'industrialisation qui s'était soutenu jusqu'en 1967 a connu depuis cette époque une phase d'arrêt, en raison du faible chiffre de la population (environ 3 millions d'habitants) et de l'absence de ressources minérales.

Montevideo, la capitale (qui, avec sa banlieue, rassemble près de la moitié de la population), est le théâtre de grèves et de troubles qui imposent à l'Uruguay d'abandonner son libéralisme traditionnel pour juguler l'inflation chronique et le déficit permanent de sa balance des comptes.

● *Le régime politique de l'Uruguay* est celui d'une dictature déguisée. Ce n'est qu'en 1966 (après plus de trente ans de régime militaire) que les fonctions de président de la République ont été rétablies ; se sont succédé à la tête de l'État : Pacheco Areco (jusqu'en 1972) ; J.M. Bordaberry (de 1972 à 1976) ; Aparicio Mendez (de 1976 à 1981 - Aparicio Mendez avait pris le pouvoir après un coup d'État qui avait renversé J.M. Bordaberry) ; le général Gregorio Alvarez a été nommé chef de l'État en septembre 1981. La lutte contre les *tupamaros,* et le redressement (difficile et non encore réalisé) de la situation économique et sociale du pays, ont été à l'ordre du jour de tous les gouvernements uruguayiens depuis vingt ans.

LE PARAGUAY.

Cet État s'est constitué au XVIe siècle, sous la forme d'une sorte de république indienne *(les Guaranis),* créée par des Jésuites ; en fait les territoires des Guaranis — qu'on appelait des *réductions* — ont fait l'objet d'exactions multiples de la part des colons qui finissent par faire expulser les Jésuites (1762) et qui dévastèrent les *réductions.* Le dictateur José Garcia Rodriguez de Francia fait du Paraguay un État indépendant en 1811, et l'histoire de ce pays est analogue à celle des autres États de l'Amérique latine : les dictateurs et les oligarchies tiennent le pays jusqu'à ce que, en 1954, le général Alfredo Stroessner devienne le maître tout-puissant du Paraguay ; Stroessner a été élu cinq fois de suite président de la République, poste qu'il occupe encore en 1982.

LES GUYANES

La *Guyana* — anciennement Guyane britannique — est un État indépendant membre du Commonwealth, depuis le 26 mai 1966. Depuis 1970, elle est devenue une « République coopérative », présidée, sans interruption jusqu'en 1983, par Arthur Chong. La *Guyane française* est un département d'outre-mer qui n'a jamais pu être réellement colonisé ; elle a abrité — de 1852 à 1945 — le *bagne* où furent envoyés environ 70 000 condamnés.

Enfin l'ancienne Guyane hollandaise est devenue l'État indépendant du *Surinam* depuis 1975 (un coup d'État militaire y a renversé, le 4 février 1982, le président Henk Chin Sen ; le leader est le lieutenant-colonel Desi Bouterse).

histoire de l'Océanie et des régions polaires

GÉNÉRALITÉS

L'Océanie est le nom donné à la cinquième partie du monde; elle est composée d'un nombre considérable d'îles, groupées en archipels, et d'*atolls* qui n'ont d'autres liens naturels que l'océan Pacifique (baptisé ainsi par Magellan). La surface totale de ces îles représente 8 960 241 km^2 environ; l'Australie (avec 7 700 000 km^2) est la plus grande d'entre elles.

Le peuplement.

Il est difficile de déterminer comment s'est fait le peuplement de cet univers insulaire; on considère actuellement que l'Australie et les îles du Pacifique furent occupées par des peuplades venues de l'Asie méridionale. La voie d'accès aurait été l'Indonésie. Les grandes lignes de ces migrations seraient les suivantes :

— Au paléolithique, arrivent les *Tasmanoïdes,* puis les *Australoïdes,* ancêtres des Australiens d'aujourd'hui, eux aussi aux cheveux crépus.

— La Nouvelle-Guinée est occupée ensuite par des négroïdes, à cheveux crépus (pygmées, papous).

— Beaucoup plus tard (mais il est difficile de préciser l'époque), d'autres peuplades négroïdes, chassées du continent asiatique, passent par l'Indonésie et se répandent dans les îles occidentales du Pacifique : ce sont les *Mélanésoïdes* (*mélas* = « noir ») qui peuplèrent la Mélanésie et, de là, la Polynésie, c'est-à-dire le Pacifique oriental.

— Les îles du Pacifique oriental qui constituent la Polynésie ont reçu, outre ces Mélanésoïdes, des Europoïdes et des Indonésiens; c'est à l'ensemble de ce peuplement que l'on donne le nom de Polynésiens. Ces Polynésiens essaimèrent eux-mêmes dans tout le Pacifique oriental, jusqu'au littoral américain, poussés sans doute à émigrer par une croissance démographique importante. Les grandes migrations qui eurent lieu au XIIe siècle (vers les îles Hawaii, la Nouvelle-Zélande, Mangareva) ont servi de thèmes aux « chansons de geste » polynésiennes, conservées jusqu'à nous par des traditions orales.

Les divisions géographiques et ethnographiques.

Les divisions traditionnelles de l'Océanie tiennent compte soit de l'ethnographie, soit de la répartition géographique des îles du Pacifique. Selon le premier de ces deux principes de classification, on peut distinguer trois grands ensembles : la *Mélanésie* (les « îles des Noirs »), la Micronésie (*mikros* = « petit »), formée de petites îles ou d'atolls situés au nord de la Mélanésie, et la Polynésie (*polus* = « nombreux ») correspondant à la multitude des îles du Pacifique oriental.

Du point de vue linguistique, tous ces peuples océaniens parlent des langues différentes, certes, mais entre lesquelles on a pu reconnaître un certain lien de parenté (Papous exceptés) ; elles se rapprochent aussi des langues de la Malaisie et forment avec elles la famille linguistique *malayo-polynésienne.*

Exploration et exploitation de l'Océanie.

Les découvertes.

Le géographe Ptolémée (IIe siècle apr. J.-C.) supposait l'existence, aux antipodes, d'un continent reliant l'Afrique à l'Asie du Sud-Est; on appela cette terre *Terra Australis Incognita.* C'est la recherche de ce continent qui, à partir du XVIe siècle, fut l'occasion de la découverte des îles de l'océan Pacifique (Mendaña et Queiros entre 1568 et 1606, Tasman en 1642, Bougainville en 1766 et surtout James Cook qui y fit trois voyages en 1768-1770, 1772-1775 et 1776-1779).

Les grandes lignes de l'histoire océanienne.

L'histoire locale de l'Océanie est complexe car les territoires qui la composent sont extraordinairement morcelés et disséminés sur d'immenses espaces océaniques.

● *Les missions.* Ces îles peuplées de « sauvages » n'ont pas été évangélisées dès leur découverte par les Espagnols. L'Océanie n'a donc connu ni les jésuites, ni l'Inquisition. A la fin du XVIIIe siècle cependant, dans les pays protestants, on assiste à un renouveau du sentiment religieux; les *dénominations* se multiplient. Les missionnaires congrégationnalistes, méthodistes, presbytériens, baptistes, anglicans, wesleyens vont trouver dans les îles océaniennes un champ merveilleux d'évangélisation. Leur action fut d'ailleurs très efficace; elle contribua à présenter aux indigènes un apsect de la civilisation « blanche » qu'ils ignoraient : la douceur, la justice, l'effort éducatif, l'honnêteté commerciale. Jusqu'alors, les Océaniens connaissaient de l'Europe les forbans les pirates, les trafiquants sans vergogne, la violence, l'ivrognerie et les rapines.

Les missionnaires de la *London Missionary Society* (fondée en 1795) réussissent d'abord à gagner à leur cause le « roi » de Tahiti, Pomaré II (en 1812), et l'île fut alors évangélisée, devenant le point de ralliement des marins qui sillonnaient le Pacifique et qui étaient certains de la douceur idyllique et renommée de l'accueil. La LMS développa ensuite son action aux Tuamotu, aux Marquises, aux Cook, aux Samoa, aux Tonga et aux Loyalty (1841). Les catholiques — évincés depuis le XVIe siècle du Pacifique — furent les derniers arrivants. La *Congrégation des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie* envoya ses premiers pères aux îles Hawaii en 1827; Tahiti accueillit, après un accord entre les gouvernements français et britannique, la *Société des missions de Paris.* La présence des missions catholiques romaines, dont les méthodes d'évangélisation étaient différentes de celles des missions protestantes, provoqua des conflits religieux allant jusqu'à se transformer en véritables guerres entre indigènes. En même temps se développa le premier conflit impérialiste franco-britannique (affaire Pritchard, voir p. 128).

● *L'exploitation économique.* Les îles du Pacifique furent d'abord exploitées par des aventuriers sans foi ni loi, qui ne s'embarrassaient pas de préjugés humanitaires et dont les exactions et les meurtres ont contribué à rendre plus farouches les indigènes.

Après s'être contentés de leur ravir leurs femmes, les Européens découvrirent l'art d'utiliser les indigènes comme une main-d'œuvre abondante, bon marché et docile. Les principales richesses des îles étaient alors le bois de santal (Mélanésie) et l'holothurie (qui, séchée et réduite en poudre, passait pour avoir des vertus aphrodisiaques); ces deux matières premières étaient vendues aux Chinois. A la fin du XIXe siècle, l'économie océanienne s'insère dans l'économie mondiale avec l'exploitation du cocotier, le développement de plantation de coprah et de canne à sucre. A la production artisanale et semi-esclavagiste de l'huile de coco succéda l'exportation de l'amande de coco débarrassée de sa coque et prête à être mise au moulin (le coprah). Enfin, le sous-sol des îles du Pacifique fut exploité systématiquement à partir du début du XXe siècle : engrais (guano superficiel, phosphates), métaux de la Nouvelle-Calédonie (nickel, chrome, fer, cuivre, manganèse, tungstène), or des îles Salomon et des îles Fidji.

● Les îles du Pacifique furent aussi des enjeux politiques et stratégiques de première importance. Les grandes puissances se sont intéressées au Pacifique — en tout premier lieu la Grande-Bretagne, la France, le Japon et les États-Unis. Une multitude de conflits diplomatiques a abouti à un partage progressif de l'Océanie.

LA MÉLANÉSIE

La Mélanésie comprend les archipels suivants : Bismarck, Salomon, Louisiade, Santa Cruz, Nouvelles-Hébrides, Nouvelle-Calédonie, Loyalty et Fidji; on peut y adjoindre — en prenant le terme dans sa plus vaste acception — la Nouvelle-Guinée. Ils sont habités par des peuples négroïdes : Papous et Pygmées en Nouvelle-Guinée, Mélanésiens dans les autres archipels. Papous et Mélanésiens sont les deux branches du groupe ethnique *papouasien* ou *mélanésoïde.*

L'organisation sociale et la culture de ces sociétés primitives ont été abondamment décrites par les ethnologues et les sociologues. Retenons qu'il s'agit de sociétés très rudimentaires où l'activité essentielle est l'agriculture (*igname,* arbre à pain, cocotier), la pêche et la chasse.

Le pouvoir, théoriquement individualisé, est en fait exercé par des sociétés secrètes réservées aux hommes et particulièrement aux riches (la richesse s'évaluant, évidemment, en nature). Le cannibalisme a été répandu surtout aux îles Fidji. Nous étudions dans ce qui suit, par ordre alphabétique, les principaux territoires de la Mélanésie.

Voir p. 143 de l'*Annexe* pour l'histoire contemporaine (1968-1983) de la Mélanésie.

Iles Fidji (ou Viti).

Découvertes par Tasman en 1643, visitées par le capitaine Cook en 1774, elles n'ont été reconnues d'une façon détaillée qu'en 1789 par Bligh, après la mutinerie du *Bounty.* L'archipel comprend 322 îles et atolls, dont 106 sont habités (les deux îles principales sont Viti Levu et Vanua Levu).

Au XIXe siècle, les îles Fidji attirèrent les négociants de bois de santal dont la vente aux Chinois (qui en faisaient de l'encens) présentait des profits énormes.

Elles deviennent possession de la Grande-Bretagne le 10 octobre 1874. C'est de cette date que part la pacification et la mise en ordre des Fidji qui, depuis 1966, sont autonomes.

Nouvelle-Calédonie.

La Nouvelle-Calédonie a été découverte en 1774 par Cook. L'île présentait un intérêt stratégique (menace vis-à-vis de la Nouvelle-Galles du Sud) et commercial (commerce avec la Chine et le Japon). Cependant le gouvernement français, devant le risque d'un conflit avec la Grande-Bretagne, hésitait à annexer la Nouvelle-Calédonie. Louis-Napoléon, alors président de la République, envoya en 1850 une expédition maritime et l'amiral Febvrier-Despointes prit possession de l'île le 24 septembre 1853. La Grande-Bretagne, qui recherchait l'alliance de la France contre la Russie, ne protesta pas. En 1864, l'île Nou fut transformée en colonie pénitentiaire : elle comptait 2 000 forçats et 1 500 colons libres.

Les débuts de la colonisation de la Nouvelle-Calédonie furent malheureux. Bagnards et déportés n'avaient sans doute pas la vocation coloniale, et les colons libres qui s'étaient adonnés à l'élevage furent ruinés par les fluctuations du marché du bétail. Quant aux indigènes, refoulés, maltraités, voyant leurs plantations détruites, leurs troupeaux volés, leurs femmes enlevées par les Blancs, ils tentèrent de s'insurger en 1878 (insurrection des Canaques). La découverte des riches mines de nickel, l'instauration en 1884 d'une administration civile siégeant à Nouméa transformèrent le visage de la colonie.

Celle-ci est depuis 1958 un territoire d'Outre-Mer administré par un gouverneur, une Assemblée territoriale de trente-cinq membres élus et un Conseil de gouvernement de cinq membres. La colonie pénitentiaire n'existe plus depuis 1896 ; la plupart des 33 000 Européens — en majorité Français — qui y vivent sont les descendants des colons et des bagnards qui ont pu y faire souche au XIXe siècle. Les indigènes (environ 41 000 Mélanésiens, 2 500 Polynésiens et 10 000 Asiatiques) vivent surtout dans le centre de l'est de l'île.

Nouvelles-Hébrides.

Découvertes dès 1606 par Torres et Queiros, les Nouvelles-Hébrides ont été reconnues en détail par Bougainville en 1768 puis par Cook en 1774. Escales des baleiniers du Pacifique, fréquentées par les négociants de bois de santal et les recruteurs de main-d'œuvre, les Nouvelles-Hébrides devinrent un *condominium* franco-britannique en 1887.

En 1906, une convention franco-britannique, modifiée par un protocole en 1914 (ratifié en 1922), précisa leur statut et fixa les rôles respectifs de la France et de la Grande-Bretagne (il y a deux hauts-commissaires : un haut-commissaire français à Nouméa et un haut-commissaire britannique à Honiara). Ce condominium a été un échec politique et économique : les rivalités locales, en particulier l'opposition des missionnaires, n'ont pas permis la mise en valeur de l'île, ni la protection efficace des indigènes. Ceux-ci forment de beaucoup la partie la plus importante de la population des Nouvelles-Hébrides (60 000 Mélanésiens sur 70 000 habitants au total dont seulement 4 000 Européens).



L'Océanie est, avec l'Amérique du Sud, l'une des régions du monde où l'on rencontre encore des formes primitives de civilisation. Signalons que le terme « primitif » ne signifie pas « inférieur » ou « arriéré » : il désigne un état social où l'activité économique et politique est encore rudimentaire, mais il n'implique nullement que les individus qui constituent ces sociétés soient « inférieurs » aux blancs civilisés qui possèdent des voitures, des bombes et des week-ends. D'ailleurs, si l'on compare la peinture sur écorce représentée sur cette photographie et les images des « calendriers des postes », on est en droit de se demander qui est le plus civilisé, sur le plan esthétique : l'aborigène australien ou le Français moyen ?

Ph. © ZFA FPG-Rapho.

L'AUSTRALIE

La colonisation.

● *Le bagne.* Jusqu'à la guerre de l'Indépendance, qui la priva de ses colonies américaines, l'Angleterre envoyait régulièrement ses condamnés aux travaux forcés à perpétuité vers la Virginie qui recevait ainsi environ cinq cents *convicts* par an. Sous l'influence des descriptions de Cook, qui avait reconnu Botany Bay en 1770, le gouvernement britannique envisagea de transporter son pénitencier américain dans la Nouvelle-Galles du Sud, et le capitaine Philip, le 18 janvier 1788, débarqua 717 convicts (dont 188 femmes). Philip renonça d'ailleurs à Botany Bay pour adopter le site de Port-Jackson qui devait devenir la base du futur Sydney. Par la suite, la Grande-Bretagne envoya deux à trois mille bagnards par an à Port-Jackson ; à partir de 1793, débarquèrent les premiers colons libres. Les débuts de la colonie furent marqués par la dictature des militaires chargés de faire respecter l'ordre.

● *Les squatters.* Au début du XIXe siècle, Londres envoie en Nouvelle-Galles du Sud le gouverneur Macquarie (1809-1821) qui entreprit, avec énergie, de transformer le bagne en colonie, construisant écoles, églises, routes et ponts. C'est à cette époque que s'implante l'élevage du mouton qui devait faire la fortune de l'Australie.

A partir de 1817, la population représente environ 30 000 habitants. Les colons libres ou les anciens prisonniers libérés s'installent sur les terres vierges, dont ils sont les occupants de fait, les *squatters.* S'ils disposent d'un capital, ils peuvent obtenir de l'administration pénitentiaire des *convicts* qui constituent une main-d'œuvre à bon marché. Bien entendu, la spéculation capitaliste apparut : deux grandes compagnies obtinrent de la sorte d'immenses territoires en Nouvelle-Galles du Sud (400 000 hectares) et en Tasmanie (260 000 hectares). L'économie pastorale qui se développait sur ces grands domaines paralysait l'agriculture. Après la suppression des colonies pénitentiaires (en 1840 en Nouvelle-Galles, en 1853 en Tasmanie), les colons libres arrivent plus nombreux et obtiennent des concessions destinées à l'agriculture (et non pas à l'élevage) : ce sont les *settlers,* dont les intérêts sont opposés à ceux des *squatters.*

● *La colonisation libre et le triomphe des squatters.* En 1834, sur l'instigation du réformateur Edward Gibbon Wakefield, est fondée une compagnie qui reçoit le privilège d'accorder des concessions de terres en Australie méridionale. L'expérience échoua et les *squatters* s'enfoncèrent, avec leurs troupeaux, vers l'intérieur du continent australien pour échapper aux exigences des grandes sociétés capitalistes qui acquéraient d'immenses domaines fonciers. Ce furent finalement les *squatters* qui triomphèrent, car les grands propriétaires constatèrent très rapidement que l'élevage était bien plus rentable que la culture, et c'est ainsi que l'économie australienne acquit sa caractéristique essentielle. En 1851, le pays comptait environ 500 000 habitants dont l'activité essentielle était l'élevage ; les colonies, contrôlées politiquement et économiquement par les *squatters,* obtinrent rapidement leurs institutions représentatives : la Nouvelle-Galles en 1842, la Tasmanie, le Victoria et l'Australie du Sud en 1850, le Queensland en 1859. Les grands ports (Sydney, Melbourne, Adelaïde), nécessaires à l'exportation de la laine, prospérèrent rapidement. Quant aux indigènes, ils furent refoulés dans les régions désertiques.

● *La fin de l'hégémonie des squatters* a pour cause la découverte de gisements aurifères près de Bathurst, en 1851. Non seulement les villes et les campagnes australiennes se vidèrent, mais un flot ininterrompu d'immigrants, attirés par la recherche de l'or, envahit le pays et la population augmenta rapidement (1 200 000 habitants en 1861, près de 2 000 000 en 1871). Les circonstances économiques se transformèrent et une économie de type industriel et capitaliste s'organisa. D'autre part, l'arrivée de nombreux immigrants européens, partageant souvent les idées libérales qui s'étaient répandues en Europe après 1848, provoqua une transformation de la mentalité et la naissance de la *nationalité australienne.*

Le Commonwealth d'Australie.

Le 1er janvier 1901, la Nouvelle-Galles du Sud, le Victoria, le Queensland, l'Australie méridionale, l'Australie occidentale et la Tasmanie se fondent en une union fédérale, le *Commonwealth d'Australie.* Le terme de « colonie » qui qualifiait les différents membres de ce Commonwealth fut changé en celui d'« État ». En 1911, le Commonwealth se construisit une capitale fédérale, Canberra, où eut lieu la première séance du Parlement, le 9 mai 1927.

La vie politique intérieure de l'Australie oppose, comme en Grande-Bretagne, libéraux et travaillistes ; ceux-ci, vainqueurs notamment en 1908 et 1941, ont subi une grave défaite aux élections de 1949.

Sur le plan extérieur, l'Australie a suivi la politique anti-allemande de la Grande-Bretagne ; elle administre la Papouasie et la Nouvelle-Guinée (occupée en 1914).

Elle participe au plan de Colombo pour le développement du Sud et du Sud-Est asiatiques, et au traité de défense collective du Sud-Est asiatique (8 septembre 1954).

Voir aussi pp. 143 et 144 de l'*Annexe.*

LA NOUVELLE-GUINÉE ET LA PAPOUSIE

La Nouvelle-Guinée a été l'objet, à la fin du XIXe siècle, d'une rivalité entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Bismarck favorisa, à partir de 1882, les activités de la *Société de la Nouvelle-Guinée ;* en 1884, il envoya dans les mers du Sud le Dr Finsch, tout en menant avec la Grande-Bretagne des pourparlers sur le statut futur de la Nouvelle-Guinée. Pour éviter le fait accompli, Londres proclama en novembre 1884 son protectorat sur la côte méridionale de la Nouvelle-Guinée, à quoi Bismarck répliqua par la notification officielle de la prise de possession de l'île par l'Allemagne. Une convention, en 1886, fixa les frontières des zones d'influence de ces deux nations dans cette région du Pacifique : l'Allemagne recevait, en Nouvelle-Guinée, la terre de l'empereur Guillaume, une partie des Salomon, la Nouvelle-Bretagne (baptisée Nouvelle-Poméranie), la Nouvelle-Irlande, les îles du duc d'York et l'archipel Bismarck. La capitale fut fixée à Rabaul en 1910. Quant à la Nouvelle-Guinée anglaise (Papouasie), elle devint une nouvelle colonie de la Couronne. En 1906, elle passe sous le contrôle du Commonwealth australien. Les possessions allemandes en Nouvelle-Guinée et dans le Pacifique furent placées par la SDN (1921) sous mandat de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Grande-Bretagne ou annexées par le Japon.

Voir pp. 143 et 144 de l'*Annexe* pour l'histoire contemporaine de cette région et de la Polynésie.



Ph. © Giraudon.

La Nouvelle-Zélande en pirogue, selon l'imagerie naïve du XIXe siècle.

LA POLYNÉSIE ET L'OCÉANIE ORIENTALE

La Polynésie comprend les établissements de la Polynésie française, la Nouvelle-Zélande, les îles Hawaii (qui appartiennent aux États-Unis) et un ensemble d'îles appartenant à la Grande-Bretagne (Tonga, Cook, Ellice, Phœnix). Nous nous limiterons ici à rappeler les faits les plus marquants de l'histoire polynésienne.

Tahiti et la Polynésie française.

Nous avons déjà signalé (voir p. 126) comment la *London Missionary Society* réussit à s'implanter dans l'île de Tahiti où elle avait élevé à la dignité de « roi » un chef local, Pomaré (1815). Pomaré se fit d'ailleurs reconnaître non seulement par les chefs de l'île mais aussi par les nations de l'Europe. En 1824, la LMS avait envoyé à Tahiti un jeune pasteur, qui devait à la fois se montrer passionné et sectaire, George Pritchard, qui devint en 1837 consul britannique dans l'île et, pratiquement, le véritable chef du pays. En 1836, Pritchard fit expulser par la reine Pomaré IV deux prédicateurs catholiques de la *Congrégation des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie.* Cet incident fut l'occasion d'un conflit local qui se termina par l'annexion de Tahiti par la France. L'étude de cette « affaire Pritchard » est révélatrice des problèmes d'influence et de l'attitude des gouvernements au milieu du XIXe siècle en ce qui concerne l'Océanie.

Expulsés par les autorités tahitiennes, les deux missionnaires se plaignirent au gouvernement français, qui donna l'ordre au capitaine de vaisseau Dupetit-Thouars d'obtenir de la reine Pomaré réparation de l'« insulte » faite à la France. Le 30 août 1838, Dupetit-Thouars obtenait des excuses officielles et une indemnité ; de plus, il installa un consul de France à Tahiti qui protégea dorénavant les intérêts catholiques. Malgré les récriminations de Pritchard, les Français obtinrent sans difficulté, pour leurs religieux catholiques, le *droit de prêche.* Puis le problème passe du terrain religieux au terrain politique et militaire avec l'initiative de Dupetit-Thouars, nommé contre-amiral en 1842, qui, de son propre chef, fait accepter à la reine Pomaré un traité de protectorat (9 septembre 1842) ; mais la reine Pomaré, soutenue par Pritchard, refusa d'arborer le drapeau tricolore. Dupetit-Thouars prit l'initiative de la déposer et occupa militairement l'île en novembre 1843, tandis qu'elle se réfugiait à bord d'un navire britannique. Pendant ce temps, Pritchard agitait les indigènes et réussit, le 3 mars 1844, à se faire arrêter par le capitaine d'Aubigny, initiative malheureuse qui déclencha une crise franco-anglaise. Lorsque Pritchard, libéré par Bruat, un officier qui avait un peu plus conscience que d'Aubigny des problèmes de politique internationale, vint conter son aventure, l'opinion britannique s'empara de l'affaire ; Peel réclama, aux Communes, une ample réparation ; Guizot, soutenu par l'opinion française, ne pouvait céder aux exigences britanniques. Finalement, l'affaire s'arrangea : le *Foreign Office* admit que lorsque Pritchard avait été arrêté il avait retiré son pavillon et ne représentait donc plus la Grande-Bretagne ; le gouvernement français exprima ses sincères regrets et offrit une indemnité. L'affaire fut classée ; Tahiti resta possession française. L'annexion fut acceptée officiellement par le roi Pomaré V en 1880.

Actuellement, l'ensemble des îles du Pacifique connu sous le nom de Polynésie française comprend les îles du Vent (dont Tahiti), les îles Sous le Vent, les Tuamotu, les Gambier, les Marquises, les Tubuaï et les îles inhabitées de la Passion, annexées en 1858. L'ensemble de ces îles a le statut de territoire d'Outre-Mer depuis 1956. Elles sont administrées par un gouverneur, un Conseil de gouvernement de cinq membres et une assemblée territoriale de trente membres élus tous les cinq ans au suffrage universel.

Les îles Hawaii.

Les îles Hawaii, jadis connues sous le nom d'îles Sandwich, furent découvertes par Cook au mois d'août 1778. Elles constituèrent, pendant la plus grande partie du XIXe siècle, un royaume indépendant reconnu simultanément par la France et la Grande-Bretagne en 1843.

En fait, de nombreux Américains exploitaient la canne à sucre et leur production était alors admise en franchise aux États-Unis. Lorsque les tarifs de 1890 leur enlevèrent leur privilège, ils provoquèrent la déchéance de la souveraine régnante, Liliuokalani, et constituèrent un gouvernement provisoire chargé d'obtenir l'annexion à l'Union américaine (afin de supprimer les droits de douane). Une république fut proclamée en 1893 et le Congrès des États-Unis reconnut le 6 juillet 1898 l'annexion de l'île. A la différence des Philippines — qui conservèrent leur indépendance — les Hawaii devenaient donc un territoire américain (14 juin 1900).

Depuis cette date, les îles ont progressivement perdu leur caractère océanien pour devenir une terre américaine ; le paradis touristique qu'elles représentaient a été troublé par le drame de Pearl Harbour (dans l'île d'Oahu).

Depuis mars 1959, les îles Hawaii ont perdu leur statut de territoire pour devenir le 50e État des États-Unis.

La Nouvelle-Zélande.

La Nouvelle-Zélande est composée de deux îles, l'île du Nord, où se trouve la capitale actuelle du dominion, Wellington, et l'île du Sud. Les deux îles furent découvertes par le Hollandais Tasman en 1642 et la côte explorée par Cook en 1769. Au début du XIXe siècle, ces îles virent fondre sur elles des aventuriers de toutes sortes : forçats évadés, trafiquants qui eurent à lutter contre les Maoris, Polynésiens évolués dont les tribus étaient propriétaires collectivement de la terre et qui étaient bien décidés à défendre leurs îles. Lorsque, vers 1837, certains Français envisagèrent l'annexion de l'île où les baleiniers français étaient nombreux, le gouvernement britannique se décida à régler avec les chefs Maoris l'annexion de la Nouvelle-Zélande à l'Australie. Gagnant de vitesse les Français, le capitaine Hobson obtint des chefs Maoris la cession de leur souveraineté à la Couronne britannique par le traité de Waitangi (6 février 1840).

La compagnie coloniale qui exploitait la Nouvelle-Zélande, la *New Zeeland Company,* malgré les efforts du gouverneur Hobson pour protéger les Maoris, obtint 400 000 hectares de terre (elle en réclamait 8 000 000 !) et fonda des établissements dans les régions de l'île du Nord où il avait été convenu, par le traité de Waitangi, que la terre serait sauvegardée. Les Maoris prirent les armes pour se défendre, soutenus d'ailleurs par les missionnaires que les brutalités de la Compagnie scandalisaient. Ce fut ainsi qu'eut lieu la *première guerre maorie* (1843-1847), dont vint à bout George Grey, bien plus par la confiance qu'il inspirait aux Maoris que par la force de ses armes. En 1850, la Compagnie dut abandonner ses biens à la Couronne.

Les Maoris se révoltèrent à nouveau entre 1860 et 1869 ; on vit alors renaître les traditions ancestrales parallèlement à une hostilité au christianisme et la pacification totale ne fut obtenue qu'en 1871. Ce fut encore George Grey qui régla le problème maori en admettant la valeur légale de leurs coutumes agraires, en créant des tribunaux fonciers anglo-maoris (1867) et en faisant participer les chefs maoris au gouvernement de la colonie. Quand il quitta la Nouvelle-Zélande, en 1868, les deux îles étaient sur la voie de la prospérité avec une population blanche de 188 000 habitants environ et une économie agricole ressemblant à celle de l'Australie (élevage). Plusieurs grandes villes avaient été construites, en particulier Wellington et Auckland.

En 1907, la Nouvelle-Zélande reçut le statut de *dominion ;* elle bénéficia du statut de Westminster de décembre 1931.

Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande est assuré par un gouverneur général, représentant la Couronne, et un Conseil exécutif nommé par la Chambre des représentants et responsable devant elle. La Chambre des représentants comprend quatre-vingts membres dont trois Maoris ; elle est élue au suffrage universel (le suffrage des femmes y a été institué dès 1893).

L'ANTARCTIQUE

Ce continent, dont la reconnaissance fut effectuée en plusieurs étapes, est inhabité. Les revendications des différents pays au sujet du continent antarctique ont été réglées par le traité de 1959 signé par les pays suivants : République sud-africaine, Argentine, Australie, Belgique, Chili, France, Grande-Bretagne, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, URSS et États-Unis d'Amérique. La Pologne, la Tchécoslovaquie, le Danemark et les Pays-Bas ont adhéré au traité de l'Antarctique ultérieurement. Ce traité prévoit la libre utilisation du continent à des fins exclusivement scientifiques et sa complète démilitarisation. Il reconnaît en outre le partage du continent en un certain nombre de zones d'influence accordées à la Grande-Bretagne, à la Norvège, à l'Australie, à la France et à la Nouvelle-Zélande.

ANNEXE - INDEX

ANNEXE « HISTOIRE DU MONDE MOINS L'EUROPE »

Rien n'est plus complexe que les problèmes chronologiques. Cela tient à deux faits :

1 — tout événement a toujours une certaine « épaisseur » dans le temps ; le déterminer par une date « précise » (quantième, mois, année) est souvent illusoire : tout le monde sait, par exemple, qu'il y a eu au Moyen-Orient, en 1967 une « guerre des Six jours », mais a-t-elle vraiment duré *six* jours ? les opérations antérieures au 5 juin 1967 et postérieures au 10 juin ne font-elles pas partie de cette guerre ? Doit-on la faire naître à la date du *casus belli* et s'achever à la décision de cesser le feu ? etc. ; de même, la *proclamation* d'une République et la *promulgation* du régime républicain ne sont pas simultanées, un régime peut être proclamé à des dates différentes en divers points d'un territoire national, et ainsi de suite : il n'y a guère que des événements simples, comme la naissance ou la mort d'un personnage, un attentat, l'explosion d'une bombe qui peuvent être déterminés quasi ponctuellement ;

2 — indépendamment de cela, rechercher une date est souvent difficile, surtout lorsqu'il s'agit d'histoires nationales extra-européennes, où les chronologies sont hésitantes, complexes et parfois même impossibles.

C'est pourquoi nous conseillons au lecteur de ne pas prendre les indications chronologiques qui suivent comme des absolus ; il y a toujours, dans ces informations, une part d'estimation et d'interprétation : cela explique les légères différences que l'on constate entre des sources chronologiques d'origines diverses.

La Chine et le Tibet.

La Chine de 1912 à nos jours.

Fév. 1912 — Le général Yuan Shikai, chargé de réprimer la révolution, contraint l'empereur d'abdiquer. Fin de l'empire chinois.

Oct. 1913 — Yuan Shikai président de la République.

Janv. 1914 — Yuan Shikai dissout le parlement et instaure sa dictature (il se fera proclamer empereur en déc. 1915).

Janv. 1915 — Le Japon présente à la Chine les « Vingt-et-une demandes ».

Mars 1916 — Mort de Yuan Shikai.

1916-1927 — Période de guerre civile entre le Sud, gouverné par Sun Zhongshan, et le Nord, aux mains des militaires.

24 mai 1919 — Traité sino-japonais.

1924 — Sun Zhongshan réorganise son parti, le Guomindang (admission des communistes).

31 mai 1924 — Accord sino-soviétique ; l'URSS renonce aux avantages acquis par les « traités inégaux ».

12 mars 1925 — Mort de Sun Zhongshan ; scission entre les radicaux (Mao Zedong, Zhou Enlai) et les modérés (Jiang Jieshi).

Avr. 1927 — Jiang Jieshi réprime le mouvement communiste à **Shanghai** et s'empare de **Nankin**. Les troupes japonaises entreprennent la conquête du **Shandong**.

Déc. 1927 — Rupture du Guomindang avec les communistes ; insurrection communiste écrasée à **Canton**. Jiang Jieshi, destitué de ses fonctions de généralissime, installe un gouvernement dissident à **Nankin**.

1928 — Jiang Jieshi s'empare de **Pékin**, après avoir été reconduit dans ses fonctions ; il est élu président en octobre.

Sept. 1931 — Invasion japonaise en **Mandchourie** ; les Japonais créeront le **« Manzhouguo »** (Mandchourie) en 1932.

1931 — Fondation, dans le **Jiangxi**, d'une République populaire chinoise présidée par Mao Zedong.

1932 — Débarquement japonais à **Shanghai** ; occupation du **Jéhol**.

1933 — Les Japonais marchent sur **Pékin**.

Oct. 1934 — Jiang Jieshi attaque les communistes du **Jiangxi** ; retraite de 150 000 communistes, dirigés par Mao, jusqu'au **Shenxi** (la « Longue marche »).

Déc. 1935 — Jiang Jieshi président de la République chinoise.

Août 1936 — Jiang Jieshi maître de **Canton**.

1937 — Les Japonais occupent **Pékin**, puis **Shanghai** et **Nankin** (déc. 1937).

1938 — Les Japonais prennent **Canton** (21 oct.) ; Jiang Jieshi se replie dans le **Sichuan**.

1939 — Wang Jingwei constitue à **Nankin** un gouvernement chinois contrôlé par les Japonais (officiellement en place en mars 1940).

2 sept. 1945 — Capitulation du **Japon**. Tentative de rapprochement avec les communistes à l'initiative de Jiang Jieshi.

Juin 1946 — Reprise de la guerre civile entre « nationalistes » et « communistes ».

1947-1948 — Offensive victorieuse des communistes qui prennent successivement **Jinan**, capitale du **Shandong** (sept. 1948), **Moukden** (oct. 1948), **Suzhou**.

1949 — Les communistes pénètrent dans le **Tianjin** et occupent **Pékin** (22 janv.) ; ils occupent successivement **Nankin, Hankou, Shanghai, Qingdao, Ganzhou, Canton, Chongqing**. Les nationalistes se réfugient à **Taiwan** (« Formose » pour les Occidentaux).

21 sept.-1er oct. 1949 — Proclamation de la République populaire chinoise ; Mao Zedong élu président de la République ; Jiang Jieshi installe son gouvernement à **Taiwan** qui devient un État indépendant (Chine nationaliste), représenté à l'ONU jusqu'en 1971.

1950 — Les communistes chinois occupent le **Tibet** (oct. 1950).

Fin 1950 — La Chine communiste intervient dans la guerre de **Corée**.

1951 — Soumission définitive du **Tibet** ; campagne contre les prêtres catholiques.

1952 — Accord sino-soviétique (cession de **Port-Arthur** à l'URSS, en échange d'une assistance économique ; les troupes soviétiques évacueront **Port-Arthur** en oct. 1954).

1953-1957 — Premier plan quinquennal.

1954 — Constitution (Assemblée unique ; autonomie pour les minorités nationales).

Fév.-juin 1957 — Mouvement des Cent fleurs.

1958 — Institution des communes populaires.

1959 — Révolte du **Tibet**. Liu Shaoqi élu président de la République après la démission de Mao Zedong.

A partir de 1960 — Détérioration des rapports sino-soviétiques.

Oct. 1964 — Explosion de la première bombe nucléaire chinoise.

1966 — Début de la révolution culturelle. Formation des Gardes Rouges. Agitation dans les provinces frontalières **(Tibet, Xinjiang, Mongolie intérieure)**.

18 juin 1967 — Explosion de la première bombe H chinoise.

Oct. 1968 — Destitution de Liu Shaoqi ; ascension du maréchal Lin Biao, n° 2 du régime, qui instaure un conservatisme bureaucratique.

20 nov. 1970 — L'Assemblée générale de l'ONU vote l'admission de la Chine populaire.

Mars 1971 — Début des relations sino-américaines.

1er oct. 1971 — Disgrâce et liquidation du maréchal Lin Biao.

25 oct. 1971 — La Chine populaire admise à l'ONU ; exclusion de **Taiwan**.

21-28 fév. 1972 — Le président Nixon en **Chine** ; annonce officielle de la fin du soutien américain à **Taiwan**.

1972-1973 — Développement des rapports économiques de la Chine avec les autres États du monde.

13-17 janv. 1975 — Nouvelle constitution de la République populaire chinoise : suppression des fonctions de président de la République (occupées par le président intérimaire Dong Biwu depuis fév. 1972), remplacé par un *Comité permanent* de l'Assemblée ; renforcement du rôle dirigeant du parti communiste ; les trois premiers dirigeants du pays sont Mao Zedong, Zhou Enlai et Deng Xiaoping.

8 janv. 1976 — Mort de Zhou Enlai.

Fév. 1976 — Disgrâce de Deng Xiaoping ; Hua Kuofeng Premier ministre par intérim (puis en titre le 8 avr. 1976).

9 sept. 1976 — Mort de Mao Zedong ; Hua Kuofeng lui succède à la tête du parti. Élimination des radicaux et arrestation de la « bande des quatre » (dont Jiang Qing, épouse de Mao).

Juil. 1977 — Réhabilitation de Deng Xiaoping.

Mars 1978 — Cinquième Assemblée nationale du peuple chinois ; nouvelle constitution ; le chef de l'État est le maréchal Ye Jianing, Deng Xiaoping est à la tête du gouvernement.

12 août 1978 — Traité de paix et d'amitié avec le **Japon**.

Nov. 1978 — Réhabilitation de l'ancien maire de **Pékin**, Peng Zhen, qui avait été victime de la révolution culturelle.

29 fév. 1980 — Réhabilitation de Liu Shaoqi.

Août-sept. 1981 — Deng Xiaoping fait nommer Hu Yaobang à la tête du parti et Zhao Zyiang à celle du gouvernement.

Histoire du Tibet jusqu'à l'intégration à la Chine (1965).

viie s. — Le Tibet est divisé entre des chefs puissants, souvent en révolte contre l'autorité royale. Les souverains les plus importants sont Srong-bcan-sgam-po (620-649) et Khri-srong-ide-bcan (755-797). Introduction du bouddhisme.

815-838 — Règne de Ralpachan. Sa persécution de l'ancienne religion *bon-po (boen)* le fait assassiner.

ixe-xiiie s. — Disparition de la monarchie. Les nobles et les monastères exercent le pouvoir.

1239 — Invasion mongole, Koubilay Khan donne le pouvoir sur le Tibet supérieur du couvent de Sakya (1264).

1621 — Nouvelle invasion mongole. Prise de **Lhassa**, où est installé le dalaï-lama.

1717 — L'invasion du Tibet par les Dzoungares provoque l'intervention de l'Empire chinois.

1720 — L'empereur chinois, après l'expulsion des Dzoungares, place sur le trône un dalaï-lama de son choix.

1726 — Établissement des deux ministres résidents chinois à **Lhassa**.

1788 — Invasion des Gurkhas du Népal.

1792 — Les Mandchous refoulent les Gurkhas et ferment le Tibet aux influences étrangères.

1903-1907 — Entrée à **Lhassa** d'une armée britannique. Le dalaï-lama se réfugie en Mongolie. Établissement de marchés commerciaux.

1910 — Invasion militaire chinoise et fuite du dalaï-lama.

1911 — Les Chinois sont refoulés du Tibet à la suite de la révolution chinoise.

1912 — Restauration du dalaï-lama.

1913 — Signature d'un traité avec la Grande-Bretagne, pour sauvegarder l'indépendance vis-à-vis de la Chine.

1929 — Le dalaï-lama renoue avec la Chine.

1949-1950 — Prise de pouvoir du quatorzième dalaï-lama. L'armée populaire chinoise entre au Tibet.

1951 — Traité de **Pékin** : autonomie du Tibet dans le cadre de la République populaire de Chine.

1959 — Révolte contre les Chinois à **Lhassa**. Le dalaï-lama doit fuir en Inde. Dissolution du gouvernement du Tibet qui est administré par le Comité de préparation de l'autonomie du Tibet, présidé par le panchen-lama (second du dalaï-lama).

1964 — Destitution du dalaï-lama et du panchen-lama.

1965 — Constitution de la région autonome du Tibet.

Le Japon.

660 av. J.-C. — Date légendaire de la fondation de l'empire par Jimmu Tennō, fils de la déesse Amaterasu.

Jusqu'au vi^e^ s. apr. J.-C. — Le Japon est divisé en une multitude de clans.

593-620 — Unification par Shōtōkuō Taishi.

645 — Coup d'État d'un clan du **Yamato**. Réforme de la *Taikwa* : création d'un État centralisé (646).

710 — L'impératrice Gemnyo établit la capitale à **Nara**.

794 — Nouvelle capitale à **Heian** (aujourd'hui **Kyōto**).

Vers 850 — La famille Fujiwara confisque le pouvoir. Ses membres sont régents. Le rôle de la famille impériale devient symbolique.

xie-xiie s. — Affaiblissement des Fujiwara. Lutte pour le pouvoir entre les familles Taira et Minamoto.

1185 — Bataille de **Dan-no-ura**, victoire des Minamoto.

1191 — Fondation de la secte bouddhiste Zen.

1192 — Le chef du clan Minamoto se proclame shōgun (« généralissime ») et fixe la capitale à **Kamakura**. L'empereur, privé de tout pouvoir, reste à **Kyōto**.

1200 — Élimination des Minamoto par les Hōjō.

1333 — L'empereur Go-Daigo chasse le shōgun.

1338 — Rétablissement du shōgunat par Ashikaga Takauji, qui s'installe à **Kyōto**. Période dite « de **Muromachi** ».

1542 — Les premiers Occidentaux débarquent au Japon. Développement rapide du christianisme (à partir de 1550).

1573 — Oda Nobunaga renverse le shōgun et unifie le pays.

1592-1598 — Hideyoshi, qui succède à Nobunaga, tente vainement de prendre la **Corée**.

1600 — Tokugawa Iyeyasu bat les chefs féodaux à **Sekigahara**.

1603 — Tokugawa est proclamé shōgun. Nouvelle capitale à **Edo** (aujourd'hui, **Tōkyō**).

1617 — Expulsion des missionnaires.

1633 — Édit interdisant aux Japonais de quitter le pays sous peine de mort.

1637 — Révolte chrétienne à **Shimabara**. La répression élimine le catholicisme au Japon.

1640 — Le Japon est complètement fermé au commerce occidental, sauf aux Hollandais installés dans l'île de **Deshima**.

1808 et 1811 — Échec des tentatives russes et anglaises pour obtenir l'ouverture du commerce.

Juill. 1853 — Le commodore américain Perry fait une démonstration navale dans la rade d'**Edo**.

Août 1853 — Démonstration russe devant **Nagasaki**.

31 mars 1854 — Traité de **Kanagawa**, qui ouvre deux ports aux Américains.

Juill. 1858 — Les Occidentaux obtiennent l'élargissement des avantages commerciaux.

1859-1865 — Émeutes antiétrangères.

1863-1864 — Intervention occidentale qui contraint le Japon à l'application des traités.

1867 — Mort de l'empereur Kōmei. Son fils Mutsu-Hito, qui lui succède, prend le surnom de Meiji.

9 nov. 1867 — Meiji force le shōgun Yoshinobu à abdiquer. Établissement de la monarchie absolue.

6 avril 1868 — Abolition de la féodalité.

1869 — Nouvelle capitale à **Edo**, qui prend le nom de **Tōkyō**.

1875 — Obligation de l'enseignement et du service militaire.

1877 — Révolte de **Satsuma**.

1889 — Constitution conservatrice.

1894 — Guerre sino-japonaise.

1895 — Traité de **Shimonoseki**. La Chine cède au Japon **Formose** et les îles **Pescadores**.

Fin du xixe s. — Vif essor industriel. Montée des grands trusts *(zaïbatsu)*.

1900 — Le Japon participe à l'expédition contre les Boxers.

1902 — Traité d'alliance avec la Grande-Bretagne.

1904-1905 — Guerre russo-japonaise ; traité de **Portsmouth**.

1910 — Le Japon annexe la **Corée.**
1912 — Mort de MEIJI. Son fils YOSHI-HITO lui succède.
1914 — Le Japon se range aux côtés des Alliés.
18 janv. 1915 — Le Japon présente à la Chine les Vingt-et-Une demandes, programme de vassalisation de la Chine.
1919 — Conférence de **Versailles.** Confirmation des droits japonais en Chine.
1921-1922 — Conférence de **Washington.** Les Japonais sont contraints de se retirer du **Shandong** et de la **Sibérie.**
1925 — Établissement du suffrage universel.
1926 — Mort de YOSHI-HITO. Son fils HIRO-HITO lui succède (il assurait la régence depuis 1921).
1932 — Assassinat du Premier ministre libéral INUKAI. Intervention à **Shanghai** (janv.-févr.). La **Mandchourie** devient protectorat japonais sous le nom de **Manzhouguo.**
Juil. 1937 — Guerre sino-japonaise.
9 juil. 1937 — Prise de **Pékin.**
9 et 13 nov. 1937 — Prises de **Shanghai** et de **Nankin.**
1940 — Le Japon adhère au Pacte tripartite.
7 déc. 1941-2 sept. 1945 — Le Japon dans la Seconde Guerre mondiale, (voir p. 20). Le Japon capitule le 2 sept. 1945.
1945-1948 — Occupation américaine. Le général MACARTHUR commande les troupes d'occupation.
3 nov. 1946 — Nouvelle constitution.
8 sept. 1951 — Traité de paix de **San Francisco** avec les Alliés.
Oct. 1952 — Élections. Victoire des nationalistes.
8 mars 1954 — Pacte militaire avec les États-Unis.
1956 — Le Japon est admis à l'ONU.
Janv. 1960 — Second traité militaire avec les États-Unis. Vive opposition populaire.
1960 — IKEDA, Premier ministre.
1966 — EISAKU SATO, Premier ministre.
1966-1982 — Voir p. 21.

L'Arabie.

L'Islām médiéval.

L'Islām de Muḥammad à l'arrivée des Turcs Ottomans.

Vers 570 — Naissance de MUḤAMMAD (« Mahomet » pour les Occidentaux).
622 — L'Hégire. Siège de **Médine**; guerre du Fossé (627).
628 — Traité avec les Mecquois.
630 — Occupation de **La Mekke.** Premiers contacts avec les Byzantins.
632 — Mort de MUḤAMMAD. ABŪ BAKR premier calife.
634 — ʿUMAR, calife. Campagne de **Perse.** Fondation de **Kūfa** et de **Baṣra.**
636 — Soumission de la **Syrie-Palestine**; MUʿĀWIYA gouverneur de **Syrie.**
642 — Annexion de l'**Égypte.** Achèvement de la conquête de la **Perse.**
643 — Conquête de la **Tripolitaine.**
644 — Assassinat de ʿUMAR. ʿUṮMĀN (conquérant de l'Arménie, de la Berbérie, de Rhodes; compilateur du *Coran*), calife.
654 — Expansion vers l'**Afghanistān.**
656 — Assassinat de ʿUṮMĀN; califat de ʿALĪ. Bataille du Chameau. Traité avec le sultanat du **Kharezm.**
660 — MUʿĀWIYA, premier calife umayyade (à **Damas**).
660-670 — Organisation administrative du royaume arabe; islamisation de l'Orient.
661 — Assassinat de ʿALĪ.
670 — Conquête de la **Tunisie**; fondation de **Kairouan.**
680-683 — Califat de YAZĪD I.
680 — Formation du parti chiite.
684 — MUʿĀWIYA II; MARWĀN I.
685-705 — Califat de ʿABD al-MALIK, fils de MARWĀN; sous son règne : apparition de la secte khāridjite, mosquée dite « d'Omar » à Jérusalem, conquête de **Carthage.**
696 — Première monnaie d'or musulmane.
705-715 — Califat d'al-WALĪD.
710 — Fin de la conquête de l'Afrique du Nord.
711 — ṬĀRIQ franchit **Gibraltar.** Début de la conquête de l'**Espagne.**
A partir de 714 — Razzias en **Gaule** (Narbonne, Carcassonne, Bourgogne).
715-717 — Califat de SULAYMĀN.
717-720 — Califat de ʿUMAR II.
720-724 — Califat de YAZĪD II.
724-743 — Califat de HIŠĀM.
732 — Bataille de **Poitiers** (victoire des Francs).
743-744 — Califat d'al-WALĪD II.
744-750 — YAZĪD III, puis MARWĀN II.
744 — Révolte chiite en **Perse.**
750 — Bataille du **Grand Zab.**
751 — Victoire de **Talas** (sur les Chinois). as-SAFFĀḤ, premier calife abbasside. Capitale provisoire : **Kūfa.** Création du vizirat.
754-775 — Califat d'al-MANṢŪR.
762 — Fondation de **Baghdād** (capitale abbasside).
789 — IDRĪS fonde la dynastie marocaine.
796-809 — Califat de HĀRŪN ar-RAŠĪD.
813-833 — Califat d'al-MAʾMŪN. Apogée de l'ère abbasside.
830 — Les Arabes prennent **Palerme.**
832 — al-MAʾMŪN fonde la « Maison de la Sagesse » à **Baghdād.**
836 — Fondation de **Samarra.**
840 — Prise de **Tarente.**
841 — Prise de **Bari.**
842 — Prise de **Messine.**
847-861 — Califat d'al-MUTAWWAKIL; prédominance des prétoriens turcs; déclin du califat.
869 — Guerre des Zandj (révolte des esclaves noirs en Irak) : pillage de **Baṣra.**
Après 872 — Morcellement du califat.
910 — Fondation du califat fāṭimide en Afrique du Nord.
929 — Fondation du califat de **Cordoue** par ʿABD ar-RAḤMĀN III.
930 — Prise de **La Mekke** par les Carmathes.
932 — Les Buwayhides (« Bouyides ») en **Perse.**
935 — Les Ikhšīdides en **Égypte.**
939 — Indépendance de l'Égypte par rapport au califat de **Baghdād.**
940 — Les Ikhšīdides en **Syrie.**
946 — Les Buwayhides à **Baghdād.**
973 — Fondation du **Caire** par les Fāṭimides.
977 — Dynastie des Ghaznawides en **Afghanistān.**
Fin du xᵉ s. — Fin des conquêtes **(Syrie).**
997 — MAḤMŪD de Ghazna en Iran. Expansion des Ghaznawides dans l'Inde.
1031 — Fin du califat umayyade de **Cordoue.**
Début du xiᵉ s. — Invasion des Saldjūkides.
1055 — Les Saldjūkides de Tughrilbeg à **Baghdād** (protecteurs du calife abbasside).
1055 — Arrivée des Almoravides en **Algérie** et au **Maroc.**
1060-1074 — Conquête de la **Perse** par les Saldjūkides.
1087-1309 — Les Saldjūkides d'Asie mineure.
1090 — Révolte de ḤASAN-i ṢABBĀḤ en Perse; il fonde la secte (chiite) des Assassins.
1095-1272 — Les Croisades.
1099 — Prise de **Jérusalem** par les Croisés.
1147 — Avènement des Almohades qui supplantent les Almoravides en **Afrique du Nord.**
1171 — Fondation de la dynastie ayyūbide par SALADIN qui règne jusqu'en 1193.
1187 — Prise de **Jérusalem** par SALADIN.
1220 — Les Mongols en **Perse.** Apparition des Turcs Ottomans en **Mésopotamie.**
1250-1517 — Les sultans Mamlūks en Égypte après l'assassinat du dernier Ayyūbide.
1252 — Conversion à l'islām du khān de la Horde d'or.
1258 — HÜLĀGŪ détruit le califat ʿabbāsside de **Baghdād** et fonde l'ilkhanat de Perse.
1299 — État turc (ottoman) fondé par ʿOTHMĀN Iᵉʳ.
1326 — Les Ottomans installent leur capitale à **Brousse** (Bursa) en Anatolie. Création des janissaires.
1387-1405 — Empire de TAMERLAN.

Pour la chronologie de l'empire ottoman, qui fait suite à l'empire saldjūkide, se reporter p. 135 de l'*Annexe*.

Les califes ʿabbāssides.

750-754 — as-SAFFĀḤ.
754-775 — al-MANṢŪR.
775-785 — al-MAHDĪ.
785-786 — al-HĀDĪ.
786-809 — al-RAŠĪD.
809-813 — al-AMĪN.
813-833 — al-MAʾMŪN.
833-842 — al-MUʿTAṢIM.
842-847 — al-WĀṮIQ.
847-861 — al-MUTTAWAKIL.
861-862 — al-MUNTAṢIR.
862-866 — al-MUSTAʿĪN.
866-869 — al-MUʿTAZZ.
869-870 — al-MUHTADĪ.
870-892 — al-MUʿTAMID.
892-902 — al-MUʿTAḌID.
902-908 — al-MUKTAFĪ.
908-932 — al-MUQTADIR.
932-934 — al-QĀHIR.
934-940 — ar-RĀḌĪ.
940-944 — al-MATTAQĪ.
944-946 — al-MUSTAKFĪ.
946-974 — al-MUṬĪʿ.
974-991 — aṭ-ṬĀʾIʿ.
991-1031 — al-QĀDIR.
1031-1075 — al-QĀʾIM.
1075-1094 — al-MUQTADĪ.
1094-1118 — al-MUSTAẒHIR.
1118-1135 — al-MUSTARŠID.
1135-1136 — ar-RĀŠID.
1136-1160 — al-MUKTAFĪ.
1160-1170 — al-MUSTANDJID.
1170-1180 — al-MUSTAḌĪʾ.
1180-1225 — al-NĀṢIR.
1225-1226 — al-ẒĀHIR.
1226-1242 — al-MUSTANṢIR.
1242-1258 — al-MUSTAʿṢIM.

Les Croisades.

Croisades	Événements
Première Croisade (1095-1099). Prêchée par Urbain II. Chef spirituel : Adhemar de Monteil; chef militaire : Raymond IV de Saint-Gilles. Elle a un quadruple caractère : — croisade populaire (Pierre l'Ermite, 27 nov. 1095); — croisade pontificale (domaines toulousains et auvergnats); — croisade franco-lorraine (Godefroy de Bouillon); — croisade italienne (but : conquêtes coloniales).	Échec, tueries, pillages. **21 octobre 1097** — Siège d'Antioche. **13 juin 1098** — Prise d'Antioche. **14 juin 1098** — Pierre Barthélemy découvre la Sainte Lance. **1ᵉʳ août 1098** — Mort d'Adhemar de Monteil. **7 juin 1099** — Arrivée devant Jérusalem, prise le 15 juillet (Godefroy de Bouillon). Fondation du royaume de Jérusalem en 1100. **1144** — Chute d'Édesse qui détermine la Deuxième Croisade.
Deuxième Croisade (1147-1149). Eugène III (bulle du 1ᵉʳ mars 1146) en confie la prédication à saint Bernard. Louis VII, Conrad III prennent la tête d'armées considérables.	Défaites allemande à Dorylée, française à Attalia. Échecs à Édesse et Damas.
Troisième Croisade (1189-1192). Philippe Auguste, Frédéric Barberousse, Richard Cœur-de-Lion.	**2 oct. 1187** — Prise de Jérusalem par Saladin. **10 juin 1190** — Mort de l'empereur d'Allemagne à Sélef. **13 Juil. 1191** — Prise de St-Jean-d'Acre. **Oct. 1192** — Le roi d'Angleterre abandonne la Croisade.
Quatrième Croisade (1202-1204). Innocent III veut reconquérir les Lieux Saints. Prêchée en France par Foulques de Neuilly. Déviée de son but religieux par les Vénitiens.	Prise de Constantinople et fondation d'un Empire latin qui durera jusqu'en 1261.
Cinquième Croisade (1217-1221). Jean de Brienne, roi de Jérusalem, et André II, roi de Hongrie.	**5 nov. 1219** — Prise de Damiette (Égypte). **Juil. 1221** — Abandon de Damiette.
Sixième Croisade (1228-1229). Conduite par l'empereur Frédéric II. En 1239-1241, croisade du roi de Navarre, de Richard de Cornouailles et du duc de Bourgogne.	**1228** — Frédéric II débarque à St-Jean-d'Acre. Après de simples négociations, les Lieux Saints lui sont restitués. Un traité complémentaire sera signé après la croisade de 1239-1241, mais les Lieux Saints seront repris en 1244.
Septième Croisade (1248-1254). Dirigée par saint Louis (Louis IX) qui accomplit un vœu.	**1245** — La Croisade est décidée au concile de Lyon. **12 juin 1248** — Saint Louis s'embarque à Aigues-Mortes. **7 juin 1249** — Prise de Damiette. **1250** — Le roi est fait prisonnier à Mansourah. Il rend Damiette pour être libéré.
Huitième Croisade (1270). Dirigée par saint Louis.	**1268** — Chute d'Antioche, de Jaffa. **25 août 1270** — Mort de saint Louis devant Tunis. **1272** — Édouard d'Angleterre obtient l'arrêt des hostilités.
1289-1291. Prédication (sans succès) de Nicolas IV en faveur d'une « Neuvième » Croisade.	**1289** — Chute de Tripoli. **1291** — Chute d'Acre et de Tyr.

États de la péninsule arabique.

De l'Antiquité à 1967.

IIᵉ millénaire av. J.-C. — Domestication du dromadaire; culture du palmier-dattier. Apparition des dialectes sudarabiques et différenciation des dialectes arabes du Nord.
Iᵉʳ millénaire av. J.-C., début : royaume des Minéens.
VIIIᵉ s. av. J.-C. — Royaume de **Sabaʾ.**
VIIᵉ s. av. J.-C. — Première mention des Nabatéens.
VIᵉ s. av. J.-C. — Description de l'Arabie par HÉRODOTE. Fondation de l'État minéen dans l'Arabie du Sud.
IVᵉ s. av. J.-C. — Conflits entre le royaume de **Sabaʾ** et le **Qatabān.**
Vers 115 av. J.-C. — Fin de la dynastie royale de **Sabaʾ.** Expansion nabatéenne.
24 av. J.-C. — Prise de **Nadjrān** par les Romains.
Iᵉʳ s. apr. J.-C. — Expansion du **Ḥaḍramawt. Palmyre.**
258-266 — La **Syrie-Phénicie** gouvernée par ODEINAT II, seigneur de **Palmyre.**
266-273 — Régence de ZÉNOBIE à **Palmyre.**
IIIᵉ s. — Dynastie des Lakhmides en Mésopotamie **(al-Hirah).** Influence romaine. Christianisme nestorien.
Vers 330 — Les Lakhmides vassaux des Sāssānides.
Vers 335 — L'Arabie du Sud occupée par les Éthiopiens.
Entre 350 et 400 — Pénétration du judaïsme et du christianisme dans l'Arabie du Sud (antre chrétien : Nadjrān).
Début du vᵉ s. — Fondation de **La Mekke.**
Fin du vᵉ s. — Unification de l'Arabie du Sud.
VIᵉ s. — Luttes des Ghassānides, vassaux de Byzance, contre les Lakhmides. Débuts de la poésie bédouine (en Arabie centrale).
Vers 570 — Naissance de MUḤAMMAD à **La Mekke.**
Vers 572 — Conquête de l'Arabie du Sud par les Perses.

Pour l'évolution de l'Islām jusqu'au XIVᵉ siècle, voir ci-après.

1507 — Occupation portugaise des îles **Baḥrayn.**
1508 — Les Portugais dans le territoire d'**Oman.**
1517 — Incorporation de l'Arabie dans l'Empire ottoman (SOLIMAN LE MAGNIFIQUE).
1538 — Aden annexée à l'Empire ottoman.
1622 — Occupation persane des îles **Baḥrayn.**
1628 — Soulèvement du **Yémen** contre les Turcs.
1650 — Reconquête musulmane des territoires d'**Oman.**
Vers 1740-1745 — ʿABD al-WAHHĀB réforme l'islām dans le sens d'un retour strict au Coran. Début de la dynastie des IBN SAʿŪD en Arabie du Nord.

1798 — Traité d'amitié entre **Mascate-et-Oman** et l'Angleterre qui établit peu à peu son protectorat.
1804 — Sa'ūd le Grand, chef des Wahhābites, s'empare de **Médine** et de **La Mekke** et unifie la péninsule.
1812 — Muḥammad ʿAlī (= Méhémet Ali), vice-roi d'Égypte, conquiert les villes saintes et impose la paix aux Wahhābites (1815).
1818 — Prise de **Dariyya** par les Égyptiens ; arrêt de l'expansion wahhābite.
1822 — Reconquête de **Riyāḍ** par les Wahhābites.
1838 — **Aden** (= ʿAdan) rattachée au gouvernement britannique des Indes.
1871 — Les Turcs occupent **Ṣanʿā'** au **Yémen.**
1891 — Dynastie zāyidite héréditaire au **Yémen.**
1902-1953 — Règne ʿAbd al-ʿAzīz b. ar-Raḥmān as-Sa'ūd (= Ibn Saoud) qui conquiert l'Arabie (1904-1925).
1911 — Autonomie du **Yémen** sous suzeraineté ottomane.
1916 — Ḥusayn se proclame roi du **Hedjaz.**
1918 — Indépendance du **Yémen** (imām Yaḥiā).
1919 — Attaque du **Kuwayt** par les Wahhābites (il est défendu par l'aviation britannique).
1921 — Avènement des Aḥmad b. Djābir au **Kuwayt.**
1924-1925 — Conquête du **Hedjaz** par Ibn Saoud ; capitulation de Ḥusayn.
1926 — Ibn Saoud roi du **Hedjaz,** puis du **Nedjd.** Congrès de **La Mekke.**
1932 — Ibn Saoud roi d'Arabie saoudite.
1933 — Découverte du pétrole aux îles **Baḥrayn.** Fondation de l'*Arabian Oil Company.*
1934 — Conflit entre le **Yémen** et l'**Arabie saoudite.**
1936 — Découverte du pétrole en **Arabie saoudite.** Tentative de fédération des États du golfe Persique sur l'initiative du **Kuwayt.**
1937 — **Aden** (Yémen du Sud) colonie anglaise.
1938 — Découverte du pétrole au **Kuwayt.**
1945 — Adhésion de l'**Arabie saoudite** à la Ligue arabe. Reprise du projet de fédération des États du golfe Persique, menacés par l'Arabie saoudite (qui revendique le **Qaṭar**), l'Iran (qui revendique **Baḥrayn**) et l'Irak (qui revendique le **Kuwayt**).
1946 — Adhésion du Yémen à la Ligue arabe.
1948 — Assassinat de l'imām Yaḥiā ; son fils Aḥmad Ier lui succède au Yémen.
1950 — Avènement d'ʿAbd Allāh b. Sālim aṣ-Ṣabāḥ au **Kuwayt.**
1952 — Découverte du pétrole à **Mascate-et-Oman,** territoire revendiqué par l'Arabie saoudite.
1953 — Avènement de Sa'ūd IV b. ʿAbd al-ʿAzīz en **Arabie saoudite.**
1958 — Saoud IV délègue ses pouvoirs à son frère, l'émir Fayṣal.
1961 — Rupture du **Yémen** avec la **République arabe unie.** Fin du protectorat britannique sur le **Kuwayt.**
1962 — Mort d'Aḥmad Ier au Yémen ; son fils Muḥammad al-Badr lui succède. Coup d'État du colonel Sallāl (pronassérien). Proclamation de la République. Guerre civile entre les partisans de Sallāl (soutenus par l'Égypte) et les royalistes (soutenus par l'Arabie saoudite).
1964 — Fayṣal devient roi d'Arabie saoudite.
1965 — Conférence de **Haradah** (23 novembre) ; aucune solution n'intervient dans la guerre civile du Yémen. Au Kuwayt, Ṣabāḥ as-Sālim aṣ-Ṣabāḥ succède à ʿAbd Allāh.
1967 — Le roi Fayṣal et le président Nasser retirent progressivement leurs forces du **Yémen** (août). Indépendance d'**Aden** et de l'Arabie du Sud, qui constitue la république du Sud Yémen.

La péninsule arabique de 1967 à 1983.

Arabie saoudite.

23 fév. 1960 — Mort de l'ex-roi Sa'ūd.
1969-1973 — Croissance de la production pétrolière.
Nov. 1973 — Embargo pétrolier ; difficultés avec les **États-Unis.**
25 mars 1975 — Meurtre du roi Fayṣal ; le roi Khālid lui succède : ce souverain mène une politique plus conforme aux intérêts américains.
1975-1982 — Politique extérieure fondée sur l'alliance américaine ; rivalité avec l'**Iran khomeïniste** (création du *Conseil de Coopération du Golfe*).
Janv. 1981 — Sommet islamique à **La Mekke** ; reconnaissance de l'OLP.
13 juin 1982 — Mort du roi Khālid, auquel succède son frère, le prince Fahd.

Yémen du Nord.

5 nov. 1967 — Renversement du président Sallāl ; le général al-ʿAmirī au pouvoir (pro saoudien).
Mars 1970 — Fin de la guerre civile.
28 déc. 1970 — Constitution (**République arabe du Yémen**) ; chef de l'État : Abd ar-Raḥman. Chef du gouvernement : Aḥmad Muḥammad Nooman.
Août 1971 — Le général al-ʿAmirī Premier ministre après la démission de Nooman.
Sept. 1971 — al-ʿAini Premier ministre.
Déc. 1972 — Démission d'al-ʿAini ; Premier ministre : ʿAbd Allāh al-Hidjrī.
13 juin 1974 — Coup d'État militaire (colonel al-Ḥāmidī et retour d'al-ʿAini au pouvoir).
Janv. 1975 — al-ʿAini limogé ; ʿAbd al-ʿAziz Ghanī Premier ministre.
11 oct. 1977 — Coup d'État (assassinat d'al-Ḥāmidī) ; au pouvoir, le colonel Aḥmad Ḥusayn al-Gashemī (pro saoudien).
24 juin 1978 — al-Ghashemī assassiné ; chef de l'État : ʿAbd al-Karīm al-Arašī.
1978-1982 — Chef de l'État ʿAbd Allāh Salīḥ ; Premier ministre : Abd al-Azīz ʿAbd al-Ghamī de 1978 à 1980 ; en octobre 1980 : ʿAbd al-Karīm al-Aryanī.

Yémen du Sud.

23 juin 1969 — Chute de Qaḥātan, remplacé par un Conseil présidentiel (Sālim ar-Robaya).
30 nov. 1970 — Constitution (**République démocratique populaire du Yémen**) ; parti unique (le *Front national*) ; chef de l'État : Sālim ar-Robaya ; chef du gouvernement : Muḥammad 'alī Haythām (modéré).
Août 1972 — Premier ministre : ʿAlī Nāṣir Ḥassaniya (progressiste) ; politique de rapprochement avec la **Chine** et l'**URSS.**
1972 — Tension avec le **Yémen du Nord.**
1973-1974 — Évolution dans le sens socialiste ; Premier ministre : ʿAlī Naṣir Muḥammad (pro soviétique).
26 juin 1978 — Assassinat du président Sālim ar-Robaya (modéré), remplacé par ʿAlī Nāṣir Muḥammad (qui reste Premier ministre).
27 déc. 1978 — ʿAbd al-Fattāḥ Ismā'īl élu président du Conseil présidentiel.
25 fév.-4 mars 1979 — Guerre avec le **Yémen du Nord** ; réconciliation sous l'égide de la *Ligue arabe* et de l'**Arabie saoudite.**
21 avr. 1980 — Démission de ʿAbd al-Fattāḥ Ismā'īl ; ʿAlī Nāṣir Muḥammad lui succède (et reste Premier ministre).

L'Inde et le Pākistān.

L'Inde.

4000-3500 av. J.-C. — Premières cultures indiennes : **Quetta,** vallée du **Zhob.**
Vers le IIIe millénaire av. J.-C. — Civilisations de **Nal, Mohenjo-dāro** et **Harappā.**
XVIIe s. av. J.-C. — Invasion aryenne ; constitution des *Veda,* livres sacrés du brahmanisme primitif (entre 1600 et 1200 av. J.-C.).
900 av. J.-C. — Développement du brahmanisme.
VIIe s. av. J.-C. — Les *Upanishads.*
VIe s. — États de **Koçala et de Magadha.** Prédication du Jina et du Bouddha.
Vers 400 av. J.-C. — Dynastie Nanda et dynastie Maurya (Çandragupta).
Vers 273-232 av. J.-C. — Règne d'Açoka. Constitution de l'hindouisme.
Ier s. av. J.-C. — Dynasties Çounga et Kanva ; Vikarama.
78 apr. J.-C. — Début de l'ère çaka. Invasions grecque, scythe, parthe.
Ier s. apr. J.-C. — Dynastie kouchane.
144 — Ère de Kanishka.
320 — Ère gupta.
VIe s. — Invasion des Huns Hephtalites.
606-647 — Règne de Harsha.
Début du VIIe s. — Conquête de l'**Assam** et de l'**Orissa** par le roi du Bengale.
625 — Dynastie Karkota au **Cachemire.**
634 — Début des invasions arabes **(Kerman).**
631-640 — Le pèlerin bouddhiste Hüanzang au **Cachemire** et à **Antchi.**
647 — Mort de Harsha. Morcellement politique de l'Inde septentrionale.
650-680 — Domination de Vikramāditya dans l'Inde méridionale.
712 — Les Arabes conquièrent le **Sind** (Muḥammad b. Qāsim).
855 — Fondation de la dynastie des Outpala au **Cachemire.**
915 — Les Tchola dans l'Inde méridionale.
958 — Dynastie des Lohara au **Cachemire.**
966-1035 — Les Kamboja (tribu montagnarde du Nord) au **Bengale.**
XIe s. — Domination des Ghaznévides dans le **Pandjāb.** Invasion tchola dans le Sud et à **Ceylan.** Règne des Parāmara dans l'Inde du Nord.
1033 — Ambassade tchola en **Chine.**
Début du XIIe s. — Domination sāldjukide dans le **Khorāsān.**
1186 — Déposition du dernier Ghaznévide par Muḥammad de Ghor. Conquête de **Kanauj** et **Bénarès** par Muḥammad de Ghor.
Début du XIIIe s. — Islamisation de la plaine indogangétique tout entière.
1211-1236 — Règne d'Iltumish à **Delhi.** Première poussée mongole.
1290 — Domination des Turcs Khaldjī en Inde musulmane.
1297 — Sac de **Lahore** par les Mongols.
1306 — Invasion mongole sur une grande échelle.
1314 — Les Tamouls à **Ceylan.**
1320 — Les Tughluq à Delhi ; les Tibétains au **Cachemire.**
1325-1351 — Règne de Muḥammad b. Tughluq.
1339 — Dynastie Chāh Mīr au **Cachemire.**
Vers 1350 — Le **Bengale,** État musulman indépendant.
1398 — Invasion de Tamerlan ; prise de **Delhi.**
1451-1526 — Dynastie des Lodi (musulmans) dans l'Inde du Nord.
1498 — Les Portugais (Vasco de Gama) à **Calicut.**
1509 — L'Inde portugaise (Albuquerque).
1519 — Fin de la dynastie Lodi : raid de Bābur (= Baber) ; victoire de Bābur à **Panipat** le 21 avril 15-26.
26 déc. 1530 — Mort de Bābur (= Baber) (dynastie moghole) ; règne de son fils Humāyūn.
1538 — Mort de Nanak, fondateur de la religion des Sikhs.
1540-1545 — Shēr Shāh, souverain à **Delhi.**
1556 — Mort de Humāyūn. Son fils Akbar lui succède. Deuxième bataille de **Panipat.**
1526-1569 — Victoires d'Akbar sur les Rajpoutes. Agrandissement du royaume moghol.
1576 — Conquête du **Bengale.**
1579 — Infaillibilité religieuse d'Akbar.
1586 — Conquête du **Cachemire.**
1600 — Fondation de la Compagnie anglaise des Indes.
Oct. 1605 — Mort d'Akbar. Son fils Jahangīr lui succède.
1615 — L'Anglais Thomas Roe aux Indes.
1627 — Mort de Jahangīr. Son fils Shāh Jahān lui succède.
1636 — Aurangzeb, vice-roi du **Deccan.**
1639 — Comptoir anglais à **Madras.**
1645 — Expédition moghole contre l'**Afghānistān.**
1656 — Les Moghols au **Deccan.**
1658 — Difficultés successorales. Aurangzeb, Grand Moghol.
1661 — Les Anglais à **Bombay.**
1664 — Fondation de la Compagnie française des Indes.
1674 — **Pondichéry** fondée par François Martin.
1675 — Guerre contre les Sikhs.
1678-1709 — Guerres contre les Rajpoutes.
1688 — Les Anglais chassés du **Bengale.**
1690 — Fondation de **Calcutta.**
Fin XVIIe-début XVIIIe s. — Les Mahrattes.
1707 — Mort d'Aurangzeb. Son fils Bahādur Shāh lui succède, puis en 1713 Farrukhyasār.
1719-1748 — Règne de Muḥammad Shāh.
1731-1742 — Dupleix à **Chandernagor.**
1739 — Le roi de Perse Nādir Shāh pille **Delhi.**
1746 — Les Français à **Madras.**
1750 — Dupleix, nabab du **Deccan.**
1754 — Rappel de Dupleix en France.
1757 — Bataille de **Plassey.**
1761 — Défaite de Lally Tollendal à **Pondichéry.** Victoire persane sur les Mahrattes à **Panipat.**
1763 — Traité de Paris, éliminant la France des Indes.
1767 — Départ de Clive.
1772 — Warren Hastings en Inde.
1773 — *Bill* sur la Compagnie des Indes au Parlement.
1775-1782 — Soulèvements mahrattes contre les Anglais.
1798 — Wellesley en Inde.
1803 — Écrasement des Mahrattes.
1813-1826 — Après le rappel de Wellesley (1805) guerre contre les soulèvements locaux (les *Pindari*).
1833 — Réforme de la Compagnie des Indes.
1835 — Lois Macaulay sur l'instruction publique aux Indes.
1853 — Chemin de fer de **Bombay.**
1857-1858 — Grande Mutinerie (révolte des Cipayes) ; fin de la Compagnie des Indes.
1877 — Victoria, impératrice des Indes.
1899-1905 — Lord Curzon, vice-roi.
1905 — Partage du **Bengale** : création de la province du Nord-Ouest.
1906 — Fondation de la Ligue musulmane.
1909 — Loi Minto-Morley.
1919 — Incident d'**Amritsar** (fusillade de la foule indienne) ; campagne de Gandhi contre les lois Rowlatt.
1922-1924 — Emprisonnement de Gandhi.
1930 — Campagne de désobéissance civile par Gandhi. Première table ronde indo-britannique.
1931 — Seconde table ronde.
1932 — Emprisonnement de Gandhi.
1935 — Statut libéral accordé à l'Inde ; gouvernements locaux dans les provinces.
1942 — Campagne de désobéissance civile ; mission de Stafford Cripps.
1945 — Conférence de **Simla.**
1946 — Émeutes à **Calcutta.** 2 septembre : Nehru Premier ministre.
21 fév. 1947 — Indépendance de l'Inde annoncée à Londres.
3 juin — Plan Mountbatten sur l'Inde.
15 août — Indépendance de l'Inde et du Pākistān proclamée officiellement.
Oct. 1947 — Guerre indo-pākistanaise au **Cachemire.**
1948 — Assassinat de Gandhi. Mort du leader musulman Jinnah. Occupation de **Hyderabad.**
1949 — Fin des hostilités au **Cachemire.**
1950 — Entrée en vigueur de la constitution.
1953 — Arrestation de Cheikh Abdullah au **Cachemire.**
1954 — Plan de **Colombo.** Reprise à la France des établissements français (**Pondichéry,** etc.).
1956 — Conférence de **Rangoon.**
18-19 déc. 1961 — Annexion de **Goa** (comptoir portugais) par l'Union indienne.
1960-1965 — Problème linguistique (reconnaissance par Shastri de l'égalité juridique de l'anglais et de l'hindi).
1962 — Conflit avec la **Chine** au sujet de certains territoires frontaliers.
1964 — Mort de Nehru. Lal Bahadur Shastri, Premier ministre.
1966 — Mort de Shastri ; Indira Gandhi, fille de Nehru, Premier ministre.
1964-1977 — Indira Gandhi et son parti (parti du Congrès) au pouvoir sans discontinuité.
1971 — Guerre avec le **Pākistān.**
1972-1973 — Mouvements séparatistes aux frontières **(Assam, Andhra Pradesh, Nagaland).**
1974 — **L'Inde** fait exploser sa première bombe nucléaire.
1976 — Reprise des relations diplomatiques avec la **Chine** (rompues depuis 1962) ; accord d'**Islāmābād** avec le **Pākistān.**
Mars 1977 — Chute d'Indira Gandhi ; nouveau Premier ministre : Morarji Desai ; tentative d'élimination politique d'Indira Gandhi (arrêtée en octobre et en décembre 1978).
Juil. 1979 — Démission de Morarji Desai, remplacé par Charan Sing.
Janv. 1980 — Élections législatives, succès du parti du Congrès et retour d'Indira Gandhi au pouvoir.

Le Pākistān.

Jusqu'en 1940, l'histoire du Pākistān se confond avec celle du subcontinent indien ; elle débute donc, à titre d'histoire d'un État souverain, avec la demande de création d'un État pākistanais (musulman) par Muḥammad Ali Jinnah.

1940 — Jinnah réclame la création du **Pākistān.**
Fév. 1947 — Londres annonce l'indépendance de l'**Inde.**
1947-1949 — Guerre indo-pākistanaise au **Cachemire.**
1948 — Mort de Jinnah. **Hyderabad** occupée par l'**Inde.**
1949 — Le **Pākistān** État souverain ; Premier ministre : Khawaja Nazimuddin (de 1948 à 1951).
1951-1955 — Gouvernement de Goulam Muḥammad.
1955 — Conférence de **Bandung** (afro-asiatique) ; Iskander Mirza Premier ministre.
1956 — Proclamation de la constitution de la **République islamique du Pākistan** : Iskander Mirza chef de l'État jusqu'en 1958.
1958-1969 — Muḥammad Ayyūb Khān chef du gouvernement et chef de l'État (régime présidentiel à partir de 1962). Nouvelle capitale : **Islāmābād** (qui remplace Karāchi).
25 mars 1969 — Chute d'Ayyūb Khān qui remet ses pouvoirs au général Yahya Khān ; instauration de la loi martiale.
Mai 1969 — Yahya Khān rompt avec Taiwan et se rapproche de la Chine populaire.
1971 — Révolte au **Bengale** (Pākistān oriental) ; violente répression militaire et arrestation du leader bengali Mujibur Rahman.
2-16 déc. 1971 — Intervention de l'Inde pour soutenir la révolte bengalie ; défaite pākistanaise et proclamation de l'indépendance du **Bangladesh.** Démission de Yahya Khān auquel succède Ali Bhutto.
22 déc. 1971 — Libération de Mujibur Rahman, qui devient Premier ministre du Bangladesh.
1972-1973 — Le socialiste Ali Bhutto entreprend un plan de redressement national, en s'appuyant sur les pays musulmans, les États-Unis et la Chine.
2 juil. 1972 — Traité de **Simla** entre l'Inde et le Pākistān.
Août 1973 — Nouvelle constitution ; chef de l'État : Chandhri Fazal Elahi (jusqu'en 1977) ; Premier ministre : Ali Bhutto (jusqu'en 1977).
Fév. 1974 — Reconnaissance du **Bangladesh** ; réconciliation avec Mujibur Rahman.
1974-1975 — Guerre civile au **Baloutchistān** (agitation séparatiste menée par le parti *Awami*). Dissolution du parti *Awami* et arrestation de ses dirigeants en février 1975.
1977 — Malgré le triomphe électoral du parti d'Ali Bhutto (mars 1977), l'opposition triomphe après le coup d'État du 4 juillet 1977, dirigé par le général Zia Ul-Haq. Arrestation d'Ali Bhutto (condamné à mort en 1978 et exécuté en 1979).
1979 — Instauration de l' « ordre islamique ».

Janv. 1981 — Proclamation d'une constitution provisoire.

1981-1982 — Lutte contre les menées autonomistes au **Baloutchistān.**

Les États indépendants de l'Asie indienne.

Sikkim.

1641 — Une famille tibétaine bat les Lepchas du **Sikkim** et fonde la principauté. Celle-ci dépend du **Tibet** jusqu'au XVIIIe siècle.

1839 — Cession de **Darjeeling** aux Anglais.

1849 — Les Britanniques, en réponse à des provocations, s'emparent de la région du **Terail.**

1861 — Protectorat britannique sur le **Sikkim,** reconnu par la Chine en 1890.

1893 — Le maharajah refuse de coopérer avec la Grande-Bretagne; Il est mis en résidence forcée à **Darjeeling.**

1914 — Avènement du maharajah TASHI NAMGYAL.

1947 — Indépendance de l'Inde qui prend la relève de la Grande-Bretagne pour assumer les relations extérieures du **Sikkim.**

1950 — Protectorat indien.

1962 — Devant les revendications territoriales de la Chine, la défense du Sikkim est confiée à l'armée indienne.

1963 — Avènement du maharajah PALDEN THONDUP NAMBYAL.

1975 — Intégration du Sikkim dans l'Union indienne.

Bhoutan.

1772 — Invasion bhutanaise au **Bengale.** Intervention anglaise.

1774 — Traité de paix. Établissement de relations commerciales avec les Britanniques.

1826 — Les Britanniques occupent l'**Assam.**

1865 — Invasion anglaise. Le **Bhoutan** devient vassal de l'**Inde.**

1907 — Élection du premier maharajah héréditaire, UGYEN WANGCHUK.

1910 — Traité donnant à la **Grande-Bretagne** le contrôle des relations extérieures du **Bhoutan.**

1949 — Le contrôle des relations extérieures passe à l'Inde.

1950 — Occupation chinoise.

1952 — Avènement du maharajah JIGME DORJI WANGCHUK, reconnu comme roi du **Bhoutan.**

1971 — Indépendance du Bhoutan.

Sri Lanka (anciennement Ceylan).

IIIe s. av. J.-C. — Implantation du bouddhisme à partir de 246 (débarquement du prêtre bouddhiste Mahinda).

XIe s. — Invasion des Tamouls du sud de l'Inde. Destruction de la capitale, **Anuradhapura.**

1153 — Apogée de la monarchie cinghalaise avec PARAKAMA-BAHU, roi de Pihiti, qui devient roi de Lanka (Ceylan) en 1155.

1408 — Ripostant à l'insulte faite à un envoyé chinois, la Chine envahit militairement l'île qu'elle domine pendant trente ans. Le roi VIJAYA-BAHU IV est emmené en captivité.

1505 — Le navigateur portugais FRANCISCO de ALMEIDA débarque à Ceylan. L'île est alors composée de sept royaumes.

1507 — Les Portugais construisent un fort à **Colombo** ; jusqu'à la fin du XVIe s., ils seront en conflit avec les royaumes cinghalais.

1602 — Débarquement de Hollandais JORIS SPILBERG sur la côte est de Ceylan.

1638-1658 — Une expédition hollandaise détruit les établissements portugais de la côte est. Les Hollandais prennent successivement **Negombo** (1644), **Colombo** (1656) et **Jaffna** (1658). Ils deviennent les maîtres de la quasi-totalité de l'île, à l'exception du royaume de **Kandy.**

1795 — Début de la conquête de Ceylan par les Anglais.

1802 — Le traité d'**Amiens** reconnaît à la Grande-Bretagne la possession de Ceylan qui devient colonie britannique.

1803 — Les Anglais envahissent et occupent **Kandy.**

1915 — Troubles entre bouddhistes et musulmans.

1920 — Réforme constitutionnelle.

1931 — Nouvelle constitution. Le Conseil législatif et le Conseil exécutif sont remplacés par un Conseil d'État ayant des fonctions législatives et exécutives.

1946 — Nouvelle constitution prévoyant un gouvernement de cabinet présidé par un Premier ministre.

4 févr. 1948 — Ceylan devient un dominion du Commonwealth britannique.

1948-1952 — D. STEPHEN SENANAYAKE, Premier ministre *(United National Party).*

1952-1953 — Ministère de DUDLEY SENANAYAKE (fils du précédent Premier ministre).

1953-1954 — Ministère de sir JOHN KOTELAWALA.

1956-1959 — Ministère SALOMON BANDARANAIKE (Parti de la Liberté), assassiné en 1959.

1960-1965 — Madame BANDARANAIKE, (veuve du précédent) Premier ministre : politique nationaliste et anticapitaliste.

1965 — Victoire de l'*UNP* (DUDLEY SENANAYAKE) ; abolition des mesures de nationalisation.

Avr. 1971 — Répression du mouvement d'insurrection du Front de libération populaire.

1972 — Rupture avec la Grande-Bretagne; Ceylan devient la **République de Sri Lanka** ; chef de l'État : **WILLIAM GOPALLAWA** ; Premier ministre : Madame **BANDARANAIKE.**

Juil. 1977 — Victoire électorale des conservateurs *(UNP).* Constitution présidentielle : chef de l'État JUNIUS RICHARD JAYAWARDENE ; Premier ministre : RANASINCHE PRAMADASA.

Le Népal.

1324 — Conquête du **Népal** par le rajah de SIMRAUN HARISINHA-DEVA, qui fonde la dynastie des Ayodhya (quatre rajahs successifs).

1386-1429 — Règne de JAHYASTITHI MALLA, rajah de la dynastie des Malla, qui introduit le système des castes.

1429 — YAKSHA MALLA succède à JAHYASTITHI et divise le Népal en quatre États : le **Banepa,** le **Bhatgaon,** le **Katmandou** et le **Patan.**

1765 — Les Gurkhas, menés par le rajah PRITHWI NARAYANA, attaquent le Népal. Les Anglais du capitaine KINLOCH, appelés par le rajah du Katmandou, sont refoulés.

1768 — Fin de la conquête du Népal par les Gurkhas.

1777 — Mort de PRITHWI NARAYANA. Troubles successoraux.

1790 — Les Gurkhas envahissent le **Tibet.** Ils se heurtent aux Chinois qui envahissent le **Népal** en 1791.

1792 — Victoire des Chinois qui imposent leur suzeraineté au Népal.

1791-92 — Traités de commerce avec les Britanniques, renouvelés en 1801.

1814 — Déclaration de guerre par les Britanniques, à la suite d'incidents de frontière.

1815 — Traité de **Segowlie,** établissant un résident britannique à Katmandou.

1846-77 — Gouvernement de JUNA BAHADUR ; il resserre les liens avec les Britanniques.

1854-56 — Guerre avec le **Tibet.** Paix favorable au **Népal.**

1857 — NANA SAHIB, chef des cipayes révoltés des Indes, se réfugie au Népal. JUNA BAHADUR soutient les Britanniques, les rebelles sont refoulés en 1859.

1915-18 — Le Népal est allié à la Grande-Bretagne pendant la Première Guerre mondiale.

1923 — Traité d'amitié avec la Grande-Bretagne qui reconnaît la pleine indépendance du Népal.

1948 — MOHAN SHUNSHAR JUNG BAHADUR, Premier ministre (pris traditionnellement dans la famille des Rana), demande une réforme instituant une monarchie constitutionnelle. Opposition du souverain, TRIBHUVANA BIR BIKRAM JUNG BAHADUR.

1950 — Établissement de la monarchie constitutionnelle. Les Rana sont définitivement écartés du pouvoir en 1951.

1955 — Avènement du roi MAHENDRA BIR BIKRAM.

1956 — Accords sino-népalais sur le **Tibet.**

1959 — Proclamation d'une constitution démocratique.

1961 — Accords sino-népalais sur les frontières.

1962 — Nouvelle constitution.

1963 — « Code Mahendra » (modernisation du Droit).

1972 — Avènement du roi BIRENDRA BIR BIKRAM.

Les Iles Maldives.

1518 — Les Portugais tentent de s'établir sur les îles **Maldives.**

1645 — Les Maldives, après les raids fréquents de pirates de la côte de Malabar, demandent la protection des souverains de Ceylan et deviennent une dépendance de celle-ci.

1887 — Protection britannique sur les îles Maldives.

1954 — L'archipel redevient sultanat.

1960 — Accord avec le sultan concernant les bases militaires anglaises.

1965 — Pleine indépendance des îles Maldives à la convention de **Colombo.**

1968 — Les **Maldives** érigées en République.

f) **Le Bangladesh.**

4 fév. 1972 — Reconnaissance par le Royaume-Uni, Israël, la R.F.A. ; la France le reconnaît le 11 février.

19 mars 1972 — Traité d'amitié et de coopération avec l'Inde.

4 avr. 1972 — Reconnaissance du Bangladesh par les États-Unis.

16 déc. 1972 — Constitution : République parlementaire ; président : ABU SAYED CHOWDHURY ; Premier ministre : CHEIK MUJIBUR RAHMAN, chef du parti *Awami* (parti anti-centralisateur au Pakistān).

Avr. 1973 — Réélection à la présidence de la République d'ABU SAYED CHOWDHURY, qui démissionne en décembre 1973 (remplacé par MOHAMMADULLAH).

1973-1974 — Difficultés économiques, politiques et sociales (état insurrectionnel dans le pays ; règlements de comptes). Aide financière de l'Inde et de l'URSS.

25 janv. 1975 — Amendement à la constitution : régime présidentiel avec parti unique. Président de la République : MUJIBUR RAHMAN ; Premier ministre : MANSOUR ALI.

15 août 1975 — Coup d'État ; MUJIBUR RAHMAN assassiné ; MOSHTAQUE AHMED lui succède (le putsch a été organisé par des officiers insatisfaits).

3 nov. 1975 — Nouveau putsch, organisé par le général KHALID MUSHARAF. MOSHTAQUE AHMED démissionne le 5 novembre ; il est remplacé par MOHAMED SAYEM.

7 nov. 1975 — Mutineries dans les casernes ; KHALID MUSHARAF est tué. Le général ZIANR RAHMAN, soutenu par les jeunes officiers socialistes, arrive au pouvoir ; c'est « l'homme fort » du pays. Il parvient à rétablir l'ordre.

Janv. 1976 — Réconciliation avec le **Pakistān.**

Avr. 1977 — Nouvelle constitution : la « République » islamique devient l' « État » islamique.

Juin 1978 — Le général ZIANR RAHMAN élu chef de l'État islamique ; Premier ministre : MASHIUR RAHMAN.

Fév. 1979 — Élections législatives : victoire du parti gouvernemental. Premier ministre : AZIZUR RAHMAN.

L'Iran.

651 — Invasion arabe, fin de l'Empire sassanide.

750 — Les ʿAbbāssides prennent le pouvoir. **Baghdād** devient la nouvelle capitale.

786-809 — Califat de HĀRŪN ar-RASHĪD. Apogée de la puissance ʿabbāsside. A sa mort, morcellement du pays en dynasties diverses.

874-999 — Dynastie des Sāmānides dans la Perse occidentale.

998 — MAḤMŪD de **Ghazna** fonde la dynastie ghaznévide en Perse orientale.

1055 — TUGHRĪLBEG fonde la dynastie sāldjukide à **Baghdād** à côté du califat ʿabbāsside.

1221 — Les Mongols de GENGIS KHĀN conquièrent la Perse orientale.

1256 — HŪLĀGŪ renverse le calife ʿabbāsside. Les Mongols gouvernent le pays.

1381-1387 — Invasion de TAMERLAN qui ravage le pays. Ses successeurs, les Tīmūrides, gouvernent la Perse jusqu'au XVe siècle.

1501 — ISMĀʿĪL SHĀH unifie toute la Perse et fonde la dynastie chiite des Séfévides.

1514 — Guerre contre l'Empire ottoman.

1534 — Les Ottomans s'emparent de l'**Iraq,** de **Baghdād** et de **Tabrīz,** la nouvelle capitale.

1587-1629 — Règne de SHĀH ʿABBĀS Ier. Apogée des Séfévides. Les Persans reprennent **Baghdād** et la **Mésopotamie. Isfahān** (= Ispahan) devient la nouvelle capitale.

1722 — Invasion des Afghāns qui s'emparent d'**Isfahān** (= Ispahan).

1730 — NĀDIR triomphe des Afghāns.

1736 — NĀDIR renverse les Séfévides et prend le nom de NĀDIR SHĀH.

1738-1740 — NĀDIR SHĀH s'empare de l'**Afghānistān,** de **Bukhārā,** de **Khīwā,** de **Delhi.**

1747 — Assassinat de NĀDIR SHĀH. Perte de l'**Afghānistān** et des territoires indiens.

1747-1779 — Règne de KARĪM KHĀN.

1786 — ĀGHĀ MUḤAMMAD fonde la dynastie des Qādjārs.

1797 — Assassinat d'ĀGHĀ MUḤAMMAD.

1797-1834 — Règne de FATḤ ALĪS SHĀH.

1804 — Guerre avec la Russie.

1813 — Paix de **Gulistān.** La Perse perd la **Géorgie,** le **Dāghistān** et **Bakou.**

1826 — Seconde guerre avec la **Russie.**

1828 — Traité de **Turkomančay.** Perte de l'**Arménie caucasienne.**

1834-1848 — Règne de MUḤAMMAD SHĀH. Échec de la conquête de l'**Afghānistān.**

1848-1896 — Règne de NĀṢIR ad-DĪN SHĀH. Réorganisation et modernisation du pays.

1890 — Vive agitation à la suite d'un projet de monopole anglais sur les tabacs.

1896-1907 — Règne de MUẒAFFAR ad-DĪN SHĀH.

1905 — Émeutes après la révolution russe, qui aboutissent à la proclamation d'une constitution.

1906 — Première réunion du Parlement.

Août 1907 — Accord entre les Anglais et les Russes qui se partagent la Perse en zones d'influence.

Déc. 1907 — Révolution libérale. Déposition du shāh. Son fils lui succède.

1914-1918 — La Perse reste neutre.

9 août 1919 — L'Angleterre tente d'imposer son protectorat.

21 févr. 1921 — Révolution nationaliste de RIḌĀ (= Rezā) KHĀN et DIYĀʾad-DĪN ṬABĀṬABĀʾĪ.

Déc. 1925 — REZĀ renverse le souverain qādjār et prend le nom de RIḌĀ SHĀH PAHLAVI. Naissance de l'Iran moderne.

1928 — Suppression des traités d'exterritorialité.

1932 — Révision de la concession de l'*Anglo-Persian Company.*

1935 — La Perse prend le nom d'Iran.

1941 — REZĀ refuse d'acheminer le matériel de guerre des Alliés.

25 août 1941 — Invasion soviétique et britannique. Abdication de REZĀ SHĀH ; son successeur est MUḤAMMAD RIḌĀ SHĀH PAHLAVI.

Déc. 1945-mai 1946 — Conflit avec l'URSS à propos de l'**Azerbaydjān.** L'Iran conserve ce territoire.

Mai 1951 — Le premier ministre MOSSADEGH nationalise l'industrie du pétrole. Graves difficultés économiques et conflit avec l'Angleterre.

Août 1953 — MOSSADEGH est arrêté par le général ZAHEDI.

19 sept. 1954 — Accord pétrolier avec les puissances occidentales.

1955 — L'Iran adhère au pacte de **Baghdād.**

à partir de 1955 — Réforme agraire.

1963 — Référendum approuvant la réforme agraire.

1965-1966 — « Révolution blanche » ; répression des menées de l'opposition ; tentative de modernisation de l'**Iran** (éducation, équipement, santé publique).

1967 — Nouvelles nationalisations ; couronnement du Shāh (le 26 octobre, 26 ans après son accession au pouvoir).

19 avr. 1969 — Rupture de l'accord frontalier de 1937 avec l'Iraq (cet accord concédait la navigation sur le **Chatt el-Arab** à l'Iraq).

1969 — Répression sauvage des mouvements d'extrême-gauche.

Début 1972 — Agitation violente (contre le régime), répression brutale et sommaire.

12 oct. 1972 — Festivités pour le 2 500e anniversaire de la fondation de l'Empire perse.

1973 — Essor économique, dû aux richesses pétrolières ; resserrement des liens avec les États-Unis, intensification de l'armement ; le Shāh cherche à contrôler le golfe Persique.

Août 1974 — Loi sur la presse, permettant un contrôle sévère de l'information.

2 mars 1975 — Instauration d'un parti unique, regroupant les deux partis jusqu'alors autorisés, et tous deux favorables au Shāh.

6 mars 1975 — Accord signé à **Alger** avec l'Iraq.

6 août 1977 — Démission du Premier ministre HOVEYDA, remplacé par M. AMOUZÉGAR.

Août 1977 — Contestation de plus en plus violente du régime du Shāh.

Janv. 1978 — Sous l'impulsion des chefs religieux chiites, notamment de l'ayatollāh KHOMEINY exilé en Iraq, la contestation du régime impérial prend de plus en plus d'ampleur et se transforme en révolution.

7-8 janv. 1978 — Émeutes à **Qom** (ville sainte) en faveur de l'ayatollāh KHOMEINY ; nombreux morts parmi les manifestants (entre 60 et 100).

18 févr. 1978 — Émeutes sanglantes à **Tabriz.**

9 mai 1978 — Émeutes sanglantes au bazar de **Téhéran** ; massacre de chefs religieux à **Qom,** par les forces de l'ordre.

1er juin 1978 — Heurts entre la police et les étudiants, à l'université de **Téhéran.**

24 juil. 1978 — Émeutes sanglantes à **Machad** (ville sainte).

11 août 1978 — Émeutes sanglantes à **Ispahan.**

16 août 1978 — Nouvelles émeutes au bazar de **Téhéran.**

19 août 1978 — Attentat dans un cinéma d'**Abadan** (477 morts).

27 août 1978 — Le Shāh nomme un nouveau Premier ministre : DJAFAAR CHARIF EMANI.

31 août 1978 — Nouvelles violences à **Machad.**

8 sept. 1978 — « Vendredi noir » à **Téhéran** : l'armée tire sur la foule qui manifeste (plus de 200 morts). Instauration de la loi martiale, que fait appliquer le général OVEYSSI (le « boucher de Téhéran »).

13 sept. 1978 — D'**Iraq,** où il est en exil, l'ayatollāh KHOMEINY appelle à la grève générale.

6 oct. 1978 — L'ayatollāh KHOMEINY arrive en France ; il s'installe à Neauphle-le-Château, près de Paris, d'où il assume la direction de la révolution iranienne.

16 oct. 1979 — Grève générale et journée de deuil national en Iran, suite à l'appel du 13 septembre.

25 oct. 1978 — Le Shāh fait libérer un millier de prisonniers politiques.

Fin oct. 1978 — Les désordres se répandent dans tout le pays ; l'armée contrôle la remise en marche de la raffinerie d'**Abadan** (où le travail était interrompu depuis quinze jours).

1er nov. 1978 — Manifestations monstres, en dépit de la loi martiale, à **Téhéran.**

5 nov. 1978 — Les manifestants maîtres de Téhéran. Le général GHOLAM REZA AZARI devient Premier ministre ; le gouvernement est formé de militaires.

7-8 nov. 1978 — Arrestation de nombreuses personnalités du régime pour « violences » et/ou « corruption » ; parmi elles, l'ancien ministre du Shāh, AMIR HABBAS HOVEYDA.

11 nov. 1978 — Arrestation de KARIM ANDJABI, leader du *Front national ;* il sera libéré le 6 décembre.

10 déc. 1978 — 1 500 000 manifestants à Téhéran.

31 déc. 1978 — Démission du général AZARI ; CHAPOUR BAKHTIAR chargé de constituer un nouveau gouvernement. Émeutes sanglantes à **Machad.**

13 janv. 1979 — Constitution d'un Conseil de régence, présidé par S.J. TEHRANI.

16 janv. 1979 — Le Shāh quitte Téhéran et se réfugie en Égypte, puis au Maroc.

21 janv. 1979 — Démission de TEHRANI.

28 janv. 1979 — Émeutes sanglantes à Téhéran, où la violence s'installe.

1er fév. 1979 — Retour de l'ayatollāh KHOMEINY, après un exil de quinze années.

4 fév. 1979 — L'ayatollāh KHOMEINY nomme MEHDI BAZARGAN Premier ministre ; mais le pouvoir légal est toujours exercé par le gouvernement de CHAPOUR BAKHTIAR.

8 fév. 1979 — Manifestation à Téhéran en faveur de BAZARGAN, auquel se rallient des militaires.

9-11 fév. 1979 — Affrontements entre partisans de BAKHTIAR et partisans de KHOMEINY (400 morts). Chute de BAKHTIAR. Fermeture des frontières et des aéroports.

14 fév. 1979 — L'ambassade des États-Unis est prise d'assaut par des extrémistes de gauche, contre lesquels l'ayatollāh KHOMEINY va devoir soutenir une épreuve de force. Instauration de tribunaux d'exception *(tribunaux islamiques)* qui jugent, condamnent et font exécuter sommairement les tenants de l'ancien régime (militaires, fonctionnaires, hommes politiques). Pendant les semaines et même les mois qui suivent, la situation est confuse — comme toutes les grandes situations révolutionnaires. L'ayatollāh KHOMEINY n'est pas contesté, mais des partis opposés, se réclamant tous de lui, cherchent à investir le pouvoir : les modérés de BAZARGAN les extrémistes, les gauchistes (« suppôts de Satan »), etc. Dans le même temps, l'épuration se poursuit, notamment dans les milieux militaires.

Mars 1979 — Rébellions de minorités kurdes et turkmènes.

30 mars 1979 — Référendum proposant l'instauration d'une République islamique : « oui » massif du corps électoral.

1er avr. 1979 — Proclamation de la République islamique. La Révolution iranienne est théoriquement terminée.

7 avr. 1979 — Exécution d'AMIR HABBAS HOVEYDA, ancien Premier ministre du Shāh.

13 avr. 1979 — L'ayatollāh TALEGHANI (Téhéran) quitte la capitale et s'oppose aux « comités Khomeiny ». Un accord interviendra entre les deux ayatollahs le 19 avril.

1er mai 1979 — Assassinat de l'ayatollāh MORTEZA MOUTAHARI, l'un des principaux collaborateurs de KHOMEINY ; ses funérailles donnent lieu à de grandes manifestations anticommunistes.

13 mai 1979 — Le Shāh, les membres de sa famille et CHAPOUR BAKHTIAR sont condamnés à mort par contumace. A partir de mai 1979, la répartition réelle des pouvoirs en Iran est très complexe et l'autorité de l'ayatollāh KHOMEINY, qui tente d'imposer les règles strictes de l'Islām chiite, se heurte à des oppositions extrémistes ou aux réactions des Iraniens « occidentalisés », ainsi qu'à certaines minorités (les Kurdes par exemple).

3 août 1979 — Élection d'une assemblée constituante : fort pourcentage d'abstentions ; succès des khomeinistes.

4 nov. 1979 — Des étudiants envahissent l'ambassade des États-Unis à Téhéran et prennent le personnel en otage : ils exigent l'extradition du Shāh. Cette prise d'otage durera jusqu'au mois de janvier 1981.

6 nov. 1979 — Démission de BAZARGAN. Le Conseil de la Révolution assure les charges gouvernementales.

28 nov. 1979 — SADEGH GHOTBZADEH ministre des Affaires étrangères (il remplace BANI SADR, démissionnaire).

3 déc. 1979 — La constitution est adoptée par 99,6 % de « oui » (mais il y a 50 % d'abstentions).

Déc. 1979 — Les rivalités politico-religieuses se réveillent (« guerre des ayatollāhs »).

25 janv. 1980 — BANI SADR élu président de la République ; il prêtera serment devant l'ayatollāh KHOMEINY le 2 février.

9 mai 1980 — Élections législatives : victoire du *Parti républicain islamique.*

27 juil. 1980 — Mort de l'ex-shāh d'Iran (au Caire).

11 août 1980 — MUḤAMMAD ʿALI RADJAY Premier ministre (désigné par le Parlement).

Sept. 1980 — Début de la guerre contre l'**Iraq** (le 23 sept. les troupes iraquiennes pénètrent en territoire iranien).

20 janv. 1981 — Libération des otages américains de **Téhéran.**

10 juin 1981 — Le président BANI SADR destitué de ses fonctions de commandant des forces armées par l'imām KHOMEINY ; le 18 juin, BANI SADR quitte clandestinement l'Iran (il se réfugiera en France).

24 juil. 1981 — Élection de MUḤAMMAD ʿALI RADJAY à la présidence de la République.

13 août 1981 — Nouveau Premier ministre : BJAVAD BAHONAR.

30 août 1981 — Attentat à **Téhéran** : mort du Président de la République et du Premier ministre. Une vague d'attentats anti-khomeinystes provoquera aussi la mort de divers dignitaires (dont le procureur général de la Révolution, l'ayatollāh MADANI). La répression est de plus en plus violente et expéditive.

20 oct. 1981 — ʿALI KHAMENEI élu président de la République ; le Premier ministre est MIR HOSSEIN MOUSSAVI (confirmé à ce poste par le Parlement le 29 novembre).

1982-1983 — La révolution khomeinyste est triomphante, mais la liste des victimes est imposante ; la guerre contre l'**Iraq** s'éternise (les troupes iraniennes ont libéré les territoires occupés par l'ennemi, mais nul espoir de paix ne s'annonce).

La Turquie et le Moyen-Orient.

Les empereurs byzantins.

Les dates indiquées sont celles des règnes. Jusqu'aux Héraclides (610), on parle plutôt de l'*Empire romain d'Orient* ; à partir du VIIe siècle, il s'agit de l'Empire gréco-oriental qui est l'*Empire byzantin* au sens strict. Empereurs d'Orient et empereurs byzantins siègent à Constantinople, fondée en 330 sur le site de l'ancienne colonie grecque de Byzance.

Les Constantiniens.

306 : Constantin Ier le Grand (Occident)
et 324-337 : Constantin Ier le Grand
337-361 : Constance II
337-340 : Constantin II (empereur d'Occident associé)
337-350 : Constant Ier (empereur d'Occident associé)
361-363 : Julien l'Apostat

363-364 : Jovien

Les Valentiniens.

364-378 : Valens
364-375 : Valentinien (empereur d'Occident associé)

Les Théodosiens.

379-395 : Théodose Ier le Grand
395-408 : Arcadius
408-450 : Théodose II le Jeune
450-457 : Marcien

Les Thraces.

457-474 : Léon Ier
474 : Léon II
474-475 : Zénon
475-476 : Basiliscos (usurpateur)
476-491 : Zénon
491-518 : Anastase Ier

Les Justiniens.

518-527 : Justin Ier
527-565 : Justinien Ier le Grand
565-578 : Justin II
578-582 : Tibère II
582-602 : Maurice

602-610 : Phokas

Les Héraclides.

610-641 : Héraclius Ier
641 : Constantin III Héraclius
641 : Héraclius II Héraclonas
641-668 : Constant II
668-685 : Constantin IV Pogonat
685-695 : Justinien II Rhinotmète

695-698 : Léontios
698-705 : Tibère III Apsimar

705-711 : Justinien II Rhinotmète

711-713 : Philippikos Bardanes
713-715 : Anastase II
715-717 : Théodose III

Les Isauriens.

717-740 : Léon III l'Isaurien
740-775 : Constantin V
775-780 : Léon IV le Khazar
780-797 : Constantin VI
797-802 : Irène

802-811 : Nicéphore Ier le Logothète
811 : Staurakios
811-813 : Michel Ier Rangabé
813-820 : Léon V l'Arménien

Les Amoriens.

820-829 : Michel II le Bègue
829-842 : Théophile
842-867 : Michel III

Les Macédoniens.

867-886 : Basile Ier le Macédonien
886-912 : Léon VI le Sage
871-913 : Alexandre (associé jusqu'en 912, puis seul)
913-959 : Constantin VII Porphyrogénète
920-944 : Romain Ier Lécapène (associé)
959-963 : Romain II
963-1025 : Basile II le Bulgaroctone
963-1028 : Constantin VIII (associé à Basile II jusqu'en 1025, puis seul)
963-969 : Nicéphore II Phokas (associé)
969-976 : Jean Ier Tzimiskès
1028-1034 : Romain III Argyre
1034-1041 : Michel IV le Paphlagonien
1041-1042 : Michel V le Calfat
1042-1055 : Constantin IX Monomaque
1042-1056 : Théodora (associée jusqu'en 1055, puis seule)
1056-1057 : Michel VI Stratiotikos

1057-1059 : Isaac Ier Comnène

Les Doukas.

1059-1067 : Constantin X Doukas
1068-1071 : Romain IV Diogène
1071-1078 : Michel VII

1078-1081 : Nicéphore III Botanéiatès

Les Comnènes.

1081-1118 : Alexis Ier Comnène
1118-1143 : Jean II
1143-1180 : Manuel Ier
1180-1183 : Alexis II
1183-1185 : Andronic Ier

Les Anges.

1185-1195 : Isaac II Ange
1195-1203 : Alexis III
1203-1204 : Isaac II Ange
1203-1204 : Alexis IV Ange
1204 : Alexis V Murzuphle

Les Lascaris.

(règnent à Nicée pendant l'occupation de Constantinople par les Latins, 1204-1261)
1204-1222 : Théodore Ier Lascaris
1222-1254 : Jean III Vatatzès
1254-1258 : Théodore II Lascaris
1258-1261 : Jean IV Doukas

Les Paléologues et les Cantacuzènes.

1259-1282 : Michel VIII Paléologue (associé jusqu'en 1261 : reprise de Constantinople)
1282-1328 : Andronic II
1295-1320 : Michel IX (associé)
1328-1341 : Andronic III
1341-1354 : Jean V Paléologue
1341-1355 : Jean VI Cantacuzène (usurpateur)
1354-1357 : Mathieu Cantacuzène (associé au précédent jusqu'en 1355, puis usurpateur)
1355-1376 : Jean V Paléologue
1376-1379 : Andronic IV Paléologue
1379-1391 : Jean V Paléologue
1391-1425 : Manuel II
1399-1402 : Jean VII (associé)
1425-1448 : Jean VIII
1449-1453 : Constantin XI Paléologue

La Turquie.

Avant l'Empire ottoman.

961 — ALP-TAKIN établit la puissance des Ghazvénides en **Afghānistān.**

995 — Les Turcs ghaznévides font la conquête du **Khurāsān.**

Vers 1040 — TUGHRILBEG (1038-1063) enlève le Khurāsān aux Ghazvénides et fonde la dynastie des Grands Seldjoukides (= Saldjūqs).

1071 — Victoire des Turcs sur les Byzantins à **Mantzikert.** Les Turcs pénètrent en Anatolie.

1081 — Installation à **Nicée** des Sedjoukides d'Asie mineure.

1101 — Les Turcs unis triomphent des croisés. Établissement de la puissance seldjoukide en Anatolie.

1176 — QILIDJ ARSLAN II bat les Byzantins à **Myrioképhalon.** Toute l'Anatolie est aux mains des Seldjoukides.

1190 — Troisième Croisade. Les Croisés s'emparent de **Qonya** (= Konya).

1219-1237 — Règne de QAYQUBĀD Ier. Annexions et conquêtes. Apogée des Seldjoukides d'Asie mineure.

Fin du XIIIe s. — Lutte des Seldjoukides contre les Mongols.

1302 — Mort de QAYQUBĀD III, dernier souverain seldjoukide.

L'Empire ottoman.

1281-1326 — Règne de ʿOTHMĀN (= Osman), créateur de l'État ottoman (aux dépens des Byzantins et des Seldjoukides). Les Ottomans conquièrent peu à peu le pays seldjoukide.

1324-1359 — Règne d'ORKHĀN, fils d'OSMAN et fondateur de la puissance ottomane.

1326 — Prise de **Brousse** (= Bursa) qui devient la capitale de l'Empire ottoman.

1329 — Prise de **Nicée.** Création du corps des Janissaires.

1338 — Les Ottomans atteignent le Bosphore.

1361-1389 — Règne de MURĀD Ier.

1361 — Conquête d'**Andrinople** et de la majeure partie de la Thrace.

1365 — **Andrinople** devient capitale de l'Empire.

20 juin 1389 — Les Serbes sont battus à **Kossovo.** La Bulgarie tombe aux mains des Ottomans.

1389-1402 — Règne de BĀYASĪD Ier (= BAJAZET).

25 sept. 1396 — BĀYASĪD Ier bat SIGISMOND de Hongrie à **Nicopolis.**

1397 — Prise d'**Athènes** et de la plus grande partie de la Grèce.

20 juil. 1402 — BĀYASĪD Ier est battu par TIMŪR LANG (= TAMERLAN) à **Ankara.** Arrêt de l'expansion ottomane vers l'est. Morcellement de l'Empire.

1413 — MEHMET Ier triomphe de ses frères et reconstitue l'unité.

1421-1451 — Règne de MURĀD II.

10 nov. 1444 — MURĀD II écrase les Hongrois à **Varna.**

1446 — Conquête du **Peloponnèse.**

1451-1481 — Règne de MEHMET II.

29 mai 1453 — Prise de **Constantinople** qui devient la capitale de l'Empire ottoman.

1459-1468 — Conquête de la **Serbie,** de la **Bosnie,** de l'**Albanie.**

1479 — Conquête de la **Crimée.**

1481-1512 — Règne de BĀYASĪD II.

1512-1520 — Règne de SELĪM Ier.

1513 — Suzeraineté turque sur l'**Arménie.**

23 août 1514 — Les Turcs écrasent les Persans à **Tchaldran.** SELĪM entre à TABRIZ et prend le titre de calife.

1516 — Conquête de la **Syrie.**

1517 — Les Turcs battent les Mamlūks. Annexion de l'Égypte et des villes saintes.

1520-1566 — Règne de SOLIMAN Ier LE MAGNIFIQUE. Apogée de l'Empire ottoman. Épanouissement des lettres et des arts.

1522 — Prise de **Rhodes.**

1529 — Échec de SOLIMAN devant **Vienne.**

1532 — Les Turcs en **Hongrie.**

1534 — Prise de **Baghdād.**

1555 — Paix d'**Amasya** avec la Perse. Annexion de la **Mésopotamie.**

1566-1574 — Règne de SELĪM II. Début du déclin ottoman.

1570 — Conquête de Chypre.

Oct. 1571 — Les chrétiens coalisés écrasent la flotte turque à **Lépante.**

1574-1596 — Règne de MURĀD III.

1590 — Traité turco-persan de **Constantinople.**

1596-1603 — Règne de MEHMET III.

1603-1617 — Règne d'AḤMAD Ier (= Achmet).

11 nov. 1606 — Paix de **Szitvatorosk.**

1617-1618 — Règne de MUṢTAFĀ Ier.

1618-1622 — Règne d'OSMAN II.

1623-1640 — Règne de MURĀD IV.

1639 — Paix de **Schab** avec la Perse. (Baghdād avait été reprise en 1623 par SHĀH ʿABBĀS).

1640-1648 — Règne d'IBRĀHĪM Ier, qui accélère la décadence de l'Empire.

1656 — Le pouvoir est exercé par les grands-vizirs de la famille KÖPRÜLÜ.

1663 — Invasion de la **Hongrie ;** défaite turque à **Saint-Gothard.**

1669 — Conquête de la **Crète** par les Turcs (sur les Vénitiens).

1682 — Échec de QARA MUṢTAFĀ devant **Vienne.**

1684 — Constitution d'une Sainte Ligue contre les Ottomans (Autriche, Pologne, Russie, Venise).

1691-1695 — Règne d'ACHMET II.

28 janv. 1699 — Paix de **Karlowitz.** Perte de la **Hongrie,** de la **Transylvanie** et d'**Azov.**

1695-1703 — Règne de MUṢTAFĀ II.

1703-1730 — Règne d'ACHMET III.

1710-1713 — Guerre contre la Russie. Les Turcs reprennent **Azov.**

1714-1718 — Guerre contre l'Autriche et Venise. Les Turcs abandonnent la Hongrie (traité de **Passarowitz**).

1730-1754 — Règne de MAHMŪD Ier.

1736-1739 — Guerre contre la Russie. Succès de l'Empire ottoman qui récupère plusieurs territoires au traité de **Belgrade.**

1768 — MUṢTAFĀ III déclare la guerre à la Russie.

8 oct. 1770 — Les Russes détruisent la flotte turque à **Česme.**

21 juil. 1774 — Traité de **Kūčük Qaynardje** avec la Russie. Perte d'**Azov** et de territoires de la mer Noire.

1774-1789 — Règne d'ABDŪLHAMID Ier.

1788-1789 — Guerre contre la Russie et l'Autriche.

1789-1807 — Règne de SELĪM III.

Juil. 1798 — Campagne de BONAPARTE en Égypte.

Juin 1802 — Paix avec la France.

Mai 1805 — MÉHÉMET ALI (= Muḥammad ʿAlī) devient vice-roi d'Égypte. Il se débarrasse des Mamlūks.

1807-1812 — Guerre contre la Russie. Perte de la **Bessarabie.**

1808-1839 — Règne de MAHMŪD (qui fait massacrer les janissaires en 1826).

1821 — Début de l'insurrection grecque.

Oct. 1827 — Une flotte franco-anglo-russe détruit la flotte turque à **Navarin.**

Avr. 1828 — La Russie entre en guerre contre la Turquie.

14 sept. 1829 — Traité d'**Andrinople**.

Fév. 1830 — Conférence de **Londres**. Indépendance de la **Grèce** (sauf de la **Crète**), autonomie de la **Serbie** et de la **Moldo-Valachie**.

1831 — Méhémet Ali pénètre en **Syrie** et prend Saint-Jean-d'Acre.

1833 — Traité d'**Unkiar-Skelessi**. Traité de **Kutahya**. Maḥmūd II cède à Méhémet Ali la **Syrie** et la **Cilicie**.

1839-1861 — Règne d'Abdülmecito.

Nov. 1840 — Les Puissances obligent Méhémet Ali à renoncer à la Syrie mais garantissent l'indépendance égyptienne.

1848 — Mort de Méhémet Ali.

30 mars 1856 — Traité de **Paris** à la suite de la guerre de Crimée. L'Empire ottoman est placé sous la garantie des Puissances.

1861-1876 — Règne d'Abdülaziz.

1876-1909 — Règne d'Abdülhamid II.

23 déc. 1876 — Constitution parlementaire qui n'est pas appliquée.

Avr. 1877 — La Russie déclare la guerre à la Turquie.

3 mars 1878 — Traité de **San Stefano** mettant fin à la guerre. Création de la **Grande Bulgarie**. Indépendance de la **Roumanie**, de la **Serbie** et du **Monténégro**.

13 juin 1878 — Congrès de **Berlin** à l'instigation de l'Allemagne et de l'Angleterre. La Bulgarie est diminuée. La Grèce reçoit l'**Épire** et la **Thessalie**. L'Angleterre occupe **Chypre**.

1895-1896 — Massacre des Arméniens.

1897 — Guerre avec la Grèce au sujet de la **Crète**. Les Grecs battus acceptent le *statu quo*.

24 juil. 1908 — Révolution des Jeunes-Turcs qui forcent le sultan à appliquer la constitution de 1876.

27 avr. 1909 — Destitution d'Abdülhamid II.

1909-1918 — Règne de Méhmet V. Le pouvoir est exercé en fait par les Jeunes-Turcs qui instaurent une véritable dictature.

Sept. 1911 — L'Italie s'empare de **Tripoli**, de **Rhodes** et du **Dodécanèse**, conquêtes confirmées par le traité d'**Ouchy** (oct. 1912).

18 oct. 1912 — Les États balkaniques déclarent la guerre à la Turquie (1re et 2e guerres des Balkans).

30 mai 1913 — Traité de **Londres**. La Turquie perd tous ses territoires en Europe, sauf la région de **Constantinople**.

2 août 1914 — Traité d'alliance avec l'Allemagne.

La Turquie moderne.

1919-1924 — Création de la Turquie moderne par Muṣṭafā Kemāl.

30 avr. 1924 — Constitution démocratique.

1925 — Code civil, criminel et commercial. Obligation du mariage civil. Interdiction de la polygamie, du port du fez. Suppression des ordres religieux. Pacte de non-agression avec l'URSS.

1928 — L'islām n'est plus religion d'État. Introduction de l'alphabet latin.

Juin 1929 — Suppression des concessions étrangères.

Janv. 1934 — Plan quadriennal.

9 fév. 1934 — Pacte des Balkans avec la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie.

Juil. 1936 — Convention de **Montreux**. La Turquie retrouve le contrôle des Détroits.

Juil. 1937 — Pacte de **Saadabad** avec l'Iraq, l'Iran et l'Afghānistān.

10 nov. 1938 — Mort de Muṣṭafā Kemāl Atatürk. Ismet Inönü lui succède.

1939-1944 — La Turquie reste neutre pendant la Seconde Guerre mondiale.

3 janv. 1945 — La Turquie déclare la guerre à l'Allemagne et au Japon, mais ne participe pas aux opérations.

Mai 1950 — Aux élections, le *Parti républicain du peuple* (Ismet Inönü) est battu par le *Parti démocrate*. Adnan Mendérès, président du Conseil.

Sept. 1951 — La Turquie adhère au Pacte atlantique.

1953-1954 — Pacte balkanique avec la Grèce et la Yougoslavie.

Fév. 1955 — Pacte de **Baghdād**.

1956-1959 — Tension avec la Grèce à propos de **Chypre**.

27 mai 1960 — Chute de Mendérès.

9 juil. 1961 — Nouvelle constitution.

20 oct. 1961 — Gürsel, président de la République ; Ismet Inönü, Premier ministre.

Fév. 1970 — Démission du gouvernement de S. Demirel qui forme un nouveau cabinet.

Juin 1970 — Manifestations ouvrières. Proclamation de l'état de siège.

Oct. 1970 — Agitation sociale.

Fév. 1971 — Fermeture de l'université d'Ankara après les troubles estudiantins.

12 mars 1971 — L'armée menace de prendre le pouvoir. Démission du cabinet Demirel et formation du gouvernement Nihat Érim (le 26 mai).

30 mai 1971 — Décret interdisant la culture du pavot.

20 juil. 1971 — Interdiction du *POT (parti ouvrier turc)*.

21 sept. 1971 — Amendements à la constitution, renforçant les pouvoirs de l'exécutif.

14 avr. 1972 — Démission du cabinet Erim, auquel succède le 22 mai, le cabinet Ferit Melen (droite et extrême-droite) ; la répression continue.

13 mars 1973 — Fin du mandat du président de la République, Çevdet Sunay ; élection, le 6 avril 1973, d'un indépendant : Fahri Koruturk.

10 avr. 1973 — Démission de Ferit Melen ; Naïm Talu forme un gouvernement de coalition et prépare des élections législatives.

14 oct. 1973 — Élections législatives. Le *PRP (Parti républicain du peuple)*, dirigé par Bülent Ecevit (centre gauche ; il a succédé à Ismet Inönü) obtient 185 sièges sur 450 ; le *PJ (Parti de la Justice*, dirigé par Süleyman Demirel) en obtient 149 (alors qu'il détenait la majorité absolue depuis les élections de 1969). Néanmoins deux autres partis de droite obtiennent des succès intéressants : le *PSN (Parti du Salut national)*, avec 48 sièges, et le *Parti démocratique*, avec 45 sièges.

25 janv. 1974 — Gouvernement Bülent Ecevit *(PRP)*, qui s'appuie sur le *PSN* ; une amnistie réduite est accordée aux nombreux condamnés politiques (15 mai).

Mars-juil. 1974 — Tension gréco-turque à propos des gisements pétroliers de la mer Égée.

19 juil. 1974 — Débarquement des troupes turques à Chypre, après le coup d'État de Nicosie (15 juillet). L'affaire prend une dimension internationale, la Turquie s'éloignant des États-Unis et se rapprochant des États d'Europe occidentale et de l'URSS.

18 sept. 1974 — Chute du cabinet Ecevit, en conflit avec le *PSN* sur le problème de Chypre (le *PSN* est pour l'annexion pure et simple ; B. Ecevit tient à respecter l'intégrité territoriale de l'île).

12 avr. 1975 — Cabinet Demirel (*PJ*, anticommuniste).

29 mars 1976 — Accord avec Washington sur les bases américaines en Turquie.

Juin 1977 — Élections législatives, qui confirment la prépondérance du *PRP* (213 sièges sur 450) et du *PJ* (189 sièges) ; Bülent Ecevit redevient président du Conseil, mais il n'obtient pas la confiance de l'Assemblée.

21 juil. 1977 — Demirel forme le nouveau gouvernement ; il obtient la confiance le 2 août.

17 janv. 1978 — Gouvernement Ecevit. Évolution du terrorisme, malgré l'état de siège décrété par le président Ecevit (le terrorisme est le fait de groupuscules de toutes tendances, mal identifiés).

14 oct. 1979 — Chute du gouvernement de Bülent Ecevit, auquel succède le conservateur S. Demirel.

11 sept. 1980 — Coup d'État militaire portant au pouvoir le général Kenan Evren.

27 oct. 1980 — Constitution provisoire.

Le Moyen-Orient.

L'Afghānistān.

Jusqu'en 500 av. J.-C. — L'Afghānistān fait partie de l'Empire achéménide.

IVe s. — Domination d'Alexandre le Grand, qui fonde **Harāt (Alexandria Arion)** et **Kandahār (Alexandria Arachosion)**.

323 — Le pays échoit à Seleucos Nicator. La vallée du Kābul revient à Çandragupta, fondateur de la dynastie Maurya.

246-50 av. J.-C. — Après le déclin des Séleucides, une dynastie gréco-bactrienne gouverne le pays.

129-480 apr. J.-C. — Domination des Scythes, puis des Kouchanes.

480 — Les Huns Hephtalites et les Sassanides se partagent le pays.

VIIe s. — Conquête arabe. Succession de diverses dynasties arabes, dont les Tāhirides.

IXe s. — Islamisation.

961 — Alp Takīn fonde la dynastie turque des Ghaznévides.

999-1030 — Règne de Maḥmūd de Ghazna, fils de Sebuktegin.

1151 — Ḥusayn de Ghor détruit **Ghazna**.

1176-1206 — Règne de Muḥammad de Ghor.

XIIIe s. — Gengis Khan envahit l'Afghānistān, qui reste sous domination mongole jusqu'à l'avènement de Tamerlan.

1504 — Baber, cinquième descendant de Tamerlan, s'installe à **Kābul** et fonde un royaume afghān.

1522 — Baber conquiert **Kandahār**, envahit l'**Inde** et fonde l'empire moghol.

1554 — Avènement de Humāyūn, fils de Baber. A sa mort, l'Afghānistān est divisé : **Kalme** devient province indienne, **Harāt** province persane, ainsi que **Kandahār** ; **Balkh** est dominée par les Uzbeks.

1737-1738 — Nādir Shāh conquiert **Kandahār**.

1747 — Aḥmad Khān fonde la dynastie des Durrāni.

1752 — Conquête du **Pāndjab**.

14 janv. 1771 — Bataille de **Panipat** : Aḥmad Khan bat les Mahrattes.

1773 — Mort d'Aḥmad Khān. Son fils, Timūr, transfère la capitale à **Kābul**.

1809 — Le gouvernement anglais des Indes, inquiété par les intrigues de Napoléon en Perse, envoie une ambassade en Afghānistān.

1826-1863 — Règne de Dūst Muḥammad.

1839 — Tentative d'invasion anglaise. Défaite de lord Auckland à **Kābul**.

1849 — Échec anglais à **Gudjrāt**.

1855 — Paix avec l'Angleterre.

1863 — Dust Muḥmmad prend **Harāt**. Avènement de Shīr ʿAlī Khān.

1878 — Nouvelle invasion anglaise. Occupation de la passe de **Khybar** (= Khaybar) et de la vallée de **Kurram**.

1879 — Les Anglais occupent **Kandahār**. Avènement de Ya'qūb Khān, qui traite avec les Anglais et accorde à l'Angleterre un droit de regard sur la politique étrangère de l'Afghānistān.

12 oct. 1879 — Victoire anglaise à **Charasia**, abdication de Ya'qūb Khān.

1880 — Traité de **Gandamak** : les Anglais obtiennent le contrôle de la région de **Kābul**.

1885 — Les Russes en Afghānistān. Accord avec les Anglais sur leurs zones d'influence respectives.

1907 — Les Russes renoncent à toute influence (dans le cadre des accords anglo-russes sur l'Asie).

1919 — Troisième guerre anglo-afghāne. Traité de **Rāwalpindi** (août) : paix de compromis. Reconnaissance de l'indépendance afghāne.

1926 — Amān Allāh est reconnu roi d'Afghānistān.

1929 — Nādir Shāh, oncle d'Amān Allāh, le remplace après la révolution dirigée contre les réformes trop radicales de ce dernier.

1930 — L'Afghānistān devient une monarchie constitutionnelle. L'Assemblée nationale comprend 173 membres élus par les citoyens du sexe masculin âgés de plus de 21 ans. Les sénateurs sont nommés par le roi.

1933 — Assassinat de Nādir Shāh. Son fils, Muḥmmad Ẓahīr Shāh, lui succède.

1937 — Signature du pacte oriental avec l'**Iraq**, l'**Iran** et la **Turquie**.

1939 — Déclaration de neutralité.

1946 — Shāh Maḥmūd, frère de Nādir Shāh, Premier ministre. Entrée de l'Afghānistān aux Nations Unies.

1949 — Traité de commerce avec l'Inde.

Janv. 1950 — Traité d'amitié de cinq ans avec l'Inde contre le Pakistān, au sujet du **Pathānistān**.

1954 — Accords d'assistance avec l'URSS et avec les États-Unis.

Mai 1963 — Accords avec l'Inde sur le **Pathānistān**.

1965-1967 — Gouvernement de Muḥammad Hāshim Maiwandwan.

1967-1969 — Premier gouvernement de Nur Aḥmad Etemani.

1969-1971 — Deuxième gouvernement Etemani : agitation universitaire.

1971-1972 — Gouvernement de ʿAbd al-Ẓahir ; famine de 1971-1972.

Sept. 1972-mai 1973 — Gouvernement de Mūsā Shafīq.

16 juil. 1973 — Coup d'État militaire du prince Sadār Muḥammad Dā'ūd ; déposition du roi (Ẓahir Shāh) et proclamation de la République.

27 avr. 1978 — Nouveau coup d'État militaire du colonel Abdul Kadiri ; gouvernement de Nūr Muḥammad Taraki (d'obédience soviétique) ; début de l'intervention soviétique.

1978-1979 — Dégradation de la situation : Taraki éloigne, ou fait arrêter ses rivaux, et nomme Hafizullāh Amin au poste de Premier ministre ; la résistance afghāne, soutenue par les religieux et les grands féodaux, s'organise (à partir du Pākistān) ; Taraki est soutenu par **Moscou**.

Sept. 1979 — Troisième coup d'État ; Taraki est abattu et le pouvoir passe aux mains de Hafizullāh Amin ; intervention militaire de l'URSS : la guerre contre la résistance afghāne s'intensifie.

27 déc. 1979 — Quatrième coup d'État, qui profite à Babrak Karmal nouveau chef de l'État.

1979-1983 — Développement de la guerre civile et étrangère (URSS) en Afghānistān ; résolution de l'ONU demandant le retrait des troupes soviétiques, boycottage des Jeux Olympiques de Moscou. La résistance afghāne est principalement dirigée par le *Parti islamique*, le *Rassemblement islamique* et des mouvements religieux intégristes.

Le Moyen-Orient arabe : Syrie, Iraq, Palestine (Jordanie).

Syrie	Dates	Iraq	Palestine/Jordanie
Réunion des représentants arabes à **Paris**, demandant l'autonomie dans le cadre de l'Empire ottoman, à la suite du soulèvement des Jeunes-Turcs de 1908.	**1913**		
	1914	Après l'ouverture des hostilités entre la Grande-Bretagne et la Turquie, les Anglais occupent **Başra** et conquièrent l'**Iraq**.	Début des hostilités entre les pays de l'Entente et la Turquie.
	1916		Révolte arabe contre les Turcs. Conquête de la Palestine par les Britanniques.
Fayṣal, ayant formé une armée arabe, s'empare de **Damas**. Formation d'un gouvernement indépendant sous la direction de Fayṣal. La **France** réclame le mandat de la Syrie.	**1918**	Armistice de **Moudros** attribuant à la Grande-Bretagne l'administration de l'Iraq.	La Palestine et la Transjordanie sont administrées par la Grande-Bretagne.
Fayṣal est élu roi de Syrie. Adoption d'une constitution démocratique. Envoi d'un ultimatum français pour la reconnaissance du mandat. Les Syriens refusent et sont battus par les Français à **Khan Maisaloun**. Fuite du roi Fayṣal.	**1920**	Conférence de **San Remo** donnant le mandat de l'Iraq à la Grande-Bretagne. Révolte réprimée, suivie de la formation d'un gouvernement arabe provisoire.	Graves troubles arabes à la suite de l'immigration juive (conséquence, en partie, de la « Déclaration Balfour » de novembre 1917, sur l'organisation d'un foyer national juif en Palestine).
	1921	Arrivée de Fayṣal, chassé de **Damas** par les Français. Il est élu premier roi d'Irak.	ʿAbd Allāh émir de Transjordanie.
La Société des Nations entérine le mandat français.	**1922**	Traité anglo-iraquien.	Mandat britannique accordé par la Société des Nations. Les Arabes décident de boycotter les élections.
	1924	Vote de la constitution.	
Soulèvement du **Djebel-Druse** ; bombardement de **Damas**.	**1925**	La Société des Nations accorde à l'Iraq le vilayet de **Mossoul** revendiqué par la **Turquie**.	
Formation d'un gouvernement révolutionnaire avec l'aide du leader nationaliste ʿAbd ar-Raḥman. La **France** promet l'indépendance.	**1925-1927**		
Victoire écrasante des nationalistes aux élections.	**1928**		Congrès arabe demandant un système démocratique de gouvernement.
Promulgation d'une constitution par la **France**.	**1930**	Traité d'alliance de 25 ans avec la Grande-Bretagne.	

Syrie	Dates	Iraq	Palestine/Jordanie
	1932	Indépendance de l'Iraq qui est admis à la Société des Nations.	
	1933	Mort du roi Fayṣal. Avènement de son fils Ghâzi Ier.	
	1935		Union des partis arabes pour demander un gouvernement démocratique et l'arrêt de l'immigration juive.
Traité d'amitié perpétuelle franco-syrien. La **France** sursoit à sa ratification.	**1936**	Coup d'État du général Bakr Sidqî qui est nommé Premier ministre. Traité d'assistance avec l'Arabie saoudite.	Révolution arabe. Grèves générales. Des armées étrangères se joignent aux rebelles. Les projets de partage sont refusés par les Arabes.
Entente franco-turque sur l'autonomie du territoire d'**Iskenderun**, à population turque majoritaire.	**1937**	Assassinat de Bakr Sidqî. Jamîl al-Midfay, Premier ministre. Signature du traité de non-agression avec la Turquie, l'Iran et l'Afghânistân.	
Démission du gouvernement syrien. Le haut-commissaire Puaux suspend la constitution et forme un directoire sous son contrôle.	**1938**	Coup d'État portant au pouvoir Nûri as-Sa'îd, nouveau Premier ministre.	
	1939	Fayṣal II succède à son père Ghâzi Ier, mort accidentellement. Régence de ʿAbd al-Ilâh.	Répression de la révolte arabe.
	1940	Le régent révoque Nûri et le remplace par Rashîd ʿAlî.	
Le parti nationaliste demande l'indépendance. Khâlid al-Aʿzam est nommé à la tête du gouvernement par la **France.**	**1941**	Le régent révoque Rashîd pour intelligence avec l'Axe. L'armée demande sa réintégration. Fuite du régent. Rashîd ʿAlî redevient Premier ministre. Occupation anglaise. Fuite de Rashîd ʿAlî. Retour du régent.	
Victoire des nationalistes aux élections. Shukrî al-Kurvatî, président de la République.	**1943**	Déclaration de guerre à l'Allemagne, à l'Italie et au Japon.	
Troubles dans les villes ; les Français bombardent **Damas.** Intervention anglaise.	**1945**	L'Iraq devient membre fondateur de la Ligue des États arabes.	
Évacuation des troupes françaises.	**1946**		Échec d'une tentative de compromis à Londres.
Victoire du parti nationaliste aux élections.	**1947**	Ṣâliḥ Jâhr devient Premier ministre. Signature d'un traité de 20 ans avec la Grande-Bretagne. Chute du gouvernement, sous la pression des communistes et des nationalistes pour dénoncer le traité. L'Iraq se joint à la Ligue arabe dans l'intervention en **Palestine.**	Les Nations unies recommandent le partage de la Palestine. Les Arabes s'organisent pour résister par la force.
Chute du gouvernement, à la suite des insuccès en **Palestine.** Formation du cabinet Khâlid al-Azûr.	**1948**		Avril : massacre de villageois arabes par les terroristes juifs. Exode massif des plaines côtières. Proclamation de l'État d'Israël. Nouveau traité jordano-britannique. Fin du mandat britannique en Palestine. La Jordanie participe aux opérations contre Israël.
Coup d'État du chef d'état-major Ḥusnî al-Zaʿîm, renversé et fusillé par la junte du colonel Sâmî Hinnawi. Victoire du parti du peuple aux élections. Nouveau coup d'État.	**1949**	Gouvernement Nûrîas-Saʿîd qui retire les troupes iraqiennes de **Palestine.**	Armistice israélo-jordanien de **Rhodes,** établissant les frontières entre les deux États.
Nouvelle constitution ; Hâshim al-Atassi devient président.	**1950**		Un vote du Parlement incorpore officiellement les territoires jordaniens au royaume hachémite.
Ḥasan Ḥakîm, Premier ministre, démissionne par suite de l'opposition de son cabinet au plan d'organisation du Moyen-Orient. Cabinet Marouf ad-Dawalibi, renversé par le chef d'état-major Adîb Shishaklî, qui nomme le colonel Fawzî Silû chef de l'État et Premier ministre. Nouvelle constitution. Shishaklî élu président de la République.	**1951**		Assassinat du roi ʿAbd Allâh par des extrémistes craignant qu'il ne fasse la paix avec Israël. Son fils Ṭalal lui succède, mais est déchu pour instabilité mentale par le Parlement, en 1952. Le pouvoir passe à son frère Ḥusayn.
	1952	Gouvernement de Musṭafâ al-ʿUmarî qui doit démissionner par suite de troubles politiques (demande d'un système de vote direct). Gouvernement Nûr ad-Dîn Maḥmûd qui déclare la loi martiale et abolit le suffrage indirect.	

Syrie	Dates	Iraq	Palestine/Jordanie
	1953	Élections donnant la majorité aux partisans de Nûri qui devient ministre de la Défense dans le cabinet Jamîl al-Madfay auquel succède le cabinet Jamîla.	Couronnement du roi Ḥusayn.
Révolte des dissidents de l'armée. Fuite de Shishaklî. Restauration d'Atassi et retour à la constitution de 1950.	**1954**	Chute du gouvernement Jamîla. Retour de Nûri. Dissolution des partis politiques.	
Signature d'un traité militaire avec l'**Égypte.**	**1955**	Traité de défense turco-irako-pakistano-irano-britannique (pacte de **Baghdâd**).	La Jordanie quitte le pacte de Baghdâd, renvoie le général Glubb commandant la légion arabe et abroge le traité avec la Grande-Bretagne. Politique anti-occidentale avec le cabinet Nabûlsî.
	Nov. 1956-mai 1957	Loi martiale durant la crise de **Suez.**	
	1957	ʿAlî Jawdât al-Ayyûbî succède à Nûri comme Premier ministre. Il est remplacé par Abd al-Wahab Marjan.	Le roi renvoie le Premier ministre Nabûlsî, proclame la loi martiale et forme un cabinet pro-occidental avec Ibrahîm Hâshim. Relations tendues avec l'**Égypte** et la **Syrie.**
10 février : union de l'**Égypte** et de la **Syrie** pour former la République arabe unie (RAU).	**1958**	Fédération Jordano-irakienne. Révolte militaire en juillet. Mort du roi Fayṣal. Proclamation de la république avec le général ʿAbd al-Karîm Qâsim (= Kassem). Constitution provisoire. Dissolution de l'union avec la Jordanie. **L'Iraq** se retire de la fédération arabe, et du pacte de **Baghdâd** en 1959.	Création d'une fédération arabe avec **l'Iraq,** dissoute après la proclamation de la république irakienne. Départ des troupes britanniques.
	1959		Ḥusayn ne participe pas à la réunion de la Ligue arabe.
Soulèvement militaire. La Syrie redevient un État indépendant. Nâẓhim al-Qudsî président de la république. Ma'rûf al-Dawalibî chef de gouvernement.	**1961**		
Coup d'État militaire. Gouvernement Bashîr al-Azmâh.	**1962**	Traité de défense commune avec le **Koweït.**	
Le *Baath* (parti socialiste de la résurrection arabe) prend le pouvoir. Salâh al-Bitâr forme un gouvernement présidé par le général Atassi puis par le général Amîn al-Ḥâfiẓ.	**1963**	Coup d'État militaire en faveur de l'unité arabe, fomenté par le *Baath.* Kassem est assassiné.	
Constitution provisoire. Bitâr, qui succède à Ḥâfiẓ à la direction du gouvernement, est obligé de démissionner en octobre. Nouveau gouvernement sous la présidence du chef de l'État.	**1964**	ʿAbd ar-Salâm ʿÂrif (= Aref) président de la République. Nouvelle constitution provisoire. Un seul parti autorisé : l'Union socialiste arabe. Premier ministre : Ṭâhir Yaḥiâ (qui démissionne à la fin de l'année).	
Gouvernement Yûsuf Zûwayyin, remplacé par un gouvernement Bitâr en décembre.	**1965**	Reprise du conflit kurde.	
Coup d'État du général Ṣâliḥ Djadîd. Gouvernement Zûwayyin. Nûr ad-Dîn al-Atassi devient chef de l'État. Nouvelle constitution provisoire donnant les pouvoirs au Baath. Condamnation de la Syrie par le Conseil de sécurité, pour avoir donné asile aux commandos de la résistance palestinienne.	**1966**	Décès accidentel (?) du maréchal Aref, remplacé par son frère ʿAbd ar-Raḥmân ʿÂrif. Cessez-le-feu avec les Kurdes.	Ḥusayn déjoue un complot du *Baath.* Grève et révolte des réfugiés palestiniens. Mobilisation générale. Création d'un commandement militaire avec l'**Arabie saoudite.**
	1967	Déclaration de guerre à **Israël** le 5 juin. Arrêt des relations diplomatiques avec les **États-Unis.**	Gouvernement de transition avec le chérif Ḥusayn b. Naṣr, oncle du roi. Rupture des relations diplomatiques avec le **Yémen** et la RAU. Occupation partielle des territoires jordaniens par les Israéliens après la « guerre de Six jours ».
	1968	Coup d'État du général Aḥmad Ḥasan al-Bakr.	Extension du conflit avec les Palestiniens.
Constitution provisoire.	**1969**		
Coup d'État du général Assad (ministre de la Défense). Rejet du plan de paix dit « plan Rogers ».	**1970**	Rupture des relations diplomatiques avec l'Iran. Autonomie des Kurdes (mars). Constitution provisoire ; régime présidentiel ; le général Aḥmad Ḥasan al-Bakr cumule les fonctions de chef de l'État et de chef du gouvernement.	Le roi Ḥusayn accepte le plan Rogers et doit combattre les forces palestiniennes installées en Jordanie ; un cessez-le-feu est décidé par le roi Ḥusayn et Yasser Arafat, chef de l'OLP, mais les affrontements se poursuivent jusqu'en 1972.

Syrie	Dates	Iraq	Palestine/Jordanie
Le général Assad élu président de la République, projet de fédération avec **l'Égypte** et la **Libye**.	**1971**		Parti unique : *l'Union nationale de Jordanie*. Prolongement du conflit jordano-palestinien ; assassinat au **Caire**, du Premier ministre jordanien.
Création du *Front progressiste d'Union Nationale* (FPUN) qui regroupe les formations de gauche sous la direction du *Baath*. Premier ministre : Maḥmūd al-Ayyubī.	**1972**	Accords avec l'URSS (coopération). Nationalisation de l'*Iraq Petroleum Company*. Reprise de la guérilla kurde.	Rétablissement progressif de l'équilibre intérieur et amélioration de la situation économique grâce, principalement, à l'aide des États-Unis et de l'Arabie saoudite.
Constitution « définitive » : la Syrie est une République démocratique, populaire et socialiste (l'Islām n'est pas religion d'État). Guerre du **Kippur** (6-22 oct.) contre Israël, qui occupe le plateau du Golan.	**1973**	Amendements à la constitution (création d'un Parlement et d'un Conseil des ministres). Reprise des relations diplomatiques avec l'Iran.	Participation (symbolique et tardive) à la guerre du **Kippur**.
Reprise des relations diplomatiques avec les États-Unis et la RFA.	**1974**	Reprise des relations diplomatiques avec la RFA et avec le Royaume-Uni. Développement du conflit kurde.	Difficultés intérieures (opposition de gauche). Amélioration des rapports avec les fedayins palestiniens. Reconnaissance par le roi Ḥusayn de l'*OLP* comme seul représentant du peuple palestinien.
Le président Assad mène campagne contre l'accord du **Sinaï** (3 sept. 1975) entre l'Égypte et Israël. Intervention de la Syrie dans la guerre civile libanaise.	**1975**	Accords frontaliers d'Alger avec l'Iran. Amnistie générale aux résistants kurdes ; Barzani et les chefs de la rébellion obtiennent l'asile de l'Iran.	Rapprochement avec l'URSS.
Développement de l'intervention militaire au **Liban**.	**1976**	Début du plan quinquennal 1976-1980. Accords économiques avec la RFA, la France, les États-Unis et l'URSS.	
Succès du parti gouvernemental aux élections législatives.	**1977**		Réconciliation du roi Ḥusayn et de Yasser Arafat (mars).
Le général Ḥafīz al-Asad réélu président de la République.	**1978**		
	1979	Démission du général Aḥmad Ḥasan al-Bakr (16 juil.), remplacé par Saddam Ḥusayn, leader du parti baassiste.	
Tension avec la Jordanie.	**1980**	Guerre contre l'Iran ; premiers succès militaires (sept.) : occupation de **Khurramshar**, en territoire iranien.	
Annexion du **Golan** par Israël (vote de la Knesset le 14 décembre).	**1981**	Poursuite de la guerre contre l'Iran.	
Cessez-le-feu entre la Syrie et Israël à **Beyrouth**.	**1982**	Défaite militaire dans la région de **Suse** ; reprise de **Khurramshar** par les Iraniens.	

Le Liban

Les noms propres usuels ont été transcrits traditionnellement et non selon les règles scientifiques.

A partir du VIIe s. — Des communautés religieuses hétérodoxes se constituent au Liban : chrétiens monothélites, maronites, musulmans, chiites, druses.

XIIe-XIIIe s. — A la suite des Croisades, le Liban est englobé dans les États latins du Levant. Le Nord est rattaché au comté de **Tripoli**, le Sud au royaume de **Jérusalem**.

1291 — Le Liban est conquis par les musulmans et dirigé par les Mamlūks.

1516 — Bataille de **Dābiq**. Les Mamlūks sont écrasés par Selīm Ier. Le Liban est intégré dans l'Empire ottoman.

1585 — Avènement de l'émir Fakhr ad-Dīn de la famille Ma'an. Il regroupe sous son pouvoir la plupart des tribus du Liban.

1635 — Les Turcs triomphent de Fakhr ad-Dīn qui est exécuté. Le pays redevient vassal de l'Empire ottoman.

1697 — Mort sans postérité de Aḥmad, dernier émir Ma'an. Élection d'un nouvel émir, de la famille Shibāb, Bashīr Ier.

XVIIIe s. — Bashīr Ier et ses successeurs (Ḥaydar, Malḥam, Yūsuf, Bashīr II) conservent au Liban une autonomie réelle vis-à-vis de l'Empire ottoman.

18 mars 1799 — Bonaparte met le siège devant **Saint-Jean-d'Acre**. Bashīr II refuse de s'engager à ses côtés.

1833 — Bashīr II soutient l'Égypte de Méhémet Ali et rejette la suzeraineté de la Sublime Porte.

1840-1841 — Les différentes communautés libanaises se soulèvent contre les Égyptiens. Abdication de Bashīr II. Bashīr III, dernier émir Shibāb, est à son tour contraint d'abdiquer. Le Liban passe sous l'administration directe des Ottomans. Il est partagé en deux districts *(caïma-camats)*.

1860 — Les druses organisent le massacre des chrétiens. La France envoie un corps expéditionnaire.

1861 — Autonomie du Liban à l'intérieur de l'Empire ottoman.

1864 — *Règlement organique du Mont-Liban* : garantie internationale de l'autonomie et administration par un gouverneur catholique.

1864-1914 — Période de paix et de prospérité.

1914 — Les Turcs occupent le Liban.

19 sept. 1918 — Les Alliés pénètrent au Liban.

1er sept. 1920 — Le général Gouraud proclame l'indépendance du Liban (placé sous mandat français).

24 juil. 1922 — La Société des Nations confirme le mandat français.

26 mai 1926 — Constitution. Naissance de la République libanaise.

13 nov. 1936 — Le Parlement français refuse de mettre fin au régime mandataire.

Juil. 1941 — Combats des Anglais et des Français libres contre les forces de Vichy.

Fin 1941 — Le général Catroux proclame l'indépendance du Liban (qui n'est pas appliquée).

10 nov. 1943 — Le haut-commissaire gaulliste fait arrêter le président de la République Beshra al-Khūrī (= Béchara al-Khoury). Les Libanais s'unissent et proclament le *Pacte national*.

1945 — Le Liban adhère à la Ligue arabe.

1946 — Les dernières troupes françaises évacuent le pays. Indépendance effective du Liban.

Jusqu'en 1951 — Gouvernement de Beshra al-Khūrī et de Riad bey Solh.

16 juil. 1951 — Assassinat de Riad bey Solh.

19 sept. 1952 — Démission de Beshra al-Khūrī. Camille Chamoun président de la République.

1er mars 1957 — Le Liban accepte la « doctrine Eisenhower ».

Mai 1958 — Le président Chamoun demande, contrairement à la constitution, le renouvellement de son mandat.

8 mai 1958 — L'assassinat du dirigeant communiste Narrib Metri déclenche la guerre civile.

15 juil. 1958 — Les Américains appelés par Chamoun débarquent au Liban.

31 juil. 1958 — Fouad Chehab président de la République. Fin progressive de la guerre civile. Le Liban se rapproche des pays arabes.

31 déc. 1961 — Coup d'État manqué du *Parti populaire et social* et de l'armée.

1964 — Le général Chehab est remplacé par Charles Hélou (président de la République jusqu'en 1970).

1969 — Crise gouvernementale, gouvernement Karamé.

1970-1976 — Présidence de Soleiman Frangié. Premier ministre Saeb Salam.

1972 — Progrès de l'opposition et des partis de gauche ; le chef de l'opposition est Kamal Joumblatt (socialiste progressiste).

1973 — Chute de Saeb Salam ; gouvernement Amin al-Hafiz. Premiers déchirements politiques, prélude à la guerre civile : aux progressistes pro-arabes et pro-palestiniens (Karamé, Kamal Joumblatt) s'opposent les chrétiens neutralistes (Bloc national de Raymond Eddé) et les chrétiens d'extrême-droite (Pierre Gemayel), discrètement soutenus par **Israël**.

1974-1975 — Dégradation de la situation et guerre civile meurtrière ; la **Syrie** intervient dans le conflit en tant que médiateur.

Janv. 1976 — Démission du gouvernement Karamé.

11 mars 1976 — Tentative de coup d'État du général Adhab (soutenu par l'OLP).

Avr. 1976 — Intervention militaire puissante de la **Syrie**.

1976-1982 — Présidence d'Elias Sarkis : intensification de la guerre civile (massacre des Palestiniens du camp de **Tell al-Zaahar** et représailles progressistes) ; invasion du **Liban** par les Syriens ; tentative de médiation de l'**Arabie saoudite**.

17 mars 1977 — Assassinat de Kamal Joumblatt.

Juin 1977 — Intervention d'**Israël** au **Sud-Liban** (contre les commandos palestiniens).

Mars 1978 — L'ONU envoie les *Casques bleus* au Sud-Liban.

Juin 1978 — Israël évacue le Sud-Liban, qui reste aux mains des milices chrétiennes de Pierre Gemayel.

13 juin 1978 — Les phalangistes assassinent Tony Frangié, fils de l'ancien président, et sa famille.

Avr. 1979 — Les milices chrétiennes proclament l'indépendance du Sud-Liban.

1979-1980 — Le Liban est devenu un champ de bataille, où s'affrontent Palestiniens, Syriens et musulmans progressistes d'une part, phalangistes et Israéliens d'autre part ; **Beyrouth** vit désormais sous les bombes.

Juin 1982 — L'armée israélienne pénètre au Liban et marche sur **Beyrouth**.

Juin-décembre 1982 — Siège de **Beyrouth** par les Israéliens ; massacre des Palestiniens par les milices chrétiennes avec l'accord tacite de certains chefs politiques et militaires israéliens (dont le ministre de la Défense, Ariel Sharon).

Début 1983 — Une paix précaire est revenue au Liban, encore partiellement occupé par l'armée israélienne ; le président de la République (élu en 1982) est le fils de Pierre Gemayel.

L'État d'Israël.

(Nous avons adopté l'orthographe traditionnelle des noms propres pour faciliter la lecture).

1843 — Déclaration de la Société réformiste de Francfort qui renonce à la restauration du peuple juif en Terre sainte.

1860 — Fondation de l'*Alliance israélite universelle.*

1878-1896 — Fondation de dix-sept colonies agricoles en Palestine.

1887-1889 — Création de « classes rurales » en Palestine par Edmond de Rotschild.

1893 — Publication de *L'État juif, essai d'une solution moderne de la question juive,* par Herzl.

3 sept. 1897 — Réunion à Bâle d'un Congrès juif sous la présidence de Herzl. Création de la Banque nationale juive.

1901 — Fondation du Fonds national juif *(Keren Kayemet Leisraël).*

1904 — Mort de Herzl, animateur du mouvement sioniste.

1905 — Le Congrès sioniste décide l'émigration vers la Palestine des Juifs d'Europe orientale.

2 nov. 1917 — Déclaration Balfour.

1918-1919 — Immigration des Juifs en Palestine.

Juil. 1919 — Conclusion de la commission d'enquête envoyée par Wilson : le programme sioniste est irréalisable.

1920 — Création de la *Histadrouth.*

1928 — Troubles à **Jérusalem.**

1929 — Troubles à **Jaffa**, à **Haïfa.**

Fév.-mars 1933 — Conférence de **Londres.**

17 mai 1939 — Livre Blanc.

1939-1940 — La Grande-Bretagne interdit l'immigration des Juifs en Palestine.

1943 — Début de la guérilla entreprise par la *Haganah* contre les Britanniques et création d'un réseau d'immigration clandestine.

Juil. 1946 — Destruction du *King David Hotel* de **Jérusalem.**

Déb. 1947 — La conférence de la Table Ronde élabore le plan Bevin.

29 nov. 1947 — Partage de la Palestine en un État arabe et un État juif adopté par les Nations unies, **Jérusalem** étant zone internationale.

1er déc. 1947 — Adoption du plan de partage par l'Assemblée générale de l'ONU.

Début 1948 — Troubles en Palestine ; les Juifs prennent **Haïfa**, les Arabes palestiniens entrent à **Jérusalem.**

14 mai 1948 — Proclamation de l'État d'Israël par Ben Gourion.

15 mai 1948 — Expiration du mandat britannique.

19 mai 1948 — Lois votées par le Conseil national.

1948-1953 — Ben Gourion au pouvoir dirige la lutte contre les Arabes.

17 sept. 1948 — Assassinat à **Jérusalem** du comte Bernadotte par les Juifs ; il avait l'intention de remettre à l'ONU un rapport sur l'internationalisation de **Jérusalem.**

Oct. 1948 — Offensive israélienne dans le **Néghev.**

12 déc. 1948 — Reprise des combats.

Déc. 1948 — Création pour la Palestine d'une Commission de conciliation par l'ONU (trois membres : France, États-Unis, Turquie).

25 janv. 1949 — Élection d'une *Knesset* constituante et législative.

17 fév. 1949 — Chaïm Weizmann est élu premier président de la République.

24 fév. 1949 — Armistice israélo-égyptien signé à **Rhodes** : fin de la guerre entre Arabes et Juifs.

3 avr. 1949 — Signature à **Rhodes** d'un armistice par la Jordanie.

1949 — Service militaire obligatoire de trente mois en Israël.

1949 — Le *Mapaï* (parti socialiste israélien) vainqueur aux élections.

Mai 1949 — Admission d'Israël à l'ONU.

Mai 1949 — Échec de la réunion, à **Lausanne**, des délégués juifs et arabes par une commission de conciliation.

Oct. 1949 — L'Égypte propose au Conseil de la Ligue arabe un pacte de sécurité collective interarabe.

9 déc. 1949 — L'ONU vote l'internationalisation de **Jérusalem.**

24 avr. 1950 — Réunion de la Cisjordanie (Palestine arabe) et de la Transjordanie : la **Jordanie.**

23 mai 1950 — Déclaration tripartite faite par la France, l'Angleterre et les États-Unis : intervention des trois gouvernements en cas de violation des frontières.

Sept. 1951 — Réunion à Paris des délégués juifs et arabes par la commission de conciliation.

Juil. 1952 — Chute de la monarchie égyptienne.

Oct. 1953 — Affaire de **Qibija.**

1953 — Loi organisant la juridiction des tribunaux rabbiniques.

Mai 1955 — Loi donnant aux *dayyanim* (rabbins juges) un statut égal à celui des juges civils.

1955 — L'État recourt à l'action des banques pour stabiliser la monnaie. Création d'un centre d'investissement.

1956 — Les Égyptiens acceptent la libre circulation dans le golfe d'**Akaba** (grâce à Dag Hammarskjöld).

29 oct. 1956 — Israël envahit le **Sinaï** et occupe la quasi-totalité de la péninsule. Expédition franco-britannique de **Suez.**

1957 — Ben Gourion retire les troupes israéliennes, après l'installation de « Casques bleus » de l'ONU, pour faire respecter la libre circulation dans le golfe d'**Akaba.**

1959 — Démission de Ben Gourion, réélu le 3 novembre.

1960 — Nouvelle démission de Ben Gourion à la suite de l'affaire Lavon (atteinte à la sécurité du pays). Réélection, suivie de la constitution d'un nouveau gouvernement, le 1er novembre.

1961-1962 — Procès et exécution d'Adolf Eichmann.

1963 — Levi Eskhol succède à Ben Gourion, à la présidence du Conseil et au ministère de la Défense.

1964 — Projet de détournement des eaux du Jourdain par l'Égypte et la Syrie.

1965-1966 — Raids de *feddayins* égyptiens et de commandos d'*al-Fatah* en Israël. Représailles israéliennes en **Jordanie**, au **Liban** et en **Syrie.**

17 mai 1967 — Mouvements d'unités égyptiennes vers le **Sinaï.**

18 mai 1967 — Armées de Syrie, d'Irak et du Koweït en alerte.

19 mai 1967 — L'ONU accepte le retrait des « Casques bleus » d'**Égypte** et de **Gaza**, demandé par le représentant de la République Arabe Unie.

22 mai 1967 — Blocus du golfe d'**Akaba** par les Syro-Égyptiens.

31 mai 1967 — Signature d'un pacte de défense mutuelle entre NASSER et HUSSEIN de Jordanie.

1er juin 1967 — Formation d'un cabinet de guerre : MOSHE DAYAN et MENAHEM BEGIN.

5 juin 1967 — Début de la « Guerre des Six jours ». Les avions israéliens volent vers l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et l'Irak. On annoncera que les Égyptiens ont attaqué Israël par le Sud : 410 avions égyptiens détruits et 19 israéliens. Pénétration des blindés dans le **Sinaï**. Une colonne attaque **Gaza, Khanynis, Dir-el-Balah** ; une autre se dirige vers **Suez.** Les Israéliens ont conquis, au centre, **Taramul-Basis** et **Hadj-el-Hafir**. Heurts à **Charm-el-Cheikh** entre Israéliens et Égyptiens. En Jordanie : les Israéliens font le siège de **Djenin**, prennent **Qalgilya** et **Latroum. Jérusalem** aux mains des Arabes. NASSER essaie d'internationaliser le conflit. Échec. NASSER ferme le canal de Suez. Le Conseil de sécurité demande le cessez-le-feu.

6 juin 1967 — Avance des Israéliens dans le **Sinaï** : fuite des Égyptiens et évacuation des Lieux saints, lourdes pertes. Invasion de la Jordanie, vers **Naplouse, Bethléem** et **Hebron.**

7 juin 1967 — Acceptation du cessez-le-feu par HUSSEIN de Jordanie.

8 juin 1967 — Poursuite des combats malgré l'ordre de cessez-le-feu. Forces blindées égyptiennes anéanties par les Israéliens : 200 chars. NASSER accepte le cessez-le-feu.

9 juin 1967 — Combats engagés en Syrie sur le plateau du Golan. **Damas** accepte le cessez-le-feu.

11 juin 1967 — Fin de la « Guerre des Six jours ».

21 juin 1967 — Arrivée au Caire de PODGORNY ; DE GAULLE condamne Israël.

28 juin 1967 — Annexion de la partie arabe de Jérusalem votée par le Parlement israélien.

Début juil. 1967 — Petits combats.

4 juil. 1967 — Assemblée générale de l'ONU ; aucune décision ; aide aux réfugiés.

15 juil. 1967 — Combats graves le long du canal de Suez.

17 juil. 1967 — Observateurs de l'ONU sur les bords du canal de Suez.

31 août 1967 — Frontière avec la Jordanie fermée.

24 sept. 1967 — Installation de *kibboutzim* de soldats-paysans dans les pays occupés.

27 sept. 1967 — Combats entre Israéliens et Égyptiens près du canal de Suez.

14 oct. 1967 — Destruction du destroyer *Eilath*. Destruction des raffineries égyptiennes de **Suez.**

21 mars 1968 — Action militaire israélienne contre les camps de réfugiés en **Jordanie**, foyers des commandos d'*al-Fatah*. Condamnation par le Conseil de sécurité.

28 oct. 1969 — Victoire de la coalition au pouvoir aux élections législatives.

15 déc. 1969 — Nouveau gouvernement GOLDA MEÏR.

4 août 1970 — Israël accepte le plan ROGERS.

2 janv. 1971 — Mission JARRING (ONU) à Jérusalem (la mission avait officiellement commencé le 25 août 1970).

1971-1972 — Le conflit israélo-arabe est principalement marqué par les actes de « terrorisme » des Palestiniens, des engagements locaux sur les frontières syro-libanaises et les raids « punitifs » de l'aviation israélienne en Syrie et au Liban.

1973 — L'isolement d'Israël s'accentue (rupture des relations diplomatiques avec la plupart des États africains).

10 avr. 1973 — EPHRAÏM KATZIR élu président de l'État d'Israël.

6-22 oct. 1973 — Guerre du Kippour, ainsi nommée parce qu'elle a été déclenchée le jour de la trêve sainte (pour les Juifs) du Kippour. L'offensive syro-égyptienne, menée rapidement, est suivie d'une contre-offensive israélienne difficile.

1er déc. 1973 — Mort de DAVID BEN GOURION.

21 déc. 1973 — Ouverture de la Conférence de Genève (Israël, Égypte, Jordanie, États-Unis, URSS), sous la présidence du Secrétaire général de l'ONU.

31 déc. 1973 — Élections législatives qui fournissent un parlement composite, où ne se définit aucune majorité. Nouveau gouvernement GOLDA MEÏR, qui démissionne le 11 avril 1974.

23 janv 1974 — Les forces israéliennes se retirent sur la rive ouest du canal de **Suez.**

26 avr. 1974 — Le général ITZHAK RABIN Premier ministre.

13 nov. 1974 — L'ONU accueille YASSER ARAFAT, leader de l'OLP.

1974-1975 — Multiples tentatives diplomatiques menées par le Secrétaire d'État américain HENRY KISSINGER pour instaurer la paix au Proche-Orient (politique des « petits pas »), paix qui semble de plus en plus lointaine.

Oct. 1975 — Motion de l'ONU : le sionisme est assimilé au racisme.

1976 — Difficultés économiques (dévaluations successives de la livre) ; problèmes posés par la colonisation *de facto* de la **Cisjordanie**, qui se heurte à la résistance des Arabes israéliens.

17 mai 1977 — Élections législatives : la droite libérale (et guerrière) du parti *Likoud* l'emporte. MENAHEM BEGIN devient Premier ministre et MOSHÉ DAYAN — ex-travailliste — ministre des Affaires étrangères.

15 nov. 1977 — Invitation officielle du président SADATE à **Jérusalem** par le Premier ministre israélien, M. BEGIN.

Mars 1978 — Invasion du **Sud-Liban** (représailles anti-palestiniennes), suivie d'un cessez-le-feu (21 mars).

Avr. 1978 — Les troupes israéliennes commencent à évacuer le **Sud-Liban**, après l'arrivée des Casques bleus.

19 avr. 1978 — ITHSHAK NAVON élu président de la République ; il est reconduit dans ses fonctions le 16 mai.

12 juin 1978 — Évacuation du **Sud-Liban**, laissé entre les mains des milices chrétiennes.

17 sept. 1978 — Signature, à Washington, des accords de *Camp David* entre l'Égypte et Israël (évacuation du **Sinaï** par les Israéliens, établissement de relations diplomatiques entre l'Égypte et Israël, autonomie provisoire accordée aux habitants de **Cisjordanie** et de **Gaza** pour une période de cinq ans ; un traité de paix israélo-égyptien doit être signé dans les trois mois qui suivent).

26 mars 1979 — Signature, à **Washington**, du traité de paix israëlo-égyptien.

30 juil. 1980 — La *Knesset* déclare **Jérusalem,** réunifiée, « capitale éternelle » de l'État hébreu.

Sept. 1980 — Réforme monétaire (nouvelle monnaie : le *shekel*).

11 mars 1981 — La *Knesset* se prononce contre l'annexion du **Golan.**

30 juin 1981 — Élections législatives (anticipées) ; la droite (BEGIN) l'emporte de peu sur le parti travailliste (PÉRÈS) avec 48 sièges contre 47.

Début 1982 — Israël intervient de plus en plus fréquemment au Liban contre les Palestiniens (raids aériens).

3 nov. 1981 — La *Knesset* rejette le plan FAHD.

14 déc. 1981 — La *Knesset* vote l'annexion du **Golan,** à la demande de BEGIN.

Fév.-mars 1982 — Troubles graves en **Cisjordanie** et à **Gaza.**

Avr. 1982 — Fin de l'évacuation du **Sinaï** (commencée en 1974).

Juin 1982 — L'armée israélienne envahit le **Liban.** Elle va conquérir **Beyrouth** et le ministre de la Défense (SHARON) laisse les miliciens libanais massacrer les civils palestiniens dans les camps de réfugiés.

Début 1983 — Conclusions de la Commission d'enquête sur la responsabilité de SHARON dans les massacres de **Beyrouth** ; le ministre de la Défense doit quitter le gouvernement.

La Corée du Nord et la Corée du Sud de 1960 à 1982 (principaux événements).

Corée du Nord.

1968-1969 — Nombreux incidents de frontière avec la **Corée du Sud.**

1972-1975 — Modification de la constitution ; KIM IL SUNG reste chef de l'État ; il engage une timide politique de rapprochement avec la Corée du Sud. Premier ministre : PARK SUNG CHUL.

Déc. 1977 — KIM IL SUNG réélu à la tête de l'État ; Premier ministre : LI JONG OK.

Corée du Sud.

Oct. 1969 — Référendum sur l'élection du chef de l'État.

Avr. 1971 — Réélection du président PARK CHUNG HEE.

Juil. 1978 — Quatrième mandat de PARK CHUNG HEE.

Déc. 1978 — Élections législatives ; progrès de l'opposition *(Nouveau parti démocrate)* qui obtient 61 sièges (sur 154), contre 68 au parti gouvernemental.

26 oct. 1979 — PARK CHUNG HEE est assassiné, à la suite d'un complot fomenté par KIM JAE KYU (exécuté le 24 mai 1980).

6 déc. 1979 — CHOI KYU HA élu président de la République ; Premier ministre : SHIN HYON HWACK.

1980 — Agitation et troubles divers ; nouvelle constitution (présidentielle) approuvée par référendum le 22 octobre.

1981 — Condamnation à mort (commuée en détention à vie) du chef de l'opposition, KIM DAE JUNG. CHON TOO HWAN officiellement élu président de la République.

Juin 1982 — Premier ministre : KIM SANG HYUP, après un remaniement ministériel.

Histoire du Sud-Est asiatique jusqu'en 1970

(pour la période 1970-1982, se reporter au texte).

Chronologie comparée.

Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines	Dates	Cambodge, Laos, Birmanie, Thaïlande	Viêt-nam
	VIe s.	**Cambodge** : unification du **Tchen-la** et du **Fou-nan.**	
Indonésie : empire de **Çrivijaya.**	**VIIe-XIIIe s.**	**Thaïlande** : installation des Thai.	
	IXe-XIIe s.	**Cambodge** : l'Empire khmer.	
	825	**Birmanie** : les Mon fondent le royaume de **Pegu.**	
	vers 850	**Birmanie** : les Birmans venus du Tibet fondent le royaume de **Pagan.**	
	939-968		Les Viêtnamiens rejettent la domination chinoise. Dynastie NGÔ.
	1010-1225		Dynastie des LY.
	1044-1077	**Birmanie** : unification par le roi de **Pagan,** ANAWRATHA.	
	XIIe s.	**Laos** : domination siamoise.	
	1177	**Cambodge** : sac d'**Angkor** par les Chan.	
	1225-1413		Dynastie des TRÂN.
	1238	**Thaïlande** : fondation du **Sukhotaï.**	
	1287	**Birmanie** : destruction du royaume de **Pagan,** par les Mongols.	
	XIVe s.	**Birmanie** : apogée des Chan. La dynastie de Pagan se réfugie à **Toungoo.**	
Indonésie : empire du **Madjapahit.** Pénétration de l'islam.	**XIVe-XVIe s.**		
	1353	**Laos** : fondation du royaume Lan Chang.	
	XVe s.	**Thaïlande** : unification du **Siam.**	
	1413		Reconquête chinoise.
	1428		LÊ LOI chasse les Chinois et fonde la dynastie des LÊ postérieurs.
	1431	**Cambodge** : les Siamois battent les Khmers et prennent **Angkor.**	
	1453-1472	**Birmanie** : la reine SHIN SAWBU de la dynastie de **Pegu.**	
	1460-1497		Apogée des LÊ sous LÊ THANH TÔN.
Malaisie : prise de **Malacca** par les Portugais. **Indonésie** : fondation de comptoirs portugais à **Amboine, Macassar, Tumasik.**	**1511**	**Birmanie** : arrivée des Portugais.	
Indonésie : chute du **Madjapahit.** Implantation définitive de l'islam.	**1520**		
Philippines : découverte par MAGELLAN.	**1521**		
	1531-1550	**Birmanie** : rétablissement de l'unité par le roi TABINSHWEHTI de **Toungoo.**	
	1535		Établissement d'un comptoir portugais.
Philippines : colonisation espagnole.	**1565**		
	1569-1584	**Birmanie, Thaïlande** : les Birmans envahissent et occupent le **Siam.**	
	fin du XVIe s.	**Thaïlande** : relations commerciales avec Anglais et Hollandais.	
	1600	**Birmanie** : sac de **Pegu** par les Siamois.	
Indonésie : la *Compagnie hollandaise des Indes orientales.*	**1602-1798**		
Indonésie : les Hollandais prennent **Amboine** aux Portugais.	**1605**		
Indonésie : fondation de **Batavia (Djakarta),** centre du commerce hollandais.	**1619**		
	1637		Arrivée des Hollandais.
Malaisie : prise de **Malacca** par les Hollandais.	**1641**		
	1673		Arrivée des Anglais.
	1687	**Thaïlande** : Intervention française. Soulèvement des populations.	
	1694	**Laos** : morcellement en trois royaumes : **Vientiane, Luang Prabang** et **Champassak.**	
	1740-1752	**Birmanie** : restauration du royaume des Môn à **Pegu.** Fin de la dynastie de TOUNGOO.	

LE SUD-EST ASIATIQUE

Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines	Dates	Cambodge, Laos, Birmanie, Thaïlande	Viêt-nam
	1782	**Thaïlande** : le général CHAKRI RAMA fonde la dynastie des RAMA.	
Malaisie : implantation britannique.	**1786**		
	1789		Chute de la dynastie LÊ. Les trois frères TAY se partagent le pays.
Malaisie : accord militaire entre la Grande-Bretagne et le sultan de **Kedah**.	**1791**		
Malaisie : les Anglais occupent **Malacca**.	**1795-1818**		
	1802		NGUYÊN ANH, aidé par les Français, devient l'empereur GIA-LONG et fonde la dynastie des NGUYÊN.
Indonésie : occupation anglaise.	**1811-1816**		
Singapour : occupation anglaise.	**1813**		
	1819	**Birmanie** : conquête du **Manipur** et de l'**Assam**.	
Malaisie : **Malacca** à la Grande-Bretagne (traité de Londres).	**1824**		
	1824-1826	**Birmanie** : première guerre birmane. L'**Assam**, le **Manipur**, **Arakan** et **Tenasserim** aux Anglais (traité de Yandabo).	
Indonésie : instauration du système de culture forcée.	**1830**		
	1848-1883		Règne de TU DUC. Intervention française.
	1852	**Birmanie** : deuxième guerre birmane. L'Angleterre annexe le **Pegu**.	
	1854	**Cambodge** : appel à la France contre les Siamois.	
	1859-1867		Les Français occupent la **Cochinchine**.
	1863	**Cambodge** : protectorat français au traité d'**Oudong**.	
Malaisie, Singapour : organisation des *Straits Settlements* avec **Singapour, Malacca** et **Penang**.	**1867**		
	1884		Protectorat français sur l'**Annam** et le **Tonkin**.
	1885	**Birmanie** : troisième guerre birmane.	
	1886	**Birmanie** : devient une province de l'empire des Indes.	
	1887	**Cambodge** : colonie française.	La France crée l'Union indochinoise.
	1893	**Laos** : protectorat français sur le **Luang Prabang**. **Thaïlande** : cession des provinces cambodgiennes à la France.	
Malaisie : fédération des sultanats malais.	**1895**		
Philippines : guerre hispano-américaine. Le traité de Paris donne les îles aux États-Unis.	**1898**		
Philippines : autonomie par le *Zones Act*.	**1916**		
Indonésie : SUKARNO fonde le *Parti national indonésien.*	**1927**		
	1931		HO CHI-MINH fonde le *Parti communiste indo-chinois.*
	1932	**Thaïlande** : coup d'État libéral instituant une monarchie constitutionnelle. PRIDI PHANOMMYONG.	
Philippines : MANUEL QUEZON, président de la République.	**1935**		
	1937	**Birmanie** : séparée de l'Empire des Indes.	
	1938	**Thaïlande** : coup d'État militaire de PIBUL SONGGRAM.	
	1940		Occupation japonaise. Création du *Viêt-minh* pour résister aux Japonais et aux Français.
	1941	**Cambodge** : traité de **Tokyo**. Le Cambodge doit céder, au Siam, des territoires récupérés en 1945.	
Malaisie : occupation japonaise.	**1941-1945**		
Philippines : création du mouvement *Huk* pour résister à l'occupant japonais.	**1941-1942**		
Indonésie, Singapour : occupation japonaise.	**1942**	**Birmanie** : occupation japonaise. **Thaïlande** : PRIDI PHANOMMYONG renverse PIBUL SONGGRAM.	
Indonésie : proclamation de l'indépendance.	**1945**		Le *Viêt-minh prend le* pouvoir. Abdication de l'empereur BAO DAÏ. Proclamation de l'indépendance. Les troupes de LECLERC prennent **Saigon**.
Philippines : indépendance.	**1946**		Autonomie accordée. Échec de la conférence de **Dalat**. Les Français bombardent **Haiphong**. Début de la guerre d'Indochine.
	1947	**Laos** : un État laotien regroupe **Vientiane** et **Luang Prabang.**	
Malaisie : insurrection ; élaboration d'une constitution.	**1948**	**Birmanie** : formation de l'Union birmane. Rébellion karen et communiste. Les troupes de Chine nationaliste occupent l'État chan. **Thaïlande** : après le coup d'État de 1947 renversant PHANOMMYONG, PIBUL SONGGRAM revient au pouvoir.	
Indonésie : l'ONU reconnaît l'indépendance. SUKARNO, chef de l'État.	**1949**	**Laos** : autonomie.	
	1953	**Laos** : indépendance. Lutte entre les pro-occidentaux et le *Pathet-Lao.* **Cambodge** : indépendance.	
Création de l'OTASE.	**1954**	**Birmanie** : départ des troupes chinoises.	Défaite française de **Dien Bien Phu.** Division du pays suivant le 17[e] parallèle, en République populaire au Nord (HO CHI-MINH) et Viêt-nam du Sud (BAO-DAÏ ; DIEM, premier ministre), par les accords de Genève.
	1955	**Cambodge** : abdication de NORODOM SIHANOUK en faveur de son père. Il fonde le parti nationaliste *Sangkum.*	NGO DINH DIEM dépose BAO DAÏ et prend le pouvoir.
Malaisie : indépendance. ABDUL RAHMAN, roi de la Fédération malaise.	**1957**	**Thaïlande** : coup d'État remplaçant PIBUL SONGGRAM par SARIT THANARAT.	Reprise de la lutte anticommuniste.
Singapour : autonomie.	**1959**		
	1960	**Cambodge** : le prince NORODOM SIHANOUK revient au pouvoir.	Création du FNL. Accentuation de l'aide américaine au Sud Viêt-nam.
	1961		Constitution de l'Armée de libération.
Malaisie, Singapour : constitution de la Fédération de Malaysia.	**1962-1963**	**Birmanie** : coup d'État de NE WIN. Conseil révolutionnaire. SAMA DUWA SINWA NAWNG, président de la République. **Thaïlande** : participation à la guerre du Viêt-nam aux côtés des Américains.	
Indonésie : L'**Irian** est attribué à l'Indonésie. SUKARNO, président à vie.	**1963**	**Thaïlande** : le maréchal THANON KITTIKACHORN succède à THANARAT.	Coup d'État renversant DIEM.
Indonésie : raids sur la Malaysia. Intervention britannique.	**1964**		Premiers bombardements américains sur le Nord Viêt-nam.
Philippines : FERDINAND MARCOS, président de la République. **Singapour** : quitte la Malaysia. **Indonésie** : quitte l'ONU qui a reconnu la Malaysia. Coup d'État d'UNTING, brisé par le général SUHARTO. Déchéance de SUKARNO.	**1965**		Le général THIEU prend le pouvoir. KY, chef du gouvernement. Escalade aérienne américaine.
Indonésie : SUHARTO, président de la République.	**1966**		Promulgation d'une constitution.
	1970	**Cambodge** : un coup d'État militaire destitue Norodom Sihanouk qui constitue un gouvernement en exil.	

Compléments sur les Philippines et l'Indonésie, de 1970 à 1982.

L'Indonésie.

1968 — SUHARTO obtient les pleins pouvoirs.

1973 — Deuxième mandat présidentiel pour le général SUHARTO.

1976 — L'Indonésie annexe la région orientale de l'île de **Timor**, région qui appartenait jusqu'alors au Portugal.

1978 — Troisième mandat pour le général SUHARTO.

1978-1982 — Agitation politique et difficultés diverses : agitation estudiantine ; opposition de l'armée ; mouvement nationaliste FRETILIN à Timor oriental ; révolte des Papous de **Nouvelle-Guinée** ; graves difficultés économiques, rendues plus sévères par l'effondrement des cours du pétrole.

République des Philippines.

Janv. 1973 — Nouvelle constitution : FERNANDO E. MARCOS président à vie (amendement confirmé en avril 1981).

1973-1974 — Tension entre les catholiques gouvernementaux et les musulmans sécessionnistes du Sud. Intervention militaire dans le Sud.

1975 — Établissement de relations diplomatiques avec la Chine.

1976 — Plébiscite renforçant la position du président MARCOS.

1981 — F.E. MARCOS réélu avec 88 % des suffrages exprimés ; Premier ministre : CÉSAR VIRATA.

1981-1982 — Agitation politique et sociale ; guérilla communiste (le Parti communiste philippin est clandestin ; son chef est JOSÉ MARIA SISON).

Chronologie de l'Afrique jusqu'en 1968

(pour la période 1968-1982, se reporter au texte).

Algérie, Tunisie, Maroc.

647 — Tunisie : invasion arabe. Fondation de **Kairouan** en 670.
682 — Les Arabes au Maroc et en Algérie (Uqba b. Nāfi').
Vers 710 — Mūsā b. Nuṣayr conquiert le Maroc. Conversion des populations autochtones à l'islam.
761 — Algérie : dynastie rustémide à **Tiaret** (= Tāhart) en Oranie.
788 — Maroc : Idrīs Ier b. ʿAbd Allāh (788-791) fonde la dynastie idrisside. 791-828 : Règne de son fils Idrīs II qui fonde **Fès.**
800-909 — Tunisie : dynastie aghlabide.
909 — Algérie, Tunisie : les Fāṭimides renversent la dynastie rustémide d'Algérie et les Aghlabides de Tunisie.
1053 — Maroc : conquête par Yūsuf b. Tāshufīn, chef des Almoravides. Fondation de **Marrakech** en 1062.
XIe s. — Algérie : invasion hilalienne (Bédouins) refoulée ensuite dans les montagnes.
1120 — Algérie : Ibn Tūmart à **Constantine.**
1134-1148 — Tunisie : occupation normande.
1147 — Maroc : les Almoravides supplantés par les Almohades. Le calife ʿAbd al-Mu'min (1130-1163) fils d'Ibn Tūmart. Lui succèdent : Ya'qūb Yūsuf (1163-1184), Abū Yūsuf Ya'qūb al-Manṣūr (1184-1199), Muḥammad b. Ya'qūb al-Nāṣir.
1159 — Tunisie : conquête par ʿAbd al-Mu'min.
1152-1159 — Algérie : conquête de l'Est par ʿAbd al-Mu'min.
1217-1250 — Maroc : conquête marinide. Royaume de **Fès.**
1236 — Algérie : fondation du royaume ʿabdalwahhābide par l'émir de **Tlemcen.**
Tunisie : indépendance proclamée par le gouverneur qui fonde la dynastie ḥafṣide.
1269 — Maroc : prise de **Marrakech** par le mérinide Abū Ya'qūb Yūsuf (1269-1286). Fin de la dynastie almohade.
1337 — Algérie : prise de Tlemcen par les Mérinides. Période d'anarchie.
1415 — Maroc : arrivée des Portugais. Prise de **Ceuta.**
1471-1548 — Maroc : dynastie waṭṭāside.
1497 — Maroc : prise de **Melilla** par les Espagnols.
1515 — Algérie : arrivée des corsaires turcs (Bābā ʿArūj et Khayr ad-Dīn, surnommé Barberousse). L'Algérie sous la protection du sultan de Constantinople, qui nomme le pacha.
1534 — Tunisie : Khayr ad-Dīn prend **Tunis.** Fin des Ḥafṣides.
1535-1574 — Tunisie : expéditions espagnoles.
1554 — Maroc : la dynastie waṭṭasside est supplantée par les Sadiens (règne d'Aḥmad IV al-Manṣūr de 1578 à 1603).
1590 — Tunisie : conquête ottomane. La Tunisie est dirigée par un dey.
1612-1705 — Tunisie : dynastie des deys murādites.
1642 — Maroc : les Alawites du **Tafilalet** prennent **Fès** et conquièrent le Maroc.
1672-1727 — Règne de Mawlāy Ismā'īl qui prend **Tanger** aux chrétiens en 1684. Période de troubles après sa mort.
1705 — Husayn b. ʿAlī renverse les Murādites et fonde la dynastie husseinite.
1711 — Algérie : autorité du dey, élu par la milice.
1767 — Maroc : Traité franco-marocain.
1822-1859 — Règne de Mawlāy ʿAbd ar-Raḥmān.
1830 — Algérie : débarquement français à **Sidi Ferruch** (prise d'**Alger** le 5 juillet).
1830-1840 — Occupation restreinte (**Alger, Oran** et **Bône**).
1837 — Algérie : traité de la **Tafna** : le général Bugeaud reconnaît à ʿAbd al-Qādir (= Abd al-Kader) la souveraineté sur les deux tiers du pays. Prise de **Constantine** par les Français.
1839 — Algérie : Abd al-Kader appelle à la guerre sainte.
1841-1847 — Conquête de toute l'Algérie par Bugeaud (gouverneur général).
1843 — Algérie : prise de la smala d'Abd al-Kader qui se réfugie au Maroc.
1844 — Maroc : guerre avec la France. Victoire de Bugeaud à l'**Isly.**
1847 — Reddition d'Abd al-Kader.
1848 — La constitution de la IIe République fait de l'Algérie une partie intégrante du territoire français.
1858-1860 — Maroc : guerre avec l'Espagne.
1861 — Tunisie : Muḥammad aṣ-Ṣādiq bey institue une monarchie constitutionnelle.
1863 — Algérie : lettre de Napoléon III proclamant que l'Algérie est un « royaume arabe ». Politique plus favorable aux indigènes.
1865 — Algérie : sénatus-consulte donnant la nationalité française aux musulmans.
1870 — Algérie : instauration du régime civil. L'Algérie retombe aux mains des colons.
1871-1872 — Insurrection de la **Kabylie.**
1873-1894 — Maroc : règne de Mawlāy Ḥasan.
1882 — Algérie : code de l'indigénat : assujettissement des musulmans.
1883 — Tunisie : convention de la **Marsa** établissant le protectorat français sur la Tunisie.
1893-1894 — Maroc : expédition espagnole : rectification des frontières.
1894-1908 — Maroc : règne de Mawlāy ʿAbd al-ʿAziz b. al-Ḥasan.
1898 — Algérie : émeutes des colons réclamant l'autonomie.
1906 — Maroc : Conférence d'**Algésiras** (contrôle international du Maroc).
1907 — Maroc : occupation d'**Oujda** (Lyautey) et de **Casablanca** par l'armée française.
1908 — Maroc : Mawlāy Ḥāfiẓ usurpe le trône.
1911 — Maroc : révolte à **Fès.** Intervention française.
1912 — Maroc : convention de **Fès** (protectorat français). Le **Rif** et **Ifni** aux Espagnols.
1912-1927 — Maroc : règne de Mawlāy Yūsuf après l'abdication de Mawlāy Ḥafiẓ.
1920 — Tunisie : fondation du parti *Destour.*
1921-1926 — Maroc : révolte d'ʿAbd al-Kārim (= Abd el-Krim) dans le territoire espagnol. Alliance franco-espagnole. Abd el-Krim se rend à Pétain. Conférence de **Paris** sur la délimitation des zones.
1924 — Algérie : Messālī al-Ḥādj (= Messali Hadj) fonde le mouvement de *L'Étoile nord-africaine.*
1927-1961 — Maroc : règne de Muḥammad V. Mouvement nationaliste.
1934 — Tunisie : Habib Bourguiba fonde le *Néo-Destour.*
1937 — Algérie : fondation du *Parti populaire algérien.*
1940-1942 — Maroc : l'Espagne occupe **Tanger.**
1942 — Algérie : occupation anglo-américaine.
Tunisie : occupation allemande.
1943 — Algérie : Farḥāt ʿAbbās (= Ferhat Abbas) publie le *Manifeste du Peuple algérien.*
Maroc : formation de l'*Istiqlal* par les nationalistes.
Tunisie : reconquête alliée. Rétablissement du protectorat français en 1944.
8-13 mai 1945 — Algérie : violentes émeutes musulmanes dans le Constantinois (**Sétif, Guelma**).
1947 — Algérie : statut de l'Algérie (assemblée élue par moitié par les colons et par les indigènes).
1953 — Maroc : éviction du sultan qui est exilé sur l'instigation du Glaoui (profrançais). Muḥammad b.ʿArafa.
1er nov. 1954 — Algérie : insurrection musulmane. Début de la guerre. Constitution du FLN.
Tunisie : autonomie après l'agitation antifrançaise.
1955 — Maroc : le gouvernement français réinstalle Muḥammad V après l'abdication de b.ʿArafa.
1956 — Maroc : la France et l'Espagne reconnaissent l'indépendance.
Tunisie : indépendance. Victoire du *Néo-Destour* aux élections. Bourguiba chef du gouvernement.
1957 — Tunisie : déposition du souverain husseinite. Proclamation de la République.
Algérie : bataille d'Alger. Destruction de la résistance musulmane dans les villes.
Maroc : le sultan devient roi du Maroc.
1958 — Algérie : bombardement français en Tunisie. Menace d'internationalisation du conflit. Insurrection des colons. Le général Massu commande le *Comité de salut public.* Formation du Gouvernement provisoire de la République algérienne au **Caire.**
1959 — Algérie : le général De Gaulle se prononce pour l'autodétermination.
1960 — Algérie : semaine des barricades (24 janv.-1er fév.). Échec des pourparlers de **Melun.**
1961 — Maroc : Ḥasan II (né en 1929) succède à son père Muḥammad V.
Algérie : putsch des généraux. Pourparlers d'**Évian** et de **Lugrin.** Accord sur l'autodétermination et cessez-le-feu.
1962 — Algérie : insurrection de l'OAS à **Bab-el-Oued** et fusillade de la rue d'Isly (26 mars). Référendum. En septembre, l'Assemblée nationale constituante désigne Ben Bella comme chef du gouvernement.
Maroc : la constitution établit une monarchie constitutionnelle.
Tunisie : évacuation de **Bizerte** par les Français.
Maroc, Algérie : conflit frontalier au Sahara.
Algérie : constitution établissant un régime présidentiel. Ben Bella, président de la République.
1964 — Tunisie : nationalisation des terres appartenant aux étrangers.
1965 — Algérie : chute de Ben Bella. Conseil de la Révolution du colonel Boumediene (politique de nationalisations). Accord pétrolier avec la France.
1967 — Algérie : rébellion du colonel Zbiri écrasée.

L'Égypte.

642 — Prise d'**Alexandrie** par les Arabes (ʿAmr b. al-Aṣ). L'Égypte est dominée par les califes de Damas (658), puis de Baghdād.
869-905 — Dynastie des Ṭūlūnides.
969-1171 — Dynastie des Fāṭimides. Nouvelle capitale au **Caire.**
1167 — Prise du **Caire** par les croisés.
1171 — Saladin (= Ṣalāḥ ad-Dīn Yūsuf b. Ayyūb) fonde la dynastie des Ayyūbides.
1174-1187 — Saladin conquiert la **Syrie,** le **Yémen** et le royaume de **Jérusalem.**
1250-1382 — Domination des Mamlūks Bahrites.
1382-1517 — Domination des Mamlūks Burdjites.
1517 — Sélim Ier conquiert l'Égypte qui devient une province de l'Empire ottoman.
1798 — L'armée française de Bonaparte débarque à **Aboukir.** Bataille des Pyramides.
1801 — Évacuation de l'armée française.
1805-1847 — Méhémet Ali (Muḥammad ʿAlī) pacha d'Égypte.
1811 — Assassinat des chefs mamlūks.
1811-1818 — Campagne d'**Arabie.** Prise des villes saintes.
1820-1823 — Conquête du **Soudan.** Fondation de **Khartoum** (1823).
1832 — Méhémet Ali envahit la **Syrie.**
1832 — Les Égyptiens battent les Turcs au **Beïlan.**
1833 — Paix de **Koutayhia.** L'Égypte obtient la **Syrie** et la **Palestine.**
1839 — Seconde guerre de **Syrie.** Victoire contre les Turcs à **Nezib** (24 juin).
1840 — Sous la pression anglaise, l'Égypte évacue la Syrie.
1841 — L'Égypte, agrandie du **Soudan,** devient une partie autonome de l'Empire ottoman avec une dynastie héréditaire.
1848-1854 — Règne de ʿAbbās Ier.
1854-1863 — Règne de Muḥammad ʿAlī Saʿīd.
5 janv. 1856 — Concession du canal de Suez à la *Compagnie universelle* de Ferdinand de Lesseps.
1863-1879 — Règne d'Ismā'īl.
17 nov. 1869 — Inauguration du canal de Suez.
1874 — Pour éviter la banqueroute, Ismā'īl vend ses parts du canal à l'Angleterre.
2 mai 1876 — Création de la *Caisse de la dette publique,* organisme franco-anglais qui contrôle les finances égyptiennes.
1879-1892 — Règne de Tawfīq.
1882 — Soulèvement de ʿArābī Pasha. Répression ; début de l'occupation anglaise.
1892-1914 — Règne de ʿAbbās II.
1899 — Condominium anglo-égyptien sur le **Soudan.**
1914 — Protectorat officiel de l'Angleterre sur l'Égypte.
1917-1936 — Règne de Fu'ād Ier.
1918 — Sa'd Zaghlūl organise le parti *Wafd* qui réclame l'indépendance. Agitation dans le pays.
1922 — L'Angleterre reconnaît l'indépendance de l'Égypte.
1923 — Constitution parlementaire.
1936 — Nahhas, chef du *Wafd,* est appelé au gouvernement.
1936-1952 — Règne de Fārūq (= Farouk).
1936 — Accords avec l'Angleterre. Évacuation des troupes britanniques.
1937 — Conférence de **Montreux.** Abolition des Capitulations.
1939 — Nahhas écarté par Farouk.
1942 — Retour au pouvoir de Nahhas, favorable aux Alliés.
1948 — Constitution établie par les Anglais créant une assemblée soudanaise.
Mai 1948-fév. 1949 — Guerre contre **Israël.** Défaite égyptienne. Formation du mouvement clandestin des *Officiers libres* que dirige Djamāl ʿAbd al-Nāṣir (= Nasser).
1951 — Nahhas dénonce les accords anglo-égyptiens.
26 juil. 1952 — Coup d'État militaire. Abdication de Farouk. Le général Naguib Premier ministre.
Janv. 1953 — Suppression des partis.
18 juin 1953 — Proclamation de la république.
Nov. 1954 — Nasser écarte Naguib.
1956 — Proclamation de l'indépendance soudanaise. Nasser élu président de la République. Il nationalise le canal de Suez. Intervention israélienne. Intervention franco-anglaise. L'ONU impose le cessez-le-feu et le retour au *statu quo.*
1er fév. 1958 — Union de l'Égypte et de la Syrie qui forment la République arabe unie.
8 mars 1958 — Le Yémen se joint au nouvel État.
Juil. 1961 — Réforme agraire.
Sept. 1961 — Séparation avec la Syrie. L'Égypte garde le nom de République arabe unie.
1964 — Nouvelle constitution.
22 mai 1967 — Blocus par Nasser du golfe d'**Akaba.**
5-10 juin 1967 — Guerre des Six jours. Victoire d'Israël dont les troupes occupent toute la presqu'île du **Sinaï.** Le canal, devenu inutilisable, a perdu son importance économique.

L'Éthiopie.

XIXe s. — Rivalités européennes à l'intérieur du pays.
1855 — Kassa se fait couronner négus, sous le nom de Théodoros II. Hostile aux musulmans, il tente de moderniser son pays. Rupture avec les Européens.
1867 — Expédition militaire anglaise qui écrase les Éthiopiens.
1868 — Le négus se suicide. Anarchie dans le pays.
1872-1889 — Le chef du **Tigré** devient négus sous le nom de Jean IV.
1878 — Ménélik, reconnu comme héritier présomptif.
1881 — La France s'installe à **Obok.**
1882 — Installation des Italiens à **Assab.**
1885 — La France s'installe à **Djibouti.** Jean IV s'appuie sur l'Angleterre.
1887 — Ménélik s'empare de **Harar** (occupé par les Égyptiens).
1889 — Ménélik monte sur le trône. Traité d'**Ucciali** avec l'Italie lui donnant l'Érythrée.
1893 — Ménélik dénonce le traité.
1894 — La capitale est fixée à **Addis-Abeba.**
1896 — Ménélik écrase les troupes italiennes à **Adoua** et impose le traité d'**Addis-Abeba** reconnaissant la souveraineté éthiopienne.
1906 — Partage de l'Éthiopie en trois (Angleterre, France, Italie).
1909 — Ménélik, malade, laisse le pouvoir à son petit-fils Yassou.
1917 — Déposition de Yassou par Tafari, fils du ras Makônnen. Zaouditou impératrice ; Tafari régent.
1923 — L'Éthiopie adhère à la SDN.
1928 — Coup d'État de Tafari, nommé négus.
1930 — Mort de Zaouditou. Tafari monte sur le trône sous le nom de Hailé Selassié.
1935 — Invasion italienne. L'empereur se réfugie en Angleterre.
Jusqu'en 1941 — L'Éthiopie forme avec l'Érythrée et la Somalie italienne l'*Africa orientale italiana.*
1941 — L'Éthiopie est libérée par les troupes anglo-françaises. Retour de Hailé Selassié.
1945 — Membre de l'ONU et de l'UNESCO.
1952 — L'Éthiopie forme avec l'Érythrée une fédération qui lui donne accès à la mer.
1959 — Voyages du négus aux États-Unis, en Égypte, Yougoslavie, URSS, France ; l'audience internationale de l'Éthiopie s'élargit.
1960 — Intégration de l'Érythrée.
1963 — Conférence d'**Addis-Abeba** créant l'Organisation de l'unité africaine.

L'Afrique noire jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale

IIIe s. — Mauritanie : Les Bafour.
IVe s. — Afrique occidentale : naissance de l'empire soudanais du **Ghana.**
XIVe s. — Ile Maurice : découverte par le Portugais Pedro Mascarenhas.
Tchad : constitution de l'État du **Ouadaï.**
XVe s. — Burundi : formation du royaume du **Ruanda-Urundi.**
Cameroun : installation de Fernando Póo.
Gambie, Liberia : exploration portugaise.
Mauritanie : apparition des Portugais.
1482-1484 — Gabon, Angola : découverte par le Portugais Diego Cam.
XVIe s. — Tanganyika, Kenya : occupation portugaise.
Nigeria : le territoire est partagé entre les royaumes du **Bénin** et du **Yorouba.**
Mauritanie : installation de la tribu arabe des Maquil.
1500 — Madagascar : découverte par le Portugais Diego Díaz.
1508 — Mozambique : établissement des Portugais.
1529 — Angola : installation portugaise.
1574 — Angola : gouvernement du roi N'gola qui donne son nom au pays.
1598-1710 — Ile Maurice : colonisation hollandaise.
1640-1648 — Angola : les Portugais repoussent les Hollandais qui tentent d'envahir le pays.
1652 — Afrique du Sud : comptoir de la *Compagnie hollandaise des Indes orientales* fondé par J. Van Riebeeck. Installation de colons à partir de 1657.
XVIIe-XVIIIe s. — Afrique du Sud : invasion des Bantous venus du Nord.
Mauritanie : installation des Français sur les côtes.
XVIIIe s. — Mali : domination du royaume du **Ségou.**
1717 — Ile Maurice : installation des Français.
1778 — Guinée espagnole : constituée par le traité du **Bardo.**
1783 — Gambie : le traité de Versailles assigne le pays aux Anglais.
1795 — Afrique du Sud : occupation anglaise.
Fin du XVIIIe s. — Swaziland : constitution du groupe des Bantous Zwazi.
Déb. du XIXe s. — Basutoland : occupation du pays par les Tchouana.
XIXe s. — Mali : les États de **Ségou, Kaarta, Macina, Yatanga** se partagent le pays.
1810 — Ile Maurice : conquête anglaise. Colonie britannique en 1814.
1815-1836 — Swaziland : royaume dirigé par Sobhufa.
1820 — Soudan : conquête par Méhémet Ali.
Swaziland : les Zwazi sont refoulés dans les montagnes par les Zoulou.

1822 — Liberia : installation d'esclaves noirs libérés par la *Société américaine de colonisation.*
1832 — Zanzibar : installation de l'iman de Mascate, SAYYID SAÏD.
1834-1839 — Afrique du Sud : les colons hollandais émigrent vers l'intérieur et fondent le **Natal**, le **Transvaal** et l'État libre d'**Orange**.
1837 — Guinée : établissement des comptoirs des « Rivières du Sud ».
1839 — Gabon : établissement du capitaine BOUET dans la baie du **Gabon**.
1840 — Rhodésie : fondation du royaume du **Matabélé**.
1842 — Côte-d'Ivoire : les établissements créés au XVIII[e] siècle deviennent officiellement français.
1843 — Afrique du Sud : l'Angleterre annexe le **Natal**.
1847 — Togo : établissements allemands.
Liberia : indépendance et promulgation d'une constitution.
1855 — Mauritanie : suzeraineté française sur l'émirat.
1859 — Nyassaland : exploration par LIVINGSTONE.
1860 — Cameroun : apparition des Allemands.
1861 — Nigeria : les Anglais s'installent à **Lagos**.
1868 — Basutoland : le pays devient un protectorat britannique.
1869 — Tchad : NACHTIGAL au Tchad.
1871-1872 — Tanganyika : expéditions de LIVINGSTONE et de STANLEY.
1876-1878 — Gabon : création de la colonie par SAVORGNAN DE BRAZZA.
1877 — Congo : STANLEY sur le Congo.
1880-1895 — Mali : conquête par FAIDHERBE et GALLIENI.
1881 — Afrique du Sud : le traité de **Pretoria** reconnaît l'indépendance des États boers.
1884 — Basutoland : protectorat britannique.
Sud-ouest africain : colonisation allemande.
Cameroun : NACHTIGAL conclut un protectorat avec des chefs de tribus.
Togo : NACHTIGAL à **Lomé**.
1884-1885 — Congo : établissement de l'État indépendant du **Congo**, à la suite de la conférence de **Berlin**.
1885 — Tanganyika : constitution de la *Société allemande de l'Afrique orientale.*
Madagascar : la France reçoit le Nord de l'île et contrôle la politique extérieure, par traité.
1888 — Rhodésie : CECIL RHODES bat le **Matabélé** ; conclusion d'un protectorat.
Gambie : autonomie.
1888-1895 — Kenya : conquête anglaise.
1889-1902 — Afrique du Sud : guerre des Boers.
1890 — Dahomey : occupation française.
Niger : fixation de la frontière franco-anglaise (ligne Saïf-Garon).
Rhodésie : fondation de **Salisbury** par des colons anglais.
Zanzibar : partage anglo-allemand de l'arrière-pays.
1893 — Guinée : autonomie de la Guinée française.
1894-1902 — Gambie : protectorat anglais.
1895 — Afrique occidentale : création de l'AOF, capitale **Dakar**.
Guinée : convention franco-anglaise délimitant les frontières.
1896 — Madagascar : annexion par la France, à la suite d'insurrections.
1897 — Tchad : **le sultanat de Baguirmi** demande la protection de la France.
Madagascar : déposition de la reine RANAVALONA III.
1898 — Tchad, Soudan : accord franco-britannique sur le partage du **Soudan**.
1900 — Niger : une mission française détruit les forces du chef noir RABAH.
Afrique du Sud : suppression des États boers par le traité de **Vereeniging**.
1906 — Swaziland : l'administration est confiée au haut-commissaire de l'Afrique du Sud.
1907 — Congo : traité avec le souverain congolais faisant du Congo une colonie belge.
1910 — Afrique équatoriale : création de l'AEF, capitale **Brazzaville**.
Afrique du Sud : création de l'Union sud-africaine.
1911 — Cameroun : le traité franco-allemand laisse le **Cameroun** sous protectorat allemand.
Rhodésie : division en Rhodésie du Nord et du Sud.
1912 — Tchad : les Français soumettent le **Ouadaï**.
1913 — Union sud-africaine : *Natives Land Act.*
1914 — Nigeria : formation de la colonie et du protectorat.
1914-1916 — Cameroun : conquête française. Partage franco-britannique.
Dahomey : fin de la conquête.
1915 — Gambie : constitution.
Nyassaland : révolte des Noirs conduits par le pasteur CHILEMBWE.
1916 — Burundi : conquête belge confirmée par la SDN en 1923.
Haute-Volta : création d'une colonie séparée, à la suite des révoltes.
1919 — Togo : partage franco-anglais.
1920-1946 — Tanganyika : la SDN confie le pays à la Grande-Bretagne.
1920 — Niger : achèvement de la pacification.
Sud-Ouest africain : la SDN accorde le mandat à l'Afrique du Sud.
1923 — Rhodésie : autonomie. Politique de ségrégation menée par les Blancs.
1926 — Union sud-africaine : *Colour Bar Act.*
1931 — Union sud-africaine : le traité de **Westminster** accorde l'indépendance.
1936 — Union sud-africaine : les Noirs perdent le droit de vote par le *Representation of Natives Act.*
1939-1945 — Union sud-africaine : combat aux côtés des Alliés. SMUTS remplace HERTZOG (Premier ministre depuis 1924) favorable aux Allemands.
1940 — Cameroun : ralliement à la France libre.
Madagascar : fidélité au maréchal PÉTAIN.
1941-1943 — Tchad : base des opérations françaises d'ORNANO et de LECLERC en **Libye**.
1942 — Madagascar : occupation alliée.

Le Canada.

Fin du IX[e] s. — Des Islandais se fixent sur la rive nord du golfe de **Saint-Laurent**.
XI[e] s. — Des Islandais du Groënland s'installent sur les côtes de **Terre-Neuve** et du **Labrador**.
1497 — JEAN CABOT découvre les côtes de **Terre-Neuve** et du **Labrador**.
1524 — VERRAZZANO appelle Nouvelle-France l'hinterland nord-atlantique.
1534 — JACQUES CARTIER pénètre dans le golfe de **Saint-Laurent**.
1535 — CARTIER remonte le **Saint-Laurent** jusqu'aux sites de **Montréal et Québec**. C'est la découverte du « pays de Canada ».
1541-1542 — Échecs de CARTIER et ROBERVAL dans leur tentative de colonisation.
1604-1605 — De MONTS fonde **Port-Royal Acadie**.
1608 — CHAMPLAIN fonde **Québec**.
1615 — Arrivée des récollets.
1627 — RICHELIEU crée la *Compagnie de la Nouvelle-France.*
1629 — Prise de **Québec** par les Anglais.
1632 — **Québec** revient à la France par le traité de **Saint-Germain-en-Laye**.
1634 — NICOLET au lac **Michigan**.
1642 — Fondation de **Ville-Marie** (actuelle Montréal).
1654 — Occupation de l'**Acadie** par les Anglais.
1659 — Monseigneur de LAVAL, premier évêque de **Québec**.
1663 — Louis XIV réintègre le Canada dans le domaine royal.
1668 — Les Anglais prennent position dans la baie d'**Hudson**.
1671 — SAINT-SIMON remonte le **Saguenay**.
1672 — PERROT au lac Supérieur. FRONTENAC, gouverneur.
1673 — JOLIET et MARQUETTE suivent le **Mississippi**.
1680 — DU LUTH explore le **haut-Missouri**.
1684 — Guerre de la fourrure avec les Iroquois.
1689 — FRONTENAC de nouveau gouverneur.
1690 — FRONTENAC repousse PHIPPS devant **Québec**. Conquête de l'**Acadie** par les New-Englanders.
1697 — D'IBERVILLE conquiert la baie d'**Hudson**. Traité de **Ryswick**.
1701 — Fin de la guerre des Iroquois.
1711 — WALKER et NICHOLSON ne réussissent pas à envahir le pays.
1713 — Traité d'**Utrecht** : l'**Acadie** est cédée aux Anglais : elle devient la Nouvelle-Écosse.
1731 — LA VERENDRYE étend le domaine exploré.
1749 — L'Angleterre fonde **Halifax**.
1756 — Début de la guerre de Sept ans.
1758 — Victoire de MONTCALM à **Fort-Carillon**. Prise de **Luisbourg** par les Anglais.
1759 — Défaite française dans les plaines d'**Abraham**. Les Français perdent **Québec**.
1760 — La Nouvelle-France capitule à **Montréal**.
1763 — Traité de **Paris** : la France cède le Canada à l'Angleterre.
1763 — Partage de la Nouvelle-France.
1774 — Le *Québec Act*, première loi constitutionnelle des Canadiens.
1775 — Insurrection américaine qui échoue à **Montgomery**.
1791 — Le *Constitutional Act* divise le Canada en deux provinces, une française et une anglaise.
1812 — États-Unis et Angleterre s'affrontent au Canada.
1814 — Traité de **Gand**, qui libère le pays.
1837 — Révolte des Canadiens français. Insurrection de MACKENZIE.
1840 — *Acte d'Union.* Un Canada uni remplace les deux provinces.
1847 — Gouvernement de lord ELGIN.
1854 — Gouvernement MORIN-MACNAB. Traité de réciprocité commerciale avec les États-Unis.
1864 — Conférence de **Québec** : plan de fédération canadienne.
Déc. 1866 — Les termes de la fédération sont fixés à **Londres**.
Mars 1867 — Vote de la loi de fédération par le Parlement britannique. L'*Acte de l'Amérique britannique du Nord* crée la confédération du Canada. Ministère MACDONALD (1867-1873).
1869 — La *Compagnie de la Baie d'Hudson* cède ses droits au Canada. L'Angleterre cède ses territoires du Nord au Canada.
1871 — La Colombie britannique s'unit au Canada fédéré.
1878 — Second Ministère MACDONALD.
1885 — Révolte de la **Saskatchewan**.
1896 — Chute du ministère conservateur sur la question des écoles du **Manitoba**. Ministère LAURIER. Départ des troupes anglaises.
1905 — Création de deux nouvelles provinces : l'**Alberta** et la **Saskatchewan**.
1911 — Les conservateurs (BORDEN) remplacent les libéraux.
1914 — Entrée en guerre du Canada.
1921 — Élections. Retour des libéraux au pouvoir (MACKENZIE KING).
1926 — La conférence impériale reconnaît l'indépendance politique du Canada.
1930 — Les élections sont remportées par les conservateurs conduits par RICHARD BENNETT.
1931 — Statut de **Westminster**.
1935 — Les libéraux remportent les élections.
1938 — Traité de réciprocité avec les États-Unis.
1939 — Déclaration de guerre à l'Allemagne.
Août 1940 — Accord d'**Ogdensburg** avec les États-Unis.
1942 — Prêt de 700 millions de dollars à la Grande-Bretagne.
1948 — LOUIS SAINT-LAURENT, un libéral, Premier ministre.
1949 — **Terre-Neuve** entre dans la confédération.
1957 — Majorité conservatrice. JOHN G. DIEFENBAKER, Premier ministre.
1963 — LEASTER PEARSON, leader des libéraux, Premier ministre.
1966 — Les élections montrent le progrès du sentiment autonomiste chez les Canadiens français. Les séparatistes québecois obtiennent 8 % des suffrages.
Juil. 1967 — Visite du général DE GAULLE.
Nov. 1967 — Conférence des Premiers ministres à **Ottawa**.
Avr. 1968 — Pierre Elliot Trudeau, libéral, succède à Pearson.
1968-1982 — Se reporter au texte.

Les États-Unis.

Pour la chronologie des présidents des États-Unis, voir le tableau complet p. 111.

1539-1542 — Exploration du **Mississippi** par DE SOTO.
1565 — Les Espagnols en **Floride**.
1584 — Essai de colonisation de la **Virginie** par sir WALTER RALEIGH.
1607 — Fondation de la **Virginie**.
1619 — L'esclavage en **Virginie**. Établissement d'un gouvernement représentatif.
1624 — Création de la **Nouvelle-Amsterdam** (New York) par les Hollandais.
1630 — Fondation de **Boston**.
1643 — Création de la confédération de la **Nouvelle-Angleterre**.
1670 — Fondation de **Charleston**.
1682 — CAVELIER DE LA SALLE prend la vallée du **Mississippi** et la nomme **Louisiane**.
1718 — Fondation de la **Nouvelle-Orléans**.
1732 — Fondation de la **Géorgie**.
1754 — Congrès d'**Albany**.
1763 — Traité de **Paris** : la colonie anglaise s'étend jusqu'au **Mississippi**.
1765 — *Stamp Act et Sugar Act* tentent d'imposer l'autorité fiscale de la Couronne sur sa colonie.
1770 — « Massacre » de **Boston**.
1774 — Premier Congrès continental à **Boston**.
1775-1783 — Guerre d'Indépendance.
1775 — Deuxième Congrès continental.
1776 — Déclaration d'indépendance.
1777 — Capitulation des Anglais à **Saratoga**.
1781 — Capitulation de la deuxième armée anglaise à **Yorktown**.
1783 — Le traité de **Versailles** reconnaît l'indépendance des États-Unis.
1787 — Convention de **Philadelphie** : adoption de la constitution fédérale des États-Unis (17 septembre).
1791 — Création du parti démocrate par JEFFERSON.
1800 — Transfert de la capitale de **Philadelphie** à **Washington**.
1803 — Achat de la **Louisiane** aux Français.
1808 — La traite des esclaves est interdite.
1812-1815 — Seconde guerre d'Indépendance ; incendie de **Washington** (1813).
1819 — Achat de la **Floride** à l'Espagne.
1820 — Compromis du **Missouri** sur les limites de l'esclavagisme.
1823 — Déclaration de MONROE sur la neutralité américaine et la non-ingérence de l'Europe dans les affaires américaines.
1845 — Annexion du **Texas**.
1846 — Cession de l'**Orégon** par l'Angleterre. Guerre avec le Mexique qui vend la **Californie** et le **Nouveau-Mexique** au traité de la **Guadelupe Hidalgo** (1848).
1848 — Découverte d'or en **Californie**. Ruée vers l'or.
1850 — Compromis d'HENRY CLAY devant les risques de sécession de la **Caroline du Sud**.
1854 — Création du parti républicain.
1860 — Sécession de la **Caroline du Sud**, suivie de celle de onze États sudistes en 1861.
1861-1865 — Guerre de sécession.
1862 — LINCOLN émancipe les esclaves. *Homestead Act* pour attirer les immigrants.
1863 — Défaite nordiste à **Gettysburg**. Bataille de **Chattanooga**.
1864 — Avance nordiste en **Virginie** et en **Géorgie**. Prise d'**Atlanta**.
1865 — Reddition sudiste d'**Appomatox**. Assassinat de LINCOLN.
1867 — *Acte de reconstruction* du Sud. Achat de l'**Alaska**.
1869 — L'*Union Pacific* achève la communication ferroviaire entre les côtes du Pacifique et de l'Atlantique.
1873 — Panique après l'incident de **Virginie**.
1876-1881 — Révoltes indiennes.
1889 — Conférence panaméricaine de **Washington**.
1890 — *Sherman Act* contre les trusts et tarif MCKINLEY.
1893 — Protectorat américain sur les îles **Hawaii**.
1898 — Guerre hispano-américaine. Les États-Unis reçoivent **Porto Rico**, les **Philippines** et **Guam** au traité de **Paris**. Occupation de **Cuba**.
1903 — Acquisition de la zone du canal de **Panama**.
1909 — Fondation de la NAACP *(National Association for the Advencement of Coloured People).*
1913 — Tarif UNDERWOOD et instauration de l'impôt sur le revenu.
1914 — Déclaration de neutralité. Loi antitrusts de CLAYTON.
1916-1917 — Expédition du général PERSHING au **Nouveau-Mexique** contre les raids de PANCHO VILLA.
1917 — Achat des **Antilles** au Danemark. Entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale.
1918 — Les « Quatorze points » de WILSON.
1919 — Début de la prohibition (jusqu'en 1933).
1920 — Le Congrès rejette le traité de **Versailles**.
1921 — Conférence de **Washington**. Restrictions sur l'immigration.
1929 — Krach de la Bourse de **New York** (24 octobre) ; crise économique.
1933-1935 — Roosevelt lance le *New Deal.*
1933 — *National Industrial Recovery Act ; Agricultural Adjustment Act.*
1941 — Loi prêt-bail. Déclaration de guerre au **Japon**.
1945 — Conférences de **Yalta** et de **San Francisco**.
1946 — Expérience atomique de **Bikini**. Conférence de **Paris** sur la paix.
1947 — Doctrine de TRUMAN et plan MARSHALL. Loi antigrèves.
1948-1949 — Pont aérien de **Berlin** après le blocus soviétique.
1949 — L'OTAN. Lutte contre le communisme.
1950-1953 — Intervention en **Corée**.
1951-1952 — Traité de paix américano-japonais.
1954 — Intégration scolaire des Noirs.
1958 — Crise iraquienne ; les *marines* au **Liban**.
1959 — Guerre de l'acier. Visite de KHROUCHTCHEV.
1960 — Conférence de **Paris**.
1962 — Crise de **Cuba** (retrait des missiles soviétiques). Pacte de **Moscou** sur les essais nucléaires dans l'atmosphère.
1963 — Assassinat de J.F. KENNEDY (22 novembre). JOHNSON président des États-Unis.
1965 — Débarquement de *marines* en République dominicaine. Intervention directe des États-Unis dans la guerre du Viêt-nam.
1967 — Insurrection des Noirs.
1968 — Assassinat du pasteur MARTIN LUTHER KING et du sénateur ROBERT KENNEDY. Élection du président NIXON.
1968-1982 — Se reporter au texte.

L'Amérique latine.

Nous avons regroupé dans cette annexe quelques points de repère chronologiques concernant non seulement l'Amérique du Sud, mais aussi l'Amérique du Nord (Mexique) et l'Amérique centrale (étudiées p. 95). Pour la période 1968-1982, se reporter au texte.

IXe s. — Mexique : Tula, la ville des Toltèques, supplante **Teotihuacán.**

1168 — Mexique : les Chichimèques mettent fin à la civilisation de **Tula.**

1325 — Mexique : fondation de **Tenochtitlán (Mexico)** par les Aztèques.

1492 — Haïti : débarquement de CHRISTOPHE COLOMB. Colonisation espagnole.

1493 — Pérou : règne de HUAYNA CÁPAC. Apogée de l'Empire inca.

1498 — Venezuela, Guyanes : découverte par CHRISTOPHE COLOMB.

1501-1502 — Amérique centrale : découverte par CHRISTOPHE COLOMB et RODRIGO DE BASTIDES.

1510 — Panama : colonisation espagnole.

1516 — Uruguay : découverte par JUAN DIAZ DE SOLIS.

1519 — Mexique : arrivée de CORTÈS. Conquête espagnole.

1523 — Honduras : conquête espagnole.

1524 — El Salvador : conquête par PEDRO DE ALVAREDO.

1530-1545 — Venezuela : échec d'une colonisation allemande.

1532-1533 — Pérou : conquête de PIZARRO. Mise à mort du dernier Inca : ATAHUALPA.

1543 — Pérou : création de la vice-royauté du Pérou.

1581 — Guyanes : exploration par sir WALTER RALEIGH.

1697 — Haïti : le traité de **Ryswick** donne l'île à la France.

1791 — Haïti : insurrection des esclaves noirs (TOUSSAINT LOUVERTURE).

1801 — Haïti : NAPOLÉON fait exiler LOUVERTURE qui s'était nommé gouverneur à vie.

1804 — Haïti : indépendance de toute l'île. L'empereur JACQUES Ier (1804-1806).

1807 — Uruguay : occupation anglaise de **Montevideo.**

1808 — Brésil : la famille royale portugaise s'établit à **Rio.**
Équateur : déclaration de l'indépendance.

1809 — Bolivie : SIMON BOLIVAR, chef des armées d'indépendance.

1810 — Colombie : junte de **Bogota.**
Venezuela : FRANCISCO MIRANDA proclame l'indépendance.
Argentine : chute du vice-roi CISNEROS. Junte révolutionnaire à **Buenos Aires.**
Chili : indépendance relative (ROZAS et O'HIGGINS).

1811 — Colombie : proclamation de la fédération des provinces de la **Nouvelle-Grenade.** Répression espagnole.

1813 — Argentine : victoire de SAN MARTÍN à **San Lorenzo.**
Paraguay : indépendance de la République.
Mexique : soulèvement du curé métis MORELOS qui proclame l'indépendance.

1814 — Guyanes : partage entre l'Angleterre, la France et les Pays-Bas.

1814-1840 — Paraguay : dictature de R. FRANCIA proclamée « perpétuelle » en 1816.

1815 — Uruguay : premier gouvernement national formé par le chef gaucho ARTIGAS.

1816 — Argentine : indépendance des « Provinces-Unies d'Amérique du Sud ».

1819 — Colombie : Union avec le **Venezuela.**

1820 — Équateur : insurrection de **Guayaquil.**

1821 — Chili : création de la République chilienne. Présidence de O'HIGGINS.
Pérou : proclamation de l'indépendance par SAN MARTÍN.
Mexique : indépendance reconnue par le vice-roi.
Amérique centrale : indépendance des différents États. Le **Panama** est rattaché à la **Colombie.**
Saint-Domingue : révolte contre l'Espagne et proclamation de l'indépendance.

1821-1828 — Uruguay : annexion au **Brésil.** Indépendance au traité de **Rio-de-Janeiro.**

1822 — Équateur : victoire du **Pichincha.**
Brésil : cri d'**Ypiranga.** Indépendance après le départ du roi du Portugal. PEDRO Ier empereur.
Mexique : ITURBIDE se fait proclamer empereur.
Guatemala, Nicaragua : union à l'empire mexicain.
Saint-Domingue : occupation haïtienne (1822-1844).

1823 — Mexique : proclamation de la république par SANTA ANNA, au pouvoir jusqu'en 1855.

1824 — Pérou : victoire de SUCRE sur les Espagnols.
Mexique : vote d'une constitution fédéraliste.

1824-1839 — Guatemala, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et El Salvador : confédération des « États-Unis d'Amérique centrale ».

1825 — Bolivie : proclamation de l'indépendance du Haut-Pérou qui devient la république de Bolivie.

1828-1829 — Bolivie : présidence du général SANTA CRUZ. Guerre contre le **Chili.**

1829-1852 — Argentine : dictature sanglante de ROSAS.

1830 — Éclatement de la Grande-Colombie. L'**Équateur** devient république.

1831 — Brésil : abdication de PEDRO Ier en faveur de son fils PEDRO II. Régence (1831-1840) ; troubles.

1833 — Chili : constitution sous la présidence de PRIETO (1831-1841).

1834 — Brésil : régime parlementaire.

1838-1851 — Uruguay : guerre civile entre libéraux et conservateurs.

1844-1862 — Paraguay : CARLO LOPEZ, neveu de FRANCIA, dictateur.

1845 — Venezuela : séparation d'avec la Grande-Colombie.

1846-1847 — Mexique : guerre avec les États-Unis. Perte du **Nouveau-Mexique** et de la haute **Californie.**

1847-1859 — Haïti : l'empereur FAUSTIN Ier.

1848 — Nicaragua : protectorat britannique sur la côte des Mosquitos.

1853 — Colombie : le projet de fédération déclenche une guerre civile. **Argentine** : constitution libérale.

1855 — Mexique : gouvernement libéral sous la présidence de l'Indien BENITO JUAREZ.

1856 — Mexique : la loi LERDO supprime la propriété collective.

1858-1861 — Mexique : guerre de Trois ans contre les cléricaux. Confiscation des biens d'Église.

1860 — Brésil : immigration européenne.

1861 — Mexique : intervention franco-anglo-espagnole après la suspension du paiement des intérêts de la dette extérieure.

1861-1871 — Chili : JOAQUIN PEREZ. Intervention dans la guerre péruvo-espagnole.

1861-1875 — Équateur : présidence de MORENA. Guerre contre la **Colombie.**

1861-1865 — Saint-Domingue : le président PEDRO SANTANA opère le retour à l'Espagne.

1862-1863 — Mexique : conquête française.

1862-1870 — Paraguay : FRANCISCO LOPEZ. Guerre contre l'**Argentine**, le **Brésil** et l'**Uruguay.**

1863 — Colombie : les États-Unis de Colombie.

1864 — Mexique : MAXIMILIEN accepte l'empire du Mexique par la convention de **Miramar.**

1866-1870 — Venezuela : guerre civile entre libéraux et conservateurs.

1867 — Mexique : retrait des troupes françaises. JUAREZ reprend le pouvoir et fait fusiller MAXIMILIEN.

1870-1888 — Venezuela : gouvernement libéral de GUZMÁN BLANCO.

1872 — Mexique : mort de JUAREZ.

1873-1885 — Guatemala : gouvernement du « despote éclairé » JUSTO RUFINO BARRIOS.

1876 — Mexique : prise du pouvoir par PORFIRIO DÍAZ.
Paraguay : fin de l'occupation. Amputation du territoire. Série de coups d'État.

1879-1884 — Bolivie, Chili, Pérou : guerre du Pacifique. La Bolivie perd sa façade maritime, le Pérou, les régions de **Tacua** et d'**Arica.**

1880 — Colombie : dictature de NUÑEZ appuyé par le clergé.

1882-1899 — Saint-Domingue : présidence d'ULISES HEUREAUX, assassiné.

1886 — Colombie : constitution centraliste. La république de Colombie.

1888 — Brésil : abolition totale de l'esclavage.

1889 — Brésil : l'armée soutenue par le clergé prend le pouvoir. Proclamation de la république.

1891 — Chili : révolution de BALMACEDA. Régime d'assemblée sous la présidence de MONTT.
Brésil : constitution républicaine et fédérative.

1893-1909 — Nicaragua : dictature de ZELAYA, renversé avec l'aide des États-Unis.

1895 — Équateur : révolution libérale.

1898 — Cuba : indépendance à la suite de la guerre hispano-américaine.

1898-1920 — Guatemala : dictature de CABRERA.

1899-1908 — Venezuela : dictature de CIPRIANO CASTRO.

1901 — Cuba : constitution présidentielle imposée par les États-Unis.

1903 — Panama : révolte et proclamation de l'indépendance. **Colombie** : sécession de Panama. **Bolivie** : Traité de **Petropolis** cédant **Acre** au Brésil.

1903-1907 et 1911-1915 — Uruguay : présidence de JOSÉ BATTLE Y ORDOÑEZ.

1904-1914 — Panama : percement du canal par les États-Unis.

1906-1912 — Cuba : soulèvement libéral entraînant l'occupation américaine.

1908-1935 — Venezuela : dictature de JUAN VINCENTE GOMEZ.

1910 — Mexique : insurrection de FRANCISCO MADERO. Début de la guerre civile de dix ans.

1911-1933 — Honduras : occupation américaine.

1911 — Mexique : démission de DÍAZ. Élection de MADERO.

1912-1925 — Nicaragua : occupation américaine.

1913 — Mexique : assassinat de MADERO par le général HUERTA.

1913-1914 — Saint-Domingue : guerre civile ; intervention américaine. Présidence de JIMENEZ (1914-1916).

1914 — Mexique : intervention américaine ; fuite de HUERTA ; prise de **Mexico** par PANCHO VILLA et ZAPATA.

1915-1934 — Haïti : massacre du président VILLEREM GUILLAUME ; occupation américaine.

1916 — Nicaragua : le président A. DÍAZ (1913-1916 et 1924-1925) signe le traité de **Bryan-Chamorro** installant une base américaine.

1917 — Mexique : rejet du projet de constitution socialisante de CARRANZA.
Brésil : le président BRAZ déclare la guerre à l'Allemagne.

1919 — Uruguay : nouvelle constitution.

1919-1926 — Brésil : présidence de DA SILVA PESSOA. Tentatives de révoltes militaires.

1920 — Mexique : assassinat de CARRANZA. Élection d'OBREGÓN. PANCHO VILLA se soumet.

1922 — Venezuela : découverte du pétrole.

1924 — Pérou : HAYA DE LA TORRE crée l'APRA *(Alianza Popular Revolucionaria Americana),* mouvement progressiste.

1924-1934 — Mexique : présidence de CALLES. Lois anticléricales.

1925 — Chili : intervention militaire. Constitution rétablissant le régime présidentiel.

1925-1933 — Cuba : dictature de MACHADO.

1926-1933 — Nicaragua : nouvelle occupation américaine. Réaction nationaliste (SANTANDERRO).

1928-1935 — Paraguay, Brésil : guerre du **Chaco.**

1930 — Argentine : présidence d'URIBURU après un coup d'État militaire.
Brésil : révolution de VARGAS qui prend le pouvoir.
Saint-Domingue : élection du général RAFAEL LEONIDAS TRUJILLO MOLINA.

1931-1944 — El Salvador : dictature du général MAXIMILIANO HERNANDEZ MARTINEZ.

1931-1945 — Guatemala : dictature de JORGE UBICO.

1933 — Cuba : coup d'État du sergent BATISTA.

1933-1949 — Honduras : dictature de TIBURCIO CARIES ANDRINO.

1934 — Mexique : le général CARDENAS à la présidence. Exil de CALLES et fin de la lutte avec l'Église. Expropriation des compagnies pétrolières étrangères. **Brésil** : constitution centralisatrice.

1934-1938 et 1942-1945 — Colombie : présidence de LOPEZ PUMAJERO.

1936 — Bolivie : perte du **Chaco** après la guerre avec le **Paraguay** (traité de **Buenos Aires**).

1937 — Brésil : une charte donne tous les pouvoirs à VARGAS.

1937-1956 — Nicaragua : dictature d'ANASTASIO SOMOZA avec le soutien des États-Unis.

1938 — Bolivie : constitution. Formation du parti nationaliste révolutionnaire.
Chili : le front populaire porte au pouvoir AGUIRRE CERDA.

1941 — Panama : chute du président ARNULFO ARIA, élection de RICARDO ADOLFO DE LA GUARDIA.

1941-1942 — Équateur : guerre contre le **Pérou.**

1943 — Argentine : coup d'État militaire.

1944 — El Salvador : rébellion d'ARTURO ROMERO et TITO CALVO. Démission de MARTINEZ.

1945-1948 — El Salvador : présidence de SALVADOR CASTADENA E CASTRO, qui donne une constitution. Chassé par l'armée.

1945 — Brésil : la révolution renverse VARGAS.
Argentine : soulèvement populaire en faveur de PERÓN.
Venezuela : révolution de ROMULO BETANCOURT.

1946-1955 — Argentine : présidence de JUAN PERÓN.

1946 — Chili : présidence de VIDELA. Législation sociale avancée. **Brésil** : constitution libérale.

1948 — Costa Rica : guerre civile après l'élection d'OTILIO ULATE.

1948-1956 — Pérou : dictature du général ODRIA.

1949-1954 — Honduras : JUAN MANUEL CALVEZ, libéral.

1950-1954 — Brésil : présidence de VARGAS qui se suicide lorsque l'armée lui demande de démissionner.

1950 — El Salvador : la junte militaire fait élire OSCAR OSORIO.

1951 — Uruguay : constitution instituant un gouvernement collégial.

1951-1954 — Guatemala : présidence de JACOBO ARBENZ GUZMÁN.

1952 — Cuba : BATISTA reprend le pouvoir.
Argentine : mort d'EVA PERÓN. Opposition de l'Église. Hostilité des États-Unis.

1953 — Cuba : insurrection à **Santiago.** Répression. CASTRO se réfugie au Mexique.
Colombie : coup d'État du général PINILLA.
Venezuela : dictature de PEREZ JIMENEZ.

1954 — Paraguay : présidence d'A. STROESSNER, réélu en 1963 et 1968.

1954-1956 — Honduras : coup d'État de JULIO LOZANO DÍAZ.

1954-1957 — Guatemala : présidence de CARLOS CASTILLO ARMAS.

1955 — Argentine : les militaires prennent le pouvoir.
Brésil : élection de KUBITSCHEK.

1956 — Pérou : élection du libéral MANUEL PEDRO Y UGARTECHE.
Cuba : débarquement de CASTRO.

1957 — Guatemala : assassinat d'ARMAS. Coup d'État du général FUENTES.

1957-1963 — Honduras : présidence de RAMON VILLEDA MORALES.

1957 — Haïti : élection de FRANÇOIS DUVALIER. Régime dictatorial.
Colombie : PINILLA doit remettre ses pouvoirs à une junte militaire.

1958-1964 — Mexique : présidence de LOPEZ MATEO.

1958 — Venezuela : coup d'État. Retour de BETANCOURT.

1959 — Cuba : fuite de BATISTA. La révolution porte URRUTIA à la présidence. Il doit démissionner. DORTICOS le remplace. Le pouvoir est exercé par FIDEL CASTRO, Premier ministre.

1961 — Brésil : présidence de JOÃO GOULART.
Saint-Domingue : assassinat de TRUJILLO. Union civique nationale.
Cuba : incident de la baie des Cochons.

1962 — Argentine : coup d'État militaire. Présidence de GUIDO.
El Salvador : une junte militaire fait élire le colonel JULIO RIVERA.
Cuba : affaire des rampes de lancement soviétiques.
Saint-Domingue : nouvelle constitution. Présidence de JUAN BOSCH.

1962-1966 — Colombie : présidence de VALENCIA.

1963 — Pérou : élection de FERNANDO BELAUNDE TERRY.
Équateur : une junte militaire met JUJÓN au pouvoir.
Honduras : putsch du colonel OSWALDO LOPEZ ARELLANO.
Guatemala : le colonel AZURDIA renverse FUENTÈS.
Nicaragua : présidence du libéral RENÉ SCHICK.
Saint-Domingue : putsch militaire contre BOSCH. Une junte au pouvoir.

1963-1966 — Venezuela : RAUL LEONI au pouvoir (Action démocratique).

1964 — Bolivie : coup d'État du général CANDIA.
Chili : élection d'EDUARDO FREI.
Brésil : présidence de CASTELLO BRANCO.
Mexique : présidence de DIAZ ORDAZ.

1965 — Saint-Domingue : guerre civile. Intervention américaine.
Guatemala : chute d'AZURDIA. Constitution. Présidence de MENDEZ MONTÉNÈGUE. Mouvements de guérilla.

1966 — Saint-Domingue : élection de JOAQUIN BALAGUER.
Honduras : présidence de LOPEZ ARELLANO. Manifestations ouvrières et estudiantines.
Costa Rica : élection de FERNANDEZ.
Pérou : la junte est renversée ; présidence d'O. AROSEMENA GOMEZ.
Guyane britannique : indépendance.
Colombie : élection du dictateur BARRIENTOS.

1967 — Argentine : coup d'État du général ONGANIA.
Bolivie : la guérilla est écrasée (RÉGIS DEBRAY, mort de CHE GUEVARA).
Chili : grève générale et émeutes.
Brésil : présidence du maréchal COSTA E SILVA.
Uruguay : réforme constitutionnelle. JORGE PACHECO ARECO remplace GESTIDO élu en 1966.
Nicaragua : élection du général TACHITO SOMOZA.
El Salvador : élection du colonel F. SANCHEZ HERNANDEZ.

1968 — Mexique : émeutes étudiantes.
Nicaragua : création du *Front de libération nationale.*
Équateur : nouvelle constitution. Présidence de J. VELASCO IBARRA.
Venezuela : émeutes de MARACAÏBO.
Uruguay : agitation étudiante. État de siège.
Brésil : conflit avec les ecclésiastiques progressistes et répression du mouvement étudiant.
Colombie : visite du pape PAUL VI.

1969 — Honduras, Nicaragua : affrontement armé.
Brésil : coup d'État militaire. G. MEDICI, président.

1970 — Chili : victoire de la Gauche aux élections, S. ALLENDE (socialiste) élu président.

L'Océanie.

Points de repère chronologiques.

XVIe s. — Australie : découverte des côtes par les Portugais.
Nouvelle-Zélande : occupation par les Maoris.

1605 — Australie : première exploration des côtes australes par le Hollandais WILLEM JANSZOON.

1606 — Mélanésie : découverte des **Nouvelles-Hébrides** par l'Espagnol LUIS DE TORRES.

1642 — ABEL TASMAN, de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, découvre la **Tasmanie,** la **Nouvelle-Zélande** et les îles **Fidji.**

1766-1769 — Polynésie : voyage de BOUGAINVILLE.

1767 — Polynésie : WALLIS découvre **Tahiti** et les îles **Wallis.**

1769-1779 — Australie, Nouvelle-Zélande et Mélanésie : trois voyages de JAMES COOK.

1778 — Polynésie : voyage de COOK aux îles **Hawaii.**

L'OCÉANIE

1788 — **Australie** : création, sur la côte est, de la Nouvelle-Galles du Sud *(New South Wales)*. Envoi de pénitentiaires à **Botany Bay.**
1793 — **Australie** : arrivée de colons libres.
1803 — **Australie** : occupation de la **Tasmanie** par les Britanniques.
1825 — **Australie** : la **Tasmanie** devient colonie anglaise.
1835 — **Australie** : explorations de LIVINGSTONE et MITCHELL.
1840 — **Nouvelle-Zélande** : traité de **Waitangi** entre les colons anglais et les Maoris.
1842 — **Polynésie** : protectorat français sur **Tahiti** et les îles **Marquises.**
1843-1847 — **Nouvelle-Zélande** : soulèvement des Maoris.
1844 — **Polynésie** : affaire PRITCHARD à **Tahiti.**
1850 — **Samoa** : arrivée des Allemands.
1850 — **Australie** : ruée vers l'or dans l'État de Victoria.
1851 — **Australie** : l'État de Victoria se sépare de la Nouvelle-Galles du Sud.
1852 — **Nouvelle-Zélande** : constitution accordant un gouvernement responsable.
1853 — **Mélanésie** : occupation française de la **Nouvelle-Calédonie.**
1855-1856 — **Australie** : Londres accorde des Constitutions. Création de gouvernements d'États.
1859 — **Australie** : le Queensland se sépare de la Nouvelle-Galles du Sud.
1860-1869 — **Nouvelle-Zélande** : deuxième guerre maorie.
1861-1865 — **Nouvelle-Zélande** : ruée vers l'or.
1864 — **Australie** : l'Australie du Nord se sépare de la Nouvelle-Galles du Sud.
1874 — **Mélanésie** : annexion des îles **Fidji** par les Anglais. Révoltes en 1876.
1880 — **Polynésie** : annexion de **Tahiti** par la France.
1885 — **Nouvelle-Guinée** : partage entre l'Angleterre, l'Allemagne et la Hollande.
Polynésie : les Allemands aux îles **Marshall.**
1886 — **Polynésie** : occupation des îles **Wallis** par les Français.
1887 — **Mélanésie** : condominium franco-britannique sur les **Nouvelles-Hébrides.**
Polynésie : La France achète les îles **Sous le Vent.**
1889 — **Samoa** : le traité de Berlin partage les îles entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.
1893-1906 — **Nouvelle-Zélande** : ministère SEDDON. Législation sociale avancée.
1893 — **Polynésie** : protectorat américain sur les îles **Hawaii** (Annexion en 1898).
1901 — **Australie** : création du Commonwealth d'Australie le 1er janvier.
1907 — **Nouvelle-Zélande** : la colonie devient un dominion.
1914 — **Mélanésie** : condominium franco-anglais sur les **Nouvelles-Hébrides.**
1917 — **Mélanésie** : la France annexe **Wallis** et **Futuna** (protectorats depuis 1886-1887).
1920 — **Samoa** : la SDN place les **Samoa** (ex-allemandes) sous tutelle néo-zélandaise.
1922 — Conférence sur le Pacifique à Washington.
1939-1941 et 1949-1966 — **Australie** : ROBERT GORDON MENZIES, Premier ministre.
1950-1953 — **Australie** : participation à la guerre de Corée.
1951 — **Australie, Nouvelle-Zélande** : pacte militaire avec les États-Unis.
1958 — **Polynésie** : la Polynésie française devient Territoire d'Outre-Mer après le référendum.
1959 — **Polynésie** : Hawaii devient le cinquantième État des États-Unis.
1960 — **Nouvelle-Zélande** : KEITH HOLYOAKE Premier ministre (mandat renouvelé en 1966).
1962 — **Samoa** : l'indépendance est accordée par la **Nouvelle-Zélande.**
1965 — **Nouvelle-Zélande, Australie** : participation à la guerre du Viêt-nam.
1966 — **Nouvelle-Zélande** : HAROLD HOLT Premier ministre.
1968 — **Nouvelle-Zélande** : JOHN GORTON succède à HOLT, décédé accidentellement.

États récemment parvenus à l'indépendance.

(Situation au début de 1983 ; date d'accession à l'indépendance donnée entre parenthèses.)

• **Fidji** (10 oct. 1970).
Capitale : Suva ; 630 000 habitants. Premier ministre : KAMISESE MARA.

• **Kiribati** (juil. 1979).
Capitale : Tarawa ; 60 000 habitants. Constitution présidentielle ; chef de l'État et chef du gouvernement : IEREMIA TABAI.

• **Nauru** (31 janv. 1968).
7 000 habitants. Présidents de la République : HAMMER DE ROBURT (jusqu'en 1976) ; BERNARD DOWIYOGO (1976-1978) ; depuis 1978 : HAMMER DE ROBURT.

• **Papouasie-Nouvelle-Guinée** (16 sept. 1975).
Capitale : Port Moresby ; 3 080 000 habitants. Ancienne colonie australienne. Premier ministre : JULIUS CHAN (qui a succédé à MICHAEL SOMARE). La Papouasie a fait sécession en mars 1975, ainsi que l'île de Bougainville (40 000 habitants) qui se nomme, depuis, République des Salomons du Nord.

• **Iles Salomon** (7 juil. 1978).
Capitale : Honiara ; 220 000 habitants. Premier ministre : SOLOMON MAMALONI (depuis 1981).

• Samoa Occidentales (1er janv. 1962).
Capitale : Apia ; 160 000 habitants. Chef de l'État : MALIETOA TANUMAFILI II ; Premier ministre : TAISI TUPUOLA EFI.

• **Tonga** (4 juin 1970).
Capitale : Nukualofa ; 100 000 habitants. Monarchie ; souverain : TAUFA'AHAU TUPOU IV ; Premier ministre : prince TU'IPELEHAKE.

• **Tuvalu** (1er oct. 1978).
Capitale : Funafuti ; 6 000 habitants. Premier ministre : TOARIPI LAUTI.

• **Vanuatu**, ex-**Nouvelles-Hébrides** (30 juil. 1980).
Capitale : Vila ; 110 000 habitants. Chef de l'État : GEORGE ATI SOKOMANU ; Premier ministre : WALTER HADYE LINI.

INDEX

A

B

INDEX

INDEX

INDEX

W

X

Y

Z

Achevé d'imprimer en Italie
sur les presses de GEA à Milan
le 4 juillet 1986
Dépôt légal : août 1986
Dépôt légal 1re édition : juin 1984